





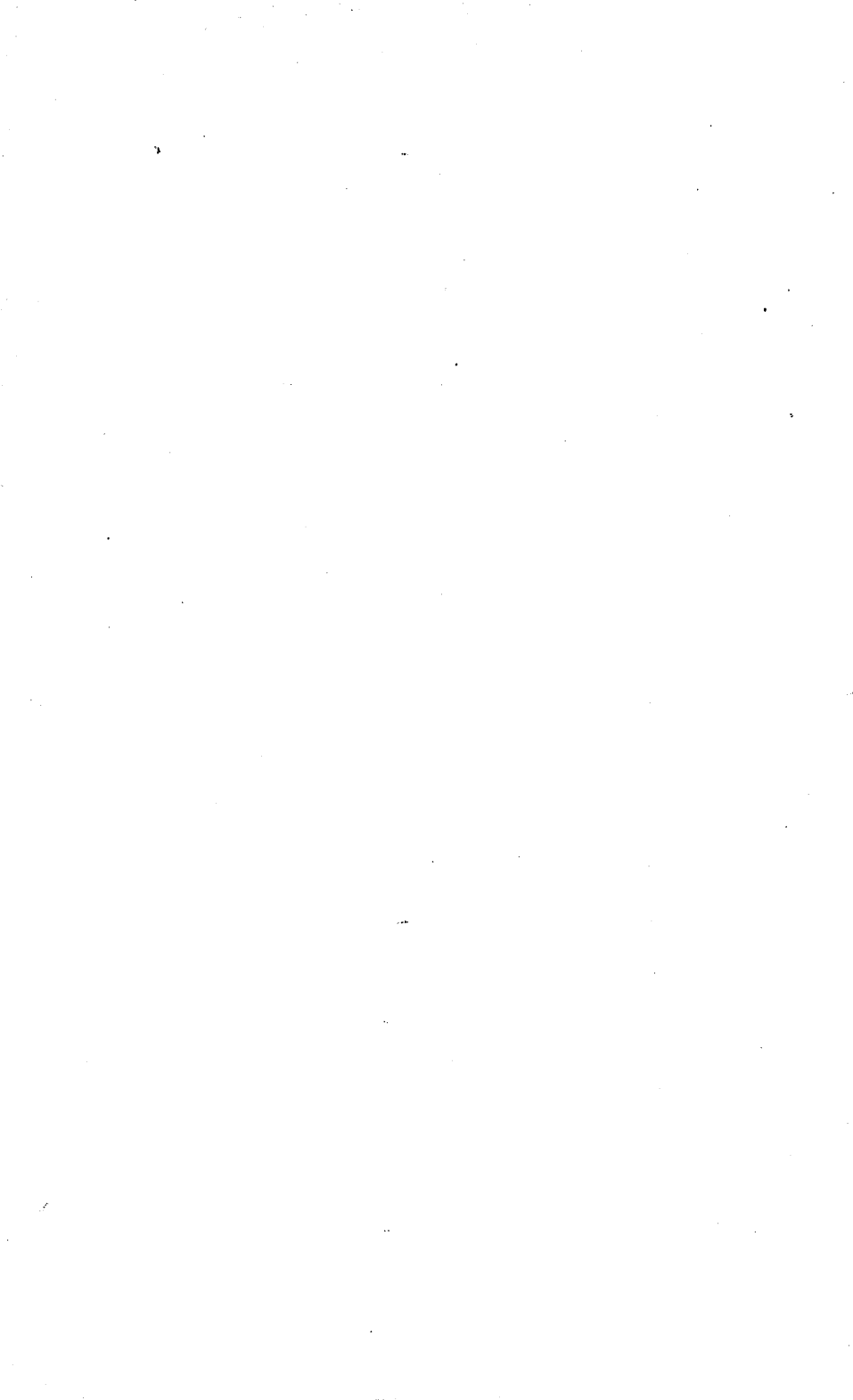
The University of Chicago
Libraries



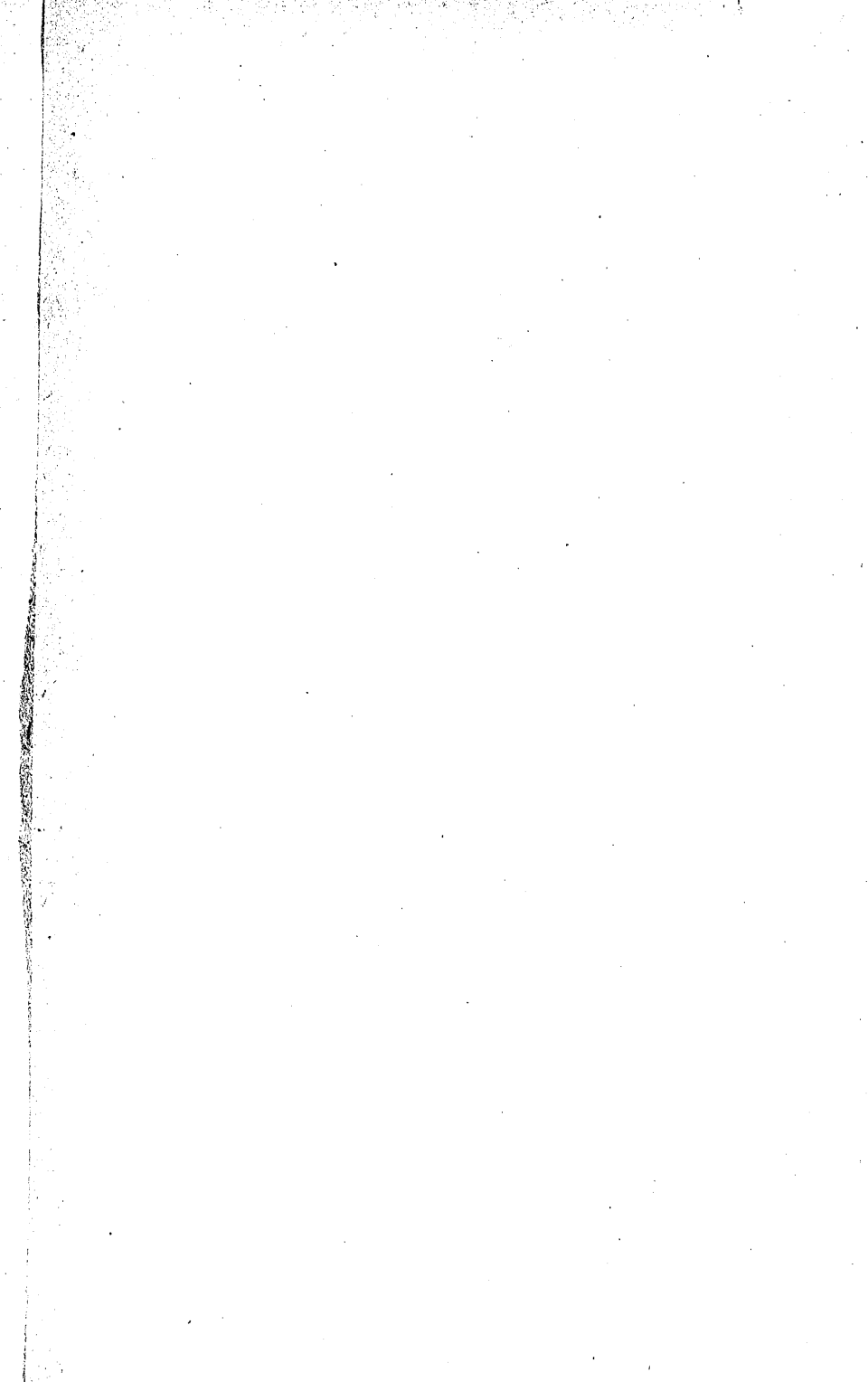
The Library of
JOHN MATTHEWS MANLY
Professor and Head of the Department of English
1898-1933

Presented by
A FRIEND OF THE UNIVERSITY





John M. Manly



EXPOSITION

DU

DROIT CANONIQUE

EXPOSITION
DU
DROIT CANONIQUE

SELON LA

Méthode des Décrétales de GRÉGOIRE IX

PAR

M. l'Abbé Joseph TÉPHANY

//

CHANOINE DE LA CATHÉDRALE DE QUIMPER

DOYEN DU CHAPITRE

TOME PREMIER

PARIS
BLOUD & BARRAL
LIBRAIRES-ÉDITEURS
4, rue Madame, et rue de Rennes, 50

LA CHAPELLE-MONTLIGEON
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE
DE
Notre-Dame de Montligeon.

BX1935

.T3

v.1



MANLY COLL

Quimper, le 12 juillet 1898.

Monseigneur,

Votre Grandeur m'a prié de lui rendre compte du nouvel ouvrage dont M. l'abbé Téphany, Doyen du Chapitre, a entrepris la publication; je viens d'en achever la lecture, et je crois pouvoir dire qu'il est le digne couronnement des œuvres nombreuses dues à son expérience et à son persévérant amour du travail.

Dans l'Exposition du droit canonique qu'il nous donne, aujourd'hui, l'auteur suit pas à pas l'ordre des Décrétales, appuyant toujours ses conclusions sur le sentiment des Canonistes les plus autorisés. J'ose donc espérer, Monseigneur, que Votre Grandeur voudra bien donner sa haute approbation à ce travail bien fait pour stimuler parmi vos prêtres le goût des études et des publications sérieuses.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'assurance de mon profond respect.

PEYRON,

Chancelier, archiviste de l'Évêché de Quimper.

APPROBATION

ÉVÊCHÉ

DE QUIMPER

Quimper, le 12 juillet 1898.

ET DE LÉON

Monsieur le Doyen,

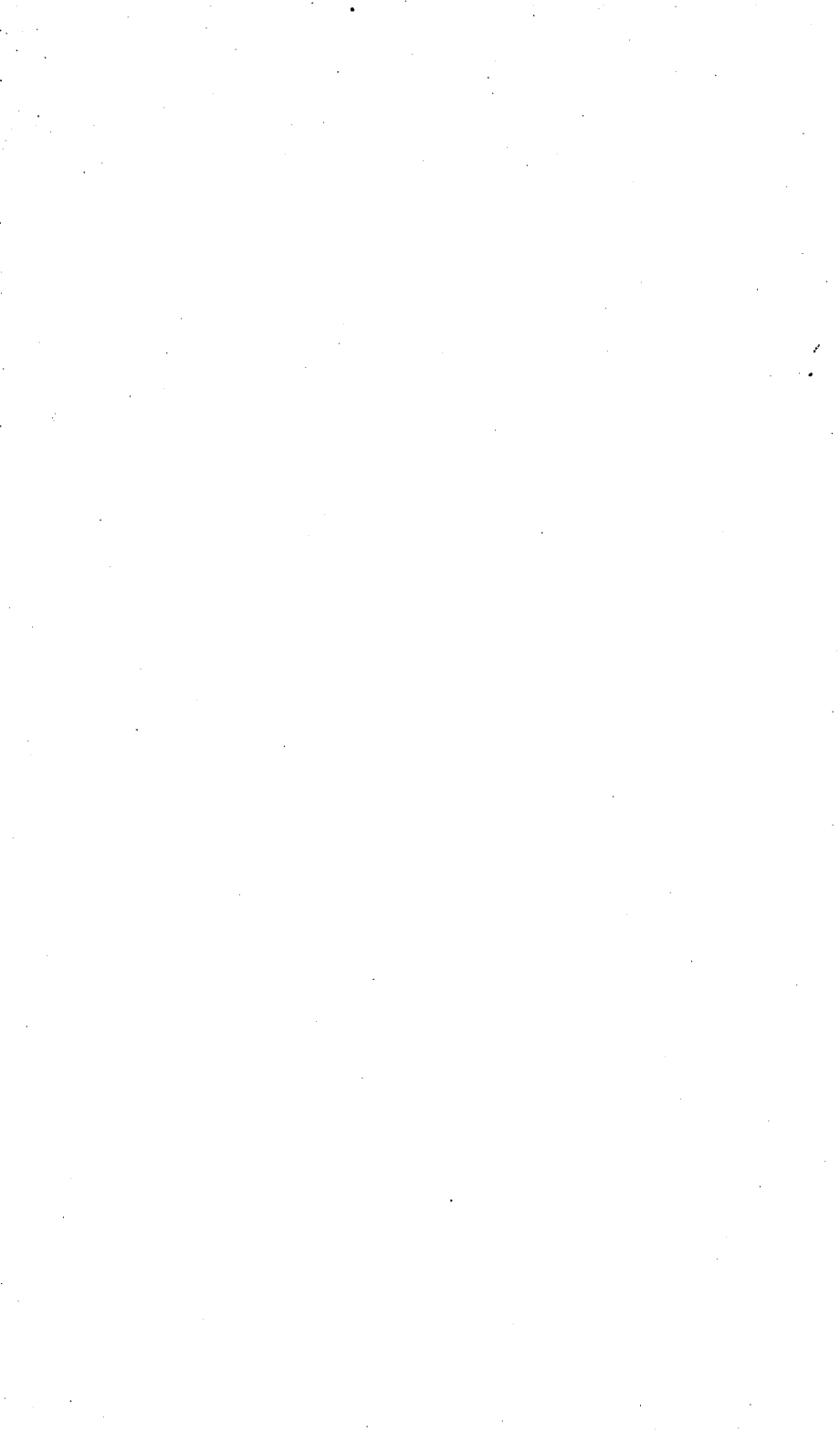
Le nouveau livre que vous faites paraître, intitulé : Exposition du droit canonique, selon la méthode des Décrétales de Grégoire IX, est une bonne fortune pour le clergé.

Nous savons, par le rapport qui nous en a été fait, que nous trouverons dans cet ouvrage la clarté, la méthode et la solidité qui distinguent vos écrits précédents et leur donnent tant de valeur.

En vous remerciant, nous vous prions de recevoir nos salutations dévouées.

† HENRI,

Évêque de Quimper et de Léon.



PRÉFACE

Nous avons suivi, pour exposer le droit canonique, l'ordre des Décrétales de Grégoire IX :

Parce que c'est la méthode de l'Église Romaine ;

Parce que cette méthode est la plus favorable, selon nous, à l'exposition *complète* de ce droit : « Scientia non est pars, sed totum ; » car, en suivant un autre ordre, on néglige et on omet beaucoup de questions importantes, comme le dit de Angelis cité par M^{gr} Grandclaude : « A seculo jam non sunt expositiones juris canonici quod ad methodum Decretalium tradatur, sicque desunt moderni libri qui canonicas quæstiones *in complexum* contineant et resolvant. »

D'ailleurs, si l'on ne tient pas compte de la méthode des Décrétales, on détruit l'harmonie qui existe entre les diverses parties du droit ecclésiastique.

Dans le cours de notre travail, nous faisons remarquer, avec Schmalzgrueber, le lien qui existe entre chaque titre des Décrétales.

Nous avons écrit notre livre en français pour deux raisons : D'abord, parce qu'il y a très peu ou presque pas d'ouvrages de droit canonique, composés *en*

cette langue, selon la méthode des *Décrétales*. — Ensuite, pour rendre plus facile au grand nombre l'étude d'une science, peu familière, en France, jusqu'à ces derniers temps, et dont la terminologie toute spéciale, surtout pour certaines parties, comme les *jugements*, offre de réelles difficultés à l'intelligence de ceux qui n'y sont pas habitués. On le sait d'ailleurs : le français se prête bien au langage net et précis du droit tant civil que canonique.

Les *définitions*, qui ont tant d'importance dans le droit, sont le plus souvent en latin et en français ; en latin, pour qu'elles gardent toute leur force ; en français, pour que tous puissent les bien comprendre.

Les arguments tirés des canonistes — les arguments importants, du moins — sont aussi en latin.

Grâce aux définitions et aux nombreuses citations latines que renferme notre ouvrage, il pourra servir de cours de droit canonique ; il aura ainsi l'avantage d'être écrit, à la fois, en latin, et en français.

Pour le composer, nous nous sommes appuyé sur le *Corpus juris canonici* et sur les écrits des canonistes les plus autorisés, notamment sur le commentaire des *Décrétales* d'Emmanuel Gonzalez Tellez, célèbre professeur à l'université de Salamanque, et surtout sur le *Jus ecclesiasticum universum* de Schmalzgrueber, non moins illustre professeur à l'université d'Ingolstadt. L'excellent cours de droit canonique de M^{gr} Grandclaude et celui du savant professeur Santi, canonistes de notre époque, nous ont aussi apporté un secours précieux.

Aussi bien, comme nous l'avons déjà écrit dans notre *Traité des dispenses matrimoniales*, notre livre est un vrai travail d'abeille. Si on lui trouve quelque mérite, on devra l'attribuer aux auteurs dont les textes entrent dans sa composition.

Un écrivain a pu le dire avec raison :

Le tissu de l'araignée n'est pas meilleur, parce qu'il est composé de fils qu'elle tire de son sein ; et le nôtre n'est pas plus vil, parce que, comme le miel de l'abeille, nous l'avons formé d'éléments étrangers à notre substance, d'éléments recueillis çà et là.

« Nec araneorum sane textus melior, quia ex se
« fila gignunt ; nec noster quidem vilior, quia ex
« alienis libamus ut apés. »

Dans diverses questions, nous avons souvent placé, à côté des prescriptions canoniques, les dispositions de nos lois civiles qui s'y rapportent. Ce n'est pas à dire que nous approuvions celles de ces lois qui sont opposées à la législation ecclésiastique. A Dieu ne plaise ! Nous avons exposé la jurisprudence de notre pays, *telle qu'elle est*, telle que nous la *subissons*, et non pas *telle qu'elle devrait être*.

Nous déclarons rejeter et condamner tout ce qui aurait pu nous échapper de contraire ou de moins conforme à la doctrine de l'Église Romaine, dans le cours de cet ouvrage.

Nous prions le lecteur d'excuser les fautes d'impression et les autres qu'il y trouvera. Qu'il le lise avec indulgence, se rappelant la belle maxime de Pline : *Nulli sine venia placuit ingenium*. Qu'il le lise avec

soin, et il en tirera du profit, car, comme le dit encore cet écrivain : il n'y a pas de livre, si médiocre soit-il, où l'on ne puisse apprendre quelque chose. « *Nullum esse librum tam malum ut non aliqua parte prodesset.* » — Livre III, lettre 5.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

SUR LE

DROIT CANONIQUE

Il nous a paru utile, sinon nécessaire, de faire précéder l'exposition du droit canonique de quelques notions préliminaires. — « Juri operam daturum, dit Ulpien, prius nosse oporteat unde Juris nomen descendat. »

Nous dirons donc comment le droit canonique se définit et diffère de la théologie et du droit civil — quelles en sont l'étendue et la nécessité — comment il se divise — quelles en sont les sources et les parties dont il se compose — quelle est son autorité — quelles en sont les collections récentes et anciennes — quel en est l'usage.

Nous parlerons ensuite des Congrégations et des Tribunaux romains.

Cela fait, nous suivrons dans notre travail l'ordre qu'a adopté saint Raymond de Pennafort dans la rédaction du *Corpus Juris canonici*.

La matière des cinq livres des Décrétales est indiquée par le vers suivant de la Glose :

« JUDEX, JUDICIUM, CLERUS, SPONSALIA, CRIMEN. »

Nous donnerons à chacun de ces livres le titre spécial qui lui convient, en commençant par le premier : *Judex*.

I

DÉFINITION DU DROIT CANONIQUE

1. — Avant de parler du droit *canonique*, ou *Pontifical*, c'est-à-dire, émané des Pontifes romains, il est bon de dire ce que l'on entend par ce droit.

Le mot *canon* dérive du grec κανών ; il signifie ou désigne une règle qui sert à tracer des lignes. Les écrivains ont pris ce mot pour exprimer les règles des mœurs et les lois ; l'Église se l'est approprié, en appelant « droit canonique » l'ensemble des lois ecclésiastiques qui concernent la foi, les mœurs et la discipline. C'est ainsi qu'elle appelle également livres *canoniques* les livres divins de l'Ancien et du Nouveau Testament, parce qu'ils contiennent des règles touchant notre foi et nos mœurs.

Peu à peu, il est vrai, les auteurs s'habituerent à donner le nom de *canons* aux seules lois disciplinaires ; mais le concile de Trente, suivant l'ancien usage, décora de ce nom ses définitions dogmatiques.

Cela dit, le droit canonique peut se définir :

L'ensemble des canons ou des lois concernant la foi, les mœurs et la discipline, imposées ou proposées aux chrétiens par l'autorité ecclésiastique.

« COMPLEXIO CANONUM SIVE LEGUM FIDEM, MORES ET DISCIPLINAM
« NAM SPECTANTIAM, QUÆ AB ECCLESIASTICA POTESTATE CHRISTIANIS
« VEL PRÆSCRIPTÆ, VEL PROPOSITÆ SUNT. » — SOGLIA, *Institutiones Juris publici*, p. 2.

Expliquons cette définition.

D'abord le droit canonique est l'**ensemble des canons ou des lois**. Ces mots indiquent le genre, ou ce qui est commun à tous les autres droits. Ainsi le droit civil, ou municipal, est

la collection des lois qui régissent les cités, ou les municipalités.

Ou des lois. — Le mot *lois* est ajouté ici pour montrer que les *canons* sont de véritables lois qui commandent l'obéissance, et non de simples règles n'ayant d'autre force que celle du conseil ou de l'avertissement.

Concernant la foi, les mœurs et la discipline. — Ces mots indiquent l'objet du droit canonique. Tous les canons dont il traite concernent en effet ou les dogmes de la foi, ou les préceptes de la morale, ou les lois disciplinaires.

Imposées ou proposées. — L'Église *impose* certaines lois qu'elle établit elle-même, et qu'elle peut modifier ou abroger suivant les lieux, les temps et les personnes ; on les appelle ordinairement lois ecclésiastiques *positives*.

Elle *propose* d'autres lois qu'elle peut expliquer ou interpréter, mais non changer ou abroger, parce qu'elles émanent du droit naturel, ou du droit divin.

Ainsi les constitutions relatives à la foi et aux mœurs, que l'Église a sanctionnées par des peines, sont appelées ecclésiastiques, parce qu'elles sont *proposées* par elle ; mais, comme elles émanent du droit naturel et divin, elles sont perpétuelles et invariables.

Par l'autorité ecclésiastique. — Ces mots nous montrent que, si le droit canonique diffère des autres droits par son objet, il en diffère aussi par l'autorité dont il découle. Ce droit a été en effet établi par l'Église, c'est-à-dire, par ceux qui ont reçu de Jésus-Christ le droit d'y commander et d'y légiférer. « *Quam ob causam, sane, dit le cardinal Soglia, « dici consuevit tum Jus Ecclesiasticum, videlicet ab Ecclesiæ rectoribus constitutum, tum etiam Jus Pontificium, « quod canones bene multi a Summis Pontificibus primatum « Ecclesiæ gerentibus sanciti sunt. » — Institutiones Jur. publ., p. 3.*

Aux Chrétiens. — Ces mots désignent le sujet du droit canonique. Les chrétiens seuls sont soumis au droit ecclésiastique, parce que eux seuls font partie de l'Église par le baptême qu'ils ont reçu. « Quid mihi, dit l'apôtre saint Paul, « de iis qui foris sunt judicare? » — I *ad Corinth.*, cap. v, v. 12.

Donc, ni les juifs, ni les païens, ni les musulmans, ne sont liés par les lois purement ecclésiastiques, parce qu'ils ne sont pas chrétiens. Ils sont soumis, comme tous les hommes, aux lois dogmatiques qui, énonçant une vérité révélée, s'imposent à toutes les créatures humaines, comme nous le dirons plus tard, en parlant du sujet des lois ecclésiastiques.

Quant aux hérétiques, aux schismatiques, aux excommuniés et aux apostats, ils sont soumis au droit ecclésiastique. Pourquoi? parce que, ayant reçu le caractère du baptême, qui est ineffaçable, ils ne sont pas exemptés, à cause de leurs crimes, des obligations attachées à ce caractère. — SOGLIA, *ibid.*

II

DIFFÉRENCE ENTRE LA THÉOLOGIE ET LE DROIT CANONIQUE ET LE DROIT CIVIL

2. — En quoi le droit canonique diffère-t-il de la théologie? D'après la définition que nous en avons donnée, le droit canonique traite des lois concernant la foi, les mœurs et la discipline. La théologie dogmatique et la théologie morale traitent, chacune dans sa sphère, des questions touchant la foi et les mœurs. Mais ces questions sont envisagées autrement par les théologiens, autrement par les canonistes.

La théologie dogmatique parle des dogmes de la foi et généralement des choses divines, pour déterminer ce qu'il

faut croire. Aussi, met-elle toute son étude et tous ses soins à démontrer ce qui est contraire à la foi catholique, ou à faire voir en quoi une opinion lui est conforme ou opposée.

Le droit canonique disserte des choses touchant la foi, pour en tirer des règles de conduite pratique : cela est si vrai qu'il y a plusieurs lois disciplinaires qui dépendent tellement des règles de la foi que la règle de la croyance engendre celle d'agir : « ut credendi regula regulam agendi constituat. »

La théologie morale, considérant le motif général de la bonté et de la malice des actes, traite premièrement et principalement, au point de vue du for intérieur, de toutes les vertus et de tous les vices, ainsi que de toutes les actions quelconques, soit qu'elles regardent la cité ou la communauté, ou non.

« Theologia moralis, dit Schwarz dans ses *Institutiones Jur. publ. univ.*, instr. I., § 3, motivo generali bonitatis « atque malitiæ, versatur circa virtutes omnes ac vitia ; « spectat primario ac præcipue forum internum, et tractat « actiones quaslibet sive respectum habeant ad civitatem vel « non. »

Le droit canonique tient compte des devoirs que chacun doit remplir dans la société ecclésiastique, pour que les fidèles s'y conduisent pieusement et honnêtement ; aussi, considère-t-il ces derniers dans leurs rapports avec cette société, les envisageant surtout au for extérieur. « Præterea, dit « Gerson, canones non sunt nisi conclusiones ex principiis « theologicis, id est ex Evangelio, et aliis libris canonicis « elicite vel illatæ, vel etiam determinationes loci, temporis, « modi, quo jus divinum observandum præscribitur. » — GERSON, in *Recommendatione Licentiautorum in Decreto*, apud SOGLIA.

Enfin, aux lois divines touchant la foi ou les mœurs, le droit canonique ajoute des lois ecclésiastiques, ou des peine

destinées à maintenir les méchants dans le devoir. C'est pour cela que l'on y trouve des chapitres sur l'hérésie, l'apostasie, la simonie, l'adultère, le parjure, le vol, etc.

En un mot, le rôle de la théologie, tant dogmatique-que morale, consiste à rechercher, à élucider et à défendre les questions relatives à la foi et aux mœurs, tandis que le droit canonique les garde, les propage, et les réduit, en quelque sorte, en usage et en actions. En d'autres termes, à la théologie appartient le côté plutôt spéculatif et théorique ; au droit canonique appartient le côté pratique en ces questions, selon la pensée de Boèce, qui appelle ce droit : *theologia reatrix et practica*. — SOGLIA, *ibid.*, p. 5.

Puisqu'il y a une différence entre la théologie et la science canonique, ne peut-on pas séparer l'une de l'autre ?

On ne le pourrait pas sans danger, car elles se prêtent un mutuel appui, comme l'exprime fort bien Gerson.

« Theologiam a canonibus excludere nihil aliud est quam
« suos sibi oculos evellere ; similiter canones velle de-
« struere est corpus proprium ecclesiasticæ politię deformat-
« ter habitare. Quærere qualis scientia plus expediat,
« Evangelica vel canonica, est quærere quod in corpore
« membrum ad directionem suam plus exponitur vel oculus,
« vel aliquod aliorum. » — T. IV, p. 871, v. 2.

Cela étant, quiconque veut se livrer sûrement à l'étude du droit canonique doit avoir auparavant étudié la théologie, base et fondement de ce droit.

3. — Y a-t-il une différence entre le droit civil et le droit canonique ?

Ils diffèrent l'un de l'autre par leur origine, leur objet, leur fin.

1° Ils diffèrent par leur **origine**. — Le pouvoir civil, et par conséquent le droit civil, a pour origine Dieu considéré comme auteur de la *nature* ; mais il ne dépasse pas les limites de l'ordre naturel.

« Origo imperii civilis est a Deo ut auctore naturæ, ne-
« que naturæ ordinem, ac limites transcendit. » — ZALLINGER,
de Jure naturæ publico, lib. III, cap. VI, § 223.

L'origine du pouvoir, et par conséquent du droit ecclésiastique, vient aussi de Dieu considéré non plus comme auteur de la nature, mais comme auteur et donateur de la grâce surnaturelle.

« Origo imperii ecclesiastici a Deo est ut collatore gratiæ
« supernaturalis. » — *Ibid.* Aussi, ce droit est-il d'un ordre tellement élevé au-dessus de toutes les choses temporelles qu'il ne saurait être comparé avec elles.

« Proindeque longe altioris ordinis, quam ut cum ulla re
« temporali in comparationem venire, aut pretio compa-
« rari possit. » — *Ibid.*

2° Ils diffèrent par leur **objet**. — Le droit canonique embrasse les choses spirituelles et sacrées. — Le droit civil embrasse les choses profanes : politiques et temporelles.

3° Ils diffèrent par leur **fin**. — Le droit canonique a pour fin principale le bonheur spirituel des hommes, ici-bas, et leur béatitude éternelle, dans le ciel. Le droit civil n'a pour fin que leur bonheur temporel.

III

EXCELLENCE DU DROIT CANONIQUE SUR LE DROIT CIVIL

4. — La triple différence que nous avons établie entre le droit canonique et le droit civil fait voir combien le premier est supérieur au second.

Le droit canonique excelle sur le droit civil.

1° **A raison de l'autorité dont il émane.**

Quelle est cette autorité ? C'est le Souverain Pontife, qui

est la cause efficiente du droit canonique ; c'est le Vicaire de Jésus-Christ sur la terre. On le sait : sa dignité est plus grande que celle des rois et des empereurs, puisque la souveraineté du Pape s'étend sur l'univers entier, et que ces princes sont soumis eux-mêmes à sa puissance spirituelle.

Or, si les lois des supérieurs sont plus dignes que celles des inférieurs, il en résulte que le droit canonique l'emporte en dignité sur le droit civil.

« Prima est excellentia causæ efficientis ; nam Summus Pontifex majorem habet jurisdictionem et excellentiorem quam ipse Imperator. Itaque dignitas supremi Pontificis est multo clarior et eminentior dignitate Imperatoris, quod a Deo super omnem animam constitutus est : unde idem etiam Imperator ei subjicitur. At constat quod leges superiorum digniores sint legibus inferiorum. » — GARCIA, *de ultimo fine utriusque juris*, n. 72.

2° A raison de son objet.

Les lois canoniques sont aussi élevées au-dessus des lois civiles que les cieux le sont au-dessus de la terre, dit élégamment Baldus — *lib. I, consil.*, 464. Cet auteur en donne la raison : « Quia tantum distant canones a legibus mundi, quantum perpetuum a corruptibili, et sacra a profanis. »

3° A raison de sa fin.

Le droit canonique et le droit civil sont comme l'âme et le corps. Le droit civil a pour but le bien commun, en tant qu'il convient à la société humaine. Le droit canonique a un but supérieur ; s'il vise indirectement le bien temporel des hommes, par l'observation des lois de Dieu et de l'Eglise, il a directement et surtout en vue de procurer leur bien spirituel et de les conduire à leur fin dernière, qui est Dieu.

« Hæc duo jura, dit encore Garcia, se habent ut anima et corpus, cum jus civile intendat in commune bonum, secundum quod convenit humanæ societati ; jus vero canonicum non solum secundum quod convenit humanæ socie-

« tati civiliter, sed etiam secundum finem in Deum intendendo, et aliam vitam expectando. » — *Ibid.*

Nous ajouterons que le droit canonique est supérieur au droit civil par son **universalité**.

Le droit canonique oblige tous les fidèles répandus dans le monde entier. Tout l'univers, dit Schmalzgrueber, est soumis aux fondateurs de ce droit, à savoir à Notre-Seigneur Jésus-Christ et à ses vicaires sur la terre. « Totus enim orbis terrarum subest conditoribus hujus juris, Christo nimirum ejusque in terra vicariis. » — *Jus eccles. univ.*, t. I, *proem.* n. 233.

Le droit civil n'a pas cette universalité ; il n'oblige pas toutes les nations catholiques de la terre, mais seulement un seul peuple ou un seul État. Par exemple, le droit civil romain n'oblige que le peuple romain ; le code civil français n'oblige que le peuple français...

Faut-il conclure de l'excellence du droit canonique sur le droit civil que ce dernier est inutile au premier et que le canoniste n'en a aucun besoin ?

Non certainement, car ces deux droits se donnent en quelque sorte la main ; ils se prêtent un mutuel secours.

« Sicut leges, dit Lucius III, non dedignantur sacros canones imitari, ita et sacrorum statuta canonum principum constitutionibus adjuvantur. » — Lucius III, cap. 1, *denov. oper. nunc.*

IV

ÉTENDUE DU DROIT CANONIQUE

5. — Le champ du droit canonique est très vaste. On le voit aux diverses matières qu'il embrasse, ou à son objet qui est triple : les personnes, les choses et les jugements : *personæ, res, judicia*.

1° Les personnes. — A ce titre se rattachent toute la hiérarchie ecclésiastique, depuis le Souverain Pontife jusqu'aux simples clercs, tant séculiers que réguliers ; leurs dignités, leurs charges, leurs privilèges, la manière d'acquiescer et de perdre les prélatures, etc., etc.

2° Les choses. — Ce titre comprend les sacrements, les rites et les cérémonies, les vêtements et les vases sacrés, les églises, les chapelles, les oratoires, les maisons religieuses, les cimetières, les biens ecclésiastiques, les dîmes, les dotations des églises, leurs privilèges, leurs immunités, leur administration, etc.

3° Les jugements. — A ce chapitre se rapportent toutes les questions qui relèvent du pouvoir judiciaire et coercitif de la sainte Église ; par exemple : les jugements, les crimes, les peines et les censures ecclésiastiques, etc.

D'après ce coup d'œil général, on juge déjà de l'étendue du droit canonique, de l'intérêt et du charme qu'il offre à notre étude, à cause de l'importance et de la variété des matières qu'il lui présente.

V

DIVISION DU DROIT CANONIQUE

6. — A l'origine, le droit canonique n'était pas distinct de la théologie ; celle-ci enseignait alors, comme aujourd'hui, ce qu'il fallait croire et pratiquer.

C'est l'époque du droit ancien ou l'âge des Pères de l'Église, qui s'étend depuis le berceau de la religion chrétienne jusqu'au ^{xii}^e siècle.

Enfin, cette distinction eut lieu. Au ^{xii}^e siècle, Pierre Lombard et Gratien se partagèrent les études ecclésiastiques. Pierre Lombard se livra à l'exposition et à la défense

des vérités dogmatiques, et Gratien se consacra à la collection et à l'interprétation des lois de l'Église. Aussi, le premier est-il regardé comme le père des théologiens, et le second comme le père des canonistes.

C'est l'époque du droit nouveau ou l'âge des scolastiques, qui s'étend depuis le ^{xii}^e siècle jusqu'au ^{xvi}^e. Ce droit comprend l'ensemble des lois qui parurent alors jusqu'au concile de Trente exclusivement.

La troisième époque, ou l'âge de la restauration, comme l'appelle de Camillis, est celle du droit moderne ou *novissime*. Elle s'étend depuis le ^{xvi}^e siècle jusqu'à nos jours et comprend toutes les lois qui ont été établies par le concile de Trente, et depuis, jusqu'à notre époque par l'autorité apostolique.

D'autres canonistes appellent le droit ancien — *Jus antiquum* — celui qui était en vigueur depuis le commencement de l'Église jusqu'au concile de Trente. — Ils appellent le droit nouveau — *Jus novum* — celui qui fut établi par le concile de Trente. — Ils appellent enfin le droit novissime — *Jus novissimum* — celui qui se compose des décrets qui ont paru depuis ce concile jusqu'à nos jours.

Mais, si considéré par rapport au temps, le droit canonique se divise en droit ancien, nouveau et *novissime* ; considéré quant à son objet, il peut se diviser en droit public et en droit privé.

Le droit public — *Jus publicum* — concerne directement le gouvernement de la société. Envisagé à ce point de vue, le droit *public* canonique est celui qui regarde directement la société ecclésiastique ; il comprend les droits et les devoirs de ceux qui, dans l'Église, sont revêtus du pouvoir ou de l'autorité.

Au droit public appartiennent, par exemple, les questions touchant l'origine, la constitution, la forme de l'Église, l'autorité du Pontife romain, la hiérarchie ecclésiastique.

« Jus publicum, dit le cardinal Soglia, complectitur eas
 « leges, quibus divinæ hujus societatis (Ecclesiæ), et eorum
 « qui in ea potestatem gerunt, jura et officia determinan-
 tur. » — *Institutiones Jus. publ.*, p. 13.

Le droit privé — *Jus privatum* — concerne les personnes particulières. Il comprend les droits et les devoirs des personnes privées. Au droit privé appartiennent, par exemple, les questions touchant l'obligation où sont les clercs de porter la tonsure, l'habit ecclésiastique, de s'abstenir des affaires séculières...

« Jus vero privatum iis legibus continetur, quæ jura et officia privatorum definiunt. » — *Ibid.*

Les anciens canonistes ne séparaient pas, dans leur enseignement, ces deux droits qui sont mêlés d'ailleurs, dans le *Corpus Juris canonici*.

La plupart des auteurs plus récents ont aussi suivi cette méthode, notamment le docte François Zech, de la Compagnie de Jésus, professeur à l'Université d'Ingolstad, décédé en 1772. « Cum enim auditorum nostrorum intersit, dit-il, « utriusque hujus Juris publici et privati notitiam simul « unaque opera haurire, huic sicut in ipso corpore Juris « materiæ istæ inter se permixtæ sunt ; ita urgens causa « hucusque non apparuit ut in publicis scholis ab invicem « separentur. » — ZECH, *in præcognitis Juris Canonici*, lib. IV.

Quelques rares canonistes modernes, comme le cardinal Soglia, ont préféré traiter séparément du droit public et du droit privé ; il avoue qu'il est le seul canoniste italien qui ait adopté cette méthode d'exposition du droit canonique. Nous préférons suivre l'ordre du *Corpus Juris*, qui nous semble plus favorable à l'étude complète de ce droit. Au reste, bien que distincts en eux-mêmes, *ratione sui*, le droit public et le droit privé se confondent en certains points, comme on pourra le constater dans le cours de ce travail.

VI

NÉCESSITÉ DE LA SCIENCE DU DROIT CANONIQUE

7. — La science du droit canonique est nécessaire aux clercs. Ceux-ci sont tenus de posséder cette science d'abord parce que l'Église leur en fait un précepte. « Nulli sacerdos », dit le pape Célestin, licet canones ignorare. » — *Epist. III*, cap. 1. Ils doivent encore la posséder, afin d'être à même de bien remplir les obligations de leur état et de leurs fonctions.

Que de manquements graves proviennent de l'ignorance des saints canons ! Qui dira les conséquences funestes qui découlent de cette ignorance, tant pour le prêtre lui-même que pour les fidèles ?

Nécessaire aux clercs, à raison du précepte ecclésiastique, — *ratione præcepti* — et à raison de leur charge — *ratione muneris* — le droit canonique ne doit pas être non plus négligé par les laïques qui exercent des fonctions judiciaires... Il y a une connexion si grande entre le droit canonique et le droit civil que, dans le silence ou dans l'obscurité de l'un, on doit expliquer ou interpréter la loi par l'autre, même dans les affaires civiles. De plus, il y a dans le droit civil plusieurs lois tirées des canons de l'Église ou corrigées par eux, que les juges et les avocats laïques ne peuvent pas ignorer. Il en est de même des formalités judiciaires établies par l'autorité ecclésiastique. Remarquables par leur simplicité et leur concision, elles ont servi de modèle à nos tribunaux dans leur procédure civile et criminelle.

« Aussi bien, dirons-nous avec M^{re} Bourquard, on doit « considérer la procédure canonique, dans son ensemble, « comme le chef-d'œuvre de la sagesse de l'Église et comme

« un monument de la parfaite intelligence qu'elle a toujours
 « eue des mystères de la conscience morale.

« Le procès canonique a bien son fondement dans le droit
 « romain et dans les coutumes des villes italiennes, mais
 « dès les premiers siècles de l'Église nous voyons apparaître
 « des éléments nouveaux et purement chrétiens... On peut
 « donc affirmer que si la lettre et la forme extérieure de la
 « procédure canonique sont prises dans le droit romain, le
 « sens des termes et l'esprit en sont vraiment chrétiens, et
 « que c'est au droit canonique, quoi qu'en disent les juris-
 « consultes *romanisants*, qu'il faut rattacher toute notre
 « procédure moderne. » — *Essai sur la méthode dans les*
sciences théologiques, pp. 481 et 484.

Nous ajouterons que, dans certains cas, où la loi civile est tout à fait contraire et attentatoire aux droits de l'Église romaine, la connaissance des lois canoniques peut servir au juge chrétien, soit pour respecter ces droits, soit pour en tempérer la violation.

VII

DES SOURCES DU DROIT CANONIQUE

8. — On appelle *littéralement* source le lieu d'où sort ou coule une eau quelconque. Dans le sens figuré, on appelle source d'un droit le législateur dont il provient. Il y a donc autant de sources du droit canonique qu'il y a ou qu'il y a eu de législateurs dans l'Église.

Quelles sont ces sources ?

Dans le sens strict, elles sont au nombre de quatre, puisque tel est le nombre des législateurs ecclésiastiques.

1° Notre-Seigneur Jésus-Christ, le fondateur et le législateur souverain de l'Église.

2° Les Apôtres, ses successeurs et ses fondés de pouvoir.

3° Les Pontifes romains.

4° Les Évêques réunis en concile.

Dans un sens plus large, les canonistes appellent sources du droit canonique les endroits mêmes où l'on trouve ce droit, où l'on puise, comme dans une fontaine, les éléments qui le composent.

Ce sont 1° la Sainte Écriture ; 2° la tradition ; 3° les constitutions des Souverains Pontifes ; 4° les canons des conciles généraux.

Quelques auteurs ajoutent à ces quatre sources les trois suivantes : — le droit naturel — les écrits des saints Pères — et le droit civil, surtout celui de Justinien. Pourquoi? parce qu'on y trouve des arguments qui ont de l'autorité dans le droit canonique.

Ces diverses sources peuvent cependant se réduire à une seule : l'autorité ou le pouvoir législatif des Pontifes romains, puisque aucune puissance ne peut établir une loi générale dans l'Église sans l'intervention de leur souveraine autorité. C'est pourquoi on appelle aussi le droit canonique le droit *pontifical*, parce que ce droit n'existe, en définitive, que par leur suprême volonté.

VIII

LA SAINTE ÉCRITURE

9. — Le livre qui contient la Sainte Écriture s'appelle la Bible ou le livre par excellence.

Il se divise en deux parties : l'Ancien et le Nouveau Testament.

Nous renvoyons nos lecteurs aux prolégomènes de la

Sainte Écriture pour tout ce qui concerne l'authenticité, l'intégrité, la canonicité, etc., de nos livres sacrés. Nous dirons seulement quelques mots de leur usage et de leur autorité dans le droit canonique.

L'Ancien Testament se compose de préceptes *moraux*, *cérémoniels* et *judiciaires*.

Les préceptes *moraux* sont sans aucun doute encore en vigueur, puisque ce sont les préceptes de la loi naturelle elle-même qui sont tout-à-fait immuables ; Notre-Seigneur Jésus-Christ ne les a pas abrogés, mais il les a plus clairement développés et confirmés.

Les préceptes *cérémoniels*, qui réglaient les cérémonies du culte, et les préceptes *judiciaires*, qui, chez les Juifs, formaient leur code pénal et politique, ont été abrogés, les premiers avec le sacerdoce, les derniers avec la république judaïque.

L'Église a-t-elle fait entrer dans le corps du Droit canonique certains éléments empruntés à ces divers préceptes ?

En ce qui concerne les préceptes *moraux*, il est certain qu'elle leur en a emprunté. « Nemo certe dubitat quin ex eis argumenta firmissima ducantur. » — SOGLIA, *Instit. Jur. publ.*, p. 28.

Quant aux préceptes *cérémoniels* et *judiciaires*, elle ne les a pas tous absolument rejetés.

Des premiers, elle a adopté certains rites qui relèvent davantage la pompe du culte divin, comme, par exemple, la Dédicace des temples, les vêtements sacrés, l'encens, les lampes, les chants, etc... Aux seconds, elle a emprunté la substance de ses lois sur l'homicide, l'adultère, le viol, le vol, les injures, etc...

Quelle est l'autorité des préceptes judaïques reçus dans le corps du Droit canonique ?

Ces lois n'ont pas la force d'obliger, en vertu de l'institution divine, qui a cessé, en ce qui les touche ; elles n'obli-

gent qu'en vertu de l'autorité de l'Église, qui les a librement adoptées. C'est ce que dit fort bien Zalwein.

« *Leges istæ non habent vim obligandi vi institutionis divinæ quæ cessavit, sed vi auctoritatis Ecclesiæ libere eas adoptantis.* » — *Princip. Jur. Eccles.*, t. I.

Aussi, l'Église peut-elle abroger les lois susdites, quand elle le jugera à propos, en vertu du principe que le législateur peut abolir la loi qu'il a établie.

Donc, dirons-nous avec le cardinal Soglia : Les lois des Juifs reçues dans le corps du Droit canonique ne doivent pas être considérées comme des lois divines, mais seulement comme des lois ecclésiastiques, ou des lois reçues et confirmées par la seule autorité de l'Église.

« *Judæorum leges in Corpus Juris canonici receptæ, et, ut aiunt, canonizatæ, non tanquam leges divinæ, sed tanquam leges ecclesiasticæ, sive auctoritate ecclesiastica receptæ confirmatæque habendæ sunt.* » — *Loco jam citato*, p. 30.

IX

10. — La première et la principale source du droit canonique, tant en ce qui concerne le droit public que le droit privé, est certainement le Nouveau Testament.

« *Hoc omnibus aliis scriptis canonicis præfertur, dit Corvinus, et est immutabilis.* »

« *Sane, dit Zallinger, quæ ad jus ecclesiasticum publicum pertinent de fundatione Ecclesiæ, de institutione potestatis hierarchicæ, de sacro imperio Apostolis atque, in primis, S. Petro a Christo collato, de gesto ab iisdem imperio circa res omnes ad Religionem et Ecclesiæ gubernationem spectantes... ea omnia ex S. Scripturis Novi Testamenti luculenter sumuntur. Et de jure privato vix tractari quid-*

« quam potest quin idem ex sacris litteris erui, confirmari,
« et illustrari queat. » — *Instit. Jur. Eccles.*, cap. v.

11. — Dans quel sens les canonistes doivent-ils interpréter le Nouveau Testament, pour établir efficacement leurs thèses?

Dans le sens littéral, et non dans le sens spirituel et mystique.

Si quelques auteurs, d'ailleurs savants et pieux, ont interprété la Sainte Écriture dans ces deux derniers sens, pour appuyer et expliquer surtout les questions relatives à la foi et aux mœurs, il faut convenir que les arguments qu'ils en ont tirés ne présentent pas une autorité certaine, comme le dit Bellarmin.

« Certæ tamen auctoritatis argumenta habenda non sunt,
« præterquam illa, quæ ex litterali Scripturæ sensu du-
« cuntur. »

Pourquoi? L'illustre cardinal en donne la raison :

« Convenit inter nos et adversarios ex solo litterali sensu
« peti debere argumenta efficacia. Nam cum sensum, qui ex
« verbis immediate colligitur, certum est sensum esse Spiri-
« tus Sancti ; at sensus mystici et spiritualis varii sunt, et
« licet ædificent, cum non sunt contra fidem et bonos mores,
« tamen non semper constat an sint a Spiritu Sancto in-
« tenti. » — Lib. III *de verbo Dei*, cap. III.

Quelle est la règle à suivre pour ne pas s'écarter du vrai sens de la Sainte Écriture?

C'est de ne jamais l'interpréter contrairement au sens adopté par l'Église romaine et au sentiment unanime des Pères.

« Nemo, dit le saint concile de Trente, suæ prudentiæ
« innixus in rebus fidei et morum, ad ædificationem doctrinæ
« Christianæ pertinentium S. Scripturam ad suos sensus
« contorquens, contra eum sensum, quem tenuit S. Mater
« Ecclesia cujus est judicare de vero sensu et interpreta-

« *tione Scripturarum Sanctarum, aut etiam contra unanimem consensum Patrum, ipsam Scripturam Sacram interpretari audeat.* » — Sess. IV.

La formule de profession de foi, rédigée par Pie IV, impose aux divers titulaires ecclésiastiques l'obligation formelle de n'interpréter pas autrement la Sainte Écriture.

12. — Excepté les Évangiles, toutes les autres parties du Nouveau Testament contiennent-elles également des préceptes divins ?

Les saints Évangiles ne contiennent, à coup sûr, que la doctrine de Jésus-Christ, mais il y a dans les autres livres ou parties du Nouveau Testament des préceptes tant divins qu'apostoliques. L'apôtre saint Paul marque clairement cette division de préceptes, lorsqu'il dit, au verset 10^e de sa première épître aux Corinthiens :

« *Præcipio non ego, sed Dominus* », et, au verset 12^e de la même épître : « *Ego dico, non Dominus.* »

Cela étant, les préceptes de la nouvelle loi donnés par Jésus-Christ dans les saints Évangiles, et les préceptes donnés par les Apôtres, sous l'inspiration divine, sont immuables et perpétuels comme Dieu lui-même, leur auteur et leur inspirateur. L'Église ne peut donc ni déroger à ces préceptes, ni les abroger.

Quant aux préceptes établis par les Apôtres, en leur qualité d'évêques ou de gouverneurs des églises, bien qu'ils soient contenus dans les livres sacrés, ils sont considérés, à proprement parler, comme des préceptes humains et ecclésiastiques. L'Église, ou le Pontife romain, peut donc les modifier, les abroger et les remplacer par d'autres lois ou d'autres usages opposés. C'est ainsi que, peu à peu, l'on a aboli ou remplacé par d'autres rites l'élection des ministres sacrés, l'usage de l'abstinence du sang et des viandes suffoquées, les agapes, l'obligation pour les femmes de porter un voile dans les temples, etc...

C'est ainsi également que les Pontifes romains dispensent de certaines irrégularités qui tirent surtout leur origine des épîtres de saint Paul. Mais, si les vicaires de Jésus-Christ exercent ce pouvoir, les évêques n'ont aucune puissance à cet égard, parce que ce qui est d'institution apostolique appartient à la discipline générale de l'Église, à laquelle le Pape seul a le droit de toucher.

13. — Comment peut-on distinguer ce qui est d'institution divine de ce qui est d'institution apostolique ?

Voici une règle générale qui peut permettre d'établir certainement cette distinction. Nous l'empruntons au cardinal Soglia :

« Tout ce qui est contenu dans les épîtres et les autres livres des Apôtres doit être regardé comme divin, à moins que les paroles ou la matière du texte lui-même n'indiquent clairement qu'ils ont écrit seulement comme recteurs des églises qu'ils dirigeaient. »

« Quæ in epistolis et reliquis Apostolorum libris continentur omnia et singula pro divinis habenda sunt, nisi ex verbis, aut ex subjecta materia, luculenter appareat eadem ab Apostolis tanquam ecclesiarum rectoribus profecta esse. » — *Inst. jur. pub.*, p. 34.

Il faut donc d'abord examiner avec soin les paroles, pour voir si l'Apôtre parle en son propre nom ou au nom de Jésus-Christ. Cet examen est facile à faire dans les textes suivants de saint Paul : « Præcipio ego, non Dominus. » — « Ego dico, non Dominus. »

Puis, si l'examen des paroles ne donne aucune certitude à cet égard, il faut considérer la matière du texte lui-même. Si l'on y traite de la foi ou des mœurs, ou de questions dépassant la puissance humaine, par exemple, de l'institution des sacrements, il faut conclure à l'institution divine. « Divinum erit et immutabile », dit Soglia. — *Ibid.* — S'agit-il, au contraire, de questions de discipline, on peut, sans témérité, en attribuer l'origine aux Apôtres. — *Ibid.*

X

DES TRADITIONS DIVINES ET HUMAINES

14. — Une autre source du droit canonique c'est la tradition.

On appelle tradition une doctrine non écrite, transmise oralement ou par la parole.

On l'appelle ainsi, non qu'elle n'ait jamais été écrite, mais parce qu'elle n'a pas été écrite de la main de son premier auteur, comme le dit excellemment Bellarmin. « Vocatur « autem doctrina non scripta, non quia nunquam scripta « sit, sed quia non est scripta a primo auctore. »

L'éminent théologien ajoute :

« Exemplo sit baptismus parvulorum. Parvulos baptizandos, vocatur traditio apostolica non scripta, quia non « invenitur hoc scriptum in ullo apostolico libro, tametsi « scriptum est in libris fere omnium patrum. » — *De verbo Dei non scripto*, cap. II.

Les lois et les préceptes du divin fondateur de l'Église catholique, ainsi que les sanctions établies par les Apôtres, à l'appui de ces lois et de ces préceptes, ne furent pas tout d'abord écrits ; ils étaient seulement conservés dans le cœur et la mémoire des fidèles. « Prior fuit anima, dit Tertullien, « quam littera, et sermo prior quam liber, et prior sensus « quam stylus. » — *De anima*, cap. V.

Avant d'avoir été attaquée par les hérétiques, l'Église était régie par les traditions qu'elle avait reçues de Jésus-Christ et de ses apôtres. Plus tard, surtout au fur et à mesure que parurent les hérésies, elle écrivit quelques-uns de ses préceptes, et c'est ainsi que la société chrétienne, comme toute société bien organisée, fut régie tant par le droit écrit

que par le droit non écrit, qui n'est pas autre chose que la tradition.

« Postea, dit Gonzalez, aliqua præcepta scribi cœperunt, « et sic christiana respublica, ut alia quælibet bene fundata, « partim jure scripto, partim non scripto regebatur : quid « enim aliud est traditio, nisi jus non scriptum? » — *Commentaria in Decretales*, t. I, p. 17, n. 40.

15. — Comment divise-t-on la tradition? On la divise en tradition divine et en tradition humaine.

La tradition divine est celle qui a Dieu pour auteur, soit qu'elle ait été recueillie immédiatement par les Apôtres des lèvres de Jésus-Christ lui-même, soit qu'ils l'aient reçue par l'inspiration du Saint-Esprit, et qui est parvenue jusqu'à nous, de main en main, si on peut le dire. C'est ce qu'exprime le concile de Trente : « Quæ ipsius Christi ore ab « apostolis acceptæ, aut ab ipsis apostolis, Spiritu Sancto « dictante, quasi per manus traditæ, ad nos usque pervenerunt. »

La tradition humaine est celle qui a pour origine les Apôtres ou leurs successeurs. Aussi la divise-t-on en tradition *apostolique* et *ecclésiastique*, suivant qu'elle émane directement des premiers ou des seconds.

Est-il certain qu'il y ait dans l'Église de véritables traditions tant divines qu'humaines?

Personne ne peut en douter. Le concile de Trente l'a défini contre les protestants, qui admettent, il est vrai, les traditions apostoliques et ecclésiastiques, mais rejettent les traditions divines, prétendant que l'Écriture seule est l'unique règle de notre foi et de nos mœurs. — Sess. IV. *in decr. de S. Script.*

On pourra trouver dans les théologiens de plus amples détails sur cette question dogmatique.

16. — Quelle est l'autorité de la tradition dans le droit canonique?

Cette autorité est différente selon l'origine de la tradition. Autre est l'autorité de la tradition divine, autre est celle de la tradition humaine.

Comment peut-on discerner ces traditions l'une de l'autre?

En thèse générale, il faut examiner la matière ou l'objet de la tradition, et rechercher le sentiment des saints Pères, et surtout celui de l'Église dans la question.

Ce principe posé, nous en déduisons les quatre règles suivantes :

1° La tradition est divine, si sa matière ou son objet appartient à la foi, parce que la foi a Dieu seul pour auteur.

2° La tradition est pareillement divine, si elle concerne des choses qui surpassent la puissance humaine, comme la matière et la forme des sacrements, parce que Dieu seul a pu instituer les sacrements.

3° La tradition est encore divine, si ce qu'elle prescrit ou établit est, d'après le consentement unanime des Pères, donné par les apôtres comme ayant été enseigné immédiatement par Jésus-Christ, ou dicté par le Saint-Esprit, — ou bien s'ils affirment, d'une manière générale, que cette chose est de précepte divin ou d'institution divine, parce que les saints Pères sont les témoins légitimes des traditions divines.

4° On doit ranger enfin, parmi les traditions divines, toutes celles que l'Église observe et enseigne comme telles, bien qu'elles ne se trouvent pas dans les saintes Écritures : l'Église catholique ne peut pas se tromper sur ces points. — Voir SOGLIA, *Institutiones Juris publici*, p. 37.

17. — Comment doit-on accueillir les traditions divines ?

On doit les recevoir avec le même respect et la même soumission que la parole de Dieu écrite.

Pourquoi ? Parce que notre raison nous dit que nous devons croire et obéir à Dieu, aussi bien lorsqu'il nous communique ses préceptes par écrit que de vive voix, immédiatement, ou par un mandataire : il suffit seulement de savoir

certainement quelle est sa volonté. « Nihilque intersit utrum scripto, an viva voce voluntas Dei sciatur, dummodo certo sciatur. » — SOGLIA, *Ibid.*

Les traditions divines sont donc immuables, et à l'abri de toute puissance humaine,

Les traditions humaines, au contraire, peuvent être modifiées, ou même abrogées par l'Église, pour de justes raisons. Jusque-là, elles doivent être observées comme les lois humaines. — Voir SOGLIA, *Ibid.*, p. 37.

XI

DES CONSTITUTIONS DES SOUVERAINS PONTIFES

18. — Nous avons indiqué les constitutions Pontificales comme formant une source du droit canonique.

Ces constitutions, dans lesquelles les Vicaires de Jésus-Christ ont affirmé et expliqué la puissance qu'ils tiennent de leur Chef divin, sont, en effet, la source la plus abondante de ce droit.

Que faut-il entendre par les constitutions Pontificales ?

Ce sont les définitions, les décrets, les lettres décrétales, les rescrits (1), et, en général, les ordonnances et tous les règlements émanant des Pontifes romains, en leur qualité de Chefs de l'Église universelle.

Comment divise-t-on les constitutions Pontificales ?

On les divise en deux sortes : les constitutions *dogmatiques*, et les constitutions *disciplinaires*.

Les premières concernent la foi et les mœurs.

(1) Les réponses des tribunaux ecclésiastiques..

Les concordats conclus par les Souverains Pontifes avec les princes séculiers.

Voir DE CAMILLIS, *Institutiones Juris canonici*, t. I, p. 46.

Les secondes regardent la discipline, les rites sacrés, et la police extérieure de l'Église.

XII

DES CANONS DES CONCILES GÉNÉRAUX

19. — Une autre source du droit canonique, ce sont les canons des conciles œcuméniques ou généraux, confirmés par le Souverain Pontife.

On appelle conciles généraux ceux auxquels les évêques du monde entier peuvent et doivent assister, à moins qu'ils ne soient légitimement empêchés, et auxquels le Souverain Pontife seul préside, ou par lui-même, ou par un légat.

Le cardinal Bellarmin divise les conciles généraux en quatre catégories.

La première catégorie comprend les conciles approuvés par le Siège apostolique, et reçus par l'Église universelle.

La seconde comprend ceux qui ont été tout à fait réprouvés.

La troisième comprend ceux qui ont été approuvés en partie et réprouvés en partie.

La quatrième comprend ceux qui n'ont été ni approuvés ni réprouvés : à cette dernière catégorie appartiennent principalement les conciles particuliers.

Combien compte-t-on de conciles généraux approuvés par le Siège apostolique ?

On en compte dix-neuf, dont voici l'énumération :

1. Le concile de Nicée, tenu sous le pape saint Sylvestre, en 327 ;

2. Le concile de Constantinople, tenu sous le pape saint Damase, en 383 ;

3. Le concile d'Éphèse, tenu sous le pape saint Célestin I^{er}, en 431.

4. Le concile de Chalcédoine, tenu sous le pape saint Léon I^{er}, en 451 ;

5. Le second concile de Constantinople, tenu sous le pape Vigile, en 553 ;

6. Le troisième concile de Constantinople, tenu sous le pape saint Agathon, en 680 ;

7. Le second concile de Nicée, tenu sous le pape Adrien I^{er}, en 787 ;

8. Le quatrième concile de Constantinople, tenu sous le pape Adrien II, en 870 ;

9. Le premier concile de Latran, tenu sous le pape Calixte II, en 1123 ;

10. Le second concile de Latran, tenu sous le pape Innocent II, en 1139 ;

11. Le troisième concile de Latran, tenu sous le pape Alexandre III, en 1180 ;

12. Le quatrième concile de Latran, tenu sous le pape Innocent III, en 1215 ;

13. Le premier concile de Lyon, tenu sous le pape Innocent IV, en 1245 ;

14. Le second concile de Lyon, tenu sous le pape Grégoire X, en 1274 ;

15. Le concile de Vienne, tenu sous le pape Clément V, en 1311 ;

16. Le concile de Florence, tenu sous le pape Eugène IV, en 1439 ;

17. Le cinquième concile de Latran, tenu sous les papes Jules II et Léon X, de l'année 1512 à l'année 1517 ;

18. Le concile de Trente, tenu sous les papes Paul III, Jules III et Pie IV, de l'année 1545 à l'année 1563 ;

19. Le concile du Vatican, tenu sous le pape Pie IX, en 1869, et interrompu, en 1870, après la définition du dogme de l'infaillibilité du Pontife romain.

20. — Quels sont les conciles généraux réprouvés ?

Bellarmin en compte huit, dont voici les noms :

1. Le concile d'Antioche, tenu en 345, sous Constance ;
2. Le concile de Milan, tenu en 354, sous le même Constance ;
3. Le concile de Rimini, tenu en 363, sous le même prince ;
4. Le second concile d'Éphèse, appelé le brigandage d'Éphèse, tenu en 449, sous Théodose le Jeune ;
5. Le concile de Constantinople, tenu sous Léon l'Isaurien, en 730 ;
6. Le concile de Constantinople, tenu sous Constantin Copronyme, en 756 ;
7. Le concile de Pise, tenu en 1511, sur la convocation de l'Empereur et du roi de France et de quelques cardinaux contre Jules II ;
8. Le concile de Wittemberg, tenu sous la présidence de Martin Luther, en 1536.

21. — Quels sont les conciles généraux approuvés en partie, et réprouvés en partie ?

Bellarmin en compte six, qui sont les suivants :

1. Le concile de Sardique, tenu en 347, sous le pape saint Jules I^{er} ;
2. Le concile de Sirmium, tenu en 356, sous le pape Libère ;
3. Le concile *Quinisexte* — *Quinisextum*. — Ce concile est ainsi appelé, parce qu'il ne fut ni le cinquième, ni le sixième concile de Constantinople, mais qu'il ajouta à ces deux conciles quelques canons, au nombre de cent deux. — Ces canons sont nommés les canons *Trulliens*, à cause du palais *Trullum* où ils furent composés ;
4. Le concile de Francfort, tenu sous le pape Adrien I^{er}, en 794 ;
5. Le concile de Constance, commencé sous Jean XXIII, en 1414, et terminé, en 1418, sous Martin V, qui approuva les sessions acceptées ;

6. Le concile de Bâle, dont l'indiction fut faite par Martin V. Mais ce pape étant mort, il fut convoqué par Eugène IV, en 1431, et terminé en 1449.

22. — Quels sont les conciles généraux qui n'ont été ni approuvés, ni réprouvés ?

Selon le cardinal Bellarmin, il semble qu'il n'y en ait qu'un seul : c'est le concile de Pise, qui, en 1409, déposa Grégoire XII et Benoît XIII, pour élire Alexandre V.

Les conciles particuliers qui, en général, ne sont ni approuvés, ni réprouvés par le Siège apostolique, appartiennent aussi et surtout à cette catégorie.

23. — Comment divise-t-on ces conciles particuliers ?

On les divise en conciles **nationaux** — **provinciaux** — et **diocésains** ou **épiscopaux**.

Les conciles *nationaux* sont ceux auxquels sont réunis les archevêques et les évêques d'un royaume ou d'une nation, sous la présidence d'un patriarche ou d'un primate.

Les conciles *provinciaux* sont ceux auxquels sont réunis les évêques d'une seule province, sous la présidence de l'archevêque ou du métropolitain.

Les conciles *diocésains* ou *épiscopaux* sont ceux auxquels sont réunis seulement les prêtres d'un seul et même diocèse, sous la présidence de l'évêque. Ces conciles s'appellent ordinairement synodes diocésains ; en droit, ils devraient avoir lieu, tous les ans, aux termes des canons *Quando* 2 — *Placuit* 51 — *Abbates* 16, et du chapitre II de la session 24 du concile de Trente.

Pour obliger les sujets de la nation, de la province ou du diocèse auxquels ils s'adressent, les divers conciles particuliers n'ont pas besoin de la confirmation du Pontife romain, pourvu que leurs décrets ou leurs statuts ne renferment rien de contraire aux canons et aux coutumes de l'Église universelle — LAYMAN, *lib. I, tract. 4*, cap. VII, n. 2. — PIRHING — *procœmium*, n. 19. — WIESTNER, *Ibid.*, n. 138.

Dans sa session 24, chap. II, *de Reform.*, le concile de Trente vient appuyer cette doctrine, lorsqu'il prescrit l'observation des ordonnances du concile provincial, sans faire mention de la confirmation apostolique.

Mais, si la confirmation pontificale n'est pas absolument nécessaire, les actes des conciles provinciaux doivent être soumis à l'examen et à la reconnaissance du Pape, avant d'être publiés. — Voir Benoît XIV, *lib. XIII*, cap. III, *de Synod. Diœces.*

Les décrets des conciles nationaux doivent être aussi, préalablement à leur publication, soumis à l'examen du Souverain Pontife. Les conciles particuliers, tant nationaux que provinciaux et diocésains, ne peuvent porter aucun décret touchant la foi, si ce n'est en vertu d'une commission spéciale du Souverain Pontife?

Peuvent-ils porter des décrets ou des statuts touchant les mœurs?

Ils ont ce pouvoir; mais ces décrets et statuts ne sauraient s'étendre au-delà de la nation, de la province ou du diocèse qu'ils concernent, à moins toutefois qu'ils ne soient spécialement approuvés et acceptés pour toute l'Église par le Saint-Siège. C'est ainsi que le pape Léon IV accepta et approuva les décrets des conciles d'Ancyre, de Néocésarée, de Gangres, d'Antioche, de Laodicée et de quelques autres conciles. — SCHMALZGRUEBER, *proœm.*, t. I, n. 358 — PIRHUNG, *proœm.*, n. 19.

Les décrets des divers conciles nationaux, provinciaux et diocésains forment le droit canonique *particulier*. On l'appelle ainsi parce qu'il peut être propre à une nation, à une province ou à un diocèse.

25. — Quelle est l'autorité des décisions et des décrets des conciles généraux?

Lorsque ces décisions et ces décrets sont approuvés par le Siège apostolique, ils jouissent d'une pleine autorité, et,

s'ils concernent la foi, on doit les accepter et les garder, comme les quatre Évangiles. S'ils concernent les mœurs, ils ont également force de loi universelle obligeant tous les fidèles.

Les conciles généraux peuvent-ils porter des lois ou des décrets obligeant le Pape lui-même ?

Ils n'ont pas ce pouvoir. Pourquoi ? Parce que l'inférieur ne peut établir des lois obligeant son supérieur : c'est là un principe de droit incontestable. Or, le Pontife romain, ayant ici-bas la suprême autorité, n'a aucun supérieur, puisqu'il n'est soumis à personne, pas même aux conciles généraux, au-dessus desquels il est placé, puisqu'il lui appartient d'en approuver ou d'en désapprouver les décrets. C'est ce que dit nettement le cardinal Bellarmin :

« Summus Pontifex simpliciter et absolute est supra Eccle-
 « siam universam, et supra concilium generale, ita ut nul-
 « lum in terris supra se judicium agnoscat ; hæc etiam pro-
 « positio est fere de fide. » — « Quod autem Pontifices
 « aliquando conciliorum decreta reprobaverint... apertum
 « est signum superioritatis... » *De Conciliis*, lib. II, cap. xvii.

DES DÉCRETS ET DES DÉCLARATIONS DES SAINTS CONCILES DE TRENTE ET DU VATICAN

26. — Parlant de l'autorité des décrets et des déclarations du concile de Trente, le canoniste Schmalzgrueber dit que cette autorité est la même que celle dont jouissent tous les autres conciles œcuméniques. Voici ses paroles : « Hujus
 « concilii par cum cœteris œcumenicis, et ab Ecclesia receptis
 « conciliis auctoritas est : unde fit quod omnia ejus decreta
 « dogmatica, ut articuli fidei firmissime retinenda, ea vero,
 « quæ reformationem morum concernunt, tanquam commune
 « et novissimum Jus Ecclesiæ, custodienda et observanda

« sint, ubicumque legitime promulgata, nec per desuetudinem, aut consuetudinem contrariam abrogata fuerint. Ita communis et certa sententia DD. catholicorum. » — *Ibid.* n. 360.

On doit en dire autant de l'autorité des décrets du concile du Vatican, car, de même que le concile de Trente a été confirmé par Pie IV, de même aussi le dernier de nos conciles généraux a été confirmé par Pie IX.

XIII

27. — Après avoir parlé des diverses sources du droit canonique, on se demande naturellement quelles en sont les parties.

Le corps du droit canonique — *Corpus Juris* — se compose de six parties, qui sont :

1° Le *Décret* de Gratien. — 2° Les *Décrétales*. — 3° Le *Sexte*. — 4° Les *Clémentines*. — 5° Les *Extravagantes* de Jean XXII. — 6° Les *Extravagantes* de quelques autres Pontifes, ou les *extravagantes communes*.

Analysons chacune de ces parties.

LE DÉCRET DE GRATIEN

28. — Ce décret est ainsi appelé du nom de son compilateur, Gratien, moine de l'ordre de Saint-Benoît. Il composa ce travail vers l'année 1150, sous le pontificat d'Eugène III, au moyen de divers textes pris dans la Sainte Écriture, dans les décrets et les réponses des Souverains Pontifes et des conciles, dans les écrits des Pères de l'Église, et même dans les lois des princes civils : le tout est mêlé de plusieurs sentences qui lui appartiennent et de quelques

autres, d'origine incertaine, sous le titre ou la rubrique : *Palea* (1).

L'auteur intitula son ouvrage : *Concordia discordantium canonum* : concorde des canons discordants, parce qu'il y rapporte plusieurs autorités qui semblent en désaccord et qu'il se propose de concilier.

Gratien divise son ouvrage en trois parties, correspondant chacune aux personnes : *personis* — aux choses : *rebus* — aux jugements : *judiciis*.

La première partie contient *cent une* distinctions, dans lesquelles l'auteur traite, par canons et par chapitres, du droit divin et humain, et des personnes ecclésiastiques.

La seconde partie du Décret contient trente-six causes, dans lesquelles il est question des affaires criminelles des clercs et des laïques. Chacune de ces causes forme comme autant de cas particuliers, qui donnent lieu à plusieurs questions que Gratien discute ordinairement, en alléguant des canons pour et contre, et qu'il termine par l'exposition de son propre sentiment. Il a inséré, à la trente-troisième cause concernant le mariage, question troisième, un traité de la

(1) Que signifie ce mot *Palea*? Les canonistes ne s'accordent pas sur sa signification.

Cujas enseigné que *Palea* signifie les canons anciens.

D'autres ont pensé que ce titre a été emprunté du nom du cardinal *Palea*, *Protopalea*, ou *Quotopalea*, qui ajouta certains décrets à la collection de Gratien.

D'autres pensent que l'on a donné, par mépris, le nom de *Palea* à ces décrets complémentaires qui ne seraient que de la paille — *Palea* — comparés aux autres qui seraient comme le bon grain; mais, d'après l'opinion commune, *Palea* serait le nom propre d'un disciple de Gratien qui a ajouté à l'œuvre de son maître plusieurs documents jouissant de la même autorité que la compilation magistrale. C'est ce qu'exprime Emmanuel Gonzalez :

« Sed mihi communis opinio placet, quæ affirmat, *Paleam* esse primum nomen cujusdam discipuli Gratiani, qui operi sui magistri « aliqua etiam adjecit, quæ eandem auctoritatem habent ac aliæ auctoritates compilatæ in eodem volumine. » — *Commentaria in quinque libros decretal.*, t. 1, n. 50.

pénitence divisé en sept distinctions, subdivisées elles-mêmes en chapitres ou canons.

La troisième partie du Décret, intitulée : *De consecratione*, contient cinq distinctions, dont chacune comprend divers chapitres ou canons. Dans la première, il s'agit de la consécration des églises et des autels ; dans la seconde, du sacrement de l'Eucharistie ; dans la troisième, des fêtes solennelles ; dans la quatrième, du sacrement de Baptême ; et, dans la dernière, du sacrement de Confirmation, de la célébration du service divin, des jeûnes, et enfin de la sainte Trinité.

28. — Quelle est l'autorité du décret de Gratien ?

Plusieurs canonistes enseignent que l'on doit attribuer à ce décret l'autorité d'un droit approuvé et d'une loi ecclésiastique.

Pourquoi ? Parce que, selon eux, le décret de Gratien semble avoir été approuvé par Eugène III, ou, du moins, tacitement par la tolérance des Souverains Pontifes, qui savent et permettent qu'on l'allègue, comme autorité, dans les écoles, soit civiles, soit ecclésiastiques.

Pourquoi encore ? Il semble, ajoutent-ils, que l'on doive attribuer à ce Décret la valeur d'un droit incontesté, après que, sur l'ordre de Grégoire XIII, il a été expurgé de diverses erreurs qui le déparaient, qu'il a été publié ainsi avec une lettre de ce pontife, qui l'appelle, comme les autres livres du *Corpus juris*, *Jus canonicum*, dans les termes suivants :

« Nos opportune providere volentes ut hoc Jus canonicum
« sic expurgatum, ad omnes ubique Christi fideles sartum per-
« veniat. »

Schmalzgrueber, qui rapporte ce sentiment, se prononce contre lui avec les meilleurs théologiens et canonistes, parmi lesquels nous nommerons Suarez, Sanchez, Diana, Layman, Gonzalez, Konig, Wiestner, Reiffenstuel, Schmier.

« Sed melius tenetur negativa... Ratio est, quia Gratia-

« nus, tanquam privatus, condendæ legis auctoritatem non
 « habuit, neque ab ullo Pontifice ejus volumen Jure Eccle-
 « siastico est accensum. » — T. I, n. 262 et 263.

Embrassant cette dernière opinion, nous dirons avec ses défenseurs :

Les divers éléments dont se compose le décret de Gratien ont la même autorité que celle des livres et des auteurs auxquels il les a empruntés, ni plus, ni moins.

« Decreta in eo compilata, dit Gonzalez, non majorem
 « auctoritatem habebunt, quam in suis autographis obti-
 « nent. » — T. I, n. 50.

« Proinde, dit Schmalzgrueber, quæ Gratianus refert ex
 « SS. litteris habent auctoritatem divinam ; quæ ex Summo-
 « rum Pontificum constitutionibus, et Decretis conciliorum,
 « vim juris Ecclesiastici obtinent : quæ vero idem Gratianus
 « adducit ex SS. PP. majorem quidem probabilitatem, quam
 « aliorum DD. sententiæ merito sibi vindicant, auctoritate
 « autem legis non pollent, nisi forte per Summum Pontificem
 « canonizata sint. Illa, quæ Gratianus de suo addit, dicendo
 « sententiam propriam, probabilitatem faciunt, sicut Judi-
 « cium alterius viri ; quæ denique ex constitutionibus Impe-
 « ratorum, et legibus civilibus inspergit, tum demum in foro
 « ecclesiastico vim habent, quando Juris canonici defectum
 « supplent, neque contraria sunt immunitati ecclesiasticæ,
 « nihilque determinant circa res, et personas ecclesiasti-
 « cas. » — *Ibid.*, n. 264.

M^{gr} Grandclaude résume en quelques mots ce long passage du savant canoniste que nous venons de citer, lorsqu'il dit :

« Decretum Gratiani auctoritatem publicam libri Juridici
 « consecutum est, eo quod in schola fuit adoptatum ; sed
 « confirmatio à Rom. Pontifice illi non obvenit. »

29. — Que dire de l'autorité des *palea* ?

Quelques auteurs leur donnent moins d'autorité qu'au dé-

cret de Gratien qui, lui-même, aurait ainsi jugé ces additions, en les appelant, devant le Souverain Pontife, de la *paille*.

« Nam de his interrogatus, dixisse fertur : Palea est, nec de grano meo. » — SCHMALZG., *ibid.*, n. 266.

D'autres donnent aux *palea* la même autorité qu'aux autres parties du décret de Gratien, c'est-à-dire que ces additions ont, comme elles, l'autorité des sources où elles ont été puisées.

« Eamdem auctoritatem habent, dit Gonzalez, ac aliæ auctoritates compilatæ in eodem volumine. » — *Ibid.*, n. 50.

LES DÉCRÉTALES

29. — Ce livre fut composé vers l'année 1234, par saint Raymond de Pennafort, religieux de l'ordre de Saint-Dominique, sur l'ordre du souverain pontife, Grégoire IX.

On donne, à l'œuvre de saint Raymond de Pennafort, le nom de *Décrétales*, parce qu'il y a fait entrer les constitutions et les lettres décrétales des Souverains Pontifes plus que les décrets des conciles.

Comment se divisent les Décrétales ?

Elles se divisent en cinq livres. Ces livres se divisent eux-mêmes en titres, et ces titres en chapitres.

Le glossateur des décrétales est Bernard de Parme.

Les matières traitées dans le livre des décrétales sont exprimées dans les vers suivants :

- « PARS PRIOR OFFICIA PARAT, ECCLESIAEQUE MINISTROS ;
- « ALTERA DAT TESTES, ET COETERA JUDICIORUM ;
- « TERTIA DE REBUS ET VITA PRESBYTERORUM ;
- « QUARTA DOCET QUALES SINT NEXUS CONJUGIORUM ;
- « QUINTAQUE DE VITIIS, ET POENIS TRACTAT EORUM. »

Ces matières sont résumées plus brièvement dans un seul vers, qu'il est plus facile de retenir. Le voici :

JUDEX, JUDICIUM, CLERUS, SPONSALIA, CRIMEN.

LE SEXTE OU LE SEXTE DES DÉCRÉTALES

30. — Ce livre fut rédigé, sur l'ordre de Boniface VIII, vers l'an 1294, suivant les uns, ou vers l'an 1300, suivant d'autres.

On l'a appelé le *sexte* des décrétales, parce qu'il fut ajouté par Boniface VIII aux cinq livres des décrétales de Grégoire IX, dont il forme comme la *sixième* partie ou l'appendice.

Le *sexte* est divisé en cinq livres, subdivisé en titres et en chapitres, et les matières y sont distribuées dans le même ordre que dans les décrétales.

Le glossateur du sexte est Jean Andreas, jurisconsulte de Bologne.

Le sexte renferme certains cas survenus depuis la publication des décrétales ; en outre, il éclaireit certaines questions y traitées et supplée à d'autres y omises.

LES CLÉMENTINES

31. — Sous ce titre sont renfermées les constitutions de Clément V. Cette collection se compose en partie des canons du concile de Vienne auquel présida ce pontife, et en partie de ses propres constitutions.

Clément V, surpris par la mort, n'eut pas le temps de la publier. Jean XXII, son successeur, la mit au jour en 1317.

Les Clémentines sont ainsi appelées, du nom de son

auteur, et parce qu'elles ne renferment que des constitutions de Clément V ; elles sont aussi divisées en cinq livres, qui sont eux-mêmes subdivisés en titres et en chapitres ou clémentines.

Le glossateur des Clémentines est le même que celui du sexte, Jean Andreas, jurisconsulte de Bologne.

LES EXTRAVAGANTES DE JEAN XXII

32. — Pendant son pontificat qui dura dix-huit ans, ce pape donna diverses constitutions, dont vingt ont été recueillies et forment, sous le nom d'Extravagantes, la cinquième partie du *Corpus Juris*. On les appelle *Extravagantes*, parce qu'elles ont erré auparavant en dehors du corps du droit canonique, sans y avoir de place fixe, bien qu'elles y aient été reçues plus tard. « Dicuntur Extravagantes, dit « Ferraris, quia vagantur per varias materias ultra illas quæ « in libris decretalium habentur, et quia antea extra corpus « juris canonici incerta quasi sede vagabantur, quod nomen « adhuc retinent, licet postea in ordinem librorum Juris canonici redactæ sint. » — FERRARIS, au mot *Jus*, n. 30.

Les Extravagantes de Jean XXII se divisent en quatorze titres, sans aucune distinction de livres, à cause de leur peu d'étendue.

Le glossateur de cette collection est Zenzelinus de Casanis.

LES EXTRAVAGANTES COMMUNES

33. — Ces Extravagantes renferment les constitutions des vingt-cinq pontifes qui se sont succédé sur la chaire de Saint-Pierre, depuis Urbain IV jusqu'à Sixte IV, de 1261 à 1483.

On les appelle Extravagantes, parce que, comme celles de Jean XXII, elles ont, à l'origine, erré, pour ainsi dire, hors du *Corpus Juris*. — On leur a ajouté le nom de *communes*, parce que, à la différence de celles de Jean XXII, qui étaient propres à ce seul pape, elles sont communes à divers Souverains Pontifes.

Cette collection est divisée en cinq livres ; ces livres sont eux-mêmes subdivisés en titres, et les titres en chapitres.

Les auteurs des gloses sur les Extravagantes communes sont ainsi désignés par Schmalzgrueber :

« Joannes Monachus Pichardus, Guilelmus de Monte-
« Lauduno, et Joannes Franciscus de Pavinis. » — *Ibid.*,
t. I, n. 286.

XIV

DE L'AUTORITÉ DU CORPUS JURIS

34. — En ce qui touche le décret de Gratien, nous avons déjà dit quelle était son autorité.

Quant à ce qui est des Décrétales de Grégoire IX, du Sexte de Boniface VIII, des Clémentines et des Extravagantes, elles ont certainement force de loi et l'autorité d'un droit incontesté dans toute l'Église, excepté dans les cas où il y a été dérogé par une jurisprudence nouvelle ou une coutume contraire légitimement établie.

Parlant des Décrétales de Grégoire IX, Schmalzgrueber s'exprime ainsi :

« Certum omnino est huic Gregoriano volumini, ejusque
« textibus vim et auctoritatem juris indubitati competere ;
« nam huic volumini, et textibus in eo contentis vim juris
« hoc ipso Pontifex Gregorius IX contulit, dum eos juri
« ecclesiastico inseruit, et in Ecclesia observari præcepit. »

Le docte canoniste ajoute que c'est l'opinion unanime des docteurs. — *Ibid.*, n. 276.

Parlant du *Sexte* des Décrétales, des Clémentines et des Extravagantes, cet auteur leur accorde la même autorité qu'au livre des Décrétales.

« Certum est, dit-il, juris Ecclesiastici plenum robur et
 « autoritatem eandem, quam Decretalium libri priores ha-
 « bent, competere libro VI, Clementinis, et Extravaganti-
 « bus Joannis XXII, nam Sextus a concilio Lugdunensi,
 « Clementinæ a concilio Viennensi, et ipso Clemente Ponti-
 « fice, Extravagantes Joannis XXII ab hoc Pontifice, au-
 « thore illarum, sunt approbatæ. »

Les Extravagantes communes jouissent-elles aussi de cette autorité?

« Controversia moveri potest de Extravagantibus commu-
 « nibus. *Ratio dubitandi* est, quia non constat quod istæ
 « Pontificis autoritate sint compilatæ, ut proinde recurren-
 « dum esse videatur ad fontem, unde desumpta sunt, et
 « videndum an cum originali concordent. » — SCHMALZ-
 GRUEBER, t. I, n. 290.

Le même canoniste ajoute :

« Sed omnino dicendum etiam his Ecclesiastici juris vim
 « et autoritatem concedendam, nisi aliqua posteriore con-
 « stitutione, vel consuetudine legitime præscripta iisdem de-
 « rogari constet. » — Pourquoi? Parce que, si ces Extra-
 vagantes n'ont pas été compilées par l'autorité apostolique,
 elles ont été cependant éditées par cette autorité, comme le
 prouvent les suscriptions et la date y apposées.

« Ratio est, quia etsi non sint autoritate Apostolica com-
 « pilatæ, sunt tamen ea autoritate editæ, ut ex omnium
 « subscriptionibus, et ex data compluribus subscripta li-
 « quet. » — *Ibid.*, n. 291.

Dans les exemplaires plus récents du *Corpus Juris*, à la suite des diverses collections dont nous avons parlé, on

trouve un *Septième livre des Décrétales*, composé par Pierre Mathieu, juriconsulte lyonnais, et les institutions du droit canonique de Jean-Paul Lancellotti, juriconsulte de Pérouse...

De plus, dans quelques éditions, on a ajouté un autre *livre septième des Décrétales*, imprimé par ordre de Clément VIII, mais supprimé avant même sa publication.

36. — Quelle est la valeur canonique ou légale de ces dernières compilations?

Elles n'en ont aucune. Pourquoi? D'abord, parce que les unes, celles de Pierre Mathieu et les constitutions de Lancellotti ont été éditées par une autorité tout à fait privée, sans promulgation légitime. Ensuite, parce que les autres, le septième livre des Décrétales, *imprimé*, il est vrai, par ordre de Clément VIII, fut *supprimé*, au moment même où il allait être publié sous ce titre et sous l'autorité de ce pape.

« Quare, dit Schmalzgrueber, textus ex isto libro nulli « allegari utiliter poterunt, sed recurrendum ad originales « textus, et ipsas constitutiones Pontificum, et conciliorum « Flor. et Trid. decreta quæ liber iste complectitur. » — *Ibid.*, n. 294 et 295.

37. — Que dire des canons pénitenciaux — *canones pœnitentiales* — que l'on trouve, par exemple, dans l'édition du *Corpus Juris canonici* très complète, imprimée, en 1746, *Colonix Munatianæ*?

.. Ces canons, au nombre de cinquante-six, n'ont aucune force préceptive, ni aucune valeur légale, puisqu'ils n'ont pas été imposés par l'autorité pontificale. Ce sont seulement, comme le porte le titre, des règles directives, dont la connaissance est fort utile aux confesseurs pour la fixation de la pénitence sacramentelle.

38. — Quelle est l'autorité des *rubriques* placées, au *Corpus Juris*, en tête des titres et des chapitres?

Avant toute réponse, il faut distinguer entre les rubriques placées en tête des textes du décret de Gratien, et les rubriques qui précèdent les textes des Décrétales, du Sexte, des Clémentines et des Extravagantes.

Les rubriques du décret de Gratien ne jouissent pas de l'autorité d'une loi ecclésiastique. Pourquoi? Parce qu'elles ne sont ni authentiques, ni de l'auteur du décret, mais d'une main étrangère quelconque, comme on le lit dans les premières lignes de ce décret, après le sommaire de la *distinction première*.

« Verūntamen in hac tanta varietate, quæ, ut aliæ conjecturæ mittantur, argumento esse potest, nullam hic a Gratiano ipso positam esse rubricam, satis visum est, re-tenta vulgata lectione, cæteras indicare. »

Quant aux rubriques des autres livres du *Corpus Juris*, indiqués dans notre distinction, elles jouissent d'une très grande autorité. Pourquoi? Parce que, au témoignage de Boniface VIII, elles y ont été mises par l'autorité apostolique, ainsi que ce pontife le dit expressément lui-même dans la préface du Sexte des Décrétales. — SCHMALZGRUEBER, *ibid.*, n. 296 et 297.

En un mot, ces livres ayant été approuvés avec leurs rubriques, les arguments qu'ils contiennent ont force de loi, « a rubro ad nigrum », c'est-à-dire, depuis la rubrique, à l'origine, toujours écrite en rouge : *rubrum*, — jusqu'au texte lui-même, écrit en noir : *nigrum*.

Comment divise-t-on les rubriques du *Corpus Juris canonici*?

39. — Les rubriques du *Corpus Juris* se divisent en deux sortes : les unes sont *préceptives*, et les autres *non préceptives*.

Les rubriques *préceptives* sont celles qui présentent un sens parfait. Telle est, par exemple, la rubrique : *Ut ecclesiastica beneficia sine diminutione conferantur*.

Ces rubriques peuvent être alléguées *dispositive*, suivant le langage des canonistes, c'est-à-dire, comme des règles générales, ayant force de loi, puisqu'elles ont été établies et confirmées par le législateur.

Les rubriques *non préceptives* sont celles qui n'offrent pas un sens parfait, ou qui ne portent aucun précepte, ni aucune prohibition.

Telles sont, par exemple, les rubriques suivantes : *de peculio clericorum*, — *de testamentis et ultimis voluntatibus*, — *de successionibus*, — *de sepulturis*.

Ces rubriques peuvent être alléguées *declarative* seulement, dans le cas où le texte du canon est obscur ou ambigu, c'est-à-dire qu'elles servent, dans ce cas, à en déclarer ou manifester le sens.

Par exemple, au chapitre *Cum monasterium*, à ces mots du canon « *Postulationi eorum præbuit assensum* », la rubrique sert au Glossateur à déclarer ou à inférer que, dans l'espèce, il y avait eu non une simple *postulation*, mais une vraie *élection*, puisque cette rubrique est inscrite sous le titre : *de electione* et non *de postulatione*.

40. — Quelle est la valeur canonique des *suscriptions* que l'on trouve dans les décrétales ?

Ces suscriptions sont les mots qui indiquent la source où le texte du chapitre a été puisé, ou le nom de celui auquel il est adressé. Telle est, par exemple, au chapitre 1, de *Rescriptis*, la suscription suivante :

Alexander III. Senonensi Archiepiscopo.

Ces suscriptions, dans les livres authentiques du *Corpus Juris*, sont elles-mêmes authentiques et ont une grande valeur canonique.

41. — Quelle est la valeur des *Sommaires* qui résument brièvement les chapitres des décrétales ?

Ces sommaires, composés par divers docteurs particuliers,

n'ont pas force de loi, à moins qu'ils ne soient pleinement d'accord avec le texte qu'ils résument. Ils sont cependant très précieux, en tout cas, et très utiles pour l'interprétation des canons du *Corpus Juris*.

42. — Quelle est l'autorité de *la glose* dans l'interprétation du droit canonique ?

La glose est le commentaire ou l'explication des canons.

Les gloses du *Corpus Juris* ont pour auteurs des docteurs particuliers, comme *Bernard*, *Tancrède*, *Jean André*, le cardinal *Hostiensis* (Henri de Suze), *Guillaume Durand*...

Comme ces docteurs privés n'avaient aucun pouvoir d'établir des lois, leurs gloses, bien que contenant une excellente doctrine, n'ont pas force de loi. Elles ont cependant plus de valeur que les écrits des autres docteurs. Plusieurs canonistes vont même jusqu'à dire que, dans la décision des causes de solution douteuse, on doit préférer le sentiment des Glossateurs au sentiment commun des docteurs.

« Glossæ quamvis non legis, aut canonis, magna tamen auctoritas est, adeo ut eam cujusvis eximii scriptoris, imo communi DD. sententiæ prævalere, et propterea in decisionibus causarum, quæ ambiguae solutionis sunt, amplectendam tradant Bartoli, Baldus, Butrius, Felinus, Mascardi, Card, Reiffenstuel. » — SCHMALZGRUEBER, t. I, n. 304.

XV

DES COLLECTIONS PLUS RÉCENTES DU DROIT CANONIQUE

43. — Depuis le concile de Trente, il n'a été fait aucune collection authentique du droit canonique, c'est-à-dire approuvée par les Pontifes romains.

C'est, il est vrai, après cette époque que fut édité, par

ordre de Clément VIII, un second septième livre des Décrétales ; mais, on le sait, ce livre fut, pour ainsi dire, mort-né, puisque, à peine imprimé, il fut supprimé par le même Pontife, de crainte qu'on ne s'en servit pour décliner l'observation des canons du concile de Trente (1).

Si l'on n'a pas fait de collections authentiques depuis ce concile, n'y en a-t-il pas d'autres composées par des auteurs particuliers ?

Ces collections existent, et, il faut le dire, rédigées avec plus d'ordre et de méthode que les anciennes.

Quelles sont-elles ?

On peut les diviser en trois classes, suivant les différentes autorités ecclésiastiques dont elles renferment les actes.

La première classe contient les constitutions ou les décrets des Souverains Pontifes : on l'appelle *le Bullaire*.

La seconde classe renferme les canons et les actes des conciles ; c'est *la collection des Conciles*.

La troisième classe comprend les décisions ou les déclarations des congrégations romaines, rendues conformément au droit *Tridentin* ; on y trouve surtout celles du tribunal de la Rote, des congrégations du Concile, des Rites et des Indulgences.

Le Bullaire.

44. — La première collection du Bullaire est due aux travaux du savant jurisconsulte romain, Laerzio Cherubini,

(1) Les décrets du concile de Trente avaient été insérés dans ce livre ; il devait donc être permis de les interpréter au moyen de gloses et de commentaires, comme les autres livres du *Corpus Juris*. Or c'est ce que défendait Pie IV par une constitution. « Id vero, dit Fagnan, ex diametro adversabatur constitutioni Pii IV, prohibentis ne super decretis concilii Tridentini edantur glossæ et commentarii, ullumque omnino interpretandi genus. » — Voir FERRARIS, aux mots *Jus, Justitia*, n. 33.

qui la commença sous les auspices du pape Sixte V, vers l'an 1586. Son fils, Angelo-Maria Cherubini, moine du Mont-Cassin, au ^{xvii}^e siècle, continua l'œuvre de son père. Plus tard, deux frères mineurs de l'Observance, Ange de Lantusca, et Paul de Rome, continuèrent, à leur tour, le travail de ce dernier. Mais, celui qui poussa le plus loin la vaste compilation du Bullaire fut Jérôme Maynard, qui la porta jusqu'à quatorze volumes. On y ajouta, après lui, quatre autres volumes sous le nom de Bullaire de Benoît XIV. De nouvelles additions ont été faites, et se font encore, de temps en temps, au grand Bullaire.

Quelle est l'autorité du Bullaire ?

45. — Cette compilation ayant été faite par de simples particuliers, sans avoir reçu l'approbation du Pontife romain, n'a d'autre autorité que celle de ses auteurs, ou des documents qu'elle contient ; elle a cependant force de loi s'il est certainement constaté que ces documents sont vrais, ont été réellement promulgués, et sont parfaitement conformes aux originaux ou aux pièces authentiques.

La collection des Conciles.

46. — A l'époque où Laerzio Cherubini colligeait les bulles pontificales, Merlin commençait la *collection des conciles*, dont il fit deux volumes. Pierre Crabbe y en ajouta un troisième, et Laurent Surius un quatrième. Ces compilateurs vivaient tous les trois au ^{xvi}^e siècle.

Au siècle suivant, Séverin Binius ajouta cinq volumes à cette œuvre importante. Puis, deux religieux de la compagnie de Jésus, Philippe Labbe, et Gabriel Cossartus, la continuèrent jusqu'au dix-septième volume, inclusivement. Vinrent ensuite les travaux d'Étienne Baluze, de Nicolas Coleti et de Dominique Mansi, qui, pendant le ^{xviii}^e siècle, poursuivirent la collection des conciles.

47. — Quelle est l'autorité de cette collection ?

Elle est la même que celle du Bullaire. Composée, comme lui, par de simples particuliers, sans avoir reçu l'approbation pontificale, elle a l'autorité de ses auteurs et celle des documents y contenus, en tant qu'ils sont authentiques et conformes à leurs originaux. Par exemple, les décrets des conciles généraux confirmés par le Siège apostolique ont force de loi dans toute l'Église. Il n'en est pas de même des décrets des conciles provinciaux, à moins qu'ils n'aient été spécialement approuvés et acceptés pour l'Église universelle par les Pontifes romains.

Les collections des décisions des congrégations romaines.

48. — Nous parlerons plus tard de ces diverses collections et de leur autorité au point de vue canonique.

Pour le moment, nous leur appliquerons, avec de Camillis, le principe suivant, applicable au Bullaire et à la collection des conciles.

« Cum privato studio prodierint hæ collectiones, nec ulla
« ex iis supremæ auctoritatis placito fuerit confirmata et pro-
« mulgata, monumenta in iis relata juridicam et legalem
« auctoritatem nullam ex iis accipere possunt ; sed monu-
« menta in iis relata tanti valent quanti critica collectoris,
« seu in tantum vim legalem habent in quantum concordant
« cum authenticis monumentis. » — *Institutiones juris ca-*
nonici, t. I, p. 126.

XVI

DES RÈGLES DE LA CHANCELLERIE ROMAINE

49. — Ces notions sur les collections récentes du Droit canonique suffisent au cadre que nous nous sommes tracé

dans la composition de cet ouvrage : il nous reste à dire quelques mots d'une collection à part, que nous n'avons pas classée parmi les autres, à cause de son caractère tout spécial. Il s'agit des règles de la Chancellerie romaine.

Que faut-il entendre par la Chancellerie romaine ?

C'est le tribunal où l'on expédie, à Rome, tous les rescrits pontificaux, soit de grâce, soit de justice.

La Chancellerie romaine est très ancienne. Elle suit, dans l'expédition des affaires qui la concernent, certaines règles qui, pendant longtemps, restèrent à l'état de tradition, sans être expressément confirmées par l'autorité pontificale. Ce fut le pape Jean XXII qui, le premier, recueillit ces règles, les rédigea dans un certain ordre, et les confirma de son autorité apostolique. Ses successeurs les perfectionnèrent et les modifièrent jusqu'à Nicolas V, qui, au xv^e siècle, les augmenta et laissa la collection à peu près telle que nous la possédons, aujourd'hui.

Les règles de la Chancellerie romaine sont au nombre de soixante-douze.

50. — Quelle est l'autorité de ces règles ?

« Ejusmodi regulæ vim juris habent, dit M. Grandelaude, « nam constitutæ sunt legitima auctoritate Rom. Pontif. ; « tamen sunt quædam regulæ Cancellariæ speciales, quæ extra « Curiam Romanam non obligant, cum specialiter concernant « officiales illius Curiae. ». — *Jus canonicum*, t. I, p. 18.

Une observation importante touchant ces règles : Elles n'ont force de loi que pour un temps, c'est-à-dire, pendant la vie du Souverain Pontife régnant. Pendant la vacance du Siège apostolique, elles demeurent sans autorité. Mais, le lendemain de son élection, chaque nouveau pape les renouvelle et les confirme, comme s'il les créait lui-même, en y ajoutant ou en retranchant, s'il lui plaît.

51. — Quelle est la matière des règles de la Chancellerie romaine ?

Elle concerne principalement les causes bénéficiales et judiciaires.

Jean-Baptiste Riganti, Napolitain, a laissé, dans le siècle dernier, un excellent commentaire des règles de la Chancellerie apostolique.

XVII

DES COLLECTIONS ANCIENNES DU DROIT CANONIQUE

Constitutions et canons des apôtres.

52. — Parmi les plus anciens monuments du droit ecclésiastique, il y en a un célèbre entre tous : ce sont les huit livres intitulés : *Constitutions apostoliques*.

Les six premiers livres contiennent un court aperçu de la vie chrétienne, au berceau de l'Église. — Le septième et le huitième livres renferment diverses prescriptions légales et morales. Enfin, au dernier chapitre du huitième livre, est joint un catalogue composé, suivant certains manuscrits, de cinquante, suivant d'autres, de quatre-vingt-cinq courtes sentences intitulées :

Canones SS. Apostolorum per Clementem Romanum, a B. Petro ordinatum Episcopum, editi.

Constitutions apostoliques.

52. — Quels sont les auteurs des Constitutions apostoliques ?

Les savants sont partagés sur cette question. : *Quis earum fuerit author; multi dubitant, et adhuc sub iudice lis est*, dit Schmalzgrueber. — T. I, p. 54, n. 339.

Les uns, comme Simon de Magistris, pensent qu'elles ne sont pas purement apocryphes, mais qu'il faut les attribuer à des hommes apostoliques, bien qu'elles aient été corrompues, en beaucoup de points, par les hérétiques.

Quelques manuscrits les attribuent à saint Clément de Rome ; la version syriaque leur donne pour auteur saint Hippolyte, évêque de Porto, au III^e siècle.

Jean-Baptiste Cotelier (1), Noël Alexandre, etc., regardent les constitutions apostoliques comme une collection pseudo-apostolique, ou faussement attribuée aux Apôtres.

De Camillis dit que tous les arguments, tant intrinsèques qu'extrinsèques, prouvent que cette collection ne leur appartient pas.

Les arguments intrinsèques sont ceux qui sont tirés de la doctrine dogmatique, morale, disciplinaire et historique de cet ouvrage.

Les arguments extrinsèques sont ceux qui sont tirés du silence des auteurs, ou des témoignages des auteurs contemporains, ou rapprochés des temps apostoliques.

En ce qui touche la partie *dogmatique*, les constitutions dites apostoliques semblent mal penser de la divinité du Fils et du Saint-Esprit. — Elles ordonnent de réitérer le baptême conféré par les hérétiques.

Pour la *morale*, elles sont encore dans l'erreur. *Permittunt ancillis ut libidini dominorum suorum inserviant*, dit de Camillis. — T. I, p. 82.

Cette doctrine étant contraire à celle des Apôtres, il est certain qu'au moins les manuscrits qui la contiennent ont été viciés.

Quant à la partie *disciplinaire*, on peut alléguer contre l'apostolicité des constitutions susdites la prescription du

(1) Savant français, célèbre par son érudition, et auteur de plusieurs ouvrages, comme par exemple : *Monumenta Ecclesiæ Græcæ*. — *Patres ævi Apostolici*. Il mourut en 1686.

jeûne, le dimanche, comme le samedi, ce qui sent le schisme des Judaïsants — la condamnation des quatrièmes noces, etc...

La partie *historique* ou chronologique n'y est pas plus exacte : elles représentent comme assistant au concile de Jérusalem Jacques, fils de Zébédée, qui, d'après le chapitre xii^e des Actes des apôtres, avait déjà été tué par le glaive d'Hérode.

On le voit donc : les arguments *intrinsèques* prouvent la non-apostolicité des constitutions qui nous occupent.

La même preuve ressort des arguments *extrinsèques*.

Le silence des Pères contemporains des temps apostoliques. — Les Pères des trois premiers siècles, comme saint Justin, saint Irénée, saint Cyprien, Tertullien, Origène, Clément d'Alexandrie, etc., ont gardé le silence le plus complet sur cet ouvrage ; ils ont eu cependant occasion d'en parler et de le citer ; pourquoi ne l'ont-ils pas fait, si ce n'est, ou parce qu'il n'existait pas à ces diverses époques, ou parce que, s'il existait, ils le tenaient pour apocryphe ?

Les témoignages des auteurs contemporains ou rapprochés des temps apostoliques. — Le premier des Pères de l'Église qui ait fait mention des constitutions des apôtres est saint Épiphane, qui vivait à la fin du iv^e siècle. Il les cite non comme une œuvre apostolique, mais comme un livre qui, bien que suspect même alors aux yeux de plusieurs, ne lui paraît pas cependant condamnable. « Qui liber, écrit-il, « tametsi dubiæ apud multos fidei sit, non est tamen impro- » bandus. » — Hæresi 70 contra Audianos.

De cette citation de saint Épiphane, ne peut-on pas conclure que ce livre n'est pas l'œuvre des apôtres ? S'il avait été leur œuvre, ne l'aurait-il pas dit ? ou n'en aurait-il pas parlé autrement, bien qu'il ne le condamne point, et qu'il dise même plus loin qu'il n'y a rien de contraire à la foi et à la discipline de l'Église ? — Voir SOGLIA, *Institut. juris publici*, p. 98.

53. — Quelle est l'autorité des constitutions apostoliques?

Elles ne présentent aucune autorité certaine et indubitable : cependant, en tant qu'elles ne renferment rien de contraire à la foi, et qu'elles n'ont pas été interpolées par la malice des hérétiques, ou par l'ignorance des copistes, elles peuvent fournir une preuve du dogme de l'Église, telle que peuvent la donner les monuments ecclésiastiques du III^e et du IV^e siècle de l'ère chrétienne.

Canons des apôtres.

54. — Quels sont les auteurs de ces canons? — Sur cette question, les savants sont encore divisés.

L'empereur Constantin appelle *apostoliques* les canons dont nous recherchons l'origine. Il en est de même du concile de Constantinople, tenu sous Nectaire, du concile d'Éphèse, de Théodose et de Justinien, comme le fait remarquer de Marca dans ses dissertations *de concordia sacerdotii et imperii*.

Saint Jean Damascène, dans son livre IV *de fide orthodoxa*, chap. xvii, va plus loin ; il n'hésite pas à ranger dans le canon des saintes Écritures les canons apostoliques, comme ayant été composés par les apôtres. « Jamvero, « dit-il, novi Testamenti libri isti sunt. Quatuor Evange- « lia... canones denique sanctorum Apostolorum per Cle- « mentem concinnati. »

Parmi les modernes, le P. Turrianus, de la compagnie de Jésus, théologien du XVII^e siècle, attribue à ces canons l'autorité apostolique, enseignant qu'ils étaient tous l'œuvre des apôtres, et qu'ils avaient même été conservés dans leur intégrité. Le P. Turrianus soutint cette thèse dans un ouvrage qu'il écrivit contre les Centuriateurs de Magdebourg. — SOGLIA, *ibid.*, pp. 99 et 100. — DE CAMILLIS, p. 84.

L'opinion contraire a été embrassée par les canonistes les plus recommandables par leur érudition et leur doctrine. Ils pensent, eux, que la collection des canons apostoliques ne peut être attribuée ni aux apôtres, ni à saint Clément. Ils prouvent leur sentiment par trois arguments principaux.

1. — Eusèbe de Césarée, saint Jérôme et d'autres écrivains de l'époque, qui ont travaillé avec tant de soin à conserver les noms et le souvenir des écrivains ecclésiastiques, ne font aucune mention de ces canons; de plus, ni le pape Victor, dans sa controverse sur le jour de la célébration de la Pâque, ni saint Cyprien, dans sa querelle touchant le baptême des hérétiques, ne se sont jamais servis de l'autorité des canons apostoliques qui eussent été souverains pour trancher cette double question qui fut si brûlante et si retentissante.

2. — Il y a dans les canons apostoliques beaucoup de choses qui n'appartiennent pas au temps des apôtres.

Par exemple, il y est question des chantes, des lecteurs, des conciles métropolitains annuels, de la division des paroisses, des biens de l'Église distincts des biens de l'évêque, et d'autres points de ce genre dont l'existence est postérieure à l'époque où vivaient les apôtres et saint Clément.

3. — Il y a dans les canons apostoliques, et c'est l'argument le plus fort contre eux, certains points disciplinaires et dogmatiques contraires soit à la discipline des apôtres, soit à la doctrine catholique. Nous citerons, par exemple, comme contraires à la discipline apostolique, les canons 17 et 66. Le premier, ne tenant pas compte des mariages contractés, dans l'infidélité, appelle *bigame* celui-là seulement qui, après son baptême, aurait épousé deux femmes. Le second prescrit de déposer le clerc, et d'excommunier le laïque qui jeûnent le samedi.

Nous citerons aussi, comme contraires à la vérité catholique, les canons 46 et 47, qui rejettent et déclarent invalide

le baptême conféré par les hérétiques, et le canon 74, qui exclut du canon des divines Écritures, ou ne les y compte pas, les livres de la Sagesse, de Tobie et de Judith.

Dans le conflit de ces deux opinions diamétralement opposées, les frères Ballerini, doctes écrivains du xviii^e siècle, proposent une opinion qui tient le milieu entre l'une et l'autre. La voici :

Les apôtres ont réellement laissé à l'Église naissante quelques règles ou canons qui se conservèrent tant par la tradition que par l'écriture. A ces canons, sans doute peu nombreux à l'origine, les successeurs des apôtres en ajoutèrent d'autres, suivant l'opportunité des temps, sans changer le titre primitif de *Canons apostoliques*. C'est ainsi que, de jour en jour, diverses additions confondues avec l'œuvre des apôtres auront augmenté les canons qui portent leur nom.

Quant aux erreurs qui s'y trouvent, il faut les attribuer soit à la malice des collecteurs, soit à l'ignorance des copistes.

Quelle est la valeur des canons des apôtres ?

Tous n'ont certainement pas l'autorité apostolique. Mais tant qu'il ne conste pas qu'ils ont été viciés par l'ignorance ou la fraude, ils nous apprennent quelle fut aux ii^e, iii^e et iv^e siècles la discipline de l'Église.

XVIII

COLLECTIONS DES GRECS

55. — Parmi les collections anciennes du droit canonique, on place encore les collections des Grecs.

Les plus célèbres de ces collections et les plus généralement admises par les savants sont au nombre de quatre.

La première, à titre d'ancienneté, est celle que Jean Doujat, avocat au Parlement de Paris, au xvii^e siècle, attribue,

dans ses *prænotiones canonicæ et civiles*, à Théodoret de Cyrène.

La seconde est la collection de Jean d'Antioche, surnommé le *Scholastique*.

La troisième est la collection *Trullienne*.

La quatrième est celle de Photius.

Disons quelques mots sur chacune de ces collections.

1. — La collection de Théodoret.

56. — Cette collection, selon Doujat, aurait pour auteur Théodoret, *Episcopus Cyrenensis*, dont les écrits furent condamnés par le cinquième concile général, dans la fameuse affaire des *trois chapitres*.

Publiée vers la fin du v^e siècle, l'œuvre de Théodoret se compose de deux cent sept canons de divers conciles tenus en Orient, à savoir, des conciles de Nicée, d'Ancyre, de Néo-Césarée, de Gangres, d'Antioche, de Laodicée, du premier concile de Constantinople et du concile de Chalcédoine.

A ces canons Théodoret ajouta lui-même les canons des apôtres et tous ceux du concile de Sardique. « *Hisce canonicis, dit de Camillis, adjecit ipse Theodoretus canones Apostolorum et canones Concilii Sardicensis.* » — *Institutiones juris canonici*, T. I, p. 90.

2. — La collection de Jean d'Antioche.

57. — Cette collection parut vers le milieu du vi^e siècle ; elle est attribuée à Jean d'Antioche, surnommé le *Scholastique*.

Elle diffère des autres collections de ce temps par la méthode que l'auteur y a suivie. Ses devanciers citaient les canons dans l'ordre chronologique, Jean d'Antioche les a placés selon l'ordre des matières, en les divisant par des titres.

Il semble avoir pris pour modèle, dans la distribution de son ouvrage, le jurisconsulte Tribonien, qui rédigea les *Pandectes*, sur l'ordre de l'empereur Justinien. De même que Tribonien divisa ses *Pandectes* en cinquante livres; de même Jean d'Antioche a divisé sa collection canonique en cinquante titres : il a, en outre, dans la division des matières, suivi, autant qu'il l'a pu, le docte auteur qu'il s'était proposé d'imiter. Par exemple, il parle d'abord des évêques, puis des prêtres, des diacres, des sous-diacres, et des autres clercs inférieurs. Ensuite, il parle des moines, et enfin des laïques.

L'ouvrage de Jean d'Antioche fut très goûté de ses contemporains. Il fut particulièrement agréable à l'empereur Justinien, qui travaillait alors à la restauration du droit romain. Aussi, grâce aux faveurs et à la protection de ce prince, réussit-il à déposséder de son siège Eutychès, évêque de Constantinople, et à s'asseoir, par intrusion, à sa place.

Afin de gagner de plus en plus ces faveurs, ou, du moins, pour s'y maintenir, il ajouta les lois impériales elles-mêmes à sa collection, à laquelle il donna le titre de *Nomocanon*, composé des deux mots grecs, νόμος, loi, et κανών, canon. Ce titre exprimait ce que contenait l'ouvrage : les lois civiles désignés par le mot, νόμος, et les lois canoniques par le mot κανών.

3. — La collection Trullienne.

58. — Cette collection est celle qui fut faite et approuvée par les Grecs dans le concile de *Trullum*. Ce concile eut lieu, vers l'an 692, *in trullo*, seu *in secretario palatii imperatoris* : d'où lui est venu son nom de *Trullum*.

On l'appelle encore *Quinisextum concilium*, parce qu'il fut célébré dans l'intention de suppléer les défauts du cinquième et du sixième concile général.

La collection *Trullienne* contient les quatre-vingt-cinq canons des apôtres, les canons des divers conciles de l'Orient, avec quelques lettres d'évêques, et les actes d'un certain concile particulier qui ne se trouvaient pas dans les collections antérieures. Mais les canons du concile de Sardique, qui faisaient partie de ces dernières collections, furent remplacés dans la compilation *Trullienne* par cent trente-deux canons africains que l'on avait traduits du latin en grec.

Pourquoi cette substitution? Les Pères du concile de *Trullum*, enclins au schisme, avaient voulu écarter de leur recueil les canons du concile de Sardique, parce que ceux-ci admettaient le recours ou l'appel au Pontife romain; ils y avaient substitué les canons africains, parmi lesquels figuraient ceux de saint Cyprien qui, en désaccord avec le pape Étienne, condamnait le baptême conféré par les hérétiques.

« Unde videtur, concludit de Camillis, illos expunxisse canones veros ut sibi nempe proponerent exemplum dissidendi a Sede Romana, et fovendi schisma quod sæculo V jam imminebat inter Romanum Pontificem et Patriarcham Constantinopolitanum, et demum sub Photio conclusum est. » — T. I, p. 92.

4. — La collection de Photius.

59. — Photius, patriarche intrus de Constantinople, et consommateur du schisme grec, au ix^e siècle, est l'auteur de la collection célèbre qui porte son nom.

Elle renferme la plupart des documents contenus dans la collection *Trullienne*. Le prélat schismatique y a ajouté les canons portés par le faux concile de Constantinople contre Ignace, évêque légitime de ce siège. A l'exemple de Jean d'Antioche, pour faire sans doute aussi sa cour à l'empereur Michel, son protecteur, il inséra dans sa collection les lois émanées de la puissance civile.

XIX

AUTORITÉ DES COLLECTIONS GRECQUES

60. — Quelle est l'autorité des diverses collections de Théodoret, de Jean d'Antioche, des Trulliens et de Photius?

Toutes ces collections ne jouissent dans l'Église d'aucune autorité.

Pourquoi ?

1° Parce qu'il est à présumer qu'elles ont été corrompues.

2° Parce que leurs auteurs sont suspects, à cause de leur penchant à l'hérésie et au schisme.

Cependant, à cause de leur antiquité, et parce qu'elles relatent les dispositions de l'Église dans la langue même dans laquelle elles ont été formulées, à l'origine, les pages des dites collections, exemptes de tout venin hérétique ou schismatique, peuvent être souvent consultées avec fruit. En tout cas, il ne faut pas l'oublier : cette étude demande à être faite avec une sérieuse attention, avec prudence et précaution.

« Cum collectores videantur specialius addicti vel hæresibus vel schismati, dit *de Camillis*, si quid est quod causam ipsorum possit confirmare et tueri, id pariter non sine studio magno, prudentia cautelaque recipiendum est. » — *Institut. jur. can.*, T. I, p. 94.

« Istæ omnes collectiones, dit M^{sr} Grandclaude, nullius sunt auctoritatis ob gravem corruptionis suspicionem, et auctorum animum ad hæresim et schisma proclivem ; tamen cæteris præstant majori vetustate, et ideo cum fructu aliquando sunt consulendæ, quotiescumque nihil habetur

« quod causæ hæresis vel schismatis favere possit. » — *Jus. canonicum*, T. I, p. 20.

XX

COLLECTIONS DES LATINS

61. — Comme les Grecs, les Latins eurent aussi leurs collections anciennes de canons ecclésiastiques.

On compte dix collections tout à fait différentes dans l'Église latine ou d'Occident : nous ne parlerons que des principales.

1. — La collection de Denis le Petit.

Cette collection parut vers le commencement du vi^e siècle. Elle eut pour auteur un moine scythe, nommé Denis, qu'on surnomma *le Petit*, soit à cause de sa petite stature, soit à cause de son humilité.

La collection de Denis le Petit est la plus importante des anciennes. Elle fut faite à deux reprises.

La première comprend une version ou une traduction en latin des canons grecs, c'est-à-dire, des décrets des conciles de Nicée, d'Ancyre, de Néo-Césarée, de Laodicée, d'Antioche et du premier concile de Constantinople. Il y ajouta les cinquante canons des apôtres, ceux de Sardique, de Chalcédoine et ceux des conciles d'Afrique. On appela cette première collection : *Codex canonum ecclesiasticorum*.

Dans une seconde collection, Denis le Petit réunit les décrétales des pontifes romains, à partir du pape saint Sirice, qui vivait en 385, jusqu'au pape saint Anastase II, qui monta sur le siège pontifical, en 496, et mourut, en 498.

62. — Quelle est l'autorité de la collection de Denis le Petit ?

Soit que l'on considère le caractère et le génie du collecteur, soit que l'on considère l'estime qu'elle s'est acquise parmi les Latins, cette collection mérite une grande confiance. Quelles étaient la capacité et la science de l'auteur ? Suivant Cassiodore, son contemporain, Denis était un homme très versé dans la connaissance de la langue grecque et de la langue latine. Il était donc à même d'abord de bien traduire les canons grecs. Ensuite, en ce qui concerne le recueil des décrétales des pontifes romains, qui, mieux que lui, pouvait entreprendre sûrement ce travail, puisqu'il l'a fait à Rome même, où il résidait ?

Cela étant, nous ne pouvons pas douter de la science de Denis le Petit. J'ajoute que nous ne pouvons pas douter davantage de sa probité.

Le même Cassiodore nous le représente comme un homme d'une très grande probité. « Describitur a Cassiodoro, dit de Camillis, tanquam vir probitatis maxima, moribus omnino Romanus, ut ait idem Cassiodorus, alludens ad mores nationis Scythæ. » — P. 97.

Une autre preuve de la confiance que mérite la collection de Denis le Petit, c'est le cas qu'en faisait le pape Adrien.

L'empereur Charlemagne étant venu à Rome, ce pape lui fit présent de la collection appelée *Adrienne*. Cette collection ne diffère de celle de Denis que parce qu'on y a supprimé les canons des conciles généraux, déjà connus dans les Gaules, et qu'on y a reproduit les décrétales des pontifes romains, même au-delà du Pontificat d'Anastase II.

Charlemagne la répandit en France où elle fut accueillie par le suffrage général. A cause de la grande autorité dont elle jouissait, on l'appela, par antonomase : *codex canonum*.

Nous concluons donc, avec de Camillis. « Cæterum nullus adhuc fuit qui quamdam potuerit deprehendere falsi-

« tatem in collectione Dyonisiana. Ergo omni fide dignissima est Dyonisii collectio, sive inspecta scientia et probitate collectoris, sive inspecta publica quam habuit existimatione, et exinde retinenda est. » — T. I, p. 98.

2. — Collection d'Isidore **MERCATOR** ou **PECCATOR**.

63. — Après l'œuvre de Denis le Petit, parut la plus célèbre de toutes les collections de ce genre dans l'Église latine. Cette illustre collection, suivant certaines éditions, porte le nom d'Isidore *Mercator*, suivant d'autres celui d'Isidore *Peccator*. Plusieurs évêques ajoutaient autrefois, par humilité, ce dernier mot à leur signature. On ne sait d'ailleurs rien de certain ni sur le nom réel, ni sur la patrie du compilateur. Quant au temps où il vécut, il est probable que ce fut le ix^e siècle : sa collection contient les canons d'un concile de Paris qui se tint en 829.

Dans l'œuvre d'Isidore *Mercator*, on trouve, après la préface, la manière de célébrer un concile, les cinquante premiers canons des Apôtres, les lettres des pontifes Romains, depuis saint Clément jusqu'à saint Sylvestre, les décrets du concile de Nicée, et des autres conciles, tant grecs que latins, distribués en certaines classes, enfin les lettres décrétales des Souverains Pontifes jusqu'à saint Grégoire le Grand.

64. — Quelle est l'autorité de la collection d'Isidore *Mercator* ?

Cette collection a joui, pendant près de sept cents ans, aussi bien dans l'Église orientale que dans l'Église occidentale, de la même autorité que l'on accorderait à un recueil composé de canons et de décrétales authentiques. Tous les théologiens et les canonistes, voire les conciles eux-mêmes, recouraient à la collection *Isidorienne*, comme à la source la plus pure, avec une bonne foi parfaite, sans que personne,

pendant ce long espace de temps, ne soupçonnât qu'elle renfermait des documents supposés et mensongers.

Cependant, vers le milieu du xv^e siècle, le cardinal Nicolas Cusan ou Cusanus, Allemand d'origine, découvrit la fraude du fameux compilateur, la signala et la mit à nu. Il prouva, le premier, que l'œuvre d'Isidore contenait des faussetés et des inventions : c'est ainsi qu'il renversa, si j'ose le dire, ce colosse aux pieds d'argile. Cet honneur revient donc au savant cardinal, et non aux Centuriateurs de Magdebourg, écrivains luthériens du xvi^e siècle (1), qui ont voulu le revendiquer.

Lorsque Nicolas Cusan eut crié : au faussaire ! plusieurs écrivains catholiques examinèrent avec soin la collection *Isidorienne*, où ils trouvèrent des preuves évidentes de falsification et d'invention.

Voici les principales de ces preuves :

1. Le silence des anciens écrivains.

Les huit premiers conciles œcuméniques, les anciens Pères, Denis le Petit, collecteur très exact et très sérieux. tous ceux, en un mot, qui avaient intérêt à citer, dans la controverse, s'ils avaient existé, plusieurs des documents donnés par Isidore comme authentiques ; tous ont gardé le silence à leur sujet.

2. *Mercator* prête aux pontifes Romains des premiers siècles un style dont la barbarie insigne contraste, de la manière la plus flagrante, avec l'élégante manière d'écrire de ces pontifes.

3. Les divers monuments falsifiés par le collecteur sont tous dans le même style, bien qu'ils soient attribués par lui à divers auteurs, vivant à des époques différentes.

(1) — Ils sont les auteurs des *centuries de Magdebourg*, corps d'histoire ecclésiastique, composé dans le but d'attaquer l'Église romaine, d'établir la doctrine de Luther, de décrier les pères et les théologiens catholiques.

4. Il emploie des mots qui étaient inusités à l'époque et dans le langage des Souverains Pontifes dont il prétend reproduire les actes.

« Conficta nomina Archiflaminum, priorum Flaminum ;
« voces Primatum, Archiepiscoporum, Aprocrysariorum,
« quæ ab ætate et usu veterum Pontificum alienæ sunt. »
SOGLIA, *Instit. Juris publ.*, p. 109.

5. Isidore Mercator cite, dans les décrétales des trois premiers siècles, plusieurs passages de la sainte Écriture empruntés à la version de saint Jérôme qui n'avait pas encore paru à cette époque.

On le voit donc : la collection d'Isidore *Mercator* a été faite par un homme qui manquait de probité.

Est-ce à dire que tous les éléments qui la composent ont été inventés par l'auteur ?

Non, tous ne sont pas de son invention. Il y a dans cet ouvrage quatre sortes d'éléments distincts.

1. Les documents *vrais et sincères*, par exemple, les décrétales, les lettres empruntées au recueil de Denis le Petit.

2. Les documents *supposés* de la fabrication du compilateur : telles sont presque toutes les lettres des Souverains Pontifes, depuis saint Clément jusqu'à saint Sirice ; plusieurs lettres, depuis ce dernier pape, jusqu'à saint Grégoire le Grand. Tels sont encore les actes du concile romain tenu sous Jules I^{er}, et ceux des cinquième et sixième conciles romains, tenus sous Symmaque.

3. Les documents *apocryphes*. Ce sont des documents trouvés ou recueillis par d'autres, qu'Isidore a insérés frauduleusement dans sa collection, comme l'*epitome* du second concile romain tenu sous saint Sylvestre, que l'on appelle : *Sylvestri constitutum*.

4. Les documents *interpolés*. Ce sont ceux qu'il a corrompus par des additions de son cru.

Les frères Ballerini ont, dans le siècle dernier, relevé, avec beaucoup d'érudition et d'exactitude, ce qu'il y a de *vrai*, de *supposé* et d'*interpolé* dans l'œuvre d'Isidore *Mercator*. — *De antiquis collectionibus canonum*, part. III, cap. VI, § 5.

Comment se fait-il que, pendant près de sept cents ans, on ait accepté partout la collection d'Isidore *Mercator*, et que l'on s'en soit servi dans toute l'Église ?

Parce qu'elle ne contenait rien de contraire à la foi ou aux bonnes mœurs, et qu'elle ne changeait pas l'ancienne discipline de l'Église, en y introduisant un droit nouveau et tout à fait inconnu. Quels sont, en effet, les éléments qui entrent dans la composition de cette collection ? Ne sont-ce pas, pour la plupart, les canons des conciles, les constitutions authentiques des pontifes romains, les sentences des Pères ?

Quant aux autres éléments, c'est-à-dire, à ceux propres au compilateur, ils expriment le plus souvent la discipline ecclésiastique déjà en vigueur. Au surplus, dirons-nous avec les frères Ballerini : « *Stultus plane fuisset impostor, si sperasset suam collectionem acceptum iri ab hominibus, quæ novam omnino disciplinam a sui quoque sæculi moribus et consuetudinibus abhorrentem contineret* ». — *Op. jam citato*.

La collection *Isidorienne* ne contient-elle pas cependant quelques innovations ?

Les seules que l'on y a relevées concernent les procès criminels des évêques. Encore, si elles ne sont pas conformes aux décrets des Souverains Pontifes, aux canons des conciles ou à l'époque auxquels l'auteur les attribue, toujours est-il que ces innovations se trouvent, soit dans des constitutions pontificales plus récentes, soit dans quelques canons conciliaires, soit dans certains écrits des Pères, ou dans la coutume.

Les Centuriateurs de Magdebourg, suivis plus tard en cela par l'école janséniste, ont accusé les Papes d'avoir été les

auteurs des falsifications qui déparent la collection qui nous occupe. Les pontifes romains les auraient faites, selon eux, pour étendre et augmenter leurs droits.

Nous ne nous arrêterons pas à prouver directement l'injustice et la fausseté de cette accusation calomnieuse : elle tombe d'elle-même, après ce que nous venons de dire touchant les innovations contenues dans l'œuvre de *Mercator*.

En résumé :

1. La collection *Isidorienne* ne mérite aucune confiance, si l'on ne tient compte que de la science ou de la probité de son auteur.

2. Les documents y contenus ont seulement la valeur qu'ils auraient s'ils n'avaient pas été recueillis par lui.

3. Ils ont force de loi, non de par l'auteur : *non vi collectoris*, mais de par l'autorité de l'Église qui les a acceptés et approuvés, et aussi en vertu de la coutume.

Concluons donc avec Pierre Ballerini : « Neque causetur
« ignorantia falsarum Decretalium quæ omnes diutius occu-
« pabat ; nam præterquam quod fere omnia, quæ pseudo Isi-
« doro tribuuntur, anteriorem, ut indicavimus, habent ori-
« ginem, nonne in materia disciplinæ jus novum, etiamsi
« quibusdam in capitibus errore aliquo inductum ac propa-
« gatum, cum legitima potestate proprio jure receptum et
« approbatum est, non ex ignorantia, sed ex auctoritate
« approbantium, nec non ex consuetudine legitima præscri-
« bente vim legis acquireret, dum nil contra divinum, aut
« naturale jus receptum aut approbatum sit » ? — *Vindiciæ
auctorit. Pontif. contra opus Justinii Febronii*, cap. v.

Des autres collections latines.

65. — Outre les deux grandes collections latines dont nous venons de parler, on en compte d'autres moins considérables. Nous en citerons quelques-unes pour mémoire :

Les collections de Ferrand, diacre de l'église de Carthage, qui écrivit vers l'an 572; celles de Martin, archevêque de Braga (*Bracarensis*), en Portugal, qui écrivit en 579; celles de Réginon, abbé de Prum, au diocèse de Trèves, qui vivait au commencement du x^e siècle; celles de Burchard, évêque de Worms, et d'Yves de Chartres, connues toutes les deux sous le nom de *décret*. Burchard vivait en 1020, et Yves de Chartres, au temps d'Urbain II jusqu'en 1114.

On trouvera, dans l'*Histoire du droit canonique* de Jean Dougat, jurisconsulte français du xvii^e siècle, d'amples détails sur ces diverses collections.

XXI

DE L'USAGE DU DROIT CANONIQUE ET CIVIL

66. — Après avoir défini le droit canonique et avoir montré en quoi il diffère du droit civil; après en avoir énuméré les sources et les parties dont il se compose, il est bon de dire quelques mots de l'usage de l'un et de l'autre de ces droits. Bien que le droit canonique et le droit civil aient une fin diverse, ils n'ont pas cependant une fin contraire.

Aussi, comme les lois civiles ne dédaignent pas de suivre, en certains cas, les lois ecclésiastiques, de même, ces dernières s'appuient-elles souvent sur les constitutions des princes séculiers, quand elles ne sont pas en contradiction mutuelle.

De plus, quand, dans un des droits, on ne trouve pas de solution à un cas quelconque, on peut et on doit la demander à l'autre droit.

Pour qu'elle soit bien comprise, formulons, avec Schmalzgrueber, cette doctrine dans quelques règles précises.

PREMIÈRE RÈGLE. — Lorsqu'il s'agit de l'Église, ou des per-

sonnes, ou des choses ecclésiastiques, on doit observer le droit canonique *in utroque foro*, c'est-à-dire, au for canonique et au for civil.

Donc, on devrait regarder comme nulle et de nul effet l'ordonnance ou la défense qui serait, dans certains cas, portée par l'autorité civile contrairement au droit canonique.

« *Ratio est, dit Schmalzgrueber, quia nulla juris-*
 « *dictio, vel potestas extendere se ultra limites suos*
 « *potest. Ecclesia autem, et personæ, ac res ecclesias-*
 « *ticæ sunt extra limites jurisdictionis et potestatis*
 « *sæcularis, quippe quæ de his statuere, ac disponere*
 « *nihil potest* ». — T. I, p. 83, n. 401.

SECONDE RÈGLE. — Dans le cas où une disposition du droit civil est purement favorable, et ne cause aucun dommage ni préjudice aux personnes ecclésiastiques, on doit la garder et l'observer *in utroque foro*, quand la loi canonique fait défaut.

Telle est, par exemple, la disposition qui exempte les églises et les personnes ecclésiastiques des impôts et des charges qui sont exigés par les magistrats séculiers. — *Authentica item nulla C. de SS. Eccl.*

Telle est encore la disposition qui déclare acquis aux monastères les biens des religieux qui meurent intestats. — *Auth. ingressi dicti tituli.*

TROISIÈME RÈGLE. — Lorsqu'il s'agit de choses spirituelles, par exemple, du mariage et des autres sacrements de la nouvelle loi, de l'état clérical ou religieux, des dignités et des bénéfices ecclésiastiques, des dîmes, des prémices, des oblations, des droits de sépulture, de patronage, etc. c'est aux dispositions du droit canonique seul qu'il faut s'en tenir.

Pourquoi ? — Parce qu'il appartient à l'autorité ecclésiastique seule de régler les choses spirituelles : « *Decernimus*
 « *ut laici ecclesiastica tractare negotia non præsu-*
 « *mant* ». — cap. *Decernimus. II de Judiciis.*

Par exemple, supposé que le droit civil regarde comme invalide le mariage des fils de famille contracté sans le consentement de leurs parents, on devrait s'en tenir aux dispositions du droit canonique et du concile de Trente qui, tout en blâmant un tel mariage, le déclarent cependant valide.

QUATRIÈME RÈGLE. — Lorsqu'il s'agit de la conscience et de péché, et que le droit civil diffère du droit canonique, il faut prononcer suivant les dispositions du droit canonique, et non suivant celles du droit civil. Tels seraient, par exemple, les cas où la loi civile permettrait l'usure purement lucrative : *usuras mere lucratorias* — *præscriptionem cum mala fide* — *cædem adulteri cum filia vel uxore in adulterio deprehensi*.

La raison en est que, dans les choses qui constituent un péché et concernent le salut de l'âme, c'est au Pontife Romain à statuer.

CINQUIÈME RÈGLE. — En matière profane et étrangère au salut des âmes, par exemple, en matière de contrats, de testaments, de succession *abintestat*, de constitution et de restitution de dot, d'actions et d'actes purement civils, si les deux droits ne s'accordent pas, on doit observer chacun d'eux dans le for qui le concerne, c'est-à-dire, le droit civil dans les états non soumis au domaine temporel du Pontife Romain, et le droit canonique dans les pays qui dépendent de la tiare pontificale.

Cependant, dans les causes des clercs, même en matière civile, hors du domaine temporel du Souverain Pontife, on doit juger d'après le droit canonique. — Cap. ix. *Quod clerici*. — Il faut toutefois excepter le cas où c'est le clerc lui-même qui traduit un laïque devant le juge séculier ; il doit s'en rapporter à la décision de ce juge, dont il a invoqué la juridiction.

SIXIÈME RÈGLE. — Toutes les fois que, dans une matière profane, la décision du droit civil est douteuse, et que celle

du droit canonique est certaine, il faut s'en tenir à cette dernière *in utroque foro*.

Pourquoi? parce que, dans ce cas, la décision du droit pontifical fait cesser l'obscurité de la loi civile et l'incertitude des légistes.

SEPTIÈME RÈGLE. — Si, au contraire, il y a du doute ou de l'obscurité dans le droit canonique, en une matière profane, et si la chose est clairement résolue par la loi civile, il faut s'en rapporter à la décision de cette dernière.

HUITIÈME RÈGLE. — Dans les causes concernant un procès judiciaire, on doit préférer le droit canonique « *etiam quo-
ad forum civile ita tamen ut in camera imperiali*, dit
« Schmalzgrueber, *ordinationis imperii et cujuscumque
judicii stylus stricte et præcise sit observandus.* »

NEUVIÈME RÈGLE. — Dans les causes criminelles de droit mixte, le juge ecclésiastique inflige les peines portées par le droit canonique, et le juge séculier celles qui sont établies par le droit civil.

CONGRÉGATIONS

ET

TRIBUNAUX ROMAINS

I

LES CONGRÉGATIONS ROMAINES

67. — Le Souverain Pontife a, pour l'aider dans l'exercice de sa juridiction, plusieurs congrégations établies dans la ville éternelle : ce sont les congrégations romaines, collèges particuliers composés de quelques cardinaux et d'autres hommes remarquables par leur science.

Avant l'institution de ces congrégations, les affaires intéressant la sainte Église étaient traitées par les Pontifes Romains, soit en concile tenu à Rome, avec l'assistance de plusieurs évêques ; soit en consistoire, avec le concours de tous les cardinaux. Les affaires de moindre importance se traitaient devant l'assemblée des clercs de la chapelle pontificale qui forment, aujourd'hui, les auditeurs de la Rote sacrée.

Quelles sont les diverses congrégations romaines ?

Elles sont de deux sortes : les unes sont politiques et civiles, les autres sont ecclésiastiques.

Les congrégations politiques et civiles sont celles aux-

quelles le Souverain Pontife donne le soin de certaines affaires civiles ou concernant son gouvernement temporel.

Comme nous ne traitons pas du Droit civil dans cet ouvrage purement canonique, nous ne parlerons pas de ces congrégations.

Les congrégations ecclésiastiques sont celles auxquelles sont soumises les affaires ecclésiastiques.

On les divise en congrégations extraordinaires et ordinaires.

Les congrégations extraordinaires sont celles qui, convoquées au gré du Pape, pour une cause particulière, cessent, dès la terminaison de cette cause. Comme, vu leur nature exceptionnelle, il est difficile de fixer précisément le nombre de ces congrégations extraordinaires, nous ne parlerons ici que des congrégations ordinaires.

Les congrégations ordinaires sont celles qui sont établies, d'une manière permanente, pour l'expédition des affaires concernant le gouvernement ordinaire et quotidien de l'Église.

On en compte, aujourd'hui quatorze, que nous énumérons dans l'ordre de leur ancienneté.

1. — La congrégation du **SAINT-OFFICE** ou de l'**INQUISITION**

68. — Bien qu'elle n'ait été érigée en congrégation que plus tard, cette congrégation est la plus ancienne ; elle remonte jusqu'au ^{xii}^e siècle, puisque le tribunal de l'inquisition fut établi par Innocent III, à l'occasion de l'hérésie des Albigeois.

Le titre d'*Inquisiteur*, conféré d'abord à saint Dominique, fondateur de l'ordre des Frères Prêcheurs, fut ensuite continué aux seuls religieux de cet ordre par Grégoire IX. Plus tard, Innocent IV confia aussi aux Frères Mineurs l'office de l'inquisition que remplirent également quelquefois les Pères Minimes de saint François de Paule.

Au xvi^e siècle, à l'occasion de l'hérésie de Luther, Paul III institua à Rome une congrégation spéciale qui devait être le tribunal central et suprême de l'inquisition auquel seraient soumis et dont relèveraient tous les tribunaux du même ordre établis dans les provinces.

Voici les membres de la congrégation du Saint-Office :

1^o Le Souverain Pontife qui en est le préfet, à la différence des autres congrégations qui ont pour préfet un cardinal.

2^o Plusieurs cardinaux choisis par le Pontife Romain qui en détermine le nombre, à son gré.

3^o Le doyen du Sacré-Collège qui est toujours le secrétaire du Saint-Office, à cause de l'excellence de cette congrégation.

A côté de ces hauts dignitaires, se trouvent les officiers inférieurs parmi lesquels on compte :

1^o Le commissaire du Saint-Office pris en général dans l'ordre de saint Dominique. C'est à lui qu'incombe la formation des procès et l'examen des coupables avant les sessions de la congrégation : c'est, en un mot, le juge ordinaire de ce tribunal.

2^o L'avocat fiscal : Celui-ci a le soin du trésor du Saint-Office, il entend les accusations contre les hérétiques et requiert les témoignages des témoins pour les rapporter à la congrégation dont il est comme le juge d'instruction.

3^o Les notaires.

4^o Les consultants : Ceux-ci sont ou des prélats ou des clercs très savants en théologie ou en droit canonique, ou des jurisconsultes, choisis tant dans le clergé régulier que séculier. Ils sont chargés de donner leur avis sur les questions proposées au Saint-Office.

5^o Les qualificateurs : Le rôle de ceux-ci est différent de celui des consultants. Ils ont pour mission de qualifier les propositions, après avoir jugé de leur perversité.

Quelle est la fin de la congrégation du Saint-Office?

C'est la recherche et la punition des crimes contre la foi et la doctrine des mœurs, et spécialement de l'hérésie, du schisme, de l'apostasie, la profanation des sacrements, la magie...

Quelle est l'étendue de l'autorité de cette congrégation?

Elle a juridiction sur tous les sujets de l'Église entière, de quelque pays et de quelque dignité qu'ils soient.

Elle examine et juge toutes les causes qui touchent la religion ; elle répond aux doutes concernant la doctrine, sans pouvoir cependant établir de nouveaux articles de foi.

Elle reçoit tous les appels de la sentence de l'évêque et de l'inquisiteur, en matière de foi.

Comme la congrégation de l'Index, elle a pour devoir de veiller à ce que les livres pervers ne se répandent pas.

En général, c'est à elle qu'appartiennent les causes de dégradation des clercs constitués en dignité.

Les réponses de la congrégation du Saint-Office sont-elles irréformables?

Il est certain que ses réponses jouissent d'une très grande autorité, à cause de la science éminente des membres qui la composent, de leur soin minutieux à examiner les causes qui leur sont soumises et de l'importance elle-même de ce tribunal supérieur à tous les autres, quant à son objet.

Toutefois, comme ces réponses ne constituent pas, à proprement parler, des actes papaux, ou du moins ne le sont pas toujours, il ne semble pas qu'on puisse les appeler tout à fait irréformables. Pourquoi? Parce que l'infailibilité est une prérogative personnelle qui ne peut être déléguée.

« Verumtamen, dit M^{sr} Grandclaude, avec le canoniste
 « de Angelis, cum ejus responsa actus papales proprie non
 « sint, saltem non semper sint, non videntur omnino dici
 « irreformabilia : infallibilitas enim est prærogativa perso-
 « nalis, ac proinde minime delegabilis. »

2. — La Congrégation du CONCILE.

69. — A raison de l'importance et de la multitude des affaires qu'elle traite, la congrégation du Concile occupe, après celle du Saint-Office, le premier rang parmi toutes les congrégations romaines.

Fondée par Pie IV, immédiatement après le concile de Trente, pour en assurer l'exécution et l'interprétation, la congrégation du Concile vit ses attributions augmentées par Pie V et surtout par Sixte-Quint, voire même, de nos jours, par Pie IX.

Quels sont les membres qui font partie de cette congrégation ?

Elle se compose de plusieurs cardinaux choisis par le Pape Romain.

Un de ces cardinaux en est le préfet.

Elle a, comme les autres congrégations, ses consultants et ses ministres inférieurs.

Elle a un *Secrétaire* qui inscrit les décrets avec le préfet.

Le secrétaire, à cause de l'éminence de ses fonctions, est toujours un prélat revêtu du caractère épiscopal.

Le secrétaire de la Congrégation du Concile devient ordinairement cardinal, au bout de quelques années : aussi, appelle-t-on son office un poste cardinalice : *Munus cardinalitium*. Il a pour l'aider dans ses travaux, plusieurs employés qui forment le secrétariat du Concile : *Secretaria Concilii*.

Enfin, à la congrégation du Concile est attachée une école, appelée l'étude : *Studium*.

Cette école est présidée par un cardinal auquel on donne le nom de chef de l'étude : *caput studii*. Elle est composée de prêtres et de clercs très savants, tous docteurs en droit

canonique et en théologie ; les questions les plus difficiles sont soumises à leur examen et à leur discussion.

Les *étudiants* de l'école de cette congrégation jouissent, à bon droit, d'une grande considération, à cause de leur science spéciale du droit canonique et du droit disciplinaire de l'Église. Aussi, les évêques d'Italie prennent-ils souvent parmi eux leurs vicaires généraux, sûrs qu'ils sont de trouver en eux des hommes possédant la science requise, en premier lieu, des administrateurs des diocèses : celle du droit canonique ; cela est si vrai que le concile de Trente fait aux chapitres des églises cathédrales l'obligation d'élire pour vicaire capitulaire, le siège vacant, un docteur ou un licencié en *droit canonique*, ou du moins quelqu'un qui, sans être orné de l'un de ces titres, soit reconnu pour avoir cette science. — Sess. XXVI, cap. xvii.

Benoît XIV établit, au sein de la congrégation du Concile, une autre congrégation auxiliaire qui a pour mission d'examiner les rapports des évêques touchant l'état de leurs diocèses.

Suivant l'exemple de Benoît XIV, Pie IX a aussi établi, dans la congrégation du Concile, une congrégation nouvelle et spéciale qui est chargée d'examiner les décrets des synodes provinciaux, et qui est appelée : *Congregatio pro revisione conciliorum provincialium*. »

Les déclarations ou les décrets de la congrégation du Concile ont-ils force de loi dans l'Église universelle ?

Les canonistes sont partagés sur la réponse à donner à cette question.

Les uns, comme Pierre de Ledesma, Sanchez, Diana, Layman, Bonacina, pensent que les déclarations de cette congrégation n'ont pas l'autorité d'une loi ecclésiastique.

Les autres, comme Rodriguez, Garcia, Barbosa, Fagnan, Pignatelli, Reiffenstuel, etc., se prononcent pour l'affirmative.

Plusieurs auteurs embrassent une troisième opinion que Schmalzgrueber appelle, avec raison, plus vraie : *verior sententia*. Ces auteurs, parmi lesquels on compte le cardinal de Luca, Gobat, Lantusca, Wiestner, Cottonius, distinguent entre les déclarations.

Celles-ci sont *compréhensives* et *extensives*.

Les déclarations *compréhensives* sont celles qui sont comprises dans le sens propre et usuel des mots, ou qui ne sortent pas de ce sens.

« *Comprehensivæ sunt*, dit Schmalzgrueber, *si sensus declaratus a verborum propria et usu recepta significatione non recedat.* »

Les déclarations *extensives* sont celles qui s'étendent au-delà du sens propre et usuel des mots, soit dans la concession, la prohibition, ou la dispense d'une chose, etc.

« *Extensivæ*, ajoute le même canoniste, *si illam egrediantur, et ultra id quod verba proprie et secundum sensum communem accepta denotant, aliquid concedant, prohibeant, dispensent, etc.* »

Les partisans de cette troisième opinion accordent volontiers que les déclarations *extensives* n'ont pas force de loi, à moins qu'elles ne soient rendues par un mandat spécial du Souverain Pontife, et qu'elles ne soient légitimement promulguées. Pourquoi ?

« *Quia hoc ipso quod conciliariorum decretorum verbis non contineantur, sunt novæ leges ecclesiasticæ, auctoritatem legislativam in declarante exposcentes. Atqui sacra congregatio auctoritatem istam non habet.* »

Quant aux déclarations *compréhensives*, ils affirment qu'elles ont force de loi, si, rendues après consultation préalable du Pape, elles sont dûment signées par le Cardinal Préfet et le secrétaire, et munies du cachet ordinaire de la congrégation. Dans ces conditions, elles obligent non seule-

ment ceux auxquels elles sont adressées, mais encore tous ceux qui en ont connaissance.

Ce sentiment, déjà appuyé par les partisans de la seconde opinion, est confirmé par l'usage du Tribunal de La Rote qui s'incline toujours respectueusement devant les déclarations de la congrégation du Concile, alors même qu'elles seraient contraires à ses propres décisions. — SCHMALZGRUEBER, T. 1, præm. n. 370 et suiv.

Cela étant, on doit attacher un très grand prix au *Thesaurus declarationum S. Congregationis Concilii*. Cette inestimable collection renferme beaucoup de déclarations qui ont toute l'autorité des lois ecclésiastiques ; elle en contient une foule d'autres qui, intervenues pour des cas particuliers, servent de règle pour juger dans les cas semblables.

Le *Thesaurus declarationum S. Congr. Concilii* doit donc avoir sa place dans la bibliothèque de tous les canonistes sérieux, dans les chancelleries Épiscopales et dans les grands séminaires : c'est réellement un véritable *trésor* où l'on trouve des richesses inépuisables !

3. — La congrégation de l'INDEX.

70. — La congrégation de l'Index fut érigée par saint Pie V, pour venir en aide à la congrégation du Saint-Office. Elle a la charge d'examiner les livres contraires à la foi et aux bonnes mœurs, et d'empêcher l'impression et la publication de ces livres. Elle fut confirmée par Grégoire XIII, Sixte-Quint, et Clément VIII.

Elle est composée d'autant de cardinaux que le veut le Souverain Pontife. Un d'entre eux en est le Préfet ; celui-ci a sous ses ordres au moins douze consultants, pris tant dans le clergé séculier que régulier. Le premier de ces consultants est le maître du sacré palais ; il est de droit secrétaire

de la congrégation de l'Index, et il est toujours choisi dans l'ordre des frères prêcheurs.

Tous les membres de la congrégation de l'Index sont des hommes distingués par leur science théologique et leurs connaissances littéraires.

Quels sont les pouvoirs de la congrégation de l'Index ?

1^o Elle est chargée de juger la doctrine des livres et de déclarer si cette doctrine est en général opposée à la foi et aux bonnes mœurs.

Je dis *en général*, car il ne lui appartient pas de qualifier d'une manière particulière : *in specie*, la doctrine théologique des livres qu'elle examine : ce dernier rôle est réservé à la congrégation du Saint-Office.

Aussi, la congrégation de l'Index condamne-t-elle les livres mauvais, mais elle n'approuve pas, a proprement parler, les bons.

2^o Elle accorde la faculté de lire et de garder les livres qu'elle a prohibés.

Ce pouvoir lui appartient à elle seule, et les Évêques ont besoin d'un indult spécial pour octroyer cette faculté, qu'ils obtiennent ordinairement *ad septennium*.

Bien plus, les Évêques et les Inquisiteurs eux-mêmes ne peuvent lire les livres défendus sans sa permission. « Ideo « Episcopi et inquisitores, dit M^{gr} Grandelaude, debent ab « illa congregatione licentiam petere, ut legant libros prohibitos. » — Jus canonicum. T. 1. p. 65.

3^o Elle a le droit d'expliquer les règles de l'Index et d'en fixer le sens.

En instituant le Tribunal de l'Index, pour condamner et prohiber les livres mauvais, les Pontifes Romains n'ont-ils pas abusé de leur puissance ?

I. Non, à coup sûr, car ces livres sont contraires à la foi ou aux bonnes mœurs. Or, les chefs de l'Église, étant les gardiens de la foi et des mœurs, ont le droit et le devoir de

prohiber tout ce qui est de nature à gâter l'esprit et le cœur des fidèles.

Au surplus, tout prince n'a-t-il pas le droit et le devoir d'écarter de la société qu'il gouverne tout ce qui peut lui nuire et l'empêcher d'atteindre sa fin? C'est un principe élémentaire qui n'a pas besoin de preuve.

II. Les Pontifes Romains ont d'ailleurs exercé toujours le pouvoir, qui leur appartient, de condamner les livres mauvais.

Cette proposition se prouve par les actes des plus anciens conciles qui ont, dès les premiers siècles de l'Église, signalé et flétri les écrits des hérétiques.

L'*Index* des livres défendus n'a commencé, il est vrai, à être imprimé que dans le xvi^e siècle, mais la pratique de cette défense a toujours été en vigueur dans l'Église.

71. — Que faut-il entendre par les règles de l'*Index*?

Ce sont dix règles rédigées par des pères et des théologiens du concile de Trente, et éditées par l'ordre de ce concile. Elles énumèrent les diverses classes des livres prohibés.

72. — Les règles et les décrets de la congrégation de l'*Index* obligent-ils *urbem et orbem*, c'est-à-dire, à Rome, et dans tout le monde?

Ils obligent dans l'univers entier. Prétendre, aujourd'hui, le contraire, ce serait faire preuve d'une grande ignorance ou d'un aveuglement que rien ne peut plus excuser.

Les déclarations des Pontifes Romains sont formelles à cet égard. Il nous suffira de citer Benoît XIV. En publiant le catalogue des livres prohibés qu'il avait fait dresser par les cardinaux préposés à ce soin, il dit :

« Absolutum itaque juxta mentem nostram laudatum indicem... auctoritate Apostolica tenore præsentium approbamus, et confirmamus, atque ab omnibus et singulis personis, *ubicumque locorum existentibus*, inviolabiliter,

« et inconcusse observari præcipimus. *Non obstantibus*
 « Apostolicis generalibus, vel specialibus litteris... et con-
 « *suetudinibus etiam immemorabilibus.*

En présence de ces termes exprès : « *ubicumque locorum*
 « *existentibus — non obstantibus consuetudinibus etiam*
 « *immemorabilibus*, etc., » on ne comprend pas que l'on
 ait pu et que l'on ose encore opposer aux règles et aux décrets
 de l'Index le *Non viget in Gallia*, comme si les prescriptions
 générales des Pontifes Romains venaient expirer, sans pou-
 voir les passer, au pied des monts qui séparent la France
 de l'Italie. — Voir notre commentaire de la bulle *Apostoli-
 cæ sedis*, pp. 66, 67 et suivantes.

Les règles de l'*Index*, en général, subsistent-elles depuis
 la publication de la constitution *Apostolicæ Sedis*?

Elles subsistent et gardent toute leur force, même la règle
 dixième, excepté en ce qui a été modifié en elle par l'arti-
 cle II touchant les censures réservées *speciali modo*, et par
 l'article IV de cette constitution concernant les censures *latæ*
sententiæ nemini reservatæ.

« *Cæterum tam Regulæ Indicis S. Synodi Tridentinæ jussu*
 « *editæ, tum reliqua subsequentiâ additamenta, firma et in*
 « *suo robore permanent, iis tantum exceptis quæ binis arti-*
 « *culis superius memoratæ constitutionis Apostolicæ Sedis*
 « *minime congruunt.* »

Cette observation se trouve en tête du catalogue des livres
 prohibés, publié à Rome, à l'imprimerie polyglotte de la Pro-
 pagande, en 1876.

Voir notre commentaire de la bulle *Apost. Sedis*, p. 69,
 n. 75.

73. — Que défend la dixième règle de l'Index?

Elle défend, sous peine d'excommunication, l'impression
 et la publication de *tout livre quelconque*, sans l'approba-
 tion de l'Ordinaire...

Cette défense est modifiée par l'article IV des censures non

réservées de la constitution *Apostolicæ Sedis*. Cet article frappe de l'excommunication ceux-là seuls qui impriment ou font imprimer, sans l'approbation de l'Ordinaire, *des livres traitant de choses sacrées*, c'est-à-dire, de la Sainte-Écriture, comme l'a déclaré la congrégation de l'Inquisition, le 22 décembre 1880.

Encore cette censure n'est-elle pas réservée.

La dixième règle de l'Index défend encore, sous peine d'excommunication, de lire ou de retenir les livres des hérétiques, ou les écrits de tout auteur condamnés comme renfermant l'hérésie, ou comme soupçonnés de fausseté dogmatique.

« Quod si quis libros hæreticorum, vel cujusvis auctoris scripta, ob hæresim, vel ob falsi dogmatis suspicionem damnata, atque prohibita legerit, sive habuerit, statim in excommunicationis sententiam incurrat. »

Cette défense a été aussi modifiée par l'article II du chapitre premier de la constitution *Apostolicæ Sedis* concernant les censures réservées *speciali modo* au Pape.

D'après cet article, il ne suffit plus de lire ou de retenir les livres des hérétiques, ou des écrits renfermant quelque proposition hérétique, ou soupçonnés de fausseté dogmatique, et condamnés comme tels : il faut que ces livres prennent la défense de l'hérésie : *hæresim propugnantes*.

On trouvera dans notre commentaire de la constitution *Apostolicæ Sedis* d'amples détails sur cette question. — Page 88, et suiv.

Il y a, dans la dixième règle de l'Index, d'autres défenses de détail touchant l'impression, la publication et la lecture des livres prohibés : le lecteur les trouvera, en tête du catalogue de l'*Index librorum prohibitorum* qui se publie, de temps en temps, à Rome. Pour le dire, en passant, c'est un ouvrage que tout prêtre devrait avoir en sa possession ; sans

lui, il ne saura pas précisément quels sont les livres défendus.

74. — Outre les dix règles de l'Index, n'y a-t-il pas d'autres prohibitions particulières relatives aux livres défendus ?

A cause de la difficulté et même de l'impossibilité d'inscrire au catalogue de l'Index tous les livres mauvais, les Pontifes Romains ont édité certains décrets qui prohibent, d'une manière générale, diverses catégories de livres.

Ces décrets se divisent en quatre paragraphes.

Le premier paragraphe défend tous les livres ou écrits publiés par les hérétiques, ainsi que tous les livres ayant trait aux rites des infidèles.

« Libri ab hæreticis scripti, vel editi, aut ad eos, sive ad « infideles pertinentes prohibiti. »

Le second paragraphe défend, entre autres, les livres qui traitent de la matière des secours divins : *de materia auxiliorum divinorum tractantes libri*, sans avoir obtenu l'*imprimatur* du Saint-Office. Il s'agit ici des livres où l'on ressusciterait les controverses du xvi^e siècle touchant la grâce entre les Pères de la compagnie de Jésus et les Dominicains. — Les livres de Jansénius, évêque d'Ypres, et de ses sectateurs — les livres où l'on attaque, élude, méprise... la bulle *Unigenitus* — ceux où l'on appelle de cette bulle au futur concile général — les livres, les lettres, libelles ou écrits qui patronnent le duel — tous les livres qui attaquent l'immunité des biens ecclésiastiques — tous les livres de sorcellerie, de sortilège : « *delle venture, e delle sorti.* »

On trouve quelques autres prohibitions dans ce paragraphe.

75. — Le troisième paragraphe signale les images et les indulgences prohibées.

C'est un sujet très pratique, pas assez connu peut-être, ou pas assez bien compris.

C'est parce qu'il n'est ni assez connu ni assez compris que l'on voit souvent dans les églises des statues défendues, et que l'on imprime, sans les formalités requises, des livres et des catalogues d'indulgences.

Ce paragraphe, intitulé : *Imagines, et indulgentiæ prohibitiæ*, se recommande tout spécialement à l'étude des chefs des paroisses et des administrateurs des diocèses.

76. — Le quatrième paragraphe contient certaines prohibitions touchant les rites sacrés.

Il défend, par exemple, les livres qui renferment des bénédictions non approuvées par la congrégation des Rites, — les rituels et les missels qui ne sont pas conformes aux rituels et aux missels romains.

Il contient surtout une défense : c'est celle qui concerne les litanies autres que celles qui sont approuvées par l'Église. Voici le texte de cette défense :

« Litanie omnes, præter antiquissimas, et communes, « quæ in breviariis, missalibus, pontificalibus, ac ritualibus « continentur, et præter litanias de B. Virgine, quæ in « sacra æde Lauretana decantari solent. »

Aux termes de ce paragraphe, les seules litanies anciennes que l'Église approuve sont les litanies des Saints et de la Très Sainte Vierge.

77. — Un décret de la congrégation des Rites, en date du 26 juin 1880, déclare aussi approuvées les litanies du Saint Nom de Jésus.

Le même décret défend aux Ordinaires des lieux de permettre la récitation *publique* d'autres litanies, en l'honneur d'un saint ou d'un mystère quelconque, si ces litanies n'ont pas été reconnues et approuvées par le tribunal de l'Inquisition de la ville de Rome.

Il leur défend, en outre, de revêtir de leur approbation des livres dans lesquels se trouvent des litanies dépourvues de la sanction apostolique. Voici d'ailleurs le texte de cette

déclaration, que nous reproduisons tout entier, vu son importance :

« MONITUM

« Etsi, inter litanias SS^{mi} Nominis Jesu, Beatae Mariae
 « Virginis Lauretanas nuncupatas, et sanctorum quæ in
 « libris liturgicis habentur nullæ aliæ a Sancta Sede appro-
 « batae fuerint, quædam tamen typis passim evulgantur, quæ
 « in honorem alicujus Sancti vel mysterii fidelibus recitandæ
 « proponuntur atque in libris præsertim pietatis vulgo *di de-*
 « *vozione* continentur nonnunquam etiam auctoritatis Eccle-
 « siasticæ sanctione munitis. Hinc sacra Rituum Congrega-
 « tio sui muneris esse duxit R^{mos} Locorum Ordinarios admo-
 « nere, ne sinant alias Litanias publice recitari nisi prædictas,
 « vel alias, si quæ a S. R. U. Inquisitione recognitæ et
 « approbatæ fuerint; ac simul caveant suam approbationem
 « pro impressione subnectere in libris, in quibus Litaniae
 « invenirentur Apostolica sanctione carentes. Die 26 Junii
 « 1880.

« D. Cardinalis BARTOLINUS, S. R. C. Præfectus,
 « *Plac. Ralli S. R. C. Secretarius.* »

Par un décret en date du 6 mars 1894, et expédié le 15 janvier 1895, la Congrégation des Rites a déclaré qu'il était permis de réciter, en public, seulement les litanies, qui se trouvent dans le bréviaire, ou dans les éditions plus récentes du Rituel romain, approuvées par le Siège Apostolique.

« Litaniae tantum quæ habentur in Breviario, aut in recen-
 « tioribus editionibus Ritualis Romani, ab Apostolica Sede
 « approbatis. »

Quant à la récitation publique des autres litanies, elle n'est

pas permise, aux termes du décret susdit qui a donné à ce sujet une réponse négative.

Les deux décrets dont nous venons de citer les dispositions, méritent l'attention, car il s'imprime, et il se récite publiquement diverses litanies qui ne sont pas dans les conditions canoniques.

78. — A la suite des règles de l'Index, on trouve, dans le catalogue de l'Index, quelques autres documents importants.

1. Les observations de Clément VIII touchant la quatrième et la neuvième règle.

La première observation concerne la permission d'acheter, de lire ou de retenir les Bibles en langue vulgaire : il est défendu aux évêques d'accorder cette permission, à moins que ces livres ne soient revêtus de notes prises dans les ouvrages des Pères de l'Église ou des écrivains catholiques connus pour la sûreté de leur doctrine.

La seconde observation concerne les livres d'astrologie judiciaire, de divination, de sortilèges, etc... Il y est dit que les lecteurs et les détenteurs de ces livres pourront être poursuivis non seulement par les évêques, mais aussi par les inquisiteurs des lieux.

La troisième observation concerne le Talmud et les autres livres des Hébreux : tous les écrits talmudiques, cabalistiques, et les autres livres de ce genre des Juifs sont prohibés.

Une quatrième observation concerne le *Magazor* des Hébreux. C'est le livre de leurs rites et de leurs cérémonies ; les traductions portugaises, espagnoles, françaises, allemandes, italiennes, etc., de ce livre sont défendues. Le texte hébreu seul est permis et toléré.

2. Les observations d'Alexandre VII touchant la dixième règle.

79. — Ce pape fait d'abord observer que les habitants

de Rome ne peuvent faire imprimer des livres ailleurs sans la permission du cardinal-vicaire et du maître du Sacré Palais. — Il défend à ceux qui habitent hors de la ville de ne faire rien imprimer ailleurs sans l'autorisation expresse de leur Ordinaire.

Ensuite Alexandre VII recommande à ceux qui sont chargés de veiller à l'impression des livres de n'en confier l'examen préalable qu'à des personnes désintéressées et d'une impartialité reconnue.

3. L'instruction de Clément VIII touchant la prohibition, la correction et l'impression des livres.

80. — Cette instruction est d'une importance majeure pour les Évêques; les Inquisiteurs, et tous ceux qui ont la mission d'interdire les mauvais livres. — Elle importe aussi beaucoup aux correcteurs et aux imprimeurs des livres.

Clément VIII veut que les prescriptions de son instruction soient fidèlement observées par tous ceux qui y sont désignés. « Quæ omnino in posterum, dit-il, tum ab iisdem « Episcopis, et Inquisitoribus, aliisque, ut præfertur... inviolate sunt observanda. »

4. La Constitution « *Sollicita* » de Benoît XIV.

81. — Dans cette remarquable constitution, le docte Pontife prescrit la méthode à suivre dans l'examen et la proscription des livres; il y précise et complète les règles déjà existantes sur ces points délicats.

Il la termine en appelant l'attention des *Inquisiteurs* et des *Réviseurs* des livres sur les auteurs qui, dans leurs écrits, manquent gravement à la charité chrétienne à l'égard des écrivains qui ne pensent pas comme eux.

Il propose, comme exemple, le Docteur angélique qui, dans ses nombreux écrits, sut toujours réfuter ses adversaires avec l'urbanité et la courtoisie qui conviennent à des disciples de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Ce paragraphe 24 devrait être médité par tous les écri-

vains catholiques : philosophes, théologiens, littérateurs, journalistes. La douceur n'exclut pas la fermeté. Ne trouva-t-on pas dans la gueule du lion tué par Samson un rayon du miel le plus doux? « *De forti egressa est dulcedo.* » — Lib. Judic, cap. xiv, v. 14.

4. — La congrégation des RITES.

82. — Cette congrégation fut instituée par Sixte-Quint, par sa constitution : *Immensa*.

A raison de sa mission, on peut dire qu'elle forme comme deux congrégations.

La première, ou *l'ordinaire*, est chargée de procurer l'observation des rites sacrés dans l'Église entière, de décider les controverses touchant les cérémonies et les questions de préséance ecclésiastique. Elle rend des décrets généraux et particuliers. Les premiers obligent tout le monde; les seconds n'obligent que les intéressés.

La seconde, ou *l'extraordinaire*, s'occupe des causes relatives à la canonisation des saints et à la béatification des serviteurs de Dieu. Le Pontife Romain intervient pour terminer ces causes, dans lesquelles lui seul a le dernier mot, puisque la canonisation des saints est une très grave affaire qui suppose l'infailibilité.

Quels sont les membres de la congrégation des Rites?

Ce sont d'abord des cardinaux, car toutes les congrégations romaines se composent de cardinaux. Puis, ce sont des consultants, et un secrétaire, qui a sous ses ordres plusieurs auxiliaires. La congrégation est présidée par un cardinal qui a le titre de *Préfet*.

La congrégation extraordinaire se compose de membres divers. Les cardinaux qui font partie de la congrégation ordinaire en font aussi partie; mais les consultants sont différents.

Dans les procès de canonisation et de béatification, le Souverain Pontife choisit un cardinal qui est chargé d'exposer la cause : « ponens seu relator causæ. »

Parmi les consultants, les uns sont élus purement et simplement ; les autres sont consultants-*nés* — *nati* — parce que cet office est attaché à leur dignité. Par exemple, sont consultants-*nés* : le maître du Sacré Palais, le sacriste du Souverain Pontife, qui est un Évêque titulaire ; les trois plus anciens auditeurs de Rote ; un des Protonotaires participants, appelé le promoteur de la cause.

Parmi les consultants élus, se distingue le promoteur de la foi, qui est, en général, avocat fiscal. Son rôle est d'attaquer tous les arguments qui sont apportés en faveur de la cause de canonisation ou de béatification : aussi, l'appelle-t-on *l'avocat du diable*. Il a pour adversaire le promoteur de la cause, qui recueille et soutient tous les arguments favorables.

Quelle est la manière de procéder de la congrégation des Rites ?

1. Dans la congrégation ordinaire, la cause est imprimée, au préalable, par les soins du secrétaire, et tirée à un certain nombre d'exemplaires dont un est adressé à chacun des cardinaux membres de cette congrégation.

2. Après cet acte préparatoire, le Cardinal rapporteur expose la cause avec les preuves et les autorités requises.

3. Cela fait, on interroge les consultants, qui apportent leur sentiment.

4. Lorsque la décision a été prise, le secrétaire porte cette conclusion à la sanction du Souverain Pontife.

5. Si le Pape l'a agréée, le décret est rendu dans la forme authentique ; il est signé par le cardinal-préfet, par le secrétaire, et muni du sceau de la congrégation.

Lorsqu'il s'agit de causes contentieuses, comme de la préséance dans les fonctions publiques entre le clergé séculier

et le clergé régulier, ou les divers chapitres, etc., on procède de la même manière. Seulement, on prend des informations extrajudiciaires auprès de l'Ordinaire ou de toute autre autorité, et le jugement est rendu, en une forme spéciale, quand les parties litigantes ne sont pas admises devant la congrégation.

Quant aux formalités usitées dans les procès de canonisation et de béatification, nous en parlerons ailleurs.

5. — La congrégation **CONSISTORIALE**.

83. — Établie, comme la précédente, par Sixte-Quint, par la constitution *Immensa*, cette congrégation est ainsi appelée, parce qu'elle prépare les affaires qui sont traitées en *consistoire*.

On nomme consistoire l'assemblée des cardinaux convoqués en sénat de l'Église par le Pape qui y préside. « *Consistorium dicitur, quia simul præsente papa consistentur cardinales.* »

Les cardinaux, quoique tous réunis et assemblés, ne font pas *consistoire* s'ils sont séparés de leur chef, le Pontife Romain.

84. — On distingue trois sortes de consistoire.

1° Le consistoire *public*. — Il est ainsi appelé, non point parce que tout le monde y aurait accès, mais parce que, outre les cardinaux, on y convoque quelquefois des prélats d'un ordre inférieur, voire même de grands personnages de Rome et des orateurs qui viennent y parler au nom des princes.

On l'appelle encore consistoire *public*, tant à cause de sa solennité particulière qu'à cause de l'importance majeure des affaires que l'on y traite.

2° Le consistoire *semi-public*. — C'est celui dans lequel on admet le vote non seulement des cardinaux, mais aussi des

archevêques et des évêques qui se trouveraient accidentellement à la Cour Romaine.

3^e Le consistoire *privé* — c'est celui où l'on traite les affaires dans l'intimité, et comme à huis clos.

85. — Quelles sont les affaires dont s'occupe le consistoire ?

Les voici : — La création des nouveaux cardinaux et des légats — l'élection des archevêques et des évêques — la translation des évêques — la création, la division, l'union des diocèses — les causes majeures touchant l'Église et les princes...

Jadis, on traitait, en consistoire, les affaires même contentieuses, et on y admettait, pour les discuter, des avocats *consistoriaux*. Mais, aujourd'hui, la discussion de ces affaires n'y est plus en usage, par respect pour la dignité du Souverain Pontife et de son sénat. Elle a lieu devant la congrégation Consistoriale, qui a pour mission d'élaborer et de préparer toutes les questions qui relèvent du consistoire.

86. — Quelle est la composition de la congrégation Consistoriale ?

Elle se compose de plusieurs cardinaux, de quelques autres prélats inférieurs, et d'un secrétaire.

6. — La congrégation des ÉVÊQUES ET DES RÉGULIERS.

Cette congrégation était, à l'origine de son institution, séparée en deux.

87. — L'une, chargée des affaires des évêques, fut établie par le pape Grégoire XIII.

L'autre, chargée des affaires des réguliers, fut érigée par Sixte-Quint, qui les réunit ensuite en une seule.

Cette congrégation se composait autrefois de vingt-quatre cardinaux ; elle se compose, aujourd'hui, de trente-huit, dont le plus ancien par la dignité, et non par l'âge, est le préfet.

Le secrétaire est toujours un prélat qui est évêque, ou, au moins, protonotaire apostolique.

Outre les cardinaux et le secrétaire, la congrégation des Évêques et des Réguliers compte parmi ses membres vingt-six consultants qui n'en faisaient pas partie autrefois : ce fut Grégoire XVI qui, sur sa demande, lui adjoignit ces auxiliaires.

88. — Quelles sont les affaires qui appartiennent à cette congrégation ?

Ce sont toutes les causes qui concernent les évêques et les réguliers.

1. Les causes concernant les évêques — Telles sont, par exemple, les causes relatives au gouvernement des diocèses par les évêques, les vicaires capitulaires, les administrateurs apostoliques ; les contestations qui s'élèvent entre les évêques ou d'autres prélats, entre le clergé et les évêques ; les controverses touchant l'élection des vicaires capitulaires, etc.

2. Les causes concernant les réguliers — Ce sont, par exemple, les contestations qui peuvent s'élever entre les religieux d'un ordre différent ou du même ordre — entre le supérieur général et l'ordre lui-même — contre l'élection du supérieur général ou d'autres supérieurs, etc.

Ce sont encore les causes touchant la fondation, l'aliénation ou la suppression des monastères, l'approbation des règles monastiques, la dispense des vœux de religion, l'élection des confesseurs de religieuses, etc.

« Præst hæc congregatio, dit de Camillis, omnibus casibus qui afficiunt vel episcopos, vel regulares. Et cum in jure fere nulla causa sit quæ ad episcopos vel regulares non referatur, hæc congregatio est negotiis refertissima, et vocari solet *Congregatio major* ; Urbanus VIII eam dicere solebat congregationem universalem. »

89. — Quelle est la méthode de procédure de la congrégation des Évêques et des Réguliers ?

Elle procède ou en forme gracieuse, ou en forme contentieuse, suivant la nature des affaires... Mais, en tout cas, elle les termine toujours sans éclat et sans bruit, ne tenant compte que de la vérité du fait, et souvent après s'être contentée d'une enquête extrajudiciaire et secrète.

« Terminantur negotia ista ab hac Congregatione, dit « Schmalzgrueber, absque strepitu, et forma judicii, in- « specta solum facti veritate, et frequenter etiam sumpta « tantummodo extrajudiciali, ac secreta informatione. »

De plus, ajoute le même canoniste : « Et expediuntur « omnia, gravissima licet sint, gratis, etiam pro scriptura, « adeoque partes nullo gravantur sumptu, nisi perexiguo, « quo compensantur labores personales, et industriæ cor- « responsalium, qui negotia curant. » — T. I, proem. n. 378.

Lorsqu'il s'agit de causes criminelles, non en première instance, puisqu'elle ne reçoit pas ces causes, mais en appel, la congrégation des Évêques et des Réguliers suit les formalités suivantes :

1. Elle accorde aux coupables, pour qu'ils puissent interjeter appel, un laps de *dix jours*, à partir du moment où la sentence a été non portée, mais dénoncée : « *a sententia denuntiata et non lata.* »

2. Quand l'appel a été interjeté, la curie épiscopale doit lui transmettre tous les actes autographes de la cause, et avertir en même temps l'appelant de la transmission du dossier à la congrégation.

3. Si, dans l'intervalle fixé par elle, personne ne comparait, la sentence épiscopale est mise à exécution.

4. Ni les actes d'accusation, ni ceux de la défense, ne sont généralement imprimés.

5. Le juge rapporteur propose ou expose toute la cause ; le procureur général fiscal défend la cause épiscopale ; puis, la cause est décidée par les Pères de la congrégation, et, une

fois la sentence rendue, elle est adressée à la curie épiscopale, pour qu'elle reçoive son exécution.

La congrégation pour l'EXAMEN DES ÉVÊQUES.

90. — L'administration d'un diocèse exige, de celui qui en est investi, tant de science et de prudence que les Pontifes Romains ont dû prendre toutes les précautions possibles pour n'admettre à l'épiscopat que des prêtres éminents par leur savoir et leur sagesse. On sait que, parmi les qualités que l'apôtre saint Paul réclame de l'Évêque, figure la science du docteur : « oportet episcopum esse... doctorem ». — *Epit. à Tim.*, ch. III, v. 2.

Rien, en effet, ne serait plus déplorable pour un diocèse que d'avoir à sa tête un évêque dépourvu de la science ecclésiastique, nécessaire à celui qui est chargé d'éclairer et de diriger des prêtres et des fidèles, en tout temps et en toute circonstance.

Pour empêcher, autant que possible, ce malheur, Grégoire XIV, qui connaissait le sentiment des Pères du concile de Trente, où il avait siégé en qualité d'évêque de Crémone, publia, dès son élévation au souverain pontificat, une constitution, dans laquelle il déterminait la forme de l'examen des sujets choisis pour l'épiscopat, sans établir, cependant, aucune congrégation *ad hoc*.

Ce fut Clément VIII, son successeur, qui, par une constitution spéciale, ordonna que les évêques élus eussent à subir devant lui et les cardinaux un examen sur la science ecclésiastique. C'est ainsi que fut instituée sous le titre de *congrégation de l'Examen des Évêques*, la congrégation des cardinaux et des prélats, qui a pour mission d'examiner l'évêque élu sur sa science et sa doctrine.

Cette congrégation a, comme les autres, son préfet et son secrétaire, etc...

L'exercice de sa juridiction est limité aux lieux où le Pontife Romain choisit et nomme librement les évêques, comme dans ses États.

Dans les pays où la désignation et la nomination des évêques sont réglées par des conditions dérogoires au droit commun, comme en France, on tient compte des concordats passés entre le Pape et les souverains de ces pays, dont les évêques ne sont pas soumis à l'examen de la congrégation susdite.

8. — La congrégation de la **FABRIQUE DE SAINT-PIERRE**.

91. — Les origines de cette congrégation, établie définitivement par Clément VIII, remontent à Jules II.

Elle a été instituée pour connaître des legs pour œuvres pies, dont une partie appartient à l'église de Saint-Pierre de Rome.

Le cardinal-archiprêtre de cette basilique est le préfet de ladite congrégation, aujourd'hui, cardinalice.

9. — La congrégation de la **PROPAGANDE** ou de la propagation de la foi.

92. — Cette congrégation doit son institution à Grégoire XV.

Elle fut établie pour procurer la propagation de la foi dans les régions infidèles et dans les pays soumis à des princes hérétiques.

Elle est chargée de toutes les missions catholiques dans l'univers entier. On peut dire d'elle comme de Notre-Seigneur :

« *Domini est terra et plenitudo ejus, orbis terrarum et universi qui habitant in eo.* »

A ce titre, ses pouvoirs sont très étendus, puisqu'elle

embrasse, elle seule, les charges de plusieurs autres congrégations, obligée qu'elle est de pourvoir à toutes les nécessités des missions.

Si certaines affaires de son ressort, d'une gravité particulière, sont réservées au Pontife Romain, encore est-il que la congrégation de la Propagande les instruit et les expédie ordinairement après en avoir fait un rapport à Sa Sainteté.

Cette congrégation se compose de vingt-cinq cardinaux, dont l'un est le préfet ; elle a de plus un secrétaire, des officiers inférieurs et des consultants.

Urbain VIII a établi dans l'intérieur même du palais de la Propagande, à Rome, un collège où sont élevés et formés à la science ecclésiastique des jeunes gens des pays évangélisés par les missionnaires, ou d'autres qui ont l'intention de se consacrer aux missions.

Ce séminaire est appelé : *Collegium Urbanum seu de Propaganda fide*.

Les réunions de la congrégation de la Propagande sont ou ordinaires ou extraordinaires.

Les réunions *ordinaires* ont lieu chez le cardinal-préfet général, assisté seulement du secrétaire et des officiers inférieurs. On y expédie les affaires de moindre importance, et on détermine les affaires plus graves qui doivent être examinées en assemblée générale et sont réservées au Souverain Pontife.

Dans les assemblées *extraordinaires*, c'est un cardinal qui est chargé du rôle de rapporteur — *ponens*, — tandis que ce rôle appartient au secrétaire, dans les réunions ordinaires.

10. — La congrégation de la JURIDICTION et de L'IMMUNITÉ ECCLÉSIASTIQUE.

93. — Cette congrégation eut pour fondateur Urbain VIII. Elle a été établie pour protéger et défendre la juridiction

ecclésiastique et les immunités de l'Église (1) contre les envahissements ou l'oppression des princes et des magistrats séculiers.

C'est donc à elle qu'il appartient de juger les conflits des ecclésiastiques avec ces princes et ces magistrats.

« Recentiore ætate, dit M^{sr} Grandelaude, non recipit nisi
 « causas status Pontificis Romani, quia magistratus civiles
 « non solent subjacere competentiae hujusce Congregationis.
 « Unde nunc nullum fere habet objectum ; sed secretarius
 « status solet omnes difficultates componere. » — *Jus canonicum*, t. I, p. 74.

11. — La congrégation de la VISITE APOSTOLIQUE.

94. — Aux termes du concile de Trente, les évêques doivent, chaque année, visiter au moins la moitié de leurs diocèses par eux-mêmes, ou, s'ils sont empêchés, par leurs vicaires généraux ou d'autres délégués. — Sess. XXIV, cap. III.

Le Pontife Romain est, on le sait, évêque de Rome. Mais la multiplicité de ses occupations ne lui permet pas de visiter par lui-même son diocèse. D'un autre côté, il n'entre pas dans les attributions du cardinal-vicaire ni du vice-gérant de le suppléer dans l'accomplissement de ce devoir.

Vivement préoccupé du soin de pourvoir, le mieux possible, à la visite canonique du diocèse de Rome, le pape, Urbain VIII, institua une congrégation spéciale qui eut pour mission d'y faire régulièrement cette visite.

La congrégation de la *Visite apostolique* est constituée à l'instar des autres congrégations romaines ; elle est composée, comme elles, de cardinaux et d'autres prélats inférieurs...

(1) On distingue l'immunité personnelle, locale et réelle.

Le cardinal-vicaire et le vice-gérant en sont membres de droit et perpétuels, comme représentant, à Rome, l'autorité diocésaine du Souverain Pontife.

Cette congrégation diffère des autres en ce que ses pouvoirs ne s'étendent pas sur l'Église universelle, mais seulement sur le diocèse de Rome.

12. — La congrégation de la **DISCIPLINE RÉGULIÈRE** et celle de l'**ÉTAT DES RÉGULIERS**.

95. — Ces deux congrégations ont une grande affinité avec la congrégation des Évêques et des Réguliers, dont elles sont comme le complément, du moins en ce qui touche les affaires concernant les religieux.

La congrégation de l'État des réguliers — *super statu regularium* — fut établie par Innocent X, confirmée par Clément IX, puis supprimée ou plutôt jointe par Innocent XII à la congrégation de la Discipline régulière — *super disciplina regulari*, — qui fut fondée par ce même Pontife.

Pie IX établit une nouvelle congrégation de l'*État des réguliers*, mais tout à fait différente de l'ancienne, dont elle n'a gardé que le nom.

Ce Pontife a accordé à cette congrégation, de sa création, de très amples pouvoirs et de larges attributions enlevés à la congrégation de la *Discipline régulière*, qui n'est guère plus qu'une section particulière de celle des Évêques et des Réguliers. Aussi, les congrégations de la Discipline régulière et des Évêques et des Réguliers ont-elles le même préfet, bien que le secrétaire soit distinct.

La composition de ces deux congrégations est d'ailleurs la même que celle des autres congrégations.

13. — La congrégation des **INDULGENCES** et des **RELIQUES**.

96. — Instituée par Clément IX, cette congrégation est chargée des indulgences et des reliques. Voici, suivant les paroles de ce pape, l'étendue de ses pouvoirs :

Elle a le pouvoir de résoudre tous les doutes et toutes les difficultés qui pourraient s'élever touchant les reliques des saints ou les indulgences : « *omnem dubietatem ac difficultatem in sanctorum reliquiis, aut indulgentiis emergentem expediendi.* »

Elle a la mission de corriger et de supprimer les abus qui se glisseraient dans l'Église, à l'occasion des indulgences et des reliques : « *abusus qui irrepserint corrigendi et emendandi.* »

Elle a la faculté de prohiber l'impression d'indulgences fausses, apocryphes et indiscretes, comme celle de reconnaître et d'examiner les catalogues ou tableaux d'indulgences qui auraient été imprimés : « *falsas, apocryphas, indiscretasque indulgentias typis imprimi vetandi, impressas recognoscendi et examinandi.* »

Son autorité est si grande que les indulgences générales accordées par le Souverain Pontife restent sans effet, tant qu'un exemplaire authentique du bref de concession n'a pas été livré au secrétaire. Ainsi l'a décidé cette congrégation elle-même, sur l'ordre et avec l'approbation de Benoît XIV. Ce décret a été renouvelé récemment avec l'approbation de Pie IX. — Voir *Jus canonicum* de M^{re} Grandclaude, T. I, p. 75.

Cependant, la formalité de la tradition au secrétaire d'un exemplaire de la concession n'est pas requise, lorsqu'il s'agit des indulgences particulières que le Pape accorde personnellement à quelque individu. — *Ibid.*

14. — La congrégation des **ÉTUDES**.

97. — Cette congrégation fut fondée par Léon XII, par sa constitution : « *Divina sapientia*. »

Elle a pour but de veiller à ce que l'on donne un enseignement chrétien et solide dans tous les collèges et toutes les maisons d'éducation des États du Pontife Romain.

Sa juridiction ne s'étend donc pas à l'Église universelle ; elle s'étend seulement aux institutions situées dans les limites du domaine temporel de l'Église Romaine.

Les collèges exempts, les séminaires, les écoles monastiques, etc., ne sont pas soumis à son autorité. — DE CAMILLIS, T. I, p. 270.

Pour compléter ces notions sur les diverses congrégations romaines, il est bon de formuler quelques principes généraux sur leur autorité dans l'Église.

1.

98. — Les déclarations dans lesquelles les congrégations romaines expliquent le droit commun et répondent à des questions touchant ce droit ont-elles force de loi ?

Nous ferons ici la distinction que nous avons faite à propos des déclarations de la congrégation du *concile*.

Si ces déclarations sont *compréhensives*, rendues après consultation préalable du Pape, dûment signées par le cardinal-préfet et le secrétaire, et munies du cachet ordinaire de la congrégation, elles ont force de loi, aux conditions suivantes, dit le canoniste Schmalzgrueber :

« Modo constet uniformiter et sæpius super eodem casu
« et juris dubii articulo eas redditas, aut secundum illas a
« Rotæ, aliorumque Tribunalium Romanorum Judicibus pro-
« nuntiatum esse. »

Pourquoi? « Ratio perspicua est, ajoute le même canoniste, quia uniformitas responsorum ac sententiarum, « super eodem articulo sæpius et uniformiter redditarum, « inducit stylum et praxim Curiae. Stylus autem, et praxis « Curiae Jus facit. » — T. 1, p. 80, n. 384.

2.

La juridiction de ces congrégations est déléguée.

3.

Leur autorité est souveraine quand elle représente immédiatement l'autorité du Pontife Romain : aussi, leurs sentences sont-elles sans appel.

4.

Dans les cas ordinaires et quotidiens, la juridiction propre à chaque congrégation est exercée par le secrétaire, avec le consentement du préfet.

Dans les cas plus importants, elle est exercée par tout le collège tant des cardinaux que des consultants, avec cette différence que les cardinaux ont voix délibérative, tandis que les consultants ont seulement une voix consultative. Aussi les décisions dépendent-elles de la majorité des suffrages des cardinaux.

5.

Les attributions de chaque congrégation ne sont pas tellement définies qu'une affaire ne puisse convenir ou *compéter* à l'une ou à l'autre.

Dans ce cas, la congrégation qui a reçu tout d'abord cette

affaire a le droit de prévention : *Jus præventionis*, — c'est-à-dire, qu'il lui appartient de lui donner suite, à l'exclusion d'une autre congrégation, et ce sous peine de nullité.

« Sic proinde, dit de Camillis, si petitio proposita est « congregationi Sancti Officii, v. g., non potest amplius in « congregatione Indicis proponi, vel si in congregatione « Episcoporum et Regularium, non potest proponi in con- « gregatione sacrorum Rituum, etc. » — *Institutiones Juris canonici*, T. I, pp. 278 et 271.

Voir le cardinal Soglia, *Institut. Juris publici*, pp. 14 et 15.

II

LES TRIBUNAUX ROMAINS

99. — Outre les congrégations que nous venons d'énumérer, il y a, dans la Curie romaine, divers tribunaux très anciens qui sont chargés d'exercer la juridiction pontificale dans l'Église universelle, tant au for intérieur qu'au for extérieur.

On divise ces tribunaux en deux sortes.

1° Les tribunaux de grâce : *gratiæ*. Ce sont ceux qui exercent la juridiction gracieuse.

2° Les tribunaux de justice : *justitiæ*. Ce sont ceux qui exercent la juridiction contentieuse.

Quels sont les tribunaux de grâce ?

Ce sont : la Pénitencerie, la Daterie, la Chancellerie et le Secrétariat apostolique (1).

(1) De Camillis place le tribunal de la Chambre apostolique : *camera*, parmi les tribunaux de grâce. T. I, p. 272. « *Curia prouti dicitur gratiæ constat Cancellaria Apostolica, Dataria, Camera, etc.* »

Quels sont les tribunaux de Justice ?

Ce sont : la Rote, la Chambre apostolique et la Signature.

LES TRIBUNAUX DE GRACE

1. — La Pénitencerie.

100. — La Pénitencerie est un tribunal fort ancien dans l'Église.

Elle a été instituée pour l'absolution des péchés et des censures réservés, la dispense des empêchements qui proviennent de crimes occultes, etc.

Le président du tribunal de la Pénitencerie est le cardinal *Grand Pénitencier*. Il exerce son autorité soit au for pénitenciel, soit hors du for pénitenciel, soit au for de la conscience.

Par exemple :

1° Il peut absoudre lui-même et faire absoudre par d'autres soit les réguliers, soit les séculiers, de tous les crimes tant publics que secrets, en un mot, de tous les péchés et de toutes les censures réservés.

Il absout les réguliers *in utroque foro* ; mais l'absolution, au for intérieur, doit précéder.

Il n'absout les laïques et les clercs séculiers qu'au for intérieur. Il peut cependant les absoudre *in utroque foro*, quand il s'agit de censures publiques portées par le droit — *a Jure*, — comme l'excommunication du canon.

2° Il peut, dans les cas occultes, absoudre, au for de la conscience, de toutes les irrégularités *ex defectu*, des serments et des vœux.

3° Il peut faire condonation, du moins pour une partie, d'une chose volée ou injustement retenue, pourvu que le

maître de cette chose soit incertain, que le cas soit occulte et que le délinquant soit pauvre.

4° Il dispense de l'obligation de réciter l'office divin ceux que l'impossibilité morale ou une grave difficulté empêche de remplir cette obligation : il leur impose, dans ce cas, d'autres prières ou d'autres œuvres *compensatoires*.

5° Il accorde, pour une cause grave, l'autorisation de passer d'un ordre religieux dans un autre moins sévère.

6° Il accorde, comme nous le dirons plus tard, des dispenses matrimoniales, quand les empêchements sont secrets ; il en accorde, en outre, quand les empêchements sont publics et *in forma pauperum*.

7° De plus, il résout tous les doutes en matière de péchés. — Il supplée enfin la négligence des évêques qui omettraient de donner, aux temps fixés, des confesseurs extraordinaires aux religieuses. — Voir M^{sr} Grandclaude, pp. 78 et 79.

Comment le cardinal grand Pénitencier est-il aidé dans l'exercice de ses fonctions, au for de la pénitence ?

Il a pour coadjuteurs les trois pénitenciers mineurs des basiliques de Saint-Jean de Latran, de Sainte-Marie-Majeure et de Saint-Pierre.

De plus, dans chacune des autres basiliques de Rome, sont établis d'autres confesseurs appartenant à toutes les nations de l'Europe, et très instruits dans la connaissance des diverses langues ; ils doivent se tenir, chaque jour, à des heures fixes, au tribunal de la pénitence, alors même que personne ne réclamerait leur ministère.

Comment le cardinal grand Pénitencier est-il aidé dans l'exercice de ses fonctions, en dehors du for pénitenciel ?

On divise les devoirs du grand Pénitencier en offices majeurs et mineurs.

Dans ses offices et ses devoirs *majeurs*, il a divers auxiliaires. « Extra forum pœnitentiale, dit de Camillis, coadjuvatur in *officiis majoribus* a procuratore, datario, cor-

« rectore, sigillatore, tribus secretariis et chartulario quibus adjunguntur theologi et canonistæ. »

Dans ses offices ou devoirs *mineurs*, il est aidé par des écrivains et un *distributeur*.

« In officiis minoribus, ajoute le même canoniste, a scriptoribus et distributore coadjuvatur. » — T. I, p. 274.

Comment doit-on écrire au cardinal grand Pénitencier ?

Tout le monde peut recourir directement et sans intermédiaire au grand Pénitencier.

Ceux qui s'adressent directement à lui peuvent lui écrire soit en latin, soit dans la langue de leur pays : la Pénitencerie a parmi ses membres deux secrétaires de chaque région, qui sont chargés d'interpréter les diverses langues européennes.

Quand on correspond avec le grand Pénitencier, il faut avoir soin de mettre sur la lettre le nom de l'endroit et du diocèse d'où l'on écrit, la date du mois et de l'année, avec l'adresse de celui auquel la réponse doit être expédiée.

S'il s'agit d'une affaire secrète, il ne serait pas nécessaire de dire le nom du lieu d'où l'on écrit.

Afin de faciliter à tous l'accès auprès d'elle, la Pénitencerie reçoit aussi les demandes orales. Les officiers de ce tribunal, qui les recueillent de la bouche des intéressés, ont coutume de les écrire, pour les soumettre à qui de droit.

Y a-t-il des formules de rigueur pour écrire au grand Pénitencier ?

Il n'y en a point. Il suffit de lui écrire nettement, en lui exposant clairement la cause, avec toutes les circonstances nécessaires.

On trouve d'ailleurs dans les ouvrages des théologiens et des canonistes des formules de suppliques et de lettres que l'on peut adresser au grand Pénitencier, dans les différents cas qui relèvent de sa juridiction.

On y enseigne également la manière de lire les réponses

qui émanent de lui, car il y a certaines abréviations qu'il est bon de connaître pour la parfaite intelligence du texte.

2. — La Daterie.

101. — Dans l'ordre hiérarchique, le tribunal de la Daterie n'occupe que le troisième rang, après la Pénitencerie et la Chancellerie. « Verumtamen, dit M^{gr} Grandclaude, ratione muneris, est præstantius. » — T. I, p. 81.

Le nom de la *Daterie* vient probablement du mot latin : *Data*, parce que le chef de ce tribunal mettait, de sa main, sur les feuilles y relatives la *date* de la concession des grâces octroyées par le Pontife Romain : d'où on l'a appelé « *Dataire* ».

Suivant d'autres, la Daterie a été ainsi nommée parce qu'elle a coutume de *donner* des grâces, « solet gratias *dare* », ou bien parce qu'elle distribue les grâces données par le Souverain Pontife, — « elargiens gratias *datas* a S. Pontifice. »

Les membres de la Daterie sont appelés : *oracula vocis et mentis S. Pontificis*; aussi, leur témoignage mérite-t-il une confiance toute particulière.

Le principal et premier membre de ce tribunal est le cardinal *Prodataire*.

On l'appelle *Dataire*, quand il n'est qu'un simple prélat, non revêtu de la dignité cardinalice. Jadis, il en était ainsi.

Si on lui donne le nom de *Prodataire*, quand il est cardinal, ce n'est pas pour désigner son infériorité, mais bien pour marquer l'éminence de sa charge et de sa dignité.

Aujourd'hui, cette charge ne se donne qu'à des cardinaux; encore sont-ils choisis parmi les membres les plus distingués du Sacré-Collège.

Le *Prodataire* représente la personne du Pontife Romain; aussi, l'appelle-t-on l'œil du Pape : *oculus Papæ*. Tous

ses actes sont regardés comme venant du Souverain Pontife lui-même, si bien qu'à la mort de celui-ci sa juridiction expire immédiatement.

Le second membre de la Daterie est le *Sous-Dataire* : c'est le coadjuteur du cardinal Prodataire. Au défaut de ce dernier, c'est lui qui porte les affaires à l'audience du Souverain Pontife et qui signe les brefs à sa place. Il est ordinairement prélat de la maison du Pape et nanti d'un canonicat dans quelque une des basiliques de Rome ; il demeure au palais de la Daterie.

Le troisième membre de ce tribunal, c'est le *Préfet de l'office* : *Præfectus officii* qui dicitur *per obitum*. Il est spécialement chargé des questions concernant la collation des bénéfices vacants par suite de décès. Ses attributions cependant ne se bornent pas à ces questions, elles s'étendent aussi aux dispenses matrimoniales et à presque toutes les affaires qui relèvent de la Daterie.

Le Prodataire, le Sous-Dataire et le Préfet de l'Office forment, à proprement parler, tous les trois, le tribunal de la Daterie.

Les deux derniers n'y ont que voix consultative ; le cardinal Prodataire seul y a voix définitive.

A ce tribunal sont attachés plus de trente officiers inférieurs qui, tous, y ont leur fonction spéciale et concourent à l'élaboration et à l'expédition des affaires.

Quelles sont les affaires qui sont du ressort spécial de la Daterie ?

Ce sont les suivantes :

1. En général toutes celles pour l'expédition desquelles il est de style et d'usage de payer une componende à la Daterie elle-même.

2. Les matières bénéficiales, spécialement la collation des bénéfices, la translation des bénéficiers, les coadjutoreries avec future succession, à l'exception de celles qui sont dites *consistoriales*.

3. La concession des titres et des insignes prélétiées.

4. Les dispenses matrimoniales, quand les empêchements sont publics, pourvu qu'elles ne soient pas *in forma pauperum*.

Il est d'autres grâces qui peuvent être accordées tant par la Daterie que par le Secrétariat des brefs.

Ce sont :

1. La confirmation des statuts, des privilèges, des ordinations, *tum in forma communi quam in specifica*.

2. Les absolutions et les dispenses, pour recevoir les ordres, de l'irrégularité provenant *ex defectu corporis* ou *ex delicto*, excepté l'homicide, *hoc saltem in ditione S. Pontificis*.

3. L'érection des confréries et la concession d'indulgences perpétuelles en faveur de ces confréries.

4. Les autorisations pour les clercs d'exercer la médecine et la chirurgie, ainsi que la permission de se mêler d'affaires criminelles. — Voir M^{sr} Grandclaude, T. I, pp. 82, 83, 84.

Quels sont les jours et les époques des vacances de la Daterie ?

Ce tribunal n'accorde aucune grâce :

1. Les jours de dimanche et de fête.

2. Pendant les deux mois que durent les vacances d'automne, c'est-à-dire, du 1^{er} octobre à la fin de novembre, d'après Giovine : « per duos menses vacationum in autumno ». — *Dispens. matrim.*, T. II, p. 76, n. 4.

M. Caillaud dit qu'elles durent seulement quarante jours, du 4 octobre au 12 novembre.

3. Pendant les trois semaines qui suivent la fête de Noël.

4. Pendant les trois semaines qui précèdent le carême.

5. Pendant la quinzaine de Pâques.

6. Pendant quinze jours, à partir de la Pentecôte.

7. Pendant quinze jours, à partir de la fête de saint Pierre.

De plus, pendant la vacance du Siège Apostolique, la Daterie cesse complètement l'expédition de toute affaire, puisque l'office du cardinal Prodataire expire, à la mort du Souverain Pontife, comme nous l'avons déjà dit plus haut. — Voir notre traité des *Dispenses matrimoniales*, pp. 417 et 418.

3. — La Chancellerie romaine.

102. — Ce tribunal est le plus ancien des tribunaux romains.

Il a pour président un cardinal, que l'on appelle le cardinal *vice-chancelier*. Il réside au palais de la Chancellerie. Comme ce palais est adjacent à l'église de Saint-Laurent *in Damaso*, le cardinal qui a le titre de cette église est toujours vice-chancelier.

Le vice-chancelier a pour auxiliaires plusieurs prélats ou cleres qui forment un collège spécial. Le premier de ces auxiliaires est le régent : *regens* — ; c'est le lieutenant du vice-chancelier, qu'il remplace en cas d'absence.

Ce collège était jadis divisé en deux classes : celle des abrégiateurs *de parco majore*, ainsi appelés parce qu'ils résidaient dans la maison même du régent, et celle des abrégiateurs *de parco minore*, qui résidaient ailleurs.

Aujourd'hui, ces derniers n'existent plus, il ne reste désormais que les abrégiateurs *de parco majore*.

Les abrégiateurs sont chargés d'écrire les lettres apostoliques : « Sic vocati sunt, dit M^{sr} Grandelaude, quia scribebant *brevius*. »

Quelles sont les attributions du vice-chancelier ?

1. Il doit veiller à la confection et à l'expédition canoniques des bulles de collation de bénéfices, de promotion à l'épiscopat, etc.

En un mot, il lui appartient de rédiger et d'écrire, dans

la forme requise, tous les décrets publiés dans le consistoire, dont il est, en quelque sorte, le notaire.

2. Il doit signer les lettres apostoliques données *sub plumbo*. Le plomb est le cachet de ce métal portant l'effigie des apôtres saint Pierre et saint Paul. Ce cachet est retenu par un fil de soie rouge aux solides parchemins sur lesquels sont écrites les bulles.

3. Toutes les expéditions en forme de bulle concernent le cardinal vice-chancelier : telles sont les constitutions et les lois pontificales, ainsi que les décrets et les principaux actes émanant du Siège Apostolique.

4. C'est au vice-chancelier à recevoir le serment de fidélité des évêques récemment promus à l'épiscopat, des abbés nommés en consistoire, des auditeurs de Rote, des avocats consistoriaux, et en général de tous ceux qui, dans l'Église, sont tenus à prêter ce serment.

5. Comme le Prodataire, il peut procéder judiciairement contre tous les officiers de la Chancellerie.

A la mort du Pape, la juridiction du vice-chancelier est suspendue, *ipso facto*, et le sceau pontifical, dont il est le gardien, est brisé devant les cardinaux.

Voir M^{sr} Grandclaude, T. I, p. 85 et 86.

4. — Le Secrétariat apostolique.

103. — On compte dans la curie romaine cinq secrétaires. Ce sont :

1. Le secrétariat d'État — *secretaria status* — qui s'occupe plus d'affaires politiques que d'affaires ecclésiastiques.

2. Le secrétariat des *brefs* : c'est le seul dont il s'agira en cet article.

3. Le secrétariat des *mémoriaux*, qui se divise en deux sections, l'une civile, et l'autre ecclésiastique.

4. Le secrétariat des *lettres aux princes*.

5. Le secrétariat des *lettres latines*.

Ces deux derniers ne forment qu'un seul secrétariat divisé en deux sections.

Le préfet du secrétariat des brefs est un cardinal, que l'on appelle secrétaire.

Il a pour auxiliaires un substitut et un assesseur, avec d'autres officiers inférieurs.

Dans sa constitution *Gravissimo*, Benoît XIV énumère les affaires qui sont du ressort du secrétariat des brefs. Ce sont :

1. La concession des privilèges d'autels.
2. Les nominations aux nonciatures et la confirmation des décrets des congrégations.
3. La création du général ou des autres officiers des ordres religieux ; la création des provinces pour les réguliers ; le démembrement des couvents.
4. Les dispenses d'âge pour recevoir les saints ordres.
5. Les facultés générales d'absoudre des cas réservés, de conserver la sainte Eucharistie, de la recevoir dans les oratoires privés, et de posséder ces oratoires.
6. La réduction des messes.
7. La création des protonotaires non participants.
8. La revalidation des brefs expédiés ou les *perinde valere*.
9. La faculté d'extraire les reliques, d'appliquer les indulgences aux croix, aux médailles, aux rosaires, et les autres grâces de ce genre.
10. Le secrétariat des *brefs* accorde, *cumulate cum Indice*, la faculté de lire et de retenir les livres prohibés, et même celle de les imprimer, lorsqu'ils ont été corrigés.
11. Il confère plusieurs offices séculiers qu'il est d'usage de donner en forme de brefs : *in forma brevium*.

Outre ces diverses grâces dont la concession lui est spécialement réservée, il en est d'autres que le secrétariat des

brefs partage fréquemment avec la Daterie et la Chancellerie ; par exemple, il accorde souvent, comme ces deux tribunaux, les lettres apostoliques.

LES TRIBUNAUX DE JUSTICE

1. — La Rote romaine.

104. — Le tribunal de la Rote est très ancien dans l'Église Romaine ; il fut établi pour soulager et aider le Souverain Pontife dans le jugement des affaires qui, n'étant point consistoriales, se traitaient dans le sacré palais, devant Sa Sainteté et ses chapelains.

Il jugeait autrefois les causes ecclésiastiques, soit en première instance, soit en appel ; de plus, il connaissait de toutes les causes civiles, du moins de celles qui concernaient les sujets du domaine temporel du Pontife romain.

Aujourd'hui, la Rote ne juge plus que les causes civiles. Quelquefois cependant, par commission spéciale, elle est appelée à juger, par accident, certaines causes ecclésiastiques.

Elle dirime les affaires contentieuses des diverses nations du monde entier.

Aussi, ce tribunal est-il composé de membres de nationalité différente.

Depuis le pontificat de Sixte IV, ces membres sont au nombre de douze qui rendent leurs jugements sous la présidence du plus ancien d'entre eux, qui a le titre de doyen.

Sur les douze auditeurs de Rote, il y a huit italiens, deux espagnols, un français et un allemand.

Les huit auditeurs italiens sont à la libre nomination du Pape, les quatre autres sont nommés par les chefs de leurs gouvernements.

Quelle est l'autorité des décisions de la Rote ?

Ces décisions jouissent d'une très grande autorité. « *Magnum habent pondus auctoritatis,* » dit Reiffenstuel.

« *Inter partes litigantes, dit Schmalzgrueber, jus faciunt, tanquam sententiæ judiciales, ita ut sicut istæ, ita et illæ, si transierint in rem judicatam, amplius everti nequeant. Non tamen jus faciunt inter alios, et extra curiam, quamvis magnæ sint auctoritatis, talisque, ut sine magna ratione et gravi auctoritate ab iis recedendum non sit.* » — T. I, *proem.* p. 82, n. 396.

2. — La Chambre apostolique.

105. — Le tribunal de la Chambre apostolique avait jadis une très grande importance, à cause de l'étendue de sa juridiction. Il s'occupait de beaucoup d'affaires concernant le gouvernement politique des États de l'Église. Il examinait et contrôlait les revenus et les comptes du trésor du Siège Apostolique.

Il jugeait, en matière criminelle, les évêques et les prélats réguliers. Il recevait les appels des sujets du domaine temporel, pourvu qu'ils n'appelassent pas de quelques tribunaux exceptés, etc.

Mais, par sa constitution « *Post diuturnas* », Pie VII amoindrit l'importance de la Chambre apostolique, en lui enlevant presque toutes ses attributions.

Aujourd'hui, ce tribunal, que l'on pourrait appeler le conseil des finances du Pape, n'a plus que l'administration du trésor pontifical. « On y traite aussi, dit M^{sr} André, des « matières bénéficiales pour l'expédition de certaines bulles et rescrits, que l'on ne veut ou que l'on ne peut, à cause de quelque défaut de la part de l'impétrant, faire passer « par le consistoire. » — *Cours de droit canon*, T. II, au mot : Chambre apostolique .

La Chambre apostolique a pour chef un cardinal, appelé camerlingue.

Le camerlingue a sous ses ordres un auditeur et un trésorier, avec plusieurs autres officiers inférieurs appelés clercs de la *chambre*.

La présidence du cardinal camerlingue n'est guère plus, aujourd'hui, qu'une présidence honorifique, puisque l'auditeur de la Chambre est en réalité le président actif de ce tribunal.

Le gouverneur de Rome a le titre de vice-camerlingue. Il a la préséance sur l'auditeur, bien que les fonctions de ce dernier soient supérieures.

A la mort du Souverain Pontife, le pouvoir du cardinal camerlingue n'expire pas ; c'est alors au contraire que revit l'antique prééminence de son autorité. Dès qu'il s'est assuré du décès du chef de l'Église, il brise l'anneau du pêcheur et prend en mains l'administration du palais apostolique, où il réside jusqu'à la clôture du conclave. Pendant la vacance du siège pontifical, c'est lui qui est l'administrateur du patrimoine de saint Pierre, en sa qualité de vice-gérant du Pape.

3. — Le tribunal de la SIGNATURE.

106. — Ce tribunal est divisé en deux : l'un est la Signature de justice, l'autre est la Signature de grâce.

I. — La *Signature de justice* est une sorte de tribunal suprême établi pour décider les controverses qui s'élèvent dans le monde entier touchant les choses ecclésiastiques ; on y juge aussi les causes profanes, mais seulement celles qui intéressent les sujets du domaine temporel du Pontife Romain.

Les attributions primordiales de ce tribunal ont été amoindries et réduites, partagées qu'elles ont été entre diverses congrégations et divers tribunaux.

« Quoad negotia, dit M^{sr} Grandclaude, quæ ad Signaturam
 « justitiæ pertinent, solet tantum hoc tribunal hodie illa
 « tractare quæ cætera tribunalia non expedire volunt, ac
 « proinde paleas colligit.

« Igitur, nostris temporibus, videtur minoris momenti,
 « spectatis negotiis quæ per seipsum judicat illa Signatura. »
 — *Jus canonicum*, T. I, p. 92.

Le docté canoniste ajoute :

« Tamen, juxta Moroni (voc. *Signatura justitiæ*), judi-
 « caret de competentia relativa variarum congregationum
 « ecclesiasticarum et tribunalium, seu determinaret negotia
 « quæ ad unam vel alteram spectant, et ideo judicaret de
 « competentia respectiva diversarum congregationum, seu
 « esset velut quoddam « *tribunal conflictuum*. »

Le préfet de la Signature de justice est un cardinal délégué par le Souverain Pontife.

Ce cardinal répond par *rescrit* à toutes les suppliques qui lui sont adressées, « *rescribit ad omnes supplicationes* », et ses rescrits ont la même valeur que s'ils étaient signés de la main du Pape lui-même.

Les autres membres de ce tribunal sont :

1. Plusieurs prélats appelés : *votantes signaturæ*, parce qu'ils y donnent leurs suffrages.

2. Quelques référendaires nommés « *ponentes* », parce qu'ils déterminent la cause, ou qu'ils examinent le fait, en interrogeant les parties.

3. Le doyen de la Rote, le régent de la Chancellerie et le suppléant de l'auditeur de la Chambre apostolique.

Ceux-ci ne donnent pas leurs suffrages ; ils ne sont présents à la *Signature* que pour défendre la juridiction du tribunal qu'ils représentent.

107. — II. — *La Signature de grâce*. — Institué par le pape Sixte-Quint, ce tribunal est peu important, aujourd'hui.

C'est le tribunal du Souverain Pontife lui-même pour les

causes dont la décision lui est *gracieusement* demandée.

C'est le Pape qui en est le président.

Les membres de ce tribunal sont :

Le cardinal grand Pénitencier, le préfet de la Signature de justice, le cardinal Vicaire, et d'autres cardinaux choisis par le Pape.

De plus, plusieurs prélats, appelés *votants*, y donnent leurs suffrages : ce sont les mêmes que les prélats *votantes* de la Signature de justice.

108. — Jusqu'ici, nous avons seulement considéré, si j'ose le dire, le portique de la science des canons de l'Église : entrons maintenant dans le sanctuaire de cette science.

Nous suivrons, dans cette étude, la méthode et l'ordre des Décrétales. Nous y trouverons l'avantage de nous conformer au *Corps du droit canonique* et à la manière de procéder des canonistes anciens, les plus dignes de ce nom. C'est pour s'être écartés de l'ordre des Décrétales que beaucoup de canonistes français ont parlé, par exemple, des choses : *de rebus* — avant de parler des personnes : *de personis*, mettant, comme on le dit vulgairement, la charrette avant les bœufs ; construisant les murs avant de poser les fondations... Cette méthode, à bâtons rompus, a l'inconvénient très grave de ne point placer, à la base du droit canonique, celui qui en est la cause efficiente et la source principale : à savoir le chef de l'Église...

Les Décrétales de Grégoire IX se divisent, on le sait, en cinq livres qui roulent sur trois points généraux : les personnes, les choses et les jugements. C'est, dit fort bien Corvinus, tout le droit canonique : « Omne jus canonicum ver-
« satur circa tria : *personæ, res et judicia*. » — P. 47.

Dans le premier livre, on parle des règles que le juge ecclésiastique doit suivre en ses jugements et de ce juge lui-même.

Dans le second, on traite des jugements et des formalités que l'on doit y observer.

Dans le troisième, il est parlé des clercs, de leurs obligations, des biens qu'ils possèdent ou qu'ils peuvent posséder, au moyen de contrats.

Dans le quatrième, il est question des causes matrimoniales.

Dans le cinquième livre des Décrétales, on traite des crimes qui relèvent du for ecclésiastique et des peines qui les frappent.

La glose a divisé et résumé tout le *corpus juris canonici* dans le célèbre vers suivant :

Judex, Judicium, Clerus, Sponsalia, Crimen.

Nous garderons cette division dans la composition de cet ouvrage, en suivant l'ordre des titres des cinq livres des Décrétales.

LIVRE PREMIER

DES

DÉCRÉTALES

LE JUGE ECCLÉSIASTIQUE

PREMIER LIVRE DES DÉCRÉTALES

du pape GRÉGOIRE IX

LE JUGE ECCLÉSIASTIQUE

Règles qu'il doit suivre en ses jugements.

109. — Il y a quatre règles que tout juge, ecclésiastique ou laïque, doit suivre en ses jugements.

La première, c'est *Dieu*. — Le juge qui ne veut pas prévariquer doit avoir toujours devant les yeux le souverain Juge, celui que saint Paul appelle le juste Juge, le Dieu qui est la Justice même. C'est pour cela que l'on place devant le juge l'image de Notre-Seigneur Jésus-Christ, le Juge des vivants et des morts.

La seconde règle, c'est la *loi*. — Le juge ne doit pas juger les lois, mais il doit juger selon les lois. « *Non de legibus, sed secundum leges judicare debet.* » — Can. *in istis* 3, dist. 4, 7.

La troisième règle, c'est le *rescrit du prince* qui lui confère le pouvoir de juger ou lui indique la forme à suivre en ses jugements.

La quatrième règle, c'est la *coutume*. Là où la loi fait défaut, la coutume légitime supplée.

Chacune de ces règles est exposée séparément sous un titre particulier.

TITRE PREMIER

DE LA SOUVERAINE TRINITÉ ET DE LA FOI
CATHOLIQUE

110. — Il y a, dans ce titre, deux choses à considérer : le mystère de la très sainte Trinité, comme principe du droit canonique, et la profession de la foi catholique, comme condition essentielle du juge ecclésiastique.

« Utrumque, dit Schmalzgrueber, est necessarium ecclesiastico judici : primum, ut secundum eum, a quo potestatem accepit, tanquam Regulam in judicando sententiam suam dirigat, » nam « *per me principes imperant, proclame la Sagesse, et potentes decernunt justitiam.* » — « Proverb. 8; alterum, quia judex ecclesiasticus plerumque est in ecclesiastica dignitate constitutus, cujus fundamentum est fides catholica. » — *Jus canon.*, T. I, lib. I, p. 1.

I

LA SAINTE TRINITÉ

Le principe et le fondement du droit canonique, comme de tout droit et de toute loi, la règle universelle de tout jugement, c'est Dieu lui-même, ou la très sainte et très auguste Trinité : « *unum universorum principium* », ainsi que nous le lisons au chapitre premier de ce titre, où Innocent III expose la substance de ce dogme.

Qu'on remarque ce magnifique début des Décrétales : le Pontife Romain auquel reviennent l'honneur et la gloire de les avoir fait réunir en un volume, commence par le principe nécessaire de toute chose, par Dieu. « *Ab Jove principium*, » disaient aussi les païens. Il n'y a pas de loi, il n'y a pas de droit qui n'ait Dieu pour origine et pour principe.

En commençant ainsi sa collection des lois Pontificales, le pape Grégoire IX a consacré le bel exemple que l'empereur Justinien a donné à tous les siècles futurs, car c'est Dieu, ou la sainte Trinité, qui est aussi l'*Alpha* de son code de lois civiles, à jamais célèbre.

II

LA FOI CATHOLIQUE

111. — Après avoir posé la sainte Trinité comme principe et base du droit canonique, le compilateur des Décrétales réfute les erreurs contraires à ce dogme fondamental, déclarant la nécessité pour tous de professer la foi de l'Eglise romaine. — Cap. I, *Firmiter credimus* — cap. II, *Damnamus ergo et reprobamus*.

Cette foi s'impose donc à tout homme, quel qu'il soit, et principalement aux juges ecclésiastiques et civils ; elle s'impose à toute société, soit ecclésiastique, soit civile, soit politique, soit domestique, sans aucune distinction.

« Qui non crediderit condemnabitur, » lisons-nous, au dernier chapitre de l'évangile de saint Marc. « Sine fide impossibile est placere Deo, » dit aussi l'apôtre saint Paul dans son épître aux Hébreux.

Cela étant, nous formulerons, avec M^{sr} Grandclaude, les trois corollaires suivants :

1° Elle est fausse et hérétique la doctrine du rationalisme moderne enseignant que les hommes sont libres de ne pas embrasser la vraie foi.

Aussi, le *Syllabus* a-t-il condamné, dans son paragraphe III, les deux propositions qui suivent :

« XV. — Il est libre à chaque homme d'embrasser et de professer la religion qu'il aura réputée vraie, d'après les lumières de la raison. »

« XVI. — Les hommes peuvent trouver le chemin du salut éternel et obtenir ce salut éternel dans le culte de n'importe quelle religion. »

2° Elle est fausse et pernicieuse, la doctrine du libéralisme actuel qui exempte les sociétés politiques de l'obligation de se soumettre à la vraie foi.

Aussi, dans son paragraphe X, le *Syllabus* a-t-il condamné les propositions LXXVII et LXXVIII, ainsi conçues :

« LXXVII. — A notre époque, il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'État, à l'exclusion de tous les autres cultes. »

« LXXVIII. — Aussi, c'est avec raison que, dans quelques pays catholiques, la loi a pourvu à ce que les étrangers qui s'y rendent y jouissent de l'exercice public de leurs cultes particuliers. »

3° Elle est pernicieuse et fausse, la doctrine du libéralisme dit catholique qui, entre autres erreurs, soutient que la liberté civile des cultes est, en soi, une chose bonne, ou, du moins, nullement nuisible au bien de la religion.

Aussi, au paragraphe X du *Syllabus*, la proposition LXXIX, formulant cette doctrine, a-t-elle été condamnée. Voici cette proposition :

« Il est faux que la liberté civile de tous les cultes, et que le plein pouvoir laissé à tous de manifester ouvertement et publiquement toutes leurs pensées et toutes leurs opinions jettent plus facilement les peuples dans la corruption

« des mœurs et de l'esprit, et propagent la peste de l'indifférentisme. »

Une autre erreur du même libéralisme consiste à proclamer, *en principe*, la liberté de conscience, ou à dire, par exemple : l'obligation de croire aux dogmes de la foi catholique n'existe que pour ceux qui sont persuadés ou convaincus de la vérité de ces dogmes.

III

LA PROFESSION DE FOI

112. — La foi catholique, qui s'impose à tous les hommes et à toutes les sociétés, s'impose d'une manière toute spéciale aux juges et aux dignitaires ecclésiastiques.

Aussi, l'ancienne discipline de l'Église les obligeait-elle à faire profession de cette foi, avec le serment de la garder toujours.

« Vetustissima est Ecclesiæ disciplina, ut obtinentes ecclesiasticas dignitates catholicam fidem, quam profitentur, constanter retenturos, jurisjurandi religione interposita, promitterent. » — Tirason., Vis. SS. LL., 20 apr. 1782, § 3, 7.

Le concile de Trente a renouvelé cette antique discipline en prescrivant aux pasteurs des âmes et à tous ceux qui sont pourvus de certains bénéfices et de quelque dignité ecclésiastique de faire une profession de leur foi catholique, avec des formalités rigoureusement déterminées. — *Sess. 24. cap. 12. Sess. 25, cap. 2. de reformat.*

Quelles sont les personnes ecclésiastiques obligées à la profession de foi, aux termes de la prescription Tridentine?

Ce sont :

1° Tous ceux qui sont pourvus de bénéfices quelconques ayant charge d'âmes.

Ils doivent faire cette profession de foi devant l'évêque, ou son vicaire général, ou officiel, au moins dans l'espace de deux mois, à partir du jour de leur prise de possession.

« Provisi etiam de beneficiis curam animarum habentibus, teneantur a die adeptæ possessionis, ad minus intra duos menses, in manibus Episcopi, vel, eo impedito, coram generali ejus vicario, seu officiali, orthodoxæ suæ fidei publicam facere professionem. » — Conc. Trid., *ibid.*

Les recteurs amovibles des paroisses, ou les simples *deservants* des succursales, en France, sont soumis à l'obligation de la profession de foi, aussi bien que les curés inamovibles, car ils sont, comme eux, pourvus d'un bénéfice à charge d'âmes.

De plus, ils doivent faire cette profession de foi devant l'évêque ou son vicaire général, et non devant un simple député, comme serait, par exemple, le curé de *canton*, ou le curé d'*arrondissement*, qui procéderait à leur installation.

Enfin, ils doivent la renouveler chaque fois qu'ils changent de bénéfice ou de paroisse, voire même de succursale.

Telle est la réponse donnée par la congrégation du Concile à une consultation de l'évêque de Saint-Dié, le 15 décembre 1866.

Vu son importance pratique, nous reproduirons en entier cette consultation et cette réponse :

« Episcopus S. Deodati in Gallia ad SS. pedes provolutus... humiliter quærit :

« 1. An præter canonicos, dignitates et curatos inamovibili, ut dicunt, titulo provisos, parochi etiam amovibiles seu succursalistæ ad professionem fidei juxta præscriptionem S. Conc. Trident. teneantur ?

« 2. Et, quatenus affirmative circa succursalistas, an possint professionem facere coram simplici deputato ab Episcopo ?

« 3. An prædicta professio toties renovari debeat, quoties

« illi omnes de quibus supra ad aliud beneficium transferruntur ?

« Die 15 Decemb. 1866, S. Congr. Emm. Cardin. Conc. Trid. interpretum, juxta ejusdem Concil., sess. xxiv, c. xii. « *de reform.*, ac resolutiones ab eadem S. Congr. alias in « similibus editas, propositis quæstionibus respondendum « censet :

« Ad 1^{am} affirmative ;

« Ad 2^{am} negative ;

« Ad 3^{am} affirmative. »

M. Craisson enseigne donc à tort que les curés amovibles ne paraissent pas astreints par le droit commun à la profession de foi. — Voir *Elementa juris canonici*, auctore D. CRAISSON, 1882, editio sexta, T. I, p. 390, n. 531.

2. — Ceux qui sont pourvus d'un canonicat ou d'une dignité dans une église cathédrale sont également tenus de faire la profession de foi dans l'espace de deux mois, à dater du jour de leur prise de possession.

Ils doivent la faire devant l'évêque ou son vicaire général, et devant le chapitre.

La profession de foi, émise par un chanoine devant l'évêque ou le chapitre seulement, serait invalide.

« Provisi autem de canonicatibus, et dignitatibus, in Ecclesiis cathedralibus non solum coram Episcopo, sed etiam « in capitulo, idem facere teneantur. » — Conc. Trid., sess. XXIV, cap. xii, *De reform.*

Lorsque le siège est vacant, la profession de foi doit être émise devant le vicaire capitulaire et le chapitre.

3. — Ceux qui doivent être promus à la dignité patriarcale, primatiale, archiépiscopale et épiscopale sont tenus, aux termes du concile de Trente, de faire la profession de foi, au premier synode provincial auquel ils assisteront. S'ils refusent de se soumettre à cette formalité, les évêques de la province doivent les dénoncer aussitôt au Pontife Romain et

s'abstenir de communiquer avec eux. — Conc. Trid. sess. XXV, cap. II, *De reform.* — Constit. *Onus Apostolicæ*, Gregorii XV, 1591.

Le cérémonial des évêques, au livre III, chapitre xxxvii, prescrit à ces prélats de faire la profession publique de leur foi, lorsqu'ils sont gravement malades, ou avant de recevoir le saint viatique, en présence de leur chapitre et du clergé de leur ville épiscopale.

« Episcopus antequam communicet, indutus rochetto et « stola, præsentè sanctissimo Christi corpore, profiteatur « catholicam fidem... »

4. — Les prélats des monastères, soit tous les prélats réguliers, même les prélats des ordres militaires, sont tenus à la profession de foi, suivant la constitution *Injunctum* de Pie IV, qui a étendu à ces prélats la prescription Tridentine qui nous occupe.

« Tamen, dit M^{sr} Grancelaude, hæc constitutio non est usu « recepta quoad prælatos qui regularium regimini non præ- « ficiuntur a S. Sede. » — *Jus. can.*, T. I, p. 119.

« Constitutionis istius, dit Schmalzgrueber, usum non in « omnibus religionibus introductum esse : consequenter « singularum consuetudo observanda erit... » — Tom. I, pars I^a, tit. 1, p. 4, n. 7.

5. — Les maîtres, les docteurs, les régents et les autres professeurs de tout art libéral, qu'ils soient clercs ou même laïques, sont obligés à la profession de foi, aux termes de la constitution *In sacrosancta* de Pie IV.

6. — Dans les lieux auxquels s'étendent les prescriptions du concile romain célébré, en 1723, par Benoît XIII, la même profession de foi est obligatoire pour les vicaires généraux, pour les vicaires forains, les procureurs et les promoteurs du fisc épiscopal, les chanceliers et les ministres de la curie épiscopale, ainsi que pour les nouveaux confesseurs. — Voir M^{sr} GRANCLAUDE, *Jus. can.*, p. 119.

113. — Quelle est la formule de profession de foi exigée par les prescriptions canoniques ?

Le concile de Trente n'en détermine aucune; il se contente, dans sa session XXV, chapitre II *De reform.*, de prescrire à ceux qu'il y oblige :

« Ut ea omnia et singula quæ ab hac (Trid.) sancta
« synodo definita et statuta sunt, palam recipiant, nec non
« veram obedientiam summo Romano Pontifici spondeant
« et profiteantur; simulque hæreses omnes a sacris cano-
« nibus et generalibus conciliis... damnatis publice detes-
« tentur et anathematizent. »

Mais Pie IV a imposé une formule spéciale de profession de foi qui oblige, sous peine de nullité de l'acte exigé par la loi Tridentine, comme il le déclare formellement lui-même.
« Juxta hanc et non aliam formam professio prædicta so-
« lemniter fiat. »

Le souverain pontife Pie IX a prescrit, le 20 janvier 1877, d'ajouter à la profession de foi rédigée par les soins de son prédécesseur, Pie IV, une formule relative à la primauté et à l'infaillibilité du Pontife Romain.

« Quapropter Sanctissimus D. N. Pius papa IX... statuit,
« præcepit ac mandat, ut in præcitata Piana formula profes-
« sionis fidei, post verba « *præcipue a sacrosancta Tri-*
« *dentina synodo* », dicatur « *et ab OEcumenico Concilio*
« *Vaticano tradita, definita ac declarata, præsertim de*
« *Romani Pontificis primatu et infallibili magisterio* »,
« utque in posterum fidei professio ab omnibus, qui eam
« emittere tenentur, sic et non aliter emittatur, sub com-
« minationibus ac pœnis a concilio Tridentino et a supra
« dictis constitutionibus S. M. Pii IV statutis.

« Id igitur ubique, et ab omnibus, ad quos spectat, dili-
« genter ac fideliter observetur... »

L'addition relative à la primauté et au magistère infaillible du Pontife Romain imposée par Pie IX est, on le voit, abso-

lument obligatoire, sous peine de nullité et sous les autres peines du droit.

114. — La profession de foi susdite peut-elle être faite par procuration ?

Les anciens canonistes étaient partagés sur cette question, les uns se prononçant pour l'affirmative, les autres pour la négative, comme on peut le voir dans les canonistes, et notamment dans Schmalzgrueber, T. I, p. 4, n. 8.

Mais la congrégation du Concile a tranché la question, en déclarant, à plusieurs reprises, que la profession de foi faite par procureur ne suffit pas et est invalide. — Voir la déclaration des 25 janvier et 9 février 1726, *in causa Catacensi*, — celle du 17 avril 1728, *in causa Toletana*. Une autre déclaration avait été déjà rendue, en 1610, *in causa Valentina*. — Voir FERRARIS, au mot *Beneficiarius*, art. 1, n. 11. — SANTI, *Prælection. jur. can.*, T. I, tit. II, p. 9.

Donc, la profession de foi doit être faite *personnellement*, par le sujet intéressé lui-même.

115. — Quelles sont les peines encourues par ceux qui refusent de faire la profession de foi, dans les termes et la formule prescrits ?

En ce qui concerne les patriarches, les primats, les archevêques et les évêques, il n'y a aucune peine déterminée : elle est laissée à l'arbitre du Souverain Pontife, auquel la cause est déférée.

Quant à ceux qui sont pourvus d'un bénéfice curial, ou d'un canonicat, ou d'une dignité, s'ils omettent de faire ou s'ils ne font pas, dans l'espace de deux mois, à partir de leur prise de possession, la profession de foi prescrite, ils sont privés des fruits qui proviennent de leur bénéfice, après ces deux mois. Il n'en serait pas de même des fruits des deux premiers mois ; ils peuvent les retenir, puisque le concile de Trente ne les en prive pas.

« Nam fructibus, primo bimestri perceptis, Tridentinum
 « non privat, quippe quorum acquisitionem conditioni pro-
 « fessionis emittendæ non alligavit. » — SCHMALZGRUEBER,
 T. I, pars I^a, tit. I, n. 9.

« Privantur, dit aussi M^{gr} Grandclaude, fructibus qui post
 « elapsum bimestre beneficiatis proveniunt; unde quoad
 « primum bimestre fructus retinere possunt, cum beneficiati
 « etiam ultimo die bimestris professionem fidei edere pos-
 « sint. » — *Jus. canon.*, T. I, p. 121.

L'émission de la profession de foi, faite postérieurement
 aux deux mois déterminés, ne donnerait pas le droit de recou-
 vrer les fruits, perdus par la négligence du bénéficiaire à rem-
 plir cette formalité en temps utile; elle lui donnerait seule-
 ment le droit de faire siens, à l'avenir, les fruits de son
 bénéfice, à compter du jour où il a satisfait à la prescrip-
 tion du concile de Trente.

« Professione etiam postea facta, dit Schmalzgrueber, non
 « recuperent (fructus), nec possessio iisdem quoad fructuum
 « istorum perceptionem suffragetur. » — *Ibid.*

Si les bénéficiaires sont privés, par l'omission de la profes-
 sion de foi, des fruits de leurs bénéfices, ils ne sont pas
 privés des distributions quotidiennes, à moins toutefois que
 les bénéfices ou les canonicats n'aient pas d'autres revenus
 que ces distributions.

« Distributiones in materia odiosa, qualis est præsens,
 « non veniunt fructuum nomine, cum exhibeantur cano-
 « nicis, non tituli, sed præsentia, et ministerii personalis
 « intuitu. » — SCHMALZGRUEBER, *ibid.*, p. 5, n. 10.

145. — Toute omission de la profession de foi entraîne-
 t-elle la perte des fruits du bénéfice?

Plusieurs canonistes pensent que l'ignorance, ou l'oubli non
 coupable ou de bonne foi excuserait tant de l'inobservation
 du précepte que de la peine; mais, comme il s'agit ici d'un
 précepte clair et facile, on ne peut pas admettre, en droit,

cette ignorance, qui, si elle existait, par exception, devrait être évidemment prouvée.

Mais, d'après l'opinion commune, l'omission de la profession de foi résultant de l'ignorance ou de l'oubli excuse, il est vrai, de péché mortel, mais elle n'empêche pas le délinquant de perdre les fruits de son bénéfice.

Parce que cette profession de foi extérieure est la condition *sine qua non* du gain des fruits du bénéfice. *Do ut des*, dit équivalement le concile de Trente, dont la loi n'est pas, dans l'espèce, purement pénale, mais *conventionnelle*.

Celui qui a omis de faire la profession de foi dans l'espace de temps déterminé par le concile de Trente est-il tenu de restituer, avant la sentence du juge, les fruits qu'il a indûment perçus?

Plusieurs canonistes, parmi lesquels nous citons Sanchez et Barbosa, pensent qu'il n'y est pas tenu. Pourquoi? Parce que, selon eux, la loi Tridentine, dont il s'agit, est une loi pénale, et qu'une telle loi n'oblige pas avant la sentence du juge, alors même qu'elle infligerait une peine *ipso jure*.

Nonobstant cette opinion, nous devons enseigner et tenir l'opinion commune qui oblige à restitution le bénéficiaire susdit avant la sentence du juge.

Le concile de Trente est formel à cet égard; il déclare nettement que l'omission de la profession de foi empêche l'intéressé de faire siens les fruits de son bénéfice : *Fructus non faciant suos*, et que, par conséquent, il retiendrait, en les gardant, le bien d'autrui, que l'on doit toujours rendre, avant même la sentence judiciaire.

Pourquoi encore? Parce que la loi qui nous occupe n'est pas purement pénale, mais conventionnelle, c'est-à-dire qu'elle établit l'émission de la profession de foi *intra bimestre*, comme condition nécessaire de l'acquisition légitime des fruits du bénéfice.

« Unde possessor, dit M^{sr} Grandclaude, non acquirit fructus, nisi præmissa fidei professione. »

Le savant canoniste ajoute :

« Imo possessio pacifica, etiam triennalis, non juvat omittentem, licet regulæ 36 et 37 Cancellariæ vetent ne turbetur possessor annalis vel triennalis in materia beneficii; nam Concil. Trid. declarat absolute illum, qui omiserit fidei professionem, fructus non facere suos. »

A qui appartient-il de faire condonation des fruits mal perçus, à cause de l'omission de la profession de foi?

Comme il s'agit ici d'une loi générale de l'Église, l'évêque ne peut pas faire cette condonation, comme l'a déclaré la S. Congrégation du Concile :

« Nec Episcopus potest condonare fructus beneficii amissos ob non peractam professionem fidei. »

Le Souverain Pontife seul a qualité pour accorder une telle grâce, qu'il octroie ordinairement par l'organe de la congrégation du Concile, comme on peut le voir par les divers exemples rapportés dans la déclaration de cette congrégation en date du 17 avril 1728.

116. — A qui doit se faire la restitution des fruits indûment perçus dans le cas que nous étudions?

Le concile de Trente ne l'a pas déterminé. Mais presque tous les auteurs sont d'avis qu'on applique ces fruits aux pauvres ou à la fabrique de l'église.

« Communis omnium fere sententia tenet eos esse impendendos, vel in usus pauperum, vel in fabricam ecclesiæ, sicut fructus eorum qui non resident. » — GIRIBALDI, *Additamenta ad tractatum Barbosa de paracho*, pars I^a, cap. iv, n. 21.

TITRE II

DES CONSTITUTIONS

117. — La seconde règle que les Pontifes Romains imposent au juge ecclésiastique dans le *Corpus juris canonici*, c'est la *loi*, car il ne doit pas suivre son propre sentiment, en ses jugements, mais les canons ou les règles de l'Église, qui sont désignés ici sous le titre général de *constitutions*. « Ut
« canonum statuta sine præjudicio ab omnibus custodiantur,
« et nemo in actionibus vel judiciis ecclesiasticis suo sensu,
« sed eorum autoritate ducatur. »

Emmanuel Gonzalez Tellez, expliquant ce titre, commence par affirmer le pouvoir législatif du Pontife Romain dans toute l'Église, et celui des Évêques dans leurs diocèses respectifs.

Il y a dans l'Église un pouvoir législatif, comme dans toute société bien constituée. Or, l'Église catholique est le modèle de toutes les sociétés, puisque c'est Jésus-Christ, le Fils de Dieu, Jésus-Christ, Dieu lui-même, qui l'a établie telle qu'elle existe.

Ce pouvoir souverain appartient au vicaire de Jésus-Christ, au Pape, qui est le chef de l'Église universelle.

En vertu de l'autorité qu'il tient de Jésus-Christ, il peut faire des constitutions ou des lois qui obligent toute l'Église.

Que comprend le mot : *constitutions*?

Il comprend les définitions, les décrets, les lettres décrétales, les rescrits, et généralement toutes les prescriptions et les règles qui émanent des Pontifes Romains, comme chefs

ou recteurs de l'Église universelle. — SOGLIA, *Institutiones juris publ.*, p. 50.

Comment divise-t-on les constitutions pontificales ? Elles se divisent en constitutions *dogmatiques* et *disciplinaires*.

Les constitutions *dogmatiques* sont celles qui concernent la foi et les mœurs.

Les constitutions *disciplinaires* sont celles qui regardent la discipline, les rites sacrés et la police extérieure de l'Église.

I

DES CONSTITUTIONS CONCERNANT LE DOGME ET LES MŒURS

118. — L'autorité de ces constitutions est incontestable. On sait que le Pontife Romain a reçu de Jésus-Christ, dans la personne de saint Pierre, le pouvoir de définir les questions relatives à la foi et aux mœurs. On sait que tous les chrétiens doivent se soumettre à ces sortes de définitions, dans lesquelles son jugement est infaillible et irréfutable, lorsqu'il parle *ex cathedra*. Cette infaillibilité a été déclarée un dogme de foi, au concile du Vatican, par le pape Pie IX, dans sa constitution : *Pastor æternus*.

Voici le texte de cette déclaration :

« Itaque Nos traditioni a fidei christianæ exordio perceptæ
« fideliter inhærendo, ad Dei Salvatoris nostri gloriam, reli-
« gionis catholicæ exaltationem et christianorum populorum
« salutem, sacro approbante Concilio, docemus et divinitus
« revelatum dogma esse definimus :

« Romanum Pontificem, cum ex Cathedra loquitur, id est,
« cum omnium Christianorum Pastoris et Doctoris munere
« fungens, pro suprema sua Apostolica auctoritate doctrinam

« de fide vel moribus ab universa Ecclesia tenendam definit,
 « per assistentiam divinam, ipsi Beato Petro promissam, ea
 « infallibilitate pollere, qua divinus Redemptor Ecclesiam
 « suam in definienda doctrina de fide vel moribus instructam
 « esse voluit ; ideoque ejusmodi Romani Pontificis defini-
 « tiones esse ex sese irreformabiles.

« Si quis autem huic nostræ definitioni contradicere,
 « quod Deus avertat, præsumpserit, anathema sit. » —
Constit. « Pastor æternus », cap. iv.

II

DES CONSTITUTIONS DISCIPLINAIRES

119. — Les Pontifes Romains ont reçu de Jésus-Christ le pouvoir de définir les questions relatives à la foi et aux mœurs : nous l'avons établi. Ils ont aussi reçu de lui le pouvoir de porter des lois réglant dans l'Église le culte divin, l'administration des choses sacrées, les jugements, en un mot, toute la discipline ecclésiastique. Si l'on ne conçoit pas une société quelconque sans une autorité qui puisse la régir par des lois : à plus forte raison l'on ne conçoit pas l'Église, le modèle de toutes les sociétés, sans une souveraine autorité. Le concile de Florence a formulé cette vérité dans la définition suivante :

« Summo Pontifici in Beato Petro pascendi, regendi, et
 « gubernandi universalem Ecclesiam a Domino Nostro Jesu
 « Christo plena potestas tradita est. »

Aussi, usant de leur puissance, les Pontifes Romains ont-ils établi, pour le bien du troupeau chrétien, un grand nombre de lois disciplinaires, qui forment une des branches la plus considérable de la science du droit canonique.

A l'origine, les constitutions pontificales étaient appelées les *Autorités*, pour signifier leur importance et leur poids.

« Priscis temporibus, dit le cardinal Soglia, constitutiones
 « summorum Pontificum *Auctoritates* nominabantur, quo
 « significaretur summam debere apud omnes esse earum
 « vim auctoritatemque. »

Les actes du synode de Palestine, célébré par le pape Victor I^{er}, commencent ainsi :

« Papa Victor Romanæ Urbis Episcopus direxit *auctori-*
 « *tatem* ad Theophilum Cæsariensem. Cum multitudo illa
 « convenit, Theophilus Episcopus protulit *auctoritatem* ad se
 « missam Papæ Victoris. » — *Institutiones jur. publ.*, p. 51.

Le même canoniste ajoute :

« Teste Constantio in pervetusta canonum collectione non
 « alio quam *Auctoritatis* nomine inscribuntur Epistolæ De-
 « cretales. « *Auctoritas* Siricii ad Himmerium, *Auctoritas*
 « Innocentii ad Victricium. »

La constitution *Pastor æternus* affirme le pouvoir du Pontife Romain de porter des lois disciplinaires dans l'Église universelle, lorsqu'il fait une obligation à tous les fidèles et à tous les pasteurs d'obéir au successeur de saint Pierre, non seulement dans les choses concernant la foi et les mœurs, mais aussi en celles qui regardent la *discipline* et le gouvernement de cette Église.

« Sed etiam in iis quæ ad disciplinam et regimen Ecclesiæ... pertinent. »

— Constitutio *Pastor æternus* edita in Sessione IV S. OEcum. Concilii Vaticani, cap. III.

III

POUVOIR DU SOUVERAIN PONTIFE TOUCHANT LES LOIS CIVILES

120. — Le Pontife Romain peut-il établir des lois civiles ?
 Il est certain qu'il peut établir ces lois pour le domaine

temporel de la tiare pontificale, puisqu'il en est souverain temporel, aussi bien que les princes séculiers le sont de leurs États.

Ce point est hors de contestation.

Mais le Pontife Romain peut-il établir des lois civiles obligeant l'Église universelle ?

C'est une question controversée.

Les uns se prononcent pour l'affirmative, appuyés sur les raisons suivantes que nous empruntons à Schmalzgrueber :

« 1. Nicolaus Papa, Mediolanensibus rescribens, Beato Petro « *terreni simul, et cœlestis imperii jura commissa affirmat.* »

« 2. Bonifacius VIII, cum ostendisset in Ecclesiæ potestate duos gladios esse, unum spirituales, alterum temporales, illum in manu sacerdotis, istum in manu regum, « subjungit : *oportet autem gladium esse sub gladio, et « temporalem auctoritatem spirituali subjici potestati.* »

— Extray. *unam sanctam.*

« 3. *Cap. cum haberet. 5. de eo qui duxit, etc.* Pontifex « leges civiles quibus alimenta negantur illegitimis ; *Cap. « Super. 4. de secundis nuptiis*, reprobantes secundas « nuptias ; *cap. Vigilanti. 5, etc. Cap. Fin. de præscript.* « permittentes præscriptionem malæ fidei possessori corrigi, iisque derogat. »

« 4. Pontifex potestatem habet in ipsos Principes, et « regna transfert, prout fecit Leo Papa, dum Imperium Romanum a Græcis ad Germanos tulit. *Clementin. cap. un. « de jurejurando.*

« Ergo multo magis habet potestatem ferendi leges civiles. »

Les autres se prononcent pour la négative. Ils refusent au Pontife Romain le pouvoir direct d'établir des lois civiles en dehors de ses États temporels.

Voici, d'après Schmalzgrueber, les raisons sur lesquelles ils appuient leur sentiment :

« 1. Ex perpetua Ecclesiæ praxi. »

L'Église n'a jamais porté de lois civiles pour une fin purement civile, à moins qu'il n'y eût quelque nécessité spirituelle.

« 2. Ex confessione ipsorum Summorum Pontificum, « libere fatentium quod potestas politica... ac jurisdictio tam « legislativa quam dominativa penes principes sæculares « esse exclusive ad Papam. *Can. quoniam, cap. 13, novit « de judiciis, etc. »*

« Ratio est quia christus solum spiritualem jurisdictionem « Petro et successoribus ejus tribuit, ut fere omnes colli- « gunt ex verbis : *Tibi dabo claves regni cælorum, etc. »*

« Igitur ut temporalem jurisdictionem haberet Pontifex, « debuit illa eidem concedi a Principibus. Atqui de his non « constat hanc potestatem concessisse Pontifici.

« Ergo, etc. »

Cette seconde opinion, embrassée par Molina, Suarez, Palao, Bellarmin et plusieurs autres canonistes modernes, doit être tenue pour la vraie.

On peut réfuter, en quelques mots, les raisons des partisans de la première opinion.

1. Dans les textes qu'ils citent, il ne s'agit pas du pouvoir direct des papes, mais seulement de leur pouvoir *indirect* d'établir des lois civiles, *toutes les fois que le bien spirituel de l'Église le demande.*

2. Ils peuvent, dans ces cas, et alors seulement, *corriger* et *abroger* les lois civiles qui seraient nuisibles au bien spirituel des fidèles.

CONCLUSIONS

1. — Le Pontife Romain peut, au moins pour une fin spirituelle, établir des lois civiles obligeant l'Église universelle.

C'est l'enseignement de presque tous les canonistes et théologiens catholiques, nié seulement par les gallicans, les

joséphistes, les rationalistes, les libéraux, et tous les défenseurs de la politique du jour qui patronnent l'athéisme légal. « Sed hæc doctrina negans, dit M^{gr} Grandclaude, hæresim redolet. »

2. — Le Pontife Romain a le droit de déposer les princes ou de délier les peuples chrétiens de l'obéissance qu'ils leur doivent.

Ce droit, appelé une usurpation par les hérétiques, est affirmé par tous les docteurs catholiques comme un droit public parfaitement établi.

3. — Que le droit dont il s'agit lui soit venu uniquement de la concession des peuples, au moyen âge, comme le veulent quelques-uns ; ou que, selon une autre opinion plus vraie, il émane de Dieu, nous ne le discuterons pas ici ; nous dirons seulement :

Le Pontife Romain, en vertu de la puissance qu'il tient de Jésus-Christ, a le droit de déterminer tout ce qui concerne le bien moral des individus et des peuples. — Voir M^{gr} GRAND-CLAUDE, *Jus. can.*, T. I, p. 127.

IV

POUVOIR LÉGISLATIF DES PRÉLATS INFÉRIEURS AU PONTIFE ROMAIN

121. — Comme le Souverain Pontife peut faire des constitutions ou des lois pour l'Église universelle, les évêques peuvent aussi en faire pour leurs diocèses, *exceptis*, dit Gonzalcz, *rebus Romano Pontifici reservatis aut jam jure communi decisis*.

122. — Non seulement le Pontife Romain et les évêques, mais encore les conciles généraux, nationaux, provinciaux et diocésains ont le pouvoir d'établir des lois.

123. — Les cardinaux peuvent aussi faire des lois concernant l'église dont ils ont le titre : mais ces lois sont limitées à cette église sur laquelle seule s'étend leur juridiction.

124. — Les légats du Siège Apostolique ont le même pouvoir. Leurs lois obligent toute la province soumise à leur autorité, non seulement pendant le temps que dure leur légation, mais encore jusqu'à ce qu'elles n'aient été révoquées par le Souverain Pontife ou par un autre légat. — *can. fin. de offic. legati.*

125. — Les congrégations romaines ont le pouvoir législatif, en ce sens que les déclarations ou les décisions qu'elles rendent, *consulto Summo Pontifice*, ont force de loi dans l'Eglise universelle.

Si ces déclarations sont seulement *compréhensives*, elles expliquent, d'une manière authentique, le sens de la loi.

Si elles sont *extensives*, elles constituent de nouvelles lois ecclésiastiques, pourvu, comme c'est l'hypothèse, qu'elles soient rendues par un mandat spécial du Pontife Romain, et qu'elles soient dûment promulguées.

Le lecteur peut, touchant l'autorité des déclarations des congrégations romaines, se rapporter à ce que nous en avons dit plus haut.

Quant au collège des cardinaux, il n'a pas le pouvoir d'établir des lois, pendant la vacance du Siège Apostolique. Grégoire X l'a expressément déclaré, au concile de Lyon, comme on le lit au chapitre III *De Electione*, au sexte des Décrétales. Cette déclaration de Grégoire X a été confirmée par Clément V, au concile de Vienne.

La raison en est que Jésus-Christ a donné le pouvoir souverain dans son Eglise à Pierre seul, mais non à l'Eglise, ou à quelque collège, en dehors de Pierre. De plus, la puissance du Pontife Romain ne passe pas, le siège vacant, au collège des cardinaux, car cette puissance est toute

personnelle, c'est-à-dire qu'elle ne réside que dans la personne de ce Pontife.

Cela étant, il faut dire que le sacré Collège ne peut pas faire des lois obligeant toute l'Église. On lui accorde seulement le pouvoir, pendant la vacance du Siège Apostolique, de prendre certaines dispositions touchant l'élection du Souverain Pontife, la défense de l'Église et la conjuration des périls qui pourraient la menacer.

Voir SUAREZ, lib. IV, cap. vi, n. 6. — SCHMALZGRUEBER, T. I, n. 12. — M^{sr} GRANDCLAUDE, T. I, p. 131.

126. — Les chapitres des églises cathédrales ont-ils quel-que pouvoir législatif?

Il faut distinguer entre les chapitres *sede vacante*, et les chapitres *sede plena*.

Si le siège épiscopal est vacant, le chapitre de l'église cathédrale peut porter des lois qui obligent tout le diocèse, jusqu'à ce qu'elles soient abrogées par l'évêque successeur.

C'est l'opinion la plus commune embrassée par les docteurs de Salamanque et saint Alphonse, n. 104. Pourquoi? Parce que, quand le siège est vacant, le chapitre succède au pouvoir de l'évêque. « Quia, dit Suarez, ex jure positivo « humano, tunc episcopalis jurisdictio devolvitur ad capitulum. Cap. *Cum omnes*. » — Compendium, T. I, p. 663.

Lorsque le siège épiscopal est occupé, *sede plena*, le chapitre cathédral n'a certainement pas le pouvoir d'établir des lois obligeant tout le diocèse. Il peut seulement, même sans le consentement de l'évêque, porter certaines lois et certains statuts concernant, par exemple, le bon ordre et le gouvernement du chapitre lui-même. « Capitulum Ecclesiæ « cathedralis, dit Suarez, vivente episcopo, potest minora « quædam quæ ad capituli bonum ordinem ac regimen solum « spectant, statuere cum suo decano proximo capite, sine « episcopi confirmatione. Cap. *Cum omnes*. »

Le chapitre n'est tenu d'avoir le consentement de l'évêque que pour les lois et statuts concernant des choses plus graves.

« In gravioribus autem, continue Suarez, quæ ad suæ Ecclesiæ commoda et ad antiquarum consuetudinum observantiam pertinent, requiritur consensus episcopi. Cap. *Cum accessissent.* » — *Ibid.*

Il ne pourrait, par exemple, sans ce consentement, changer les constitutions ou les coutumes légitimes de l'église cathédrale.

Le chapitre d'une église cathédrale ne pourrait pas, même avec le consentement de l'évêque, faire des statuts contraires au droit commun, car les inférieurs n'ont pas le droit de porter atteinte aux lois de leur supérieur.

« Sic, v. g., dit M^{er} Grandclaude, non valeret statum capituli ut non admittantur canonici, nisi probata nobilitate; hoc saltem, si non antea approbaverit Romanus Pontifex. » — *Jus can.* T. I, p. 132.

Les chapitres des collégiales n'ont pas, comme les chapitres des cathédrales, le pouvoir de faire des lois, à moins qu'ils ne l'aient en vertu d'une coutume spéciale ou d'un privilège particulier.

« Sed tantum possunt, dit Suarez, statuere aliquid per modum conventionis aut pacti. » — *Compênd.*, T. I, p. 663.

« Poterunt tamen, dit aussi Palao, in rebus levioribus ordinationes facere tam dispositivas, quam pœnales, vel ratione potestatis dominativæ quam communitas in membra sua ex ipsorum traditione ultronea acquisivit, vel ratione promissionis et juramenti quod singuli præstare de servando dis communitatis statutis assolent. » — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 9, n. 14.

127. — Les communautés religieuses possèdent le pouvoir législatif. Elles peuvent se donner des lois et des statuts; ce pouvoir résulte, et du vœu d'obéissance qu'y émet-

tent tous leurs membres, et de la juridiction que le Souverain Pontife leur accorde pour se gouverner elles-mêmes.

Le pouvoir législatif dans les communautés est exercé quelquefois par le chapitre général, quelquefois par le supérieur de l'ordre et les provinciaux, suivant les règles et les statuts de chaque ordre. — SCHMALZGRUEBER, *ibid.*

V

DE LA PROMULGATION DES CONSTITUTIONS PONTIFICALES

128. — Pour qu'une loi quelconque oblige les sujets, il faut qu'elle ait été promulguée.

La promulgation est, on le sait, la notification authentique d'une loi.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité, mais on ne l'est pas sur le mode ou la forme de cette promulgation.

Dans sa nouvelle LXVI^e, Justinien établit que les nouvelles lois devront être promulguées non seulement dans la ville principale de l'État, mais encore dans chaque province. Mais c'est là une loi *positive* qui aurait pu être différente suivant le gré du législateur. Pourquoi? Parce que ni la nature de la loi elle-même, ni la raison naturelle ne réclament la promulgation des lois dans chaque province. Ne suffit-il pas que ces lois soient suffisamment promulguées, de telle sorte qu'elles puissent parvenir à la connaissance des intéressés?

C'est ce que dit fort bien le cardinal Gotti, *tractatu V. de legibus, quest. 6, dub. 4, num. 1.*

« Spectato solo jure naturali, lex tam civilis quam ecclesiastica, ut subditos obliget, non requirit determinatum promulgationis modum, sed satis est ea promulgatio, quæ

« necessaria et sufficiens est, ut lex morali et humano
 « modo devenire possit in notitiam subditorum, sive sit lex
 « Imperialis, sive Pontificia, sive publica voce præconis,
 « sive per affixionem, sive hoc fiat in Curia tantum, sive in
 « pluribus locis. Et ratio est quia, ex natura rei, ut lex
 « obliget, non requirit aliquam determinatam solemnitatem,
 « quæ observari debeat, sed solum quod sufficienter propo-
 « natur communitati modo, quo mediate vel immediate,
 « simul vel successive in omnium notitiam deveniat. »

A ce sentiment viennent se joindre le sentiment et l'autorité du pape Innocent III, qui répondit, dans les termes suivants, au doyen et au chapitre de Sens :

« Non esse necessarium, cum constitutio solemniter editur
 « aut publice promulgatur, ipsius notitiam singulorum auri-
 « bus per speciale mandatum vel litteras inculcare ; sed id
 « solum sufficit ut ad ejus observantiam teneatur qui noverit
 « eam solemniter editam aut promulgatam. » — *Cap. 1 de Postulatione Prælatorum Decano et capitulo Senonensi.*

129. — En présence de ces graves autorités, quelle est, touchant le mode de promulgation des lois, l'opinion commune ?

La plupart des docteurs enseignent avec raison que la promulgation, faite à Rome, des lois et des constitutions ecclésiastiques, suffit pour obliger tous les fidèles du monde entier à les observer.

Mais, dit-on : comment les constitutions papales publiées à Rome obligeront-elles dans les Indes, en Afrique, en Amérique, en Océanie, pays fort éloignés du centre de la catholicité ?

La nature de la chose et la disproportion des lieux ne demandent-elles pas que la promulgation ait lieu dans tous les diocèses ?

La réponse à cette objection est facile. Il n'est personne assez insensé pour croire que les lois ecclésiastiques obli-

gent, le jour même de leur promulgation à Rome, les nations les plus reculées. L'Église, fondée par Celui qui est la justice même, n'est pas injuste. Il est évident que ses lois, promulguées dans la Ville éternelle, n'obligent là comme ailleurs que ceux qui les connaissent.

« Lex seu constitutio, et mandatum nullos obstringunt, nisi postquam ad notitiam pervenerint eorumdem, aut nisi post tempus intra quod ignorare minime debuissent. » — Cap. 1 *De concessione præbend.*, in 6°.

130. — Pour qu'une loi oblige, suffit-il que sa promulgation soit connue seulement par des rumeurs vagues et incertaines ?

Non, cela ne suffit pas : il faut qu'on la connaisse d'une manière certaine. On ne serait pas, à notre avis, strictement tenu d'observer une loi qui n'arriverait à la connaissance que par l'organe des feuilles publiques. Ces feuilles sont trop souvent l'écho trompé et trompeur de dires et de bruits sans fondement.

131. — Les constitutions dogmatiques touchant la foi et les mœurs ont-elles besoin, comme les lois disciplinaires, de la promulgation faite à Rome ?

Non. N'étant pas des lois, mais des actes par lesquels les Pontifes Romains déclarent que certaines vérités concernant la foi ou les mœurs doivent être crues par les fidèles, ces constitutions n'ont pas besoin de la promulgation proprement dite, qui est nécessaire pour les lois. Il suffit, pour qu'elles obligent, que l'on en connaisse certainement l'existence. Il y a donc cette différence entre l'obligation d'une constitution dogmatique et celle d'une loi disciplinaire : la première oblige dès qu'elle est certainement connue ; la seconde doit, pour opérer cet effet, être préalablement promulguée, à Rome, dans la forme ordinaire. La connaissance de la loi, non encore promulguée, n'engendrerait pas l'obligation de l'observer.

« Leges pontificiæ, dit Tournely, non ante obligant quam
« in singulis provinciis promulgatæ fuerint. » Il s'agit ici
des lois disciplinaires.

Le docte théologien ajoute immédiatement, parlant des
constitutions dogmatiques :

« Quod semel ad fidem pertinere declaratum est, ubique
« bonum, ubique necessario tenendum ut verbum Dei ;
« unde ei adhærendum est, statim ac cognoscitur, sive
« promulgationis via, sive alia quacumque ratione cog-
« noscatur. » — *Prælect. theolog.* Tract. *De leg.*, cap. v,
sect. iv.

Cabassut précise la même doctrine lorsqu'il dit : « Decre-
« tis fidei ligari quicumque privatim illorum habent suffi-
« cientem notitiam, quamvis neque in provinciis promul-
« gata, neque publice recepta fuerint..., et qui in provincia
« dissita certo sciret unum aliquod fidei decretum fuisse
« Romæ ad valvas Apostolorum publicatum, hoc ipso, illi
« acquiescere sufficienter teneretur. » — *Juris canon.*
Theor. et Prax. lib. I, cap. 4, num. 6.

Tous les docteurs, à quelque opinion qu'ils appartiennent
d'ailleurs, sont d'accord sur ce point.

« Constitutiones dogmaticæ de fide et moribus promulga-
« tione non indigent, cum leges non sint, sed ipsa fidei et
« morum doctrina uberius explicata et fidelibus proposita :
« id quo Doctores utriusque sententiæ consentiunt. » —
SOGLIA, *Jur. publ.*, p. 54.

132. — Où se fait la promulgation des lois universelles
de l'Église ou des lois Pontificales ?

Elle se fait à Rome seulement, dans les lieux les plus
fréquentés par le peuple, à savoir : « In Acie Campi Floræ,
« ad valvas curiæ Innocentianæ et Cancellariæ Apostolicæ,
« necnon ad valvas Basilicæ SS. Apostolorum ; et per hanc
« promulgationem vim obligandi, quantum in se est, plenam
« inter fideles nanciscerentur. Hodie tamen publicatio ad

« valvas curiæ Innocentianæ omittitur ob immutatam loci conditionem. »

Santi, auquel nous empruntons cette citation, ajoute :

« Apostolicæ constitutiones, si Romæ publicentur, censentur sufficienter promulgatæ, ac constituuntur in proprio perfectoque esse formali legum ecclesiasticarum. »

Le même canoniste établit ensuite une distinction entre la force obligatoire de la loi, *en général*, une fois qu'elle a été ainsi promulguée, et sa force d'obliger les sujets en particulier, ou *in individuo*. La promulgation est nécessaire, pour que la loi soit constituée dans son être formel et dans son acte premier, *in actu primo*; en ce qui concerne les lois Pontificales, la promulgation faite à Rome suffit pour opérer cet effet.

Cependant l'obligation *in actu secundo*, qui astreint réellement les fidèles à l'observation de la loi, n'urge qu'après que l'on a eu ou que, du moins, on aurait pu avoir connaissance de cette loi dans les lieux particuliers.

Aussi bien, les fidèles sont présumés avoir connu la loi, à moins qu'ils ne prouvent le contraire : c'est encore un effet de la promulgation.

« Ceterum distinguui debet lex ex parte sui et in actu primo, in quantum nempe vim obligandi habeat, a lege in actu secundo, in quantum nempe subditi in individuo reapse obligentur ad legis observantiam. Promulgatio necessaria est, ut lex constituatur in suo esse formali et in actu primo : et quidem pontificiis legibus sufficit promulgatio Romæ facta. Attamen obligatio in actu secundo, qua revera fideles adstringantur a lege, non urget nisi postquam legis notitia habita fuerit, vel saltem haberi potuerit in particularibus locis. Promulgatio autem hoc etiam operatur, ut præsumantur fideles novisse legem, nisi contrarium probent. » — *Prælectiones jur. can.*, T. I, lib. I, p. 19.

VI

DE L'ACCEPTATION DES LOIS ECCLÉSIASTIQUES

133. — L'acceptation des constitutions ou des lois Pontificales dépend-elle de l'examen des Évêques jugeant si elles sont utiles ou nuisibles à leurs diocèses?

Certains canonistes, voulant exalter, outre mesure, l'autorité épiscopale, ont enseigné qu'il appartenait aux Évêques d'examiner préalablement les constitutions ou les lois des Souverains Pontifes, afin d'accepter celles qu'ils jugeaient utiles, et de négliger celles qui leur sembleraient nuisibles à leurs diocésains.

Ces canonistes, que l'on a appelés *Épiscopaliens*, regardent les Évêques presque comme les égaux du Pontife Romain. C'est ainsi que l'un d'eux, Fébronius, n'a pas hésité à affirmer « que les lois papales n'obligent point, à moins qu'elles « ne soient acceptées par les églises particulières ».

Mais, cet enseignement est absolument contraire à la doctrine catholique touchant la primauté de juridiction du Pontife Romain, lequel, selon la définition du concile de Florence, a reçu de Jésus-Christ le plein pouvoir « de paître, de régir et de gouverner l'Église universelle ». Or, comment le Pontife Romain pourrait-il paître, régir et gouverner toute l'Église, dans la plénitude de sa puissance divine, s'il n'a pas le droit souverain de lui imposer des lois, indépendamment du contrôle et de l'acceptation des Évêques?

Cela étant, les constitutions et les lois Pontificales n'ont pas besoin, pour obliger tous les fidèles des divers diocèses, de l'acceptation des Évêques.

Dire le contraire, ce serait ou annuler le pouvoir suprême et universel du chef de l'Église, ou ne lui accorder qu'un

simple pouvoir de direction, puisque le Pape, dans cette hypothèse, ne ferait pas, à proprement parler, les lois, mais les proposerait seulement.

Mais, objectera-t-on, si les constitutions des Pontifes Romains paraissent certainement inopportunes, ou même nuisibles à leurs diocèses, les Évêques doivent-ils les accepter et les promulguer quand même ?

Dans ce cas, les Évêques peuvent et doivent en faire simplement l'observation au Souverain Pontife, en lui exposant les raisons qui leur paraissent s'opposer à l'opportunité ou à l'utilité de ces constitutions ?

« In his itaque circumstantiis, dit Benoît XIV, Episcopus
 « intelligens Apostolicæ Sedis legem in Diocesi sua noxium
 « aliquem effectum producturam esse, non modo suas Ro-
 « mano Pontifici rationes representare non prohibetur, quin
 « potius ad id omnino tenetur. Neque Romani Pontifices
 « unquam renuerunt inferiorum rationibus aures præbere ; et,
 « quoties has satis validas esse agnoverunt, minime recusa-
 « runt aliquas provincias aut dioceses a generalium constitu-
 « tionum suarum lege eximere. » — *De synod. dioces.*,
 lib. IX, cap. XIII, n. 3.

Après avoir cité quelques exemples d'Évêques recourant au Pape, dans le cas que nous étudions, le savant Pontife ajoute, pour la gouverne des prélats qui exercent le même droit de recours auprès du Siège apostolique :

« Sed ita tamen agere debent ut et probabilibus causis se
 « ad id adductos ostendant, et debitam Apostolicæ Sedi
 « reverentiam servant, utque demum, si Pontifex, auditis
 « eorum rationibus, in priori sententia perseveraverit,
 « prompti sint ac parati tum exequendis mandatis, tum
 « legum observantiæ in suis diocesis. » — *Ibid.*, n. 9.

Il n'est pas besoin de dire qu'il ne s'agit pas ici des constitutions dogmatiques des Pontifes Romains, que les Évêques et les fidèles doivent accepter sans observation.

Il ne s'agit que des constitutions disciplinaires qui, utiles à la plupart des provinces et des diocèses, seraient inopportunes pour quelques autres. Quant à celles qui concernent les rites sacrés, les cérémonies, les sacrements, la vie des clercs, elles doivent être acceptées purement et simplement, sans que les inférieurs puissent les discuter.

« Ideoque Apostolicæ Sedis decreta, quæ circa ea prodire
« contingent, inferiorum judicio et censuræ nullo modo sub-
« jecta esse debent. » — *Ibid.*, n. 3.

VII

DE L'EXEQUATUR OU DU PLACET DU POUVOIR CIVIL

134. — Que penser de l'*exequatur* ou *placet* du pouvoir civil, est-il nécessaire pour que les constitutions Apostoliques reçoivent leur effet ?

Malgré les prétentions de ce pouvoir, les constitutions Apostoliques, quelles qu'elles soient, n'ont pas besoin de cet *exequatur* pour obtenir leur effet.

Il a été défini que non seulement le clergé, mais les princes eux-mêmes, ainsi que tous les laïques chrétiens, sont soumis à la puissance gouvernementale du Pontife Romain dans l'ordre des choses qui regardent la fin propre de l'Église.

« Definimus, dit le concile de Florence, sanctam Aposto-
« licam Sedem et Romanum Pontificem successorem esse
« Beati Petri principis Apostolorum, et verum christi vica-
« rium, totiusque Ecclesiæ caput, et omnium christianorum
« patrem et doctorem existere, et ipsi in B. Petro pas-
« cendi, regendi et gubernandi universalem Ecclesiam
« a Domino nostro Jesu Christo plenam potestatem tra-
« ditam esse. »

Or, les princes ne seraient pas soumis au pouvoir du

Pontife Romain, si l'effet des constitutions Apostoliques dépendait de leur consentement ou de leur *placet*, soit que ces constitutions concernassent le dogme ou la discipline, soit qu'elles fussent des rescrits accordés en faveur de simples fidèles, comme les dispenses matrimoniales. On n'est pas en effet soumis à une autorité dont on peut, à son gré, frapper les actes de nullité.

Au surplus, s'il était loisible au prince séculier d'en agir ainsi avec le chef de l'Église, alors ce dernier n'y aurait plus cette primauté d'honneur et de juridiction, ce pouvoir libre et indépendant qu'il a reçus de Jésus-Christ.

135. — Mais la coutume du *placet* ou de l'*exequatur* du prince civil ne peut-elle pas constituer un droit en faveur de ce prince ?

Supposé qu'une pareille coutume existât quelque part, elle n'existerait que par la violence et malgré le Pape, et à ces titres elle ne pourrait constituer un droit.

Une coutume contraire à la liberté et à l'immunité de l'Église ne vaut jamais : c'est un principe de droit incontesté. Au chapitre *Cum Terra*, 4 *De elect.*, on lit ce qui suit : « Quia igitur hoc redundat in gravamen et perniciem « ecclesiasticæ libertatis, præscriptam consuetudinis pravita-
« tem sancimus penitus abolendam. »

De plus, une coutume qui existe, malgré les réclamations du chef de l'Église, manque de force : c'est ce que dit fort bien Reiffenstuel : « Ut proinde ob expressam contradic-
« tionem Principis seu Papæ, actumque contrarium ipsius to-
« ties renovatum, numquam intervenire possit legalis ejus-
« dem consensus, ac tempus ad præscribendam rite talem
« consuetudinem de jure requisitum. » Or, tout le monde sait que les Pontifes Romains ont toujours protesté contre cette coutume. Le *Corpus juris* est plein de ces protestations qu'il est superflu de citer ici.

Le pape Pie IX, dans sa lettre touchant le schisme de Goa,

en date du 9 mai 1853, appelle *abominable* et *impie* l'erreur de ceux qui oseraient soutenir que le pouvoir spirituel peut être restreint, prescrit ou aboli, au gré et suivant le bon plaisir des hommes. Voir les annales : *La Scienza e Fede*, vol. xxvi, page 404.

Les évêques du royaume de Naples réclamèrent, dans le même sens, contre le décret de Victor-Emmanuel publié à Turin, le 5 mars 1863, relativement au *placet* ou à l'*exequatur* royal.

« Que Votre Majesté daigne écouter, disaient-ils, les réclama-
« tions des évêques qui, obligés par leur conscience, élè-
« vent la voix en faveur de la religion et de la justice.

« Qu'elle soit assurée que si, pour éviter de plus grands
« maux, ne pouvant faire autrement, les bons catholiques se
« soumettent à ce décret, en demandant, dans les occasions,
« l'*exequatur* royal, cela ne servira jamais à lui donner de
« la force, parce qu'il demeurera toujours une opposition vi-
« vante et déplorable à toute loi divine et humaine.

« Un ordre injuste et nul, dès le principe, ne devient pas
« juste et valable avec le temps, par l'accomplissement invo-
« lontaire et forcé du peuple. »

« Sia certa... che cio non servirà mai ad afforzarlo, rima-
« nendo sempre viva e deplorabile la opposizione del mede-
« simo ad ogni legge divina ed umana. Chè un ordine in-
« giusto e nullo fin dal principio non diventa giusto o valevole
« col progresso del tempo, per lo adimpimento involontario
« e forzato del popolo. » — *La Scienza e Fede*, vol. XLIX,
page 306.

136. — Mais les Souverains Pontifes n'ont-ils jamais ac-
cordé le privilège de l'*exequatur* ?

On ne peut citer aucun exemple d'une pareille concession
qui serait directement opposée à la liberté et à l'indépendance
du chef de l'Église. Dans tous les concordats consentis par le
Saint-Siège avec les gouvernements civils jusqu'à Pie IX, on

trouve toujours la même formule qui sauvegarde sur ce point les droits inaliénables du Saint-Siège. « *Episcoporum, cleri, et populi communicatio cum Sancta Sede in rebus spiritualibus et negotiis ecclesiasticis prorsus libera erit.* »

Mais Benoît XIII n'a-t-il pas accordé le privilège de l'*exequatur* au roi de Sardaigne ?

Pas davantage. Dans son instruction sur l'immunité et le libre exercice de la juridiction ecclésiastique dans les États de Sardaigne, Benoît XIV l'exprime formellement :

« Dans le concordat avec le Souverain Pontife Benoît (XIII), il est question de l'exécution des brefs et bulles Apostoliques, comme on peut l'y voir. Or, il tolère seulement le simple *visa*, sans qu'on puisse y apposer aucun sceau, ou mettre aucun décret relatif à l'exécution des dites bulles et brefs... *Fu tollerata la semplice visura senza porre alcun segno, o fare alcun decreto* in ordine alla esecuzione sopra dette bolle et brevi. »

Benoît XIV ajoute : « Il faut excepter, même du simple *visa*, les bulles dogmatiques en matière de foi, les bulles et brefs qui règlent les mœurs, les bulles touchant les jubilé et les indulgences, les brefs de la Sacrée Pénitencerie et les lettres que les Congrégations romaines écrivent aux Ordinaires, ou à d'autres personnes pour informations. » — §§ 11-20.

On le voit donc : la tolérance du simple *visa*, avec défense d'apposer sur les lettres Apostoliques aucun sceau ou décret, ne peut être appelée une concession de l'*exequatur* ou *placet* royal.

137. — Mais, nous objectera-t-on, que faites-vous du premier des articles organiques ainsi conçu :

« Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni au-

« trement mis à exécution, sans l'autorisation du gouverne-
« ment. »

Nous répondons que les articles organiques n'ont aucune valeur ni au point de vue civil, ni au point de vue canonique, puisqu'ils ne font pas partie du concordat de 1802, auquel ils ont été ajoutés frauduleusement.

Le Souverain Pontife Pie VII réclama, dès qu'ils parurent, contre ces articles organiques, par son légat, le cardinal Caprara.

Dans la convention passée entre le même pontife et le roi Louis XVIII, le 11 juin 1817, ces articles furent déclarés frauduleux et abrogés, comme tels, en ce qu'ils avaient de contraire aux lois de l'Église.

Art. 3. — « Les articles, dits *organiques*, qui furent
« faits, à l'insu de Sa Sainteté et publiés sans son aveu, le
« 8 avril 1802, en même temps que le dit *concordat* du
« 15 juillet 1801, sont abrogés, en ce qu'ils ont de con-
« traire à la doctrine et aux lois de l'Église. »

138. — Comment devraient se conduire les Évêques, Vicaires généraux et Officiaux, en présence des puissances civiles qui prétendraient faire dépendre de leur consentement ou *placet* l'effet des lettres Apostoliques touchant les dispenses matrimoniales?

Ils devraient ne tenir aucun compte de cette vaine prétention qui ne peut atteindre les dites lettres, comme le déclare le pape Léon X, dans sa constitution de l'année 1518, commençant par ces mots : « *In supremo statuimus et ordi-*
« *namus quod iudices et executores in litteris Apostolicis*
« *pro tempore deputatis, ac notarii et tabelliones super his*
« *requisiti, litteras ipsas Apostolicas, sine alicujus personæ,*
« *eujuscumque ecclesiasticæ vel mundanæ dignitatis fuerit,*
« *licentia vel consensu exequi possint ac debeant.* »

139. — En présence de ces dernières paroles de la constitution *In supremo* de Léon X, défendant aux délégués

Apostoliques de demander l'*exequatur*, avant d'exécuter les lettres qu'ils tiennent du Saint-Siège, comment ces mandataires doivent-ils agir, dans le cas où le gouvernement civil l'exigerait sous des peines graves ?

A cette question, la Sacrée Pénitencerie a répondu, une première fois, dans une instruction publiée le 6 octobre 1860, n° 10, et une seconde fois, le 10 décembre de la même année, n° 15.

Voici le texte de la demande : « Come debbono rego-
« larsi gli Ordinarii intorno al regio Placet et Exequatur, che
« il governo pretende intorno alle bolle, brevi e rescritti
« pontificii ? » — Comment les ordinaires doivent-ils se
comporter touchant le *placet* ou l'*exequatur* royal, que le
gouvernement prétend exiger à propos des bulles, brefs et
rescrits pontificaux ?

La Congrégation a répondu : On ne doit pas inquiéter les
personnes privées qui, pour éviter des condamnations, re-
courent au gouvernement pour le *placet* royal ou l'*exequa-
tur* ; mais les Ordinaires doivent, autant qu'ils le pourront,
se tenir passifs en ce point ; que s'ils étaient interrogés par
le gouvernement au sujet de ces pétitions, ils devraient ma-
nifester leur sentiment, suivant les lois de la justice et la
forme des sacrés canons. « Non esse inquietandas privatas
« personas quæ, ut se servant indemnes, ad gubernium pro
« regio Placet seu Exequatur recurrunt ; verum Ordinarii
« hac in re quantum poterunt passive se habeant ; et si
« a gubernio super ejusmodi petitionibus interrogati
« fuerint, juxta leges justitiæ, et ad formam Sacrorum
« Canonum sententiam suam patefaciant. »

140. — De tout ce que nous venons de dire, tirons les
quatre conclusions suivantes :

1.

Les constitutions Pontificales, quelles qu'elles soient, sous

quelque forme qu'elles se produisent, quelque nom qu'on leur donne : lois, bulles, décrets, brevs, rescrits, etc...; les définitions ou décrets des conciles généraux ; les statuts ou ordonnances des Évêques, des chapitres, le siège vacant, etc., n'ont pas besoin, pour opérer leur effet, de l'*Exequatur* ou du *Placet* de l'autorité civile dont ils sont absolument indépendants.

2.

La doctrine qui enseigne le contraire est fausse et erronée, puisqu'elle est contraire à l'enseignement de l'Église.

3.

Cette doctrine est *impie, perverse et très funeste, et opposée à la primauté divine et aux droits du chef de l'Église*, comme l'a déclaré Pie IX dans sa constitution du 9 mai 1853 et dans sa célèbre allocution du 3 novembre 1855.

4.

Elle est opposée au pouvoir législatif des Évêques dans leurs diocèses, car, pas plus que pour les lois Pontificales, l'État civil ne peut exiger l'*Exequatur* ou le *Placet* pour les ordonnances épiscopales.

Voir GIOVINE, *De dispensationibus matrimonialibus*, T. I, p. 226.

Les Pères du concile du Vatican s'expriment, de la manière suivante, sur l'opinion de ceux qui prétendent que le Pape n'est pas libre de communiquer directement avec les pasteurs et les fidèles du monde catholique sans l'*exequatur* ou le *placet* de l'autorité civile :

« Quare damnamus ac reprobamus illorum sententiam,
 « qui hanc Supremi Capitis cum pastoribus et gregibus com-
 « municationem licite impediri posse dicunt, aut eandem
 « reddunt sæculari potestati obnoxiam, ita ut contendunt,

« quæ ab Apostolica Sede vel ejus auctoritate ad regimen
 « Ecclesiæ constituuntur, vim ac valorem non habere, nisi
 « potestatis secularis placito confirmentur. » — *Const. Pastor Æternus*, cap. III.

VIII

DU SUJET DES LOIS ECCLÉSIASTIQUES

Le sujet d'une loi est celui qui est soumis à cette loi.

Quels sont ceux qui sont soumis aux lois ecclésiastiques ou canoniques ?

Ces lois sont, on le sait, ou dogmatiques, ou disciplinaires.

141. — Aux lois dogmatiques sont soumis tous les chrétiens ou tous les baptisés, fussent-ils hérétiques, schismatiques ou apostats, cela est évident.

De plus, y sont soumis encore tous les hommes, quels qu'ils soient, n'auraient-ils pas même reçu le baptême.

Pourquoi ? parce que la loi dogmatique impose à la croyance de l'homme une vérité divinement révélée. Or, Dieu parlant par l'organe infallible de son Église, dans la définition de cette vérité, toutes les créatures humaines doivent y adhérer, puisque toutes doivent soumettre leur raison à la foi.

« *Definitio legis dogmaticæ, dit de Camillis, legem pro-*
 « *prie non condit, sed per infallibile magisterium Ecclesiæ*
 « *certos nos reddit quod aliquod dogma in revelatione con-*
 « *tinetur, nempe quod a Deo ipsa lex illa processit. Porro,*
 « *quando hoc constat, non tantum christiani, sed omnes quot-*
 « *quot subjecti sunt Deo revelanti, omnes quos obligat jus*
 « *divinum positivum, omnes enim ad fidei assensum obli-*
 « *gantur.* » — T. I, pp. 33 et 34.

142. — Aux lois disciplinaires universelles, c'est-à-dire obligeant l'Église entière, sont soumis tous les chrétiens, fussent-ils hérétiques, schismatiques ou apostats. « Si qui-
« dem, dit le même canoniste, *lex fuerit generalis, illi sub-*
« *jiciantur non tantum omnes de Ecclesia, sed omnes chri-*
« *stiani.* — *Ibid.*, p. 35.

143. — Aux lois disciplinaires, qui sont particulières, c'est-à-dire n'obligent pas toute l'Église, sont soumis seulement les sujets de l'autorité qui a établi ces lois. Telles sont, par exemple, les lois qui concernent une province, un diocèse, une communauté religieuse..... Ces lois n'obligent que ceux pour qui elles ont été édictées.

« *Subsunt juri autem particulari, illi dumtaxat qui aucto-*
« *ritati illi particulari subditi sunt.* » — *Ibid.*, p. 36.

144. — Les infidèles et les catéchumènes ne sont pas soumis aux lois ecclésiastiques, puisqu'ils sont en dehors de l'Église, qui n'a sur eux aucune juridiction. Ils sont seulement soumis aux lois naturelles et divines. — Voir SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 18, n. 35.

Les enfants qui n'ont point encore l'usage de leur raison ne sont point soumis non plus aux lois ecclésiastiques. Pourquoi? Parce que l'usage de la raison est le fondement de l'obligation d'obéir à ces lois.

Mais si les lois ecclésiastiques n'obligent pas ces enfants, il semble que, *de se et in actu primo*, les lois naturelles les obligent, parce que l'obligation de ces lois est fondée sur la nature elle-même, qui, de soi, est capable de raison. Cependant, jusqu'à ce qu'ils jouissent de l'usage parfait de leur raison, ils sont excusés de tout péché, quand ils les transgressent. — PALAO, Tr. III, D. 1, p. 24, § 2, n. 3.

145. — Le législateur est-il obligé lui-même d'observer les lois qu'il impose à ses sujets?

Il faut établir ici une distinction. Ou le législateur est une collection d'individus, comme, par exemple, un chapitre, une

communauté... Dans ce cas, il est certain que tous les membres du chapitre ou de la communauté sont obligés d'obéir aux lois qu'ils ont portées eux-mêmes. « Ratio est, dit « Schmalzgrueber, quia eatenus non sunt magistratus, sed « subditi. »

Ou bien le législateur est un seul individu, par exemple, le Pape, un Évêque, un Prêlat quelconque : dans ce cas, suivant l'opinion assez commune, il ne paraît pas qu'il soit directement obligé d'observer ses propres lois, en tant qu'elles sont *siennes* ; il ne serait soumis à cette obligation qu'indirectement, c'est-à-dire, à raison du scandale ou de l'équité naturelle. — Voir SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 19, n. 36.

Suivant d'autres docteurs, le législateur serait tenu directement et *per se* d'observer ses propres lois en conscience, ou *quoad vim directivam legis*. « Ratio, dit M^{sr} Grand-« claude, suadet illam sententiam ; nam jus naturale dictat « principem debere præluere suis subditis in observantia « legum, cum præ cæteris teneatur studere bono communi. » — T. I, p. 142.

IX

DE L'INTERPRÉTATION DES LOIS

146. — L'intention du législateur est que l'on cherche dans la loi l'esprit qui l'a dictée et la mesure de l'obligation qu'elle impose. C'est pourquoi toute loi doit être interprétée selon l'intention du législateur. « Non debet aliquis verba « considerare, sed voluntatem. » — *Can. humanæ* II, *caus.* 22, q. 5.

Qu'est-ce que l'interprétation d'une loi ?

C'est l'explication par des termes plus clairs des termes ou de la pensée de cette loi.

Cette interprétation est ou authentique, ou usuelle, ou doctrinale.

L'interprétation *authentique* est celle qui se fait par une autre loi portée pour expliquer la première : elle a la même autorité que la loi elle-même.

L'interprétation *usuelle* est celle qui est introduite par l'usage et la coutume : aussi a-t-on dit de la coutume législative qu'elle est la meilleure interprète des lois : *optima legum interpretres consuetudo*.

L'interprétation *doctrinale* est celle qui est due à la science et à l'habileté des docteurs privés.

L'interprétation est encore *stricte* ou *large*, suivant qu'elle se fait strictement selon la propriété naturelle des mots, ou largement, dans un sens plus favorable à la liberté.

Elle est *simple* ou *extensive*, suivant que les mots sont pris dans le sens qu'ils expriment : *ut sonant*, ou dans un sens plus étendu : *ultra eorum sensum naturalem*.

147. — L'interprétation doctrinale est-elle obligatoire ?

Comme elle n'émane ni du législateur lui-même, ni de l'usage, mais seulement de savants ou de docteurs privés, elle n'impose aucune obligation. Elle produit cependant la probabilité, puisque, en toute chose, on doit tenir compte du jugement des hommes instruits. Bien plus, lorsque les docteurs sont communément unanimes à expliquer une loi, dans le même sens, on doit accepter leur explication. « Nam
« si in alicujus legis intelligentia omnes interpretes conve-
« niant, faciunt humanam certitudinem, et regulariter lo-
« quendo etiam inducunt obligationem servandi legem, et
« utendi illa in praxi juxta talem interpretationem. » — *De legibus*, lib. VI, C. 1, n. 6. SUAREZ.

Si, au contraire, les interprètes sont divisés, il faut considérer, avec soin, la valeur des raisons apportées par chacun de ces interprètes et leur autorité personnelle. « At
« vero, ajoute Suarez, ubi variæ sunt doctorum interpreta-

« tiones, juxta pondus rationum et doctorum auctoritatem
« judicandum est. » — *Ibid.*

148. — Quelles sont les règles à observer dans l'interprétation des lois ?

Les canonistes en formulent un grand nombre : nous nous bornerons à citer avec Gury les quatre suivantes :

— On doit prendre les termes de la loi dans leur acception propre et usuelle, à moins qu'il n'en résulte quelque chose d'absurde ou d'injuste.

— Dans le doute sur le vrai sens d'une loi, on doit rechercher l'intention du législateur, ou la fin de cette loi, et les circonstances antécédentes et conséquentes. « Quoties
« idem sermo duas sententias exprimit, ea potissimum acci-
« pietur quæ rei gerendæ aptior est. » — *Regula juris*,
68. FF. *de regulis juris*.

— La loi pénale et odieuse doit, dans le doute, être interprétée dans le sens restreint et bienveillant. *Odia sunt restringenda*, dit la maxime du droit.

— Les lois favorables doivent être interprétées largement, suivant l'autre axiome juridique : *Favores sunt ampliandi*.

149. — Lorsque la même raison existe, doit-on étendre la loi d'un cas à un autre, qui n'est pas compris sous les termes de cette loi ?

On le doit, toutes les fois que l'on pourrait, s'il en était autrement, accuser le législateur ou d'injustice, ou d'imprudence, ou d'absurdité : ce qui aurait lieu dans les cas suivants :

1. — Dans les circonstances corrélatives — *in correlativis*. — « Et hine, dit Schmalzgrueber, quia maritus ab
« adulterio uxoris eximitur ab obligatione reddendi debi-
« tum, etiam uxor eximitur, si adulterium commissum sit a
« marito, quod maritus et uxor ad imparia judicari non de-
« beant. »

2. — Dans les choses pareilles ou équivalentes — *in æquiparatis*. — « Et hinc fit si excommunicatio lata sit in « surripientem centum florenos, eamdem incurrit qui surripit torquem ejusdem pretii. » — *Ibid.*

3. — Dans les choses connexes — *in connexis*, — c'est-à-dire, quand une chose est subordonnée à l'autre ou y est contenue, comme la partie dans le tout, ou l'imparfait dans le parfait. « Et hinc qui dispensare cum illegitimo potest ad « sacerdotium etiam dispensare potest ad minores ordines ; « qui potest condere testamentum, etiam potest condere codicillum, etc. » — *Ibid.*, T. I, p. 23, n. 48.

X

DE LA CESSATION DES LOIS

150. — Une loi cesse de diverses manières ; elle peut cesser :

1. — Par *abrogation* ou par *dérogação*, suivant que le législateur l'abolit totalement ou partiellement.

2. — Par la *cessation de la cause finale* pour laquelle elle a été portée : on comprend que, cette cause cessant, le législateur ne puisse plus raisonnablement exiger l'accomplissement de sa loi.

3. — Par la *désuétude* ou la *coutume contraire*, revêtue des conditions légitimes. Dans ce cas, on le présume : la volonté du supérieur est que la loi ne continue pas à obliger. C'est l'opinion très commune.

4. — La *dispense* fait aussi cesser une loi.

Si la dispense est momentanée, la loi ne cesse que momentanément.

Si elle est perpétuelle, celui qui l'a obtenue est dispensé, pour toujours, de la loi. Dans ce cas, la dispense prend le nom de privilège.

Nous aurons occasion, dans le cours de cet ouvrage, de parler du pouvoir de dispenser de la loi et des causes légitimes de la dispense.

Le lecteur trouvera, dans les traités de théologie morale, comme dans les canonistes, d'amples notions sur les lois en général et sur les lois ecclésiastiques en particulier.

TITRE III

DES RESCRITS

151. — Il y a une grande affinité entre les rescrits et les constitutions, car les uns et les autres émanent de l'autorité Pontificale, et ont force de loi, dans leurs sphères respectives.

Aussi, après avoir parlé des constitutions, est-il naturel de parler des rescrits.

Qu'est-ce que le rescrit ?

Ainsi que le mot l'indique, c'est une réponse écrite : *rescribere*, *rescriptum*.

Dans le sens spécial où nous l'employons ici, le rescrit est une réponse donnée par le Souverain Pontife, quelquefois *motu proprio*, le plus souvent après consultation, à certaines personnes qui lui demandent ou une décision sur un point de droit, ou une grâce quelconque.

On distingue les rescrits en rescrits de justice et en rescrits de grâce.

Les rescrits de *justice* sont ceux qui émanent du Pontife

Romain répondant à une question de droit : « Ea quæ Ponti-
« fex scriptis mandat, dit Soglia, cum de jure respondet,
« *rescripta justitiæ* dicuntur. »

Les rescrits de *grâce* sont ceux qui émanent du Pontife Romain, pour accorder à des suppliants une grâce quelconque, soit *præter jus* ou *contra jus commune*.

Donc, dans les rescrits de justice, le Pape explique les doutes qui lui sont proposés sur des points de droit. « Consul-
« tationibus respondere cogimur singulorum, et quæ viden-
« tur dubia Apostolicæ circumspectionis providentia decla-
« rare. » — Lib. I decretal, Tit. III, cap. I.

Donc, par les rescrits de grâce, il accorde une faveur, un bienfait, un privilège quelconque.

Les rescrits peuvent parfois être *mixtes*, c'est-à-dire contenir en même temps une grâce et une justice.

Tel serait, par exemple, le rescrit par lequel le Pontife Romain accorderait au mandataire le pouvoir de conférer un bénéfice, et celui de forcer judiciairement ceux qui s'opposeraient à cette collation.

Dans le doute sur la nature d'un rescrit, on doit présumer que c'est un rescrit de justice et non de grâce. La raison en est qu'il est de principe que la grâce ne se présume pas, mais se prouve.

« Porro in dubio, dit Schmalzgrueber, præsumitur esse
« *rescriptum justitiæ*, non *gratiæ*; nam qui *gratiam* allegat,
« eam probare debet. » — T. I, p. 32, n. 3.

I

DE L'AUTORITÉ DES RESCRITS

152. — Dans le droit civil, il paraît, dit le cardinal Soglia, qu'il était jadis de règle que les rescrits n'avaient force de

loi que dans les causes et pour les personnes qu'ils concernaient.

Mais il n'en est pas de même dans le droit canonique.

Quelle est l'autorité des rescrits dans le droit canonique?

Nous laissons la réponse au cardinal Soglia.

« At in jure canonico, dit ce sage canoniste, plerique putant rescripta justitiæ, quibus peculiares quæstiones deciduntur, vim legis generalis habere, quamvis nec auctoritate publica in Codicem relata sint, nec aliud continent, ex quo compertum sit Pontificem voluisse generalem legem condere. » — *Institutiones juris publici*, p. 61.

Il appuie son sentiment sur le texte suivant d'Innocent III, au chapitre 19. *de Sententia et re judicata*.

« In causis, quæ summi Pontificis judicio deciduntur, et ordo juris et vigor æquitatis est subtiliter observandus, cum in similibus casibus ceteri teneantur similiter judicare; nisi forte cum aliquid, causa necessitatis aut utilitatis inspecta, dispensative duxerit statuendum. »

Aux termes de ce texte, deux conditions sont requises pour que les juges inférieurs doivent suivre, dans leurs jugements, les rescrits ou les décisions du Pontife Romain.

1. Il faut que les cas soient tout à fait semblables : « *in similibus casibus*. »

2. Il faut que la décision du Souverain Pontife soit un véritable rescrit et non une dispense, car, on le sait, les dispenses n'ont de valeur que pour les concessionnaires et dans les circonstances spéciales pour lesquelles elles ont été octroyées.

Cette opinion, qui est la plus commune parmi les canonistes, est combattue par plusieurs. Selon eux, quand le Pontife Romain répond par un rescrit, il n'a pas l'intention d'établir un droit nouveau. Il n'y parle pas en législateur, mais en simple juge. De plus, le droit entre particuliers — *jus inter privatos dictum* — concerne l'utilité privée, et

non le bien public : il a donc besoin, pour obliger partout, d'une promulgation publique.

« Verumtamen, dirons-nous avec le cardinal Soglia, in
« medio relictâ quæstione, illud apud omnes certum est
« epistolas sive rescripta Pontificis legem dubiam interpre-
« tantis jus commune constituere, etiamsi ad privatam con-
« sultationem data fuerint ; tunc enim Pontifex legislatoris
« personam gerit, hinc Innocentius III, cap. 9 de *voto* ; sic
« statuit : « Ex consultatione, quam ad inquisitionem tuam
« super negotium cruce signatorum olim edidimus, viam
« invenisti ad alias quæstiones, et utrum, quod in ea dici-
« tur, jus constituat generale. Ad hoc igitur respondemus
« quod in consultatione nostra jus editur. » — *Ibid.*, p. 62.

II

DE LA FORME DES RESCRITS

153. — Les rescrits pontificaux sont rédigés dans un style spécial qu'il est nécessaire de connaître pour juger de leur authenticité.

Il y a des expressions particulières concernant le Pontife Romain lui-même, et d'autres concernant la personne à laquelle ces rescrits sont adressés.

Par exemple, le nom du Souverain Pontife, l'année de la nativité, ou de l'incarnation, et du pontificat, s'y trouvent toujours.

Quand les rescrits sont adressés à des Patriarches, à des Archevêques, à des Évêques, ces divers prélats y sont appelés : *Fratres* ; les clercs inférieurs aux Évêques, les laïques, quels qu'ils soient, même les rois et les princes, y sont appelés : *Filii*.

Les rescrits sont expédiés ou sous forme de bref, ou sous forme de bulle.

154. — Qu'entend-on par un bref Apostolique ?

« Nomine brevis Apostolici, dit Ferraris, veniunt illæ
« litteræ pontificiæ quæ in membranis subtilibus et candi-
« dis, caractere latino, nitido, eleganti ac intelligibili sunt
« descriptæ, et non sigillo plumbeo, sed cera rubea chordu-
« lis lineis inclusa, sub annulo Piscatoris sunt signatæ, ac
« manu Secretarii subscriptæ.

« Dicuntur brevia, quia res in ipsis contentæ conscribun-
« tur summatim et in brevioribus verbis quam in bullis, in
« quibus magis pontificia dignitas longiori sermone expli-
« catur.

« Vel etiam, cum interdum prolixitate sua non corre-
« spondeant hujus nominis etymologiæ, dicuntur *brevia* ex
« eo quia in brevibus materiis, seu breve negotium concer-
« nentibus, concedi solent. »

155. — Qu'entend-on par une bulle Apostolique ?

« Nomine bullæ, ajoute Ferraris, veniunt illæ litteræ pon-
« tificiæ quæ expediuntur sub plumbo, sive sigillo plumbeo
« pendente ex chordulis, conscriptæ in membrana magis
« nigra et rudi, atque antico caractere gothico. »

Désormais les bulles ne sont plus écrites en caractères *gothiques* ou *teutoniques*, mais en caractères ordinaires. Léon XIII, *motu proprio*, a complètement supprimé et déclaré aboli, le 29 décembre 1878, l'usage de ces caractères pour les raisons suivantes :

« Cum experientia compertum fuerit caractere theutonico,
« vulgo *bollatico*, utpote ab usu communi remoto littera-
« rum Apostolicarum lectioni difficultate mingerere et earum-
« dem remorari expeditionem quousque authenticum exem-
« plar, *transumptum* nuncupatum, signatum fuerit. »

Rebuffe, expliquant la trente-quatrième règle de la Chancellerie, dit : Si la bulle est expédiée en matière de grâce — *in materia gratiæ*, — le sceau en plomb est suspendu à un cordon de soie ; si, au contraire, la bulle est

expédiée en matière de justice, ou en matière contentieuse, le sceau est attaché à un fil ou cordon de chanvre.

Le mot bulle viendrait, suivant certains canonistes, de la forme ronde — *forma orbicularia* — du sceau que l'on y appose. « Bulla vocatur a *boule* quo nuncupabantur ornamenta quadam orbicularia. Ex hoc existimatur morem invaluisse ut sigilla quoque propter formam orbicularem nuncuparentur bullæ. Bulla enim erat proprie imperatoris sigillum, quod apponi consueverat in litteris ardua continentibus. » — FERRARIS, au mot *bullæ*.

156. — Il y a plusieurs différences entre la forme des brefs et celle des bulles. Nous en signalerons quelques-unes.

1. Les brefs sont écrits sur du parchemin plus noir et plus grossier.

2. Dans les brefs, la *date* se met, en commençant l'année du jour de la Nativité de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Dans les bulles, au contraire, elle se met à partir de l'Incarnation.

3. Dans les brefs, la formule de la date est plus courte; elle est plus longue dans les bulles.

4. Les brefs commencent par ces mots, en forme de titre, par exemple : *Pius papa VI*.

Les bulles commencent par ces mots, par exemple : *Pius Episcopus servus servorum Dei*. Ces mots ne sont pas placés au milieu et en forme de titre, *sed a capite versiculi*, comme le dit Ferraris.

5. Les brefs sont expédiés par les Papes, même avant leur couronnement. Dans ce cas, ils ne portent pas toujours le sceau de l'anneau du Pêcheur, mais quelquefois le sceau dont usait le Pontife avant son élection.

Les bulles, au contraire, ne sont régulièrement expédiées qu'après le couronnement du Souverain Pontife. S'il arrive que, par suite du retard du couronnement, on expédie, par

exception, avant qu'il n'ait eu lieu, quelque bulle, on donne à cette bulle le nom de *media* ou *dimidia bulla*.

« Quia, dit Ferraris, pontifices tunc temporis non bullant
« bulla integra, sed mediam tantum bullam ponunt, seu
« sigillum plumbeum, habens ex uno latere capita SS. Apos-
« tolorum Petri et Pauli inscripta, et ex alio latere, quo poni-
« tur nomen, bulla est sine nomine. » — N. 15.

On trouvera dans les canonistes d'autres documents sur les différences qui existent entre la forme des brefs et des rescrits. On peut lire, par exemple, sur cette question, Pyrrhus Corradus, *Praxis dispensationum Apostolicarum*, lib. II, cap. VII, num. 29, etc.; GONZALEZ, ad Regulam 8 Cancellariae, etc...

157. — Y a-t-il, quant à la valeur canonique, une différence entre les rescrits, suivant qu'ils sont expédiés sous forme de brefs ou sous forme de bulle ?

Bien que les bulles aient un caractère plus solennel que les brefs, et qu'elles empruntent à leur forme même une autorité plus grande, les auteurs conviennent cependant que les brefs Apostoliques ont, dans les matières dont ils traitent, la même valeur que les bulles. « Ac proinde, dit Ferraris, brevia rite confecta parificantur et conveniunt in effectu cum bullis. » — N. 17.

III

DES VICES DES RESCRITS

158. — Les rescrits ou les lettres Apostoliques n'ont de valeur qu'autant qu'ils sont exempts de certains vices qui peuvent les frapper de nullité.

Les rescrits peuvent pécher de trois manières :

1° Par le vice des *personnes* qui seraient inhabiles soit à les accorder, soit à les obtenir ;

2° Par le vice de la *supplique* où l'on aurait supprimé la vérité ou énoncé le faux ;

3° Par le vice de la *forme* qui ne serait pas revêtue des conditions légitimes.

1. — Du vice des personnes.

159. — Un rescrit accordé par une personne qui serait *inhabile* à l'octroyer n'aurait aucune valeur.

Celui qui possède la suprême autorité peut accorder des rescrits, à la condition qu'ils concernent seulement les choses qui relèvent de son pouvoir.

Ainsi au Souverain Pontife seul il appartient d'octroyer des rescrits qui ont pour objet les matières spirituelles et ecclésiastiques. Ceux qui émanent des princes séculiers doivent être limités aux matières civiles et temporelles. Il s'ensuit qu'il faudrait considérer comme inutiles et de nul effet les rescrits soit de justice, soit de grâce que ces princes accorderaient en dehors de leurs attributions. Par exemple, le rescrit d'un prince légitimant un enfant met celui-ci en possession de tous les effets civils, parce que la légitimation en cette matière est du ressort de l'autorité princière.

Mais ce rescrit serait nul, au point de vue canonique, c'est-à-dire que l'enfant légitimé ainsi n'aurait aucun droit aux offices et aux bénéfices ecclésiastiques. Cela est évident ; car la légitimation faite par le prince séculier ne peut opérer ces effets, qui sont purement ecclésiastiques, et partant du ressort de l'autorité Pontificale.

160. — Un rescrit, qui serait accordé en faveur d'une personne *inhabile* à l'obtenir n'aurait aucune valeur.

On peut obtenir des rescrits ou pour soi-même ou pour autrui.

On peut même obtenir utilement un rescrit de *grâce*

pour une personne qui ne l'a pas demandé, ou qui ignore même la démarche faite en sa faveur.

« Rescripta consequi quisque potest sive pro se, sive pro
« alia persona ; et quidem rescripta gratiæ pro persona etiam
« non mandante, imo penitus ignorante, utiliter impetran-
« tur. »

Quant aux rescrits de *justice* ou *ad lites*, ils sont de nul effet, s'ils sont sollicités pour une autre personne, sans son *ordre spécial*, à moins que la demande ne soit faite pour des personnes que le droit exempté de cette formalité, comme les parents et les tuteurs.

« At rescriptum ad *lites* irritum est, si pro alio petatur
« sine speciali ipsius mandato, nisi pro aliis petatur, a qui-
« bus non debet de jure exigi mandatum, quales ex. gr. sunt
« parentes et tutores (C. 28, *de rescriptis*). — SOGLIA,
Instit. juris publ., p. 64.

Ni les hérétiques, ni les excommuniés, *etiamsi non citandi et occulti sint*, ne peuvent régulièrement tirer aucun profit des rescrits qu'ils auraient obtenus. Aussi le Souverain Pontife a-t-il coutume d'absoudre, *ad cautelam*, de l'excommunication tous ceux auxquels il accorde une grâce ou un privilège.

Cette absolution n'a cependant d'autre effet que de rendre l'intéressé *habile* à recevoir utilement le rescrit Pontifical qui le concerne.

On trouvera dans les canonistes les cas exceptionnels où un rescrit obtenu par un excommunié serait valide. Schmalzgrueber notamment énumère ces cas. — T. I, p. 33, n. 5.

2. — Du vice de la supplique.

161. — Les rescrits ou lettres Apostoliques peuvent encore être frappés de nullité, parce que la supplique aura été *subreptice* ou *obreptice*.

On entend par *subreption* la réticence du vrai, et par *obreption* la narration du faux.

Si donc, dans une supplique, on omet d'exprimer la vérité nécessaire, aux termes du style de la Chancellerie Romaine et des règles du droit, ou si l'on y exprime le faux, le rescrit que l'on obtiendrait ainsi serait nul et de nul effet. Au reste, tous les rescrits renferment toujours la condition exprimée, ou sous-entendue : *si ita est ; si preces veritate nitantur*.

Dans quels cas la subreption ou l'obreption entraîne-t-elle la nullité d'un rescrit ?

Nous extrayons du chapitre xx *de rescriptis* les trois règles suivantes qui répondent à cette question :

PREMIÈRE RÈGLE. — « Qui fraude vel malitia falsitatem ex-
« primunt aut supprimunt veritatem, in suae perversitatis
« pœnam nullum ex iis litteris commodum consequantur. »

Cette règle s'applique tant aux rescrits de grâce qu'aux rescrits de justice.

Cependant, il y a une distinction à faire ici : les rescrits de grâce, s'ils sont obreptices ou subreptices, sont invalides, *ipso jure*. Voir cap. *Ad audientiam* xxxi *de rescriptis*, et cap. *Si motu*. xxiii *de præbend.* in 6.

Les rescrits de justice, en vertu d'une exception, ne sont, en général, invalides qu'après sentence du juge.

Voir cap. *Si autem* ix, et cap. *Plerumque* xxiii, *de rescriptis*.

SECONDE RÈGLE. — « Qui ex ignorantia vel simplicitate lit-
« teras impetrant, distinguendum est quæ falsitas suggesta
« fuerit, vel quæ veritas sit suppressa : nam si talis ex-
« pressa sit falsitas, vel veritas occultata, quæ quamvis fuis-
« set tacita vel expressa, Pontifex nihilominus saltem in
« forma communi litteras dedisset, Delegatus, non sequens
« formam in ipsis litteris appositam, secundum ordinem ju-
« ris in causa procedat. »

Donec, selon cette règle, le rescrit est valide si le faux

exprimé ou le vrai omis dans la supplique, par ignorance ou de bonne foi, n'a pas été la cause de sa concession. Aussi bien on ne doit jamais punir l'ignorance ou la bonne foi.

Dans l'exécution du rescrit ainsi obtenu, le délégué devra procéder, non suivant la forme y énoncée, mais suivant l'ordre ou les formes du droit. « *Delegatus non sequens formam* » « *in ipsis litteris appositam, secundum ordinem juris in* » « *causa procedat.* » Qu'est-ce à dire? « *Quo significatur,* » « dit le cardinal Soglia, *decreta in substantialibus, ut aiunt,* » « *consistere ; in reliquis autem juri communi accommodanda* » « *esse : ex gr. si judex delegatus fuerit, ut de plano et appel-* » « *latione remota procedat, delegatio judici valet, sed judici* » « *procedendum erit, juris ordine servato.* » — *Institut. juris publ.*, p. 65.

TROISIÈME RÈGLE. — « Si per falsitatis expressionem, vel » « suppressionem veritatis litteræ fuerint impetratæ, qua tacita » « vel expressa nullas prorsus litteras Pontifex dedisset, a » « Delegato non est aliquatenus procedendum. »

Aux termes de cette règle, qui est comme le résumé et l'explication de celle qui précède, si, par l'expression du faux ou la suppression du vrai, on a obtenu un rescrit qui, sans cela, eût été refusé, ce rescrit est tout à fait invalide, alors même que l'obreption ou la subreption se fussent glissées dans la supplique par ignorance ou de bonne foi.

Cela se comprend : parce que, en l'absence de la cause qui a porté le Souverain Pontife à accorder le rescrit, la volonté pontificale, de laquelle dépend sa validité, fait aussi complètement défaut.

3. — Du vice de la forme.

162. — Les rescrits peuvent être enfin frappés de nullité à cause du vice de la forme, c'est-à-dire si cette forme ne présente pas les caractères ou les signes d'authenticité requis.

Il y a des signes positifs et négatifs d'authenticité.

Les signes positifs d'authenticité sont : 1° le nom du Souverain Pontife ; 2° la date du jour et de l'an ; 3° la signature ; 4° le sceau ; 5° le cordon ; 6° le papier, etc.

Les signes négatifs sont : 1° l'absence de ces diverses conditions ; 2° les ratures ou surcharges dans un endroit suspect : par exemple, à l'endroit où la chose demandée est exprimée ; 3° l'insertion d'une clause contraire au droit commun, sans aucune clause dérogatoire ; 4° une faute grave de latinité.

Pour juger de l'authenticité d'un rescrit ou d'une lettre Apostolique, on n'a qu'à considérer six choses : elles sont désignées dans les deux vers suivants :

*Forma, stylus, filum, membrana, litura, sigillum,
Hæc sex falsata dant scripta valere pusillum.*

Toutes les fois que, dans un rescrit ou une lettre Apostolique quelconque, la forme, le style, le cordon, le parchemin, la rature (1), le sceau, ne sont pas conformes à la forme, au style, au cordon, au parchemin, à la rature, au sceau qu'emploie la cour romaine, on doit regarder ce rescrit comme suspect de fausseté.

Au reste, comme le remarque Pyrrhus Corradus, il peut arriver que l'on fausse un rescrit d'autres manières que celles que nous venons de signaler. « Nec tamen ad hos tantum « falsandi modos hujusmodi casus restringuntur, quin alii « etiam possint contingere. »

On trouvera dans notre traité des dispenses matrimoniales d'autres détails sur les vices des lettres apostoliques. — n. 226, n. 439 et suiv.

(1) « Quoties enim rasura et correctio fit in ipsa R. Curia, juxta notorium stylum, rescribi solet in superiori capite litterarum : « Corrige « in Regest prout Jacet. — N. Regens. » Et in inferiori parte, in plica ipsarum versus dexteram partem inscribitur : correctæ per me N. Regesti « Magistrum. » — GROVINE, T. II, p. 128, n° 5.

IV

DE L'INTERPRÉTATION DES RESCRITS

163. — Autre est la manière dont on doit interpréter les rescrits de justice et les rescrits de grâce.

1. Les rescrits de justice doivent être régulièrement interprétés suivant la signification propre et dans le sens généralement admis des termes qui les composent.

2. Les rescrits de justice sont de stricte interprétation.

3. Ils doivent être interprétés de telle sorte qu'ils ne nuisent en rien à personne, *nisi in quantum expressum est in rescripto*.

Quant aux rescrits de grâce, les uns pensent qu'on peut les interpréter largement, quand ils ne portent préjudice à personne et qu'ils ne concernent pas les bénéfices. En voici la raison. « Quia, dit M^{sr} Grandclaude, princeps censetur magnificus in largitionibus suis. » D'autres, au contraire, sont d'avis qu'on interprète strictement ces rescrits. Pourquoi ? « Quia, ajoute le même canoniste, illa rescripta sunt relaxationes juris communis ; supponunt etiam quod rescriptum illud juri tertii non præjudicet.

« Attamen retinenda est prior sententia et facultas data
« ad dispensandum est late interpretanda : nam procedit
« ex liberalitate et nemini præjudicat, ut supponitur, nisi
« concedenti seu S. Pontifici. » — T. I, p. 154.

V

DE L'EXÉCUTION ET DE LA CESSATION DES RESCRITS

164. — Le Souverain Pontife ne délègue ordinairement, pour l'exécution de ses rescrits, que des ecclésiastiques cons-

titués en dignité, ou des chanoines des églises cathédrales.

Le premier soin de l'exécuteur d'un rescrit est d'en vérifier attentivement la forme, pour en constater l'authenticité, et de voir si le contenu de la supplique est exactement vrai en tout point, car il doit se rappeler qu'il ne lui serait pas permis de le mettre à exécution s'il y découvrait de l'obréption, ou de la subreption, ou quelque autre vice.

Il s'attachera encore, avec un soin minutieux, à bien comprendre les termes du rescrit, afin de se conformer strictement à toutes les prescriptions et conditions de la lettre Apostolique.

165. — Les rescrits cessent de plusieurs manières.

1. Les rescrits de justice expirent par la mort de celui qui les a accordés, *si adhuc res integra sit*. « Res autem, dit « le cardinal Soglia, per litis contestationem, aut saltem « per citationem integra esse desinit. »

Les rescrits de grâce, au contraire, même *re adhuc integra*, n'expirent point par la mort de celui qui les a octroyés. Cap. xvi de R. J. et cap. ix de Offic. Deleg. in 6.

2. Les rescrits cessent dans le laps de temps déterminé.

En ce qui concerne les rescrits de justice, s'il n'y est fixé aucun terme pour finir la cause, il pourra être fixé par le juge délégué.

Si, au contraire, le temps est déterminé, le délégué doit, dans cet espace, exécuter son mandat, afin de ne pas laisser se perdre la juridiction qui lui a été donnée. — Cap. xxiv De Off. Judic. deleg. — Cependant, parce que le terme est établi pour l'avantage des parties intéressées, il peut être prorogé avec leur consentement.

« Sed quia terminus in commodum partium constituitur, « ideo potest ipsarum consensu prorogari. » — Cap. iv, Eodem.

3. Les rescrits de grâce doivent être considérés comme

accordés, pour la vie du Souverain Pontife seulement, s'ils portent la clause : *ad Beneplacitum Nostrum*.

Quant à ceux qui sont revêtus de la clause : *ad Beneplacitum Sedis Apostolicæ*, ils n'ont pas de limite, quant à la durée, puisque le Siège Apostolique ne meurt pas. — Cap. v de *Rescript. in 6*.

En général, les rescrits de grâce qui ne portent aucune limite durent autant que la vie du concessionnaire.

Quant aux rescrits de justice, ils servent aussi aux héritiers et aux successeurs : la raison en est que les rescrits de grâce concernent la personne, tandis que les rescrits de justice regardent surtout la cause.

4. Les rescrits cessent à la mort de ceux qui ont été délégués pour les exécuter, si ces individus ont été spécialement choisis pour ce mandat, non à cause de leur dignité, mais à cause de leurs qualités personnelles, ce qui a lieu quand les lettres Apostoliques portent, par exemple, ces mots ou d'autres semblables : « *Fidei et diligentiae tuæ committimus, discretioni tuæ mandamus, super quibus conscientiam tuam oneramus, per te expediri mandamus, ut personaliter exequaris.* »

Si, au contraire, la délégation n'est pas accordée au mandataire, à cause de sa personne, mais à cause de sa dignité, ce qui apparaît lorsque le rescrit porte, par exemple, ces mots : « *Vicario capitulari, Ordinario Parisiensi* », dans ce cas, la commission pontificale passe aux dignitaires qui lui succèdent, parce que la dignité ne meurt point. — Voir SOGLIA, *Institut. juris publici*, p. 70.

Les bornes de cet ouvrage ne nous permettent pas de traiter plus longuement la question des rescrits ; le lecteur désireux de la connaître plus à fond pourra consulter avec fruit Gonzalez, Schmalzgrueber, Pirrhing, Schmier et les autres bons commentateurs des Décrétales, au livre premier, titre IV, de *Rescriptis*.

TITRE IV

DE LA COUTUME

166. — Outre le droit qui découle directement du prince, il en est un autre introduit par les mœurs du peuple ; on l'appelle le droit *non écrit*, parce qu'il ne provient pas immédiatement et directement de la volonté du prince. Aussi, après l'exposition des principes et des sources du droit écrit, convient-il de parler de la source du droit non écrit ou de la coutume.

Qu'est-ce que la coutume ?

C'est un droit établi par l'usage avec le consentement exprès ou tacite du législateur.

Comment divise-t-on la coutume ?

On la divise en coutume selon la loi : *secundum legem*, en coutume *præter legem*, et en coutume *contra legem*.

La coutume selon la loi — *secundum legem* — n'est pas, à proprement parler, une coutume, puisqu'elle confirme ou même interprète par un long usage la loi déjà établie. « Ita, lisons-nous dans Schmalzgrueber, ex sola consuetudine, et hujus interpretatione habetur quod lex quadragesimalis jejunii non violetur potu, aut modicissima sumptione cibi. » — T. I, p. 49, n. 2.

La coutume *præter legem* est celle qui introduit un droit nouveau, ou ordonne ou prohibe quelque chose dont aucune loi ne parlait auparavant.

C'est cette coutume qui est ainsi définie par le décret de Gratien : « Consuetudo est jus quoddam moribus consti-

tutum, quod pro lege suscipitur, cum deficit lex. » — *Distinct. I, can. v.*

La coutume *contra legem*, ou contraire à la loi, est celle par laquelle ou la loi n'est pas acceptée, ou est abrogée, ou effacée par des actes contraires.

La coutume *contre la loi* a-t-elle le pouvoir d'abroger cette loi elle-même ?

Si elle n'a pas ce pouvoir, du consentement exprès du législateur, elle l'a du moins avec son consentement tacite, légal et juridique, puisque le droit civil et le droit canonique ont accordé cette force à la coutume.

D'abord, le droit civil : « Rectissime, dit Justinien, illud
« receptum est ut leges non solum suffragio legislatoris, sed
« etiam tacito consensu omnium per desuetudinem abrogen-
« tur. » — *Lib. XXXII, parag. 1, ff. de legibus.*

Ensuite le droit canonique : « Licet etiam longævæ con-
« suetudinis non sit vilis auctoritas, non tamen est usque
« adeo valitura, ut vel juri positivo debeat præjudicium ge-
« nerare, nisi fuerit rationalis et legitime præscripta. »

I

CONDITIONS DE LA COUTUME

167. — Mais, pour que la coutume puisse abroger, modifier ou interpréter la loi, il faut qu'elle soit revêtue de certaines conditions, du côté du sujet, de l'objet et du législateur.

1. *Du côté du sujet.* — Il faut qu'elle soit introduite non par une personne particulière, mais par la communauté, au moyen d'actes répétés, volontaires et publics, *cum intentione sese obligandi vel deobligandi*, selon que la coutume est *præter* ou *contra legem*; la raison en est : *quia actus agentium non operantur ultra illorum intentionem.*

2. *Du côté de l'objet.* — Il faut qu'elle soit raisonnable,

c'est-à-dire qu'elle soit conforme à la droite raison, qu'elle soit utile au bien commun, et qu'elle ne répugne ni au droit naturel, ni au droit divin.

3. *Du côté du législateur.* — Il faut qu'elle soit longue et établie sans réclamation du supérieur, pendant un temps notable, suffisant pour produire la prescription. Le consentement, au moins tacite, du prince ou du supérieur, est nécessaire, car s'il résiste ou réclame, la coutume n'existe pas.

« Requiritur, dit saint Alphonse, ut habeatur consensus
« saltem tacitus generalis principis, scilicet approbandi
« quaecumque legitimam consuetudinem, quando illam spe-
« cialem consuetudinem princeps ignorat. Quando princeps
« resistit, tunc nulla fit consuetudo. » — Lib. I, n. 107.

Quel est le temps requis pour qu'une coutume ait force de loi?

C'est une question controversée entre les théologiens et les canonistes.

Suivant une première opinion, c'est aux hommes prudents à juger, selon le nombre des actes et la qualité des choses, quand la coutume est établie par le temps.

D'après une seconde opinion, il suffit de dix ans : « hoc
« enim est longum tempus a jure requisitum ad consuetudi-
« nem introducendam, nisi aliud sit alicubi sancitum, lisons-
nous dans saint Alphonse, qui ajoute : « ita Salmanticenses,
« cum Layman, Suarez, Palao, etc. licet doceant primam
« (sententiam) esse valde probabilem. »

Mais si une coutume de dix ans suffit pour prescrire contre les lois civiles, cette coutume décennale suffit-elle également pour prescrire contre les lois canoniques?

Nous laissons la réponse à saint Alphonse :

« Affirmant Lessius, Sà, Azor, Palao, Navar, etc. — Ne-
« gant tamen Salmanticenses, cum Layman, Bonacina, Sua-
« rez, Regín., etc. »

Plusieurs docteurs pensent, avec Billuart, qu'il faut quarante ans pour prescrire contre une loi ecclésiastique ou canonique.

« Sententia communior, dit M^{sr} Grandclaude, docet generaliter ad abrogandam aliquam constitutionem ecclesiasticam vi contrariæ consuetudinis sufficere decennium. »

Dans son ouvrage *de Synodo Diœcesana*, lib. IX, cap. II, Benoît XIV, examinant les cas où il est permis ou défendu aux Évêques de dispenser des empêchements qui *diriment* le mariage, parle de la coutume de certains diocèses de France dont les Ordinaires dispensaient, *proprio motu*, de quelques-uns de ces empêchements. Il montre l'illégitimité de cette coutume, et termine par les sages conseils qui suivent :

« At, etiam dato, in aliquam diœcesim irrepsisse consuetudinem, de qua conceditur ut per eam collatum dicamus Episcopo legitimum jus auferendi impedimenta a conciliis OEcumenicis, aut a Summis Pontificibus inducta ; diligenter prius examinandum est an ea consuetudo omnes habuerit conditiones necessarias, ut potuerit prævalere legi Episcopo inhibenti ne superioris statutum infringere, aut quoquo modo relaxare præsumat. Quin imo, cum talis consuetudo non solum tendat ad abrogandam legem, verum etiam ad tollenda et minuenda jura uni competentia Romano Pontifici, præter ceteras conditiones, necesse est ut centum ad minus annorum spatio, sine ulla interruptione, perseveraverit. »

Puis, après avoir cité l'auteur gallican Cabassut, le savant pontife ajoute :

« Huic Cabassutii monito morem gerant Episcopi, et nullius consuetudinis prætextu eam exerceant facultatem, quam dubiam saltem, atque incertam esse, dissimulare non possunt. Quod si quis eam sibi certo competere obstinate contendat, adhuc absteineat oportet ab illa in sua synodo ostentanda, et synodali statuto sibimet asserenda. »

Le livre et le chapitre, dont nous avons extrait ces paroles, se recommandent, par leur importance pratique, à

l'attention des Ordinaires et de tous ceux qui s'occupent des dispenses matrimoniales.

II

DE L'ABROGATION DE LA COUTUME

168. — Une coutume peut être abrogée par une loi contraire, postérieure.

Pour cela, il faut que la loi soit tout à fait contraire à la coutume, et que le prince veuille positivement son abrogation.

« Ut ergo lex revocet consuetudinem, dit Suarez, vi sua
« et sine expressa clausula, necessaria est omnimoda repu-
« gnantia et contrarietas. Deinde necessaria est voluntas prin-
« cipis, quia per illam fit revocatio. » — T. VI, lib. VII,
cap. xx, n. 3.

169. — Une coutume universelle peut être abrogée par une loi universelle.

« Ratio est, ajoute le même docteur, quia lex posterior
« universalis revocat priorem universalem, etiamsi illius
« mentionem non faciat... Sed consuetudo universalis habet
« vim legis universalis, et reputatur jus canonicum, vel ci-
« vile, non scriptum; ergo. Item princeps qui jura omnia in
« scrinio pectoris sui censetur habere, etiam censetur non
« ignorare universalem consuetudinem; ergo censetur revo-
« care illam, edendo legem quæ cum illa subsistere non po-
« test. » — *Ibid.* n. 7.

170. — Déroge-t-on par une loi générale à une coutume spéciale d'un lieu quelconque ?

On n'y déroge pas, à moins que cette loi ne mentionne la coutume locale, ou ne révoque toute coutume, quelle qu'elle soit.

« Respondetur negative, dit saint Alphonse, nisi in lege
« mentio fiat illius consuetudinis, vel in ea revocetur quæ-
« cumque consuetudo. Et probatur ex C. 1. *De consuetu-*

« *dine in 6.* ubi sic habetur : Non enim censetur abrogata
 « consuetudo speciali lege, quia præsumitur princeps ignarus
 « talis consuetudinis. »

171. — Quand une coutume immémoriale est-elle censée
 abrogée ?

« Tres sunt sententiæ, dit Suarez, una est absolute affir-
 « mans per clausulam : *Non obstante consuetudine in con-*
 « *trarium*, revocari consuetudinem, etiam immemoriamlem,
 « licet in illa clausula non addatur particula distributiva *qua-*
 « *cumque*, vel alia similis. »

« Alia sententia est, addita distributione, (nempe voce
 « *quacumque*) comprehendi consuetudinem immemoriamlem,
 « non vero sine illa. »

« Tertia sententia est, etiam addita distributione, non re-
 « vocari talem consuetudinem, nisi addatur *etiam immemo-*
 « *riali*, vel aliquid æquivalens. »

Cette dernière opinion est embrassée par saint Alphonse ;
 suivant lui aussi, pour abroger une coutume immémoriale, il
 faut que le supérieur l'exprime formellement. Une clause dé-
 rogatoire générale ne suffirait pas. — Lib. I, n. 109.

TITRE V

DE LA POSTULATION DES PRÉLATS

Nous avons vu jusqu'ici quelles sont les règles que le juge
 ecclésiastique doit suivre en ses jugements, nous allons
 traiter à présent des personnes que l'Église appelle à l'in-
 terprétation et à la défense de ses lois.

Comment arrive-t-on à cette magistrature ecclésiastique que l'Église confie le plus souvent aux Évêques ou à d'autres prélats ?

De quatre manières :

Par la postulation. — Par l'élection. — Par la translation.
— Par la renonciation.

Telles sont les questions que nous examinerons dans les titres qui suivent.

Qu'est-ce que la postulation ?

172. — Le mot postulation peut avoir trois acceptions.

Pris dans le sens large, il signifie la pétition ou la demande d'une grâce quelconque.

Pris dans un sens plus spécifique, — *magis specifice* — il s'entend d'une demande en justice faite contre quelqu'un.

Dans un sens plus restreint, le mot *postulation* s'entend de la demande adressée au supérieur par des électeurs, à l'effet d'obtenir pour prélat un sujet qui, à raison de quelque empêchement, ne serait pas éligible en cette qualité. Voici comment le droit définit ce mode d'élévation à la prélature :

« Capituli vel collegii consors et ad superiorem destinata
« petitio ut ad prælaturam ecclesiasticam dispensative velit
« admittere personam aliquam, quæ propter defectum seu
« impedimentum canonicum non potest eligi. » — Cap. xx,
23, *De Elect.*

La postulation est donc une voie extraordinaire pour arriver à la prélature ; c'est la voie de la *grâce* et de la dispense, tandis que l'élection est la voie ordinaire, la voie de la *justice*.

On distingue deux sortes de postulation : l'une simple, et l'autre solennelle.

1. La postulation *simple* a lieu quand on demande au supérieur son consentement à l'élection d'un de ses sujets, qui n'a pas besoin de dispense d'un empêchement canonique, mais qui a besoin, pour être élevé à la prélature, de son consentement formel. Par exemple, si l'on veut nommer un moine évêque,

il faut en demander la permission à l'abbé de son monastère.

« Talis est, dit Schmalzgrueber, cum Religiosus assumitur in Episcopum; nam hunc ad Episcopatum assumi nulla lex canonica prohibet, tanquam inhabilem, sed solum præcipit ut non assumatur sine Prælati sui licentia. »

2. La postulation *solennelle* a lieu quand on demande au supérieur, qui en a le pouvoir, dispense de l'empêchement qui s'oppose à l'élection canonique d'un sujet que l'on voudrait élever à la prélature.

Tel serait, par exemple, le cas d'un clerc qui ne pourrait pas être promu à l'épiscopat, *ob defectum natalitium, ætatis, ordinis, libertatis, ob vinculum spirituale cum alia Ecclesia*. Sa situation ne peut être régularisée que par une dispense du Pontife Romain auquel on a recours, au moyen de la postulation solennelle.

Quelle est la cause de la postulation ?

C'est la nécessité ou l'utilité de l'Église veuve ou vacante.

« *Necessitas*, si nullus in capitulo, vel collegio sit cui vacans Prælatura tuto committi possit.

« *Utilitas*, si postulati pietas, doctrina, prudentia, et aliae præclaræ dotes suadeant Prælaturæ præfici. » — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 61, n. 5.

TITRE VI

DE L'ÉLECTION ET DU POUVOIR DE L'ÉLU

173. — Le mot élection peut se prendre dans trois acceptions, en tant qu'il se rapporte aux personnes et aux bénéfices ecclésiastiques.

1. Dans le sens très large, — *latissime* — il peut s'appliquer aux diverses manières d'obtenir les bénéfices ecclésiastiques, à savoir : l'*élection* proprement dite, la *postulation*, la *présentation*, la *nomination*, la *collation*.

2. Dans le sens large, — *late* — il signifie le choix ou l'appel d'une personne *idone*e à un bénéfice ecclésiastique, fait canoniquement par voie de suffrages et confirmé par le supérieur légitime.

3. Dans le sens strict, — *stricte* — il signifie le choix d'une personne *idone*e à une prélature ecclésiastique, fait canoniquement par voie de suffrages et confirmé par l'autorité légitime : c'est de cette élection surtout que nous nous occupons dans ce titre VI.

Ainsi entendue, l'élection se définit :

« Personæ idoneæ ad ecclesiæ vacantis dignitatem Pastorem per vota capitularium, et aliorum quibus jus eligendi competit, canonice facta vocatio per superiorem legitimum confirmanda. » — Ex cap. xxxxi, lib. I, *Decretal.*, tit. vi.

Quelles sont les différences qu'il y a entre l'élection et les autres manières d'acquérir une prélature ecclésiastique ?

1. L'élection diffère de la *présentation*, en ce que cette dernière peut être faite, même par des laïques, ne donne aucun droit, puisqu'elle peut être révoquée, et a besoin de l'institution, tandis que la première demande seulement la confirmation.

2. L'élection diffère de la *nomination* en ce que celle-ci ne confère aucun droit, tandis que l'autre en confère quelqu'un.

3. L'élection diffère de la libre *collation* ; celle-ci donne *jus in re*, de telle façon que le sujet pourvu par la libre collation ne peut pas renoncer au bénéfice sans le consentement du supérieur. L'élection ne donne que *jus ad rem* : aussi, est-il loisible à l'élu de s'y soumettre ou d'y renoncer.

4. Quant à la *postulation*, nous avons déjà dit ce qui la distingue de l'élection.

« *Postulatio innititur gratiæ, Electio juri* », dit Schmalzgrueber. — T. I, p. 62, n. 2.

I

DES ÉLECTEURS

174. — Quels sont ceux qui ont le droit d'élire les Évêques ou les autres prélats ?

Le mode d'élection des Évêques a été différent, dans les premiers siècles de l'Église, de ce qu'il fut plus tard, et de ce qu'il est aujourd'hui.

1. Dans la primitive Église, la plupart des apôtres, en vertu du pouvoir qu'ils avaient reçu de Jésus-Christ, se donnèrent eux-mêmes des successeurs; le décret de Gratien le déclare expressément.

2. Ensuite, pendant quelque temps, les Souverains Pontifes choisirent et établirent eux-mêmes les Évêques.

3. Plus tard, l'élection des Évêques fut dévolue aux Évêques de la province, au clergé et au peuple chrétien.

S'étayant sur l'admission, aux premiers siècles de l'Église, du suffrage populaire dans l'élection des Évêques, les auteurs de la constitution civile du Clergé, en France, avaient établi que cette forme serait désormais la seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures. On devait y procéder, comme pour la nomination des membres de l'Assemblée du département.

Les partisans de cette constitution osèrent prétendre que le peuple avait reçu de Dieu le droit d'élire ses chefs spirituels. C'était de la mauvaise foi, car personne n'ignore que si le peuple fut admis, en certains temps, à concourir, par son suffrage, à l'élection des Évêques, ce fut seulement par une concession toute gratuite de l'Église, et non en vertu d'un droit divin.

« Sed populus christianus, dit le cardinal Soglia, in Ministrorum electione suffragatus est indulgentia Ecclesiæ, cum hujusmodi electiones jure divino ad plebem non pertineant. » — *Inst. juris privati*, p. 55.

« Ex illa praxi, dit aussi M^{sr} Grandclaude, nonnulli deducere conati sunt populum de jure divino habere potestatem eligendi magistratus ecclesiasticos seu episcopos. At facta quæ afferuntur ad summum probant populum concurrisse voto, desiderio, postulatione, dum clerus suo suffragio concurrebat. » — *Jus canon*, T. I, p. 178.

Le choix du clergé et du peuple était ratifié ou rejeté par les Évêques qui étaient les juges de l'élection.

Le suffrage du Métropolitain y jouissait d'une autorité particulière.

Au ix^e siècle, on commença à exclure de l'élection l'élément laïque.

4. D'après la discipline actuelle de l'Église, le droit d'élire les évêques appartient, *jure communi*, aux chapitres des cathédrales.

Mais, en vertu d'un *droit spécial*, par exemple, en vertu d'une coutume légitime, d'un privilège, etc., il peut se faire que des clercs, qui ne sont pas *de gremio capituli*, soient appelés à élire leur Évêque.

Le droit qui appartient au chapitre de chaque église cathédrale d'élire son Évêque lui a été enlevé, dans beaucoup de diocèses, par divers concordats passés entre le Souverain Pontife et les princes séculiers. C'est ainsi qu'en France, aux termes du concordat conclu entre le pape Pie VII, et le premier consul, Napoléon, ce n'est pas aux chapitres à élire les évêques, mais c'est au chef de l'état à les nommer ou à les présenter au Pontife Romain qui leur confère l'institution canonique.

Le concordat passé entre Léon X et François I^{er} avait également enlevé aux chapitres des églises de France le droit

d'élire leurs Évêques, pour donner au roi celui de les nommer et de les présenter au chef de l'Église.

« Les chapitres et chanoines d'icelles églises, y lit-on, ne pourront procéder à l'élection ou postulation du futur prélat. »

« Ainsi telle vacation occurrente, le roi de France sera tenu nous présenter et nommer un grave et scientifique maître ou licencié en théologie ou docteur... »

II

DE LA CONVOCATION DES ÉLECTEURS

175. — On doit convoquer à l'élection tous les *légitimes* électeurs qui *doivent*, *veulent* et *peuvent commodément* y assister. *Qui interesse debent, volunt, et commode possunt*, ainsi que le dit le chapitre *Quia propter*, 42.

1. Il faut convoquer ceux qui *doivent* assister à l'élection : *qui interesse debent*, c'est-à-dire, tous ceux qui ont droit de suffrage, soit en vertu du droit commun, soit en vertu d'un droit spécial.

2. Il faut convoquer ceux qui *veulent* assister à l'élection : *qui interesse volunt*. On ne pourrait pas forcer les électeurs légitimes à y assister, s'ils ne voulaient pas, puisque chacun est libre de renoncer à son droit. *Cap. Si de terra 6. de privilegiis*.

« Excipe, dit Schmalzgrueber, nisi specialiter intersit Ecclesiae, vel ex consuetudine, aut statuto interesse omnes legitime non impediti tenerentur. Abb. in C. cit. n. 4. Tunc enim interesse tenebuntur omnes, etiam poena adjuncta. » — Tit. vi, n. 22.

3. Il faut convoquer tous ceux qui *peuvent* assister commodément à l'élection : *qui commode interesse possunt*, aussi bien les absents que les présents.

On doit convoquer les électeurs absents, où qu'ils soient, s'ils peuvent arriver, en temps utile et opportun, au lieu de l'élection.

Un chanoine d'une église cathédrale se trouve, je le suppose, à Rome, au moment de la mort de son Évêque ; on doit le convoquer à l'élection de l'Évêque futur ou du vicaire capitulaire, s'il lui est possible de se rendre à l'élection avant l'expiration du délai canonique.

Les télégraphes permettent, aujourd'hui, la convocation instantanée, et les chemins de fer favorisent l'arrivée, en temps opportun, des électeurs les plus éloignés.

Dans l'interprétation des dispositions canoniques, relatives à la convocation des électeurs absents, on doit, à notre avis, tenir compte désormais de ces moyens rapides de communication, inconnus des canonistes des siècles derniers.

Il est à peine besoin de dire qu'on serait dispensé de convoquer ces électeurs, s'ils étaient trop éloignés pour arriver à l'élection dans le délai fixé par le droit, ou s'il y avait péril à attendre. — Voir le chap. xviii, *Cum inter universa*.

176. — L'électeur absent peut-il donner son suffrage par un procureur ?

Il ne le peut pas régulièrement et ordinairement. Il le peut seulement, par exception, s'il se trouve absent dans un lieu d'où il y a possibilité et devoir de l'appeler, et d'où il est légitimement empêché de revenir.

« Illud autem penitus interdicimus, lisons-nous au chapitre 42 *Quia propter*, ne quis in electionis negotio procuratorem constituat, nisi sit absens in loco, de quo debet advocari, justoque impedimento detentus venire non possit. »

Quel est, dans ce cas, le devoir du procureur ?

Si c'est un membre du chapitre, il ne peut pas voter, d'abord en son nom, pour un candidat, et puis pour un autre, au nom du chanoine absent, à moins que celui-ci ne

lui ait spécialement désigné la personne à laquelle il voulait donner son suffrage.

« Porro cum unus est procurator simpliciter constitutus, si
« is unum suo, et alium domini sui nomine in scrutinio no-
« minandum duxerit, nihil agit : nisi de certa eligenda per-
« sona sibi dominus dederit speciale mandatum ; tunc enim
« in illam ejus, et in aliam suo nomine licite poterit con-
« sentire. » — *Sext. decret. lib. I, tit. VI, cap. XLVI, § Porro.*

Le chanoine absent peut-il envoyer son suffrage par lettre ou sous pli cacheté ?

Il ne le peut pas, car cette manière d'exprimer son suffrage n'est pas conforme aux prescriptions canoniques réglant les formalités de l'élection.

« Absens quoque (licet nullus de collegio velit esse pro-
« curator ejusdem, nec ipse, nolente capitulo, extraneum
« valeat deputare) non poterit aliquatenus per literas expri-
« mere votum suum : quod non est ante scrutinium, sed in
« ipso scrutinio secrete et sigillatim tantummodo exprimen-
« dum. » — *Sext. decret. lib. I, tit. VI, cap. XLVI, § Absens.*

177. — Quel est le droit des électeurs légitimes qui n'auraient pas été convoqués à l'élection ?

Ils peuvent se plaindre de l'injure qui leur a été faite et demander l'invalidation de l'élection.

« Et si quis contemnatur, aut opportune non vocetur, po-
« terit de contemptu agere, ut electio irrita habeatur. Cap.
« 36 de elect. » — *SOGLIA, Instit. juris privati, p. 56.*

178. — Tous les électeurs sont-ils admis à voter ?

Non, quelques-uns en sont écartés, soit par un empêchement naturel, soit par un empêchement légal.

1. Sont exclus de l'élection par un empêchement naturel : les insensés, les furieux, et tous ceux qui sont privés de raison et de discernement. — *Cap. 22 De elect.*

2. Sont exclus par un empêchement légal, les impubères, ceux qui ne sont pas encore dans les ordres sacrés, ceux qui

sont frappés de l'excommunication majeure, ceux qui sont sous le coup de l'infamie juridique : *infames infamia juris*; les suspens, ceux auxquels on a personnellement interdit le droit de voter.

En outre, ceux qui admettent des laïques à donner leur suffrage, ceux qui, sciemment, élisent un indigne, ceux qui ne font pas l'élection dans le temps déterminé, ou n'y observent pas les formalités canoniques sont privés de leur droit d'électeurs *pro una et prima vice*.

179. — Le droit d'élire les prélats ecclésiastiques peut-il appartenir à des laïques ?

1. Il est certain que les laïques peuvent acquérir ce droit par un privilège ecclésiastique.

Le Pontife Romain a le pouvoir de rendre *habiles* à une élection ceux que le droit canonique y déclare *inhabiles*, puisqu'il a pleine et libre puissance d'accorder des dispenses à cet égard.

2. Il est certain que le droit en question ne peut pas s'obtenir, moyennant un privilège qui serait accordé par des prélats inférieurs au Pape.

Mais, les laïques peuvent-ils obtenir par la coutume, même par une coutume immémoriale le droit que leur peut conférer certainement un privilège Apostolique ?

Malgré le sentiment des adversaires de la juridiction ecclésiastique, nous devons enseigner qu'aucune coutume, fût-elle immémoriale, n'a le pouvoir de donner à des laïques le droit d'élire un prélat ecclésiastique. Pourquoi ? parce que le droit dont il s'agit, étant un droit spirituel, il ne peut être prescrit par des personnes laïques qui sont *inhabiles* à traiter les choses spirituelles de cette espèce. Donc, si ces personnes ne peuvent pas posséder sans un privilège Apostolique le droit d'élire un Évêque, elles ne peuvent pas non plus l'acquérir par la prescription, comme le dit Schmalzgrueber : « Ergo laicus non potest illud (jus eligendi) sine

« titulo privilegii : præscriptio autem fieri non potest sine possessione. » — T. I, p. 65, n. 5.

On voit maintenant ce qu'il faut penser de la fameuse querelle des *investitures* qui a été si longtemps agitée entre les empereurs d'Allemagne et les Souverains Pontifes.

Les prétentions des princes séculiers, qui s'arrogeaient le droit de conférer la juridiction spirituelle, étaient une usurpation anticanonique.

Le pape Calixte II mit fin à ces prétentions par un arrangement auquel souscrivit l'empereur Henri V, en 1122. Il y était statué que l'élection des Évêques serait réservée au clergé, représenté par le chapitre des églises cathédrales, à l'exclusion de tous les laïques.

180. — Où doit se faire l'élection ?

Autant que possible, elle doit se faire dans l'église cathédrale.

« Cum juxta canonicas institutiones, si fieri potest, in cathedrali ecclesia electio debeat celebrari. » — Cap. xxviii, *De electione*.

Si l'élection ne peut avoir lieu dans l'église cathédrale, on doit la faire dans un lieu convenable, comme serait, par exemple, la sacristie de cette église ou tout autre local y attaché.

Elle doit se faire dans les trois mois qui suivent le jour du décès de l'Évêque défunt.

« Statuimus ut ultra tres menses cathedralis Ecclesia vel regularis Prælato non vacet. » — Cap. xlii, *de electione*.

181. — Comment doit se faire l'élection ?

Elle doit se faire ou par le scrutin — *per scrutinium* — ou par compromis — *per compromissum* — ou par inspiration — *per inspirationem*.

Qu'est-ce à dire ?

1. L'élection par le scrutin a lieu lorsque tous les électeurs légitimes donnent, par écrit, leurs suffrages à la per-

sonne qu'ils jugent la plus digne. Au reste, la forme de cette élection est ainsi décrite dans le chapitre *Quia propter*, 42, *de elect.*

« Quia propter diversas electionum formas, quas quidam
« invenire cogantur, et multa impedimenta proveniunt et
« magna pericula imminet Ecclesiis viduatis, statuimus ut
« cum electio fuerit celebranda, præsentibus omnibus qui
« debent et volunt, et possunt commode interesse, assuman-
« tur tres de collegio fide digni, qui secrete et sigillatim
« vota cunctorum diligenter exquirant, et in scriptis redacta
« mox publicent in communi, nullo prorsus appellationis
« obstaculo interjecto, ut is collatione habita eligatur, in
« quem omnes, vel major et senior pars Capituli consentit. »

Les votes conditionnels, alternatifs ou incertains, sont inadmissibles et non avenus dans la postulation et les élections au scrutin.

« In electionibus et postulationibus ac scrutiniis, ex quibus jus oritur eligendi, vota conditionalia, alternativa, incerta penitus reprobamus... » — Cap. II, *De Elect.*, in 6.

2. L'élection par compromis — *per compromissum* — a lieu, lorsque l'on charge spécialement quelques membres du chapitre de pourvoir, au nom de tous, à l'élection du prélat qui devra être préposé au gouvernement de l'Église vacante : « vel saltem eligendi potestas aliquibus viris idoneis committatur, qui vice omnium viduatæ Ecclesiæ provideant de Pastore. » — Cap. XLII, *De Elect.*

« Compromissum, lisons-nous au chapitre II *De Elect.*,
« quod fit quando ab universo capitulo, nemine discrepante,
« electio arbitrio paucorum capitularium, vel etiam extra-
« neorum, committitur. »

3. L'élection par inspiration a lieu lorsque tous les électeurs réunis s'accordent immédiatement, sans la moindre discussion, et comme sous l'inspiration divine, sur un seul et même sujet.

« Electio facta communiter ab omnibus, quasi per inspirationem, absque vitio celebrata. » — Cap. XLII, *De Elect.*
C'est l'élection faite par quasi inspiration.

Les canonistes distinguent en outre l'élection par vraie inspiration divine. La voici :

« Electio per inspirationem, dit Emmanuel Gonzalez, « contingere dicitur, cum communi consensu, Spiritu Sancto « ultro impellente, concordi animo, omnibus postulantes « quis eligitur ; quam formam in electionibus Rom. Pontificum aliquando observatam legimus ; in electionibus vero « inferiorum Prælatorum raro contingitur. » — T. I, lib. 1, *Decretal.*, p. 324.

III

DES PERSONNES ÉLIGIBLES

182. — Les saints canons et le droit naturel font un devoir aux électeurs de pourvoir le mieux qu'ils peuvent au bien commun et à l'utilité de l'Église, en appelant à la Prélature ceux qui en sont les plus dignes.

« Atque adeo, dit le cardinal Soglia, inter plures dignos, « dignior eligendus est. »

L'élection d'un sujet moins digne serait cependant valide, pourvu que ce sujet ne fût pas indigne. Autrement, on ne serait tranquille sur aucune élection, parce que l'on peut discuter toujours sur la dignité plus ou moins grande d'une personne, suivant le point de vue auquel on se place pour la juger et l'apprécier.

Quels sont les sujets qui seraient indignes ?

Ce sont, en général, tous ceux qui ne seraient pas ornés de toutes les qualités requises par les canons pour l'épiscopat, ou qui seraient liés par quelque'un des empêchements qui ferment l'entrée à cette dignité.

183. — Quelles sont les qualités requises pour l'épiscopat?

Ce sont : 1° La maturité de l'âge : pour être évêque, il faut avoir, au moins, trente ans révolus. « Nullus in Episcopum eligatur, nisi qui jam trigesimum annum ætatis exegerit. » — *Cap. Cum in cunctis*, 7.

2° L'intégrité de la foi et des mœurs.

L'intégrité de la foi doit être telle qu'il ne suffit pas qu'elle existe dans le sujet; il faut que ses parents eux-mêmes ne soient pas infectés du venin de l'hérésie.

« Religio autem adeo integra esse debet, dit le cardinal Soglia, ut non modo hæretici, eorumque receptores, fautores et defensores, verum etiam ipsorum filii, licet catholici usque ad secundam generationem ex linea paterna, et ad primam ex linea materna eligi nequeant, nisi parentes ante mortem pœnituerit, et iterum in Ecclesiæ catholicæ communionem fuerint cooptati. *Cap. Statutum XV. de hæreticis.* » — *Institut. juris privati*, p. 59.

L'intégrité des mœurs requise dans celui que l'on veut élever à l'épiscopat, est indiquée par l'apôtre saint Paul, dans le chapitre premier de la première épître à Timothée et dans les chapitres premier et deuxième de l'épître à Tite.

3° La science. Il faut qu'un évêque ait une science en rapport avec sa dignité et l'importance de ses fonctions; il est chargé de guider les fidèles et les prêtres : il faut donc qu'il ait la science nécessaire à cet effet.

« Oportet Episcopum esse... ornatum... doctorem, dit l'apôtre saint Paul. » — 1. Ep. à Tim. chap. III.

Mais quel est le degré de science exigé d'un évêque?

« Necessè est, dit le concile de Trente, ut Episcopus eligendus in aliqua universitate studiorum magister sive doctor, aut licentiatus in sacra theologia vel jure canonico, merito sit promotus, aut publico saltem alicujus Academiæ testimonio ad alios docendos idoneus ostendatur. » — Sess. 22. *de reform.*, cap. II.

4° L'ordre sacré. On ne doit élire pour l'épiscopat qu'un clerc déjà engagé dans les ordres sacrés, depuis au moins six mois. « Verum etiam in sacro ordine antea, saltem sex « mensium spatio, constitutus. » — *Ibid.*

184. — Quels sont les empêchements qui rendent indignes de l'épiscopat ?

Ces empêchements sont naturels ou canoniques.

Voici ceux qui sont inéligibles à cause d'un empêchement naturel :

1. Amentes, infantes, furiosi. *Cap. Decorum.*

2. Ceux qui, par leur difformité corporelle, sont irréguliers.

3. Les enfants illégitimes.

4. Les fils des hérétiques, à moins que leurs parents ne se soient réconciliés avec l'Église avant leur mort.

Sont inéligibles à cause d'un empêchement canonique :

1. Les excommuniés même tolérés.

2. Les suspens soit de leur office, soit de leur bénéfice.

3. Ceux qui sont personnellement interdits.

4. Ceux qui sont irréguliers soit *ex delicto*, soit *ex quocumque defectu*.

Il y a une troisième catégorie de personnes inéligibles *ob crimen* ou pour défaut de moralité.

Ce sont : 1. Les sacrilèges, les faussaires de lettres Apostoliques. — *Cap. vii, De crimine falsi.*

2. Les usuriers manifestes et notoires. — *Can. De Petro 4.*

3. Les parjures. — *C. Querelam 10, de jurejurando.*

4. Ceux qui, avant l'élection, déclarent formellement leur volonté d'accepter la dignité vacante. Il y a dans cette déclaration une marque d'ambition que l'Église réprouve. — *Cap. xlvj, Cum petitam.*

Commentant ce chapitre, Emmanuel Gonzalez fait la réflexion suivante :

« Licet post electionem celebratam eligentes debeant electionem electo præsentare et ejus consensum petere, ante

« electionem tamen propter ambitionis suspicionem electus
« non debet consensum seu voluntatem explicare. »

5. Les sodomistes. — *Constitutio Horrendum* Pii V.

6. Ceux qui ont accepté l'élection faite de leurs personnes par l'autorité séculière agissant contre les lois canoniques, par abus de puissance.

7. Les hérétiques, même après qu'ils ont été absous de l'hérésie. — C. *Quicumque* 2, § *hæretici*.

8. Les schismatiques, même après l'abjuration de leur schisme. — C. *Quia diligentia*, 5.

9. Les simoniaques. — *Can. Cavendum* 3, caus. 1.

10. Les individus qui sont infâmes soit de droit, soit de fait. « Si tamen, dit Schmalzgrueber, qui infames sunt tantum infamia facti, sufficienter se emendatos ostenderint, nisi aliud obstet, postea admitti possunt. C. *Inter dilectos* 11 de excessibus prælat. » — T. I, p. 75.

On pourra consulter avec fruit ce canoniste et Ferraris sur la question de ceux qui sont indignes de l'épiscopat et des autres prélatures ecclésiastiques.

IV

DE L'ÉLECTION DES INDIGNES

185. — Que penser de cette élection : est-elle valide ?

Non seulement elle est illicite, mais elle est encore invalide. — Can. xx, *Innotuit*.

Cette invalidité est-elle de droit : *ipso jure*, ou doit-elle être prononcée par sentence du juge ?

Une élection est invalide de plein droit : *ipso jure*,
1° quand les élus sont liés par un empêchement naturel ;
2° quand ils ont commis un crime qui rend infâme ; 3° quand ils sont coupables de la simonie complète ou parfaite. — *Extrav.* 2 v. *per electiones*, et v. *statuentes de simon*.

— 4° quand ils sont sous le coup de l'interdit, de la suspense, de l'excommunication majeure.

186. — L'élection des irréguliers est-elle invalide, *ipso jure*?

Les uns — *non pauci* — se prononcent pour l'affirmative. Les autres pensent que l'invalidité de cette élection doit être déclarée par sentence du juge.

C'est l'opinion de Schmalzgrueber. « Alii volunt ex ca-
« pite irregularitatis tantum esse irritandam electionem : id
« que meo judicio probabilius. Ratio est, quod talis electio
« sit prohibita. Atqui aliud est esse prohibitum, aliud esse
« irritum. Igitur cum prohibitioni huic non sit adjectum de-
« cretum, seu clausula irritans, ea de irregulari celebrata
« jure subsistet. » — T. I, p. 76, n. 3.

En dehors des cas que nous venons d'énumérer, l'élection des indignes doit être déclarée invalide par sentence du juge.

187. — Quelles sont les peines portées par le droit contre ceux qui élisent un indigne ?

1. Ceux qui élisent un sujet indigne sont privés, *pro hac vice, ipso jure et facto*, de leur droit d'électeurs, à la condition qu'ils aient agi sciemment, c'est-à-dire, avec connaissance de l'indignité de l'élu, et que son élection ait réellement eu lieu.

2. De plus, ils encourent également, *ipso facto*, la suspense de leurs bénéfices ecclésiastiques pendant trois ans.

« Clerici, si contra formam istam quemquam elegerint,
« et eligendi tunc potestate privatos, et ab ecclesiasticis be-
« neficiis triennio noverint se suspensos. » — Cap. *Cum in cunctis*, 7, parag. 3.

Cette double peine s'étend-elle à ceux qui élisent un indigne à une prélature inférieure à l'épiscopat ?

Jean d'Andréa pense que ni l'une ni l'autre de ces peines ne s'étend à ces électeurs, puisque le texte du chapitre *Cum cunctis* désigne seulement ceux qui élisent un indigne pour l'élever à l'épiscopat. Or, comme il s'agit, dans le cas qui

nous occupe, de ceux qui élisent un sujet indigne pour l'appeler à une prélature inférieure, on ne doit pas, selon ce canoniste, appliquer à ces derniers la disposition pénale du chapitre précité.

Schmalzgrueber n'est pas de cet avis. Suivant son sentiment, d'après le chapitre *Si compromissarius*, les électeurs en question n'encourent pas, il est vrai, la suspension de leurs bénéfices, mais d'après le chapitre *Perpetuo in Sext.* 7, ils sont privés, *pro hac vice*, de leur droit de voter ou d'émettre leur suffrage. — T. I, pars II, p. 76, n. 20.

Dans le cas de l'élection par le chapitre d'un sujet indigne, à qui appartient le droit d'élire?

Il faut ici faire une distinction. Ou tous les membres du chapitre ont prévariqué sciemment, en élisant un indigne, ou quelques-uns seulement se sont rendus coupables de ce méfait.

Dans le premier cas, le droit d'élection est dévolu au supérieur, qui est le Pape, s'il s'agit d'une église cathédrale, et au supérieur le plus proche : *proximus*, s'il s'agit d'une église inférieure. — Cap. *Quamquam*, 18, *in Sext.*

Dans le second cas, c'est-à-dire, quand quelques-uns seulement ont élu un indigne, le droit d'élection passe à ceux qui n'ont pas coopéré à cette prévarication. — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 76, n. 21.

V

DE L'EFFET DE L'ÉLECTION

188. — L'élection canoniquement faite et publiée devant l'Assemblée capitulaire, les électeurs ne peuvent plus la modifier. — Cap. 20, 21 et 58 *De Electione*.

Ceux-ci doivent, dans l'intervalle de huit jours, la présenter ou la signifier à l'élu et lui demander son consentement.

L'élu a un mois pour réfléchir : il doit, dans cet intervalle, faire connaître au chapitre s'il accepte ou s'il refuse la dignité qui lui est proposée.

Si le mois écoulé, il a déclaré y renoncer, ou s'il n'a pas consenti à l'élection, il perd tous les droits qui en résultaient pour lui, et il y a lieu de procéder à une nouvelle élection. — Cap. 6. *De Electione* in 6°.

Si l'élu accepte, il acquiert le *Jus ad rem*, ou le droit d'obtenir la dignité pour laquelle il a été choisi.

A partir du jour de son acceptation, il doit, dans l'intervalle de trois mois, solliciter sa confirmation de qui de droit. — Cap. 6. *De Elect.*, in 6°.

S'il est élu pour une église cathédrale ou une église régulière, dont la confirmation appartient immédiatement au Pontife Romain, il est tenu de la demander ou par lui-même, ou par procuration, dans l'intervalle d'un mois : autrement l'élection est par là même privée de son effet. — Cap. 16. *De Elect.*, in 6°.

« Adnotandum est, dit M^{sr} Grandclande, quod jus confirmandi Episcopos, etiamsi exercitum fuerit a metropolitano, semper descendit a S. Pontifice ; ac proinde, quando recentioribus temporibus, Sancta Sedes jus illud sibi reservavit, non invasit jus alienum, sed suum reassumpsit. » — T. I, p. 187.

Suivant la discipline actuelle de l'Église, si l'on excepte quelques diocèses d'Allemagne, les élections des Évêques n'appartenant plus aux chapitres, la promotion des sujets présentés pour l'épiscopat, qui est faite par le Pape dans le consistoire, tient lieu d'élection et de confirmation, comme le dit la constitution *In supremo* de Benoît XIV.

« Confirmatio Episcoporum, dit de Camillis, hodie non ab alio quam a Romano Pontifice potest fieri ; formato processu de vita et moribus promovendorum, *præconisatio* fit in primo consistorio, quæ vicem electionis habet, et

« in secundo consistorio fit altera præconisatio, quæ vim « habet confirmationis. » — *Institutiones juris can.* T. I, p. 198.

Avant d'avoir obtenu la confirmation canonique, l'élu n'a pas le droit de s'immiscer dans les affaires de son futur diocèse ; s'il avait la témérité de s'en mêler, il perdrait tous les droits qu'il tient de son élection ; tous ses actes administratifs seraient sans valeur et de nul effet, et il deviendrait indigne d'être réélu, à l'avenir. — Cap. *Avaritia. 5. de Electione in 6°.* — Extravag. *Injunctæ.*

189. — Quelles peines encourraient les ecclésiastiques élus, nommés ou présentés qui s'ingéreraient, même après avoir reçu la confirmation canonique, dans le gouvernement des églises vacantes qui leur sont destinées, avant l'exhibition de leurs bulles aux chapitres intéressés ?

Aux termes de la constitution *Injunctæ* de Boniface VIII, ils ne peuvent exercer dans ces églises aucun acte de juridiction avant l'expédition et l'exhibition des lettres Apostoliques qui constatent leur institution et leur confirmation par le Pontife Romain. — Voir les extravagantes communes, tit. III, *De Electione*, cap. I.

S'ils contreviennent à ces dispositions, en acceptant ou en prenant l'administration d'une église vacante, avant la présentation de leurs bulles à qui de droit, les clercs élus, nommés ou présentés, non revêtus du caractère épiscopal, sont frappés d'une excommunication spécialement réservée au Pape par la constitution *Romanus Pontifex* de Pie IX.

De plus, cette constitution frappe de nullité tous les actes qu'ils poseraient pour le gouvernement de cette église, et les déclare privés, par le fait de leur intrusion, de tous les fruits et revenus ecclésiastiques qu'ils en auraient perçus.

Quant aux personnes élues et confirmées qui seraient revê-

tues du caractère épiscopal, elles sont frappées de la *suspense* de l'exercice des *pontificaux* et de l'*interdit ab ingressu ecclesiæ*, si elles acceptent l'administration épiscopale dans les conditions susdites.

Encourent-elles également et en outre l'excommunication spécialement réservée au Pontife Romain ?

Le conférencier de Padoue pense qu'elles ne l'encourent point, par la raison que, des censures spéciales : la suspension et l'interdit, ayant été portées contre elles, il est présumable que le législateur n'a pas voulu les atteindre par une troisième censure. On trouvera, dans notre commentaire sur la constitution *Apostolicæ Sedis*, d'amples détails sur cette question. — Nos 209-210-211-212.

190. — Quand il a obtenu la confirmation canonique, est-il loisible à l'élu de retarder, à son gré, le jour de sa consécration épiscopale ?

Le concile de Trente lui prescrit de se faire sacrer, dans les trois mois, à dater du jour de la notification de sa confirmation.

Autrement, il ne ferait pas siens les fruits de son bénéfice qu'il devrait restituer, s'il les avait perçus.

Si, ces trois premiers mois passés, il laisse trois autres mois s'écouler, sans recevoir la consécration épiscopale, il est privé, *ipso jure*, de l'église dont il a été canoniquement investi.

« Si munus consecrationis intra tres menses non suscepint, ad fructuum perceptorum restitutionem teneantur; « si intra totidem menses postea id facere neglexerint, Ecclesia ipso jure sint privati. » — Sess. xxii, cap. ii, *de reform.*

Le Pontifical indique tout ce qui est requis pour la consécration des évêques.

VI

DE L'ÉLECTION DU SOUVERAIN PONTIFE

191. — A l'exception de saint Pierre qui fut immédiatement appelé par Notre-Seigneur Jésus-Christ au Souverain Pontificat, tous ses successeurs y furent appelés par l'élection. Mais le mode d'élection des papes fut différent suivant les diverses vicissitudes des temps.

Depuis saint Lin, successeur immédiat de saint Pierre, jusqu'à saint Simplicius, créé pape, en 467, cette élection se faisait, comme celle des évêques, par le clergé et le peuple.

Après la mort de saint Simplicius (483), les empereurs romains voulurent prendre part à l'élection du chef de l'Église. Les papes protestèrent contre cette prétention qui se reproduisit, sous une forme ou sous une autre, jusqu'au pontificat de saint Zacharie (741).

L'élection de ce pape ne fut pas soumise à l'injuste confirmation de l'Empereur, et la consécration eut lieu sans cette formalité qui demeura pour toujours abolie.

C'est ici le lieu de prémunir nos lecteurs contre le canon « *Hadrianus* 22. dist. 63. » et le canon « *In synodo* 23. dist. 63. » qui se trouvent dans le décret de Gratien et où l'on lit que l'élection du Pontife Romain appartient à l'Empereur, en vertu d'une concession faite par le pape Adrien I^{er} à Charlemagne, et par l'antipape Léon VIII à Othon le Grand.

Ces deux canons sont controuvés et ne méritent par conséquent aucune foi.

« *Utrumque hujusmodi canonem*, dit le cardinal Soglia,
« *commentitium esse demonstrant Baronius ad 776, parag.*
« *10, et ad annum 964, parag. 22, Petrus de Marca, lib. 8*
« *de concordia, cap. xii, parag. 9, et Sandinius in disser-*
« *tatione 19, de falsa synodo sub Hadriano 1 circa jus eli-*

« gendi Romanum Pontificem, et investituram concedendi
« Episcopis. » — *Institut. juris publici*, p. 344.

Nicolas II rétablit, en 1058, l'ancienne manière d'élire le Pontife Romain : il ordonna que l'élection se fit par le clergé et le peuple. — Can. *In nomine Domini*, dist. 23, *apud Gratianum*.

En 1154, Innocent II exclut le peuple du droit de concourir à l'élection pontificale.

Enfin, la réglementation définitive, qui subsiste encore aujourd'hui, était réservée à Alexandre III. Ce pape décréta, dans le concile de Latran, tenu en 1179, que le sujet élu par les deux tiers des cardinaux devait être accepté par l'Église universelle, sans aucune exception, comme étant le Pontife Romain.

Par ce décret, Alexandre III excluait de l'élection et le clergé et le peuple, pour l'attribuer aux cardinaux seuls.

Par sa constitution, *Cum Romanis Pontificibus*, Pie IX, à l'exemple d'un grand nombre de ses prédécesseurs, a promulgué et renouvelé la même loi.

Le lecteur curieux de posséder de plus amples connaissances sur la forme de l'élection pontificale, et sur la discipline et les lois du conclave, les trouvera abondamment dans l'ouvrage de Jean Devoti : *Jus canonic.*, tit. VI, lib. 1, *Decretalium*.

192. — Le Pape doit-il être choisi parmi les cardinaux ?

Absolument parlant, on pourrait le choisir parmi d'autres personnes ecclésiastiques, même laïques.

« Dicendum in Pontificem posse eligi quemcumque fidelem catholicum, etiam laicum, modo habeat ea, quæ jure « divino et naturali ad dignitatem requiruntur. » — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 103, n. 97.

Mais il convient que l'on n'élève au Souverain Pontificat qu'un membre du Sacré Collège des cardinaux. Cette convenance a été constamment observée dans l'Église, si bien

que, depuis quatre siècles, le Pape a toujours été choisi parmi les cardinaux.

Le Pape peut-il élire son successeur ?

Il ne le peut pas, alors même que les cardinaux consentiraient à cette élection.

« Ad canones accessit, dit le cardinal Soglia, decretum
« Pii IV, quo sancitum est Pontificem, Cardinalibus quoque
« consentientibus, non posse successorem sibi eligere. » —
Instit. juris publici, p. 343.

— L'élection du Pontife Romain doit se faire en conclave, selon les règles prescrites par Grégoire X, dans le concile de Lyon. — *Cap. 3, tit. De Electione, VI, lib. in VI.*

Après les neuf jours consacrés aux obsèques du pontife défunt, les cardinaux présents entrent au conclave, qui demeure fermé de manière à ce qu'ils ne puissent pas en sortir avant l'achèvement de l'élection. On n'attend pas les absents qui sont admis au conclave, dès leur arrivée.

VII

DE L'ÉLECTION AUX PRÉLATURES RÉGULIÈRES

193. — Quels sont les sujets qui peuvent élire un prélat régulier ?

Ce sont : 1. Ceux qui sont déjà dans les ordres sacrés, c'est-à-dire, revêtus au moins du sous-diaconat. — Concil. Trid., sess. XXII, c. 4, *de reform.*

2. Les religieux profès, mais non pas les frères laïques.

Sont exclus du droit d'élire les prélats réguliers : 1. Les religieux qui retiennent ou possèdent la propriété de leurs biens, le concile les privant, pendant deux ans, *de la voix*

active et passive (1). — Concil. Trid., sess. XXV, *de Regul.*, cap. II.

2. Les religieux mendiants qui ont passé, même avec une dispense Apostolique, dans un ordre de religieux non mendiants. — *Clement II^e de Regulari.*

194. — Quels sont les sujets éligibles aux prélatures régulières ?

1. Ce sont, en général, tous ceux qui n'en sont pas empêchés par quelqu'un des empêchements introduits par le droit commun : nous avons énuméré ces empêchements, en parlant des qualités requises pour être élevé à l'épiscopat.

2. Ce sont, en particulier, ceux qui ont fait profession expresse, et non tacite. Mais, lisons-nous, au titre III du livre I des Clémentines :

« Religiosus eligi non potest ad prælaturam non Episcopalem alterius religionis, vel habitus : si contra fiat, est irritum. »

195. — Quelle est la forme de l'élection aux prélatures régulières ?

Le concile de Trente a décrété que cette élection devait se faire par votes secrets, de telle sorte que les noms des électeurs ne soient jamais publiés.

« Sancta synodus districtè præcipit omnes supradictos (nempe superiores, Abbates, Abbatissæ, etc.) eligi debere per vota secreta, ita ut singulorum eligentium nomina nunquam publicentur. » — Sess. XXV, cap. VII, *de Regular.*

D'après ce décret, il ne serait pas permis d'user de l'élection par inspiration et *compromis* dans l'élection d'un

(1) On distingue dans une élection la voix *active*, et la voix *passive*. Un électeur jouit de la voix *active*, lorsqu'il a le droit de donner sa voix; il jouit de la voix *passive*, lorsqu'il a le droit d'être élu lui-même. Donc, celui qui est privé de la voix active et passive ne peut ni élire ni être élu.

prélat régulier, suivant que l'a souvent déclaré la congrégation du concile.

« Quo quidem decreto sublatae sunt, dit le cardinal Soglia, « Regularium electiones per inspirationem et compromissum, quod S. Congregation Concilii sæpius declaravit. » — *Instit. juris publ.*, p. 69.

196. — Mais si l'élection par compromis était secrète, serait-elle prohibée ?

Suivant le même canoniste qui s'appuie sur l'autorité de Maschatus a S. Erasmo, cette élection ne serait pas prohibée par le concile de Trente, pourvu qu'elle fût secrète.

« Cæterum electio per compromissum secretum, consistere videretur, quandoquidem, ut observat Remigius Maschat, » *Institut. can. lib. 1, ad titul. de Elect.*, parag. 4 : « Dispositio Tridentini ad evitandas discordias et inimicitias in religiosos facta sustulit formam inspirationis et compromissi, dum fiunt per vota publica : si tamen compromissum more scrutinii fiat per vota secreta, non est sublatum per Tridentinum, cum idem finis obstineatur. » — SOGLIA, *ibid.*, p. 69.

197. — Peut-on suppléer les suffrages des absents ?

Le concile de Trente le défend en termes exprès, sous peine de nullité de l'élection. — Sess. XXV. cap. vi, *de Regular.*

« Nec in posterum liceat... aut voces aut suffragia absentium supplere. Si vero contra hujus decreti constitutionem aliquis electus fuerit electio irrita fiat. »

198. — Quand les suffrages ont été déposés dans l'urne électorale, que fait-on ?

Le scrutin est dépouillé, et le sujet qui a réuni le plus grand nombre de voix est déclaré élu. Si personne n'est élu par la majeure partie des électeurs, il faut procéder à un nouveau scrutin.

Les bulletins de vote doivent être brûlés immédiatement après l'élection. — Voir SOGLIA, *ibid.*

199. — Y a-t-il dans le droit quelques dispositions spéciales, relatives à l'élection des abbesses, prieures ou supérieures de maisons religieuses ?

Voici les prescriptions du concile de Trente touchant cette élection :

1^{re}. L'abbesse, la prieure, ou la supérieure doit avoir, au moins, quarante ans, — l'ancien droit n'exigeait que l'âge de trente ans. — Cap. XLIII, *huj. tit. in 6^o*.

2. Elle ne peut être élue qu'après huit ans de profession. « Et quæ octo annis post expressam professionem laudabiliter vixerit. »

3. Si le monastère, qui a besoin d'une supérieure, n'a pas de sujet réunissant ces conditions, on peut la choisir dans une autre maison, du même ordre.

4. S'il y a des inconvénients à prendre la supérieure dans un autre monastère, on peut, du consentement de l'Évêque, ou d'un autre supérieur légitime, élire, dans le couvent même dont la prélature est vacante, une religieuse âgée de plus de trente ans et ayant au moins cinq ans de profession.

5. Aucune supérieure ne peut être préposée au gouvernement de deux maisons. « Duobus vero monasteriis nulla præficiatur. »

6. Celui qui préside l'élection, que ce soit l'Évêque ou un autre supérieur, ne doit pas procéder à cette opération dans la clôture du couvent, mais seulement au guichet d'une des grilles ouvrant sur l'extérieur.

« Clastra monasterii non ingrediatur; sed ante cancel-
lorum fenestellam vota singularum audiat, vel accipiat. »
— Sess. XXV, cap. VII, *De Regularibus et Monialibus*.

Pour le reste, ajoute le saint concile, chaque ordre ou chaque monastère doit suivre ses propres constitutions.

C'est là un principe général applicable à tous les ordres religieux d'hommes ou de femmes. Ils doivent tenir compte des prescriptions du droit commun, en tout ce qui n'aurait

pas été modifié ou corrigé par l'autorité Apostolique à laquelle il appartient d'approuver, ou de tolérer leurs constitutions sous la surveillance des Évêques.

N. B. — Le chapitre xlv du titre *De Electione* in 6° établit qu'aucune religieuse ne pourra jouir du droit électoral, si elle n'a *douze* ans révolus. Le concile de Trente a modifié cette disposition, en statuant que l'on ne pourrait faire profession, dans un monastère de femmes, avant l'âge de *dix-huit* ans accomplis. — Sess. XXV, *de Regular.*, cap. xv.

TITRE VII

DE LA TRANSLATION D'UN ÉVÊQUE

Il y a une troisième voie pour arriver à la prélature, c'est la translation.

200. — Ce mot peut s'entendre de deux manières. Dans le sens large, il signifie l'action par laquelle un prélat ou un bénéficiaire quelconque est transféré d'une église ou d'un bénéfice qu'il possède à une autre église ou à un autre bénéfice.

Dans le sens restreint, il signifie l'action par laquelle un Évêque est transféré d'un siège épiscopal à un autre, pour une juste cause et par l'autorité du Souverain Pontife.

Un Évêque, qui a reçu la confirmation canonique et a été consacré, peut être transféré de son siège épiscopal à un autre.

Cette translation est réservée au Pontife Romain seul. — Tit. VII, *De translat. Episc.*, cap. I, *Cum ex illo*.

Les canons reconnaissent deux causes de légitime translation, à savoir :

L'utilité de l'Église, et la nécessité.

L'utilité existe, lorsque l'Évêque doit faire plus de bien dans une autre église que dans celle qu'il occupe. « Propter utilitatem quia verisimile Episcopum magis profecturum. » — *Corvinus, jus. canon.* p. 22.

La nécessité a lieu, lorsqu'il ne peut remplir sa charge dans son église, soit à cause de la persécution, soit pour d'autres motifs.

« Propter necessitatem, quia non potest, in Ecclesia in qua residet, ob persecutionem seu metum hostilem, officio suo defungi. » — *Ibid.*

201. — Le Pape peut-il transférer, malgré lui, un Évêque d'un siège épiscopal à un autre ?

Il peut opérer cette translation pour des causes justes et graves : c'est un droit incontestable du Pontife Romain, puisqu'il peut même, en cas de nécessité, demander et exiger d'un Évêque la renonciation à son siège. Nous avons un exemple de cette demande et exigence dans l'acte par lequel Pie VI, le 13 août 1801, sollicita des Évêques de France la renonciation pure et simple à leur siège.

Le 29 novembre 1801, par la bulle... « *Qui christi Domini*, » le même Pontife déclarait déroger, en vertu de son autorité Apostolique, au consentement des Évêques réfractaires.

Mais, si le Souverain Pontife a le droit strict de transférer, malgré eux, les Évêques d'un siège à un autre pour de justes causes, il n'use pour ainsi dire jamais de ce droit dans la discipline actuelle de l'Église.

« Quamobrem, dit Benoît XIV, cum juxta vigentem disciplinam translationes nunc minime fiant, nisi prævia scien-

« tia, et consensu Episcopi, qui ab una ad aliam Ecclesiam
 « est transferendus. » — *Synod diæces.* lib. XIII, cap. xvi,
 n. 13.

202. — Quels sont les effets de la translation ?

La translation qui se fait, à la demande du sujet transféré, rend le siège vacant, à partir du jour où le Pape rompt dans le Consistoire les liens qui attachaient l'Évêque à son église, alors même que les lettres Apostoliques prononçant cette rupture ne lui auraient pas été encore expédiées et qu'il n'aurait pas pris possession de sa nouvelle église. — Litt. Apost. Urban. VIII. 20. Mart. 1625.

A partir du même jour, l'Évêque transféré ne peut plus percevoir les fruits de son premier évêché, ni conférer des bénéfices.

« Sicuti non licet Episcopo, dit Benoît XIV, suos facere
 « fructus qui, post solutum in Consistorio vinculum spiritua-
 « lis conjugii, excurrunt, ita nec ipsi integrum est beneficia
 « conferre ex eo tempore vacantia, ac si vacassent, ipsa
 « sede Episcopali vacante. » — *De synod. diæces.* lib. XIII,
 cap. xvi, n. 9.

Dans l'intervalle qui sépare le moment où le Pape a prononcé, dans le Consistoire, la translation et celui où la notification authentique est parvenue à l'Évêque transféré, l'administration du diocèse demeure entre ses mains. Mais, dès qu'il a reçu cette notification, il doit cesser immédiatement d'y exercer la juridiction qui appartient désormais tout entière au chapitre.

« Jurisdictionem penes Episcopum esse debere, continue
 « Benoît XIV, quousque nunciatum ipsi fuerit rescissum jam
 « in Consistorio fuisse vinculum, quo is Ecclesiæ obstringe-
 « batur : eo autem nuncio ad ipsum perlato, abdicare illico
 « se debere exercitio ejusdemque jurisdictionis, hancque
 « universam in Capitulum transferri. »

Cependant, sur leur demande, le Siège Apostolique accorde

aux Évêques transférés, pour de justes motifs, le droit de gouverner leur ancien diocèse jusqu'à la prise de possession de leur nouvel évêché.

En France, l'Évêque transféré reçoit de l'État, jusqu'au jour de la prise de possession de son nouveau siège, le traitement qui lui était alloué pour son premier. — Ordon. royale du 4 septembre 1820.

S'il ne lui était point accordé par le Pontife Romain le droit d'administrer son ancienne église jusqu'à ce jour, il se verrait privé de traitement pendant l'intervalle qui s'écoulerait entre sa translation dans le consistoire et sa prise de possession.

Dans ce cas, en effet, c'est aux vicaires capitulaires, agréés par le chef de l'État, qu'incombe l'administration du diocèse; et ils reçoivent un traitement spécial, pendant leur gestion.

Cette raison financière, propre à notre pays, est acceptée et exaucée à Rome, lorsqu'il s'agit de continuer aux Évêques transférés le droit de gouverner leur ancien diocèse jusqu'à leur prise de possession du nouveau.

TITRE VIII

DE L'AUTORITÉ ET DE L'USAGE DU PALLIUM

231. — Ce titre est comme l'appendice des trois précédents.

« Quidam enim ex postulatis, electis et translatis, dit
« Schmalzgrueber, jus pallii habent, quo quia promotus pri-

« mum consequitur plenitudinem potestatis officii sui, merito præcedentibus titulis subjungitur præsens de auctoritate et usu pallii. » — T. I, p. 107.

Le pallium est, avec la croix, le principal insigne des Patriarches, des Primats et des Métropolitains.

En quoi consiste-t-il?

C'est un ornement de forme circulaire qui entoure le cou, comme une sorte de collier, et se termine par deux bandelettes de la largeur de trois doigts, tombant l'une sur la poitrine, et l'autre sur le dos.

L'extrémité des deux bandelettes est garnie de petites lames de plomb recouvertes de soie noire.

Le pallium se compose de laine blanche, parsemée de quatre croix, jadis rouges, aujourd'hui, noires. Ces croix ont remplacé la figure du Bon Pasteur dont il était primitivement orné. — BARONIUS, *ad an.* 216.

La laine qui sert à la confection du pallium vient de la toison des deux agneaux blancs qui sont offerts, chaque année, par les religieuses du monastère de Sainte Agnès, hors des murs de Rome. Ces agneaux sont solennellement bénits, le jour de la fête de cette sainte martyre, dans la basilique qui porte son nom, sur la voie Nomentane. Après leur bénédiction, ces agneaux sont confiés à deux sous-diacres apostoliques, qui les donnent à garder dans quelque communauté religieuse jusqu'au jour où on leur enlève leur toison.

Les pallium tissus de cette laine sont déposés sur le tombeau des saints apôtres, Pierre et Paul, selon le rit suivant :

La veille de la fête de saint Pierre, après les vêpres, le Pontife Romain bénit lui-même les pallium, puis il les fait déposer par ses chapelains, c'est-à-dire, par les auditeurs de la Rote sacrée, dans la confession de la basilique du Prince des apôtres, près du lieu où l'on conserve le corps du même apôtre.

« Electus est autem dies iste pro palliis benedicendis, quia
 « dies est in quo B. Petrus deposuit pallium suum suscipien-
 « dum inde a successoribus et transmittendum personis in
 « Ecclesia, quæ majoribus dignitatibus decorantur. » — Santi,
 T. I, p. 91.

On comprend, d'après ce rit, pourquoi l'on dit que le pallium est pris sur le corps de saint Pierre. « Desumitur *de corpore S. Petri*. »

Quelle est l'origine du Pallium ?

Il n'est pas facile de la déterminer : cependant, il est probable qu'elle remonte au pape, saint Lin.

« Usus pallii hujusmodi antiquissimus est, dit Ferraris, et
 « a Lino Pontifice, Petri Apostoli immediato successore, ha-
 « buit originem ; ita enim scriptum legimus a Maximo Epis-
 « copo, in homilia de veste sacerdotali : In lege gratiæ anti-
 « quum est illud ephod (pallium), quod nostri patriarchæ
 « arbitrantur a Lino post Petrum secundo Romano pontifice
 « institutum, et in singulare potestatis privilegium nostris
 « primis præsulibus datum. » — Au mot « *Archiepiscopus* »
 n. 8 et n. 57.

Selon quelques auteurs, comme de Marca, Baluze, etc., le pallium tirerait son origine des empereurs romains ; lorsque ceux-ci eurent embrassé le christianisme, ils communiquèrent aux principaux évêques l'usage de cet ornement ; dont ceux-ci firent ensuite part à ceux qui leur étaient soumis.

Le cardinal Baronius rejette cette opinion comme peu honorable à l'Église Romaine, disant qu'il est absurde de faire remonter l'origine d'un habillement sacré et ecclésiastique à un prince séculier — Annales, T. V, p. 631 — Voir André, cours alphabétique de droit canon, au mot « *pallium* ».

Certains auteurs disent que le pallium tire son origine du manteau de saint Pierre, qui aurait passé à ses successeurs comme marque de la conservation en eux de la plénitude de

leur pouvoir souverain dans l'Église. C'est ainsi que l'on aurait conservé à Alexandrie le manteau de saint Marc, et à Jérusalem celui de saint Jacques.

Mais, comme tout s'use sous l'action du temps, le manteau de saint Pierre finit par se consumer de vétusté. Afin de ne pas laisser périr la signification symbolique rappelée par ce manteau, on remplaça ce vêtement par les deux bandelettes qui forment, aujourd'hui, le pallium.

« Le plus ancien exemple du *pallium* figuré, dit M. l'abbé Martigny, est celui que porte saint Celse, évêque de Milan, sur un sarcophage de cette ville, qui passe pour être du iv^e siècle ; ce *pallium* est orné d'une seule croix. — V. MIL-LIN. *Voyage en Italie*, T. I, p. 108. — Une mosaïque du viii^e siècle — CIAMPINI, *vet. monim.* T. II, tab. XL — fait voir saint Pierre remettant à saint Léon un pallium à une seule croix, et qui, du reste, diffère peu de celui de nos jours. — *Dictionnaire des antiquités chrétiennes*, au mot « pallium ».

204. — Quelle est la signification du pallium ?

Le pallium est le symbole de la plénitude de l'autorité pontificale ; il donne droit à celui qui le reçoit au nom d'archevêque ou de patriarche.

« Pallium... in quo est plenitudo Pontificalis officii, cum Patriarchalis, vel Archiepiscopalis nominis appellatione. » — Pontifical Romain. T. II de Pallio Catalan. p. 389. Cap. *Nisi specialis* 3 de auctoritate et usu pallii.

Le pallium, dit Santi, est un signe qui confère une autorité *supra-épiscopale*.

Il associe ceux qui le reçoivent — les Patriarches, les Primats, les Archevêques — au pouvoir souverain qui, dans l'Église universelle, appartient au Pontife Romain dont ils partagent la sollicitude dans certaines provinces et régions déterminées.

« Le pallium, dit encore M. Martigny, est pour les pré-

« lats qui le portent, le symbole de l'humilité et du zèle, car
 « il rappelle la brebis égarée rapportée sur les épaules du
 « Bon Pasteur.

« On l'attache sur la chasuble avec trois épingles d'or,
 « lesquelles indiquent la charité, ou les trois clous de la croix
 « sur laquelle le Bon Pasteur fut attaché pour l'amour de
 « ses brebis. » — *Ibid.*

205. — Quels sont les prélats auxquels le Pontife Romain accorde le pallium ?

Ce sont tous les Archevêques, et ceux qui leur sont supérieurs en dignité, c'est-à-dire, les Patriarches et les Primats.

Par un privilège tout spécial, et en vertu d'une longue coutume, le Souverain Pontife accorde et envoie le pallium à certains Évêques. C'est ainsi qu'il le donne à l'Évêque suburbicain d'Ostie, qui est toujours le doyen du Sacré Collège. Mais le privilège du pallium accordé à quelques Évêques ne les exempte pas de la soumission au Métropolitain, et ne leur donne aucune préséance ni sur les Évêques de la province ecclésiastique, ni sur ceux des autres provinces. — BENOÎT XIV, *de synodo diœces*, cap. xv, n. 10.

206. — Quel est l'espace de temps déterminé pour faire la demande du pallium ?

Celui qui a le droit de pallium doit, s'il n'a pas encore le caractère épiscopal, le demander dans les trois mois qui suivent sa consécration : s'il est déjà revêtu de ce caractère, il doit solliciter le pallium, dans les trois mois qui suivent sa confirmation canonique. Autrement, il est privé de sa dignité et de son pouvoir. — Cap. *Quoniam quidam*. distinctio 100.

Comment doit se faire la demande du pallium ?

L'intéressé doit l'exprimer par lui-même, ou par procureur, dans le consistoire.

Cette demande, selon l'esprit du chapitre II *Prisca*, a lieu dans des termes pressants. Le Pontife Romain, y est prié

instantèr, instantius, instantissime, de vouloir bien accorder le pallium.

« *Prisca consuetudo obtinuit ut honor pallii, nisi exigentibus causarum meritis, et fortiter postulanti dari non debeat.* » — Cap. *Prisca*.

La formule *instantèr, instantius, instantissime*, est encore employée aujourd'hui.

Autrefois, les ayant-droit étaient obligés d'aller eux-mêmes à Rome recevoir le pallium. Le père Thomassin fait remarquer que cet usage a été aboli par les dispenses fréquentes et par l'impossibilité de le suivre. Il suffit, aujourd'hui, d'envoyer à Rome une procuration, sur laquelle le procureur demande le Pallium au Pape, en plein consistoire, par le ministère d'un avocat consistorial ; le Souverain Pontife commet alors un Cardinal-Diacre pour le donner...

Le serment de fidélité et d'obéissance au chef de l'Église est exigé du Prélat qui reçoit le pallium. — Voir le *Pontifical Romain*, au titre *De pallio*. On trouvera dans le commentaire de ce livre, par Catalan, d'intéressants détails sur le pallium.

207. — On appelle *tradition* du pallium l'acte par lequel le cardinal député le remet, avec le cérémonial prescrit.

Par la tradition du pallium, celui auquel il est remis reçoit le titre d'Archevêque et la plénitude de l'office Archevêpiscopal.

« *Non tamen deberet se Archiepiscopum appellare priusquam a nobis pallium suscepisset, in quo Pontificalis officii plenitudo cum Archiepiscopalis nominis appellatione confertur.* » — Lib. I decret., tit. viii cap. iii.

Une fois nanti du pallium, le nouvel Archevêque peut exercer tous les actes de sa juridiction et tous les pouvoirs de son ordre, ce qu'il ne pouvait faire auparavant, eût-il reçu la confirmation canonique et même la consécration épiscopale.

« Post acceptum pallium, dit Schmalzgrueber, exercere
 « potest omnes actus, qui sunt jurisdictionis, et ordinis, cum
 « prius, etsi confirmatus vel etiam consecratus fuerit, non
 « potuerit illos omnes exercere. » — T. I, p. 108, n. 6.

208. — Le droit de porter le pallium est-il personnel à celui qui l'a reçu?

Ce droit est personnel, si bien qu'un Archevêque ne pourrait ni prêter son pallium à un autre Archevêque, ni le léguer à ses successeurs.

« Inquisitioni tuæ taliter respondemus quod non videatur
 « esse conveniens ut pallium tuum alicui commodetur, cum
 « pallium in personam non transeat, sed quisquis (sicut tua
 « novit discretio) cum eo debeat sepeliri. » — Lib. I decret.,
 tit. viii, cap. ii.

Un Archevêque, transféré à un autre siège archiépiscopal, doit demander un second pallium, parce qu'il ne peut pas se servir du premier dans sa nouvelle église. — Can. *Bonæ*. Cap. iv *in fine de postul. prælator.*

Quand et où est-il permis d'user du pallium?

Seul le Pontife Romain porte le pallium partout et toujours, à toutes les messes solennelles, parce qu'il est le pasteur de l'Église universelle.

« Sane solus Romanus Pontifex in missarum solemnibus
 « pallio semper utitur, et ubique, quando assumptus est in
 « plenitudinem Ecclesiasticæ potestatis, quod per pallium
 « figuratur. » — Lib. I decret., tit. viii, cap. iv.

Les autres prélats ne peuvent porter le pallium, ni toujours, ni partout, mais seulement, certains jours, et dans le lieu de leur juridiction ecclésiastique. Pourquoi cette restriction? Parce qu'ils n'ont qu'une partie de la plénitude du pouvoir sans limite que possède le Pontife Romain.

« Alii autem eo nec semper, nec ubique, sed in eccle-
 « sia sua, in qua jurisdictionem ecclesiasticam acceperunt,
 « certis debent uti diebus : quoniam vocati sunt in partem

« sollicitudinis, non in plenitudinem potestatis. — *Ibid.*

Les jours où l'usage du pallium est permis à ces prélats sont énumérés dans le Pontifical Romain. Ces jours sont :

Noël, saint Étienne, saint Jean l'évangéliste, la Circconcision, l'Épiphanie, le dimanche des Rameaux, le jeudi saint, le samedi saint, le jour de la Résurrection et les deux jours suivants, le dimanche *in Albis*, l'Ascension, la Pentecôte, la Fête-Dieu, les quatre fêtes de la Sainte Vierge, à savoir : la Purification, l'Annonciation, l'Assomption et la Nativité. La nativité de saint Jean-Baptiste, la Toussaint, les fêtes de tous les Apôtres, les dédicaces des églises, les fêtes principales de l'église de chaque prélat, les ordinations des clercs, les consécration des Évêques et des vierges, le jour anniversaire de la dédicace de l'église et de la consécration du prélat.

Dans son commentaire sur le Pontifical, Catalan fait remarquer que des jours divers ont été assignés pour le port du pallium, selon la diversité des temps.

« Variis temporibus, varii assignati fuerunt gestationi pallii
« dies. »

La fixation des jours, telle qu'elle est marquée dans la rubrique du Pontifical actuel, a été empruntée à la formule de tradition du pallium éditée par Innocent III. Il manque, il est vrai, à cette formule, quelques-uns des jours énumérés dans la rubrique susdite. — Voir CATALAN, tit. XIV de *pallio*, § 10.

TITRE IX

DE LA RENONCIATION

210. — La quatrième voie pour arriver à la prélature est la renonciation : si le premier possesseur d'une prélature y *renonce*, il y a lieu de pourvoir à son remplacement par une nouvelle collation.

Qu'est-ce que la renonciation ?

La renonciation est la résignation d'une dignité ecclésiastique ou l'abdication d'un bénéfice propre, faite volontairement et librement, pour une juste cause, avec l'agrément du supérieur légitime et des intéressés (1).

La renonciation peut être *tacite* ou *expresse*.

Elle est *tacite*, lorsqu'elle n'est pas exprimée par des paroles, mais seulement par un fait qui, de sa nature ou suivant l'interprétation du droit, implique la cessation d'un office ou d'une charge. Tel serait, par exemple, le cas du bénéficiaire, même simple minoré, qui contracterait mariage, ferait profession solennelle dans un ordre religieux, entrerait dans l'armée, etc.

La renonciation est *expresse*, lorsqu'elle est exprimée ou de vive voix ou par écrit, suivant la forme prescrite par les lois canoniques.

Cette renonciation peut être *pure et simple*, ou *conditionnelle*.

(1) C'est-à-dire, avec le consentement du patron, si le bénéfice est soumis au droit de patronage, ou des électeurs, s'il est électif. Cependant, en cas de nécessité ou de grande utilité, ceux-ci ne peuvent refuser leur consentement à l'Évêque. — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 122, n. 39.

Elle est *pure et simple*, lorsqu'elle est faite d'une manière absolue, sans condition aucune.

Elle est *conditionnelle*, lorsqu'elle est faite sous certaine condition, ou certaine réserve. Par exemple, un bénéficiaire donne sa démission ou résigne son bénéfice, en faveur d'une personne désignée, avec réserve d'une pension, etc. (1).

211. — Que penser de la renonciation extorquée par une crainte grave, injustement inspirée ?

Gonzalez-Tellez et plusieurs autres canonistes pensent que cette renonciation est invalide.

Mais, suivant une opinion plus commune, elle est valide, bien que l'on puisse l'invalider. Pourquoi ?

« Ratio est, dit Schmalzgrueber, quia metu facta renuntiatio hoc ipso, quod voluntaria et libera sit, irrita non est « jure naturali, et nullo etiam juris textu irritata. » — T. I, p. 112, n. 4.

Que penser de la renonciation extorquée par la fraude et la ruse ?

Rebuffe et quelques autres canonistes enseignent absolument que cette renonciation est nulle, *ipso jure*.

Nous pensons, avec Schmalzgrueber, qu'elle est valide, à moins que la fraude ou la ruse ne porte sur la substance même de la renonciation : il y a cependant toujours lieu à en demander l'invalidation, car, suivant l'axiome du droit : *nemini fraus vel dolus patrocinari debet*.

212. — Quels sont les bénéfices que l'on peut résigner ?

On peut se démettre de tous les bénéfices, quels qu'ils soient, grands ou petits, à moins que cet acte ne soit spécialement défendu par certain droit écrit.

(1) « Stylo Curiae, si beneficium pure dimittatur, renuntiatio dicitur, « si dimittatur sub reservatione pensionis dicitur renuntiatio sub modo « seu reservatione pensionis, et si in favorem certae personae dimittatur, resignatio vocari solet. » — SOGLIA, *instit. juris privati*, p. 190 et 191.

La raison en est que chacun peut renoncer à un droit qui lui appartient, si ce droit a été établi principalement pour lui-même. Or, tel est le droit du clerc touchant son bénéfice.

Le Pape lui-même peut renoncer au Souverain Pontificat. — Cap. 1 in 6° *De renuntiatione*.

219. — Quels sont les bénéfices que l'on ne peut pas résigner?

S'il est permis, en thèse générale, de se démettre de tous les bénéfices, il est cependant des exceptions à cette règle, introduites par le droit écrit.

1. Un clerc, qui n'a pas d'ailleurs les moyens de subsistance, ne peut résigner le bénéfice qui constitue son titre ecclésiastique, sans mentionner expressément qu'il a été promu aux saints ordres, grâce à ce titre, et qu'il n'a point, d'autre part, de quoi subvenir à son honnête entretien. — *Conc. Trid.* sess. XXI, cap. II.

2. On ne peut pas résigner un bénéfice *en litige* en faveur d'une autre personne que celle qui conteste. — Cap. II, *Ut lite pendente* in 6° — Pourquoi? « Beneficium enim, dit « M^{sr} Grandclaude, debet esse *proprium*, ita ut resignans « ad illud vel in eo jus plenum habeat. » — T. I, p. 198.

3. Les bénéfices soumis au droit de patronage, les bénéfices électifs, les bénéfices réservés au Pontife Romain, les bénéfices unis aux monastères, à d'autres établissements, etc. ne peuvent être résignés en faveur d'un tiers, si ce n'est du consentement des intéressés. Donc, si le bénéfice résigné est réservé au Pape, le consentement pontifical est requis; s'il est électif, il faut le consentement des électeurs; s'il est soumis au droit de patronage, il faut le consentement du patron, etc.

La résignation, qui serait faite, dans ce cas, sans le consentement des intéressés, ne serait pas nulle, *ipso jure*, mais, sur leur instance, elle serait annulée par le Juge.

214. — Que penser de la résignation d'un bénéfice dont on est privé, *ipso jure*, pour un crime ?

Il y a deux opinions sur cette question : mais, suivant l'opinion la plus commune, cette résignation est invalide, *ipso jure*, c'est-à-dire, avant la sentence du juge. Schmalzgrueber en donne la raison. « Patet ex definitione resignationis ; nam resignatio est dimissio libera beneficii proprii. « Tale non est amplius beneficium, quo, ob culpam, ipso jure « privatus existit ; nam a momento criminis perpetrati amittitur jus, titulus, et proprietas. Ergo, etc. » — T. I, p. 144, n. 9.

215. — Quelles sont les personnes qui peuvent résigner leurs bénéfices ?

Régulièrement ce sont toutes celles qui n'en sont pas spécialement empêchées par le droit.

Voici les personnes qui sont atteintes par cet empêchement.

1 Les furieux et les insensés, parce qu'ils sont en général incapables de faire des actes légitimes.

2. Les clercs revêtus des ordres sacrés, s'ils n'ont pas d'ailleurs de quoi vivre, bien que les bénéfices dont ils se démettent ne soient pas leur titre d'ordination. — S. Pius V Constit. *Quanta*.

3. Le clerc impubère sans l'autorité de son tuteur et sans un décret de son supérieur.

4. Le novice ne peut faire aucune renonciation, si ce n'est avec la permission de l'Évêque ou de son vicaire général, avant les deux derniers mois qui précèdent sa profession. Et si la profession n'a pas lieu, la renonciation est privée de son effet. — *Conc. Trid.* sess. xxvi, cap. xvi.

5. Celui qui est privé de son bénéfice, à cause d'un crime, soit avant la sentence du juge, soit *ipso facto* : il n'a, dans ce cas, rien en propre qu'il puisse résigner.

6. La résignation de son bénéfice faite par un malade, en faveur d'un tiers, n'est valide que dans le cas où il survivrait vingt jours complets, après l'acte de démission.

S'il meurt avant les vingt jours, la collation du bénéfice serait nulle, par quelque autorité qu'elle fût accomplie, et ce bénéfice serait considéré comme vacant. — « 19 regula Cancellariæ, vocata : *regula de viginti*. »

216. — Le consentement du supérieur est-il requis pour la renonciation ?

Il est requis, car de même que personne ne doit entrer dans un bénéfice, ni le retenir, sans le consentement du supérieur légitime, de même personne ne peut y renoncer, sans son agrément.

« Prohibeas, écrivait Alexandre III à l'Évêque de Tournai, « ne ecclesias tuæ diocesis absque assensu tuo intrare aut deant (clerici), aut detinere, aut dimittere, te inconsulto. » — Cap. iv, *Admonet.* lib. I, decret. tit. ix.

Il y a cependant quelques exceptions à cette règle.

1. Si le clerc n'avait sur un bénéfice que le *jus ad rem*, comme celui qui appartient aux sujets *élus, présentés*, etc, il pourrait renoncer à ce bénéfice, de sa propre autorité, avant la confirmation, la collation ou l'institution canonique. — Cap. *Ad audientiam*, 31.

2. Le clerc bénéficiaire, qui veut entrer en religion, peut renoncer à son bénéfice, même sans le consentement de son Évêque ; il suffit qu'il le lui ait demandé, ne l'eût-il pas obtenu. — Cap. *Licet.* XVIII. de *Regular.* Glossa. V, *inconsulto cit.*

3. Si le bénéfice est *litigieux* ou contesté, le bénéficiaire peut y renoncer sans l'autorité de son supérieur, même après la collation ou l'institution canonique.

« Ex ratione, dit Schmalzgrueber, quia talis renuntiatio est « favorabilis, cum per illam in causa dubia recedatur a lite. » — T. I, p. 118, n. 19.

217. — Devant quel supérieur ecclésiastique doit se faire la renonciation pure et simple ?

Elle doit se faire, en général, devant le supérieur auquel appartient le droit de conférer les bénéfices et d'instituer les bénéficiers, en un mot, devant le supérieur qui a juridiction sur le sujet qui renonce à son bénéfice.

Ce principe général posé, voici quels sont, en particulier, les supérieurs qui peuvent admettre les renonciations ou démissions.

1. Le Souverain Pontife dont le pouvoir, dans l'espèce, s'étend à tous les bénéfices, en tout temps et en tout lieu, à cause de sa juridiction universelle.

2. Les légats *à latere* dans leurs provinces.

3. Les Évêques dans leurs diocèses.

4. Les chapitres, le siège vacant ; succédant à la juridiction épiscopale, ils peuvent accepter la résignation des bénéfices dont la collation appartient à l'Évêque. — Cap. *Cum olim*. XIV.

5. Les autres prélats inférieurs aux Évêques, qui jouissent, en vertu d'un privilège ou d'une coutume légitime, du pouvoir d'accepter la renonciation aux bénéfices.

Devant quel supérieur doit se faire la résignation d'un bénéfice en faveur d'une personne déterminée ou désignée par le titulaire démissionnaire ?

« Resignatio hæc, dit Schmalzgrueber, in manibus solius
« Papæ fieri, nec admitti ab inferioribus Prælati Ordinariis
« potest. Ita Rebuffe, Azor, Suarez, Lessius, Garcia, Pirhing,
etc. » — T. I, p. 119, n. 23.

218. — Devant qui peut avoir lieu la résignation conditionnelle d'un bénéfice, c'est-à-dire, avec réserve de pension ou de fruits ?

« Etiam hæc, ajoute le même canoniste, fieri potest coram
« solo Pontifice. »

Pourquoi ? Parce que les résignations de ce genre sont

défendues par le droit commun, comme le porte la rubrique du titre XIII du livre III des décrétales, ainsi conçue : *Ut ecclesiastica beneficia sine diminutione conferantur.* » Parce que le chapitre VII de la session XXV du concile de Trente *de reform.* et la constitution *Quanta* de saint Pie V les rejettent, comme constituant une sorte de succession héréditaire de nature à faire désirer la mort de son prochain.

Il en est de même des démissions données, à la condition que l'on pourra reprendre plus tard le bénéfice que l'on abandonne : elles ne peuvent avoir lieu, sans le consentement du Pontife Romain seul. « *Ut nemini imposterum accessus, aut regressus, etiam de consensu, ad beneficium ecclesiasticum cujuscumque qualitatis concedatur.* » — Concil. Trid. Sess. XXV, cap. VII.

Quant à la permutation des bénéfices qui a lieu entre les démissionnaires eux-mêmes, elle peut être autorisée non seulement par le Pape, mais aussi par les Ordinaires qui ont le droit de conférer ces bénéfices. Si la permutation se faisait entre d'autres personnes que les démissionnaires, elle ne pourrait être acceptée que par le Pontife Romain. — Voir SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 120, n. 26.

219. — Les gouvernements civils ont-ils quelque pouvoir touchant la démission des Évêques?

Ils n'en ont aucun, puisque la mission de ces prélats ne vient pas d'eux, mais du chef de l'Église; puisqu'ils ne sont pas leurs supérieurs légitimes, au point de vue spirituel. — Voir le *syllabus.*, erreur LI.

Par exemple, en France, bien que le Gouvernement désigne les Évêques, ce n'est pas à lui qu'il appartient de recevoir les démissions épiscopales, mais au Souverain Pontife seul.

220. — Quelles sont les causes légitimes de renonciation aux évêchés ou aux églises cathédrales?

Elles sont au nombre de six, énumérées par Innocent III dans le chapitre « *Nisi cum primum* ». Les voici :

« Debilitas corporis, defectus scientiæ, conscientia criminis, irregularitas, malitia plebis, et grave scandalum. »

Outre ces causes, y en a-t-il d'autres qui soient admissibles pour la renonciation à une église épiscopale ?

D'après l'opinion plus commune, il n'y en a point, pas même la raison de vaquer plus librement à son salut et à sa propre perfection, ou d'entrer dans la vie religieuse. « Quapropter facilius indulgetur ut ascendat monachus ad præsulatum quam præsul ad monachum descendat. » — Cap. *Nisi cum pridem*. parag. 11.

Les causes, qui autorisent la renonciation au gouvernement des églises cathédrales, sont admises également pour la renonciation aux autres prélatures, dignités ecclésiastiques et bénéfices inférieurs, à charge d'âmes, ou simples : et ce, à *fortiori*, car le lien qui unit les titulaires de ces prélatures à leurs églises est moins étroit que celui qui attache les Évêques à leurs sièges.

Nous ajoutons qu'il n'est pas nécessaire que ces causes soient aussi graves, pour déterminer un supérieur à accepter la démission des dignitaires et des bénéficiaires inférieurs.

« Inferiorum dignitatum et beneficiorum resignatio, dit M^{gr} Grandclaude, non requirit nisi causam minorem, dummodo rationabilis sit ; sufficeret etiam privata commoditas. » — Constit. *Quanta Ecclesiæ* Pii V.

Un clerc, nanti d'un bénéfice, peut-il y renoncer librement pour entrer dans un ordre religieux ?

En règle générale, il le peut : mais il convient qu'il ne le fasse qu'avec le consentement de son Évêque.

Au reste, on ne peut entrer, aujourd'hui, dans une maison religieuse, sans avoir des lettres testimoniales de son Ordinaire. Ainsi l'a décidé la congrégation de l'état des Réguliers, le 25 janvier 1848.

TITRE X

**DE LA MANIÈRE DE SUPPLÉER A LA
NÉGLIGENCE DES PRÉLATS**

221. — Il peut arriver souvent que, dans l'élection, la confirmation et la collation des bénéfices et des autres dignités ecclésiastiques, on se rende coupable d'une négligence qui serait nuisible aux églises et aux âmes intéressées. Le droit canonique a prévu ce cas, et il y remédie par les dispositions contenues dans le titre dixième des Décrétales.

A cause de la parité de la matière, nous y parlerons aussi de la manière de suppléer à la négligence des prélats dans l'exercice de leur office et l'administration de la justice.

I

**DE LA MANIÈRE DE SUPPLÉER A LA NÉGLIGENCE
DES PRÉLATS
DANS LA COLLATION DES BÉNÉFICES**

On peut, dans la collation des bénéfices, se rendre coupable de négligence de trois manières :

1° En n'y nommant personne ; 2° en y appelant un indigne ou un incapable ; 3° en n'observant pas les formalités canoniques.

Quand un de ces cas se présente, le droit de suppléer à la négligence du collateur délinquant est dévolu, en thèse générale, au supérieur. — Cap. iii, *Licet*.

Le troisième concile de Latran, tenu en 1179, ordonne

de pourvoir, *dans les six mois*, aux églises et aux bénéfices vacants.

Si l'Évêque, auquel il incombe, néglige de remplir ce devoir dans l'intervalle fixé, il appartient au chapitre de suppléer à sa négligence.

« Si autem Episcopus, ubi ad eum spectat, conferre distulerit, per capitulum ordinetur. »

Si, au contraire, le droit de pourvoir à un bénéfice vacant appartient au chapitre, et si celui-ci omet cette provision dans le délai canonique, ce droit est dévolu à l'Évêque.

« Quod si ad Capitulum pertinuerit, et intra præscriptum terminum hoc non fecerit, Episcopus secundum Deum hoc... exequatur. »

Si l'Évêque et le chapitre se rendent coupables de la même négligence, le droit sera dévolu au Métropolitain.

« Vel si omnes forte neglexerint, Metropolitanus de ipsis secundum Deum absque illorum contradictione disponat. »

Le quatrième concile de Latran, tenu sous Innocent III, en 1215, fit un pareil règlement pour les prélatures électives. Il statua que si l'élection ne se faisait pas, *dans les trois mois*, dans les églises cathédrales ou régulières, le pouvoir d'élire serait dévolu au supérieur immédiat.

« Statuimus ut, ultra tres menses, cathedralis vel regularis Ecclesia Prælati non vacet. Intra quos si electio celebrata non fuerit..., eligendi potestas ad eum, qui proxime præesse dignoscitur, devolvatur. »

Le chapitre, le siège vacant, ne peut pas conférer les bénéfices *dévolus* à l'Évêque par la négligence des collateurs inférieurs : ces bénéfices sont réservés au Pontife Romain.

« Nam ex variis juribus, dit M^{gr} Grandclaude, et specialim ex const. *Sanctissimus* Pii V, hæc beneficia reservantur Papæ. » — T. I, p. 202.

Depuis la désastreuse révolution de la fin du siècle dernier, les chapitres, en France, ne confèrent plus aucun

bénéfice. Ce sont les Évêques seuls qui nomment aux bénéfices et aux postes vacants dans leurs diocèses. Est-ce à dire que les chapitres de France ne peuvent ni ne doivent suivre les prescriptions du troisième concile de Latran, inscrites au *Corpus juris*, dans le cas où les Évêques négligeraient de pourvoir, dans le délai canonique, aux bénéfices dont la collation leur appartient de droit ordinaire? Nous ne le pensons pas : autrement, ce serait déclarer abolie chez nous la loi si sage qui remédie, dans l'Église universelle, à la négligence dont pourraient se rendre coupables les premiers pasteurs des diocèses, en différant, au delà du terme fixé, la collation des bénéfices.

Soutiendra-t-on que cette loi est abolie par la coutume? Mais si les chapitres, comme cela existe dans presque tous, pour ne pas dire dans tous les diocèses de France, n'ont pas eu l'occasion de suppléer, depuis le concordat de 1801, à la négligence de nos Évêques, toujours soucieux de pourvoir, à l'époque canonique, aux bénéfices vacants, peut-on, dans ce cas, invoquer légitimement la coutume contraire ou la prescription contre la loi, alors que les intéressés n'ont pas eu l'occasion d'exercer leur droit? Une coutume — supposé qu'elle puisse s'établir dans le cas présent — ne s'établit jamais que par des actes fréquents. Or, ces actes n'existant certainement pas, la coutume n'existe pas davantage, à notre avis.

II

DE LA MANIÈRE DE SUPPLÉER A LA NÉGLIGENCE DES PRÉLATS DANS L'EXERCICE DE LEUR OFFICE ET L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

222. — A qui est dévolue la juridiction de l'Évêque qui néglige l'exercice de son office ou l'administration de la justice?

Suivant les uns, elle est dévolue à l'Archevêque, parce qu'il est de principe que la négligence d'un inférieur doit être

réparée par le supérieur. M^{sr} Grandclande se prononce pour cette opinion qu'il appelle la plus commune. — T. I, p. 203.

Suivant les autres, la juridiction n'est pas dévolue à l'Archevêque. La raison en est que le droit canonique défend, d'une manière générale, à l'Archevêque d'exercer la juridiction sur les sujets de ses suffragants, excepté dans les cas qu'il détermine. Or, on n'y lit nulle part que la négligence d'un prélat à remplir son office pourra être supplée par le métropolitain. Donc...

Schmalzgrueber embrasse cette seconde opinion qu'il appelle, lui aussi, la plus commune, en ces termes : « Sed
« communior sententia melius negat quod potestas et juris-
« dictio Episcopi, ob ejus negligentiam, devolvatur ad Ar-
« chiepiscopum, præterquam in casibus jure expressis. » — T. I, pp. 129, 130, n. 7.

A qui est dévolu le pouvoir de l'Évêque empêché d'exercer son office pastoral ?

Nous ferons ici une distinction.

Où l'empêchement provient d'une faute qui a entraîné l'excommunication ou la suspension du prélat : dans ce cas, il faut recourir au Souverain Pontife qui, seul, peut pourvoir à la situation.

Le Métropolitain ne saurait suppléer, dans ses fonctions, son suffragant excommunié, comme l'a déclaré Innocent IV. — Can. *Romana Ecclesia*. Tit. viii *De supplend. neglig.* Cap. 1, in 6°

Où bien l'empêchement provient soit de la captivité de l'Évêque retenu dans les fers, soit de son état de démence, soit de quelque autre cause perpétuelle ou durable : dans ce cas, c'est au chapitre qu'il appartient de gouverner l'église et le diocèse, comme si le siège était vacant.

Quant au Métropolitain, il ne pourrait pas ici non plus suppléer le prélat captif, tombé en démence, etc. — Can. *Si Episcopus*. Cap. iii, *ibid.*

Quel est le moyen de suppléer à la négligence de l'Évêque qui, humblement requis, a négligé de bénir un abbé régulier, dans l'année qui a suivi son élection ?

Si cet Évêque, requis par trois fois, refuse la bénédiction qui lui est demandée, l'abbé peut la recevoir de tout Évêque catholique, quel qu'il soit. Ainsi l'a statué la constitution *Commissi* de Benoît XIII qui ordonne aux abbés des monastères de recevoir la bénédiction, dans le délai d'un an, à dater du jour de leur élection, et ce, sous peine de suspension de leur office, pendant un an.

Les abbés élus et confirmés, que leur Évêque refuserait de bénir pourraient, en attendant, exercer leurs fonctions. Ce privilège leur a été accordé par Alexandre III par le canon *Statuimus*.

« Eisdem Abbatibus liceat proprios monachos benedicere, « et alia, quæ ad officium hujusmodi pertinent exercere, « donec ipsi Episcopi suam duritiem recogitent, et Abbates « benedicere non recusent. » — Can. *Statuimus* hujus tituli. Cap. 1.

Dans ce cas, la négligence de l'Évêque est suppléée par le droit, et les abbés qu'il refuse de bénir, sont regardés comme bénits. Emmanuel Gonzalez en donne la raison.

« Nam cum hæc benedictio a jure ecclesiastico positivo sit « introducta, et ab ipso jure proveniat facultas in ipsis Ab- « batibus benedicendi monachos, et conferendi minores or- « dines : inde recte in casu speciali hujus textus cum negli- « gens est Episcopus in benedicendis Abbatibus, statuitur « posse Abbatem non benedictum monachos benedicere et « alia munia abbatialia exercere, præcipue accedente Ponti- « ficis privilegio. » — T. I, p. 398, n. 6.

Au reste, pourquoi un abbé non béni ne pourrait-il pas, avec la permission du Pontife Romain, faire ce que fait un simple prêtre, avec une délégation pontificale : conférer les ordres mineurs ?

Aussi bien, la bénédiction d'un abbé n'est ni une ordination, ni une consécration qui donne, par elle-même, à celui qui la reçoit le pouvoir de conférer les saints ordres : ce n'est qu'une cérémonie toute particulière, une prière spéciale qui n'a point, par elle-même, cet effet. — GONZALEZ, *ibid.*, p. 5.

TITRE XI

DES ÉPOQUES DES ORDINATIONS ET DE LA QUALITÉ DES ORDINANDS

223. — Le juge ecclésiastique doit appartenir à la cléricature : il y arrive par le sacrement de l'Ordre, ou, au moins, par la première tonsure.

Cela étant, il convient que, après avoir énuméré les diverses manières par lesquelles on est élevé à la prélature, le canoniste parle du sacrement de l'Ordre et des autres qualités dont doit être revêtu le juge ecclésiastique.

Tel est l'objet de cette partie de notre travail, où nous traiterons des saints ordres, des qualités requises dans les ordinands et des empêchements qui s'opposent à la réception des saints ordres.

I

DES SAINTS ORDRES

Tous les sacrements de l'Église catholique ont cela de commun qu'ils ont été institués pour la sanctification des hommes.

Il y en a deux qui ont cela de particulier qu'ils ont été

institués pour la propagation du peuple chrétien et l'établissement de l'Église de Jésus-Christ. Ces deux sacrements sont le mariage et l'ordre. Comme ils ont une relation spéciale avec l'Église considérée dans son être social — *in suo esse sociali* — les Pontifes Romains leur ont fait une large part dans le corps du droit canonique.

Suivant la méthode des Décrétales, nous avons à traiter à présent du sacrement de l'Ordre.

Qu'est-ce que l'Ordre?

C'est un sacrement de la nouvelle loi qui tire un homme baptisé du rang des laïques, et lui confère le pouvoir d'exercer les fonctions ecclésiastiques, en lui imprimant un caractère spirituel tout spécial.

L'ordination est le rite sacré par lequel le ministre légitime administre ce sacrement. « *Ordinatio definiri solet, dit le cardinal Soglia, sacer ritus per quem aliquis ex laico fit clericus, aut ex inferiori ordine clericatus ad altiorem ordinem promovetur.* »

224. — Y a-t-il dans l'Église divers ordres?

Il est de foi que ces divers ordres existent, car le concile de Trente l'a défini en ces termes :

« *Si quis dixerit, præter sacerdotium, non esse in Ecclesia catholica alios ordines, et majores et minores, per quos per gradus quosdam ad sacerdotium tendatur, anathema sit.* » — Sess. xxiii, can. ii.

Quel est le nombre de ces ordres?

L'Église latine en compte sept, dont quatre ordres mineurs, à savoir : les ordres de portier, de lecteur, d'exorciste et d'acolyte ; et trois ordres majeurs, à savoir : le sous-diaconat, le diaconat et la prêtrise. — *Ibid.*, cap. ii.

L'Église grecque, outre la prêtrise, le diaconat et le sous-diaconat, n'admet que l'ordre de lecteur. Cependant, les fonctions de portier, d'exorciste et d'acolyte y sont réparties entre le lecteur et le sous-diacre.

Avant de recevoir quelqu'un des ordres soit mineurs, soit majeurs, il faut préalablement avoir reçu la première tonsure. — *Concil. Trid.* Sess. xxiii, cap. ii.

225. — La tonsure est-elle un ordre ?

Quelques anciens canonistes et théologiens ont enseigné que la tonsure était un ordre, mais cette opinion n'a pas été suivie.

L'opinion commune et plus probable tient que la tonsure n'est pas un ordre proprement dit, mais une simple cérémonie préparatoire ou disposant aux saints ordres, comme le noviciat à la profession religieuse. — S. THOMAS, 3 p. in suppl. q. 4, a. 2.

Au reste, si la tonsure avait fait partie des ordres, le concile de Trente, qui les énumère tous, n'aurait pas manqué de la mentionner aussi parmi eux. Or, il l'a omise dans cette énumération.

De plus, le Pontifical Romain, au titre de la collation de la première tonsure, ne porte pas : de clerico ordinando — ce qui supposerait que la tonsure est un ordre — mais seulement : de clerico *faciendo*.

226. — L'épiscopat est-il un ordre distinct du simple sacerdoce ?

Les théologiens se prononcent communément pour la négative, tout en enseignant que les Évêques sont, *de droit divin*, supérieurs aux simples prêtres, comme le déclare le concile de Trente, sans cependant le définir expressément (1). — Sess. xxii, cap. vii.

Les canonistes tiennent communément, avec un grand nombre de théologiens, que l'épiscopat est un ordre distinct du sacerdoce.

On trouvera, dans les théologiens et les canonistes les

(1) « Tamen, dit M^{sr} Grandclaude, teste Pallavicino, concilium noluit « expresse definire episcopos esse, *Jure divino*, superiores. » — T. I, p. 207.

raisons qui militent en faveur de chacune de ces deux opinions, dont la dernière a pour elle l'autorité des canonistes en général et celle de beaucoup de théologiens. — Voir SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 132 et 133.

Qu'on ne dise pas aux partisans de cette opinion que, si l'épiscopat est un ordre distinct du sacerdoce, il faut compter alors *huit* ordres. Non. « Etiam Episcopatus, répond Schmalzgrueber, sub nomine presbyteratus continetur; licet enim distinguatur a simplici sacerdotio, cum hoc tamen componit adæquatum sacerdotium... hinc septem adhuc sunt ordines, quia Episcopatus cum simplici sacerdotio est unus ordo completus. » — *Ibid.*

II

DU TEMPS OU DES ÉPOQUES DES ORDINATIONS

227. — Dans quel temps peut-on conférer la tonsure et les ordres mineurs ?

La tonsure peut être conférée, à toute époque de l'année, à tous les jours et à toutes les heures, comme le déclare expressément le Pontifical Romain : « Prima tonsura quocumque die, hora et loco conferri potest. »

Les ordres mineurs, aux termes du Pontifical, peuvent être conférés, tous les dimanches et les fêtes doubles, le matin seulement, *extra missarum solennia*.

Que faut-il entendre ici par les fêtes doubles ?

Consultée à ce sujet, la congrégation des Rites répondit qu'il s'agissait des fêtes de précepte, soit de celles qui sont aujourd'hui de précepte, soit de celles qui l'étaient avant la réduction des fêtes.

« Minores ordines conferri posse in festis de præcepto, vel in festis duplicibus quæ erant de præcepto ante reductionem. » — 16 Martii 1833.

Quand le Pontifical dispose que les ordres mineurs peuvent être conférés, tous les dimanches et fêtes doubles..., il s'agit de la collation privée de ces ordres, et non de l'ordination générale qui a lieu, aux époques canoniques

Par ordination privée, on entend ici celle où l'on confère les ordres mineurs à un ou deux clercs seulement, comme le porte le chapitre III *De eo*.

« Taliter respondemus, y répond Alexandre III, quod licet
« tum Episcopis est Dominicis, et aliis festivis diebus, unum
« aut duos ad minores ordines promovere. »

Mais faut-il absolument restreindre à deux seulement, suivant les termes de ce texte, le nombre des clercs que l'on peut ordonner ainsi ?

« Respondent Glossa et Innocentius IV in laudatum textum, dit Catalan, S. Antoninus in Summa, Sylvester, Tabiena et alii, non prohiberi ab Alexandro plurium ordinationem, dummodo non videatur esse plurium ordinatio. »

Gonzalez, commentant le texte d'Alexandre III, dit aussi :

« Glossa in præsentii... existimat non solum duos, verum
« plures posse ordinari, dummodo non fiant ordinationes
« generales. »

Mais, après avoir donné le sentiment de la glose, d'Innocent IV, etc., Joseph Catalan ajoute :

« Verum non licere pluribus quam duobus minores ordines iis diebus conferre, aut certe tutius esse ne pluribus conferantur, rectius censent cum Hostiensi complures theologi et canonistæ ; quod nimirum Alexandri verba id minime permittere videantur ; « et in re dubia melius sit verbis edicti servire » ut ait Ulpianus. » — Pontificale Roman. T. I, *de ordin. conf.* parag. XIV, comment.

Le cardinal Soglia donne l'interprétation de la glose comme celle qui est communément reçue.

« Glossa hæc habet : « Numquid plures ? utique, dum-

« modo non videatur generalis ordinatio. » — *Institut. juris privat.* p. 85.

228. — La coutume peut-elle légitimer la collation des ordres mineurs faite, à des jours, et à des heures autres que ceux qui sont déterminés par le Pontifical ?

Le 11 mars 1720, la Congrégation des Rites a répondu à un Évêque d'Espagne :

« Ubi viget « immemorialis » consuetudo conferendi ordinis minores post meridiem feriæ sextæ, hæc consuetudo « potest tolerari. »

Plus récemment, le 7 décembre 1844, la même congrégation a refusé à l'Archevêque de Sienne la faculté de conférer les ordres mineurs, hors des jours et des heures prescrites par le Pontifical.

C'est donc une preuve qu'il faut une coutume immémoriale, pour permettre cette pratique, qui est tolérée seulement dans ce cas. — Voir M^{sr} GRANDCLAUDE, *Jus. can.* T. I, pp. 208 et 209.

229. — Quand peut-on conférer les ordres sacrés ?

Le concile de Trente répond que la collation des ordres sacrés ne peut avoir lieu qu'aux époques fixées par le *droit*.

« Ordinationes sacrorum ordinum, statutis a jure temporibus... celebrentur. » — Sess. XXIII, cap. viii.

Or, quelles sont les époques fixées par le *droit* pour ces ordinations ?

Ce sont les quatre-temps de l'année, le samedi avant le Dimanche de la Passion et le samedi saint. Voir le chapitre II *Sane super*, et le chapitre III *De eo*. Après avoir cité ces chapitres, Gonzalez ajoute :

« Ex his tribus decisionibus sequentem deducunt communiter interpretes assertionem : *sacri Ordines tantum quatuor jejuniorum temporibus, et sabbato ante Dominicam Passionis, et sabbato sancto conferri possunt.* » — T. I, p. 407.

Le sujet élu Évêque doit être consacré, un dimanche, ou le jour de la fête d'un des apôtres.

« Statuta die consecrationis, lisons-nous dans le Pontifical, « quæ debet esse Dominica, vel natalitium Apostolorum. » — *De consecratione Electi in Episcopum.*

La coutume peut-elle légitimer, comme pour les ordres mineurs, la collation des ordres sacrés ou majeurs, en dehors des époques fixées par les lois canoniques?

Non, car cette coutume est réprouvée par le droit, comme *détestable et ennemie de l'institution ecclésiastique.*

« Consuetudo illa, utpote institutioni ecclesiasticæ inimica, et detestabilis est, et penitus improbanda. » — Cap. *Sane super eo.* II.

Les Évêques peuvent obtenir la faculté de conférer les ordres sacrés, *extra tempora*; le Pontife Romain ne leur refuse pas cette faculté, lorsqu'ils ont de justes motifs pour la demander.

III

LIEUX OU DOIVENT SE FAIRE LES ORDINATIONS

230. — Dans quel lieu doivent se faire les ordinations?

Il faut établir ici une distinction entre la tonsure, les ordres mineurs, et les ordres sacrés ou majeurs.

La tonsure et les ordres mineurs peuvent être conférés non seulement dans l'église cathédrale, mais aussi dans le palais épiscopal, voire même dans quelque autre lieu convenable. — Can. *Quando et ubi.* VI, dist. 75.

Les ordres sacrés, aux termes du texte suivant du concile de Trente, doivent être conférés dans l'église cathédrale, ou dans une autre église du diocèse.

« Ordinationes SS. Ordinum statutis a jure temporibus, ac

« in Cathedrali Ecclesia, vocatis præsentibus ad id Ecclesiæ
 « Canonicis, publice celebrentur. Si autem in alio diœcesis
 « loco, præsentè clero loci, dignior, quantum fieri poterit,
 « Ecclesia semper adeatur. » — Sess. XXIII, cap. viii.

Ces dispositions Tridentines n'obligent pas cependant *sub gravi*, comme le fait remarquer Schmalzgrueber, avec Palao :

« Hæc tamen sub gravi non obligant; quia nullum est ver-
 « bum quod præceptum indicet; hinc non solum in Eccle-
 « sia, sed etiam in Capella speciali, et privata domus solent
 « Episcopi etiam SS. Conferre Ordines. » — T. I, p. 138, n. 17.

Par une décision, en date du 16 septembre 1737, la Congrégation des Rites a déclaré qu'il n'était pas permis aux Évêques de faire leurs ordinations, en dehors de leurs cathédrales.

M^{sr} Grandclaude, qui rapporte cette décision, ajoute :

« Hæc tamen præscriptio non videtur obligare sub gravi.
 « Hinc ex sufficienti causa, Episcopus in sacello privato pos-
 « set ordinationes peragere. » — T. I, p. 210.

Un Évêque peut-il conférer les ordres, à ses propres sujets, en dehors de son diocèse ?

Il ne le peut pas, sans une autorisation expresse de l'Ordinaire du lieu. La raison en est que le concile de Trente lui défend l'usage des Pontificaux dans un diocèse étranger, sans cette autorisation. — Sess. VI, cap. v.

« Est certissimum quoad ordines majores qui officium pos-
 « tulant pontificale. Quoad vero minores, constat ex eo
 « quod minores requirunt ritum aliquem pontificalem. » —
 M^{sr} GRANDCLAUDE, T. I, p. 210.

Quant à la tonsure, les auteurs sont partagés. Les uns pensent que l'Évêque peut la conférer, hors de son diocèse, à ses sujets, sans la permission de l'Ordinaire, parce que cette cérémonie s'accomplit sans les insignes pontificaux.

Les autres — et c'est le sentiment le plus commun — refusent ce pouvoir à l'Évêque, parce qu'ils regardent la

collation de la tonsure comme un acte pontifical, alors même qu'elle aurait lieu sans les insignes pontificaux.

IV

DES INTERSTICES

231. — On appelle *interstices* le temps qui doit s'écouler entre la réception d'un ordre et celle d'un ordre supérieur.

La loi des interstices est très ancienne dans l'Église ; on la trouve énoncée dans le canon suivant du concile de Sardaigne, tenu en 347 :

« Habebit autem unusquisque ordinis gradus non minus nimirum scilicet temporis longitudinem, per quod et fides et morum probitas, et constantia et moderatio possint cognosci. »

Quel est l'espace de temps qui doit séparer la réception de chaque ordre ?

Il faut établir ici une distinction entre les ordres mineurs et les ordres majeurs.

Pour les ordres mineurs, il faut mettre entre la collation de chacun d'eux un certain intervalle, à moins que l'Évêque ne juge à propos d'agir autrement. C'est la prescription du concile de Trente.

« Minores ordines per temporum interstitia, nisi aliud Episcopo expedire magis videretur, conferantur. » — Sess. XXIII, *de reform.*, cap. xi.

Le concile ne détermine pas cet intervalle dont la fixation est laissée au jugement prudent de l'Évêque.

Dans beaucoup d'endroits, on a coutume de conférer les quatre ordres mineurs, le même jour.

« Omnes ordines minores, dit Barthélemy Fumo, et prima tonsura, possunt dari eidem personæ, eodem die, ubi est consuetudo. » — *Summa Aurea Armilla*, au mot *Ordo*, p. 915.

S'il s'agit des ordres majeurs, il faut mettre entre le dernier ordre mineur reçu et le sous-diaconat l'intervalle d'un an ; entre le sous-diaconat et le diaconat, entre le diaconat et le sacerdoce le même intervalle, à moins que l'Évêque ne juge expédient d'abrégér ce temps. « Nisi aliud Episcopo videatur. » — Conc. Trid., sess. XXIII, cap. xiii et xiv.

L'interstice qui doit séparer chaque ordre sacré est donc une année entière : *ad minus annum integrum*, dit le concile de Trente. Mais cette année est l'année ecclésiastique et non civile, comme l'a déclaré la congrégation du Concile *in Palestina*, 5 feb. 1593.

« Non est autem annus iste computandus mathematicæ, ut cum Barbosa recte observat Pir., sed moraliter, ita ut sufficiat annus Ecclesiasticus, videlicet ab una quadragesima ad aliam, a Pentecoste ad Pentecosten, etc. » — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 136, n. 12.

Quant à l'épiscopat, le droit canonique n'a rien établi touchant le point qui nous occupe. Par conséquent, celui qui aurait reçu le sacerdoce pourrait, sans interstice, recevoir immédiatement après la consécration épiscopale.

V

DE LA DISPENSE DES INTERSTICES

232. — Qui sont ceux qui peuvent dispenser des interstices ?

1. Le Pontife Romain a ce pouvoir : cela est évident, puisque les interstices ont été établis par le droit ecclésiastique auquel le Pape est supérieur.

2. Les Nonces Apostoliques ont, en vertu d'une concession spéciale du Saint-Siège, la faculté de dispenser des interstices : mais ils ne doivent user de cette faculté que dans les termes et les limites de l'indult qui leur est octroyé.

3. Les Évêques ont aussi le pouvoir de dispenser des interstices leurs propres sujets, les réguliers non exempts, et même les réguliers exempts qui, pour obtenir cette dispense, peuvent, avec l'agrément de leurs supérieurs, se placer sous la sujétion épiscopale. — S. Congreg. Concil. *in Aesina*, 20 decemb. 1581, *in Janen.*, 6 julii 1592, etc.

4. Le chapitre cathédral, le siège vacant, peut dispenser des interstices les sujets du diocèse, dans les cas où le droit l'autorise à leur permettre de recevoir les ordres.

5. Les prélats réguliers peuvent dispenser leurs sujets des interstices, s'il s'agit des ordres mineurs qu'ils confèrent eux-mêmes, en vertu d'un privilège pontifical, car régulièrement c'est à celui qui fait l'ordination d'accorder cette dispense. Quant aux interstices des ordres majeurs, ils ne pourraient pas en dispenser, suivant que l'a déclaré la Congrégation des Cardinaux. « Non vero in Interstitiis Majorum ordinum, ut declaravit Cong. Card. apud Quaranta. » Cependant, si les prélats réguliers avaient une juridiction quasi-épiscopale sur leurs sujets, comme les prélats exempts ou *nullius diæcesis*, ils auraient probablement, suivant plusieurs, le pouvoir de dispenser des interstices des ordres majeurs. — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 137, n. 13.

« Verumtamen, dit M^{sr} Grandelaude, illa doctrina non videtur consonare cum declarationibus S. Congr. Concil. supra citatis, quæ universim reservant Episcopis facultatem dispensandi ab interstitiis illos quos ordinant. » — T. I, p. 212.

233. — Quelles sont les causes suffisantes pour la dispense des interstices ?

S'il est question des ordres mineurs, il n'est pas nécessaire qu'il y ait une cause grave : la moindre raison suffit ; même là où la coutume a aboli, en quelque sorte, les interstices, aucune cause n'est requise.

S'il est question des ordres majeurs, il faut des causes justes et raisonnables. Voici celles qui sont énumérées dans le droit :

1. Si les ordinands jouissent de certains offices ou de certaines fonctions particulières : par exemple : s'ils sont référendaires des deux signatures, familiers du Pape, chanoines d'une église cathédrale ou collégiale, etc.

2. S'ils ont des grades en théologie ou en droit canonique qu'ils ont conquis dans une université approuvée par le Saint-Siège ; ou bien, s'ils ont, pendant trois ans, étudié sérieusement la théologie.

3. Si les ordinands sont nantis d'un bénéfice qui exige le sacerdoce.

4. S'il y a pénurie de prêtres séculiers ou réguliers dans un diocèse, dans une province ou un monastère.

5. Si l'ordinand doit devenir, par le sacerdoce, le soulagement de son père ou de sa mère. *Solatium patris vel matris, modo excedant annum quinquagesimum*, comme l'a déclaré la congrégation du Concile de Trente.

6. Si l'ordinand a plus de vingt-six ans : mais, pour que cette raison soit valable, il faut que l'intéressé ait porté honnêtement l'habit cléricale, pendant trois ans, en menant une vie régulière.

234. — Peut-on, le même jour, conférer plusieurs ordres au même individu ?

1. Il est certain que l'on ne peut pas conférer, le même jour, deux ordres majeurs au même individu. — *Conc. Trid.* Sess. XXIII, cap. xiii.

Le prélat qui oserait agir contre cette prescription serait frappé de suspense, ainsi que le sujet ordonné. — *Can. Litteras. 13. et can. Dilectus. 14.*

Cette peine ne serait que *ferendæ sententiæ*, comme nous le disons, plus bas, au n° 252.

2. Il est certain que l'on peut, du moins, en vertu de la

coutume, conférer, le même jour, plusieurs ou tous les ordres mineurs au même sujet.

3. Il est certain que, suivant le droit commun, l'on ne peut pas conférer, le même jour, le sous-diaconat avec les ordres mineurs.

Mais si cela est défendu par le droit, la coutume ne peut-elle pas autoriser la collation du sous-diaconat et des ordres mineurs le même jour ?

Les auteurs sont partagés sur cette question. Mais l'opinion plus commune et plus probable tient que la coutume peut obtenir cet effet.

« Sed dicendum, dit Schmalzgrueber, si alicubi vigeat consuetudo, ut subdiaconatus simul cum minoribus eadem die aliquibus conferatur, eam consuetudinem non esse reprobandam. » — T. I, p. 213.

VI

DU MINISTRE DE L'ORDINATION VALIDE

235. — On distingue deux ministres du sacrement de l'Ordre : l'un ordinaire, et l'autre extraordinaire.

Il est de foi que l'Évêque seul est le ministre ordinaire du sacrement de l'Ordre.

Les conciles de Florence et de Trente l'ont clairement défini.

1. « *Minister ordinarius hujus sacramenti (Ordinis) est Episcopus* », lisons-nous dans le concile de Florence, *decretum unionis*.

2. « *Si quis dixerit Episcopos*, dit le concile de Trente, ... « non habere potestatem confirmandi et ordinandi : vel eam, quam habent, illis esse cum Presbyteris communem... anathema sit. » — Sess. XXVII, can. 7.

Le simple prêtre peut, avec l'autorisation, ou, en vertu d'un privilège du Pontife Romain, être le Ministre extraordinaire de la tonsure et des ordres mineurs. C'est ainsi que les Cardinaux prêtres, et les Abbés, revêtus du sacerdoce et solennellement bénits, confèrent validement ces ordres, les premiers dans les églises de leurs titres, les autres dans celles de leurs monastères à leurs propres sujets.

« Abbatibus et aliis quibuscumque, quantumvis exemptis
« et privilegiatis, non liceat in posterum cuiquam, qui regu-
« laribus subditis non sit, tonsuram vel minores ordines con-
« ferre. » — Concil. Trid. Sess. XXV, cap. x, *de reform.*

Le simple prêtre peut-il, par autorisation du Pontife Romain, conférer même les ordres majeurs?

Nous ferons une distinction entre le sacerdoce et les deux autres ordres majeurs.

Quant au sacerdoce, les docteurs sont généralement d'accord pour soutenir qu'un simple prêtre ne saurait être délégué pour le conférer. La pratique de l'Église prouve suffisamment cette proposition, car on ne trouve pas dans les monuments ecclésiastiques un seul exemple d'une telle délégation.

S'il s'agit du sous-diaconat et du diaconat, la question est controversée.

« Negativam, dit Schmalzgrueber, tenet cum aliis a se citatis Barbosa. »

« Sed communior sententia cum Rodriguez... affirmativæ
« adhæret; nec immerito; nam tale privilegium ordinandi
« subdiaconos et Diaconos constat fuisse concessum Abbati-
« bus Cisterciensibus, licet multi contendunt (quamvis non
« satis bene...) eam potestatem a Trid. revocatam fuisse; quod
« si autem Pontifex aliquando delegavit eam potestatem;
« ergo potuit eam delegare; alias gravissime errasset: quod
« dici non potest. » — T. I, p. 144.

Plusieurs contestent l'authenticité de la bulle qui aurait

accordé aux Abbés de l'ordre de Cîteaux la faculté de conférer le sous-diaconat et le diaconat. Pourquoi ?

1. On ne trouve dans le bullaire romain aucune trace de ce privilège. — 2. Les Abbés de Cîteaux n'en ont jamais usé. Or, s'ils en avaient joui, est-il croyable qu'ils ne s'en fussent pas servis, surtout en France ? — BILLUART, T. VII, p. 50.

Quoi qu'il en soit, il est des canonistes qui, tout en n'admettant pas qu'un simple prêtre puisse être délégué pour conférer le diaconat, pensent qu'il pourrait être ministre extraordinaire du sous-diaconat. — GRANDCLAUDE, T. I, p. 215.

Anciennement le sous-diaconat était compté parmi les ordres mineurs. Plus tard, au temps d'Urbain II et d'Innocent III, il fut considéré comme un ordre majeur.

« Ex hoc inferunt Doctores ante ætatem Innocentii III vel
« etiam Urbain II potuisse Abbates conferre ordinem subdia-
« conatus. » — SANTI, lib. I, p. 123.

VII

DU MINISTRE DE L'ORDINATION LICITE

236. — Les Évêques, fussent-ils hérétiques, schismatiques, dégradés, ou souillés de toute sorte de crimes, ou liés par quelque censure, administrent valablement le sacrement de l'Ordre, pourvu qu'ils emploient dans son administration la matière et la forme requises, et qu'ils aient l'intention de faire ce que fait l'Église : la raison en est que le caractère épiscopal ou le pouvoir reçu dans l'ordination est indélébile et inamissible.

Mais, pour la collation licite des ordres, il ne suffit pas d'avoir le caractère épiscopal, il faut de plus être en état de grâce, être le propre Évêque de l'ordinand, ou du moins être dûment délégué ou autorisé par cet Évêque. — Concil. Trid., sess. XXIII, cap. viii, *de reform.*

237. — De combien de manières peut-on être le propre Évêque d'un ordinand ?

Boniface VIII a établi comme règle générale que le propre Évêque pour la collation des ordres est celui qui est l'Évêque de l'ordinand, à raison ou de son *origine*, ou de son *bénéfice*, ou de son *domicile*. — Cap. III, *Cum nullus, de tempore ordinat. in 6°*.

Innocent XII a ajouté à ces trois titres, qui font que l'on est le propre Évêque d'un ordinand, celui de *familiarité*. — Constit. *Speculatores*.

1. Quel est le propre Évêque, à raison de l'origine ?

C'est celui dans le diocèse duquel l'ordinand est né *naturellement*, et non *par accident*, ou dans lequel ses parents habitaient lorsqu'il est venu au monde. — INNOCENT XII, Const. *Speculatores*.

« Si fortuito quis in aliquo loco natus sit, occasione « nimirum itineris, officii, legationis... patris origo spec- « tanda est. » — Cap. III, *Cum nullus de temp. ordinat. in 6°*.

2. Quel est le propre Évêque, à raison du *domicile* ?

C'est celui dans le diocèse duquel l'ordinand, bien que né ailleurs, ou a fixé sa demeure (const. *Speculatores*), ou est nanti d'une coadjutorerie bénéficiaire, impliquant la résidence et la future succession, selon la réponse suivante de la Sacrée Congrégation du Concile : « Ubi nactus est coadjutoriam in beneficio residentiali cum futura successione. » — *Lucidi*, T. I, p. 261, apud Reatinum, Ap. Sedis Comment.

3. Quel est le propre Évêque, à raison du *bénéfice* ?

C'est celui du diocèse dans lequel l'ordinand possède paisiblement un bénéfice convenable (const. *Speculatores*), alors même qu'il n'impliquerait pas la résidence. — S. Cong. Conc., 26 Maii 1598. *Lucidi*, T. I, p. 159.

4. Quel est le propre Évêque, à raison de la *familiarité* : *ratione familiaritatis seu famulatus* ?

C'est celui près duquel l'ordinand a habité et a été entre-tenu, pendant trois ans, à la condition d'être immédiatement pourvu d'un bénéfice convenable, *sive in sua, sive in aliena diœcesi, intra mensem ab ordine, vel tonsura ei collata*. S. Cong. C. apud Reatinum. Ap. Sedis Comment., p. 109 en note. — Const. *Speculatores*, parag. 6. Concil. Trid., sess. XXIII, cap. ix.

L'Évêque ne peut dispenser son familier *super defectu natalium*, ni des interstices, de manière à le rendre habile à recevoir la tonsure ou les ordres mineurs, car, s'il a le privilège de pouvoir l'ordonner, il n'a pas celui de le dispenser des empêchements qui s'opposent à son ordination. « *Privilegia enim*, dit le cardinal Soglia, *tanti valent, quantum sonant.* » — *Jur priv.* p. 78.

L'Évêque titulaire ou *in partibus* ne peut pas invoquer le privilège d'ordonner son serviteur ou son familier de trois ans, parce qu'il n'a pas de clercs soumis à sa juridiction. — Concil. Trid., sess. XIV, cap. n.

238. — Dans quels cas un sujet peut-il être ordonné par un Évêque étranger ?

Dans les quatre cas suivants :

1. Si le propre Évêque de ce sujet était publiquement suspens de la collation des ordres, parce qu'il aurait ordonné, sans la permission de leur Évêque, des clercs d'un diocèse étranger.

« *Tunc clerici ejus*, dit M^{sr} Grandclaude, *absque licentia illius, possent aliquem episcopum vicinum adire, non tamen pro prima tonsura, sed tantum pro ordinibus præsertim majoribus, quia hæc facultas fundatur in lege necessitatis.* » — T. I, p. 218.

2. Si l'ordinand jouit du privilège de pouvoir être ordonné par un Évêque étranger.

Grégoire XIII, par sa constitution *Pium et utile*, a accordé ce privilège à la Compagnie de Jésus, dont les reli-

gieux peuvent recevoir les ordres de tout Évêque catholique.

— SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 145.

3. Si l'ordinand a de son Évêque des lettres dimissoriales, il peut, moyennant ces lettres, être ordonné par un Évêque étranger. Rien n'empêche le propre Évêque de déléguer un autre pour conférer les ordres à ses sujets.

En France, c'est l'Évêque du diocèse d'origine qui a coutume d'ordonner, ou d'accorder des lettres dimissoriales. Mais cette pratique n'a pas force de loi et ne constitue pas une coutume de droit : donc, elle n'enlève pas le titre de propre Évêque à l'Évêque du *domicile*, du *bénéfice* et du *familier* ; donc, l'Évêque français, qui a vis-à-vis d'un ordinand un de ces trois derniers titres, peut, aussi bien que l'Évêque d'*origine*, soit l'ordonner, soit lui octroyer des lettres dimissoriales. — M^{SR} GRANDCLAUDE, T. I, p. 219.

Nous devons mentionner ici une disposition de la constitution *Apostolicæ Sedis* de Pie IX ; elle y figure au chapitre des Suspenses, n° 7.

Aux termes de cette constitution, il est défendu aux clercs séculiers étrangers de se faire ordonner, après un séjour de plus de quatre ans dans la ville de Rome, par tout autre que leur Évêque, sans la permission du Cardinal Vicaire, et sans avoir préalablement subi un examen devant le même cardinal ; il leur est même défendu de recevoir l'ordination des mains de leur propre Évêque, lorsqu'ils ont été refusés dans cet examen.

Les clercs appartenant à quelqu'un des évêchés suburbicaires ne peuvent être ordonnés hors de leur diocèse respectif, moyennant des lettres dimissoriales émancées, il est vrai, de leur Ordinaire, mais adressées à un autre qu'au Cardinal Vicaire. — Voir notre commentaire de la Constitution *Apostolicæ Sedis*, p. 496 et suiv.

Un ordinand peut-il recevoir licitement un ordre des

maines de l'Évêque de son origine, un autre des mains de l'Évêque de son bénéfice?

La Congrégation du Concile a répondu affirmativement à cette question, pourvu que le changement de l'Évêque qui confère un ordre différent n'ait pas lieu par fraude.

« Variationem in unoquoque ex prænarratis casibus (dummodo non in fraudem fiat) licitam esse. »

« Sicque, ajoute Ferraris auquel nous empruntons cette réponse, conciliari possunt dissidentes doctorum opiniones, ut scilicet variatio bona fide facta liceat, secus vero in fraudem, ut observat Eminentissimus Petra. Tom. I, ad Constitut. unic. Urbani II, sect. I, num. 64. » — FERRARIS, *Bibliotheca canonica*, au mot *Ordo*, art. III, n. 98.

Quant à ceux qui ont été promus par les mains du Pape à un ordre, ils ne peuvent être promus à des ordres supérieurs sans sa permission expresse. — Cap. *Cum in distribuendis*, XII, de temporibus ordinat.

« Illud autem, dit Gonzalez commentant ce chapitre, omnibus commune est ut a R. Pontifice initiatus, et in gradum clericalem cooptatus, non possit ab alio Archiepiscopo vel Episcopo ad ultteriores gradus promoveri... quod honoris causa, et ob reverentiam impositionis manuum Summi Pontificis singulariter constitutum est ne quis benedictionem super caput illius quem Pontifex ordinavit impartiri audeat. » — T. I, p. 430.

VIII

DES LETTRES DIMISSORIALES

239. — Qu'entend-on par lettres dimissoriales?

Ce sont des lettres signées par le propre Évêque, et scellées de son sceau, par lesquelles il renvoie un de ses sujets

à un autre Évêque, pour que celui-ci lui confère les ordres.

Les lettres dimissoriales étant donc une délégation de la faculté de conférer les ordres, leur concession appartient plutôt à la juridiction épiscopale qu'au pouvoir d'ordre.

Qui sont ceux qui peuvent donner des lettres dimissoriales?

1. Le Pontife Romain, en sa qualité de Pasteur suprême et d'Ordinaire de l'Église entière, peut accorder des lettres dimissoriales à tous les chrétiens répandus sur toute la surface du globe.

2. Le légat *a latere* peut donner ces lettres dans sa province, en vertu d'un indult spécial dont il est ordinairement nanti, et qui lui est nécessaire à cet effet.

3. Le propre Évêque des ordinands. Pouvant les ordonner lui-même, il peut leur octroyer des lettres dimissoriales, suivant la *LXVIII^e* règle du Droit : « Potest quis per alium
« quod potest per seipsum. »

4. Les Prélats réguliers, inférieurs aux Évêques, peuvent accorder des lettres dimissoriales à leurs sujets. « *Communis*, dit Ferraris, et habetur ex cap. *Abbas* III, de privilegiis, in 6°. Ex concil. Trid., sess. XXII, de *Reform.*, cap. X, « et expresse ex decreto S. Congr. Concil., 15 Maii 1596. »

Cependant, à moins d'un privilège spécial, ils ne peuvent donner des lettres dimissoriales à leurs sujets que pour l'Évêque diocésain, c'est-à-dire, l'Évêque sur le territoire duquel est situé le monastère de l'ordinand. Toutefois, si cet Évêque ne pouvait pas faire d'ordinations, les prélats réguliers seraient en droit, *servatis servandis*, d'adresser les lettres dimissoriales à tout autre Évêque.

Clément VIII l'a expressément déclaré dans le décret cité plus haut.

« At si diocesanus abfuerit, vel non esset habiturus ordinationes, ad quemcumque alium Episcopum. »

Si l'Évêque diocésain refusait sans raison légitime d'or-

donner ses sujets pourvus de lettres dimissoriales, que peut faire un prélat régulier?

Il peut recourir au Siège Apostolique, comme l'a déclaré la S. Congrégation des Évêques et des Réguliers, le 1^{er} Mars 1852.

Plusieurs congrégations religieuses ont obtenu, depuis le Concile de Trente, le privilège de faire ordonner leurs sujets par tout Évêque catholique; Ferraris cite, au mot *Ordo*, art. III, n^o 69 et suiv., quelques congrégations qui jouissent de ce privilège.

Le chapitre d'une église cathédrale, le siège vacant, peut-il accorder des lettres dimissoriales?

Il le peut jusqu'à l'élection faite par lui du vicaire capitulaire, qui doit avoir lieu dans les huit jours qui suivent la mort de l'Évêque. Mais son pouvoir est ainsi restreint par le Concile de Trente.

« Avant qu'il ne se soit écoulé un an depuis la vacance du
« Siège épiscopal, il est défendu aux chapitres des églises
« cathédrales d'accorder des lettres dimissoriales à un clerc
« non obligé, à cause de son bénéfice, de recevoir les saints
« ordres dans un temps déterminé. » — Cap. x, *de reform.*
Sess. VII.

Le vicaire capitulaire peut-il accorder des lettres dimissoriales, le siège vacant?

Il le peut, comme le chapitre, et avec la même restriction, c'est-à-dire qu'il lui est défendu d'octroyer ces lettres avant qu'il ne se soit écoulé un an tout entier, depuis la vacance du siège épiscopal.

Au titre xxix de ce livre, paragraphe 3 : *du Vicaire Capitulaire*, nous examinons la question controversée par les canonistes, à savoir : si ce vicaire peut donner des lettres dimissoriales pour la première tonsure, avant l'année du deuil du siège vacant accomplie.

Le vicaire général, *sede plena*, peut-il accorder des lettres dimissoriales?

Il ne le peut pas sans un mandat spécial de son Évêque, ou à moins que celui-ci ne soit pour un long temps dans un pays éloigné, et qu'il y ait péril dans la demeure.

« Eae autem (litterae) a Vicario generali tribui nequeunt, » dit Scavini, nisi ipse mandatum habeat speciale, vel Epi-
« scopus in remotis versetur. » — T. IV, p. 286.

Schmalzgrueber admet, avec Pirhing, que la coutume peut aussi permettre au vicaire général de donner des lettres dimissoriales : « Si vicario Episcopi hoc consuetudo permittat. » — T. I, p. 147, n. 48.

240. — Que doivent exprimer les lettres dimissoriales ?

1. Elles doivent exprimer le nom, au moins appellatif, de l'Évêque auquel elles sont adressées, quand il s'agit d'une délégation spéciale et personnelle. Si, au contraire, elles sont accordées, d'une manière générale, sans désignation d'un Évêque, en particulier, il suffit qu'elles portent la suscription suivante : *Ad quemcumque Episcopum gratiam et communionem Sedis Apostolicæ habentem*.

Dans le premier cas, l'Évêque désigné dans les lettres dimissoriales peut seul ordonner le sujet ; dans le second, l'ordination peut être faite par tout évêque catholique. — Cap. *Nonne* §. *de præsumptionibus*.

2. Les lettres dimissoriales doivent exprimer quels sont les ordres que le supérieur prie l'Évêque de conférer à l'ordinand.

Si, par exemple, il y est demandé de lui conférer les ordres mineurs, on ne pourrait pas lui conférer les ordres majeurs, car la faculté d'ordonner, dans ce cas, est de stricte interprétation, comme le dit Schmalzgrueber avec Pirhing. — T. I, p. 147, n. 50.

3. On doit relater dans les lettres dimissoriales la cause pour laquelle le propre Évêque ne confère pas les ordres à son sujet. — Concil. Trid. Sess. VII, cap. xi.

« Consuetudine tamen, dit Schmalzgrueber, in multis pro-

« vinciis receptum est ut nulla causa exprimatur, quam approbat Rebuffe *prax. benef. tit. de litt. dimissor.* » — T. I, p. 147, n. 50.

M^{sr} Grandclaude fait la même observation et ajoute : « Et hæc consuetudo nunc est legitima. » — T. I, *jur. can.* p. 221.

4. Les lettres dimissoriales doivent contenir des renseignements favorables sur la naissance, l'âge, les mœurs et la science de l'ordinand constatés par un examen préalable. — Concil. Trid. Sess. XXIII, cap. viii et cap. iii.

Quelles sont les prescriptions du concile de Trente relatives à la gratuité de la concession des lettres dimissoriales?

Les voici : « Nihil..... nec pro litteris dimissoriis aut testimonialibus, nec pro sigillo, nec alia quacumque de causa, etiam sponte oblatum, Episcopi, et alii ordinum collatores, aut eorum ministri quovis prætextu accipiant. Notarii vero in iis tantum locis in quibus non viget laudabilis consuetudo nihil accipiendi, pro singulis litteris dimissoriis, aut testimonialibus, decimam tantum unius aurei partem (1), accipere possunt, dummodo eis nullum salarium sit constitutum pro officio exercendo, nec Episcopo ex notarii commodis aliquod emolumentum ex eisdem ordinum collationibus directe vel indirecte provenire possit. » — Sess. XXI, cap. i.

241. — Quelle est la durée des lettres dimissoriales?

Ces lettres ont toute leur valeur jusqu'à ce qu'elles soient révoquées.

« Hinc morte concedentis, dit Schmalzgrueber, vel alio modo, finita ejus potestate, non expirant, etiam re integra; quia sunt gratia data, quæ durat etiam post concedentis mortem. » — Cap. *Si gratiose*. 5. *de rescriptis* in 6°. T. I, p. 147, n. 51.

(1) *Aureum* : c'est l'écu romain qui vaut environ 5 fr. 35 c.

Ce sentiment est partagé, au témoignage de saint Alphonse, par le commun des Docteurs. — Lib. VI, Tract. v, n. 787.

IX

DES LETTRES TESTIMONIALES

242. — Les lettres testimoniales sont de deux sortes.

Les unes, que nous appellerons *simplement testimoniales*, font seulement foi des ordres reçus par le clerc, et attestent qu'il n'est lié par aucun empêchement canonique.

Ce sont de simples lettres de recommandation.

Les autres, que nous appellerons *testimoniales et commendatices*, relatent, outre l'ordination du sujet et son exemption de toute censure, la légitimité de sa naissance, son âge, la régularité de ses mœurs et sa science suffisante.

Ces dernières sont requises pour qu'un ordinand étranger ou un sujet qui a demeuré ailleurs puissent être admis aux ordres.

Elles doivent être demandées à l'Évêque de l'*origine*, du *domicile* et du *quasi-domicile*. — Const. *Speculatorum*.

On sait que l'Évêque doit exiger aussi des lettres testimoniales de l'ordinand, fût-il son propre sujet, si celui-ci a simplement *habité* dans un autre diocèse, un temps assez considérable pour avoir pu y contracter quelque empêchement canonique.

S'il ordonnait, sans ces lettres, un de ses sujets qui serait dans ce cas, il encourrait la suspense, aux termes de la constitution *Apostolicæ Sedis*. — Chap. des Suspenses, art. III.

Combien de temps faut-il que l'ordinand ait passé dans

un autre diocèse pour que son Ordinaire soit tenu de demander des lettres *testimoniales* à l'Évêque de ce diocèse ?

Il serait difficile de le préciser, puisqu'il suffit, à la rigueur, d'un temps fort court, pour pouvoir contracter un empêchement qui s'oppose à la réception des saints ordres. Cependant, comme la loi ne tient pas compte des cas exceptionnels, mais seulement de ce qui arrive plus communément, on peut appliquer ici la règle suivie, lorsqu'il s'agit de constater, au moyen de lettres testimoniales, l'*état libre* des étrangers et des vagabonds qui veulent se marier. Or, d'après cette règle, ces personnes doivent fournir un certificat *de statu libero* dûment légalisé et signé par l'Ordinaire des lieux où elles ont séjourné *plus de six mois*.

« Si tamen in hac re quærat^r aliqua regula, dit Avanzini, tutissime posset aptari illa quæ viget de litteris testimonialibus *de statu libero* pro matrimonio contrahendo ab illis exhibendis, qui commorati fuerint tantum temporis in variis locis, ut documentum liberi status existimetur necessarius. » — Comment. const. *Apostolicæ Sedis*, p. 38.

« Denique, écrit aussi le conférencier de Padoue, petendæ sunt litteræ ab eo Episcopo in cujus diœcesis ordinandus *ultra sex menses* quocumque titulo habitaverit, hoc siquidem temporis spatio admittitur *juridica possibilitas*, quod ordinandus impedimentum aliquod ibidem contraxerit. » — P. 350, n. 498.

Un Évêque peut-il ordonner sans lettres testimoniales de l'Ordinaire un de ses sujets qui a fait ses études ecclésiastiques dans un séminaire étranger ?

Les docteurs sont partagés sur cette question, les uns apportant des déclarations de la S. Congrégation du Concile pour l'affirmative, les autres en apportant aussi pour la négative.

Cependant, les déclarations plus récentes de cette Congrégation favorisent le sentiment de ceux qui pensent que

l'Évêque ne peut ordonner, sans lettres testimoniales, ses diocésains qui auraient étudié dans un séminaire étranger.

M^{sr} Grandclaude énumère quelques-unes de ces déclarations.

« V. G. in *Lunen*, 29 Maii 1829; *Montisfalisci*,
 « 17 Maii 1828; *Terracinen*, 26 jan. 1833; sed illas sen-
 « tentias componit Card. Bianchi in voto causæ *Spolet. et*
 « *Reat.* 11 Jul. 1840, quatenus Episcopus minus rigore
 « tenetur exigere litteras testimoniales : sufficeret ut ha-
 « beantur istæ litteræ illius Ordinarii in cujus diœcesi ordi-
 « nandus diutius commoratus est. Sed nunquam testimonium
 « moderatoris Seminarii supplere potest litteras testimo-
 « niales (ex eodem Card. Bianchi). » — T. I, p. 223.

La constitution *Apostolicæ Sedis* corrobore, à notre humble avis, ces diverses déclarations. Au chapitre des suspenses *latæ sententiæ* réservées au Souverain Pontife, elle défend, sous peine de suspense, à tout Évêque d'ordonner sans lettres testimoniales de l'Ordinaire du lieu son propre sujet qui aurait passé *ailleurs* un temps assez considérable, pour pouvoir y contracter quelque empêchement canonique.

La constitution de Pic IX ne distingue pas le lieu où le sujet aura demeuré ; elle ne distingue pas entre le séjour dans un séminaire ou ailleurs ; elle dit simplement : « Vel
 « etiam subditum proprium qui alibi (*id est extra diœce-*
 « *sim*) moratus sit... » Or, le législateur ne faisant aucune distinction, il ne nous appartient pas d'en faire. Donc, nous pensons qu'avant d'élever aux ordres un de ses sujets qui a étudié dans un séminaire étranger, l'Évêque doit exiger des lettres testimoniales non du supérieur de la maison, mais de l'Ordinaire du diocèse où elle est située.

X

**DE LA QUALITÉ DES ORDINANDS ET DES TITRES
D'ORDINATION**

243. — De même que pour l'administration valide et licite du sacrement de l'Ordre, certaines qualités et certains titres sont requis dans le ministre de ce sacrement, de même certaines qualités et certains titres sont aussi requis de la part du sujet pour la validité et la licéité de l'ordination.

DE LA QUALITÉ DES ORDINANDS

Quelles sont les qualités requises dans l'ordinand, pour que son ordination soit valide ?

1. Il faut qu'il appartienne au sexe masculin : les femmes sont de droit divin inhabiles à recevoir l'Ordre.

2. Il faut qu'il soit baptisé : le baptême est la porte des sacrements.

3. Il faut dans le sujet, s'il est adulte, l'intention, au moins habituelle, de recevoir les ordres.

4. Il faut qu'il les reçoive avec une liberté suffisante pour que l'intention requise existe en lui. Cette condition n'existerait pas si, par exemple, le sujet était ordonné tout à fait malgré lui.

On trouvera dans les ouvrages plus étendus de droit canonique d'intéressantes dissertations sur les effets des ordinations faites par la violence absolue, grave et légère.

Quelles sont les qualités requises de la part de l'ordinand, pour que son ordination soit licite ?

1° Il faut qu'il ait plus de sept ans. Celui qui n'a pas cet âge accompli ne peut même pas recevoir la première ton-

sure. Benoît XIV le déclare dans sa bulle *Inter sollicitos*, an 1745, § 19.

Il n'y a pas d'âge déterminé par le droit pour les ordres mineurs. Cependant, dit le même Pape dans cette bulle, l'usage est de les conférer de l'âge de sept ans à quatorze ans.

« Favet Pontificale Romanum, Rubrica de Ordine confer., « ubi ait : « Prima tonsura et minores ordines ante septennium annum completum dari non debent. — SOGLIA, *Jus privat.*, p. 97.

En France, on n'a pas l'habitude de conférer les ordres mineurs avant l'âge de quatorze ans.

Il faut avoir vingt-deux ans pour être promu au sous-diaconat, vingt-trois ans pour être promu au diaconat, et vingt-cinq ans pour être élevé au sacerdoce.

« Nullus in posterum, dit le concile de Trente, ad subdiaconatus ordinem ante vigesimum secundum, ad diaconatus, ante vigesimum-tertium, ad presbyteratus, ante vigesimum-quintum ætatis suæ annum promoveatur. » — Sess. xxiii, cap. xxii.

Mais, faut-il que les vingt-deux, les vingt-trois et les vingt-cinq ans prescrits ci-dessus soient accomplis ?

Non, il suffit, par exemple, que la vingt-deuxième, ou la vingt-troisième, ou la vingt-cinquième année soit commencée.

L'âge se compte rigoureusement, jour par jour, heure par heure, à dater non du jour du baptême, mais de celui de la naissance.

« Sufficit autem, dit saint Alphonse, ut annus præscriptus sit inceptus : ita communiter omnes. Vide Salm. » — Lib. VI, tract. v, de *Ordine*, n. 799.

L'âge de trente ans accomplis est requis pour l'épiscopat. — Cap. vii, de *Elect.*

2° Il faut que l'ordinand ait l'usage de sa raison : c'est de droit naturel.

3° Il faut qu'il ne soit pas néophyte ou nouvellement baptisé. — Conc. Nicaen. can. xix, cap. *Veniens de presbyt. non baptis.*

4° Il faut qu'il ait été confirmé.

« Prima tonsura non initientur qui sacramentum confirmationis non susceperint. » — Conc. Trid., sess. xxiii, cap. iv.

Cette prescription Tridentine touchant la confirmation oblige-t-elle *sub gravi*?

Les théologiens et les canonistes ne sont pas d'accord sur cette question.

« Affirmant Bonacina, dit saint Alphonse, cui consentiunt Tol. Tan. et Aversa ap. Mazzotta...

« Alii vero, ut Holzman... censent hoc non esse de præcepto, sed de consilio.

« Alii tandem communiter, ut Suarez, Navar., Layman, Pal., Mazz., Salmantic., etc., probabilius dicunt confirmationem non requiri sub obligatione gravi, sed requiri quidem sub levi; quia, licet verba Tridentini potius indicent decentiam quam præceptum, tamen in hoc non excusatur a levi saltem deordinatione. »

M^{sr} Grandclaude se range à l'opinion de ceux qui pensent qu'il y aurait péché mortel à recevoir la première tonsure avant la confirmation. Il appuie son sentiment sur une déclaration de la congrégation du Concile de 1601.

« Juxta alios, dit-il, culpa esset gravis, et est sententia tenenda, nam ex Decreto S. Congr. Conc. 27 septemb. 1601, sic ordinatus contraxit irregularitatem et eget dispensatione S. Sedis ut possit promoveri ad superiores ordines et recipere beneficia. » — *Jus. can.* T. I, p. 224.

En tout cas, ajoute-t-il, la collation de la tonsure serait valide quand même. « Tamen tonsura fuit valide collata. »

L'autorité de saint Alphonse, de Suarez, et des théologiens de Salamanque, etc., nous paraît bien grave, pour que

nous osions nous séparer de leur opinion appelée par le premier de ces docteurs l'opinion *commune*.

D'un autre côté, la déclaration de la congrégation du Concile précitée ne permet guère de penser autrement que le savant canoniste qui s'appuie sur elle, pour taxer de péché grave celui qui recevrait la tonsure avant la confirmation. Que dit cette déclaration? Elle soumet à l'irrégularité celui qui a été ordonné sans avoir été préalablement confirmé. Or, cette peine, provenant ici d'un délit, c'est-à-dire, de la violation d'une prescription ecclésiastique, suppose une faute grave, une faute proportionnée à la peine qui est grave, puisqu'elle rend le délinquant incapable de recevoir licitement les ordres supérieurs, sans une dispense.

5° Il faut qu'il soit en état de grâce, car l'Ordre est un sacrement des vivants.

« Qui conscius peccati mortalis, dit Billuart, sine prævia
« confessione aut contritione, ordines, etiamsi minores, sus-
« cipit, peccat mortaliter; secus, si tonsuram; quia, secun-
« dum nos, minores sunt sacramenta, non tonsura. » —
Summa S. Thomæ. Moralis. T. 7, dissert. III, art. III, p. 58.

6° Il faut qu'il soit célibataire. — *Cap. finali hujus tituli.* — « Ubi conjugato, dit Schmalzgrueber, prohibetur
« etiam prima tonsura conferri, nisi Religionem intrare, vel
« ad SS. Ordines, cum consensu uxoris promoveri velit: quo
« casu tamen etiam ipsa Religionem ingredi, aut saltem, si
« non sit suspectæ ætatis, in sæculo manens votum continen-
« tiæ debet emittere. C. *Cum Sis* 4. — *Conjugatus* 5. —
« *Uxoratus* 8. *de conversione conjugat.* » — T. I, p. 141,
n. 26.

7° Il faut qu'il ait la science qui convient à l'ordre qu'il doit recevoir.

Quelle doit être cette science?

Elle est différente suivant les différents ordres auxquels on peut être promu.

S'il s'agit de la tonsure, celui qui veut la recevoir doit connaître les éléments de la foi et savoir, au moins, lire et écrire.

« Prima tonsura non initientur, dit le concile de Trente, « qui..... fidei rudimenta edocti non fuerint; quique legere « et scribere nesciunt. » — Sess. XXIII, cap. iv.

Ceux qui veulent recevoir les ordres mineurs doivent, au moins, avoir l'intelligence de la langue latine. « Minores ordines iis qui saltem linguam latinam intelligant » — Conc. Trid. *ibid.* cap. xi.

Les canonistes pensent que l'Évêque ne pourrait pas conférer les ordres mineurs à un sujet qui ne comprendrait pas la langue latine.

« Secundum probabiliorem et communio rem interpretationem in intelligentia linguæ latinæ dispensare non potest « Episcopus. » — BILLUART, t. 7, *Moralis*. diss. III, art. III, p. 59.

Pour être promu au sous-diaconat et au diaconat, il faut, en outre, avoir une instruction littéraire et une connaissance suffisantes de l'ordre qu'on est appelé à exercer.

« Subdiaconi et diaconi ordinantur... litteris et iis quæ ad « ordinem exercendum pertinent. » — Sen. XXIII, cap. XIII.

Le degré de science littéraire et théologique requis pour la promotion au sous-diaconat et au diaconat est laissé à l'appréciation judicieuse de l'Évêque. C'est à lui à fixer le programme de cette double science, suivant la lettre et l'esprit des prescriptions du Concile de Trente.

Quant à ceux qui sont appelés à l'ordination du sacerdoce, outre la connaissance de ce qui concerne leur ordre, c'est-à-dire, la connaissance de la matière et de la forme de l'Eucharistie, la manière de célébrer la sainte messe, etc., ils doivent encore posséder la science compétente pour enseigner au peuple tout ce qui est nécessaire au salut et à l'administration des sacrements.

« Ut ad populum docendum ea quæ scire omnibus neces-

« sarium est ad salutem, ac ad administranda sacramenta, « diligenti examine præcedente, idonei comprobentur. » — Sess. XXIII, cap. xiv.

Quels sont les sacrements dont parle le concile en ces termes : « Ad administranda sacramenta? »

Nous laissons la réponse à Billuart.

« Sacramenta intellige quæ ministrare potest, scilicet baptismum, Eucharistiam, Extremam Unionem, et in necessitate Pœnitentiam, cujus formam saltem scire debet. Quantum ad casus conscientiæ, quamvis dedeceat eos penitus ignorare, non tamen ita debet scire sicut ille cui animarum cura incumbit. » — T. 7, *Moralis*. dissert. III, art. III, p. 59.

En ce qui touche le sacrement de pénitence, saint Alphonse s'exprime ainsi :

« Unde infero quod quilibet simplex sacerdos debeat habere aliqualem scientiam circa materias magis obvias, quæ pertinent ad sacramentum pœnitentiæ, saltem pro casibus necessitatis in quibus confessiones excipere tenetur... »
 . « Unde concludo quod promovendi ad sacerdotium non possunt, tuta conscientia, ad ordinationem accedere, nisi sciant universalia principia, quibus solvant dubia, saltem communiter occurrentia proxime moribundis... » — Lib. VI, tract. v, n. 791.

Quelle est la science requise du sujet appelé à recevoir l'Épiscopat?

« Scientia vero præter hæc ejusmodi polleat, dit le Concile de Trente, ut muneris sibi injungendi necessitati possit satisfacere; ideoque antea in Universitate, studiorum Magister, sive Doctor, aut Licentius in Sacra theologia, vel jure canonico merito sit promotus, aut publico alicujus Academiæ testimonio idoneus ad alios docendos ostendatur. » — Sess. XXII. *de reform.* cap. II.

8° Il faut que l'ordinand soit un homme de bonne vie et de mœurs éprouvées.

« Sciant Episcopi... debere ad hos ordines assumi dignos
« duntaxat, et quorum probata vita senectus sit. » — Trid.
sess. XXIII, cap. xii.

« Ita pietate et sanctis moribus sint conspicui, ut præcla-
« rum bonorum operum exemplum, et vitæ monita ab iis
« possint expectari. » — *Ibid.*, cap. xiv.

9° Il faut qu'il soit le sujet de l'Évêque qui lui confère les ordres, comme nous l'avons dit plus haut, ou qu'il ait des lettres dimissoriales en bonne et due forme.

10° Il faut qu'il observe les interstices et les époques canoniques dans son ordination.

11° Il faut que l'ordinand ait un des titres d'ordination dont nous parlerons plus bas.

12° Il faut qu'il soit ordonné graduellement et non *per saltum*.

« Ordinatio per saltum dicitur, dit Billuart, quando quis,
« omisso ordine inferiori, suscipit superiorem; v. g. si sub-
« diaconus, omisso diaconatu, fiat sacerdos. »

« Ordinatio hujusmodi, dit saint Thomas, illicita est,
« licet non sit invalida, quia potestates sunt distinctæ et
« una quantum est de sui ratione non requirit aliam in
« eodem subjecto. » — In 4^{um} distinct. 24, q. 1, art. ii,
q. 5.

Si l'on conférait l'épiscopat à un diacre, en passant par dessus le sacerdoce, la collation de cet ordre serait non seulement illicite, mais elle serait aussi invalide, selon l'opinion commune.

« Tutior et communis sententia tenet, dit le cardinal
« Soglia, consecrationem Episcopi, presbyteratu omisso,
« non consistere, nullumque exemplum certum et explora-
« tum exstat de Episcopatu non presbytero collato. » —
Instit. juris priv., p. 65.

13° Il faut que l'ordinand soit exempt de toute censure et de toute irrégularité.

DES TITRES D'ORDINATION

244. — Sous l'ancienne discipline ecclésiastique, nul ne pouvait être ordonné sans un titre, c'est-à-dire, sans une église déterminée au service de laquelle il était attaché. C'était alors le titre unique d'ordination pour les clercs séculiers.

Le clerc, une fois attaché au service de cette église, ne devait plus l'abandonner sans la permission expresse de son Évêque.

En échange des liens qui l'unissaient si étroitement à elle, l'église à laquelle il était consacré devait lui fournir sur ses revenus ce qui lui était nécessaire pour son honnête entretien. — Voir le concile de Chalcédoine, canon 6.

Le titre engendrait donc une double obligation, comme le dit fort bien le cardinal Soglia : « Clericus obstringebatur ad serviendum perpetuo Ecclesiæ; Ecclesia vero ad alimenta clerico suppeditanda. » — *Ibid.*

Lorsqu'on érigea plus tard les bénéfices, l'ancienne discipline de l'Église fut changée, mais elle ne fut pas tout à fait abolie, comme nous allons le montrer.

Les bénéfices sont de deux sortes.

Les uns sont appelés bénéfices *doubles*. Ce sont ceux auxquels sont annexées la juridiction, la préséance ou l'administration, comme les dignités, les personats et les offices.

Les autres sont appelés bénéfices *simples*. Ce sont ceux qui ne jouissent d'aucune juridiction, ni préséance, ni administration. Ils exigent seulement l'obligation commune à tous les bénéficiers : la récitation de l'office divin.

Mais il arriva que tous les diocèses n'étaient pas également riches en bénéfices, et même que plusieurs en man-

quaient complètement. Le titre de bénéfice ne suffisant donc pas pour le recrutement du clergé, il fallut créer le titre de patrimoine ou de pension ecclésiastique perpétuelle.

A ces titres qui concernent les clercs séculiers, on en ajouta un autre, en faveur des réguliers qui font profession solennelle : c'est celui de pauvreté ou de mense commune : « *Titulus paupertatis et mensæ communis.* »

245. — Parlons de chacun de ces titres en particulier.

1. — Du titre de bénéfice.

Ce titre est le seul qui, à proprement parler, mérite vraiment ce nom, puisque les autres ont été établis pour le suppléer.

Pour qu'un bénéfice puisse constituer un titre d'ordination, il faut qu'il jouisse des conditions suivantes.

1. Il faut qu'il soit perpétuel. — S. Congr. Concil., Julii 1733. — Autrement, il pourrait arriver que le clerc ordonné, grâce à ce titre, en fût dépouillé et tombât ainsi dans les inconvénients que l'Église a voulu écarter de lui :

« Cum non deceat, dit le concile de Trente, eos qui divino
« ministerio adscripti sunt, cum ordinis dedecore mendicare,
« aut sordidum aliquem questum exercere. » — Sess. XXI,
cap. II, *de reform.*

Suivant que l'a déclaré la Congrégation du Concile, il n'est pas nécessaire que le bénéfice oblige à la résidence, il suffit qu'il soit simple. — S. Congr. C. in Meliten., 26 Maii 1598.

Suivant une autre déclaration de la même Congrégation, il suffirait que le bénéfice fût une coadjutorerie avec future succession. — S. Cong., 23 Aug. 1721.

2. Il faut que le bénéfice soit suffisant pour l'honnête entretien du clerc. — Trid., sess. XXI, cap. II.

« Notandum, dit saint Alphonse, sufficientiam beneficii
« desumendam esse juxta taxam diœcesis, ubi est benefi-

« cium, si ipsum requirit perpetuam residentiam; si vero
 « non requirit, juxta taxam originis, ut pluries declaravit
 « S. C. an. 1701, 1708 et 1713, apud Bened. XIV, de
 « synod. diocæs., lib. XII, cap. ix, n. 2. »

« *Juxta taxam originis* », c'est-à-dire, selon la taxe du diocèse ou du lieu où le bénéficiaire a son domicile. « Si secundum (si le bénéfice n'exige pas la résidence) sufficientia erit desumenda, dit Benoît XIV, a taxa synodali, præfinita in loco, ubi beneficiarius domicilium habet. »

3. Il faut que le bénéfice soit obtenu actuellement et possédé pacifiquement, *ut sit actu obtentum et pacifice possessum*. (Trid., cap. cit.) Pourquoi? « Quia, dit le cardinal Soglia, subsidium vitæ clericalis discrimini committendum non est, et idcirco bona et jura litigiosa, Vicariæ et Capellanæ ad nutum amovibiles in titulum conferri non possunt. » — *Institutiones juris privati*, cap. vi, de Benef., p. 89.

2. — Du titre de patrimoine ou de pension.

246. — Que faut-il entendre par le titre de patrimoine?

C'est celui qui consiste en biens patrimoniaux, c'est-à-dire, en biens propres au clerc, soit qu'ils lui viennent de sa famille, soit qu'ils lui soient acquis par quelque autre voie légitime.

Pour qu'un clerc puisse être ordonné, au moyen d'un titre patrimonial, plusieurs conditions sont requises du côté de ce titre.

1° Il faut que les biens patrimoniaux qui le constituent soient suffisants pour l'honnête subsistance du clerc. « Taliaque esse quæ eis ad vitam sustentandam satis sint. » — Trid., sess. XXI, cap. ii.

2° Il faut qu'ils soient certains et stables. Autrement la subsistance du clerc serait incertaine et instable.

3° Il faut qu'ils soient des biens immeubles : rien n'est fragile et passager comme un bien meuble.

4° Il faut qu'ils soient libres et exempts de dettes et de toute hypothèque.

5° Il faut qu'ils rapportent le revenu nécessaire : que servirait à l'intéressé d'avoir en titre un bien patrimonial stérile ? « Idem est, dit Schmalzgrueber, rem non habere, et « habere, sed inutilem. » — T. I, p. 149, n. 55.

6° Il faut qu'ils soient solides et fixes, de telle sorte qu'ils ne puissent facilement être enlevés au clerc, soit par l'aliénation, soit par la cession à autrui, soit par quelque autre transaction attentatoire au droit du titulaire.

Il s'ensuit qu'un fils ne pourrait pas être ordonné, sur la simple espérance de l'héritage de son père encore vivant : on sait combien les espérances sont trompeuses ! Aussi, le Concile de Trente exige-t-il de celui qui n'a ni bénéfice, ni pension, un patrimoine réel et véritable, — *patrimonium obtinentes*, — et non un patrimoine fictif ou en espérance.

« Si tamen pater esset nobilis, aut unus ex magnatibus, ex « consuetudine aliquarum provinciarum, sufficeret promissionem ejus litteris authenticis exprimi; talis enim promissio jam haberetur pro titulo. » — PIRHING et SCHMALZGRUEBER, *ibid.*

Que penser du titre de pension ou d'une rente annuelle que l'on assignerait à un ordinand, jusqu'à ce qu'il soit nanti d'un bénéfice ecclésiastique, ou pourvu d'ailleurs des moyens de subsister honnêtement ?

Ce titre est admissible, puisqu'il est effectivement admis par le Concile de Trente qui, parlant du titre de *patrimoine* et de *pension*, dit que le clerc peut être ordonné avec l'un ou l'autre, si la nécessité ou l'avantage des églises l'exige. « Pro necessitate vel commoditate ecclesiarum suarum. »

Les titres de pension fournis par des personnes privées

doivent être assis sur une caution réelle et solide. « Debet
« esse datus sub cautione reali, assignata videlicet re libera
« et frugifera. » — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 149, n. 57.

Si les titres de pension sont donnés par des communautés, des princes ou d'autres personnages éminents, il suffit, à cause des garanties plus grandes qu'ils présentent, qu'ils reposent sur un simple acte authentique. « At in personis
« Principibus, Magistratibus, Communitatibus, sufficit simplex Cautio Instrumentaria; quia his nunquam facultas
« deesse potest ad clericum sustentandum. » — PIRHING, *apud* SCHMALZGRUEBER, *ibid.*

3. — Du titre de service du diocèse ou de l'Église.

247. — Ce titre *ordinaire*, jadis, est devenu, aujourd'hui, *extraordinaire*.

Il est parfois accordé aux clercs qui, manquant d'un bénéfice ecclésiastique, ou d'une pension, et n'ayant pas de biens patrimoniaux, sont ordonnés sous la double condition :

1° D'être attachés à une église déterminée : « *ex cujus servitio et eleemosynis a piis Christi fidelibus clar-
« giendis sustentari possint.* »

2° De n'être jamais écartés de cette église, à moins que l'on ne pourvoie autrement à leur existence. — Voir l'instruction de la Propagande du 27 avril 1871. — Cong. du Concile *in Chiapen. 21 jun. 1872.*

Dans les États-Unis de l'Amérique, les Évêques peuvent, par *privilège*, conférer les saints ordres *titulo servitii Ecclesie*.

Vivement préoccupé de l'état de pauvreté où a jeté beaucoup de diocèses la spoliation des biens ecclésiastiques, dans ces derniers temps; voulant, autant que possible, accommoder les lois de l'Église touchant le titre d'ordination aux nécessités des temps actuels, le Souverain Pontife Pie IX

soumit aux délibérations des Pères du concile du Vatican un décret qui, en l'absence du titre de *bénéfice*, de *patrimoine*, ou de *pension*, permettrait aux évêques d'ordonner des clercs *titulo servitii suæ diœcesis seu ecclesiæ*.

Au clerc ordonné à ce dernier titre, l'Évêque devrait procurer dans son diocèse un poste quelconque qui le mette à même de vivre honnêtement : par exemple, un poste de vicaire dans une paroisse, une chaire de professeur dans un séminaire, etc.

« Itaque, sacro approbante Concilio, decernimus ut in quibus diœcesibus neque sufficiens beneficiorum aut pensionum ecclesiasticarum numerus est, neque patrimonii titulus... constitui potest, eos quos pro necessitate vel commoditate Ecclesiarum suarum Episcopi ordinent titulo servitii suæ diœcesis seu Ecclesiæ, et de ecclesiastico provideant quo decenter sustentari valeant. » — *Schema constitutionis de titulis Ordinationum*.

Tel est le texte du 6° *schema* concernant la discipline ; nous y ajouterons, parce qu'elles l'expliquent clairement, quelques paroles des annotations qui l'accompagnent.

« Quod si istiusmodi etiam patrimonium exhibere ordinandus nequeat, tum licebit Episcopo eum ordinare, titulo suæ diœcesis, in qua ei Ecclesiasticum aliquod officium committat, quo honestæ sustentationi sit consultum.

« At firma omnino manet regula ut illi soli ad sacram Ordinationem admittantur quos pro Ecclesiarum suarum necessitate vel utilitate Episcopus assumendos judicaverit. »

« Propter honorum ecclesiasticorum passim defectum et majorem ipsam circa Ordinationis titulum concessam facilitatem, addenda videbatur hæc generalis admonitio, ne ob facultatum temporalium carentiam minor sit quam cultus divinus et cura fidelium exigant sacrorum ministrorum numerus, aut clericorum indigentium necessitatibus succurri nequeat. Diversimode in diversis diœcesibus utrique

« huic periculo laudabiliter obviam ire procurant. Nulla tamē videbatur in specie methodus indicanda... »

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher de ces dispositions de la Constitution Vaticane sur les titres d'ordination la réclamation adressée par le cardinal Caprara à M. de Talleyrand contre l'article 26 des articles organiques. Aux termes de cet article, les Évêques ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant, au moins, un revenu annuel de 300 francs (1).

L'éminent cardinal, préoccupé, lui aussi, du recrutement du clergé de France, réclama, vu la nécessité des temps, contre l'exigence du gouvernement.

« Cependant, dit-il, tous les diocèses se plaignent de la disette des prêtres ; peut-on espérer qu'ils en obtiennent, quand on exige pour les ordinands un titre clérical de 300 francs de revenu ? Il est indubitable que cette clause fera désertier partout les ordinations et les séminaires. »

Les dispositions contenues dans le *schema* susdit n'ont pas été promulguées, par suite de l'interruption du concile du Vatican ; elles ne sont donc pas définitives. En attendant qu'elles le soient, pour ordonner, *titulo suæ diœcesis, seu Ecclesiæ*, ceux de leurs sujets qui n'ont aucun des autres titres d'ordination, les Évêques devraient se pourvoir d'un indult Pontifical.

4. — Du titre de pauvreté religieuse.

248. — En quoi consiste ce titre ? C'est le privilège dont jouissent les religieux profès de se faire ordonner, sans autre titre. — *Can. Neminem*. 1. dist. 70.

Pour pouvoir être ordonné, à titre de pauvreté religieuse,

(1) Cette disposition a été rapportée par le décret du 28 février 1810.

il faut que l'on ait fait des vœux solennels dans un ordre religieux approuvé. — Pie V, Const. *Romanus Pontifex*. Benoît XIV, Const. *Impositi nobis*, 27. feb. 1747.

La profession religieuse dans un ordre constitue un titre suffisant à ceux qui l'émettent, parce qu'ils s'attachent par des liens indissolubles à cet ordre qui leur doit désormais la nourriture et l'entretien, tout le temps de leur vie.

En vertu d'un *quasi-contrat*, le profès reçoit de l'ordre auquel il se consacre ce qui est nécessaire à la vie.

« *Ex quasi contractu cum Religione cui mancipabantur, ab eadem, dit Santi, recipiebant sustentationem conventum statui proprio... Huic praxi nihil detraxit jus commune...* » — *Prælect jur. can.* T. I, p. 137.

Il s'ensuit que les *novices* ne peuvent pas être ordonnés, *titulo paupertatis religiosæ* : la raison en est que le novice peut, quand il le veut, quitter l'ordre dans lequel il est entré, comme celui-ci peut le congédier lui-même.

Il y a cependant quelques exceptions à cette règle. Par exemple, en vertu d'un privilège spécial à eux octroyé par le pape Grégoire XIII, les Pères de la compagnie de Jésus peuvent être promus aux ordres sacrés sans titre ecclésiastique, autre que celui dont nous parlons, avant leur profession solennelle, avec la permission de leur Général. — Voir BONACINA, disp. III, quæst. II, punct. X, n° 1, et le commentateur de Padoue, p. 352, n° 502.

Le cardinal Soglia enseigne que le même privilège aurait été accordé aux Pères de la congrégation de la Mission et à d'autres congrégations. — *Institutiones Juris privati*, p. 90, § 53.

Dans la plupart des congrégations religieuses qui existent en France, on n'émet que des vœux simples; il s'ensuit donc, aux termes de la constitution *Romanus Pontifex* de S. Pie V, que les sujets appartenant à ces congrégations ne peuvent être ordonnés, *titulo paupertatis*, sans un privilège du Siège Apostolique.

Une remarque importante, essentielle même à faire touchant les titres divers d'ordination :

Jadis le titre d'ordination était requis même pour la réception de la tonsure et des ordres mineurs, comme on le voit dans le canon *Neminem*. Aujourd'hui, ce titre n'est requis que pour la réception des ordres sacrés, comme le déclare expressément le concile de Trente, au chapitre n° de la session xxi° :

« Statuit sancta synodus ne quis deinceps clericus sæcularis... ad sacros ordines promoveatur, etc. »

XI

DES PEINES QUI FRAPPENT CEUX QUI ORDONNENT ET CEUX QUI SONT ORDONNÉS CONTRAIREMENT AUX RÈGLES CANONIQUES

249. — Il y a plusieurs manières de mal conférer et de mal recevoir les ordres.

Il y en a surtout cinq dont nous devons parler ici.

On pèche contre la bonne collation ou la bonne réception des ordres :

1° Si l'on est ordonné avant l'âge légitime ;

2° Si l'on n'est pas le propre sujet de celui qui ordonne, et si l'on est ordonné sans la permission de son Ordinaire ;

3° Si l'Évêque conférerait les ordres dans un diocèse étranger sans la permission de l'Ordinaire de ce lieu ;

4° Si l'ordination a lieu hors des époques canoniques, et sans l'observation des interstices ;

5° Si l'Évêque ordonne sans un titre quelconque.

A chacune de ces manières fautives de conférer ou de recevoir les ordres correspond une peine canonique.

1. — Des peines qui frappent ceux qui ordonnent et ceux qui sont ordonnés avant l'âge légitime.

1° Il n'est pas permis de conférer la *tonsure* avant l'âge de sept ans.

Celui qui la confère avant cet âge est frappé, *ipso facto*, de suspense de la collation de la dite tonsure, pendant une année entière. — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 150, n. 60.

Cette peine, qui existe dans l'ancien droit, ne se trouve ni dans le concile de Trente, ni dans la constitution *Apostolicæ Sedis* de Pie IX. Cela étant, il paraît qu'elle n'est plus en vigueur et qu'elle a été abrogée.

« Sed hæc pœna, dit M^{sr} Grandelaude, nunc non reperitur
« in constitutione *Apostolicæ Sedis*, et ideo quia non ex-
« primitur in concilio Tridentino, videtur simpliciter abro-
« gata. » — T. I, p. 233.

Le droit ne porte aucune peine contre ceux qui confèrent les *ordres mineurs* avant l'âge communément requis.

« Unde, dit Schmalzgrueber contre Soto, cum Jura eidem
« expresse pœnam nullam statuerint, punctionis modus relin-
« quendus est superiori delinquentis. » — *Ibid.*, n. 60.

2° Celui qui confère sciemment un ordre sacré au clerc qui n'a pas l'âge légitime encourt la suspense de la collation non seulement de l'ordre qu'il a donné, mais encore de tous les autres ordres majeurs et mineurs. — Can. *Vel non est*. 14.

Cette suspense est seulement *ferendæ sententiæ* « Ordinans
« autem, jure ipso, non suspenditur, dit le cardinal Soglia,
« sed suspensio a collatione ordinum in eum irroganda est,
« cap. xiv de temp. ordinat. » — *Instit. Juris privati*, p. 97.

La constitution *Apostolicæ Sedis* n'ayant modifié que les censures *latæ sententiæ*, sans rien toucher aux censures *ferendæ sententiæ*, il s'ensuit que la peine dont nous parlons subsiste sous l'empire de cette constitution.

De plus, s'il conférait même les ordres mineurs, pendant qu'il est sous le coup de la suspense susdite, l'Évêque encourrait l'irrégularité.

3° Quant au sujet promu, de mauvaise foi, avant l'âge légitime, à quelque ordre sacré, il est, aux termes du droit ancien, frappé de suspense jusqu'à ce qu'il ait atteint cet âge. Can. *Vel non est* ; suivant le droit plus récent, exprimé dans la constitution de Pie II, *Cum ex sacrorum*, il est suspens, *in perpetuum*, jusqu'à ce qu'il n'ait reçu le bienfait de l'absolution.

Cette suspense ne se trouve pas dans le nouveau code pénal de l'Église, la constitution *Apostolicæ Sedis* ; elle n'est pas non plus expressément formulée dans le concile de Trente : dans ces conditions, elle n'est plus en vigueur, et il y a lieu pour le juge ecclésiastique de punir, selon son gré, celui qui aurait reçu un ordre sacré avant l'âge légitime.

2. — Des peines portées contre celui qui ordonne un sujet étranger et contre ce sujet lui-même.

250. — Autrefois, les Évêques qui conféraient la tonsure à des sujets étrangers, sans lettres dimissoriales, étaient suspendus, pour un an, de la collation de la dite tonsure, comme on le voit dans le chapitre *Nullus, de tempore ordinat*.

Les Évêques qui leur conféraient soit les ordres majeurs, soit les ordres mineurs, sans ces lettres dimissoriales, étaient suspendus, pour un an, de la collation des ordres, comme on le voit dans le chapitre *Eos qui, de temp. ordinat.*, dans la constitution *Speculatores* de Clément XII, et surtout dans le concile de Trente, session xxiii^e chapitre viii^e *de reform.*

La constitution *Apostolicæ Sedis* a-t-elle maintenu ces peines ?

Pour en juger, il faut reproduire ici le texte de cette constitution relatif au cas qui nous occupe. Le voici :

« Suspensionem per annum ab ordinum administratione,
 « ipso jure, incurrent ordinantes alienum subditum, etiam
 « sub prætextu beneficii statim conferendi, aut jam collati,
 « sed minime sufficientis, absque ejus Episcopi litteris dimis-
 « sorialibus... »

Nous répondons maintenant à la question.

D'abord, les Évêques qui confèrent seulement la tonsure, sans lettres dimissoriales, à des sujets étrangers, échappent à la suspense, puisque la constitution de Pie IX et le concile de Trente soumettent à cette peine ceux-là seuls qui confèrent un ordre quelconque : *ordinantes*. Or, on sait que, suivant l'opinion commune des théologiens, la tonsure n'est pas un ordre, mais une simple disposition aux ordres.

Donc, celui qui la confère *n'ordonne* pas. Donc, il n'en-court pas la peine portée contre les *ordinantes*. Mais, il pécherait contre les prescriptions canoniques, et notamment contre les dispositions de la constitution *Speculatores* : « Hinc
 « si quispiam Episcopus, dit le commentateur de Padoue,
 « solam tonsuram alicui daret sine præscriptis litteris dimis-
 « sorialibus; procul dubio peccaret contra canonicas disposi-
 « tiones, nominatim vero contra constitutionem *Speculatores*,
 « verum in suspensionem non caderet; quia sive Tridenti-
 « num, sive novus Articulus loquuntur tantum de Episcopo
 « *ordinante*. » — *In Constit. Apostolicæ Sedis*, p. 348.

En second lieu, la suspense de la collation de tous les ordres, soit majeurs, soit mineurs, pendant un an, est maintenue contre les Évêques qui *ordonnent*, sans lettres dimissoriales, un sujet étranger.

Cette suspense est réservée au Pontife Romain. — *C. Ap. Sedis*. — Quant au clerc ainsi ordonné, il est suspendu, pour tout le temps qu'il plaira à son Ordinaire, de l'exercice des fonctions des ordres qu'il a reçus. — *Trident.*, sess. xxiii, cap. viii, *de Reformatione*.

Non seulement un Évêque ne peut, sans lettres *dimisso-*

riales, ordonner un sujet qui ne lui appartient pas, il lui est encore défendu, sous peine de suspense, d'ordonner un de ses diocésains qui aurait habité un diocèse étranger pendant un temps assez considérable, s'il n'a pas reçu de l'Ordinaire de ce diocèse des lettres *testimoniales* attestant que l'ordinand n'y a contracté aucun empêchement canonique.

« Vel etiam subditum proprium qui alibi tanto tempore moratus sit, ut canonicum impedimentum contrahere ibi potuerit, absque hujus loci litteris testimonialibus. » — *Const. Ap. Sedis : suspensiones latæ sententiæ. S. Pontif. reservatæ. Art. III.*

251. — Il est, en outre, défendu par la même constitution aux clercs séculiers étrangers de se faire ordonner, après un séjour de plus de quatre mois dans la ville de Rome, par tout autre que leur propre Évêque, sans une permission spéciale du Cardinal-Vicaire...

Les clercs appartenant à quelqu'un des évêchés suburbicaires (1) ne peuvent être ordonnés hors de leur diocèse respectif, moyennant des lettres dimissoriales émanées, il est vrai, de leur Ordinaire, mais adressées à un autre qu'au Cardinal-Vicaire...

Les Évêques qui auraient ordonné ces clercs sont suspendus, pour un an, de l'usage des Pontificaux. — *Constit. Ap. Sedis, ibid. Art. VII.*

Quant aux clercs ordonnés, ils encourent, de plein droit, jusqu'à ce qu'il plaise au Saint-Siège de les relever, la suspense des ordres qu'ils auraient ainsi reçus. — *Ibid.*

Les Évêques titulaires qui ordonneraient ou même tonsureraient des sujets étrangers sans le consentement exprès

(1) Il y a six Évêchés suburbicaires. Ce sont les Évêchés 1° d'Ostie et Velitri ; 2° de Porto et Sainte-Rufine ; 3° d'Albano ; 4° de Frascati ; 5° de Palestrina ; 6° de Sabine.

On les appelle suburbicaires parce qu'ils sont situés dans les environs ou les faubourgs de la ville de Rome.

de leurs prélats ou sans lettres dimissoriales, sont, par le fait, déclarés suspens, pour un an, de l'exercice des Pontificaux.

Quant aux sujets ordonnés par eux, ils sont aussi suspendus, de plein droit, tant qu'il plaira à leurs propres prélats, de l'exercice des ordres qu'ils auraient ainsi reçus.

Cette double peine a été édictée par le concile de Trente ; mais, la constitution *Apostolicæ Sedis* ayant déclaré conserver et maintenir les suspenses Tridentines, elle demeure, aujourd'hui, en vigueur. — Sess. xiv, cap. 1, *de Reform.*

On nomme Évêques *titulaires* ceux qui sont nantis du titre d'une église dépourvue de clergé et de peuple chrétien. On les appelait auparavant Évêques *in partibus infidelium*, parce qu'ils portent le titre de quelqu'un de ces anciens sièges épiscopaux qui sont sous le joug des infidèles. Cette appellation a été abolie par une décision de la Propagande, le 27 février 1882.

3. — Des peines qui frappent celui qui ordonne et celui qui est ordonné dans un diocèse étranger sans le consentement de l'Ordinaire du lieu.

252. — Aux termes du chapitre V de la session vi *de Reform.* du concile de Trente, il est défendu aux Évêques d'exercer les Pontificaux, et par conséquent de faire des ordinations dans les diocèses étrangers sans la permission des Ordinaires.

Une double peine est prononcée dans ce chapitre, une contre l'Évêque qui enfreint cette défense, une autre contre le sujet ordonné par lui.

La première déclare cet Évêque suspendu, *ipso Jure*, de l'exercice des Pontificaux.

La seconde déclare le clerc ordonné par lui suspendu, *ipso Jure*, de l'exercice des ordres qu'il aurait reçus de ses mains.

Aucune de ces deux suspenses n'étant limitée quant au temps, elles durent toutes les deux jusqu'à ce qu'elles aient été enlevées par une absolution légitime. D'ailleurs, le saint concile n'y ayant ajouté aucune réserve, on peut en être relevé par l'autorité Épiscopale elle-même.

« Caterum, dit le Conférencier de Padoue, avec Bonacina, « S. synodus nullam reservationis notam adjecit, propterea « etiam ab Episcopali auctoritate tolli potest. » — P. 358, n. 512.

On trouvera dans les commentaires de la constitution *Apostolicæ Sedis*, et dans le nôtre, en particulier, d'autres détails sur cette question, à l'article des suspenses, notamment aux pages 501 et 502, numéros 594 et 595.

4. — Des peines portées contre ceux qui ordonnent et ceux qui sont ordonnés en dehors des époques canoniques, et sans l'observation des interstices.

253. — Sous le droit ancien, l'Évêque qui ordonnait, *extra tempora*, encourait la suspense *ferendæ sententiæ* de la collation des ordres qu'il avait conférés et des ordres supérieurs.

Le clerc ordonné, *extra tempora*, était suspens de l'exercice des ordres qu'il avait ainsi reçus : cette peine était, comme l'autre, *ferendæ sententiæ*. — C. *Sane* 2. et C. *Cum quidam* 8.

Sous le droit nouveau, introduit par la constitution *Cum ex sacrarum* de Pie II, l'Évêque qui confère les ordres, *extra tempora*, encourt aussi la suspense de la collation de ces ordres et des ordres supérieurs, après la sentence du juge.

Quant à l'ordonné, il encourt, *ipso jure*, la suspense des ordres qu'il a ainsi reçus.

Cette censure existe-t-elle sous l'empire de la constitution *Apostolicæ Sedis* ?

Elle n'a pas été renouvelée par cette constitution, car on la cherche en vain parmi les suspenses y énumérées. Elle n'est pas non plus *directement* exprimée dans le Concile de Trente (1).

Or, au sentiment de tous les interprètes, on doit regarder, aujourd'hui, comme abrogées, toutes les censures *latæ sententiæ* qui ne sont pas contenues dans la constitution *Apostolicæ Sedis*, ou qui n'ont pas été prononcées et publiées *directement* par le Concile de Trente.

Donec, la peine, qui nous occupe, n'existerait plus. Hæc « pœna, dit M^{sr} Grandclaude, innovata non reperitur in « Const. *Apostolicæ Sedis*, nec directe fertur a Conc. Trid. « Ergo non remanet. » — *Jus. can.*, T. I, p. 236.

Mais on ne doit pas l'oublier : si la censure, qui atteignait autrefois, *ipso jure*, ceux qui se laissaient ordonner, *extra tempora*, n'est plus en vigueur, le précepte d'observer dans les ordinations les époques canoniques existe toujours, et ceux qui le transgressent se rendent coupables d'une faute grave.

Quelles peines encourent ceux qui n'observent pas la loi des interstices ?

Celui qui, le même jour, confère deux ordres sacrés, par exemple, le diaconat et le sacerdoce, doit être suspendu de la collation de ces ordres. Quant à celui qui est ainsi ordonné, il doit être suspendu du dernier ordre qu'il a reçu. Il appartient au Pape de les relever l'un et l'autre de la suspension. « *Donec de illis aliter disponamus* », dit Innocent III. — C. *Litteras*, in fine h. tit. SUAREZ, *de Censur.*, D. 31, parag. 1. n. 44.

Si l'on demande pourquoi le clerc ordonné doit être suspendu seulement de l'exercice d'un seul ordre, tandis que

(1) Les censures prononcées *directement* par le concile sont celles qu'il a portées lui-même, pour la première fois, ou de première main. — Les censures prononcées *indirectement* par lui sont celles qui existaient antérieurement, et qui ont été rappelées et renouvelées de l'ancien code pénal de l'Eglise par les pères du dit concile.

l'Évêque doit être suspendu de la collation des deux ordres qu'il a conférés, je répondrai avec Wietsner :

« Quod ordinantis ob excellentiam, majorem prudentiam, « et circumspectionem exposcentis, sit major culpa quam « ordinati. » — Voir SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 153.

Cette double peine n'est que *ferendæ sententiæ*, bien que quelques auteurs veuillent, avec Barbosa, qu'elle soit *latæ sententiæ*. — *Ibid.*

5. — Des peines qui frappent ceux qui ordonnent et ceux qui sont ordonnés sans un titre canonique.

254. — 1. Sous l'ancien droit, celui qui était ordonné sans un titre était suspens de l'exercice des fonctions des ordres qu'il avait reçus. — Can. *Sanctorum*, dist. LXX.

Le droit nouveau a enlevé la suspense ; il a établi que si un Évêque conférait un ordre sacré à un clerc, dépourvu d'un titre de bénéfice ou de subsistance nécessaire, cet Évêque serait obligé de pourvoir lui-même à son honnête entretien, jusqu'à ce que l'intéressé ait obtenu un bénéfice ou d'autres moyens d'existence. Cette obligation est une charge réelle — *onus reale* — qui passe au prélat successeur. — Can. *Cum secundum*, 16, *de præbendis*.

Cependant, si le clerc ordonné sans titre avait par ailleurs de quoi vivre, soit de ses propres biens, soit de l'héritage de ses parents, le Prélat qui l'aurait ordonné ne serait pas tenu de l'entretenir. « Nisi talis ordinatus, de sua vel paterna hæreditate subsidium vitæ possit habere. » — Can. *Episcopus. de præbendis*.

2. La constitution *Apostolicæ Sedis* déclare suspens, *ipso jure*, pendant trois ans, de la collation des ordres ceux qui ordonnent un clerc, sans titre de bénéfice ou de patrimoine, avec la clause qu'il ne réclamera jamais ce qui est nécessaire à son entretien. — *Suspensiones...*, art. II.

Pour que la suspension soit encourue, on le voit :

Il faut que l'Évêque ait conféré un ordre sacré, qu'il ait conféré cet ordre à un clerc ne possédant ni titre de bénéfice, ni titre de patrimoine, et qu'il soit intervenu entre ce prélat et l'ordinand un pacte, par lequel ce dernier se serait engagé à ne jamais demander au premier de pourvoir à sa subsistance.

3. Aux termes de l'article iv du même chapitre de cette constitution, la suspension de la collation des ordres est encourue, *ipso jure*, pendant un an, par l'Évêque qui, hors le cas d'un privilège légitime, conférerait un ordre sacré, sans le titre de bénéfice ou de patrimoine, à un clerc vivant dans quelque congrégation où l'on n'émet pas de profession solennelle, ou même à un religieux qui n'est pas encore profès.

Cette suspension s'étend non seulement à la collation des ordres que l'on aurait donnés, mais aussi à la collation de tous les ordres en général, même à celle des ordres mineurs.

Quant à la suspension de l'exercice de l'ordre reçu, dont la constitution *Romanus Pontifex* de saint Pie V frappait le clerc ordonné, elle est considérée comme abrogée, parce qu'elle n'est nullement mentionnée dans la constitution *Apostolicæ Sedis*. — Conférencier de Padoue, p. 352, n. 501.

Que penser de la peine qui frappait autrefois ceux qui se faisaient ordonner frauduleusement, moyennant un titre fictif ?

Suivant une déclaration de la S. Congrégation du Concile, en date du 20 Novembre 1610, le clerc qui arrivait par ce moyen à l'ordination était suspens, *ipso jure*, de l'exercice des ordres qu'il avait reçus.

Mais cette peine n'étant ni renouvelée dans la constitution *Apostolicæ Sedis*, ni *directement* portée par le Con-

cile de Trente, on doit la regarder comme abrogée. —
M^{sr} GRANDCLAUDE, T. I, p. 235.

TITRE XII

DU SCRUTIN QUI DOIT PRÉCÉDER LA RÉCEPTION DE L'ORDRE

255. — Il ne s'agit pas ici du *scrutin* qui a lieu dans les élections, mais de l'examen ou de la recherche minutieuse que l'on doit faire des qualités de ceux qui aspirent aux saints ordres.

Le mot *scrutinium* vient de *scrutari*, qui signifie *fouiller, chercher, en fouillant, sonder, fureter* partout.

L'Église tient tant à la sainteté et à la dignité de ses ministres qu'elle prend toutes les précautions pour qu'aucun sujet indigne ne soit promu aux saints ordres. C'est pour cela qu'elle a établi qu'une triple enquête serait faite touchant les qualités des ordinands.

La première doit être faite par le curé ou par une autre personne déléguée par l'Évêque.

La seconde doit être faite par l'Évêque avant l'ordination.

La troisième doit être faite au cours même de l'ordination.

I

DU PREMIER SCRUTIN OU DE LA PREMIÈRE
ENQUÊTE

256. — Le Concile de Trente a ainsi déterminé les conditions de ce premier scrutin :

« Ad minores ordines promovendi, bonum a parcho et a
« magistro scholæ, in qua educantur, testimonium habeant.
« Hi vero, qui ad singulos majores erunt assumendi, per
« mensem ante ordinationem Episcopum adeant, qui paro-
« cho, aut alteri, cui magis expedire videbitur, committat,
« ut nominibus, ac desiderio eorum, qui volent promoveri,
« publice in ecclesia propositis, de ipsorum ordinandorum
« natalibus, ætate, moribus, et vita a fide dignis diligenter
« inquirat ; et litteras testimoniales ipsam inquisitionem fac-
« tam continentes, ad ipsum Episcopum quam primum trans-
« mittat. » — Sess. XXIII, cap. v, *de reformatione*.

Aux termes de ce texte du Concile de Trente, ceux qui doivent être promus aux ordres mineurs doivent avoir un bon témoignage de leur curé et du maître de l'école ou de la maison d'éducation dans laquelle ils sont élevés.

Quant à ceux qui sont appelés à la réception des ordres majeurs, ce simple témoignage ne suffit pas. L'Évêque doit, avant leur ordination à chacun de ces ordres, s'enquérir avec soin de la légitimité de leur naissance, de leur âge, de leurs mœurs et de la pureté de leur foi.

Pour cela, il fera publier, à l'église, les noms des ordinands, le mois qui précède leur promotion à quelqu'un des ordres sacrés, avec invitation aux fidèles de déclarer tout ce qu'ils pourraient savoir touchant l'irrégularité ou l'indignité des sujets.

Cette publication doit être faite dans le lieu de la naissance des ordinands, et dans celui où leurs parents habitent, au moins depuis un an. Si les clercs ont changé de domicile, elle doit encore avoir lieu dans les endroits où ils ont demeuré plusieurs années : telle est la prescription de la constitution *Speculatores* d'Innocent XII. — Voir *Prælectiones juris canon. S. Sulpitii*, T. II, n. 300, et M. CRAISSON, *Manuale juris can.*, T. II, n^{os} 2051 et 2052.

Dans quels termes doit se faire la publication des bans de ceux qui sont appelés à recevoir les ordres sacrés ?

Dans des termes tels qu'ils apprennent aux fidèles qu'ils sont obligés, en conscience, de dénoncer à l'autorité ecclésiastique ce qu'ils sauraient contre la vie des ordinands, et les empêchements qui s'opposeraient à leur ordination.

Suffirait-il, par exemple, de dire à l'église : Mes frères, vous êtes informés que N... est appelé au sous-diaconat, ou au diaconat, ou au sacerdoce ; nous allons dire un *Pater* et un *Ave Maria* pour lui ?

Cette formule serait tout à fait insuffisante pour remplir la prescription du Concile de Trente et répondre à son but.

Dans la circonstance, ce ne sont pas des prières qu'il demande pour l'ordinand, mais il veut, par la publication, dans l'église paroissiale, de sa future élévation à un ordre sacré, que les fidèles signalent ce qui pourrait s'y opposer...

Outre que la formule susdite est absolument insuffisante, elle porte le peuple à croire que l'Église ne réclame rien autre chose de lui que des prières, si bien qu'il ne se regarde pas comme coupable, en ne faisant pas les révélations canoniques.

Que penserait-on de la formule suivante qui serait employée par un curé qui publie les bans de personnes qui veulent contracter mariage ?

« N... et N... vont se marier le ... ; nous allons prier
« pour eux. »

Elle serait aussi insuffisante, puisqu'elle n'inviterait pas les fidèles à révéler les empêchements qui s'opposeraient au mariage.

N'importe-t-il pas autant, ou même plus, de procurer la révélation des empêchements qui s'opposent à la réception des ordres sacrés ?

Nous trouvons dans les statuts synodaux publiés à Quimper, le 30 avril 1710, par M^{sr} Hyacinthe de Plocue, une formule de publication des bans des aspirants aux ordres sacrés qui nous paraît recommandable. La voici :

« Vous êtes avertis que N..., fils légitime de N... et de
« N..., ses père et mère, se doit présenter à l'ordination
« prochaine, le ... jour du mois de ... pour recevoir de
« M^{sr} l'Évêque de Quimper le sous-diaconat (ou) le diaco-
« nat (ou) la prêtrise. Si quelqu'un sait qu'il a contracté
« quelque engagement, ou que sa conduite est dérégulée, il
« est obligé, en conscience, de Nous en informer.

« C'est pour le premier (ou) second (ou) troisième ban. »

Y a-t-il obligation de publier trois fois les bans des clercs appelés à recevoir les ordres sacrés ?

Le Concile de Trente ne le dit pas, comme il le fait pour les bans qui précèdent le mariage. Cela étant, nous ne pensons pas qu'il faille, de droit commun, publier trois fois les bans de tout clerc appelé à la réception d'un ordre majeur. Une seule publication nous paraît suffisante, avant chaque ordre sacré.

Il est des diocèses, comme celui de Quimper, où ces bans se publient trois fois : *quod abundat non vitiat*. On doit, dans la pratique, se conformer à cet usage là où il existe.

Il est d'autres diocèses, comme ceux de la province d'Avignon, où les bans des ordinands se publient, une seule fois, pour le sous-diaconat, et une autre fois, pour le sacerdoce : aucune publication n'est faite, pour le diaconat. — Voir les actes du concile provincial d'Avignon, en date de

1849, p. 62, et CRAISSON, *Man. juris can.*, T. II, p. 260, n. 2053.

L'usage de ne pas publier les bans, pour chacun des ordres sacrés, n'est pas conforme aux prescriptions du texte du Concile de Trente qui ordonne cette publication, pour chacun de ces ordres. « Qui ad singulos majores (ordines) erunt assumendi... » C'est ce que dit Joseph Catalan, en ajoutant que, dans le royaume de Naples, les bans se publient, trois fois, même pour les ordres mineurs.

« Quanquam vero, ex Concilii Tridentini lege, soli pro-
« movendi ad sacros ordines in ecclesia publicantur, in
« nostro tamen Neapolitano regno etiam minoribus ordini-
« bus initiandi denuntiantur, tribus diebus dominicis vel
« festivis, inter Missarum solemnias. » — *Pontificale Ro-*
man., T. I, tit. II, § v.

A Rome, la publication doit avoir lieu et dans la basilique de Latran, et dans la propre église paroissiale de chaque ordinand, selon la constitution *Apostolica sollicitudo* d'Alexandre VIII.

II

DU SECOND SCRUTIN OU DE LA SECONDE ENQUÊTE

257. — Voici en quels termes le Concile de Trente parle de ce second scrutin :

« Sancta synodus antiquorum canonum vestigiis inhæ-
« rendo, decernit ut, quando Episcopus ordinationem facere
« disposuerit, omnes qui ad sacrum ministerium accedere vo-
« luerint, feria IV ante ipsam ordinationem, vel quando Epi-
« scopo videbitur, ad civitatem evocentur. Episcopus autem
« Sacerdotibus et aliis prudentibus viris, peritis divinæ legis
« ac in ecclesiasticis sanctionibus exercitatis, sibi adscitis,

« ordinandorum genus, personam, ætatem, institutionem, « mores, doctrinam et fidem, diligenter investiget et examinet. » — Sess. XXIII, cap. vii, *de reform.*

Cette seconde enquête est le complément de la première.

Que prescrit-elle ? Elle commande à l'Évêque de s'enquérir : 1° de la naissance et de la famille de l'ordinand, — *genus* ; — 2° de sa personne, — *personam* — pour savoir s'il est lié par quelque censure ou par quelque irrégularité ; 3° de son âge, — *ætatem* ; — 4° du titre qu'il possède, — *institutionem* — ou, suivant d'autres, de sa première éducation ; 5° de ses mœurs, — *mores* ; — 6° de sa science, — *doctrinam*. — La mesure de cette science est appréciée dans l'examen qui est subi par le clerc, quelques jours avant son ordination. En parlant des qualités de l'ordinand, nous avons dit quel était le degré de science littéraire et théologique requis pour être promu aux divers ordres sacrés.

Les clercs réguliers sont soumis à cet examen aussi bien que les séculiers. « Regulares quoque, dit le Concile de « Trente..., nec sine diligenti Episcopi examine ordinentur, « privilegiis quibuscumque, quoad hoc, penitus exclusis. » — Sess. XXII, cap. xii.

Donc, à moins d'un privilège postérieur au Concile de Trente, tous les religieux doivent être examinés sur la science ecclésiastique par l'Évêque qui les ordonne. Les Pères de la Compagnie de Jésus jouissent de ce privilège, en vertu de la concession de Grégoire XIII exprimée dans sa bulle *Pium et utile* (1583), renouvelée et confirmée par Paul V dans sa constitution *Quantum* (1606).

Quant à l'examen dont il est question, il n'est pas nécessaire que l'Évêque y emploie les examinateurs pro-synodaux : il peut confier ce mandat à d'autres prêtres instruits dans la science théologique et dans le droit canonique. « Peritis legis « divinæ — ac in ecclesiasticis sanctionibus exercitatis, dit le « Concile de Trente. »

« Non necesse est, dit Monacelli, quod Episcopus in examine ordinandorum adhibeat examinatores synodales, sed potest aliis viris peritis hoc munus demandare. » — T. I, p. 98, n. 3.

III

DU TROISIÈME SCRUTIN OU DE LA TROISIÈME ENQUÊTE

258. — Ce scrutin a lieu, au moment même de l'ordination du diacre et du prêtre, comme on le voit dans le Pontifical Romain, au titre : *de ordinatione diaconi*, et au titre : *de ordinatione presbyteri*.

L'Archidiacre, au nom de l'Église, demande que l'on élève au diaconat les sous-diacres, et au sacerdoce les diacres là présents. Le Pontife lui fait alors cette interrogation : « Scis illos esse dignos ? »

L'Archidiacre répond : « Quantum humana fragilitas nosse sinit, et scio, et testificor ipsos dignos esse ad hujus onus officii. »

L'Archidiacre peut donner cette réponse, en toute sûreté de conscience, dès lors qu'il ne sait pas que les ordinands sont indignes.

« Hujusmodi ergo responsione secure poteris uti, nisi forte de indignitate tibi constiterit consecrandi, » dit Innocent III, au chapitre unique *Ex parte* de ce titre.

Quelle est la raison de cette réponse ? C'est que ce troisième scrutin n'est que la solennelle manifestation des deux premiers qui ont constaté la dignité des ordinands.

Que devrait faire l'Archidiacre s'il savait que quelqu'un des ordinands était sous le coup de quelque empêchement secret qui le rend indigne de l'ordre auquel il est appelé ?

De deux choses l'une. Ou il peut raisonnablement espérer que l'ordinand, averti par lui, se retirera de l'ordination; ou il n'a pas cet espoir.

S'il a l'espérance de voir sa monition écoutée, il doit la lui faire, en particulier, et non publiquement, puisque l'obstacle qui s'oppose à son ordination est secret.

Si, au contraire, il n'a pas cette espérance, il devrait, s'il le pouvait discrètement, sans diffamer l'ordinand, décliner l'office d'Archidiaque, pour la circonstance, afin de ne pas s'exposer au péril de mentir.

S'il est dans l'impossibilité d'échapper à son rôle d'Archidiaque et de faire à qui de droit, faute de preuve, une dénonciation efficace, il peut, *salva conscientia*, répondre à l'interrogation de l'Évêque par les paroles du Pontifical citées plus haut. Pourquoi? « Quia, dit Schmalzgrueber, illa « (verba) profert, non ut persona privata et secundum priva- « tam scientiam, sed ut persona publica, et secundum scien- « tiam publicam, ut adeo sensus sit se scire ordinandos pu- « blice esse, seu haberi dignos. » — T. I, p. 155, n° 5.

TITRE XIII

DE CEUX QUI ONT ÉTÉ ORDONNÉS PAR UN ÉVÊQUE QUI A RENONCÉ A L'ÉPISCOPAT OU PAR UN EVÊQUE EXCOMMUNIÉ

Au titre onze, il a été dit que personne ne pouvait être ordonné par un Évêque autre que le sien propre, si

ce n'est avec son consentement. Comme l'Évêque qui a renoncé à l'épiscopat a cessé d'être le propre Évêque de ses sujets d'autrefois ; comme, d'autre part, l'Évêque excommunié est suspendu de l'exercice de l'Ordre, tout le temps qu'il est sous le coup de l'excommunication, on examine, au titre présent, quelle est la valeur de l'ordination conférée par eux.

I

DE L'ORDINATION FAITE PAR UN ÉVÊQUE QUI A RENONCÉ A L'ÉPISCOPAT

259. — De combien de manières peut avoir lieu la renonciation à l'Épiscopat ?

Elle peut avoir lieu de deux manières, à savoir : en renonçant *au lieu seulement*, ou *au lieu et à l'Ordre à la fois*.

On renonce *au lieu seulement*, lorsqu'on renonce à l'office épiscopal et à l'administration de son diocèse, en gardant cependant le titre et la dignité d'Évêque.

On renonce à la fois *au lieu et à l'Ordre*, quand on abandonne, avec son office, la dignité et la dénomination épiscopales. On a vu plus haut quelles sont les causes qui autorisent un Évêque à donner sa démission de sa charge ou à renoncer *au lieu seulement* ; nous y renvoyons le lecteur. Mais, pour qu'un Évêque puisse renoncer en même temps et *au lieu et à l'Ordre* ou *à la dignité*, il faut *ordinairement* qu'il ait commis quelque délit entraînant la déposition qu'il prévient par cette renonciation.

Nous avons dit *ordinairement* : il peut arriver qu'un Évêque, qui n'a commis aucun délit, renonce à sa dignité, en obtenant une dispense Pontificale, au moyen de laquelle il entre dans un ordre religieux et y fait profession, non par

crainte de la déposition, mais par un sentiment de dévotion.

Cela étant, que penser de l'ordination faite par un Évêque qui a renoncé à son évêché : *loco tantum* ?

S'il s'agit de la *validité* de cette ordination, il n'y a pas de difficulté. Puisque l'Évêque, démissionnaire seulement de son office ou de son poste, a gardé la dignité épiscopale et ses attributs essentiels, il est évident que l'ordination faite par lui est valide.

S'il s'agit de la *licité* : ou il a conféré les ordres sans la permission expresse de l'Ordinaire et contrairement aux autres prescriptions canoniques ; dans ce cas, l'ordination est illicite. Ou bien, il les a conférés avec la permission requise et suivant toutes les règles du droit : dans ce cas, l'ordination est licite. Pourquoi ? parce que cet Évêque, ayant gardé la dignité épiscopale, peut exercer tous les pontificaux licitement, *positis ponendis*.

Que dire de l'ordination faite par un Évêque qui a renoncé à son évêché et à sa dignité : *loco simul et dignitati* ?

Cette ordination, s'agit-il même des ordres sacrés, serait valide, car si l'Évêque susdit a renoncé et à son diocèse et à la dignité épiscopale, il n'a pas pu se dépouiller du caractère ineffaçable qu'il a reçu, au jour de sa consécration, ni du pouvoir y attaché de conférer *validement* ces ordres.

Seulement, il ne pourrait pas les conférer *licitement*.

« Cum enim, dit Gonzalez, Episcopus renuntiat loco et dignitati, non abdicat a se potestatem characteris, et confertur validè sacros ordines, ut docet Glossa verbo *Firmitatis*... Sed tantum licite eos conferre non valet ; renuncians enim loco et dignitati, dimittit jurisdictionem et officium. » — T. I, tit. xiii, p. 442, n. 2.

Quant à ceux qui sont ordonnés *sciemment* par un tel Évêque, Alexandre III déclare qu'ils n'auront pas le droit d'exercer les fonctions des ordres qu'ils ont reçus : *execu-*

tionem officii non habebit. Le Pape seul pourrait les mettre en possession de ce droit. — Cap. 1. *Perquisivit.*

Si, au contraire, ils ont été ordonnés par ignorance, à moins que leur ignorance ne fût *crassa et supina*, ils peuvent être relevés par leur propre Évêque. « *Ubi non scienter, poterit, nisi crassa et supina fuerit ignorantia, discretus Pontifex dispensare.* » — *Ibid.*

« Qui non ignoranter, dit M^{gr} Grandclaude, sic ordines susceperunt, non possunt restitui nisi à S. Pontifice; qui autem ignoranter restitui possunt a proprio Episcopo. » — T. I, tit. xiii, p. 244. — *De Angelis*, tit. xiii, n. 1.

II

DE L'ORDINATION FAITE PAR UN ÉVÊQUE EXCOMMUNIÉ

260. — Le chapitre second du titre que nous étudions est ainsi conçu :

« Cum clericis qui ab excommunicato Episcopo ignoranter ordines receperunt, per suos poterit Episcopos dispensari. » — GRÉGOIRE IX.

Dans le chapitre précédent, il a été question de l'ordination de ceux qui auraient été ordonnés par des Évêques ayant renoncé à leur siège et à la dignité épiscopale, ainsi que de la dispense de la suspense encourue par les sujets ainsi promus aux saints ordres; saint Raymond de Pennafort met tout naturellement à la suite de ce chapitre la décision de Grégoire IX, déclarant que le propre Évêque peut relever de la suspense les clercs ordonnés, par ignorance, par un évêque excommunié.

D'après le texte de Grégoire IX, on doit regarder comme valide, bien qu'illicite, l'ordination de ceux qui sont ordon-

nés par un évêque excommunié, mais avec la distinction que ces clercs sont suspens de l'exercice des ordres qu'ils auraient reçus, soit sciemment, soit par ignorance.

« Gregorii IX decisio defendenda est, videlicet ab excommunicatis ordinatos verum sacramentum Ordinis accipere, dit Gonzalez, sed gradus accepti exercitio carere propter suspensionem quam, ipso jure, incurrunt... Nec interest si Episcopus consecratus sit hæreticus, suspensus, interdictus, excommunicatus, aut simoniacus, sive degradatus; immo etsi ab ipsis hæreticis, servata Ecclesiæ forma, consecratus sit, adhuc enim omnes isti possunt valide ordines conferre, et administrare, licet non licite... Ratio est, nam cum potestas conferendi ordines competat Episcopis ratione characteris Episcopalis, et ille sit indelebilis, ita enim in anima imprimitur, ut nec per hæresim, vel aliud simile delictum possit deleri; inde, durante, caractere, durat potestas conferendi ordines. » — T. I, titul. xiii, p. 445, n. 3.

La constitution *Apostolicæ Sedis* a renouvelé les dispositions pénales précitées, au chapitre des suspenses *latæ sententiæ* réservées au Souverain Pontife, article vi.

Aux termes de cet article, la suspension de l'ordre qu'ils ont reçu est encourue, *ipso jure*, par ceux qui ont eu la témérité de se faire ordonner par un excommunié, ou un suspens, ou un interdit nommément dénoncé, ou par un hérétique ou un schismatique notoire. Quant à celui qui aurait été ordonné, de bonne foi, par un Évêque entaché de quelque une de ces notes, ou frappé de quelque une de ces censures, il serait privé de l'exercice de l'ordre qu'il aurait ainsi reçu jusqu'à l'obtention d'une dispense légitime.

Qu'on remarque la distinction dans la suspension : les premiers, c'est-à-dire, ceux qui, de mauvaise foi, sont ordonnés par un excommunié, etc., encourrent la suspension de l'ordre qu'ils auraient reçu : *suspensionem ab ordine suscepto*. Celui qui, de bonne foi, est ordonné par un tel Évêque, n'a

pas l'exercice de l'ordre qu'il a reçu : *non habere exercitium ordinis sic suscepti...*

Cette distinction est importante, car celui qui est réellement suspendu de son ordre ne peut être relevé que par le Souverain Pontife, tandis que celui qui est suspendu seulement de l'exercice de son ordre peut être relevé par son Évêque : la raison en est que la peine qui frappe la mauvaise foi doit être plus forte que celle qui atteint la bonne foi. — Voir sur cette question notre commentaire de la constitution *Apostolicæ Sedis*, p. 491 et suiv.

Qu'on le remarque encore : le législateur moderne a précisé certains points indéterminés du chapitre qui nous occupe. Par exemple, l'ancien droit ne disait pas s'il fallait que les Évêques excommuniés fussent dénoncés, pour que les clercs ordonnés par eux encourussent les censures. Il ne disait ni s'il fallait appliquer les mêmes peines à ceux qui avaient reçu l'ordination des mains d'un Évêque suspendu ou interdit, ni si les ordonnés, de bonne foi, par les excommuniés, étaient suspens. Ces diverses questions sont résolues par Pie IX. — *Ibid.*, p. 492.

TITRE XIV

DE L'ÂGE, DE LA QUALITÉ ET DE L'ORDRE DE CEUX QUI DOIVENT OBTENIR UNE DIGNITÉ OU UN BÉNÉFICE ECCLÉSIASTIQUE

Jusqu'ici, il a été question des qualités requises dans les ordinands : le titre présent traite des qualités qui doivent

se rencontrer chez les ecclésiastiques appelés à une dignité ou à un bénéfice.

I

DE L'ÂGE

261. — Quel est l'âge requis pour pouvoir être promu aux prélatures et aux bénéfices ecclésiastiques ?

Cet âge est différent suivant la diversité des dignités et des bénéfices ecclésiastiques.

1. Pour le Souverain Pontificat, aucun âge n'est déterminé par le droit. Il convient cependant que celui qui doit être élu à cette suprême dignité ait, au moins, l'âge qu'avait Notre-Seigneur Jésus-Christ, lorsqu'il commença la prédication de son Évangile, c'est-à-dire, celui qui est requis pour l'épiscopat.

2. Pour être élevé aux dignités de l'ordre épiscopal, comme l'épiscopat, l'archiépiscopat, la primatie, le patriarcat, il faut avoir trente ans accomplis. — C. vii *De elect. et elect. potest. et Const. Eo quamvis tempore Bened. XIV.*

Pour l'élévation à la dignité cardinalice, les docteurs exigent le même âge, se basant sur le chapitre I^{er} *de reformatione* de la session XXIV^e du Concile de Trente qui, dans l'espèce, semble assimiler les Cardinaux aux Évêques.

Sixte-Quint, dans sa constitution *Postquam*, est moins rigoureux pour les Cardinaux-Diacres ; il n'exige d'eux que l'âge nécessaire pour pouvoir recevoir, dans l'année, le diaconat, c'est-à-dire, qu'ils soient dans leur vingt-deuxième année, ou qu'ils aient vingt-deux ans commencés. — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 157, n. 2 ; M^{sr} GRANDCLAUDE, *Jur. can.*, T. I, p. 245.

3. Pour être promu aux prélatures inférieures à l'épiscopat, comme une prévôté, un archidiaconat, et les bénéfices curiaux ou à charge d'âmes, il faut avoir l'âge de vingt-cinq ans commencé. — C. VII *de Elect.* et Conc. Trid., Session XXIV, cap. XII *de Reform.*

4. Pour pouvoir être pourvu des dignités ou des personats auxquels n'est pas annexée la charge des âmes, il faut avoir vingt-deux ans, au moins. — Concil. Trid., *ibid.*

Suffit-il que l'âge de vingt-deux ans soit commencé, ou faut-il qu'il soit accompli ?

La question est discutée par les canonistes.

« Azor, dit Schmalzgrueber, putat sufficere inchoatum, et
« ita receptum in Rota testatur Barbosa de Offic. Episc. al-
« leg. 60, n. 66.

« Completum requiri docent Garcias..., Lessius... et alii
« apud Barbos., et stat pro hac sententia Declaratio Cardi-
« nal. apud Garc. et ipsum Trid. ibi *non sit minor 22 an-
« nis*; qui enim istos nondum implevit est eis minor ætate. »
— T. I, p. 157, n. 4.

5. Pour être pourvu des Canoncats et des Prébendes des églises cathédrales, il faut que l'on soit, au moins, sous-diacre, et que l'on ait, par conséquent, l'âge de vingt-deux ans commencé. — Conc. Trid. Sess. XXIV, cap. XII, *de Reform.*

6. Pour obtenir les bénéfices simples et inférieurs, il suffit d'avoir quatorze ans. — Concil. Trid., Sess. XIII, cap. VI, *de Reformat.* — Garcias fait remarquer, avec d'autres canonistes, et en s'appuyant sur une déclaration de la congrégation des Cardinaux, que l'âge de quatorze ans commencé est suffisant. — Garc. *de Benefic.*, p. 7, c. 4, n. 11. — Giraldi fait la même remarque. — *Jus Pontif.* p. 2, n. 92.

Schmalzgrueber dit qu'il y a une exception à cette règle dans le cas où le fondateur d'un bénéfice aurait établi que

l'on pourrait le conférer à un sujet âgé de moins de quatorze ans.

« *Excipitur*, nisi in fundatione statutum sit ut beneficium
« etiam minori 14 annis conferri possit : tunc enim funda-
« tioni standum est ; quia huic Concilium derogare non vo-
« luit, ut declaratum est a Cardinalibus apud Joannem Gal-
« lemarum ad loc. Trid. cit. n. 2. »

7. Pour obtenir un canonicat dans une église collégiale, il suffit d'avoir quatorze ans, à moins que la charge des âmes ne soit attachée à ce canonicat.

« *Ætas requisita et sufficiens*, dit Ferraris, ad obtinendum
« canonicatum in Ecclesia Collegiata est ætas 14 annorum :
« Super his enim canonicatibus nihil innovavit Concilium
« Tridentinum, ut censuit S. Congregatio Concilii, teste
« Gallet... et alii passim... si vero cura animarum totaliter
« spectet ad aliquem canonicum, requiritur ætas 25 anno-
« rum saltem inceptorum. » — FERRARIS, au mot *canoni-*
catus, art. III, n. 1, 2, etc.

Quant à l'âge requis pour les *dignités* sans charge d'âmes dans les collégiales, les docteurs ne sont pas d'accord. — *Ibid.*, n. 6.

L'Évêque peut-il dispenser de l'âge requis par les canons de l'Église universelle, pour obtenir les bénéfices ?

Comme il s'agit ici d'une question de droit commun, il ne peut pas accorder cette dispense, à moins de jouir, à cet égard, d'un privilège spécial et exprès. — SCHMALZGRUEBER, *et alii communiter*. T. I, p. 158, n. 10.

Que penser de la collation d'un bénéfice faite au profit d'une personne n'ayant pas l'âge requis par les canons ?

Si elle a eu lieu sans une dispense Pontificale, elle est nulle, de plein droit, alors même que le sujet serait dans la bonne foi, ou qu'il ne lui manquerait qu'un jour ou même une heure de l'âge exigé. — *Ibid.*, n. 11.

II

DE L'ORDRE REQUIS DE CEUX QUI SONT APPELÉS
AUX PRÉLATURES ET AUX BÉNÉFICES

262. — 1. Aucun ordre n'est requis pour obtenir la Papauté ou le Souverain Pontificat.

Seulement, le laïque qui serait élu Pape devrait recevoir les saints ordres, puisque la papauté doit, outre le pouvoir de juridiction, impliquer le pouvoir d'ordre.

2. Le cardinalat exige l'ordre qui convient au degré ou au rang de ceux qui sont appelés à cette éminente dignité.

Or il y a trois degrés ou trois rangs parmi les Cardinaux, à savoir : les *Cardinaux-Évêques*, les *Cardinaux-Prêtres*, et les *Cardinaux-Diacres*. Il suffit que les sujets promus au cardinalat reçoivent, dans l'intervalle d'un an, à partir de leur promotion, l'ordre que réclame leur rang ou leur titre cardinalice.

« Sufficiet tamen, dit Schmalzgrueber, si ordinem ad singulos gradus requisitum intra annum ab assumptione ipsorum suscipiant. » — T. I, p. 159, n. 14.

3. Celui que l'on veut élire Évêque doit être au moins sous-diacre, depuis six mois, au moment de son élection. — Concil. Trid. sess. XXII, cap. II, de *Reform. Can. A multis, hujus. tit.*

4. Pour les autres dignités inférieures à l'Épiscopat, auxquelles serait attachée la charge des âmes, ou la juridiction du for extérieur, comme celle d'*Abbé*, de *Prévôt*, d'*Archiprêtre*, le sacerdoce est requis : du moins, faut-il que l'élu à quelque-une de ces dignités reçoive cet ordre dans l'année : *intra annum*. — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 160, n. 16.

S'il s'agissait d'*Abbés*, de *Prévôts*, d'*Archiprêtres*, etc., qui

n'ont de la dignité abbatiale, prévôtale, ou archipresbytérale que le titre, sans sujets, ni charge, ils ne seraient pas soumis à cette disposition canonique. Le concile de Trente n'exige que l'âge de vingt-deux ans pour les dignités qui n'ont pas la charge des âmes. — Concil. Trid. Sess. XXIV, cap. XII, SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 160, n. 16.

5. Les chanoines des cathédrales doivent, aux termes du concile de Trente, être revêtus de quelqu'un des ordres sacrés. Cependant, dans chaque cathédrale, il faut que la moitié au moins des chanoines soient prêtres.

« In omnibus vero ecclesiis cathedralibus omnes canonici ac portiones habeant annexum Ordinem presbyterii, diaconatus, vel subdiaconatus... ita tamen ut dimidia saltem pars presbyteri sint... Ubi vero consuetudo laudabiliter habet ut plures vel omnes sint presbyteri, omnino observetur. » — Conc. Trid. Sess. XXIV, cap. XII.

Quant à ceux qui ne seraient pas sous-diacres, ils n'auraient pas voix dans les assemblées capitulaires. Il en est de même des chanoines des collégiales qui ne seraient pas revêtus du sous-diaconat.

« In capitulo cathedralis ecclesiæ vel collegiatæ vocem non habet, qui non est subdiaconus », lisons-nous, au livre premier des Clémentines, titre VI, chapitre II. Une décision de la congrégation du Concile confirme cette disposition de Clément V en ce qui touche les chanoines des collégiales.

6. En règle générale, pour pouvoir obtenir un bénéfice ecclésiastique quelconque, il faut être revêtu de quelque ordre ou avoir, au moins, reçu la tonsure, car les laïques ne sont pas aptes à posséder un bénéfice ecclésiastique.

« Dicimus, dit Pyrrhus Corradus, quod beneficium ecclesiasticum sit clerico, non autem laico conferendum... quia sicut non potest beneficium ecclesiasticum a laico conferri, ex eo quod sit spirituale, ita ex eadem ratione neque a laico, jurium spiritualium incapace, potest obtineri. »

Le docte canoniste ajoute : « *Collatio facta laico, etiam « superveniente postmodum clericatu, non revalidatur, seu « reviviscit, juribus ibi per eum allegatis.* »

Il appuie son enseignement sur les canonistes les plus autorisés et sur le chapitre *Cum adeo, de Rescriptis*. — *Praxis Beneficiariorum*, lib. I, cap. v, n^{os} 100, 101, 102.

On trouvera dans cet important ouvrage de Pyrrhus Corradus les détails les plus intéressants sur la matière des bénéfices. L'auteur examine, par exemple, dans le chapitre v, les questions suivantes :

Le laïque est-il notoirement incapable d'un bénéfice ? — Comment le roi de France était-il jadis chanoine de Saint-Hilaire de Poitiers ? — Les femmes peuvent-elles, par privilège papal, obtenir un bénéfice ? — un canonical ? etc., etc.

III

DES AUTRES QUALITÉS REQUISES DE CEUX QUI SONT APPELÉS AUX PRÉLATURES ET AUX BÉNÉFICES

263. — Outre l'âge et l'Ordre, on demande d'eux les autres conditions qui sont requises des ordinands. Mais, il est certaines qualités qui doivent briller dans les clercs destinés aux prélatures et aux bénéfices à un degré plus éminent que dans les ordinands.

Ce sont, par exemple, la science des lettres, la probité des mœurs et l'honnêteté de la vie. Quel est le degré de science requis dans celui qui doit être pourvu d'une prélature ou d'un bénéfice ?

En règle générale, il doit posséder le degré de science que réclame l'accomplissement de l'office attaché à la dignité ou au bénéfice qui lui est destiné. — C. *Cum in cunctis de Electione*.

Mais appliquons cette règle aux différents prélats, dignitaires et bénéficiers.

1. L'Évêque, dit l'apôtre saint Paul, doit être docteur, oportet Episcopum esse *doctorem* — 1 ep. a Tim. chap. III. — Pourquoi? Afin, dit le même apôtre à Tite, qu'il puisse enseigner aux autres la saine doctrine et confondre par sa science les adversaires de la foi.

« Ut potens sit exhortari in doctrina sana, et eos qui contradicunt arguere. » — Chap. I, v, 9.

Pour cela, il faut qu'il soit suffisamment versé surtout dans la connaissance de la théologie et du droit canonique.

Le concile de Trente demande que le sujet appelé à l'épiscopat soit docteur ou licencié en théologie et en droit canonique, ou du moins reconnu par le témoignage public de quelque Académie ecclésiastique comme apte à enseigner les autres. — Sess. XII *de Reform.* cap. II, et sess. XXIV. cap. I.

Il faut en dire autant des Cardinaux qui, formant le sénat du Pontife Romain, l'assistent de leurs conseils dans le gouvernement de l'Église universelle. — Sess. XXIV *de Reform.*, cap. I.

2. Les autres prélats inférieurs, comme les Archidiaques, les Archiprêtres et les autres dignitaires ecclésiastiques qui ont la charge des âmes et exercent la juridiction, au for extérieur, doivent posséder la science du droit et des canons de l'Église, puisqu'ils sont tenus de juger et de décider suivant ce droit et ces canons. — ABBAS, seu NICOLAUS TEDESCHI, *Commentaria in libros decretal.*, in can. *Cum in cunctis*, n. 4. — AZOR, PIRHING, WIESTNER, SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 162, n. 24.

Aux termes du chapitre XII de la session XXIV^e du concile de Trente, les Archidiaques *qui sont les yeux de l'Évêque*, doivent être maîtres en théologie, ou docteurs ou licenciés en droit canonique.

Les mêmes grades sont exigés par le même concile des *Écolâtres*, c'est-à-dire, des Préfets des études et de discipline des séminaires.

« De cætero vero officia, vel dignitates illæ quæ scholasticæ dicuntur, non nisi doctoribus, vel Magistris aut Licentiatis in sacra pagina, aut in jure canonico, et aliis personis idoneis... conferantur. » — Sess. XXIII, cap. xviii.

Le *Pénitencier* des églises cathédrales doit être aussi, autant que possible, maître, ou docteur, ou licencié en théologie ou en droit canonique.

« Pœnitentiarius... qui magister sit, vel Doctor, aut Licentiatus in theologia vel jure canonico... seu alias qui aptior pro loci qualitate reperiatur. » — Conc. Trid. Sess. XXIV, cap. viii.

Le *Théologal* des églises cathédrales et des collégiales doit être apte à expliquer convenablement la sainte Écriture. — Concil. Trid. Sess. V, cap. 1 *de Reformat.*

Benoît XIII, dans sa bulle *Pastoralis Officii*, demande qu'il soit docteur en théologie. — Benoît XIV confirme le même enseignement dans son livre *de synodo diœcesana*, lib. XIII, cap. ix, n. XVII.

Diverses déclarations de la Congrégation du Concile ont été rendues dans ce sens. — *Jus can.* de M^{sr} Grandclaude, T. I, p. 248.

Cependant, suivant M. Craisson, la même Congrégation aurait répondu, le 3 février 1646, que le doctorat n'était pas absolument requis, pour obtenir la prébende du théologal, *si non adsit Doctor æqualis idoneitatis*. — *Man. Juris can.* — T. II, édit. II, n. 2207.

Le *Vicaire Capitulaire*, le Siège vacant, doit être soit Docteur, soit Licencié en droit canonique, ou d'ailleurs idoine ou apte, par cette science, à remplir convenablement son mandat. — Conc. Trid. Sess. XXIV, cap. xvi.

Quant au Vicaire Général de l'Évêque, *sede plena*, le

Concile de Trente n'a rien disposé à cet égard : cependant, au sentiment de tous les canonistes, il doit posséder la même mesure de science et les mêmes grades, s'il est possible, que le Vicaire Capitulaire.

L'un et l'autre doivent avoir une connaissance approfondie et faire leur étude habituelle du droit canonique, dont les administrateurs des diocèses ont principalement besoin.

Enfin, en ce qui concerne les chapitres des églises cathédrales et des collégiales, le Concile de Trente conseille d'en donner toutes les dignités, et la moitié, au moins, des canonicats seulement à des Maîtres, ou à des Docteurs, ou même à des Licenciés en théologie ou en droit canonique, remarquables par leur science.

« Hortatur etiam sancta synodus, ut in provinciis, ubi
« commode fieri potest, dignitates omnes, et saltem dimidia
« pars canonicatum, in cathedralibus Ecclesiis, et collegia-
« tis insignibus conferantur tantum Magistris, vel Doctoribus
« aut etiam Licentialis in theologia, vel jure canonico. »

Bien que ce texte ne contienne pas un précepte, il renferme cependant une exhortation qui ne saurait être négligée habituellement, quand on peut s'y conformer. Si dans certains pays, comme en France, on ne trouve pas facilement de prêtres ayant des grades en théologie ou en droit canonique, il y en a qui se distinguent parmi les autres par leur science ecclésiastique : c'est à ceux-là que l'on doit conférer les dignités et les canonicats, surtout dans les églises cathédrales. Pourquoi ? parce que les chapitres de ces églises forment le Sénat et le Conseil des Évêques, comme le collège des Cardinaux forme le Sénat et le Conseil du Souverain Pontife. Rien ne relève autant, aux yeux du clergé et des fidèles, l'institution des chapitres cathédraux que la science et la capacité des membres qui les composent ! Rien ne fait plus d'honneur au chef d'un diocèse que d'avoir autour de son siège épiscopal, pour l'assister de leurs conseils autant

que de leurs prières, une couronne de prêtres remarquables par leur doctrine et leurs lumières !

264. — Quelle est la probité des mœurs ou l'honnêteté de vie requise de celui qui aspire à une dignité ou à un bénéfice ecclésiastique ?

1. Il suffit, en général, que l'on trouve en lui la probité négative, c'est-à-dire, l'exemption de tout crime qui rende indigne, avec l'absence de l'infamie, de censure et d'irrégularité. — *C. Cum in cunctis*, vii. de *Elect. C. Grave XXIX de præbend.*, etc.

Quant à la probité positive, elle a été déjà constatée, lorsque le sujet a été appelé aux saints ordres ; jusqu'à preuve du contraire, elle est considérée comme existant dans la même personne, lorsqu'elle est appelée plus tard à une prélature ou à un bénéfice.

2. Si cette personne n'avait pas la probité négative, la collation de la dignité ou du bénéfice serait nulle, de plein droit. — *Cap. 29. de Præb.*

Aussi, dans les concordats qui interviennent entre le Saint-Siège et les divers gouvernements, on suppose toujours que ceux-ci n'ont pas la faculté de présenter ou de nommer des indignes, alors même qu'il ne serait fait aucune mention expresse de cette probité. — M^{sr} Grandclaude, *Jus can.* T. I, p. 248.

3. Il peut arriver parfois que, en dehors des qualités requises par le droit commun, les fondateurs de certains bénéfices imposent quelques conditions particulières, comme par exemple, la licence, ou le doctorat. S'il en est ainsi, il faut tenir compte de ces conditions spéciales, sous peine de nullité de la collation de ces bénéfices.

« Quando igitur, dit le Concile de Trente, ex beneficio-
« rum quorumcumque erectione seu fundatione, aut aliis
« constitutionibus qualitates aliquæ requiruntur, ... in bene-
« ficiarum collatione... eis non derogetur... Et aliter facta

« provisio subreptitia censeatur. » — Sess. XXV. cap. v. *de Reformat.*

IV

DE L'ÉLECTION OU DU CHOIX A FAIRE ENTRE LES
SUJETS QUI PEUVENT ÊTRE
POURVUS D'UNE PRÉLATURE OU D'UN BÉNÉFICE

265. — Il est de principe que l'on ne doit pas conférer indistinctement à tous les cleres, non indignes, les bénéfices et les dignités ecclésiastiques. — Il est encore de principe qu'on doit les conférer *toujours* à ceux qui en sont dignes, et *quelquefois* aux plus dignes.

On appelle *digne* celui dans lequel il ne manque aucune des qualités requises pour la dignité ou le bénéfice à pourvoir.

Celui-là est plus *digne* qui possède toutes ces qualités, à un degré supérieur, si bien que, tout considéré, il est regardé comme le plus apte, vis-à-vis des autres, à gouverner telle église, ou à remplir l'office attaché à tel bénéfice. — S. THOMAS, 22. q. 63. a. 2.

Il est bon de tirer quelques conclusions certaines de ces prémisses.

Celui qui confère un bénéfice ou une dignité ecclésiastique à un indigne, lorsqu'il pourrait les donner à un sujet digne, pèche gravement. On le prouve :

1. Par le canon *Cum in cunctis*, 7, — par le canon *Grave nimis*, 29, — par le Concile de Trente, session XXIV, cap. 1 *de Reformatione*, et session VII, cap. III, où la peine grave de la suspension est portée contre ceux qui nomment des indignes à des bénéfices. Or, on sait qu'une peine grave suppose une faute grave.

2. On le prouve par la raison. Si les bénéfices, surtout

ceux qui sont à charge d'âmes, étaient donnés à des indignes, les inconvénients les plus graves en résulteraient pour les âmes, et seraient imputables aux collateurs de ces bénéfices.

« Inde sequitur, dit Schmalzgrueber, quod si collator ex officio, indignum promoveat, ex justitia obligetur ad repa- rationem omnium damnorum, quæ ex mala indigni a se promoti administratione obvennerunt Ecclesiæ... DD. communitur. » — T. I, p. 163, n. 37.

2. Quand, en vertu de la fondation, ou d'un autre droit spécial, le bénéfice doit être conféré à des personnes possédant certaines qualités particulières, on doit le donner à un sujet réunissant ces qualités, pourvu qu'il soit digne d'ailleurs, préférablement à un autre plus digne, mais n'étant pas dans les conditions exigées. — Concil. Trid., sess. XXV, cap. v, *de reform.*

3. Si l'on peut trouver un sujet *digne* dans l'église même, il n'y a aucune obligation d'appeler à la prélature vacante un étranger *plus digne*. — Ex can. *Nec emeritis*, 12, et duobus seq. dist. 61.

C'est aussi l'enseignement de saint Thomas :

« Dicendum quod ille qui de gremio ecclesiæ assumitur, ut in pluribus consuevit esse utilior quantum ad bonum commune, quia magis diligit ecclesiam in qua natus est. » — 2. 2. q. 63, art. 2.

Schmalzgrueber appelle cet enseignement *communior*. — T. I, p. 163, n. 38.

266. — En dehors des cas que nous venons de mentionner, y a-t-il obligation, lorsqu'on élit un prélat, de préférer un sujet *plus digne* à un sujet *simplement digne* ?

La réponse à cette question est affirmative. Cette doctrine s'appuie sur plusieurs textes du droit, v. g., sur le canon *Metropolitano*, 19, Dist. 63, où Léon I^{er} ordonne de choisir le meilleur : *Optimum* ; sur le canon *Licet ergo*,

15, caus. 8, 9, 1. — sur le chapitre 1 de la session XXIV du Concile de Trente où l'on lit ce qui suit :

« Monet eos (electores) alienis peccatis communicantes
« mortaliter peccare, nisi quos *digniores*, et Ecclesiæ magis
« utiles ipsi judicaverint..., præfici diligenter curaverint, etc. »

L'obligation de préférer un sujet *plus digne* à un sujet simplement *digne* s'étend au choix des Évêques, des Cardinaux, et des autres prélats inférieurs, réguliers ou séculiers, ayant une juridiction quasi-épiscopale annexée à leur prélature.

Cette obligation s'étend même au choix des bénéficiers ayant charge d'âmes.

« Ratio est, dit Schmalzgrueber, quia causa præcipua, ob
« quam obligatio datur digniores promovendi ad Episcopa-
« tum, et alias Prælaturas, est cura animarum : quæ ratio
« pugnat etiam in habentibus beneficia alia curata. » —
T. I, p. 166, n. 40.

Cette doctrine, qui a seulement quelques adversaires, est soutenue par tous les meilleurs canonistes et théologiens avec saint Thomas. — *Ibid.*

L'obligation de préférer *les plus dignes* existe-t-elle, lorsqu'il s'agit des bénéfices simples ou sans charge d'âmes?

Suivant l'opinion plus commune, cette obligation existe.

Après avoir cité l'opinion contraire, Schmalzgrueber s'exprime ainsi :

« Verum his non obstantibus, dicendum, regulariter et
« rigore juris spectato, etiam in his beneficiis esse obliga-
« tionem illa conferendi dignioribus præ aliis, qui minus
« digni sunt, quamvis probabilius non peccetur, nisi venia-
« liter, si contrarium, idque raro solummodo fiat. » —
Ibid., n. 42.

Au sentiment de ce canoniste, il est donc plus probable qu'il y aurait seulement faute vénielle à préférer un sujet simplement digne à un plus digne, pourvu que cela se fasse rarement ; mais il y aurait faute grave à agir ainsi habituellement,

parce que ce serait faire acception de personne et blesser la justice distributive. — *Ibid.*, n. 43.

266. — Que penser de la collation d'un bénéfice, surtout s'il est curial, faite au profit d'un sujet *simplement digne*, au détriment d'un *plus digne* : est-elle valide ?

Nous ferons ici une distinction.

Ou la collation a eu lieu, au moyen du concours ; ou bien elle a été faite en dehors du concours.

Dans la première hypothèse, la collation serait nulle, de plein droit, dit Schmalzgrueber.

« Vel enim in concursu facta est, vel extra concursum. Si « *primum*, ipso jure, est irrita, prout docent Gonzalez, etc.; « et colligitur ex Trid. quod, sess. « XXIV, c. xviii, pro- « visiones de hujusmodi beneficiis in persona minus digna « factas pro subreptitiis habet. Et confirmatur ex const. « S. Pii V (*In conferendis*) ubi Pontifex ejusmodi beneficia « dignioribus conferri præcipit, addito decreto irritante, et « præmissa dignioribus, qui præteriti sunt, appellatione. »

M^{sr} Grandclaude enseigne que la collation n'est pas nulle, de plein droit, mais seulement *rescindable*. « Tunc esset, « dit-il, ipso jure et certo irritanda... Tunc dignior spretus « appellare potest ad judicem, quia electio facta non est, « ipso jure, nulla, sed irritanda per sententiam judicis. » — *Jus can.*, T. I, p. 251. — Voir SANTI, T. I, p. 105, et les diverses décisions de la congrégation du concile.

Dans la seconde hypothèse, c'est-à-dire, si la collation a eu lieu, en dehors du concours, on ne trouve aucun texte de loi qui la déclare invalide. Aussi, les théologiens et les canonistes enseignent-ils communément que les collations et les élections ainsi faites demeurent et ne sont pas rescindables par sentence du juge.

« Ratio est, dit Schmalzgrueber, quia si irritæ essent, aut « rescissioni obnoxia, aperiretur via litibus, et calumniosis « impugnationibus. » — *Ibid.*, n. 41.

TITRE XV

DE L'ONCTION SACRÉE

267. — A l'occasion de l'ordination des clercs dont il a été parlé dans les titres précédents, les auteurs du *Corpus Juris* traitent des diverses onctions sacrées commandées par l'Eglise.

Les unes sont *sacramentelles*, et les autres *extrasacramentelles*.

Les premières sont celles qui ont lieu dans l'administration des sacrements, à savoir dans le baptême, la confirmation, l'extrême-onction, la consécration des Evêques et l'ordination des prêtres.

Les secondes sont celles qui ont lieu dans la consécration des rois, la dédicace des autels et des églises, la bénédiction des calices, ou dans les rites ecclésiastiques qui ne sont pas des sacrements.

I

DES ONCTIONS SACRAMENTELLES

1. Elles ont lieu dans le baptême, par trois fois. Le baptisé est oint, deux fois, de l'huile des catéchumènes avant le baptême ; il est oint, une fois, du saint chrême, après le baptême, comme le prescrit le Rituel Romain. On trouvera, dans le canon *Cum venisset*, paragraphe *quia vero*, la raison symbolique de chacune de ces onctions.

2. Dans la confirmation, une onction est faite, avec le saint chrême, sur le front de celui qui est confirmé.

La matière éloignée de ce sacrement est le saint chrême, qui est un mélange d'huile d'olive et de baume, béni par l'Évêque.

La matière prochaine, c'est l'onction même du saint chrême faite sur le front de celui qui est confirmé.

La forme de la confirmation sont les paroles suivantes : « *Signo te signo crucis, et confirmo te chrismate salutis, in nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti.* »

Le ministre ordinaire de ce sacrement, c'est l'Évêque seul.

Le ministre extraordinaire, c'est le simple prêtre, moyennant une délégation toute spéciale du Pontife Romain.

La confirmation n'est pas nécessaire de nécessité de *moyen*. Elle est nécessaire de nécessité de *précepte*, 1° à ceux qui doivent recevoir la tonsure et les ordres ; 2° à tous les fidèles, lorsqu'ils sont arrivés à l'âge de discrétion.

Le lecteur trouvera dans les ouvrages de théologie morale d'amples notions sur le sacrement de confirmation.

3. L'onction sacerdotale. Elle est triple selon les trois degrés du sacerdoce.

Le Pape, qui représente la personne de Jésus-Christ, le chef souverain ou la tête de l'Église, reçoit l'onction du saint chrême sur la tête.

L'Évêque reçoit la même onction sur la tête et sur les mains.

Le simple prêtre reçoit sur les deux mains jointes l'onction de l'huile des catéchumènes.

Les canonistes se demandent si ces trois onctions appartiennent à la substance de la consécration Sacerdotale, Épiscopale et Pontificale.

Il est certain que l'onction faite sur la tête du Souverain Pontife n'est pas essentielle à sa consécration. Pourquoi?

« Quia in hac non confertur aliquis ordo, dit Schmalzgrueber, et Pontifex jam ante consecrationem suam est Christi in terris Vicarius. » — T. I, p. 169, n. 6.

Il est plus vraisemblable que l'onction faite à l'Évêque n'est pas non plus essentielle à sa consécration, dont la matière essentielle est la seule imposition des mains Épiscopales. « Sed dicendum, dit le même canoniste, verisimilius » « Episcopalis consecrationis materiam esse solam impositionem manuum Episcopaliū..... consequenter unctionem christmaticam ad substantiam ejusdem non pertinere. » — *Ibid.*

Il est assez certain que l'onction, qui est faite sur les deux mains du prêtre, n'appartient pas à la substance de son ordination, bien qu'elle soit fort ancienne dans l'Église. En voici la raison : « Quia hujus materia quoad potestatem in corpus Christi verum est traditio calicis cum vino, et patenæ cum hostia ; quoad potestatem in corpus ejusdem mysticum, » « impositio manuum Episcopi. » — *Ibid.*

4. L'extrême-onction. Elle se donne aux mourants. C'est un sacrement de la nouvelle loi, institué pour le soulagement spirituel et corporel de ceux qui sont en danger de mort.

La matière éloignée de ce sacrement est l'huile d'olive bénite par l'Évêque.

La matière prochaine est l'onction faite avec cette huile sur les yeux, les oreilles, les narines, les lèvres, les mains, les pieds et les reins du malade. « Sed renum unctio, dit le Rituel Romain, in mulieribus, honestatis gratia, semper » « omittitur ; atque etiam in viris quando infirmus commode » « moveri non potest. »

La forme de l'extrême-onction sont les paroles suivantes : « Per istam sanctam unctionem, et suam piissimam misericordiam indulgeat tibi Dominus quicquid per visum, vel » « auditum, etc. deliquisti. »

Le ministre, c'est le prêtre.

II

DES ONCTIONS EXTRASACRAMENTELLES

268. — Ces onctions sont au nombre de cinq.

1. L'onction des Rois et des Empereurs ; elle leur est faite sur le bras droit ou sur l'épaule, avec l'huile des catéchumènes. En voici le symbole : « Quia in his partibus con-
« grue designatur Principatus juxta quod legimus : « factus
« est Principatus ejus super humerum ejus. » — Can. *Cum
venisset*, parag. *unde*.

2. L'onction qui a lieu dans la consécration des églises dont les murs sont oints avec le saint chrême. — *Ibid.*, parag. *ungitur*.

3. Les onctions qui se font d'abord avec l'huile des catéchumènes, puis avec le saint chrême, lorsque l'Évêque consacre un autel. — Can. *Altaria* 32. de consecr. distinct. 1.

4. L'onction qui se fait à l'intérieur du calice et de la patène, lorsque l'Évêque, ou le prêtre qui en a reçu le pouvoir du Pape, les consacre.

5. Les onctions qui se font sur les cloches que l'on bénit.

Le Pontifical règle le cérémonial de ces diverses onctions.

TITRE XVI

DES SACREMENTS QUE L'ON NE PEUT
PAS RENOUVELER

269. — Ce titre renferme trois chapitres, à l'occasion desquels on parle des sacrements que l'on ne peut pas renouveler.

Quels sont ces sacrements? Ce sont ceux qui impriment caractère, à savoir : le Baptême, la Confirmation et l'Ordre. — Concil. Trid. sess. VII, can. ix de sacramentis in genere.

« Si quis dixerit in tribus sacramentis, Baptismo scilicet, Confirmatione, et Ordine, non imprimi characterem in anima, hoc est, signum quoddam spiritale et indelebile, unde ea iterari non possunt : anathema sit. » .

Que faut-il faire si on a omis quelque chose dans l'administration des sacrements?

Ou l'omission est *accidentelle* : dans ce cas, on doit suppléer ce qui a été omis, bien que ce ne soit pas nécessaire pour la validité du sacrement.

Ou l'omission est *substantielle* : dans ce cas, il faut recommencer l'administration du sacrement, puisqu'il a été, la première fois, conféré invalidement. « Conferri denuo sacramentum debet, dit Schmalzgrueber, et sine proprie dicta iteratione potest..... nam, ex doctrina Innocentii III. C. *fin de Presbyt. non baptiz.* ibi non intelligitur iteratum, quod ambigitur esse factum. » — T. I, p. 171, n. 2.

Il s'agit ici de l'administration des sacrements dont la matière est *unique*, comme l'eau dans le baptême. Dans ce

cas, la réitération du sacrement a réellement lieu, quand cette matière est employée de nouveau avec la forme.

Dans le cas où la matière est diverse, la matière omise ou défectueuse est seulement suppléée, sans réitération de l'autre, comme le dit fort bien Gonzalez.

« Cum in sacramento Ordinis, in collatione graduum presbyteri et diaconi, detur materia diversa, ab alia non dependens, videlicet traditio vasorum, et impositio manuum... ; et in sacramento confirmationis desideretur oleum ut materia remota ex institutione divina ; balsamum vero ex præcepto Ecclesiæ... : ideo in his sacramentis ubi dantur diversæ materiæ, omninoque distinctæ, quarum una non pendet ab alia, collato sacramento cum una, alia tantum debet suppleri, non prima vero iterari. » — T. I, p. 489, n. 10.

Ces principes généraux posés, nous arrivons aux cas particuliers mentionnés dans ce titre XVI.

Dans le premier chapitre du titre présent, on demande ce qui doit se faire dans le cas d'omission de l'imposition des mains pour le sous-diaconat et de la substitution de l'huile simple au saint chrême dans l'administration de la confirmation.

Innocent III répond qu'il n'y a pas lieu, dans aucun de ces cas, à réitérer l'administration du sacrement, mais qu'il faut suppléer seulement ce qui a été omis. « Ad quod breviter duximus respondendum quod in talibus non est aliud quod iterandum, sed caute supplendum quod fuerat incaute prætermisum. »

Dans le premier cas, il faut appliquer au diaconat ce qui est dit du sous-diaconat, puisque l'imposition des mains n'a pas lieu dans l'ordination des sous-diacres.

« Verius dicendum est, dit Gonzalez, in hoc textu, pro *subdiaconatus*, legendum esse *Diaconatus*, ut in variis exemplaribus legi testantur Anton., Augustus Hostiensis, et Innocentius *in præsentî*, etc. »

Donc, si on omettait l'imposition des mains dans l'ordination des diacres, on devrait suppléer cette cérémonie, comme on devrait suppléer par l'onction du saint chrême celle qui aurait été faite dans la confirmation, avec de l'huile simple. Mais, on doit remarquer que toute cérémonie omise ou mal faite doit être suppléée, en temps opportun. « Debitis autem, ajoute Gonzalez, suppleri debet temporibus, ut, post Sum- mistas, resolvit Diana. » — T. I, p. 488, n. 5.

Quant à l'omission de l'imposition des mains dans l'ordination des prêtres, il faut la suppléer, comme pour le diaconat. « Presbyter et Diaconus cum ordinantur, manus im- positionem tactu corporali... recipiunt : quod si omissum fuerit, non est aliquatenus iterandum, sed statuto tempore ad hujusmodi ordines conferendos caute supplendum quod per errorem extitit prætermissum. »

Tel est le texte du chapitre III de ce titre que nous avons rapproché du chapitre I, parce qu'il le complète.

Le deuxième chapitre a trait à la sépulture des corps de fidèles inhumés par des schismatiques, à l'usage à faire des vêtements sacerdotaux et des autels qui ont servi à des prêtres dégradés, pour la célébration des saints mystères.

Honorius III y répond aux chanoines de Brème, qui l'avaient consulté, qu'il n'y a pas lieu à exhumer ces corps, ni à faire bénir ces vêtements de nouveau, ni à reconsacrer ces autels.

« Nos autem inquisitioni vestræ taliter respondemus quod non credimus ob hoc duntaxat sepultos hujusmodi exhumandos, aut debere indumenta iterum benedici, vel reconsacari altaria supradicta. »

Si les fidèles avaient été eux-mêmes schismatiques, il aurait fallu exhumer leurs corps, suivant le texte du chapitre *Sacris, de sepultura*, et réconcilier les cimetières qui auraient servi à leur inhumation. — Cap. *Consuluit, de consecrat. Eccles.*

Quand un vêtement, ou un vase sacré, ou un autel, etc.,

ont perdu leur bénédiction ou leur consécration, on les bénit ou on les consacre de nouveau; parce que cette bénédiction et cette consécration appartiennent aux sacramentaux, qui peuvent être réitérés, et non aux sacrements imprimant caractère qui ne peuvent se renouveler.

« Cum enim exhumatio, et reconciliatio spectent ad sacramentalia, non vero ad sacramenta, possunt in eis benedictio, et consecratio iterari. Cap. *Si metum* 19, cap. *Vesimenta* 41... » — GONZALEZ, T. I, p. 487.

TITRE XVII

DES FILS DES PRÊTRES AUXQUELS ON DOIT ACCORDER OU REFUSER LES SAINTS ORDRES

270. — Jusqu'à présent nous avons parlé des qualités requises tant des ordinands que de ceux qui sont appelés aux dignités et aux bénéfices ecclésiastiques : *ordinandi et præficiendi*; maintenant, nous allons examiner quels sont les empêchements canoniques qui s'opposent à leur promotion soit aux ordres, soit aux bénéfices et aux dignités de l'Église. Sous la rubrique restreinte : *de filiis presbyterorum*, on traite, dans le titre XVII, de tous ceux qui sont enfants illégitimes, ou de l'irrégularité qui provient du défaut ou du vice de la naissance : *ex defectu natalium*.

C'est donc ici le lieu de parler des irrégularités en général, avant de parler des irrégularités en particulier.

Qu'est-ce que l'irrégularité ?

L'irrégularité *quoad nomen*, c'est le manque de règle, ou l'écart de la règle.

Quoad rem, c'est un empêchement canonique qui s'oppose tant à la réception des ordres qu'à l'exercice des fonctions propres à ces ordres.

L'irrégularité s'oppose *directement* à la réception des ordres et à leur usage ; elle s'oppose *indirectement* à l'obtention des bénéfices ecclésiastiques, puisqu'elle rend les personnes incapables de recevoir les ordres et d'en exercer les fonctions, deux choses nécessaires pour pouvoir être bénéficiaire.

Les irrégularités sont de diverse espèce.

Elles se divisent en deux catégories : les irrégularités *ex defectu*, et les irrégularités *ex delicto*, suivant qu'elles proviennent de quelques défauts exprimés dans le droit, ou qu'elles sont contractées par certains délits déterminés par le même droit.

L'irrégularité est *totale* ou *partielle*, suivant qu'elle exclut de la réception ou de l'usage de tout ordre, et de l'accès à tout bénéfice, ou qu'elle écarte seulement de la réception de quelque ordre, ou de l'usage de quelque ordre déjà reçu.

L'irrégularité est *temporaire* ou *perpétuelle*, suivant qu'elle est seulement pour un temps, comme le défaut d'âge, ou qu'elle dure toujours, à moins qu'elle ne soit enlevée moyennant une dispense légitime.

Les irrégularités *ex delicto* sont au nombre de cinq exprimées dans le vers suivant :

Fonte reus, sacris, censura, crimine, letho.

Elles proviennent :

1° De la mauvaise réception et de la réitération du baptême : *Fonte* ;

2° De la mauvaise réception et de l'usurpation des ordres : *sacris* ;

3° De la violation d'une censure : *censura* ;

4° De la perpétration de certains crimes énormes : *crimine* ;

5° De l'homicide et de la mutilation : *letho*.

Nous parlerons de ces diverses irrégularités, quand nous expliquerons le cinquième livre des Décrétales.

Les irrégularités *ex defectu* ne sont pas toutes énumérées, sous des titres particuliers, dans le *Corpus Juris canonici* : nous les mentionnerons toutes et chacune d'elles ici. Elles sont au nombre de huit, désignées dans les deux vers qui suivent :

*Natales, animus, libertas, corpus et ætas,
Non bigamus, lenis, nec mala fama notet.*

Elles proviennent d'un défaut : 1° de l'esprit ; — 2° du corps ; — 3° de la naissance ; — 4° de l'âge ; — 5° de la liberté ; — 6° du sacrement de mariage ; — 7° de douceur ; — 8° de réputation.

I

DU DÉFAUT DE L'ESPRIT : « DEFECTUS ANIMI »

271. — On compte trois défauts de l'esprit : le défaut de raison, de science et de foi éprouvée.

1° Le défaut *de raison*. — Les insensés, les lunatiques, les furieux, les épileptiques et les énérgumènes, bien qu'ils aient quelques moments lucides, sont irréguliers. Parlant des épileptiques, le cardinal Soglia dit : « Quod si sacris ordinibus jam susceptis morbus superveniat, vetatur epilepticus

« rem divinam facere, nisi morbus integro anni spatio omnino cessaverit, et sacris daturus operam sacerdotem jejunum sibi adjungat, qui sacrificium perficiat, si forte epilepticus pristino morbo corripiatur. »

2° Le défaut *de science*. — Ceux qui sont *illettrés* sont irréguliers, aux termes du chapitre *Illiteratos*, où nous lisons ce qui suit :

« Illiteratos... nullus præsumat ad clericatus ordinem promoverè ; quia litteris carens sacris non potest esse aptus officiis. »

Au titre XI, au chapitre de la qualité des Ordinands, nous avons dit quel était le degré de science requis pour chaque ordre.

3° Le défaut de *foi éprouvée*. — Les néophytes, c'est-à-dire, ceux qui sont récemment convertis à la foi catholique, sont irréguliers. Il en est de même de ceux qui, sortant de la vie du monde, prétendent arriver sans épreuve aux saints ordres et aux dignités ecclésiastiques. — Cap. *Quoniam multa* et cap. *Sicut Neophytus*.

Si l'on demande combien de temps doit durer l'épreuve de la foi des néophytes ou des nouveaux convertis, il est difficile de donner une réponse précise à cette question.

Benoît XIV expose dans son livre *de synodo diœcesana* plusieurs opinions à ce sujet.

« Quantum vero temporis neophyti probationi sit præmittendum, priusquam eidem aditus aperiatur ad ordines, non conveniunt doctores.

« Alii unum annum satis esse putant, quia miles in jure civili, exacto militiæ anno, dicitur *veteranus* ; alii benigne requirunt, quia Gregorius Magnus, *Oper.*, tom. 2, col. 1056, lib. 10... conversos ad religionem vetuit ordinari priusquam biennium in conversione compleant ; alii exigunt decennium, quoniam decennium in jure dicitur longum tempus, et infra illud non reputatur... ; alii

« demum... cum nullum hac de re sit certum tempus defini-
 « tum a jure, id relinqui autumant arbitrio Episcopi, cujus
 « est expendere an recenter ad fidem conversi tantæ sint
 « virtutis, atque in fide constantiæ, ut Ecclesiastica ministe-
 « ria illis tuto committi valeant. » — Syn. diœces., lib. XII,
 cap. I, parag. vi.

Le Siège Apostolique seul peut dispenser de cette irrégularité, quand elle est constatée; mais l'Évêque peut juger si un sujet doit être considéré comme néophyte ou non.

« Tales dispensationes, dit M^{er} Grandclaude, concedun-
 « tur sive a S. Congr. Conc. sive a Tribunali S. Urbis In-
 « quisitionis. » — *Jus can.*, T. I, p. 258.

II

DU DÉFAUT DE DOUCEUR : « DEFECTUS LENITATIS »

272. — L'Église a horreur du sang. Elle n'admet au service des autels que les hommes de paix dont les mains innocentes n'ont jamais trempé dans le sang de leurs semblables. Aussi a-t-elle déclaré irréguliers tous ceux qui, volontairement, activement, efficacement et prochainement, concourent à la mort ou à la mutilation de quelqu'un, bien que d'ailleurs l'action soit conforme à la justice. — *Can Si quis viduam*, cap. *Clericis in sacris*, v. 1.

Donc, sont irréguliers :

1. Les juges qui prononcent une sentence de mort ou de mutilation, ainsi que tous ceux qui, par leurs conseils ou leurs suffrages, coopèrent à cette sentence, pourvu toutefois qu'elle soit mise à exécution.

2. Les accusateurs, les dénonciateurs, les scribes, les notaires et les avocats qui réclament contre un coupable la peine de mort ou de la mutilation.

Quant aux témoins, le droit canonique n'en parle pas expressément. Les Docteurs cependant établissent une distinction entre les témoins forcés et les témoins volontaires. Ils déclarent irréguliers les témoins volontaires, malgré leur protestation, tandis qu'ils exemptent de toute irrégularité les témoins forcés ou nécessaires, surtout s'ils protestent expressément, aux termes du chapitre II *Prælati*, qu'ils ne demandent pas la peine du sang.

3. Les bourreaux et tous ceux qui coopèrent immédiatement et prochainement à la mort ou à la mutilation du coupable.

On ne regarde pas comme vraiment irrégulier, dit Benoît XIV, le médecin, ou le chirurgien « dummodo suam » ipse artem optime noverit, omnemque diligentiam ac studium juxta artis suæ præcepta adhibuerit in ægris curandis, licet eorum aliquis e vivis excesserit. » — Benoît XIV, *de Synodo diœces.*, lib. XIII, cap. x, n. 4.

Le savant Pontife ajoute :

« Attamen constat, in hac ipsa facti specie a Congregationibus, et Secretaria Brevium quasdam dispensationes, quas vocant *ad cautelam*, concedi consuevisse. »

Celui qui, pour défendre sa vie, tue son agresseur, ne pouvant faire autrement, n'encourt pas l'irrégularité.

Il en est de même de l'insensé, de l'enfant, privé de raison, ou du somnambule qui tuerait ou mutilerait quelqu'un.

« Si furiosus, aut infans, seu dormiens hominem mutilet, vel occidat, nullam ex hoc irregularitatem incurrit. Et idem de illo censemus, qui mortem aliter vitare non valens, suum occidit vel mutilat aggressorem. » — Cap. *Si furiosus*, Clément V.

III

DE L'IRRÉGULARITÉ « EX DEFECTU NATALIUM »

273. — Tous ceux qui sont d'une naissance illégitime, c'est-à-dire, nés en dehors d'un mariage légitime, sont irréguliers.

« In veteri disciplina, dit le cardinal Soglia, nemo qui
« dignus esset, ob natalium defectum ab ordinibus et bene-
« ficiis ecclesiasticis arcebatur, quod multis veterum Patrum
« testimoniis ostendit Gratianus, dist. 56. At sæculo præ-
« sertim undecimo, cum clerici meretrices et concubinas
« alerent, et filii ex nefando concubitu nati beneficia pa-
« terna, mortuis parentibus, obtinebant, sive occupabant, et
« Duces etiam et Comites, ut ait Christianus Lupus, « suos
« passim ex ancillis bastardos violenter intruderent in sacras
« dignitates, atque ita servili simul et adulterino sanguine
« fœdarent ecclesias ; » primo quidem filii presbyterorum,
« dein quilibet ex vetito concubitu nati, irregulares pro-
« nuntiati sunt « ut paternæ incontinentiæ memoria a locis
« Deo consecratis longissime arceatur » : quæ verba sunt
« Concilii Trident, sess. XXV, cap. xv *de Reform.* » —
Institutiones juris privati, pp. 92 et 93. »

Donc, dirons-nous avec Ferraris :

« Irregulares sunt omnes illegitimi, ut filii naturales, id
« est nati ex soluto et concubina ; manzeres, id est nati ex
« meretrice ; nothi, id est nati ex conjugato et soluta, et
« spurii, id est nati ex copula a jure civili damnata, ut ex
« incestu, stupro, raptu et sacrilegio : cap. *Per venerabi-*
« *lem*, qui filii sint illegitimi ; cap. i, et final. *De filiis*
« *presbyterorum* ; cap. *Innotuit*, de Electione, et ex Con-
« cil. Trid., sess. XXII, *de Reform.*, cap. ii, sess. XXIII,
« cap. v.

« Illegitimi tamen, qui per subsequens matrimonium legitimantur, non sunt irregulares : arg. cap. *Conquestus*, et cap. *Tanta*... » — Au mot *irregularis*, p. 819.

« Illegitimi habendi non sunt filii ex justis nuptiis ante sacerdotium geniti, nec proinde ab ordinibus et beneficiis repelluntur : tantummodo ad suspicionem hæreditariæ successionis avertendam nequeunt beneficia consequi, quæ pater obtinuit, nisi media persona intercesserit. » — SOGLIA, loc. jam cit., p. 93.

« Neque illegitimi accensendi sunt, qui ex matrimonio ob dirimens impedimentum nullo quidem et invalido geniti sunt, si tamen uterque, aut alteruter conjugum impedimentum invincibiliter ignoraverit; idque locum obtinet, etiamsi impedimentum postea compertum sit, et conjuges sententia judicis invicem separati, cap. II et XIV, *Qui filii sint legitimi*. » — SOGLIA, *Ibid*.

« Neque illegitimi putantur infidelium filii, licet nuptiæ in gradibus ab Ecclesia prohibitis initæ sint, modo in ratione naturalis et civilis contractus valeant, quod docuit Innocentius III, cap. ultimo *Qui filii sint legitimi*. » — *Ibid*.

Comment enlève-t-on l'irrégularité qui provient *ex defectu natalium* ?

De trois manières : 1^o par la profession religieuse. Si un enfant illégitime devient moine et fait profession dans une maison religieuse, il peut être promu aux ordres sacrés, mais non pas aux prélatures, comme le dit le chapitre suivant :

« Ut filii presbyterorum, et cæteri ex fornicatione nati ad sacros ordines non promoveantur nisi monachi fiant, vel in congregatione canonica regulariter viventes : prælationem vero nullatenus habeant. »

2^o Par la légitimation, soit au moyen d'un mariage subséquent, soit au moyen d'un rescrit du Pontife Romain, parce que les rescrits des princes séculiers n'ont de valeur que pour les effets civils.

3° Par la dispense légitime. Le Souverain Pontife peut, sans aucun doute, dispenser tous ceux qui sont illégitimes, de telle sorte qu'ils puissent recevoir tous les ordres, tous les bénéfices et toutes les dignités ecclésiastiques. Cette irrégularité, étant de droit positif, le Pape a tout pouvoir d'en dispenser.

L'Évêque peut dispenser les fils illégitimes, de manière à les rendre capables de recevoir les ordres mineurs et les bénéfices simples, mais non les ordres majeurs ou les bénéfices doubles ou à charge d'âmes. « Cum illegitime natis dispensant Episcopi, in minoribus ordinibus, et beneficio sine cura, dummodo sit tale, in quo alias dispensare possint. » — *De filiis presbyt.* Sext. decret. tit. xi, cap. 1.

Il est cependant des bénéfices simples que ne peuvent obtenir ceux qui auraient été ainsi dispensés par l'Évêque. Ce sont, en général, tous les bénéfices simples, auxquels le droit ou la coutume a attaché soit un ordre sacré, soit une dignité, soit un personnat, toutes choses qui les assimilent aux bénéfices curiaux. — C. *Dudum* 54. de Electione. — De ce nombre sont, par exemple, les canonicats des églises cathédrales qui, aux termes du Concile de Trente, exigent un ordre sacré. — Sess. XXIV, cap. xii. *de Reform.*

Faut-il recourir au Souverain Pontife, quand le défaut ou le vice de la naissance est occulte?

Diana, avec quelques autres, pense que ce recours n'est pas nécessaire, p. 3, Tr. I. Miscell. resp. 21. Pourquoi? Parce que l'irrégularité *ex defectu natalium* provient, dans l'espèce, d'un délit occulte des parents. Or, le concile de Trente accorde aux Évêques la faculté de dispenser de toutes les irrégularités provenant d'un délit occulte; il n'excepte que celles qui résultent de l'homicide volontaire, et celles qui auraient été portées au for contentieux.

Donc, les Évêques pourraient dispenser de l'irrégularité *ex defectu natalium*, si elle est occulte.

Mais, il y a une autre opinion plus commune qui exige, même dans ce cas, une dispense du Siège Apostolique. « Ita
 « Suarez de Censur. D. 50, s. 3. n. 3. cum communi, dit
 « Schmalzgrueber. Ratio est, quia ut Suarez l. cit. monet,
 « irregularitas ex delicto occulto illa duntaxat censetur, quæ
 « orta est ex delicto proprio ipsius irregularis, et non ex
 « alieno, qualis in casu nostro est irregularitas ex defectu
 « natalium. Ergo cadit argumentum oppositum. »

Le même canoniste ajoute :

« Quod si tamen quis habens defectum natalium ordines
 « bona fide ob ignorantiam defectus suscepisset, Episcopus
 « dispensare cum eo posset, ut in susceptis ordinibus minis-
 « tret, si impedimentum occultum sit. » — T. I, pars III^a, tit.
 xvii, p. 176, n. 11.

La dispense de l'irrégularité *ex defectu natalium* est de stricte interprétation. « Etenim hæc dispensatio est odiosa
 « seu odium juris habet, quia adversatur juri communi, seu,
 « ut dici solet, est exorbitans a jure. » — GIRALDI. *Exp. juris can.*, 6. 1. S. 129. — M^{sr} GRANDCLAUDE, *Jus can.*, T. I, p. 263.

TITRE XVIII

DE LA DÉFENSE D'ORDONNER LES ESCLAVES ET DE LEUR AFFRANCHISSEMENT

I

274. — Après le vice de la naissance, qui est un empêchement résultant de l'origine, vient l'esclavage, qui est un empêchement provenant de la condition de la personne.

Il y a trois sortes d'hommes que l'on appelle esclaves ou serfs : ce sont : 1° les esclaves proprement dits ; 2° les *adscriptitii* ; 3° les *famuli conductitii*.

1. Les esclaves proprement dits sont ceux qui, dans le sens juridique, sont soumis au domaine d'autrui contrairement à la liberté naturelle.

Cet esclavage n'existe plus parmi les chrétiens.

2. Les *adscriptitii* sont ceux qui sont attachés à la glèbe ou à la terre d'un seigneur, pour la cultiver personnellement.

3. Les *famuli conductitii* sont ceux qui louent leur travail, moyennant un salaire ; ce ne sont pas des esclaves, à vraiment parler, puisqu'ils jouissent réellement de leur liberté.

Quels sont les esclaves que le droit canonique écarte des ordres ?

Ce sont seulement les esclaves proprement dits, c'est-à-dire, ceux qui ne jouissent pas de la liberté.

« Servi, dit le cardinal Soglia, ob conditionis vilitatem, et
« præsertim ob vinculum servitutis, quo suis dominis ad-
« stringuntur, per SS. Canones ab ordinibus arcantur. Si tamen
« aliud nihil obstat, et domini voluntas accesserit, liberi et
« ingenui fiunt, et suscipiendis ordinibus habiles. Quod si,
« inconsultis omnino dominis, aut contradicentibus, servus
« ordinetur, « decretum est ut deponatur et ejus dominus eum
« recipiat » : ut dicitur cap. 2. De *servis non ordinandis*,
« quod tamen interpretes accipiunt de servis qui minoribus
« ordinibus initiati sunt. » — *Juris privati*. p. 97.

Les *servi adscriptitii* sont atteints par les prescriptions canoniques, en ce qui concerne l'irrégularité, dit Santi.

« *Engel* autem *h. t. n. 6.* docet præscriptiones canonicas
« quoad irregularitatem ad hosce etiam servos extendendas
« esse. Ex jure civili locali servi hujusmodi dominis operas
« suas præstare tenentur. » — Lib. I. Decret., tit. xviii,
p. 182.

II

L'empêchement, résultant de l'esclavage, peut être enlevé par la dispense et l'affranchissement.

1. La dispense doit être donnée par le Pontife Romain ; lui seul peut l'octroyer. Cependant, il n'a pas coutume de l'accorder, et cela, pour ne pas léser le droit du maître.

L'Évêque ne pourrait donc pas, de sa propre autorité, dispenser de l'esclavage. Le droit le lui défend expressément, dit M^{gr} Grandelaude. « Ex declaratione expressa juris. In « jure id reservatur soli Romano Pontifici. » — Lib. I, Decret. p. 267.

2. Si l'empêchement est enlevé par l'affranchissement — *manumissione*, — il faut que cet affranchissement soit plein et parfait, c'est-à-dire, sans aucune réserve d'œuvres temporelles.

Le maître peut cependant réserver les œuvres spirituelles.

« Dominus, dit Santi, consentire potest pure et simpliciter, vel etiam reservare potest sibi spirituales operas a servo « post ordinationem præstandas. c. 4. h. t. »

Le même canoniste ajoute :

« Quæ reservatio etiam ab ecclesiis fieri potest, si filios servorum suorum ordinaverint, ut sibi in officiis divinis famulatum præstent. Quo in casu, non licet ordinatis se ad alias « ecclesias transferre ; licet vero si, in ordinatione, manumittenti ecclesiæ non fuerint obligati. » — *Cap. 6. huj. tit.*

Donc, aux termes de ce chapitre, celui qui a été affranchi par une église, pour devenir clerc, ne pourra servir, *in divinis officiis*, dans une autre église que celle-là, puisqu'il n'a été ordonné qu'à la condition de consacrer son ministère à celle dont il a été le serf.

Il le pourrait, si l'Église, qui l'a affranchi, n'avait pas mis cette condition à son ordination.

TITRE XIX

DOIT-ON ORDONNER OU NON CEUX QUI SONT
OBLIGÉS DE RENDRE DES COMPTES?

275. — Il y a une étroite affinité entre l'empêchement de la condition servile et celui où se trouvent ceux qui sont obligés de rendre des comptes, parce que ces comptables ne jouissent pas, vu cette obligation, d'une liberté complète. Aussi, est-ce avec raison que l'Église ne les admet pas aux saints ordres, avant qu'ils n'aient totalement liquidé leurs comptes.

Voici en quels termes est conçu le chapitre unique du titre précité.

« Magnus Episcopus Aug. dixit : *Quid dilectioni vestrae videtur*, procuratores, actores, executores, seu curatores pupillorum si debeant ordinari? Gratus Episcopus dixit : si post deposita onera et reddita ratiocinia, actus vitæ ipsorum fuerint comprobati in omnibus, debent cum laude Dei (si postulati fuerint) honore munerari ; si enim ante libertatem negotiorum, vel officiorum fuerint ordinati, Ecclesia infamatur... » — *Ex Concil. Carthag.*

Aux termes de ce titre, ceux qui sont obligés de rendre des comptes d'une administration publique ou privée ne peuvent pas être admis aux ordres sacrés, avant d'avoir rendu ces comptes. La raison en est que jusque-là ils ne jouissent pas de toute la liberté requise pour remplir les fonctions de ces ordres.

Quelles sont les personnes comprises dans la prohibition du titre qui nous occupe?

1. Ce sont toutes celles qui ont une fonction publique qui les oblige à rendre des comptes, comme les receveurs des finances, à tous les degrés, les notaires, les trésoriers, les payeurs, les banquiers, etc.

2. Ce sont plus probablement toutes celles qui, en vertu d'un mandat plutôt privé que public, sont aussi tenues à une reddition de comptes. Ce sont, par exemple, les tuteurs des pupilles, les curateurs des mineurs, les exécuteurs testamentaires, les dépositaires, et tous ceux qui ont un office semblable.

3. Par similitude de raison, ce sont enfin tous ceux qui sont attachés à un office, à une charge, à une administration, ou à un état séculier quelconque qui les rend moins libres de vaquer aux offices spirituels. Tels sont les soldats, etc. — Voir SCHMALZGRUEBER, T. I, tit. XIX, n. 2.

Tous les offices de ce genre et toutes les fonctions administratives empêchent-ils ceux qui y sont attachés de recevoir les saints ordres ?

Non, il n'y a à produire cet empêchement que les offices et les fonctions que les clercs ne peuvent pas accepter, parce qu'ils sont incompatibles avec l'état ecclésiastique.

Quant à ceux qu'ils peuvent accepter, après avoir reçu la cléricature, ils n'empêchent pas leur élévation aux ordres.

Tels sont : 1. les offices de procureurs, de tuteurs, de curateurs des personnes misérables, par exemple, des veuves, des orphelins, des pauvres, et des autres personnes semblables privées de conseil et de secours humain. — 2. Les offices d'administrateurs d'affaires ecclésiastiques, ou de toute autre affaire pieuse. — 3. La tutelle légitime des proches parents :

« Qui legitimam tutelam proximorum agnatorum habent. »

4. L'office de chancelier ou de conseiller des princes, et même, suivant la plupart des canonistes, celui de juge des causes civiles. — PIRHNG, WISTNER, cités par SCHMALZGRUEBER, T. I, titre XIX, n. 3.

Qui peut dispenser, pour la promotion aux ordres, ceux qui sont obligés de rendre des comptes?

Le Pape seul peut accorder cette dispense ; mais il l'accorde rarement et très difficilement, tant à cause du danger de faire tort à des tiers qu'à cause du scandale qui résulterait, si les intérêts du prochain étaient lésés. « Vix aut raro » *conceditur* », dit Pyrrhus Corradus. — *Praxis dispens.*, lib. III, cap. VIII, n. 2.

TITRE XX

DES DÉFAUTS CORPORELS QUI EMPÊCHENT D'ÊTRE ORDONNÉ

276. — L'irrégularité qui provient d'un défaut corporel a été établie pour une double raison : 1° parce que ce défaut empêche l'exercice convenable des fonctions attachées aux saints ordres ; 2° parce qu'il implique une notable indécence et inspire l'horreur ou le ridicule.

Dans le chapitre « *Presbyterum*, de clerico ægrotante », Eugène III indique ces deux causes générales d'irrégularité, quand il défend à un prêtre, qui avait le doigt majeur et deux autres doigts coupés, de célébrer le saint sacrifice de la messe : quia « nec secure propter debilitatem, nec sine » *scandalo propter deformitatem membri hoc fieri potest.* »

I. — Ce principe posé, voici ceux qui sont irréguliers à cause de la faiblesse ou de la perte de certains membres :

Les aveugles et les muets ; ceux qui manquent d'un bras ou d'un pied, ou même des doigts nécessaires à la fraction de l'hostie ; les paralytiques, ou ceux qui ont les mains tellement tremblantes qu'ils ne peuvent célébrer sans péril de répandre le précieux sang ; les abstèmes qui ne peuvent boire de vin, sans être exposés à le rejeter.

II. — Sont irréguliers, à cause de quelque difformité :

Ceux qui sont boiteux, d'une manière remarquable ; ceux qui sont bossus ou petits, d'une manière ridicule ; les lépreux ; ceux qui sont privés d'un œil, surtout de l'œil gauche, appelé l'œil du canon ; ces derniers ne peuvent pas, sans contorsions inconvenantes du visage, lire le canon de la messe avec l'œil droit.

Que faire dans le cas où l'on doute si le défaut corporel est un empêchement aux fonctions sacrées, ou constitue une grave difformité ?

« *Judicium ab Episcopo ferendum est, dit le cardinal Soglia ; dispensatio autem, quatenus opus sit, ad Romanum Pontificem pertinet.* » — *Institutiones juris privati*, p. 96.

Il y a une distinction à établir entre les défauts corporels qui existent avant la réception des ordres et la collation des bénéfices, et ceux qui y surviennent.

Les défauts, qui existent dans un sujet avant la réception de la tonsure et des ordres, l'excluent absolument de tout ordre.

Quant aux défauts qui surviennent, ils l'empêchent seulement de remplir les fonctions des ordres qu'il a reçus, puisqu'ils l'en rendent physiquement incapables.

De plus, les défauts corporels qui précèdent la tonsure écartent ceux qui en sont affligés de tout bénéfice.

Quant aux défauts qui surviennent, ils écartent seulement des bénéfices dont ils empêchent l'accomplissement des devoirs et des charges.

Mais, on ne doit pas l'oublier : l'Église, qui est la meilleure des mères, ne prive personne de son bénéfice, uniquement à cause d'un défaut corporel qui lui survient. « Cum « afflictio afflicto non sit addenda, imo potius ipsius miserie miserendum. » — Cap. v *De clerico ægrotante*.

Dans ce cas, le bénéficiaire peut s'associer un coadjuteur digne et apte à le suppléer. — *Ibid.*

TITRE XXI

ON NE DOIT PAS ORDONNER LES BIGAMES

277. — La bigamie engendre aussi l'irrégularité. Le bigame est celui qui a contracté successivement plusieurs mariages légitimes.

Pourquoi l'Église a-t-elle établi cette irrégularité?

Bien que *les secondes noces* ne soient pas prohibées, elles sont cependant considérées comme une marque d'incontinence ; de plus, elles ne représentent pas parfaitement l'union de Jésus-Christ avec son Église. Cette union a été unique ; donc Jésus-Christ aimera toujours son épouse mystique. Le bigame, au contraire, a contracté plusieurs unions ; il a aimé par conséquent plusieurs épouses.

« Ergo, dit de Camillis, in societate christiana non sunt « in honore sicut primæ nuptiæ. Inde de bigamis non ordinandis vetustissima disciplina. » — 1. Timoth., tit. 1, Ephes. T. I, p. 91.

On compte dans le droit canonique trois sortes de bigamie. Ce sont la bigamie *vraie*, la bigamie *interprétative* et la bigamie *similitudinaire*.

La bigamie *vraie* a lieu lorsqu'on a contracté successivement et consommé deux mariages valides. Un mariage *ratum, non consummatum*, ne rendrait pas bigame, pas plus que les fiançailles.

La bigamie *interprétative* est celle qui résulte du mariage contracté, il est vrai, avec une seule personne, mais dont la situation est telle que ce mariage unique est considéré comme double par une fiction de droit. Le fait peut se présenter de plusieurs manières.

1. « Quando quis ducit uxorem viduam et a suo marito
« priore agnitam, et ipsemet agnoscit.

2. « Quando quis ducit mulierem quamlibet ab alio cor-
« ruptam et matrimonium consummat.

3. « Quando quis propriam uxorem cognoscit post adul-
« terium ab ea commissum.

4. « Quando quis contrahit duo matrimonia, unum vali-
« dum, et alterum invalidum, licet in bona fide.

5. « Quando quis accipit vel ducit ancillam, vel aliquam
« de iis quæ publicis spectaculis mancipantur. » — *Can. Si quis viduam*, dist. xxxiv.

6. « Si quis cohabitaverit cum uxore adultera vel ab ipsa
« non se separaverit, saltem quoad torum. » — *Ex can. 8. Si quis de laicis*, et *can. 9. Curandum*, dist. xxxiv. — Voir M^{sr} GRANDCLAUDE, *Jus can.*, T. I, p. 278.

La bigamie *similitudinaire*. — C'est celle qui résulte du mariage consommé soit d'un clerc engagé dans les ordres sacrés, soit d'un régulier qui a fait vœu solennel de chasteté *in religione approbata*. — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 190, n. 8.

Cet empêchement résulte encore du mariage d'un laïque avec une religieuse consacrée à Dieu par le vœu de virginité. — SOGLIA, *Instit. juris priv.*, p. 102.

Ce dernier canoniste ajoute : « Hi si quidem voti, aut
 « sacrarum virginum violatores per quamdam similitudinem
 « bigami dicuntur, sive quod post conjugium spirituale alias
 « carnales nuptias attentant, sive quod virginibus jam Deo
 « desponsatis tanquam uxoribus abutuntur. »

Quelles sont les peines portées contre les bigames ?

Ils sont privés de la réception, de l'usage et de l'exercice de tous les ordres tant majeurs que mineurs. C'est le sentiment commun, comme l'enseigne Suarez, *de Censur.*, D. 49, parag. 5, n. 3, et comme il conste du chapitre *Super eo* et des chapitres suivants de ce titre.

De plus, les bigames sont dépouillés de tout privilège clérical, de telle sorte qu'ils ne relèvent plus de la juridiction du for ecclésiastique, mais de celle du for séculier : aussi bien, ils ne peuvent plus, dans ce cas, porter ni la tonsure, ni l'habit ecclésiastique.

« Bigamos omni privilegio clericali declaramus esse nudatos, et coercitioni fori secularis addictos, consuetudine contraria non obstante. Ipsius quoque sub anathemate prohibemus deferre tonsuram, vel habitum clericalem. » — *Cap. unic. De bigamis in 6°.*

Bien que ces paroles soient générales, elles n'atteignent que les clercs *minorés*, suivant l'explication de la glose relative à ce chapitre, admise d'ailleurs par tous les interprètes. Conséquemment, les clercs *bigames*, qui seraient dans les ordres sacrés, sont privés, il est vrai, de l'exercice de tout ministère ecclésiastique, mais ils ne perdent pas les privilèges cléricaux. — SOGLIA, *Inst. jur. priv.*, p. 102.

Qui peut dispenser de la bigamie ?

Nonobstant la constitution apostolique, exprimée dans le chapitre III, v. 2 et v. 12 de l'épître de saint Paul à Timothée, le Pontife Romain peut dispenser de la bigamie, puisque, suivant l'interprétation de l'Église, cet empêchement n'est que de droit ecclésiastique. Cependant, par respect

pour les Apôtres, les Souverains Pontifes n'ont jamais, sans une grave raison, dispensé de la bigamie vraie.

Le Pape seul peut dispenser de la bigamie *vraie* et *interprétative*.

Les Évêques peuvent dispenser de la bigamie *similitudinaire*, non seulement à l'effet d'exercer les fonctions des ordres reçus, mais aussi, suivant beaucoup de canonistes, à l'effet d'être promu à ceux que l'on ne posséderait pas.

Mais, en tout cas, le bigame ne doit ni exercer les fonctions de son ordre, ni être élevé à un ordre supérieur, sans avoir fait la pénitence qui lui aura été imposée, et s'être conduit ensuite d'une manière régulière.

Telle est la réponse donnée par Alexandre III à l'Évêque de Reims, touchant un diacre qui s'était marié.

« Ut injuncta pœnitentia de excessu, et post eam perac-
« tam dispensative possit ei diaconatus officium reddere, et
« si perfectæ vitæ et conversationis fuerit, eum in presbyte-
« rum ordinare. » — Cap. 1, *Qui clerici vel voventes*.

Si l'Évêque, suivant l'opinion commune des docteurs, ne peut pas dispenser de la bigamie vraie et interprétative, même un sujet qui voudrait seulement recevoir les ordres mineurs et être pourvu d'un bénéfice simple, n'y a-t-il pas quelques exceptions à cette règle générale?

Il peut, à coup sûr, accorder cette dispense : 1° si le Pape lui en a donné spécialement la faculté; 2° quand la bigamie provient d'un délit occulte. (Concil. Trid., Sess. XXIV, *de reformatione*, cap. vi). C'est l'enseignement de Barbosa et d'autres docteurs qu'il cite. (*Alleg.* 49, n. 25.) Schmalzgrueber, qui embrasse ce sentiment, ajoute : « Quod
« tamen Suarez, D. 51, cit. sect. 6, n. 9, negat, ex ratione,
« quia irregularitas hæc, etsi delictum interveniat, non
« tamen oritur ex delicto, sed ex defectu sacramenti, ideo-
« que nihil refert, quod factum, in quo fundatur, sit publi-
« cum, vel occultum. » — T. I, p. 191, n. 17.

3° Au sentiment de quelques canonistes, quand il y a une nécessité grave, à cause de la pénurie de ministres sacrés, l'Évêque pourrait aussi dispenser de la bigamie, s'il y avait d'ailleurs impossibilité de recourir au Souverain Pontife. Mais, dans ce cas, il ne pourrait dispenser les bigames que pour leur conférer les ordres mineurs. — *Ibid.*

Les Prélats réguliers peuvent, comme les Évêques, dispenser de la bigamie *similitudinaire*. Il s'agit ici des prélats qui ont une juridiction quasi-épiscopale sur leurs sujets. Tels sont les Généraux, les Provinciaux, les Abbés, ou les Prieurs exempts. — *Ibid.*, n. 19.

TITRE XXII

DES CLERCS ÉTRANGERS

278. — L'Église tient tant à la sainteté de ses ministres qu'elle n'admet aux ordres que les sujets dont la vie lui est connue. C'est pour cela qu'elle regarde, comme un empêchement à la réception des saints ordres et à l'accomplissement de leurs fonctions, le fait d'être étranger, et surtout vagabond et inconnu.

Voici les prescriptions du droit au sujet des clercs étrangers :

1. Il est défendu de conférer aux étrangers non seulement les ordres, soit majeurs, soit mineurs, mais encore la première tonsure, sans lettres dimissoriales de leurs propres Évêques.

— Cap. fin. de temp. Ordin. in 6° — Concil. Trid. Sess. XXIII. *de reform. cap. xvi.* —

2. Il est défendu d'élever à un ordre supérieur un clerc étranger, à moins qu'il n'exhibe, outre le dimissoire de son Évêque, des lettres attestant les ordres qu'il a déjà reçus.

Le chapitre premier de ce titre exige que ces lettres soient revêtues de tous les caractères d'authenticité et examinées avec soin. — Cap. *Tua nos duxit de clericis peregrinis.*

3. Il est défendu d'admettre les clercs étrangers et inconnus, même revêtus du sacerdoce, à la célébration des saints mystères, et à l'administration des sacrements, s'ils ne sont nantis de lettres de recommandation — *litteris commendatitiis* — Ces lettres émanant de leurs Ordinaires doivent témoigner non seulement de leur légitime ordination, de leur exemption de tout empêchement pouvant les écarter de l'autel, mais aussi de la pureté de leurs mœurs et de leur doctrine. — Cap. *Tuæ F. discretio hujus tituli* — *Can. Extraneo* 7. dist. 71. — Concil. Trid. Sess. XXIII, cap. 16 *de Reform.*

Cette défense s'applique aux clercs réguliers autant qu'aux clercs séculiers. Aussi bien, l'Évêque d'un diocèse pourrait-il défendre à des religieux, même sous peine de censure, de permettre la célébration du saint sacrifice de la messe dans leurs églises à des prêtres qui n'auraient pas fait viser préalablement par lui leurs lettres de recommandation. Cet enseignement est celui de Benoît XIV, dans son livre *de Synodo diœcesana*; il est appuyé par des déclarations de la Sacrée Congrégation du Concile. — Syn. diœc. lib. IX, cap. xv, n. 3.

L'Évêque peut-il refuser à ses prêtres, qui ont de justes raisons de voyager, des lettres de recommandation ?

Il ne le peut pas, sans abuser de son autorité, si d'ailleurs ces prêtres ont pourvu convenablement, pour le temps où ils seront absents, aux exigences du service dont ils auraient la charge.

« Cum communi dicendum, dit Schmalzgrueber, quod Epi-
 « scopi tenentur, per se loquendo, hujusmodi clericis dare
 « litteras commendatitias, si has ex peregrinationis, aut etiam
 « domicilii, vel diœcesis mutandæ causa petant. » — T. I,
 pars III^a, tit. xxii. *De clericis pereg.* p. 192, n. 2.

Que dire du clerc étranger qui aurait perdu ou égaré ses lettres de recommandation ?

Il est certain qu'on peut l'admettre à la célébration de la sainte messe, s'il prouve, par des témoins dignes de foi ou par la bonne renommée dont il jouit, la perte de ses lettres et leur teneur attestant son légitime sacerdoce et la pureté de sa vie. — *Ibid.* n. 3.

Que faut-il entendre ici par le nom *d'étrangers : peregrini* ?

Ce sont les vagabonds et les inconnus qui, comme le dit le concile de Trente, *incertis vagantur sedibus*. — Sess. XXIII, cap. xvi.

Quant à ceux qui sont connus et viennent des diocèses voisins, il est d'usage un peu partout de leur permettre de célébrer la messe, sans exiger d'eux les lettres testimoniales ou le *celebret* que l'on réclame rigoureusement des clercs inconnus. — *Ibid.*

Dans la collation des bénéfices, faut-il préférer les clercs indigènes aux étrangers ?

Suivant l'opinion plus commune, patronnée par saint Thomas, on doit préférer les indigènes, s'ils sont dignes et aptes à remplir ces bénéfices. — S. THOMAS. 2. 2. n. 2. — Voir SCHMALZGRUEBER, loc. cit. Cette opinion s'appuie excellemment sur la règle XVII^e de la chancellerie : *de concurrentibus in data*, où l'on établit dans les termes suivant que, *cæteris paribus*, on doit préférer pour un bénéfice un indigène à un étranger : « Oriundus non oriundo, et diœcesanus non diœcesano... præferantur. »

TITRE XXIII

DE L'OFFICE DE L'ARCHIDIACRE

Après avoir parlé de l'ordre dont doit être revêtu le Juge ecclésiastique, les Décrétales traitent de son office. Mais, comme il y a dans l'Église divers offices dont les uns impliquent la juridiction et dont les autres n'impliquent que la simple administration, Grégoire IX a voulu qu'il fût question dans sa compilation non seulement de l'office du Juge, mais aussi des autres offices, suivant l'ordre hiérarchique. Comme la première dignité, après celle de l'Évêque, est celle de l'Archidiacre, c'est par l'office de ce dernier que l'on commence, puisque l'on a déjà vu comment l'on acquiert le pouvoir épiscopal auquel appartiennent l'ordination et la collation des bénéfices.

DE L'OFFICE D'ARCHIDIACRE

279. — Étymologiquement parlant, le mot Archidiacre signifie le premier ou le principal diacre.

« Græca enim significatione *archos* denotat *primum*, seu « *principem*, et *diaconus ministrum*. » — Dist. 21. Caput « *Cleros et clericos*. »

Dans les premiers siècles de l'Église, le pouvoir de l'Archidiacre ne s'étendait que sur les diacres établis dans chaque ville épiscopale : c'était le plus ancien de ces ministres sacrés.

Plus tard, le pouvoir de l'Archidiacre commença à s'étendre sur tout le clergé séculier, si bien que l'Archidiacre devint la première dignité après l'Épiscopat.

L'Archidiacre recevait, à l'origine, son pouvoir immédiatement de l'Évêque. Peu à peu, ce pouvoir devint ordinaire et perpétuel, de sorte qu'il ne fût plus révocable, au gré de l'Évêque dont il était le *vicaire-né*.

Le pouvoir, si grand, attaché à la dignité de l'Archidiacre, porta ombrage aux Évêques. Aussi, vit-on cette dignité s'amoindrir peu à peu, d'abord en Orient, avant le x^e siècle, et en Occident, vers le xiii^e et le xiv^e.

Aujourd'hui, il ne reste plus guère de l'Archidiaconat que le titre dont l'unique fonction consiste soit à assister l'Évêque pendant les ordinations générales, soit à appeler les clercs qui doivent être promus aux saints ordres.

Le concile de Trente exige que l'Archidiacre soit, ou maître en théologie, ou docteur ou licencié en droit canonique. — Sess. XXIV *de Reformatione*, cap. xii. — Il s'agit ici du vrai Archidiacre, à la dignité duquel sont attachées la charge des âmes et la juridiction.

Dans beaucoup de diocèses de France, le titre d'Archidiacre est donné aux Vicaires généraux. Il y a autant d'Archidiacres qu'il y a de Vicaires généraux agréés par l'État.

Somme toute, le titre d'Archidiacre n'est plus, à présent, que le souvenir ou l'ombre d'un grand nom : *Magni nominis umbra*.

TITRE XXIV

DE L'OFFICE DE L'ARCHIPRÊTRE

280. — Le nom d'Archiprêtre est très ancien dans l'Église. Il signifie le premier ou le principal d'entre les prêtres. Chez les Latins, l'Archiprêtre était celui qui, par la date de son ordination, était le plus ancien parmi les autres prêtres. Chez les Grecs, ce titre ne se donnait pas à l'ancienneté de l'ordination, mais surtout à la vertu et au mérite.

Il y avait, jadis, dans chaque diocèse, un seul Archiprêtre qui résidait dans l'Église cathédrale, en qualité de vicaire de l'Évêque pour toutes les choses appartenant au ministère sacré et au for intérieur.

Il veillait sur la conduite administrative et privée des autres prêtres; il remplaçait l'Évêque absent pour la célébration du saint sacrifice de la messe, l'administration des sacrements, etc. — Cap. 1, 2 et 3 *de Offic. Archip.*

On établit ensuite des Archiprêtres à la campagne : on les appela Archiprêtres *ruraux*. On nomma également Doyens *ruraux* certains curés des paroisses rurales, parce que l'on divisa les diverses parties de chaque diocèse en doyennés qui avaient chacun son Archiprêtre.

Voici, aux termes du chapitre iv *De officio Archipresb.*, les fonctions de l'Archiprêtre, ou du doyen rural :

« Non solum imperiti vulgi sollicitudinem gerat, verum
« etiam presbyterorum, qui per minores titulos habitant,
« vitam jugi circumspectione custodiat, et qua quisque indus-
« tria divinum opus exerceat Episcopo suo renunciât. »

Dans un grand nombre de diocèses de France, le titre d'Archiprêtre se donne aux curés du chef-lieu du département ou de la ville épiscopale, et aux curés des villes où est la sous-préfecture. Le titre de Doyen y est donné aussi, dans beaucoup de diocèses, aux curés des chefs-lieux de canton.

TITRES XXV, XXVI et XXVII

DE L'OFFICE DE PRIMICIER, DE SACRISTE ET DE CUSTODE

Les canonistes réunissent ensemble, pour deux raisons, ces trois titres séparés dans le *Corpus juris canonici* ; d'abord parce qu'ils sont, aujourd'hui, de moindre importance qu'autrefois ; ensuite, parce que les dispositions qu'ils renferment peuvent être facilement traitées simultanément.

TITRE XXV. — DU PRIMICIER

Qu'est-ce que le Primicier ?

281. — C'est, d'une manière générale, celui qui, suivant la coutume ancienne, était inscrit le premier, sur la table enduite de cire où, jadis, on écrivait les noms des chantres : *primus in cera*.

« Quicumque in quolibet hominum ordine primo loco
« scriptus erat in albo, seu tabula cerata, primicerius appella-

« batur ; et qui, secundo loco, *secundocorius*, et qui tertio, « *tertiocorius*. » — FERRARIS, au mot : *primicerius*, n. 1.

Aujourd'hui, on désigne, par le mot « *primicier* », le premier chantre, appelé aussi « *præcentor* », prêcheant. — Cap. *Cum olim* 6.

En quoi consiste l'office du Primicier ?

Il lui incombe d'enseigner aux clercs la manière de psalmodier et de chanter en chœur, suivant la diversité et la solennité des fêtes de l'Église. C'est à lui qu'il appartient de diriger l'office divin et d'assigner à chaque membre du clergé la part qu'il y doit prendre, pour qu'il se célèbre avec méthode et avec ordre. — Cap. *unicum huj.*, tit. « *Ut primicerius*. »

De droit commun, le Primicier n'a pas de juridiction ; il a seulement le pouvoir d'administration. Il peut corriger ceux qui transgressent ses ordres et ses instructions ; mais il ne peut pas le faire suivant la forme judiciaire.

Dans certaines églises cathédrales, le primicier a la préséance sur tous les membres du chapitre. Il en est alors considéré comme le dignitaire, comme il l'est en fait. Mais là où il n'a aucune prééminence ou préséance sur les autres chanoines, il n'est pas censé constitué en dignité ; il ne possède, dans ce cas, qu'un simple office. — FERRARIS, au mot *Primicerius*, n. 4.

Le nom et l'office de *Primicier* ne se sont conservés que dans un petit nombre de chapitres. Le chapitre de Saint-Denis, en France, aujourd'hui supprimé, avait un Primicier (1).

Le titre de *Prêcheant* ou de *Grand-Chantre* est encore conservé dans beaucoup de chapitres, du moins, en France.

« *Officium autem instituendi clericos in cantu*, dit Santi, « *extensum fuit etiam ad docendum eosdem latinum sermo-*

(1) La dignité de *Primicier* de Saint-Denis avait été rétablie par un bref de Pie IX, en date du 31 mars 1857.

« nem, atque ad aliquas tradendas disciplinas. Quod officium
 « in cathedralibus generatim etiam ipsi Primicerio tributum
 « fuit. Hinc appellatus est etiam *Scholasticus*; qui ex dis-
 « positione Conc. Trid. debet esse doctor vel licentiatus in
 « S. Theologia aut in jure canonico. » — Sess. XXIII,
 cap. xviii, *de Reform.*, T. I, tit. xxv, p. 201.

TITRE XXVI. — DU SACRISTE

282. — Le Sacriste est le ministre sacré qui a la charge immédiate et le soin du trésor de l'Église. Dans certaines églises, c'est le trésorier.

« Ut sciat se Sacrista subjectum Archidiacono, et ad
 « ejus curam pertinere custodiam sacrorum vasorum, vesti-
 « mentorum ecclesiasticorum, seu totius thesauri Ecclesiæ,
 « necnon quæ ad lumina pertinent, sive in cera, sive in
 « oleo. » — Cap. I, *Ut sciat*, huj. tit.

TITRE XXVII. — DU CUSTODE

283. — La charge du *Custode* consiste à garder les ustensiles et le mobilier moins précieux de l'église sous la surveillance du *Sacriste*, dont il est comme le vicaire et le fondé de pouvoirs.

« Custos vero sollicitus esse debet de omni ornamento
 « Ecclesiæ, et luminariis, sive incenso : necnon panem, et
 « vinum omni tempore ad Missam præparatum debet habere.
 « Debet etiam, per singulas canonicas horas, signum ex con-
 « sensu Archidiaconi sonare, ut oblationes, vel decimas, vel
 « elemosynas cum ejusdem consensu, absente Episcopo,
 « inter fratres dividat. » — Cap. II, *Custos vero*, huj. tit.

Aux termes du chapitre I^{er} du même titre, le Custode

doit être entièrement soumis et subordonné à l'Archidiaque qui doit veiller à ce qu'il accomplisse fidèlement ses fonctions.

« Oportet ut sui Archidiaconi jussioni in cunctis obediat. »

L'office du Custode n'est guère connu, aujourd'hui, dans nos cathédrales que sous le nom de *sacristain* : encore faut-il dire qu'il est ordinairement rempli par un simple laïque, chargé du soin de la sacristie.

Certains canonistes parlent, à la suite du titre XXVII susdit, des offices de Théologal et de Pénitencier.

Nous parlerons du Théologal, au livre cinquième des Décrétales, au titre : *De Magistris*. Nous dirons ici quelques mots du Pénitencier.

LE CHANOINE PÉNITENCIER

284 — Outre l'office du Théologal que le concile de Trente prescrivit d'établir dans chaque chapitre cathédral, il doit y avoir aussi un office de Pénitencier. Ce dernier doit entendre les confessions dans l'église ; il est considéré comme présent au chœur, pendant qu'il vaque à cette fonction. — *Concil. Trid.* cap. viii, Sess. XXIV, *de Reformatione*.

La prébende du Pénitencier comme celle du Théologal ne constituent ni une dignité, ni un personnat. Aussi bien, selon les dispositions du concile précité, elles ne comportent aucune prééminence honorifique, ni juridiction publique, excepté, pour le Pénitencier, la juridiction au for sacramentel.

Le Pénitencier et le Théologal n'ont donc, en vertu de leur titre respectif, qu'un simple office, dans le chapitre.

Le Pénitencier doit être ou maître, ou docteur, ou licencié en théologie, ou en droit canonique. S'il n'y a aucun chanoine ayant quelqu'un de ces grades, l'Évêque choisira celui qui est le plus apte, *pro qualitate loci*.

Le Pénitencier doit être âgé de quarante ans.

« In omnibus cathedralibus ecclesiis, ubi id commode fieri poterit, Pœnitentiarius aliquis cum unione præbendæ.....
 « ab Episcopo instituatur, qui magister sit, vel doctor, vel
 « licentiatius in thelogia, vel jure canonico, et annorum quadraginta, seu alias qui aptior, pro loci qualitate, reperiatur. »
 — *Irid. ibid.*

Selon une déclaration de la Congrégation du Concile, en date du 25 janvier 1890, il suffit pour être nommé Pénitencier, que l'on ait *commencé* sa quarantième année.

A qui appartient-il de choisir et d'instituer le chanoine Pénitencier?

Le choix et l'institution du chanoine Pénitencier appartiennent à l'Évêque seul, sans qu'il soit besoin du consentement du chapitre cathédral.

« Pœnitentiarii institutio, dit Ferraris, et electio personæ, ad solum Episcopum, absque consensu capituli, spectat, cum hoc solius Episcopi arbitrio relinquatur. Et sic decissum fuisse a Sacra Congregatione Concilii referunt Garcias, Aloys. Ricc., Ugolin., Zerola... et tenuit Rota in una Abulena... » — Voir FERRARIS, au mot : *Canonicatus*, art. ix, 53.

Ce canoniste ajoute :

« Electio personæ Pœnitentiarii tunc ad solum Episcopum pertinet, quando præbenda non vacat in mense Apostolico, vel non adsit reservatio seu affectio, nam tunc ad Papam pertinet ratione reservationis. » — *Ibid.*, n. 54.

Comment procède-t-on en Italie et dans les îles adjacentes à la collation de la prébende du Pénitencier?

Par sa constitution « *Pastoralis officii* », en date de 1725, Benoît XIII a établi que cette prébende serait conférée, au concours, comme celle du Théologal.

« Adnotari debet, dit Ange Lucidi, quod hujusmodi constitutio ad Italiam et insulas adjacentes circumscribitur. » — *De Visitat. ad Limina*, p. 84, n. 69.

Comment peut-on pourvoir à la création de la prébende du Pénitencier, dans les pays où, comme en France, toutes les prébendes canoniales sont rétribuées, annuellement, par le gouvernement, moyennant une somme d'argent?

Nous laissons la réponse à Lucidi.

« Hoc in casu, S. C. solet Episcopos hortari, donec Conc. Trident. Decretum adamussim exequi non detur, ut duobus canonicis, dum canonicatum eisdem conferunt, onus injungant, alteri gerendi officium theologi, alteri officium pœnitentiarii, aut saltem operam dent, ut aliquis nunquam desit, qui Sacram Scripturam explanet ad instar theologi, aut confessiones excipiat ad instar pœnitentiarii : cujus rei plura passim occurrunt exempla. » — *Ibid.*, p. 87, n. 76.

On le voit : on doit pourvoir à l'office de Théologal, dans les pays susdits, comme à celui de Pénitencier.

TITRE XXVIII

DE L'OFFICE DE VICAIRE

I

285. — Ce titre se compose de six chapitres dans lesquels il est question des vicaires perpétuels des paroisses.

Que faut-il entendre par le mot *Vicaire*?

D'une manière générale, le Vicaire c'est le suppléant ou le vice-gérant d'une autre personne.

Le Vicaire paroissial, par exemple, c'est celui qui, dans une paroisse, supplée celui qui a la cure habituelle des âmes.

On distingue le Vicaire perpétuel et le Vicaire temporaire.

Le Vicaire perpétuel est celui qui est nommé pour toujours, ou à titre inamovible, pour desservir une église, au lieu et place du Recteur principal, avec une assignation d'une portion congrue des fruits qu'il doit en retirer. — FERRARIS, au mot *Vicarius parochialis*, n. 2.

La nomination ou la présentation du Vicaire perpétuel appartient régulièrement au Recteur principal de l'église, ou au chapitre, ou au monastère, ou à ceux à la dignité desquels l'église paroissiale est perpétuellement unie et annexée. — *Ibid.*

Par exemple, la nomination du Vicaire perpétuel d'une église cathédrale appartient au chapitre, qui garde la cure habituelle des âmes.

En France, on ne se conforme pas partout au droit commun sur ce point. Là où la cure de l'église cathédrale est unie au chapitre, la plupart des Évêques nomment eux-mêmes le Curé ou le Vicaire perpétuel de cette église. Cette pratique ne nous paraît pas justifiable par l'usage, du moins dans les cathédrales où la cure a été récemment unie au chapitre, la prescription contre le droit capitulaire n'ayant pas pu s'établir, à défaut du temps suffisant et de plusieurs actes épiscopaux en sens contraire.

Si la nomination du Vicaire perpétuel appartient au Recteur principal de l'église, ou au chapitre, etc., l'institution canonique doit se faire par l'Évêque, après un examen préalable, sinon public, au moins privé, ou sans la forme concurrente, touchant l'*idoneité* du sujet.

« Volumus insuper, lisons-nous dans la constitution *Ad exsequendum* de saint Pie V, et ita mandamus, quod

« dicti vicarii perpetui, non ad liberam Ordinariorum electionem, sed ad nominationem illorum, in quorum ecclesiis unitis ponentur, cum ipsorum Ordinariorum seu eorum Vicariorum prævio examine et approbatione deputentur. »

Quelles sont les églises où l'on peut établir un Vicaire perpétuel ?

« Vicarius perpetuus, dit Ferraris, potest, et solet potissimum institui in parochialibus seu beneficiis curatis, quæ cathedrali, collegiatæ vel alteri ecclesiæ, seu monasterio aut collegio, vel aliis piis locis perpetuo unita et annexa reperiuntur. Colligitur ex cap. *Exstirpandæ*, 30, de præbend., et habetur expresse statutum in Concil. Trid., Sess. VII, de *Reformat.*, cap. VII. » — FERRARIS, au mot *vicarius*, n. 7.

Quels sont les droits du Vicaire perpétuel ?

En règle générale, le Vicaire perpétuel est considéré comme possédant un vrai bénéfice, et il est assimilé au Curé dont il a les droits et les charges.

Que faut-il entendre par le Vicaire temporaire d'une paroisse ?

C'est celui qui est chargé de suppléer ou d'aider le Curé ou le Recteur de cette paroisse, *ad tempus*, ou pendant un certain temps.

Il y a plusieurs raisons d'établir un Vicaire temporaire ou amovible dans une paroisse.

Nous en citerons quelques-unes seulement.

1. Quand le Recteur d'une église paroissiale est décédé, l'Évêque l'y remplace provisoirement par un vicaire jusqu'à la nomination d'un nouveau Curé. — Concil. Trid., sess. XXIV, cap. XVII.

2. Quand le Curé a une paroisse trop considérable ; quand il est malade ; quand il est absent ; quand il est trop âgé, etc., on lui donne un vicaire qui puisse convenablement l'aider ou le remplacer. — Voir le Concile de Trente, sess. XXI, cap. 1, de *Reform.*

A qui appartient le pouvoir d'établir les Vicaires temporaires ?

Quand une paroisse est vacante par le décès ou la démission du Curé, la députation d'un Vicaire temporaire, en cette paroisse, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la vacance par le concours, appartient à l'Évêque ou à celui qui peut établir ce concours. Ainsi l'a décidé la congrégation du Concile, au rapport de Barbosa cité par Ferraris, au mot : *Vicarius parochialis*, n. 43.

La nomination des autres Vicaires temporaires, amovibles *ad nutum*, appartient au Recteur principal, ou au Prélat du monastère auquel le bénéfice est uni. L'Évêque doit seulement, dans ce cas, leur donner l'approbation et la faculté d'administrer les sacrements, lorsque, après un examen ou une autre épreuve, il a reconnu leur aptitude. — FERRARIS, *ibid.*, n. 46.

S'il s'agit d'un vicaire à mettre dans une paroisse, pendant l'absence du Curé, c'est à ce dernier qu'il appartient régulièrement de le nommer, avec l'approbation de l'Évêque. — Sacra Congreg. Episc. in *Miletén*, 7 decemb. 1691, et Sacra Congr. Concil. pariter in *Miletén*, 7 Junii 1692, apud Monacelli, part. 1, tit. x, formul. 14, n. 4.

Le Vicaire temporaire a droit, dans tous les cas, à une portion congrue ou convenable des revenus ou des fruits de la paroisse.

« Debeat Episcopus, dit le Concile de Trente, statim habita notitia vacationis, si opus fuerit, idoneum in eavarium cum congrua ejus arbitrio fructuum portionis assignatione, constituere. » — Sess. XXIV, *de Reform.* cap. 18.

Les Vicaires, tant perpétuels que temporaires, doivent appliquer la messe paroissiale pour le peuple, les dimanches et les jours de fêtes prescrits. C'est une des raisons pour lesquelles on les pourvoit de revenus convenables. C'est ce que dit Ferraris, au mot *Vicarius parochialis*, n. 56.

« Vicarii curati tam perpetui, quam ad tempus amovibiliter
 « deputati, missam parochialem applicare debent pro populo,
 « diebus festis. — Constit. *Cum semper* Bened. XIV, pa-
 « rag. 4. — Eaque de causa congruis redditibus sunt provi-
 « dendi. » — *Ibid.* parag. 9 et 10.

II

DU VICAIRE GÉNÉRAL

284. — Que faut-il entendre par les mots : Vicaire général?

On appelle Vicaire général, dans la discipline actuelle de l'Église, celui qui exerce, au nom de l'Évêque, et sous son autorité, la juridiction volontaire et contentieuse.

« Sciendum vero est, dit Santi, ex cap. ult. huj. tit. in 6°.
 « et ex praxi in aliquibus locis distinctum fuisse Vicarium ge-
 « neralem ab Officiali Episcopi : cum illius auctoritas versa-
 « retur in iis quæ sunt voluntariæ jurisdictionis, Officialis
 « vero præesset jurisdictioni contentiosæ et in negotiis foren-
 « sibus vices Episcopi gereret ; atque idem esset qui olim
 « dicebatur *Missus Episcopi*. C. 2. de Reg. — C. 1 de Frig.
 « et malef. et Glos. ad C. 2. v. Officalem de Offic. Vic.
 « in 6°. »

« Verum juxta communem acceptionem Vicarius genera-
 « lis est idem ac Officialis, et unum nomen pro alio indiscri-
 « minatim sumitur, quo idem officium designatur. » — *Præ-
 lectiones jur. can.* lib. I, pp. 211 et 212.

« Italiæ moribus, dit le Cardinal Soglia, nullum discrimen
 « est inter Vicarium generalem atque Officalem ; nam utra-
 « que jurisdictio contentiosa et voluntaria uni eidemque per-
 « sonæ delegatur ; quem Italiæ usum Synodus Tridentina
 « sequuta est, Sess. XXIV, *de Reform.* cap. xvi, ubi Vicarii

« et Officialis nomina promiscue adhibuit. » — *Institutiones iuris privati*, p. 22.

Le même canoniste ajoute :

« At in Gallia aliisque ecclesiis transalpinis utraque jurisdictionis diversis personis delegatur, et Officialis dicitur, qui jurisdictionem contentiosam exercet, Vicarius autem generalis, cui voluntariæ jurisdictionis administratio tribuitur. »

En France, il est vrai, on donne le nom d'Official au Vicaire général qui est spécialement chargé des dispenses matrimoniales, ou qui est nommé par l'Évêque Président du tribunal de l'Officialité diocésaine.

285. — A qui appartient-il d'établir les Vicaires généraux ?

Le Vicaire général est l'homme de confiance de l'Évêque ; il est son représentant : c'est donc à lui qu'il appartient de le choisir et de l'investir de son autorité. — *Cap. 2. de Cons. in 6°*.

Régulièrement parlant, dit M^{re} Grandclaude, la nomination du Vicaire général devrait se faire, avec le consentement du chapitre de la cathédrale, parce que c'est une chose grave.

« Et quidem, regulariter loquendo, cum consensu capituli, cum sit causa gravis. »

Le savant canoniste ajoute : Tamen Episcopus posset etiam « constituere Vicarium generalem sine consensu capituli ; imo « hodie constituitur, irrequisito consensu vel consilio capituli, « cum sit Vicarius ipsius Episcopi. »

Ferraris appelle ce dernier sentiment l'opinion *commune* : « Sic approbante praxi et consuetudine universali, quæ in « talibus est servanda. cap. *Ea noscitur* 6., de his quæ fiunt « a prælatis sine consensu capituli. »

L'Évêque est-il tenu de constituer un Vicaire général ?

Absolument parlant, il n'est pas tenu d'établir un Vicaire général, aucune loi explicite ne lui imposant cette obligation.

« Absolute et ex lege explicita, dit Santi, non tenetur Epis-
 « copus Vicarium generalem constituere, quemadmodum auc-
 « tores ostendunt, duce Barbosa in Allegat 54. n. 125. de
 « Off. et pot. Episcopi et in lib. I, Jur. Eccles. c. 15, n. 16.
 « ubi pro sua sententia nonnullas S. Rotæ Rom. decisiones
 « affert. » — Decretal. lib. I, tit. xxviii, n. 19.

Cependant, vu les graves affaires qu'un Évêque a le devoir de traiter et les diverses occupations qui lui incombent, on peut dire qu'il est généralement obligé de se donner un Vicaire général. — *Ibid.*

Si, parce qu'il n'en a point, un Évêque négligeait l'administration de son diocèse, le Pontife Romain pourrait suppléer à cette négligence, en lui imposant un Vicaire Apostolique.

« Quin imo, ajoute Santi, si Episcopus non paruerit admo-
 « nitionibus S. Congregationis super negotiis Episcoporum et
 « Regularium, destinatur ei Vicarius Apostolicus, quem Epi-
 « scopus remove non potest, et in negotiis peragendis proce-
 « dit auctoritate sibi a S. Sede commissa. » — *Ibid.*

286. — L'Évêque peut-il avoir plusieurs Vicaires généraux à la fois ?

On peut dans cette question faire quatre hypothèses.

1. Ou bien l'Évêque divise entre chacun des Vicaires généraux la juridiction, en conférant à l'un la juridiction contentieuse et à l'autre la juridiction volontaire.

2. Ou bien il leur délègue à chacun solidairement les deux juridictions, de sorte que chacun a les mêmes pouvoirs.

3. Ou bien il donne la juridiction à un collège de Vicaires généraux, qui sont obligés, en vertu de leur mandat, d'agir *collegialiter* dans toutes les causes.

4. Ou bien il assigne à chacun d'eux une partie de son diocèse sur laquelle ils puissent exercer leurs pouvoirs.

En ce qui concerne la première hypothèse, cette manière d'agir n'est pas réprouvée par le droit, bien qu'elle ne réponde pas très pleinement à son intention. Le droit, et surtout le

Concile de Trente, parlent du Vicaire général mais non des Vicaires généraux de l'Évêque.

« Profecto hæc praxis, dit Santi, a jure non reprobatur ;
 « bene vero non plenissime aptatur intentioni juris. Nam in
 « jure præsertim Tridentino sermo est non de Vicariis sed de
 « Vicario generali Episcopi. Conferri potest Bened XIV. de
 « *synod. diæces*, lib. III, cap. III, n. 2. »

En tout cas, chacun de ces Vicaires généraux doit avoir soin de n'exercer que la juridiction qui lui est conférée.

La deuxième hypothèse n'est pas non plus expressément réprouvée par le droit commun, car il n'existe aucune loi ecclésiastique qui la prohibe. Cependant, pas plus que la première, elle ne répond point très pleinement à l'intention de ce droit qui suppose toujours un seul Vicaire général.

Toutefois, là où la coutume existe, de constituer deux ou plusieurs Vicaires généraux, à cause de la multitude des affaires, on ne doit pas la condamner.

Ainsi l'a déclaré la S. Congrégation du Concile *in Lancianen.*, le 23 Mars 1599.

« Ratio est, dit Santi, tum quia jus canonicum, in specie
 « judicium delegatorum, admittit casum commissionis in so-
 « lidum ; tum quia hæ consuetudines cognitæ sunt legislatori
 « supremo, et eas non reprobat, immo quandoque positive
 « approbat. Romæ enim expediuntur litteræ Apostolicæ *Epi-*
 « *scopo et Vicariis ejusdem in spiritualibus constitu-*
 « *tis.* »

Le docte professeur du Collège Romain ajoute :

« Quare concludit doctissimus antecessor noster *De Ange-*
 « *lis h. t. n. 9* : « Hodie solet ita a juristis solvi hæc quæs-
 « tio, scilicet : ubi consuetudo jam viget, jus patitur ut plures
 « Vicarii in solidum constituentur ; at ubi hæc consuetudo
 « non est, non permittitur introduci. » — *Prælectiones jur.*
can., lib. I, tit. xxviii, n. 24, p. 215.

En France, l'usage existe d'établir plusieurs Vicaires géné-

raux. Dans chaque diocèse, il y a deux Vicaires généraux agréés par le Gouvernement civil. Dans les Archevêchés, il y en a trois. Ce nombre doit suffire, en général, pour l'administration de chaque diocèse : il correspond à celui qui est indiqué dans les réponses de Rome qui permettent, par exemple, d'adjoindre au Vicaire capitulaire un ou deux auxiliaires : *unum vel alium*, le Siège vacant.

Ces réponses peuvent s'appliquer, par analogie, aux Vicaires généraux, *Sede plena*.

Si, vu l'étendue des diocèses de France, le grand nombre d'âmes que comporte chacun d'eux et la multitude des affaires qui s'y traitent, il y a nécessité pour les Évêques d'avoir plusieurs Vicaires généraux, ils doivent cependant se garder de les trop multiplier : ce serait aller contre la lettre et l'esprit des prescriptions canoniques.

La troisième hypothèse, c'est-à-dire, celle de la juridiction collective conférée à plusieurs Vicaires généraux, ne paraît pas conforme au droit. Si l'on peut confier avec avantage certaines affaires particulières à un *collège* de personnes, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de la juridiction générale et de l'administration ordinaire des affaires. Santi en donne la raison :

« Ubi enim omnia negotia ab omnibus cognosci et videri « debeant, ob opinionum differentiam et ordinariam desideriam in rebus communibus gerendis, facile consequitur « negotia in expeditione retardari. » — *Loco jam citato*, p. 215.

Aussi bien, le Concile de Trente connaissant les inconvénients de la juridiction collective, a-t-il prescrit aux chapitres des cathédrales de ne garder l'administration des diocèses que pendant huit jours, leur enjoignant de la confier à un vicaire choisi par eux, dans cet espace de temps. — Sess. XXIV, cap. xii *de Reform.*

Dans la quatrième hypothèse, c'est-à-dire, dans celle où

l'Évêque assignerait à chacun de ses Vicaires généraux une partie distincte de son diocèse, ces Vicaires ne seraient pas, à proprement parler, Vicaires généraux, bien que leur mandat fût général pour le territoire à eux spécialement attribué.

Aussi, chacun d'eux devrait exercer ses pouvoirs dans les limites qui lui seraient déterminées, et pas au delà.

Aussi, ces Vicaires généraux, à juridiction restreinte, ne pourraient pas exécuter les lettres Apostoliques, comme l'a déclaré la congrégation du Concile *in una Nullius*, le 22 Décembre 1628.

Si l'Évêque était préposé au gouvernement de deux diocèses également unis : *æque principaliter unitis*, il pourrait établir un Vicaire général distinct pour chacun de ses diocèses. Bien plus, en certains cas, il devrait le faire, et il pourrait y être contraint. Ainsi l'ont déclaré la S. Congrégation des Évêques et des Réguliers, *in Sutrina*, le 7 Juin 1594, et la S. Congrégation du Concile, le 2 Octobre 1706, *in una Gerundinen et Cariatén*. — SANTI, *Prælectiones jur. can.*, lib. I, pp. 214 et 215.

287. — Quelles sont les qualités requises pour être Vicaire général?

1. Il faut que l'on soit, au moins, clerc, c'est-à-dire, tonsuré. La simple tonsure, qui élève le laïque à l'état clérical, suffit pour rendre capable de la juridiction ecclésiastique. Mais un Évêque ne pourrait pas choisir pour Vicaire général un laïque, parce que ce dernier est incapable de la juridiction ecclésiastique. — Cap. II de *Judiciis*.

2. Le clerc, pour pouvoir être Vicaire général, doit avoir vingt-quatre ans accomplis ou vingt-cinq ans commencés. C'est l'âge exigé de ceux que l'on pourvoit d'un bénéfice à charge d'âmes. On comprend que l'on réclame le même âge du Vicaire général, qui est appelé à exercer dans un diocèse la juridiction spirituelle. — Cap. VII, § *Inferiora*, de *Elect. Conc. Trident*, sess. XXIV, c. XII, de *Reform*.

3. Il ne peut pas être marié, alors même qu'il porterait l'habit clérical et la tonsure. — S. Congr. EE. et RR. *in causa Tregurien*, 11 Septemb. 1612.

4. Il ne doit pas être bigame, à moins qu'il n'ait reçu une dispense Apostolique de ce défaut. Aux termes du chapitre unique de *Clericis conjugatis in 6*, le bigame est regardé comme dépouillé de tous les privilèges cléricaux.

5. Il doit être ou docteur ou licencié en droit canonique. — S. Congreg. *Episcop. in Polignanen*, 28 Aug. 1582 ; *in Tridentina*, 6 Octob. 1645, et *sæpissime alibi*, dit Ferraris, au mot *Vicarius generalis*, art. 1, n. 38. — SANTI, tit. xxviii, n. 26.

S'il n'est pas docteur ou licencié en droit canonique, il faut que le Vicaire général soit d'ailleurs idoine et docte en cette partie de la science ecclésiastique. A défaut du titre, qu'il ait, au moins, les connaissances juridiques qu'il suppose.

Il ne lui suffirait pas d'être théologien : pour administrer un diocèse, c'est surtout le droit canonique qui est nécessaire. — « Nec sufficit esse theologum, ajoute Ferraris ; Sacra Congreg. *Episcoporum in Surrentina*, 15 Nov. 1605. »

6. L'Évêque ne peut pas prendre pour Vicaire général un prêtre possédant une dignité à laquelle est attachée la charge des âmes. — S. Congr. *Concil.*, 3 Feb. 1685.

Un curé, ayant cette charge, ne pourrait pas devenir Vicaire général. — S. Congreg. *Conc.*, 12 Mai 1620. — La raison en est que le curé a un office qui exige tout son temps et une résidence assidue.

Pour la même raison, le chanoine Pénitencier ne paraît pas pouvoir être nommé vicaire général, dit Santi.

« Ob eandem rationem nec canonicus Pœnitentiarius videtur deputari posse ad officium Vicarii generalis. » — *Jus can.*, lib. I, tit. xxviii, n. 28.

Ferraris est du même sentiment pour une autre raison.

« Pœnitentiarius non potest esse Vicarius generalis, ne suspicionem ingerat quod in administratione justitiæ ultra scientia confessionis. »

Le même canoniste ajoute immédiatement :

« Nisi tantæ sit apud omnes bonæ famæ et opinionis, ut excludatur hujusmodi suspicio.— Sacra Congreg. Episcop. in Ariminen, 28 Jan. 1611. » — Au mot : *Vicarius generalis*, art. 1, n. 36.

7. Le frère ou le neveu d'un Évêque ne peut pas être son Vicaire général. — S. Congreg. Episcop., in *Comensi*, 2 Decemb. 1578 ; — in *Messana*, 11 Januar. 1600 ; — in *Ostunen*, 19 Septemb. 1577 ; — in *Murana*, 4 Feb. 1611, etc.

Cela se comprend : le Vicaire général est le conseiller intime de l'Évêque ; en cette qualité, il doit pouvoir lui dire librement et franchement la vérité. Un prêtre étranger à sa famille est plus libre, à tous égards, et plus désintéressé que ne le serait un frère ou un neveu de ce prélat.

8. Les religieux mendiants sont exclus de l'office de Vicaire général. C'est le sentiment unanime des auteurs qui l'appuient sur la Clémentine première de *Regularibus* 55. *Ad Prioratus*, où l'on lit ce qui suit :

« Ad Prioratus quoque administrationes aut quæcumque in antea non assumi officia etiam tanquam Vicarios seu ministros. »

Cette disposition du droit est étendue, au moins dans la pratique, à tous les réguliers, dit Santi.

« Hæc vero dispositio, saltem ex praxi, ad omnes regulares extenditur. » Il en donne la raison : « cum ex decretis Clementis VIII. *De Reformatione Regularium* § 32, invaluerit principium : *Regulares extra claustra monasterii sui absque licentia Sedis Apostolicæ degere non posse.* »

8. Selon certains canonistes, l'Évêque ne devrait pas

choisir pour Vicaire général un prêtre de son diocèse, à cause des parents, des amis, des intérêts et des relations que cet ecclésiastique peut avoir dans son pays, et qui seraient de nature à le détourner de la justice et à le rendre suspect à cet égard.

Nous répondons à ces canonistes avec Santi :

Il est certain que, sous l'ancien droit, le Vicaire général appartenait non seulement au clergé diocésain, mais même au clergé de la cathédrale, puisque c'était l'Archidiaque.

Il est encore certain que le concile de Trente n'a pas prescrit le choix d'un vicaire général étranger.

Il est vrai : dans ses annotations au concile de Trente, le cardinal de Luca expose que la pratique de la congrégation des Évêques et des Réguliers est de répondre à l'Évêque, qui la consulte, de prendre un Vicaire général qui soit docteur et étranger à son diocèse. — *Adnotat ad concil. Trid. Discur. 31, n. 14.*

Il est vrai aussi : Lucius Ferraris, dans sa Bibliothèque canonique, au mot Vicaire général, cite plusieurs déclarations de la congrégation du concile dans ce sens :

« Qua in re, répond encore Santi, animadvertimus oportet
« tunum quidem esse ut persona extranea assumatur in Vicariatum, ne, in causis definiendis et in ministerio præsertim
« disciplinari exercendo, aliquo modo, Vicarius trahatur a
« motivis sanguinis et necessitudinis familiæ et generis sui ;
« verum id non procedere ex stricto jure. Nam nullibi habemus expressam hac super re dispositionem juris.

« Praxis autem citata a Card. De Luca et resolutiones a Ferrario allatæ respiciunt casus speciales in quibus præcipitur Episcopo, ob odium Vicarii Diocesani, et ob loci
« peculiare conditiones, ut extraneum clericum eligat. » — *Prælectiones jur. can.*, lib. I, p. 217, n. 29.

Le chanoine titulaire peut-il être, en France, à la fois Vicaire général, agréé par l'État, et chanoine ?

« Il n'y a, dit une instruction ministérielle du 1^{er} Avril 1823, aucune incompatibilité entre les fonctions de chanoine et celles de Vicaire général : l'Évêque peut prendre ses vicaires généraux parmi les membres de son chapitre, sans qu'ils cessent d'appartenir à ce corps. »

« Dans le cas, ajoute la même circulaire, où un chanoine titulaire est revêtu des fonctions de Vicaire général agréé par le Gouvernement, il ne lui est payé, sous ce dernier titre, que la somme nécessaire pour former, avec le traitement de chanoine, celui de Vicaire général. »

288. — De quelle nature est la juridiction du Vicaire général : est-elle ordinaire ou déléguée?

D'après l'opinion la plus commune et la plus vraie, cette juridiction est plutôt ordinaire que déléguée.

Pourquoi? 1. Parce qu'elle vient de la loi ou du canon, bien que le choix ou la détermination de la personne, qui en est pourvue, vienne de l'homme — *ab homine* — c'est-à-dire, de l'Évêque.

2. Parce que la juridiction du Vicaire général est la même que celle de l'Évêque, qui est ordinaire.

3. Parce que la juridiction ordinaire n'est pas nécessairement perpétuelle. Elle est perpétuelle en celui qui l'exerce en son propre nom; mais elle ne l'est pas en celui qui l'exerce au nom d'une autre personne. — Voir M^{sr} GRAND-CLAUDE, *Jus. can.* T. I, p. 303.

Quel est le pouvoir du Vicaire général, en vertu de son office?

Le Vicaire général acquiert, dès qu'il est canoniquement institué, tous les pouvoirs ordinaires de l'Évêque qui l'a nommé. Au point de vue de la juridiction, il est regardé comme l'Ordinaire, et il ne forme avec l'Évêque qu'un seul et même tribunal, si bien que l'on n'accorde pas d'appel du Vicaire général à l'Évêque. — *Cap. II de consuetud. in 6^o.*

Mais, pour que le Vicaire général ne dépasse pas les limites de son pouvoir, il est bon de préciser certains points.

1. Le Vicaire général, étant institué par l'Évêque, il s'ensuit qu'il ne peut exercer aucun acte de juridiction, dans les cas nommément exceptés par l'Évêque. Ce dernier a parfaitement le droit de lui octroyer des pouvoirs plus ou moins étendus.

« Nihil enim impedit, dit Soglia, quominus Episcopus aut ampliorem potestatem, aut contractiorem concedat. » — *Jur. priv.* p. 24.

Le pouvoir du Vicaire général n'étant pas un pouvoir d'ordre, mais un pouvoir de juridiction, il s'ensuit qu'il ne peut rien faire de ce qui appartient au pouvoir d'ordre épiscopal, ou de ce qui en découle, comme la confection du Saint Chrême, la consécration des églises et des autels, la réconciliation des lieux sacrés profanés, la collation du sacrement de confirmation, et les autres fonctions de ce genre. Il ne peut même pas donner des lettres dimissoriales pour recevoir les ordres, à moins que l'Évêque ne soit retenu dans des régions éloignées, et que les clercs ordinands n'éprouvent de grandes difficultés à s'adresser directement à ce prélat. — *Cap. Cum nullus de Temp. ordin. in 6^o et glossa, ibid.*

Bien plus, le Vicaire général, fût-il revêtu du caractère épiscopal, ne pourrait pas, sans un mandat spécial, exercer licitement les actes de l'ordre épiscopal, ni en permettre l'exercice à un autre Évêque.

En outre, comme le Vicaire général supplée l'Évêque seulement dans l'exercice de la juridiction ordinaire, il ne peut pas s'immiscer dans les affaires qui appartiennent à celui-ci comme Délégué du Siège Apostolique.

Beaucoup moins encore peut-il se mêler de celles qui, d'après les termes ou les clauses des rescrits ou brefs, etc., sont dévolues à l'Évêque seul. — Voir SOGLIA, *ibid.*, p. 25.

3. A moins d'une concession spéciale, le Vicaire général

ne peut ni conférer, ni fonder, ni supprimer, ni unir les bénéfices, pas plus qu'accepter les résignations ou les démissions. — Voir Cap. III, *De officio Vic. in 6°*; — Cap. III, *De institutionibus*.

D'une manière générale, il ne peut, en matière bénéficiale, faire aucun acte *de libéralité et de grâce*; les actes *de nécessité et de justice*, comme ceux d'instituer les sujets présentés par les patrons, et de confirmer les élus, sont seuls de sa compétence.

« Generatim, in materia beneficii, nihil agit eorum
« quæ sunt liberalitatis et gratiæ, sed illa tantum quæ sunt
« necessitatis et justitiæ, veluti præsentatos a patronis ins-
« tituere, et electos confirmare. » — SGLIA, *ibid.*

4. Le Vicaire général ne peut pas, sans un mandat spécial, connaître des causes criminelles, et par conséquent priver quelqu'un de son bénéfice, de son office ou de son administration. — Cap. *Licet* II, *de officio Vicarii in 6°*; — Cap. XX, sess. XXIV, *de Reform.*

Cependant il peut s'enquérir des crimes, pour en faire son rapport à l'Évêque : « *ut referat Episcopo*, dit Santi, vel
« etiam ut remediis disciplinaribus cohortationis nempe vel
« minarum, vel etiam levium pœnarum a criminibus deter-
« reat, et scandala removeat. » — Lib. I, tit. XXVIII, § 219.

5. Il ne peut pas, sans un mandat spécial, traiter et juger les causes matrimoniales, parce que le Concile de Trente les a réservées à l'Évêque. — Cap. XX, sess. XXIV, *de reform.*

6. Il ne peut pas, sans ce mandat, dispenser des irrégularités et des suspenses provenant d'un crime occulte. Santi en donne la raison : « *Quarum dispensatio a Concilio Tri-*
« *dentino*, sess. XXIV, cap. VI, tribuitur Episcopis, ita ut
« eam concedant « per seipsos aut Vicarium ad id deputan-
« dum. » — Il ne peut pas non plus dispenser des vœux, des serments ou des lois dont l'Évêque peut dispenser. —

« Hæc enim omnia induunt speciem remissionis et gratiæ, « quæ in generali mandato non continentur. » — SANTI, *ibid.*, p. 219.

Le même canoniste ajoute :

« At si præsertim, ex casuum frequentia in hisce et aliis « similibus rebus, sciente et tacente Episcopo, introducatur « consuetudo, qua Vicarius dispenset et procedat, poterit « hæc consuetudo eam vim habere ut quædam negotia sub « dispositione mandati generalis constituat. » — *Ibid.*

7. Le Vicaire général ne peut pas absoudre des cas réservés à l'Évêque, à moins d'une concession spéciale. — Cap. *penultim. De pœnitent, et remissionibus, in 6°.*

8. Il ne peut pas convoquer un synode, ni visiter le diocèse, sans un mandat spécial. — Voir *Glossa in cap. Tua nos, verb. Vicarii, et in cap. Quod ad translationem, verb. item Congregatio.* — Voir *Can. Decernimus, 10, Caus. 10, q. 1.* — Cap. *Inter cætera.* — *Conc. Trid.*, sess. VII, *de Reform.* — Cap. VIII, sess. XXIV, *de Reform.*

9. Il ne peut pas, sans le même mandat, examiner la volonté de la novice appelée à recevoir l'*habit religieux*, ou à faire sa *profession*, « ad formam Tridentini », à moins que l'Évêque ne soit absent ou légitimement empêché. — Voir le Concile de Trente, session XXV, chap. XVII, *De regularibus.*

10. Il ne peut ni ériger, ni affilier canoniquement à une Archiconfrérie aucune confrérie ; il ne peut pas davantage en approuver les statuts, sans une commission spéciale. — *S. C. indulgent. in Aurelianen, 18 Aug. 1868.*

11. Il ne peut pas accorder des indulgences, sans un mandat spécial. — *Arg. ex cap. « Antecedentibus », 12. De excessibus prælator.*

12. Il ne peut pas, sans ce mandat, ériger de nouvelles paroisses. — *Can. Nemo.* FERRARIS, au mot *vicarius generalis*, art. II, n. 34. Il ne peut pas non plus accorder la per-

mission de construire de nouveaux monastères et couvents dans le diocèse, parce que c'est là une affaire majeure. — *Cong. Conc., 11 Jul. 1620.*

On trouvera dans Ferraris d'autres cas où le Vicaire général ne peut agir sans un mandat spécial.

289. — Comment peut-on reconnaître les causes pour lesquelles le Vicaire général a un mandat spécial ou non ?

A l'examen attentif de la teneur des lettres Épiscopales qui lui donnent ses pouvoirs. C'est ce que dit Ferraris avec sa clarté ordinaire :

« Ad dignoscendum autem pro quibusnam causis habeat, « vel non, speciale mandatum, debet diligenter inspicere et attendere formam vicariatus, seu instrumentum commissionis, « quo quis institutus fuit Vicarius generalis, ubi si habetur solita apponi clausula generalis : « *ad omnia et singula faciendi et omittendi, etiamsi majora fuerint, et quæ mandatum exigunt speciale, prout ad ipsius vicariatus et officii officium noscitur quomodolibet pertinere*, etc : tunc si Episcopus antea concessit vel expressit aliquos casus speciale mandatum requirentes, adjecta postmodum dicta clausula, poterit Vicarius etiam alia « facere quæ requirunt speciale mandatum.

« Dummodo non sint majora vel graviora expressis, prout in simili habetur decisum quoad procuratores in cap. *Qui ad agendum* 4 de procuratoribus in 6°, et Clementina 2. « *De Procuratoribus*, etc. »

Après avoir cité, à l'appui de sa thèse, divers canonistes, Ferraris ajoute :

« Et alii notantes non esse necesse quod omnes supradicti « casus exprimantur in forma vicariatus, seu instrumento « commissionis, sed sufficere quod aliqui tantum exprimantur « cum prædicta clausula generali : *Ad omnia et singula*, etc., « seu cum alia simili, verbi gratia : *Et omnia alia, licet mandatum exigant speciale*, seu : *Et omnia alia, quæ*

« *ego possum, quamvis mandatum exigant speciale, dummodo tamen, ut supra dictum est, ipsa alia non sint graviora, vel majora expressis.* »

290. — Le Vicariat général est-il une dignité?

Dans le *sens strict*, la dignité suppose un office ou un titre perpétuel auquel est annexée la préséance avec la juridiction. Dans le *sens moins strict*, la dignité peut exister avec un titre amovible ou révocable auquel seraient attachées la préséance et la juridiction.

Cela étant, le Vicaire général doit être considéré comme constitué en dignité. C'est le sentiment commun des Docteurs, appuyé sur la glose : *in Clementina : Etsi principalis, de Rescriptis*. De plus, dit M^{sr} Grandelaude, ils peuvent être exécuteurs des lettres Apostoliques ou Délégués du Pape.

« *Accedit quod sunt exsecutores litterarum Apostolicarum seu Delegati Papæ.* » — T. I, p. 305.

« *Vicarius generalis, dit Schmalzgrueber, est dignitas, quia præminentiam cum jurisdictione conjunctam habet, quippe qui, de jure communi, præcedit omnes alios canonicos et Prælatos, Episcopo inferiores.* » — T. I, tit. xxviii, p. 203.

291. — Quelle est la préséance du Vicaire général?

1. En l'absence de l'Évêque, il a le premier rang parmi toutes les dignités et tous les chanoines, nonobstant toute coutume contraire. — S. Congr. des Rites, le 7 Août 1610, *in Adrien*; le 20 Décembre 1614, *in Ferrarien.* etc.

2. Il doit marcher avant tous les chanoines, tant dans les processions qu'au chœur, pourvu que les chanoines ne soient point parés. — Congr. Rit. le 3 Août 1603 — le 6 Mars 1615. Il en serait autrement si les chanoines étaient parés : *secus si dignitates et canonici essent parati.* — La même congrégation, le 25 Septembre 1621. — Le 27 Février 1610; etc.

3. Que l'Évêque soit présent ou absent, il doit précéder le chapitre, les chanoines et les dignités; mais, s'il est en

même temps, chanoine lui-même, il doit prendre rang dans sa stalle, avec l'habit canonial.

4. Dans les processions, et au chœur, le Vicaire général, revêtu de l'habit vicarial, doit avoir la préséance sur toutes les dignités et les chanoines, alors même que ceux-ci portent le costume de protonotaire. — S. Congreg, Rit. *in Brundusina*, 16 juillet 1605.

5. Le Vicaire général, qui est en même temps chanoine, et qui siège, au chœur, en cette dernière qualité, prend rang dans sa stalle, selon la date de son installation, et en habit canonial. Autrement, il ne gagne point les distributions quotidiennes. — S'il veut précéder le chapitre, il doit prendre l'habit vicarial. — S. Congr. Rit. *in Compostellana*, 4 Février 1600 — 10 Décembre 1601. *in Egitanien*. etc.

6. Le Vicaire général, revêtu de son habit vicarial, ne doit pas marcher parmi les chanoines parés, ni les précéder. — Congreg. Rit. *in Camerina*, 14 juin 1608, *et in Casalen*. 5 Juillet 1614.

Le Vicaire général ne précède pas les dignités et les chanoines parés, nonobstant la coutume contraire. — S. Congreg. Rit. *in Lauretana*, 6 Septembre 1603. — *in Casalen*, 2 Juillet 1614. — *in Castellaneten*. 27 Septembre 1621.

8. Dans les funérailles, le Vicaire général, chanoine, doit marcher, à son rang, avec les chanoines ; autrement, il ne gagne ni la cire, ni les distributions. — Congreg. Rit. *in Nicien*. 20 Mai 1604.

9. Le Vicaire général n'est pas *Prélat*, et ce titre ne peut pas lui être attribué, bien qu'il exerce la juridiction épiscopale ; la raison en est qu'il ne l'exerce pas en son propre nom, mais au nom de l'Évêque dont il est le mandataire.

Aussi, ne doit-on pas l'encenser de trois coups, mais de deux seulement, lorsque, pendant l'absence de l'Évêque, il siège, au chœur, revêtu de son habit ordinaire — *cum*

subtana et mantelletto, — à la première place, avant les chanoines.

« Vicarius generalis non est Prælati, dit Ferraris ; licet, « absente Episcopo, cum in suo habitu ordinario cum sub- « tana, et mantelletto nigro, sedeat in choro in primo loco « supra canonicos, thurificandus est duplici, non autem tri- « plici ductu thuribuli. Sacra Congreg. Rit. in *Nepesina* « 15 Januarii 1627. » — FERRARIS, au mot *vicarius generalis* art. III, n. 22.

Une observation importante est à faire touchant la préséance du Vicaire général.

De droit commun, le Vicaire général doit porter, au chœur, un costume spécial : c'est le manteau noir avec la soutane. Ce costume canonique est la marque distinctive du Vicariat général, et il est en usage dans les pays ultramontains et partout où l'on suit strictement les prescriptions du droit ecclésiastique.

En France, les Vicaires généraux ne revêtent jamais le manteau noir, qui n'est pas en usage dans cette contrée ; ils portent, dans les cérémonies ecclésiastiques, l'habit canonial. Aussi, ce n'est que par une concession bienveillante qu'ils jouissent, avec cet habit, de la préséance, au chœur, sur les chanoines des églises cathédrales. Régulièrement, le Vicaire général n'a le pas sur le chapitre que s'il est revêtu du costume, qui est le symbole de son autorité et de sa dignité.

Cet habit, on le sait, est la soutane avec le manteau noir : « subtana cum mantelletto nigro. » — FERRARIS, au mot *vicarius generalis*. Cong. Rit. in *Nepesina* 15 Januar. 1627.

« Est subtana cum mantello et bireto, dit Gardellini : si « non est Protonotarius ei non licet uti subtana cum cauda « et mantelletto. » — Voir BOUX, *de Capitulis*, p. 524.

292. — Comment cessent les pouvoirs du Vicaire général ?

Ces pouvoirs expirent :

1. Par la mort ou la démission du Vicaire général lui-même.

2. Par sa révocation prononcée par l'Évêque qui l'a nommé. Ce dernier est toujours libre d'enlever au Vicaire général le mandat révocable *ad nutum* qu'il lui a conféré.

« Arg., dit Ferraris, cap. *Omnis res* de regula juris, ibi :
« *Omnis res per quascumque causas nascitur, per eandem*
« *dissolvitur.* » Et sic Glossa communiter recepta in Cle-
« mentina : *Et si principalis* 2 verb. *per electionem*, ibi :
« *De officiali, quem Episcopus ad nutum amovere potest.* »
— FERRARIS, *ibid.*, n. 28.

Toutefois, si l'Évêque peut révoquer, quand il le veut, son Vicaire général, il doit, dans cette révocation, avoir égard à la dignité de ce dernier et ne lui enlever ses pouvoirs qu'avec une grande circonspection et pour une cause grave et juste ; autrement il pourrait être réintégré dans ses fonctions par la Sacrée Congrégation des Évêques qui l'a ainsi déclaré, le 3 Juillet 1610, *in Spalaten*, et le 7 Septembre et le 8 Octobre 1649, *in Tragurien*.

« In tali tamen remotione est semper habenda ratio honoris
« ipsius ; unde facienda est cum magna circumspectione, et
« cum gravi et justa causa ; alias reintegrari potest per S. Con-
« gregationem Episcoporum. Sic declaravit eadem S. Con-
« gregatio... » — FERRARIS, *ibid.*, n. 29.

Quelles sont les principales causes qui peuvent amener la juste révocation d'un Vicaire général ?

Ce sont les suivantes qui sont extraites par Ferraris des déclarations de la S. Congrégation des Évêques :

« Prima est, si de Vicario audiantur multæ querelæ. Se-
« cunda est, quando non bene regit et gubernat, nec certio-
« rem facit Sacram Congregationem de causis magni mo-
« menti in defectu, vel absentia Episcopi. Tertia, si scribat
« irreverenter ad Sacram Congregationem, ejusque DD. Offi-
« ciales.

« Quarta si aliquem ex S. R. E. Cardinales, ea qua decet, « reverentia non tractet.

« Quinta, si caret circumspectione et prudentia, licet in « reliquis idoneus esset.

« Sexta, si excommunicatus existat.

« Septima, si mandatis S. Congregationis obedire renuat.

« Octava, si oriundus fuerit ex eadem civitate vel diocesi (1). »

« Nona, si sit regularis. » — FERRARIS, *ibid.*, n. 30-38.

3. Les pouvoirs du Vicaire général expirent par la mort, la translation, la démission, la déposition et la captivité de l'Évêque qui les a octroyés.

Ils expirent par la mort de l'Évêque : c'est évident, puisque le Vicaire général a la même juridiction que l'Évêque avec lequel il forme un même tribunal. — Cap. *Non putamus*. — Aussi bien, selon le chapitre *Accessorium 42, de Regula Juris in 6°* : « Accessorium naturam sequi congruit principi-
« palis. »

Cependant les actes du Vicaire général, qui ignore la mort de son Évêque absent, sont valides, parce que, dans ce cas, l'erreur commune donne la juridiction. — Voir FERRARIS, *loco jam citato*, n. 40.

Les pouvoirs du Vicaire général cessent par la translation de l'Évêque à un autre diocèse. Dès lors que l'Évêque est transféré ailleurs, il perd sa juridiction sur son premier évêché : par suite, expire aussi la juridiction du Vicaire général. — Glossa, in cap. *Si propter 10.* verb. *Vocabunt*, de *Rescriptis in 6.*

Les pouvoirs du Vicaire général expirent par la démission de l'Évêque. Dans ce cas, il y a lieu à élire un Vicaire capitulaire dont l'autorité remplace celle du Prélat démissionnaire et conséquemment celle du Vicaire général.

(1) Le lecteur devra rapprocher cette cause de ce que nous avons dit, avec Santi, au sujet des qualités du Vicaire général. Il s'agit de la huitième de ces qualités.

Les pouvoirs de ce dernier cessent par la déposition de l'Évêque. — Dans ce cas, l'évêché devient vacant, et il faut élire encore un Vicaire capitulaire dont l'élection met fin à la juridiction du Vicaire général.

Ces pouvoirs expirent aussi par la captivité de l'Évêque, parce qu'alors le Prélat captif est considéré comme mort civilement. Or, la mort civile équivaut ici à la mort naturelle qui fait tomber le gouvernement du diocèse entre les mains du chapitre. — *Cap. Si Episcopus 3. de supplend. negligent. Prælator. num. 6.*

Lorsque la juridiction de l'Évêque demeure suspendue par l'excommunication, la suspense ou l'interdit, celle du Vicaire général reste également suspendue, puisque c'est la même que celle du Prélat frappé de ces censures. — *Cap. Non putamus 2, de consuetudine in 6°, et cap. Romana 3, de appellationibus in 6°.*

Cependant il est bon de le noter ici avec Pyrrhus Corradus : pendant que la juridiction épiscopale est suspendue, le Vicaire général peut exécuter les lettres Apostoliques qui lui sont adressées. « Ratio est : quia ipse, habitu, remanet » Vicarius, et in exequendis litteris Apostolicis non utitur » potestate Episcopi, sed potestate Summi Pontificis. — CORRADUS, *De Dispens.* L. 7, c. 4, n, 47.

293. — Quelles sont les dispositions de notre jurisprudence civile, en France, touchant les Vicaires généraux dont les fonctions ont cessé ?

Voici ce que le Décret du 26 février 1810 a réglé à leur sujet :

« ART. 1^{er}. — Tout ecclésiastique qui, ayant pendant trois ans consécutifs rempli les fonctions de Vicaire général, perdrait cette place soit par suite d'un changement d'Évêque, soit à raison de son âge ou de ses infirmités, aura le premier canonat vacant dans le chapitre du diocèse.

« ART. 2. — En attendant cette vacance, il continuera de

siéger dans le chapitre avec le titre de chanoine honoraire.

« ART. 3. — Son temps de vicariat général lui sera compté pour son rang dans le chapitre.

« ART. 4. — Il recevra, jusqu'à l'époque de la nomination de chanoine titulaire, un traitement annuel de 1,500 francs. »

Nous ferons sur les trois premiers articles une observation.

En y disposant que le Vicaire général, qui a perdu sa place, « aura le premier canoniat vacant » — « qu'il continuera de siéger dans le chapitre du diocèse, avec le titre de chanoine honoraire » — « et que son temps de vicariat lui sera compté pour son rang dans le chapitre » ; en formulant ces dispositions l'autorité civile dépasse ses pouvoirs, car c'est à l'Évêque qu'il appartient de proposer les sujets pour les canonicats vacants, de nommer les chanoines honoraires et de fixer, selon les règles du droit commun et les constitutions du chapitre, le rang que les prêtres doivent occuper au chœur.

L'ordonnance royale du 29 septembre 1824 règle que le Vicaire général, n'ayant plus sa place, recevra non pas un *traitement*, comme dit le décret de 1810, mais un *secours* de 1,500 francs par an.

« Nous nous réservons, y lit-on, d'accorder au dit Vicaire général hors d'exercice, s'il n'est pas pourvu d'un canoniat, un *secours* de 1,500 francs par an, jusqu'à sa nomination au premier canoniat vacant..., soit à un autre titre ecclésiastique susceptible d'être présenté à notre agrément ou jusqu'à ce qu'il nous plaise de lui conférer, dans tout autre diocèse, une chanoinie à nous due, à cause du serment de fidélité, de joyeux avènement ou de droit de régale, et qu'il en ait été mis en possession. »

« Le droit, à cause du serment de fidélité » et le « droit de joyeux avènement ou de régale » n'existent plus dans notre pays.

III

DU VICAIRE CAPITULAIRE

294. — Nous venons de voir que, quand le Siège épiscopal est rempli, l'Évêque gouverne son diocèse par lui-même et par ses Vicaires généraux ; nous allons voir maintenant comment il est pourvu à ce gouvernement par le droit canonique, lorsque l'Évêché est vacant.

Sous l'ancien droit, l'Évêque le plus voisin prenait l'administration du diocèse vacant, comme le prouve Benoît XIV par divers documents historiques, qu'il cite dans son ouvrage *De Synodo Diœces.* lib. II, c. 9.

Selon le droit des Décrétales, *Sede vacante*, le chapitre de la cathédrale succède à l'Évêque défunt dans l'administration ordinaire du diocèse. — *Cap. 11 et 14. De Majorit. et Obed.*

Il pouvait, aux termes de ce droit, garder pour lui la juridiction et l'exercer par lui-même, ou la confier à un ou plusieurs délégués, avec un mandat temporaire et restreint, s'il le jugeait à propos, comme le dit Pie IX dans sa constitution « *Romanus Pontifex* ».

« Sane juxta antiquam Ecclesiæ disciplinam, Sede Episcopali vacante, diœcesis administratio ad capitulum cathedralis Ecclesiæ devolvitur ; quod enim per se ipsum diœcesim, toto tempore, quo sedes vacabat, administrare poterat, vel uni aut pluribus diœcesim administrandam committere, libera ei relicta potestate deputatos eligendi, eisque delegatam jurisdictionem, sive quoad usum, sive quoad tempus arcandi et constringendi. »

Mais, les Pères du Concile de Trente voulurent remédier aux très graves inconvénients qui naissaient de l'administration

d'un diocèse vacant, confiée à une assemblée de personnes souvent différentes de caractère.

Ils décrétèrent en conséquence ce qui suit :

« Le Chapitre, le Siège vacant, est tenu absolument de
« constituer, dans l'intervalle de huit jours, un Vicaire, ou de
« confirmer celui qui existait jusque-là. »

« Capitulum, sede vacante, Officiale seu Vicarium, infra
« octo dies post mortem Episcopi constituere, vel existentem
« confirmare omnino teneatur. » — Sess. XXIV, cap. xvi, *de Reform.* — Constit. « Romanus Pontifex » Pii IX.

Quelles sont les qualités dont doit être orné le Vicaire capitulaire ?

Il doit être, au moins docteur, ou licencié en droit canonique.

« Qui saltem in jure canonico sit doctor, vel licenciatus. »
— Sess. XXIV, *ibid.*

A défaut d'un docteur ou d'un licencié en droit canonique, on pourrait élire pour Vicaire capitulaire un sujet dépourvu de ces titres, pourvu que, d'ailleurs, il fût idoine :
« vel alias quantum fieri poterit idoneus. » — Sess. XXIV, *ibid.*

Selon le texte du Concile de Trente précité, on doit donc préférer, à capacités égales, un docteur ou un licencié en droit canonique à quelqu'un qui n'a aucun de ces titres, et un docteur ou un licencié en droit canonique à celui qui possède les mêmes grades en droit *civil* ou en *théologie*. Ainsi l'a déclaré la congrégation du Concile, le 28 août 1621, au rapport de Garcias *De Beneficiis*, p. 5, c. 7. n. 9 et 10.

Le saint Concile demande que le Vicaire capitulaire soit docteur ou licencié en *droit canonique*, sans parler du doctorat ou de la licence en *théologie* ; cela se comprend : pour gouverner un diocèse, c'est surtout la science du droit ecclésiastique qui est nécessaire.

On ne doit pas l'oublier : les grades requis pour être Vi-

caire capitulaire doivent avoir été accordés, à cause de la science du sujet, par une Université ou une Académie reconnue par le Siège Apostolique; il ne suffirait pas d'avoir obtenu ces grades, par pure grâce et à titre honorifique. — Voir SANTI, lib. I, decret. tit. xxviii, n. 51. — *S. C. in una Montis Regalis diei 19 Januarii anni 1664.*

S'il y a dans le chapitre quelque docteur ou licencié en droit canonique, doit-on absolument, le siège vacant, le choisir pour Vicaire capitulaire?

Ni les paroles du Concile de Trente, ni les réponses de la Congrégation du même concile ne résolvent pleinement la question, car ces réponses sont diverses selon la variété des cas proposés. Bien plus, au doute qui lui fut soumis, *in forma generali*, le 25 Janvier 1862, la dite congrégation ne voulut pas répondre directement, se réservant de se prononcer dans les cas particuliers.

« An et quomodo deputatio Vicarii capitularis non doctoris aut licenciati in jure canonico, licet electus fuerit Vicarius generalis prædefuncti Episcopi, nullitate laboret, si unus saltem de gremio Capituli sic graduatus existat. »

« Respondit : Providebitur in casibus particularibus. »

Toutefois, si l'on considère la pensée des Pères du Concile de Trente et l'intention de la S. Congrégation de ce concile, il est certain que, *cæteris paribus*, il faut préférer un membre du chapitre possédant le doctorat ou la licence en droit canonique, et d'ailleurs idoine, à un étranger orné aussi de ces grades, fût-il même plus digne.

« In electione Vicarii Capitularis canonicus de gremio idoneus, cæteris paribus, præferendus est extraneo, etiamsi extraneus dignior sit. » — *Tyb. Vic Cap. 14 April 1764.*
— Voir M^{sr} GRANDCLAUDE, *Jus. can.*, T. I, pp. 486 et 487.

« Hæc verba *cæteris paribus*, dit M. Bargilliat, S. C. decrevit ita esse intelligenda ut sufficiat Capitularem habere qualitates a concilio requisitas, nempe quod sit doctor

« vel licenciatus in jure canonico, vel alias idoneus. S. C. « C. in Veritonem, 24 Julii 1643. » — *Prælect. jur. can.*, T. I, p. 631.

Quel est l'âge requis pour pouvoir être élu Vicaire capitulaire?

A cause de la similitude et de la parité de raison, nous répondrons que c'est l'âge qui est requis pour être Vicaire général, c'est-à-dire, vingt-cinq ans. — *SANTI*, lib. I, tit. xxviii, p. 280.

295. — Celui qui a la cure actuelle des âmes peut-il être Vicaire capitulaire?

On il s'agit d'un curé dont la paroisse est située hors de la ville épiscopale, ou bien d'un curé dont la paroisse est dans cette ville même.

Dans le premier cas, au sentiment commun des Docteurs, on ne peut pas élire, en qualité de Vicaire capitulaire, le curé dont la paroisse est au loin. Le curé est soumis à la loi générale de la résidence dont le chapitre ne saurait le dispenser, puisque l'Évêque lui-même n'a pas ce pouvoir, comme l'a déclaré la Congrégation du Concile.

« Cum nec ipse Episcopus possit « uti opera parochi in « visitatione vel alio servitio suæ diœcesis, nisi pro tempore « permisso duorum mensium, et tunc pro eo tempore idoneus Vicarius debet deputari. » — Voir *PIGNATELLI* et *CRAISSON*, T. I, p. 631.

Dans le second cas, on pourrait, à la rigueur, nommer Vicaire capitulaire un curé dont la paroisse est dans la ville épiscopale, pourvu qu'il fût d'ailleurs dans les autres conditions requises par le droit. *Craisson* affirme que la Congrégation du Concile a répondu dans ce sens, *in Auriensi*, le 19 Mars et le 19 Juillet 1810. — *CRAISSON*, T. I, p. 631.

Toutefois, ce canoniste ajoute avec raison que les fonctions de Curé et de Vicaire capitulaire sont peu compatibles, et que la nécessité seule peut permettre de confier l'adminis-

tration d'un diocèse, le siège vacant, même à un curé de la ville épiscopale.

Santi, dont le livre est plus récent que celui de Craisson, se prononce, sans distinction, contre l'élection en qualité de Vicaire capitulaire de tout prêtre qui a la cure actuelle des âmes, s'appuyant sur la Congrégation du Concile qui, plusieurs fois, se serait exprimée dans ce sens.

« Tandem animadverti debet ad munus Vicarii capitularis
 « assumi non posse illum qui curam animarum actualem
 « exercet. Ita S. Congregatio pluries respondit, ceu refert
 « Zamboni in *Collectanea decisionum S. Congregationis*
 « *Conc.*, T. VI. V. Vicarius. » — *Prælection. jur. can.*, T. I, p. 230.

Dans la pratique, on doit, selon nous, s'en tenir à ce dernier sentiment.

Au concile du Vatican, parmi les *schemata* concernant la discipline, le premier *schema* du chapitre vii porte que les Évêques ne devront pas nommer Vicaires généraux les prêtres qui ont la cure des âmes, *cæterisque curam animarum habentibus*. Si ce *schema* n'a pas reçu force de loi, par suite de l'interruption du concile, il nous montre cependant la doctrine de l'Église dans la question qui nous occupe.

296. — Quels sont les devoirs du chapitre, *Sede vacante*, en ce qui concerne l'élection du Vicaire capitulaire?

Un siège épiscopal peut vaquer par la mort de l'Évêque, comme le dit le Concile de Trente; il peut vaquer encore par la démission, la translation, ou la déposition de ce Prélat.

Quand la vacance du siège se produit par quelque-une de ces causes, il incombe au chapitre de constituer, dans les huit jours, après cette vacance, un *Official* ou un *Vicaire*, ou de confirmer celui qui existait auparavant. C'est la prescription du concile de Trente, que nous avons déjà citée. — Sess. XXIV, cap. xvi, *de Reform.*

Le chapitre ne pourrait pas élire son Vicaire capitulaire si, du vivant de l'Évêque, le Saint-Siège lui-même députait un Vicaire général, ou désignait un Administrateur du diocèse. Dans ce cas, la personne députée ou désignée par le Pontife Romain conserverait son office, après la mort de l'Évêque, et devrait gouverner le diocèse, comme Vicaire capitulaire, durant la vacance du siège épiscopal.

Il en serait de même si, en cas de translation de l'Évêque à un autre évêché, le Chef de l'Église le nommait Administrateur de son ancien diocèse jusqu'à la prise de possession canonique de son successeur.

Dans ces deux cas, le Siège Apostolique met la main sur l'administration du diocèse, de telle sorte qu'il n'est pas permis à un inférieur d'écarter la personne déléguée par l'Autorité Pontificale, pour y substituer une autre.

Ainsi l'a déclaré plusieurs fois la S. Congrégation du Concile, notamment le 4 Août 1578 et le 22 Décembre 1628, *in causa Aquilana*, et *in causa Livienſi*.

Dans les pays de missions, à la mort du Vicaire Apostolique, qui n'a pas de coadjuteur, avec future succession, c'est au Vicaire général (que le Prélat défunt a dû choisir soit dans le clergé séculier, soit dans le clergé régulier, aux termes de la constitution *Quam sublimi* de Benoît XIV) à gouverner le Vicariat Apostolique jusqu'à l'institution canonique d'un nouvel Évêque. — Voir SANTI, *ibid.*, p. 225.

297. — Que doit-on faire, à la mort des Évêques Ordinaires des lieux et résidants, s'ils n'ont pas de chapitre?

Benoît XIV trace ainsi la règle à suivre pour pourvoir à l'administration vacante :

Les curés, ou seuls, ou réunis à d'autres ecclésiastiques, selon le mode, l'usage et la coutume observés dans le passé, procèdent à l'élection d'un Vicaire capitulaire, *servatis constitutionibus Concilii Tridentini*, præsertim *sessionis 24, cap. 16, de Reform.*

Que doit-on faire dans les pays où les Évêques Ordinaires des lieux n'ont pas de curés, mais seulement des prêtres missionnaires dispersés ici et là, et qui ne peuvent point se réunir ?

Dans ce cas, le même Pontife veut que le Vicaire général de l'Évêque défunt soit, *ipso facto*, Vicaire capitulaire, et qu'en cette qualité il en exerce tous les pouvoirs jusqu'à l'arrivée du nouvel Évêque, qui sera nommé par le Siège Apostolique. — Constit. « *Quam sublimi* » de Benoît XIV.

298. — Comment doit-on procéder à l'administration des Abbayes *Nullius* (1), à la mort de leur Prêlat ?

Nous laissons la réponse au professeur Santi.

« In Abbatibus Nullius, quæ cathedram non habent, sed
« quarum jurisdictio concessa est Abbati, nec adveniente
« vacatione devolvitur ad Capitulum Collegiatæ Ecclesiæ
« illius, locum non esse electioni Vicarii Capitularis, et totam
« jurisdictionem devolvi ad S. Sedem, quæ tempore vacatio-
« nis deputat Vicarium Apostolicum. Ita docuit S. Congr. EE
« et RR. in Guastallen. diei 11 Septemb. 1792. Bizzarri.
« Collectanea, page 44. » — SANTI, *ibid.*, p. 226.

299. — Outre le Vicaire capitulaire qu'il doit élire pour l'administration spirituelle du diocèse vacant, le chapitre ne doit-il pas aussi en confier les intérêts temporels à des personnes de son choix ?

Il doit, pour se conformer aux prescriptions *Tridentines*, nommer un ou plusieurs économes, dont la fidélité et la capacité lui sont connues, afin qu'ils administrent les revenus de l'Évêché vacant.

Leur administration terminée, ces économes auront à en rendre compte à qui de droit.

(1) *Abbates Nullius*. — *Abbates exempti intra fines alicujus diocesis « existentes, etiamsi Nullius diocesis, vel exempti dicantur. »* — FER-
NARIUS, au mot : *Abbas*.

Les Abbés *Nullius* sont donc les Abbés exempts ou ne dépendant d'aucun diocèse.

Voici du reste le texte du concile :

« Capitulum, sede vacante, ubi fructuum percipiendorum
« ei munus incumbit, OEconomum unum vel plures fideles ac
« diligentes decernat, qui rerum ecclesiasticarum et proven-
« tuum curam gerant, quarum rationem et ad quem perti-
« nebit sint reddituri. » — Trid. Sess. XXIV, cap. xvi, *de Reform.*

On le sait : en France, l'autorité civile a réglé, par le décret du 6 novembre 1813, la manière dont les biens des menses épiscopales doivent être administrés, *sede plena et sede vacante*.

L'article 34 porte la disposition suivante : « Au décès de
« chaque Archevêque ou Évêque, il sera nommé par notre
« ministre des Cultes un commissaire pour l'administration
« des biens de la mense épiscopale, pendant la vacance. »

Que penser de ce décret ?

C'est une violation du droit qui appartient à l'Église de régler l'administration de ses biens et de les administrer elle-même.

Que dire, en particulier, de l'article précité ?

Jusqu'à ces dernières années, on ne l'avait pas appliqué, depuis très longtemps ; on le considérait comme lettre morte, parce qu'on l'avait reconnu sans doute comme inutile, et vexatoire pour l'administration ecclésiastique.

En confiant, comme il le fait désormais, à un laïque la gestion des biens de la mense épiscopale, le Gouvernement déroge à la tradition qui consistait à déléguer, à cet effet, un des Vicaires capitulaires du diocèse. — Voir *le bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, juillet 1884.

Aux termes du droit canonique, le commissaire ou l'économe de la mense doit être investi par l'autorité ecclésiastique de son mandat d'administrateur des deniers de l'Évêché vacant. — On ne saurait députer un personnage laïque pour cette charge, qui ne peut être confiée qu'à un clerc.

Pourquoi? parce que les choses ecclésiastiques doivent être traitées par des clercs, et parce que ces derniers peuvent être forcés plus facilement qu'un laïque à rendre compte à l'Évêque de leur gestion. — *I. Omnes SS. Nihilominus. C. de Episcopo et Cleric.*

Nous avons traité dans une brochure spéciale, la question si importante des menses Episcopales, au point de vue civil et canonique : nous y renvoyons nos lecteurs.

300. — De l'élection du Vicaire capitulaire.

La députation du Vicaire capitulaire constitue un acte essentiellement capitulaire : c'est une proposition incontestable.

Pour procéder canoniquement à l'élection, le chapitre doit donc être régulièrement convoqué.

Il faut convoquer tous les chanoines électeurs, qui *doivent*, qui *veulent* et qui *peuvent commodément* assister à cette élection, comme le dit le chapitre *Quia propter*, 42, de ce titre : *Qui interesse debent, volunt, et commode possunt.*

On doit convoquer les membres du chapitre absents, où qu'ils soient, s'ils peuvent *commodément* arriver, en temps utile, au lieu de l'élection.

Aujourd'hui, la nécessité de convoquer ceux qui sont au loin s'impose davantage, car la facilité des communications et des correspondances est plus grande qu'autrefois. Les télégraphes permettent, aujourd'hui, la convocation instantanée, et les chemins de fer l'arrivée rapide des personnes les plus éloignées.

Le lecteur peut rapprocher de ces lignes ce que nous avons dit, au titre VI : *de electione et potestate electi*, au paragraphe : « de la convocation des électeurs. »

Les chanoines absents peuvent-ils donner leur suffrage par procureur?

En règle générale, ils ne le peuvent pas, dit Santi, « nisi « legitimo impedimento detineantur, et adsit legitima con-

« *suetudo*. Ita S. C. C. in Hydruntina, die 11 April. 1699. »
— Lib. I, tit. xxviii.

« Illud autem penitus interdicimus, lisons-nous, au chapitre 42 *Quia propter*, ne quis in electionis negotio pro-
« curatorem constituat, nisi absens in loco, de quo debeat
« advocari, justoque impedimento detentus venire non pos-
« sit. » — Voir au titre VI, *de electione*, paragraphe : « de
la convocation des électeurs. »

Quelle est la forme que l'on doit employer dans l'élection
du Vicaire capitulaire ?

Il n'est pas nécessaire, sous peine de nullité, d'employer
la forme prescrite par le chapitre 42 *Quia propter*. La raison
en est qu'il s'agit dans ce chapitre de l'élection d'un Prêlat
à donner à une église qui en est privée, et non de celle d'un
Vicaire capitulaire. Aussi bien, la constitution de ce Vicaire
n'est pas, à proprement parler, une élection, puisque l'élec-
tion véritable a besoin de confirmation, ce qui n'est pas
requis pour une simple députation. Cela est si vrai que le
concile de Trente ne se sert pas du mot : « *eligant* », mais
des mots : « *constituant..... deputent.* » — SANTI, lib. I,
tit. xxviii, p. 231.

Le cardinal de Luca cite une décision de la congrégation
du Concile dans ce sens *in Matheraten*. 1692.

Le 30 juin 1852, la même congrégation a déclaré, *in causa
Gravinensi*, qu'il suffisait, dans l'élection du Vicaire capitu-
laire, d'observer les conditions qui sont requises, de droit
ordinaire, dans l'expédition des affaires du chapitre. « In
« *electione Vicarii capitularis servandæ tantum sunt condi-*
« *tiones, quæ, jure ordinario, in expeditione negotiorum ca-*
« *pituli requiruntur.* » — Card. BIZZARRI *in sua collectione*,
p. 659.

Ferraris exprime ainsi ces conditions :

« Ut autem Capitulum jure suo expleat negotia, quatuor
« hæc concurrunt :

« 1. Ut sit legitime congregatum. — 2. Ut vocentur omnes
 « qui vocem in capitulo habent, vel de præsentì habere
 « possunt. — 3. Ut negotia capitulariter expediantur. —
 « 4. Ut major pars consensum suum interponat. » — FER-
 RARIS, au mot *Capitulum*, art. 1, *additione ex aliena*
manu, n. 36.

Le scrutin secret est-il absolument requis, dans l'élection du Vicaire capitulaire ?

Certains canonistes comme André et M^{sr} Grandclaude, pensent que l'élection du Vicaire capitulaire doit se faire par votes secrets, à peine de nullité.

« L'élection du Vicaire capitulaire, dit le premier, doit se
 « faire par le chapitre assemblé capitulairement, comme de
 « coutume, et par votes secrets ; autrement, elle serait nulle,
 « comme l'a déclaré la S. Congrégation des Évêques, le
 « 18 novembre 1625. » — *Dictionnaire de droit canon*,
 T. II, p. 158.

M^{sr} Grandclaude dit aussi :

« Nihil speciale statuitur quoad formam electionis (Vicarii
 « capitularis), nisi ut electio fiat a capitulo legitime convo-
 « cato et collegiater congregato, atque per secreta suffragia :
 « alioquin nulla est. S. Congr. Episc. et S. Congr. Conc.
 « apud. FERRARIS, V. *Capitulum* art. III, n. 39. » — *Jus.*
can. T. I, p. 308.

Les deux canonistes précités appuient leur sentiment, on le voit, sur une décision de la congrégation des Évêques, en date du 18 novembre 1628. M^{sr} Grandclaude se réclame en outre de l'autorité de Ferraris, qui cite lui-même cette décision et une autre de la congrégation du Concile.

« Electio Vicarii capitularis debet fieri a capitulo, more
 « solito, capitulariter congregato, et per secreta suffragia :
 « alioquin nulla est, ut declaravit Sac. Cong. Episcop. *in una*
 « *Siculana 18 novemb. 1625*, et Sac. Cong. Conc. *super*
 « *caput 6. de Reform. Sess. 25.* — FERRARIS, *loc. jam. cit.*

D'autres canonistes pensent que l'élection du Vicaire capitulaire par votes secrets n'est pas absolument nécessaire, sous peine de nullité.

De ce nombre est Craisson qui exprime ainsi son sentiment :

« Electio Prælatorum... apud ordines religiosos fieri debet
« per secreta vota, id tamen non est necessario observandum
« in electione Vicarii capitularis. *Cum ista vere non sit electio*, dicit cardinalis de Luca, *sed simplex deputatio*.

« Ita pariter S. Congr. Conc. a Garcia relata, et Rota,
« apud Bouix *De Capitul.*, p. 593. » — *Manuale jur. can.*
T. I, p. 634.

Santi est du même sentiment. Citons ses paroles :

« Attamen hæc forma (scrutini per suffragia secreta) non
« adeo est necessaria ut si ea præteratur, electio corruat. »

Toutefois, pour sauvegarder davantage la liberté des suffrages et éviter d'autres graves inconvénients, le savant canoniste conseille d'employer la forme du vote secret.

« Quoad formam electionis sciendum est, ad plura repellenda incommoda, consultius esse ut servetur forma scrutinii per secreta suffragia juxta cap. 42 de Elect. quemadmodum innuit S. C. C. *in Milevitana* an. 1655. » — SANTI, *prælect. jur. can.*, T. I, p. 231.

Craisson conclut aussi qu'il est louable de se servir du scrutin secret dans l'élection du Vicaire capitulaire.

« Laudabiliter autem adhibetur scrutinium secretum. »

Dans la pratique, c'est ce qui a lieu, parce que c'est ce qui est plus sage et plus prudent. En tout cas, le chapitre, qui élit le Vicaire capitulaire, par le scrutin secret, est sûr de se conformer sinon à la lettre, du moins à l'esprit des prescriptions canoniques.

301 — Un chanoine pourrait-il se donner à lui-même son propre suffrage dans l'élection du Vicaire capitulaire?

Ce serait peu conforme à l'humilité : c'est évident. Toutefois, selon Bouix, ce suffrage pourrait être compté.

« Etsi parum congruat humilitati quod quis sibi votum
 « tribuat, hujusmodi tamen votum in deputatione Vicarii
 « capitularis computari posse asserit Bouix, et in probatio-
 « nem affert cap. *Cum in jure, de Electione.* » — Voir
 CRAISSON, T. I, p. 635, n. 1245. — BOUIX, *de cap.*
 p. 596.

Une déclaration assez récente de la Congrégation du Concile permet avec raison de douter de la validité d'un pareil suffrage. Voici la consultation :

« An valida sit electio Vicarii capitularis aliorumque Offi-
 « cialium capitularium peracta per suffragia secreta, in qua,
 « ob paritatem votorum favore duorum alter ex his, ad ma-
 « joritatem sibi adscribendam, *proprium suffragium*, quod
 « favore alterius ediderat, convertere in seipsum declarat in
 « casu? »

A cette consultation la Sacrée Congrégation répondit :
 « *Negative.* » — *S. Cong. Conc. 18 Aprilis 1885.* —
 Voir *Acta Sedis*, vol. 18, p. 97.

302. — Que faut-il entendre par la prescription du Concile de Trente, qui ordonne que l'élection du Vicaire capitulaire doit avoir lieu dans les huit jours qui suivent la mort de l'Évêque?

Aux termes du texte du concile, dans sa session XXIV^e, chapitre xvi^e *de Reformatione*, il n'est question d'élire le Vicaire capitulaire, dans cet espace de temps, qu'au cas où le Siège Épiscopal devient vacant *par la mort* de l'Évêque. Mais, selon la pratique approuvée par le Saint-Siège, il est reçu que la disposition *Tridentine* doit être observée également, lorsque l'Évêché vaque par d'autres causes, c'est-à-dire, par la renonciation, la translation ou la déposition de l'Évêque.

De même, il est reçu que le temps utile de huit jours commence à compter du jour où l'on a eu la connaissance de la vacance.

303. — Le Chapitre peut-il limiter les pouvoirs du Vicaire capitulaire, quant au temps et quant à l'étendue, et le remplacer, à son gré, pour lui substituer un autre Vicaire ?

Le Chapitre doit transférer au Vicaire capitulaire *toute la juridiction*, sans s'en réserver *aucune partie*. Il doit la lui transférer, pour *tout le temps* que durera la vacance du siège, sans qu'il puisse le remplacer par un autre selon son bon plaisir.

Dans sa constitution *Romanus Pontifex*, en date du 28 août 1873, Pie IX établit nettement cette doctrine ; nous allons reproduire les paragraphes qui s'y rapportent.

« Hujusmodi decretum (Tridentinum sess. 24. cap. xvi.)
 « varie interpretati sunt privati canonicarum rerum scripto-
 « res. Quidam enim censuerunt posse Capitulum, in consti-
 « tuendo Vicario, aliquam jurisdictionis partem sibi reser-
 « vare ; alii putaverunt fas esse Capitulo ad certum tempus
 « Vicarium deputare ; nec defuerunt, qui arbitrati sunt licere
 « Capitulo Vicarium pro arbitrio remove, et alium substi-
 « tuere.

« Recensitæ scriptorum sententiæ a nonnullis Capitulis li-
 « benter exceptæ sunt, quo factum est, ut in hac re tam magni
 « momenti disciplinæ uniformitas deficeret, et Tridentinum
 « decretum optatum finem plene non attingeret. Quamvis
 « autem Sacræ Urbis Congregationes has sententias, suis
 « responsis in casibus occurrentibus, pluries reprobaverint,
 « ita ut ex earum responsis manifeste appareat quæ fuerit
 « mens Patrum Tridentinorum in edendo decreto superius
 « relato ; attamen cum nondum omnia ubique ad eam men-
 « tem exigi videamus, ad submovendam prorsus quamlibet
 « dubitationis causam vel obtentum, iisdem responsis et de-
 « clarationibus Apostolicæ auctoritatis robur adjiciendum
 « censemus.

« Quocirca, motu proprio, ac certa scientia et matura deli-
 « beratione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis plenitudine

« declaramus et decernimus : *totam ordinariam Episcopi*
 « *Jurisdictionem*, quæ, vacua sede Episcopali, ad Capitulum
 « venerat, ad Vicarium ab ipso rite constitutum omnino trans-
 « ire; *nec ullam hujus jurisdictionis partem* posse Capi-
 « tulum sibi reservare, *neque posse ad certum et defini-*
 « *tum tempus* Vicarium constituere, *multoque minus*
 « *removere*, sed eum in officio permanere quousque novus
 « Episcopus Litteras Apostolicas, de collato sibi Episcopatu,
 « Capitulo Juxta Bonifacii VIII, Prædecessoris Nostri consti-
 « tutionem (Extravag. *Injunctæ* de electione inter commu-
 « nes.), vel, Capitulo deficiente, ei exhibuerit qui, ad normam
 « sacrorum canonum, vel ex speciali S. Sedis dispositione,
 « vacantem diocesim administrat, vel ejusdem Administra-
 « torem, seu Vicarium deputat.

« Quamobrem, *pro nullis habendæ sunt limitationes*,
 « seu quoad jurisdictionem, seu quoad tempus adjectæ a Ca-
 « pitulo electioni Vicarii capitularis, qui idcirco, iis non ob-
 « stantibus, officium semel sibi rite collatum, *toto tempore*,
 « quo Sedes Episcopalis vacua fuerit, totamque ordinariam
 « jurisdictionem Episcopalem libere et valide exercere per-
 « get, donec novus Episcopus Apostolicas canonicæ suæ in-
 « stitutionis Litteras, ut diximus, exhibeat. »

304. — A qui appartient-il de pourvoir à l'administra-
 tion du diocèse vacant, si le Vicaire capitulaire élu vient à
 mourir ou se retire, avant que le nouvel Évêque ait exhibé
 au chapitre les bulles qui constatent son institution cano-
 nique?

C'est au Chapitre qu'appartiennent le droit et le devoir de
 constituer un nouveau Vicaire capitulaire.

« Ratio est, dit Santi : Quia, vacante officio, incipit revi-
 « viscere jus et onus Capituli Vicarii eligendi. » — Lib. I.
 T. xxviii, p. 228 n. 49.

Mais, le Chapitre ne pourrait pas confier cet office à l'Évê-
 que élu par lui, ou nommé ou présenté par l'autorité civile

à l'Évêché vacant. C'est ce que dit Pie IX, dans sa constitution « *Romanus Pontifex* :

« Si interea Vicarius capitularis decesserit, aut sponte sua
« muneri renuntiaverit, aut ex alia causa officium ipsum legi-
« time vacaverit, tunc Capitulum, vel Capitulo deficiente, qui
« potestatem habet deputandi vacantis ecclesiæ Administra-
« torem seu Vicarium, novum quidem Vicarium vel Adminis-
« tratorem eligat, nunquam vero electum in Episcopum a Capi-
« tulis, aut a laica potestate nominatum seu præsentatum ad
« dictam ecclesiam vacantem, ejus electionem ac deputatio-
« nem, si eam Capitulum, vel alius, uti supra, peragere præ-
« sumpserit, cassamus, annullamus, et omnino irritam decla-
« ramus. »

305. — Le Chapitre peut-il élire plusieurs Vicaires capitulaires ?

Sous l'ancien droit, tel qu'il est formulé dans les Décrétales, le Chapitre pouvait élire plusieurs Vicaires capitulaires. — *Ex cap. unico. De clerico ægrotante in 6º.*

Depuis le Concile de Trente, cela n'est pas permis. Interrogée sur ce point, la Congrégation, interprète de ce concile, l'a ainsi déclaré, plusieurs fois — par exemple, le 21 Avril 1592, *in causa Panormitana*, — le 19 Mars 1639, *in causa Dertunensi*.

Si le Concile dit de choisir un ou plusieurs économes pour gérer les affaires temporelles de l'Évêché vacant : *Œconomum unum, vel plures fideles*, il prescrit d'élire un seul Vicaire ou Officiel, pour l'administration spirituelle du diocèse : *Item Officialem seu Vicarium*.

La raison de cette prescription est l'unité du gouvernement que l'on obtient plus difficilement par la pluralité des chefs.

La coutume contraire autoriserait-elle l'élection de plusieurs Vicaires capitulaires ?

Cette coutume, si elle était *immémoriale*, permettrait certainement au Chapitre d'élire plusieurs Vicaires capitulaires.

La Congrégation du Concile a répondu, à diverses reprises, dans ce sens, notamment, le 21 Avril 1592, *in causa Panoromitana*. Après avoir établi, aux termes du chapitre 16°, session 24°, du Concile de Trente, qu'un seul Vicaire capitulaire devait être constitué, le siège vacant, elle ajoute :

« Coeterum non esse eo decreto sublatam consuetudinem
« duos aut plures eligendi, præsertim immemorabilem. »

Une coutume, qui ne serait pas immémoriale, pourrait-elle autoriser aussi l'élection de plusieurs Vicaires capitulaires?

Fagnan et le cardinal de Luca, avec plusieurs autres canonistes, pensent que la coutume immémoriale seule peut permettre cette élection.

Bouix et M^{re} Maupied sont portés à croire qu'une coutume ordinaire, revêtue des conditions nécessaires pour prescrire contre une loi générale de l'Eglise, suffirait. Ils appuient leur sentiment sur les réponses de la Congrégation du Concile, en date du 21 Avril 1522 et du 19 Mars 1639, où il est dit que le décret de ce concile, qui prescrit le choix d'un seul Vicaire capitulaire n'a pas aboli la coutume, *surtout* immémoriale : « *præsertim* immemorabilem », d'en nommer plusieurs.

« Videretur ergo potius dicendum sufficere consuetudinem
« ordinariis illis conditionibus vestitam, quæ sufficiunt ad
« præscribendum contra legem aliquam universalem Eccle-
« siæ. » — BOUIX, *de capitulis*, p. 552. — MAUPIED, *Jur. can. compendium*, T. I, p. 1021.

Le professeur, Santi, dit, de son côté :

« Immo hodie in praxi receptum est ut sustineatur consue-
« tudo legitima, licet non sit immemorabilis, deputandi plu-
« res Vicarios capitulares. Nam S. Sedes solet remittere fa-
« cultates vel particularia rescripta Vicariis capitularibus, in
« illis diœcesibus in quibus usus seu consuetudo inducta fuit
« plures habendi Vicarios capitulares, quin mentionem faciat
« de immemorabili consuetudine. » — Lib. I, Tit. xxviii,
p. 229.

Que penser de l'introduction de la coutume d'élire plusieurs Vicaires dans les diocèses où cette coutume n'existe pas?

On ne pourrait pas légitimement l'admettre, comme l'a souvent déclaré la S. Congrégation du Concile. « *Cœterum* « *nova consuetudo, ubi non adesset plures Vicarios capitulares deputandi, admitti non posset; sæpe sæpius enim romanae congregationes quærentibus reposuere: studeant sese conformare statutis Conc. Tridentini, ut unum eligant Vicarium capitularem.* » — SANTI, *loco citato*.

De Angelis dit aussi : « Non permittit S. Sedes eam (consuetudinem) introduci in iis locis in quibus non viget. » Il ajoute que le Siège Apostolique s'efforce de faire cesser tout doucement, lorsque c'est possible, la coutume susdite là où elle est légitimement en vigueur. « S. Sedes imo suaviter curat ut, si fieri possit, etiam in iis locis cesset in quibus legitime viget. » — *De Offic. Vic. num. 18*.

Que dire de la coutume établie, en France, d'élire plusieurs Vicaires capitulaires?

On ne peut pas dire qu'elle soit approuvée par le Siège Apostolique, puisque, à maintes reprises, en ce siècle, il a exprimé le désir que l'on s'en tint, en ce pays, comme ailleurs; aux prescriptions du Concile de Trente touchant l'unité du Vicaire capitulaire.

On peut seulement dire qu'elle n'est pas désapprouvée, ou qu'elle est tolérée, puisque le Souverain Pontife, à diverses reprises aussi, a laissé aux chapitres de France, où la coutume susdite existait, la liberté d'élire un ou plusieurs Vicaires capitulaires.

C'est ainsi qu'il fut répondu, par exemple, en 1863, au chapitre de Cahors, par la congrégation du Concile.

Voici la réponse : « *Congregatio Concilii quoad nominationem duorum Vicariorum, sede vacante, respondet: posse tolerari.* »

Le cardinal Antonelli donna, en 1872, la même réponse, au nom du chef de l'Église.

« Et cardinalis Antonelli, anno 1872, rescripsit Legato
« Gubernii Galliae S. Sedem relinquere Capitulis libertatem
« *unum* aut *plures* Vicarios assumendi, ubi viget consuetudo
« allegata. » — M. BARGILLIAT, *Prælectiones juris canonici*,
T. I, p. 632, n. 816.

Aussi bien, les rescrits des congrégations romaines, adressées aux Vicaires capitulaires élus par les Chapitres de notre contrée, supposent cette tolérance qu'elles expriment par la suscription suivante : *Vicarius a Capitulo ecclesiae cathedralis N... Sede Episcopali vacante, canonice electis.*

Une réponse de la Congrégation du Concile adressée au Chapitre de Moulins, le 10 Juillet 1854, et au cardinal Gousset, le 13 Décembre 1857, déclare que le Chapitre peut adjoindre, *lui-même*, un autre ecclésiastique au Vicaire capitulaire, pour l'aider à administrer le diocèse.

« Cum præsertim *idem Capitulum* non impediatur Vicario
« alium virum *adsciscere*, qui opem adjutricem eidem præ-
« beat. »

La Congrégation du Concile, qui autorise le Chapitre à donner un auxiliaire au Vicaire capitulaire, laisse aussi à ce dernier la liberté de s'adjoindre lui-même ses *pro-Vicaires*. C'est ainsi qu'elle a répondu au Chapitre de Rodez par l'entremise de l'Archevêque d'Albi.

« ... Quod si diœcesis latitudo, ac negotiorum multipli-
« citas plurium hominum operam exigat, nihil impedit quo-
« minus *idem Vicarius* unum vel plures tanquam *pro-Vica-*
« rios sibi *adsciscat*, qui sua sub potestate ac nutu negotia
« ministerii pastoralis expediant... »

306. — Comment ces Vicaires capitulaires doivent-ils exercer la juridiction qui leur a été conférée ?

De Angelis pense qu'ils doivent l'exercer solidairement :

in solidum. — Voir *Jus canonicum* de M^{gr} GRANDCLAUDE, T. I, p. 309.

Santi pense aussi qu'ils doivent agir ou solidairement, ou alternativement, *singulis mensibus*, là où c'est l'usage. « Verum ubi adsit immemorialis consuetudo plures Vicarios capitulares deputandi, vel ut in solidum agant, vel alternis mensibus, consuetudinem hanc servari posse respondit eadem S. Congreg. in *Panormitana*, 20 Junii 1589. »

Ils doivent, ajoute le même canoniste, agir *in solidum*, car il ne semble pas possible d'admettre qu'ils agissent *collegialiter*, ou tous ensemble : autrement, on éluderait l'intention du Concile de Trente qui veut l'unité du gouvernement, et on tomberait dans les inconvénients que ce Concile entendait écarter, en défendant au Chapitre, c'est-à-dire, au corps capitulaire tout entier, d'administrer le diocèse *collegialiter*, le Siège épiscopal vacant.

« Dixi tamen « ut agant in solidum ». Nam non videtur « admitti posse ut agant collegialiter ; secus enim eluderetur « Concilii Tridentini intentio, et sequerentur eadem incommoda, ob quæ Concilium prohibuit quominus jurisdictio « episcopalis, sede vacante, a Capitulo, id est a pluribus collegialiter exerceretur. » — Lib. 1, tit. xxviii, p. 229, n. 50.

Mais si, pour obtenir l'unité de l'administration, il importe que les Vicaires capitulaires n'agissent pas *collectivement* (1), rien ne les empêche de délibérer ensemble sur toutes les affaires graves du diocèse. Aussi bien, la sagesse et la prudence leur font un devoir de se consulter et de se concerter

(1) L'ordonnance royale du 2 Novembre 1835 est contraire à cet enseignement. Elle porte ce qui suit :

« Nommés simultanément et conjointement, les Vicaires capitulaires ne peuvent exercer la juridiction métropolitaine ou épiscopale que collectivement. »

Il n'est pas besoin de dire que l'autorité civile est incompétente, lorsqu'il s'agit de questions théologiques et canoniques.

sur ces affaires : c'est un excellent moyen de procurer cette unité administrative.

307. — Comment doit-on suppléer à la négligence du Chapitre dans l'élection du Vicaire capitulaire ?

Cela dépend de la diversité des cas où cette négligence a lieu.

1. Si le Chapitre a négligé d'élire le Vicaire capitulaire, dans les huit jours prescrits par le Concile de Trente ; — s'il n'a pas élu un docteur ou un licencié en droit canonique, ou, à son défaut, un ecclésiastique idoine : alors, la députation du Vicaire capitulaire est dévolue au Métropolitain, s'il s'agit d'une église suffragante ; à l'Évêque le plus ancien, s'il s'agit d'une église métropolitaine ; à l'Évêque le plus voisin, s'il s'agit d'une église exempte. — *Concil. Trid.*, sess. XXIV, cap. xvi, *de Reform.*

« Idemque juris est, dit Benoît XIV, si ecclesia vacans
« careat Capitulo, a quo Vicarius constitui queat. Si tamen
« contingat vacare ecclesiam suffraganeam carentem Capi-
« tulo, tempore quo etiam metropolitana est suo pastore
« viduata, in hoc casu electionem Vicarii non spectare ad
« antiquiorem ex suffraganeis, ut nonnulli opinabantur, sed
« ad Capitulum vacantis ecclesiæ metropolitanæ, censuit
« Sac. Congr. Concilii, 28 Augusti 1683 et 14 April 1685. »
— *De Synod. diæces.*, lib. II, cap. ix, n. 2.

Lorsque le Chapitre n'a pas procédé à l'élection, dans le temps prescrit, celui à qui cette élection est dévolue peut immédiatement élire et constituer le Vicaire capitulaire.

Lorsque le Chapitre n'a pas élu un docteur ou un licencié en droit canonique, celui auquel le droit d'élection est dévolu doit avertir ce chapitre de la nullité de l'élection qu'il a faite et lui fixer un intervalle de huit jours, pour constituer un Vicaire possédant l'un ou l'autre de ces grades, aux termes des dispositions Tridentines.

Si le Chapitre n'obéit pas, tout pouvoir d'élire est transféré à l'Archevêque, comme l'a souvent déclaré la Congrégation du Concile, surtout le 19 Décembre 1569, *in Mazariensi*, et le 18 Août 1668, *in Lancianensi*. — Voir PIGNATELLI, T. VIII, *consult.* 34, n. 8. — MAUPIED, *Jur. can. compend.*, T. I, p. 1037. — SANTI, lib. I, p. 232.

Quelques canonistes cependant pensent que l'Archevêque peut *immédiatement* députer lui-même un Vicaire capitulaire possédant le doctorat ou la licence en droit canonique.

« Aliqui sentiunt tamen posse Archiepiscopum immediate « alium Vicarium doctorem deputare. » — MAUPIED, *ibid.*, p. 1038.

2. Si la nullité de l'élection provient d'autres causes que des deux causes susdites, prévues par le Concile de Trente, celui qui allègue cette nullité doit s'adresser à un tribunal supérieur au Chapitre, ou au Supérieur du Chapitre, c'est-à-dire, au Métropolitain, s'il s'agit d'un Chapitre suffragant, et à la Sacrée Congrégation du Concile, lorsqu'il est question d'une église métropolitaine, ou exempte.

« Si autem electio sit nulla ex aliis capitibus quam ex « duobus Tridentinis supradictis, qui contendit electionem « fuisse nullam debet adire Tribunal superius respectiva ad « capitulum, seu superiorem capituli, id est metropolitani, si agatur de suffraganeo capitulo, et S. Congregatio « nem Concilii, si agatur de capitulo ecclesiæ metropolitane, vel exemptæ. » — MAUPIED, *ibid.* — BOUX, *de capit.*, p. 588.

Si le tribunal supérieur prononce la nullité de l'élection, le chapitre devra procéder à une élection nouvelle.

La Sacrée Congrégation a coutume de maintenir jusqu'à la fin de la cause celui dont l'élection est contestée, en lui accordant la juridiction, en tant qu'il en aurait besoin ; ou bien, elle députe elle-même quelqu'un, pour tout le temps que durera la vacance du siège. — *Ibid.*

Quant aux qualités requises dans le Vicaire que députe, en vertu du droit de dévolution, le Métropolitain, ou l'Évêque le plus ancien, ou le plus voisin, elles sont les mêmes que celles qui sont exigées du Vicaire à élire par le Chapitre.

Conséquemment celui qui n'aurait pas pu être élu par le chapitre ne saurait être député par le Métropolitain. — BOUÏX, *de capitulo*, p. 588. — MAUPIED, *ibid.*

3. Si le Vicaire député par le Métropolitain, ou par l'Évêque le plus voisin, à cause de la négligence ou de l'élection défectueuse du chapitre, venait à mourir, alors le chapitre pourrait élire un nouveau Vicaire, dans les huit jours, comme la première fois. « Quia pro prima vice tantum jus « amisit. » — BARBOSA, *de jure eccles.*, cap. VII, n. 102 ; MONACELLI, *form. 2, ad notat. 6*, t. I, tit. 1.

4. Si le Chapitre interjetait appel auprès de la Congrégation du Concile contre la députation du Vicaire capitulaire faite par le Métropolitain, ou l'Évêque le plus ancien, ou le plus voisin, selon la diversité des cas, cet appel ne produirait pas d'effet suspensif, comme l'a décidé cette Congrégation, au témoignage du cardinal de Luca. — *Adnotationes ad Concil. Trident. discours. 34*, n. 26. — Voir MAUPIED, *loco jam citato*.

Comment, dans les collégiales, pourvoit-on au siège vacant du prélat qui a une juridiction quasi-épiscopale ?

Les Chapitres de ces collégiales peuvent exercer la juridiction par eux-mêmes ; et, s'ils députent quelque Vicaire, il n'est pas nécessaire que celui-ci soit pourvu de grades canoniques. Ainsi l'a déclaré la Congrégation du Concile, au témoignage de Fagnan. — In C. *His quæ, De majoritate et obedientia*, n. 77. — MAUPIED, *loco jam citato*.

Du pouvoir juridictionnel du Chapitre et du Vicaire capitulaire, le siège vacant.

308. — PREMIÈRE RÈGLE GÉNÉRALE. — Le siège vacant, toute la juridiction ordinaire de l'Évêque, tant au spirituel qu'au temporel, passe au Chapitre, et du Chapitre au Vicaire capitulaire, hormis ce qui est excepté par le droit commun ou interdit spécialement par le Souverain Pontife. — Voir LEURENIUS : *tract. de Capitulo, Sede vacante, quær. 157.* — Cap. *De majoritate et obedientia in 6°.* — Cap. *de supplenda negligentia Prælat. in 6°.* — *Constitut. Romanus Pontifex Pii IX, anni 1873.*

Donc, le Chapitre ne peut se réserver aucune partie de la juridiction qu'il doit transmettre tout entière au Vicaire capitulaire, pas plus qu'il ne peut la limiter à un certain temps. — *Constitutio eadem* : « *Romanus Pontifex.* »

Donc, dans la pensée du Droit, le Vicaire capitulaire est censé succéder à l'Évêque comme Pasteur et Juge ordinaire de tout le diocèse. Cela étant :

Le Chapitre et le Vicaire capitulaire succèdent à la juridiction ordinaire de l'Évêque défunt, c'est-à-dire aux pouvoirs que celui-ci possédait de droit commun, mais non à ceux qu'il avait de droit spécial ou délégué. — C'est le sentiment commun, dit Ferraris, *per textum in cap. Eam te, 7, De Rescriptis.* — Cap. *Cum olim 14, De Majorit. et Obedient.*

Donc, les pouvoirs qui auraient été accordés à l'Évêque, par délégation spéciale, ou comme Délégué du Siège Apostolique, ou au Vicaire général, au même titre, ne passent ni au Chapitre, ni au Vicaire capitulaire, le siège vacant.

Aussi, dès leur élection, les Vicaires capitulaires se hâtent-ils de demander au Souverain Pontife les divers indults qu'en obtiennent les Évêques, pour accorder des dispenses matrimoniales et l'absolution de certains péchés réservés...

Par un décret de l'Inquisition, en date du 10 février 1888,

Léon XIII a décidé que le Vicaire capitulaire, ou l'Administrateur du siège vacant, pourrait désormais — ce qui était défendu autrefois — exécuter les lettres Apostoliques que l'Évêque, ou son Vicaire général ou Official, n'aurait pas fulminées, soit qu'il eût commencé ou non cette opération.

De même, désormais aussi, l'Évêque, ou son Vicaire général ou Official, pourra exécuter les dispenses que le Vicaire capitulaire aurait laissées à exécuter, après ou sans commencement d'exécution. — Voir notre *Traité des dispenses matrimoniales*, 2^e édition, p. 384.

Le Chapitre et le Vicaire capitulaire succèdent-ils aux pouvoirs qui appartiennent à l'Évêque de *droit ordinaire* et de *droit délégué*, à la fois ?

Ils succèdent certainement à ces pouvoirs.

« Si agatur de illis negotiis in quibus Episcopus, dit Santi, « procedere potest jure ordinario, sed ei conceditur ut possit « agere simul jure delegato, id est *etiam* ceu Apostolicæ « Sedis delegatus : jurisdictio Episcopi in hoc casu transit « in Vicarium capitularem. — Lib. I, tit. xxviii, p. 233.

Mais, que penser des pouvoirs accordés à l'Évêque par délégation exprimée dans le droit : *ex delegatione expressa in jure* ?

Les canonistes ne sont pas d'accord.

Santi pense que les pouvoirs susdits ne passent ni au Chapitre, ni au Vicaire capitulaire. C'est, selon lui, le sentiment commun des auteurs. — T. I, p. 233.

« Ex quo sequitur non succedere in iis quæ committuntur « peragenda Episcopo ceu delegato Sedis Apostolicæ, sive « delegatione speciali facta defuncto Episcopo vel ejus Vicario generali, *sive ex delegatione expressa in jure*, prout « communiter docent Auctores cum Fagnano *com. ad cap. « His quæ* », 11, de *Majorit. et Obedient*, n. 54 et 55.

Nous n'oserions pas embrasser une opinion contraire au sentiment commun des Docteurs.

Barbosa, le cardinal de Luca, et d'autres pensent que le

Chapitre et le Vicaire capitulaire succèdent aux pouvoirs accordés à l'Évêque, même par délégation exprimée dans le droit.

309. — SECONDE RÈGLE GÉNÉRALE. — La juridiction ordinaire de l'Évêque, le siège vacant, réside *habituellement* dans le Chapitre de l'église cathédrale ; mais actuellement, *in actu*, l'exercice de cette juridiction appartient, par une disposition expresse du droit, au Vicaire capitulaire.

Donc, l'autorité du Vicaire capitulaire est aussi grande que celle qui est attribuée par les saints canons au Chapitre, le siège vacant, puisque c'est la même.

Donc, dès qu'il a élu le Vicaire capitulaire, le Chapitre ne peut plus exercer *actuellement* la juridiction qu'il lui a transmise, bien qu'il la conserve, à l'état *habituel*. C'est pour cela que, si le Vicaire capitulaire venait à mourir, avant que le siège épiscopal fût canoniquement pourvu, le Chapitre pourrait réduire encore *en acte*, jusqu'à l'élection d'un nouveau Vicaire, le pouvoir juridictionnel qui réside *habituellement* en lui, *sede vacante*.

310. — TROISIÈME RÈGLE GÉNÉRALE. — On ne doit rien innover pendant la vacance du siège. — Tit. ix, *Ne, sede vacante*, Cap. 1, *Novit*. — Cap. *unicum in 6°*.

C'est une maxime du droit canonique tirée du III^e livre des Décrétales où l'on lit : « *Ne, sede vacante, aliquid innovetur.* » — Cap. *unicum in 6°*. « *Ne, sede vacante.* »

L'administration du diocèse par le Chapitre et par le Vicaire capitulaire est comparée par les canonistes à un interrègne. On le sait : pendant un interrègne, celui qui a le gouvernement provisoire ne doit rien innover ; il ne doit rien changer à l'état de la société dont il tient les rênes ; il expédie seulement les affaires qui ne souffrent pas de retard, réservant les autres au chef auquel incombe le droit ordinaire de commander et de gouverner.

« *Propterea, dit de Camillis, Capituli, sede vacante, juris-*

« dictio hac tenetur limitatione : ut rem novo antistiti con-
 « servet eo præcise in statu quo a decessore relicta est. » —
Institutiones juris canonici, T. I, p. 254.

L'église cathédrale, privée de son premier pasteur, est
 comme une veuve ou un mineur dont on doit conserver les
 biens intacts. — Voir le titre : *De in integrum restitutione*.
 cap. III, *Audite*. — SANTI, lib. I, tit. XXVIII, p. 234, n. 58.

Donec, le siège vacant, ni le Chapitre, ni le Vicaire capi-
 tulaire ne peuvent ni aliéner, ni donner les biens de l'Église
 ou de la Mense épiscopale. — Cap. *Si qua de rebus*. —
Can. 62, caus. 12, q. 2. — Ils ne peuvent pas porter les
 droits de l'Évêque en justice, *etiam defendendo*, — ex cap.
Novit 1, Ne, sede vacante. — Ils ne peuvent pas consu-
 mer, ni convertir à leur propre usage ou à celui d'autrui les
 biens laissés à l'Église, ou recueillis pendant la vacance du
 siège. — Cap. *Quia sæpe contingit, 9, in 6º*. — Le cours
 de la prescription contre le droit épiscopal est suspendu,
 pendant la vacance de l'église cathédrale. « Subducitur ta-
 men de præscriptione tempus quo vacavit Ecclesia cathe-
 dralis. » Cap. *Auditis, 15, de præscriptionibus*. — Cap.
De quarta decimæ, 4, ibid. — On ne peut pas, le siège
 vacant, commencer une action judiciaire contre l'église ca-
 thédrale. — On ne pourrait pas non plus continuer contre
 elle une action judiciaire déjà entamée, soit que cette église
 fût demanderesse ou défenderesse, à moins qu'il n'y eût
 péril en la demeure. Dans ce cas, le Pontife Romain a soin
 de constituer un défenseur spécial qui puisse présenter et
 soutenir les raisons et les droits de l'église vacante. —
 SANTI, lib. III, tit. IX, p. 233.

311. — QUATRIÈME RÈGLE GÉNÉRALE. Le Vicaire capitulaire
 ne peut pas pourvoir aux bénéfices de libre collation.

« *Collatio libera est attributio beneficii, non depen-*
 « *dentis a jure patronatus, facta sola potestate prælati*
 « *conferentis.* » — POLMANO, *Breviarium theologicum* p. 296.

Le droit ancien des Décrétales réservait cette collation au futur Évêque, comme on le voit dans le chapitre I^{er} *De Institutionibus in 6^o* et dans le chapitre II *Ne, sede vacante*.

« Hæc autem collatio libera, dit Santi, futuro Episcopo « reservabatur etiam quia consideratur in jure ceu actus liberalitatis, non autem necessitatis. Actus vero liberalitatis, « quique gratiosi dicuntur, proprii sunt Episcopi. »

Le pape, Saint Pie V, par sa constitution : *Const. Sanctionis* du 9 Mars 1568, s'est réservé les bénéfices de libre collation, qui vauqueraient, pendant la vacance du siège épiscopal. Cette réserve fut considérée comme personnelle au Pontife qui l'avait faite : on tirait cette conclusion des paroles mêmes de Saint Pie V. Mais Sixte-Quint ayant inséré la réserve susdite parmi les règles de la Chancellerie, il s'ensuit qu'aujourd'hui les bénéfices de libre collation, qui viennent à vaquer, dans les diocèses, pendant la vacance du siège épiscopal, sont réservés au Saint-Siège, par une loi générale.

« Unde hodie beneficia hujusmodi, de lege generali, reservantur S. Sedi. » — SANTI, lib. I, tit. xxviii, p. 233 et 234. — Voir RIGANTIUS, *ad Regul. 2. Cancellariæ* 53. 2. n. 3.

Il est des pays où la deuxième règle de la Chancellerie n'est pas observée, en vertu de concordats avec le Siège Apostolique : par exemple, en Allemagne.

« Hæc regula non procedit in Germania, vigore concordatorum ; Rota, part. VII. Decis. 250. num. 5. » — FERRAMIS, au mot : *beneficium* art. X. n. 6.

Il est d'autres pays où cette règle n'est pas observée, en vertu d'un privilège contraire, comme le dit encore le même canoniste :

« Prout etiam non habet locum ubi adsit aliquod privilegium in contrarium ; Rota, ibidem, num. 6. »

Lorsqu'un bénéfice paroissial n'est pas conféré, à titre définitif, mais qu'il s'agit seulement d'y députer un vicaire révo-

cable *ad nutum*, pour y exercer le ministère pastoral, le Vicaire capitulaire peut faire cette députation, qui n'est certainement pas visée par la deuxième règle de la Chancellerie.

« Si autem parœcia non conferatur in titulum, sed deputetur ad gerendam curam animarum Vicarius ad nutum, « deputatio fieri poterit « a Vicario capitulari. » — SANTI, lib. I, tit. xxviii, p. 234, n. 56.

Le Vicaire capitulaire peut aussi conférer les bénéfices manuels.

« Neque procedit hæc regula, dit Ferraris, in beneficiis « manualibus ; ROTA, ibidem, part. III. dec. 791. num. 3. »

Il peut donc, le siège vacant, préposer à la tête des paroisses, qui ne sont que des bénéfices *manuels*, des curés ou des recteurs amovibles. La raison en est que le bénéfice *manuel* n'est pas, à proprement parler, un véritable bénéfice, puisqu'il n'est pas *perpétuel*. Or, on sait qu'il est dans la nature du bénéfice d'être perpétuel, ou de donner à celui auquel on le confère le droit perpétuel d'en percevoir les fruits.

Mais si le Chapitre et le Vicaire capitulaire peuvent pourvoir aux bénéfices purement *manuels*, ils n'ont pas le même pouvoir en ce qui concerne les bénéfices perpétuels, comme les canonicals des cathédrales et les cures inamovibles.

Une autre question — S'il s'agit de la collation non libre d'un bénéfice, c'est-à-dire, de l'admission et de l'institution dans ce bénéfice d'un sujet présenté par le patron, soit laïque, soit ecclésiastique, le Vicaire capitulaire peut l'admettre et l'instituer, s'il est d'ailleurs idoine. — Cap. *Et si capitulum* 1. in 6° de institutionibus. — SANTI, lib. I, tit. xxviii, p. 234, n. 57. — II° règle de la Chancellerie.

Il peut également conférer les bénéfices qui doivent être conférés à l'élection d'un autre.

« Nec non poterit conferre beneficia ad alterius electio-

« nem conferenda. » — SANTI, *ibid.* II^e règle de la Chancellerie.

Les auteurs enseignent qu'il aurait le même pouvoir en ce qui concerne la collation d'un bénéfice qu'un privilège attribuerait à une personne désignée, par exemple, à un membre spécialement nommé de quelque université.

« Idem etiam dicendum esse docent Auctores si benefi-
« cium ex aliquo privilegio concedendum sit certæ personæ,
« ex. gr. nominato academico alicujus universitatis. » —
SANTI, *ibid.*

Le Chapitre peut aussi conférer, avec son Vicaire, un bénéfice dont la collation, *sede plena*, appartient à l'Évêque et au Chapitre *cumulative*.

« Pariter conferre poterit Capitulum cum Vicario suo bene-
« ficiū, cujus collatio, sede plena, competit Episcopo et Ca-
« pitulo cumulative. » — SANTI, *ibid.*

312. — CINQUIÈME RÈGLE GÉNÉRALE. — Ni le Chapitre, ni le Vicaire capitulaire ne succèdent à l'Évêque dans l'exercice des fonctions qui sont de l'ordre épiscopal, parce que ces fonctions requièrent le caractère épiscopal.

Mais, s'ils ne peuvent les exercer par eux-mêmes, ils ont le droit d'en accorder l'exercice, dans le diocèse, à un Évêque étranger.

« Cum nullus clericum parochiæ alienæ, præter licentiam
« Superioris ipsius debeat ordinare, sede vacante, Capitulum
« seu is, ad quem tunc temporis administratio spiritualium
« noscitur pertinere, dare possunt licentiam ordinandi. » —
Cap. *Cum nullus, de tempor. ordinat. in 6^o.*

« Quare, dit Santi, Doctores tradunt Capitulum et hodie
« ejus Vicarium posse concedere extero Episcopo facultatem
« in diocesi exercendi pontificalia, id est officium solemniter
« celebrandi, ecclesias consecrandi, conferendi ordines. » —
Ibid. p. 234, II. 59.

313. — SIXIÈME RÈGLE GÉNÉRALE. — Ni le Chapitre, ni le Vicaire capitulaire ne succèdent à l'Évêque dans les choses

qui appartiennent à ce prélat, à raison de sa dignité épiscopale.

Tel est, par exemple, le privilège, qui est accordé à l'Évêque, au dernier chapitre *De privilegiis in 6º*, de pouvoir, en voyage, célébrer, et faire célébrer la messe, hors de l'église, dans un lieu décent, sur un autel portatif.

Voir Leurenus, Pirhing et les autres canonistes, qui communément refusent ce privilège à ceux qui n'ont pas la dignité épiscopale.

Selon l'opinion la plus vraie, ni le Chapitre, ni le Vicaire capitulaire ne peuvent accorder les indulgences de quarante jours dont la concession appartient aux Évêques. Consultée sur le pouvoir du Vicaire capitulaire dans la question, la congrégation du Concile a répondu, le 13 Novembre 1688 : *Vicarius se abstineat*. Ferraris donne la raison de cette réponse :

« Et ratio nostra est quia licet concedere indulgentias sit « actus jurisdictionis, est tamen actus reservatus dignitati episcopali, cum sit de majoribus : cap. *Accedentibus* 12, De « excessibus prælatorum. » — Au mot : *Vicarius capitularis*, art. II, n. 53.

314. — SEPTIÈME RÈGLE GÉNÉRALE. — Avant qu'il ne se soit écoulé une année depuis la vacance du siège épiscopal, le Chapitre ne peut pas accorder des lettres dimissoriales à un clerc non obligé, à raison de son bénéfice, de recevoir les saints ordres, dans un temps déterminé.

Cette règle est formulée dans la session VII^e du Concile de Trente, chapitre x^e *de Reformatione*. La peine de l'*interdit* y est prononcée contre le Chapitre qui ne respecterait pas la défense du saint Concile.

Les clercs, qui auraient reçu les ordres mineurs, moyennant des lettres dimissoriales, contre cette défense, sont privés de *tout privilège clérical*.

Quant aux clercs, promus aux ordres majeurs, en vertu de

de ces lettres, ils sont déclarés *suspens*, de plein droit, de l'exercice de tous les ordres.

Dans le chapitre x^e de sa session XXIII^e, le même Concile défend non seulement aux Chapitres, mais à tous ceux qui gouvernent, à leur place, le siège vacant, d'accorder des lettres dimissoriales si ce n'est à celui qui est obligé de recevoir les ordres, *occasione obtinendi aut obtenti beneficii*. Cette défense atteint, par exemple, les Vicaires capitulaires, les Abbés exempts, les collèges, etc., qui, en vertu d'un privilège, jouiraient du droit de succéder au pouvoir épiscopal dans l'administration d'une église particulière.

Ensuite, le Concile frappe de la suspension totale de leur office et de leur bénéfice, pendant une année, le Vicaire capitulaire, les Abbés exempts et toutes les autres personnes qui, le siège vacant, accorderaient des lettres dimissoriales...

Si c'était le Chapitre cathédral, qui accordât ces lettres, il tomberait sous l'*interdit* porté par le chapitre x^e de la session VII^e précitée : *Subjaceat interdicto*. Si c'est le Vicaire capitulaire ou tout autre, l'*interdit* ne les atteint pas, mais bien la suspension dont nous venons de parler : *Suspensio ab officio et beneficio*.

Il arrive souvent que, vu la nécessité du diocèse, un Vicaire capitulaire demande au Siège Apostolique la faculté, *non obstante luctu anno*, de faire ordonner un certain nombre de clercs par un Évêque voisin.

La Congrégation du Concile accorde cette faculté, à la condition que le Chapitre de la cathédrale y donne son consentement par suffrages secrets. *Accedente Capituli cathedralis ecclesiæ capitulariter congregati consensu, per secreta suffragia, præstando*.

« Et aliquando conceditur facultas Vicario capitulari, dit « Ferraris, ut etiam infra annum a die vacationis sedis episcopalis possit concedere dimissorias ad ordines, *cum voto*

« *tamen pleni Capituli*, ubi pro servitio Ecclesiæ id necessarium esse fuerit judicatum, prout a Sac. Congr. Episcop. concessa fuit Vicario capitulari Antuerpiensis Ecclesiæ 15 Mart. 1598. » — FERRARIS, au mot : *Vicarius capitularis*, art. II, n. 3.

Cette condition est toujours insérée dans les indults relatifs à pareille concession. Aussi, supposé qu'elle ne soit pas de droit, on doit, au moins, selon nous, la considérer comme de *style*, puisqu'elle est une clause d'usage constant. On le sait : les choses de style sont celles qui sont en usage dans la Curie Romaine. « Stylus frequentius pro usu, seu praxi in tribunali libus recepta accipitur, dit Gonzalez, cap. *Quam gravi, de crimine falsi*. » — Lib. II, Decret. T. II, tit. xxx, p. 870.

Le style de la Curie, dit Marc Paul Léon, a force de loi. « Stylus enim Curiae habet vim legis. »

« Stylus enim Curiae, dit Giovine, jus constituit... Et confirmatur ex eo quod praxis Romanae Curiae aliud non est, nisi collectio consuetudinum quæ in ea legitime sunt præscriptæ, ac proinde constituunt leges, et adamussim observandæ sunt. Idque communi oraculo tenent Doctores... » — *de Dispensat. matrim.* T. I, p. 188.

« Stylus hoc modo definitus (pro observantia consueta) sive sit Palatii, sive Datariae, sive Cancellariae, sive Signaturæ, sive denique totius Curiae, servandus est pro lege. » — AMYDENIUS-MENDOSA, *Regul. 8. qu. 4.* n. 13 ; *Regul. 34. qu. 55.* n. 1. *apud* André, Cours de droit canon, T. VI, au mot *style*.

La clause précitée est mise entre parenthèse dans les indults émanant de la Congrégation du Concile.

Pour empêcher sans doute qu'elle ne soit omise par la faute des copistes, les formules de ces indults, au lieu d'être manuscrites, sont, depuis peu de temps, imprimées.

Visc-t-il aussi la première tonsure le décret du Concile de

Trente qui défend au Chapitre, et partant au Vicaire capitulaire, d'accorder des lettres dimissoriales pour les saints ordres, avant l'année de deuil accomplie, à d'autres que ceux qui sont obligés de les recevoir?

La question est controversée.

Ferraris pense que le Chapitre ne peut pas accorder des lettres dimissoriales pour la première tonsure, avant l'année de deuil accomplie. Il appuie son sentiment sur l'autorité de Barbosa, Quaranta, Garcia, de Luca, Monacelli, etc. » — FERRARIS, au mot : *Vicarius Capitularis*, art. II, n. 42.

« Controvertitur autem, dit Craisson, utrum decretum modo
« relatum intelligendum sit etiam quoad primam tonsuram :
« communior sententia affirmat ; D. Bouix propendit in sen-
« tentiam negantem, propter quamdam decisionem S. C. Conc.
« in qua dicitur quod, sede vacante, Vicarius Capitularis non
« prohibetur dimissorias dare ad primam tonsuram. » —
Man. jur. can. T. I, p. 642, n. 1266.

Santi se prononce avec Bouix pour la négative, s'appuyant aussi sur cette réponse de la S. Congrégation du Concile. Voici ses paroles :

« Exceptio autem duplex datur : I^a exhibetur a S. Congre-
« gationis Concilii responso a Garzia de benef. p. 5, c. 7, n. 93,
« relato per hæc verba : « Congregatio censuit textum hunc
« (c. 10. sess. VII, *de Reform.*) non comprehendere primam
« tonsuram. « Quare, quoad primam tonsuram, dimisso-
« rias statim poterit concedere Vicarius. » — SANTI, lib. I,
tit. xxviii, n. 60. — Voir la déclaration de la congrégation
du Concile, du 10 Février 1594, rapportée par Garzia.

En présence de cette déclaration, il paraît difficile de ne pas se ranger au sentiment de Bouix et de Santi.

315. — HUITIÈME RÈGLE GÉNÉRALE. — Le Vicaire capitulaire peut, le siège vacant, visiter le diocèse, après une année écoulée, depuis la dernière visite faite par l'Évêque.

C'est l'enseignement commun des Docteurs, appuyé sur

plusieurs déclarations de la S. Congrégation du Concile, notamment sur celles du 28 Juin 1708 et du 13 Septembre 1721. On trouvera ces déclarations dans Benoît XIV. *De synodo diœcesan.* Lib. II, cap. ix, n. 6.

316. — NEUVIÈME RÈGLE GÉNÉRALE. — Le Vicaire capitulaire peut réunir un synode, le siège vacant, pourvu qu'il se soit écoulé une année entière depuis le dernier synode célébré par l'Évêque.

C'est le sentiment commun des auteurs. — Voir BENOÎT XIV, *ibid*, loc. cit. cap. ix, n. 5 et 6.

Toutefois, le Vicaire capitulaire d'une église métropolitaine ne pourrait pas convoquer un synode provincial. Santi en donne la raison. « Indecens enim esset Vicarium capitulare Metropolitane Ecclesie potestatem exercere posse supra veros et ordinarios Episcopos, eosque in synodum cogere. » — Lib. I, tit. xxviii, p. 237, n. 64.

C'est à l'Évêque le plus ancien de la province qu'appartient, dans ce cas, le droit de convoquer et de présider le synode. C'est ce que dit encore Santi :

« Quare, vacante Sede Metropolitana, ex mente Concil. Tridentini S. Congr. Conc. in Taraconen. 10 Feb. 1624 decrevit jus Provinciale concilium indicendi et celebrandi (nempe præsidendi), sede vacante, non ad Capitulum Metropolitanum, sed ad antiquiorem provincie Episcopum pertinere. » — *Ibid*.

317. — Le Vicaire capitulaire peut-il, pendant la vacance du siège, agréger des étrangers au diocèse dont il a le gouvernement provisoire ?

Santi répond avec de Angelis qu'il a ce pouvoir.

« Respondet de Angelis posse peragere Vicarium facultate expedita. » — *Ibid*. p. 237, n. 65.

Le Vicaire capitulaire peut-il aussi excorporer des sujets du diocèse, le siège vacant ?

L'excorporation étant une sorte d'aliénation, elle n'est pas

permise au Vicaire capitulaire, sans l'autorisation du Siège Apostolique, disent les mêmes canonistes.

« Secundum vero (excardinatio) non posse sine licentia « Sedis Apostolicæ; eo quia excardinatio refert speciem aliæ nationis, quæ Vicario capitulari non permittitur. » — SANTI, *ibidem*.

318. — Quelle est la préséance dont jouit le Vicaire capitulaire, le siège vacant, vis-à-vis du Chapitre de l'église cathédrale?

Nous laissons la réponse à la Congrégation des Rites.

— « Præcedentiam, sede vacante, deberi Vicario capitulari « post digniorem de Capitulo. » — n. 1013. ad 5. die 9. Decemb. 1634.

— « Vicario capitulari locum competere tam in choro quam « in processionibus a sinistris primæ Dignitatis, vel prima « Dignitate deferente SS. Sacramentum a sinistris primi et « dignioris canonici representantis Capitulum. » — n. 1877. die 16. Mart. 1658.

— « Vacante sede episcopali, Vicarium capitularem in choro, « sessionibus, cæterisque ecclesiasticis functionibus dignio- « rem locum dimittere debere primæ Dignitati Capitulum « representanti. » — n. 1957. die 15 Feb. 1659. n. 3010. die 23 Jan. 1683.

— « Verumtamen, neque intra, neque extra cathedralem, « competunt Vicario capitulari supra Capitulum honorificen- « tiæ ac distinctiones adhibitæ Vicario generali Episcopi; sed « hæc spectant ad primam Dignitatem Capituli, ordine suc- « cessivo.

« Neque Vicarius capitularis, jure proprio, sacras functio- « nes peragere potest, tum intra, tum extra cathedralem, in- « terveniente Capitulo. » — S. R. C. 22 April. 1871. — Voir *Prælectiones juris canonici*, par M. Bargilliat, professeur de droit canonique, au grand Séminaire de Quimper, T. I, p. 629.

Quelle est la raison pour laquelle la première Dignité du Chapitre doit précéder le Vicaire capitulaire ?

La voici, telle qu'elle est donnée par Ferraris :

« Et ratio, quare prima Dignitas præcedat Vicario capitulari, potest esse quia, sicut se habet Vicarius Episcopi ad Episcopum, ita regulariter se habet Vicarius capitularis ad Capitulum... Unde cum Episcopus præcedat Vicario suo, æquum est ut saltem prima Dignitas Capituli præcedat Vicario ejusdem Capituli, quæ tanquam caput representat et continet eminenter totum corpus Capituli. Cap. *Legimus*. » — 24. dist. 93, et *Glossa*, ibi, verb. *Continentur*. » — FERRARIS au mot *canonicatus*, art. VII, n. 47.

349. — Les Vicaires capitulaires, en France, doivent-ils être agréés par le chef de l'État, avant d'administrer, *au point de vue civil*, les diocèses vacants ?

Ils doivent, avant de s'ingérer dans cette administration, être agréés par le chef de l'État. — Voir l'article 6 du décret de 1810.

Qu'arriverait-il s'ils se mêlaient d'affaires dans lesquelles le Gouvernement civil intervient ?

Ils tomberaient sous l'application de l'article 6 du décret du 18 Germinal, an X, qui énumère parmi les cas d'abus : l'usurpation ou l'excès de pouvoir.

De plus, ils s'exposeraient à n'être pas agréés, en qualité de Vicaires capitulaires.

En attendant cet agrément, c'est avec le Doyen du Chapitre que le Gouvernement correspond ; c'est avec lui qu'il traite toutes les affaires diocésaines qui, selon notre jurisprudence civile, exigent son approbation.

Voir le décret de Germinal, an X. — La décision ministérielle du 29 Brumaire, an XII.

De la cessation du pouvoir du Vicaire Capitulaire.

320. — Quand expire le pouvoir du Vicaire capitulaire ?

Il expire, au moment où le nouvel Évêque a exhibé au Chapitre les lettres Apostoliques ou les bulles qui lui confèrent l'Évêché vacant.

« Eum in officio permanere quousque novus Episcopus litteras Apostolicas, de collato sibi Episcopatu, Capitulo, « juxta Bonifacii VIII, Prædecessoris Nostri Constitutionem « (Extravag. *Injunctæ* de electione inter communes), vel Capitulo deficiente, ei exhibuerit, qui, ad normam sacrorum « canonum, vel ex speciali S. Sedis dispositione, vacantem « diocesim administrat, vel ejusdem Administratorem seu « Vicarium deputat. » — Constitution « Romanus Pontifex » de Pie IX, 1873. — Voir l'Extravagante *Injunctæ*.

Le pouvoir du Vicaire capitulaire cesse par sa mort. « *Mors omnia solvit* », dit la maxime du droit.

Il cesse par sa *démission*, ou par sa *révocation*, canoniquement prononcée, après examen et jugement de la cause, à la Congrégation du Concile ou à celle des Évêques.

Dans ces trois cas, le pouvoir du Chapitre revit, puisque la juridiction, qu'il avait transmise au Vicaire capitulaire, n'existe plus, et que le diocèse ne peut pas rester sans administration.

Le Chapitre doit alors élire un nouveau Vicaire capitulaire, conformément aux dispositions canoniques, comme il l'a fait après le décès de l'Évêque.

C'est ce que prescrit Pie IX dans sa constitution : « Romanus Pontifex », en confirmant d'ailleurs les décrets de ses prédécesseurs touchant la question.

« Confirmantes autem alia etiam decessorum Nostrorum, « et præsertim S. M. Pii VII, decreta et dispositiones, declaramus et decernimus ut si interea Vicarius capitularis « decesserit, aut sponte sua muneri suo renuntiaverit, aut ex

« alia causa officium ipsum legitime vacaverit, tunc Capitulum, vel Capitulum deficiente, qui potestatem habet deputandi vacantis ecclesiæ Administratorem seu Vicarium, « novum quidem Vicarium; vel Administratorem eligat... »

L'élection du nouveau Vicaire capitulaire, dans les cas qui nous occupent, doit se faire aussi, dans les huit jours, à partir de la mort, de la démission ou de la révocation susdites. Telle est la règle observée, en tous ces cas, dans la pratique, avec l'approbation du Siège Apostolique, bien que la disposition du Concile de Trente, fixant ce délai, mentionne seulement la vacance de l'Évêché par la mort de l'Évêque. — Voir SANTI, lib. I, tit. xxviii, p. 226.

Le Vicaire capitulaire, qui serait élu ou nommé Évêque du diocèse dont il a l'administration, perdrait-il, par le fait de cette élection ou nomination, son pouvoir de juridiction sur ce diocèse?

Il semblerait qu'il le perdit. Confirmant le chapitre xvii, *De Electione* et le chapitre v *De Electione in 6º*, Pie IX, dans sa constitution « *Romanus Pontifex* », déclare nuls, invalides et faits par des gens sans pouvoir, tous les actes accomplis par les ecclésiastiques élus ou nommés à un Évêché, sur le territoire de cet Évêché.

Mais, selon Santi, il ne s'agit pas, dans ces documents pontificaux, de celui qui, ayant été nommé Évêque, après son élection comme Vicaire capitulaire, continuerait à administrer le diocèse pour lequel il est présenté. Il s'agirait seulement des clercs, non Vicaires capitulaires, qui, élus par le Chapitre, ou présentés par le pouvoir civil pour un Évêché vacant, oseraient prendre immédiatement le gouvernement de cet Évêché, rien qu'en vertu de cette élection ou de cette simple présentation.

« At dicendum est hæc loca juris non sese referre ad casum « Vicarii capitularis, qui prosequatur administrationem diocæcescos; bene vero respicere extraneos electos, qui vi tan-

« tummodo electionis ante canonicam confirmationem præsumant jurisdictionem sibi arrogare. Ad quorum fraudes præcavendas vetuit Gregorius X, *in* Cap. v, *de Elect.*, « *in* 6°, ne electus quocumque colore, etiam nomine procuratorio Capituli, diœceseos habenas suscipiat. » — Lib. I, tit. xxviii, p. 238.

Est-ce au Chapitre qui l'a élu ou au nouvel Évêque que le Vicaire capitulaire doit rendre compte de son administration, pendant la vacance du siège ?

C'est au nouvel Évêque et non au Chapitre, comme le dit nettement le Concile de Trente.

« Episcopus ad ecclesiam vacantem promotus, ex iis quæ ad eum spectant, ab eisdem Oeconomis, Vicario et aliis quibuscumque Officialibus qui, sede vacante, fuerunt a Capitulo vel ab aliis in ejusdem locum constituti, etiamsi fuerint ex eodem Capitulo, *rationem exigat* officiorum, jurisdictionis, administrationis... » — Trid.

IV

LE VICAIRE FORAIN

321. — Le Vicaire *forain* ou du dehors : *foras*, est ainsi appelé, parce qu'il exerce, hors de la ville épiscopale, sur certaines parties du diocèse, la juridiction qui lui est déléguée.

Sa juridiction est celle que l'Évêque veut bien lui conférer. Aussi, ses pouvoirs varient-ils, et sont-ils plus ou moins étendus selon les diocèses...

Les Vicaires *forains* ont une origine fort ancienne. Ils ont remplacé les chorévêques, qui aidaient et soulageaient les Évêques dans leurs fonctions pastorales, aussi bien à la ville qu'à la campagne.

Les chorévêques, abusant peu à peu de leur autorité, furent tout-à-fait supprimés, en Occident, vers le milieu du x^e siècle.

On trouvera des renseignements sur ces auxiliaires des Évêques dans l'ouvrage de Benoît XIV : *De synodo diœcesana*, lib. III, cap. III, n. 6.

Aux chorévêques succédèrent les Archiprêtres ou les Doyens ruraux qui avaient certains pouvoirs sur des parties très restreintes dans un diocèse. Ils étaient les Vicaires ruraux ou *Forains* des Évêques, dit Benoît XIV.

« Erant igitur..... Decani et similes, in Chorepiscoporum « locum suffecti, Vicarii rurales seu *Foranei* Episcoporum. » — *Ibid.* n. 7.

Innocent IV en parle dans le chapitre 1 *De offic. Ordin.* in 6°. — Clément V en parle plus expressément dans la Clémentine 2 *De Rescriptis*.

« Ex quo capite, dit Santi, eruitur hosce Vicarios habuisse jurisdictionem circa aliquas causas, et ab eorum « sententia appellari potuisse ad tribunal Episcopi. » — Lib. I, *Decretal.*, tit. xxviii, p. 224.

Le même canoniste ajoute :

« Verum, ex hodierna praxi, adeo limitata est horum « Vicariorum potestas, ut vi officii et mandati generalis « jurisdictionem forensem amiserint, et solummodo exer- « ceant vigilantiam circa vitam et mores clericorum et legum « ecclesiasticarum observantiam, et præsertim circa obser- « vantiam festorum dierum, de quibus referunt ad Episcopum ; necnon modicam habent jurisdictionem circa causas clericorum quæ æconomice pertractantur. » — *Ibid.*

En quoi le Vicaire *forain* diffère-t-il du Vicaire *général* ?

Il y a entre l'un et l'autre plusieurs différences.

1. Le Vicaire *forain* n'a, dans les diocèses, qu'une juridiction restreinte et limitée, tandis que le Vicaire *général* y

a une juridiction *générale*, qui s'étend à tout le territoire de ces diocèses.

2. On peut appeler du Vicaire *forain* à l'Évêque ou au Vicaire *général*, tandis que l'on ne peut pas appeler à l'Évêque du Vicaire *général*, puisque l'un et l'autre forment une même personne morale et comme un même tribunal.

3. On ne confiait point, jadis, pas plus qu'on ne le fait aujourd'hui, les causes *graves* au Vicaire *forain* : ces causes étaient et sont encore commises au Vicaire *général*.

4. Le Vicaire *forain* n'a, en vertu de son mandat, ou comme tel, aucune préséance sur le clergé. Il ne peut pas précéder les Curés ou Recteurs des paroisses plus anciens d'ordination ou d'installation, si ce n'est dans les réunions ou les conférences qu'il préside, au nom de l'Évêque.

Le Vicaire *général*, au contraire, a un office qui est considéré comme une *dignité*, lui conférant par là même la préséance dans tout le diocèse.

L'office du Vicaire *forain* n'est, de droit commun, attaché ou annexé à aucun bénéfice. Aussi, l'Évêque peut-il conférer cet office à un prêtre qui ne serait pas Curé ou Recteur de paroisse, et n'aurait pas le droit d'être appelé au synode diocésain, auquel cependant il devrait se rendre, s'il y était convoqué. — Voir BENOT XIV, *De synodo diocæses.*, lib. III, cap. III, n. 10. — SANTI, *loco jam citato*.

TITRE XXIX

DE L'OFFICE ET DU POUVOIR DU JUGE DÉLÉGUÉ

I

OFFICE DU JUGE DÉLÉGUÉ

322. — Après les Vicaires, il est question du Juge délégué, car celui-ci, comme le Vicaire, est le vice-gérant d'un autre, mais dans un autre tribunal.

La rubrique du titre présent établit une distinction entre l'*office* et le *pouvoir* du juge délégué. « Nam etsi plerumque
« pro eodem sumantur, stricte tamen differunt, » dit Schmalzgrueber. — Tit. xxix, n. 24.

Le mot *office* signifie ici la manière dont le délégué exerce son pouvoir. « *Officium* significat modum quo Judex delegatus potestatem exequatur. » — SANTI, tit. xxix, n. 2.

Le mot *pouvoir* exprime ce que peut faire ce délégué. « Potestas exprimit quid possit agere hic judex. » — *Ibidem*.

Le Juge délégué est celui qui possède une juridiction qui ne lui est pas propre, et qu'il n'exerce pas, en son propre nom, mais au nom de celui qui la lui a donnée.

« Judex Delegatus, dit Schmalzgrueber, is erit, qui non
« munere proprio, sed ex commissione ipsius juris, vel alterius hominis propriam et ordinariam jurisdictionem habentis, jurisdictionem derivatam exercet. » — Tit. xxix, n. 4.

Il y a diverses sortes de délégués.

Les uns sont délégués par le droit : « *Delegati a jure*,

« sive ex commissione ipsius legis seu canonis » ; les autres sont délégués *ab homine* seu a *judice ordinario*.

Il y a des délégués *généraux* et des délégués *particuliers*. Les délégués généraux sont ceux qui sont pour toutes les causes : *ad universitatem causarum*, par exemple, pour toutes les causes matrimoniales.

Les délégués *particuliers* sont ceux qui ne sont délégués que pour une cause ou pour quelques causes spéciales et déterminées.

La délégation, tant *générale* que *particulière*, s'appelle *personnelle*, si elle est accordée *intuitu personæ* ; elle est dite *réelle*, si elle est accordée à la dignité : *intuitu dignitatis*.

La délégation est considérée comme *personnelle*, si le nom du délégué est exprimé dans la formule, par exemple, dans les termes suivants : « *Te personaliter delegamus*, etc., *confidentes de tua circumspectione et industria*, etc. »

La délégation est considérée comme *réelle*, si elle est octroyée en termes qui expriment ou bien la dignité, et non la personne, comme, par exemple : *Archiepiscopo Lugdunensi* ; ou bien le nom même du délégué, mais après la désignation de sa dignité, comme, par exemple : *Archiepiscopo Lugdunensi N. N.*

On peut classer parmi les délégations *réelles* les délégations générales qui sont octroyées par le Souverain Pontife ou par les conciles œcuméniques, par exemple, dans les termes qui suivent : « *Episcopis tanquam Sedis Apostolicæ delegatis*. » Le concile de Trente délègue ainsi les Évêques dans plusieurs cas.

« In his casibus, dit le cardinal Soglia, appellationes ad « Summum Pontificem deferuntur, et Vicarii generales, vi « generalis mandati non procedunt, et demum, vacante sede, « hæc delegata jurisdictio ad capitulum non devolvitur. » — *Institutiones juris privati*, pag. 433 et 434.

II

POUVOIR DU JUGE DÉLÉGUÉ

323. — L'étendue du pouvoir du Juge délégué se mesure, en général, sur la nature de la cause déléguée et sur les termes du rescrit qui l'accorde. Aussi, avant tout, le Juge délégué doit-il exhiber son mandat de délégation et en observer strictement les prescriptions et les limites. Cependant, il ne lui est pas défendu, pour cela, de connaître des choses connexes, et de poser tous les autres actes sans lesquels sa délégation ne pourrait atteindre son but.

« Hoc ipso tamen non vetatur de connexis cognoscere, « aliaque peragere sine quibus delegatio ad exitum perducitur nequit. » — *Ibid.*, p. 432.

Le Juge délégué ne peut pas subdéléguer à autrui son mandat ou ses pouvoirs, à moins qu'il ne soit délégué *ad universitatem causarum*.

Dans ce cas, on présume, à bon droit, que le délégué peut subdéléguer un autre pour remplir telle et telle fonction de son mandat.

Celui qui a été délégué par le Pontife Romain peut subdéléguer. — *Cap. 62 de Appellatione SS. ult.* — Il peut subdéléguer, alors même que, dans sa commission, il n'est pas fait mention du pouvoir de subdéléguer. Voilà le principe général.

Cependant, le délégué Pontifical ne pourrait pas subdéléguer, s'il avait été choisi expressément à cause de ses qualités *personnelles* : *dummodo tamen non electa fuerit industria personæ*. Il est facile de constater que ce choix existe, dit Santi.

« Quod cognosci potest, vel ex tenore delegationis, videlicet si dictum fuerit, ut delegatus per seipsum causam vi-

« deat, aut negotium expediat, — vel etiam ex qualitate et
 « gravitate negotii, quod ideo alicui commissum fuit, quia
 « reputabatur aptior præ aliis ad illud expediendum. » —
Lib. I Decretal., tit. xxix, p. 242, n. 8.

Le délégué Pontifical ne pourrait pas encore subdéléguer, dans le cas où, l'affaire déjà connue, traitée et en quelque sorte décidée par le Souverain Pontife, ne lui est confiée que pour la terminer ou la mettre à exécution. — *Cap. ultimum hujus tituli, parag. ultim.* Par exemple, lorsqu'il s'agit d'une dispense matrimoniale, le délégué Pontifical seul a le pouvoir de l'exécuter ; il peut seulement subdéléguer une autre personne pour la vérification de la vérité des choses contenues dans la supplique. — Voir SANTI, *ibidem*.

Comment expire le mandat du délégué ?

Il expire de plusieurs manières.

1. Il expire, à la mort de celui qui a accordé la délégation, *re adhuc integra*, c'est-à-dire, si le délégué n'a pas encore commencé l'affaire ou les affaires qui font l'objet de son mandat.

« Morte delegantis, re adhuc integra, hoc est ante litis
 « contestationem, vel citationem. Nam, ex communi sen-
 « tentia doctorum, in cap. 19 et 20 de Officio Jud. Deleg.,
 « non solum contestatione, sed etiam citatione, delegatorum
 « jurisdictio perpetua evadit. » — SOGLIA, *ibid.*, p. 434.

2. Il expire à la mort du délégué lui-même, à moins que la délégation ne soit réelle, c'est-à-dire, attachée non à sa personne, mais à sa dignité : dans ce cas, la délégation passe à son successeur, puisque la dignité ne meurt pas.

« Morte delegati, nisi delegatio sit realis, seu intuitu dig-
 « nitatis, non personæ facta : tunc enim transit ad successo-
 « rem, quum dignitas non moriatur. » — *Ibid.*

3. Le mandat du délégué expire par la révocation de ce mandat, soit que l'affaire soit intacte, ou non : *sive res integra, vel non integra sit*. *Cap. xxiv de Rescript.* et L. 58 ff.

de Judiciis, ubi Jurisconsultus ait : « Judicium solvitur, « vetante eo qui judicare jusserat. »

4. Ce mandat expire, quand le temps fixé pour terminer la cause est écoulé, à moins qu'il ne soit prorogé du consentement commun des parties intéressées.

5. Enfin, il expire, lorsque la sentence est prononcée, ou exécutée.

Il expire, une fois la sentence prononcée, si le Juge a été délégué par l'Ordinaire, par exemple, par l'Évêque auquel il appartient d'exécuter la sentence. — Cap. *Si quis* de foro compet.

Il n'expire qu'après l'exécution même de la sentence, si le Juge a une délégation émanant du Pontife Romain.

« Non per sententiæ prolationem, sed per executionem « finitur ejus potestas. » — *Ibid.*

Quelles sont les qualités requises dans les personnes déléguées ?

1. *En droit*, aucune personne ne peut être déléguée par le Souverain Pontife, à moins qu'elle ne soit constituée en quelque dignité ecclésiastique, ou nantie de quelque personnat, ou d'un canonicat dans une église cathédrale. C'est ce que déclare expressément le chapitre « *Statutum II de Rescriptis in 6^o*. »

Nous avons dit *en droit*. Nul n'ignore que le Souverain Pontife qui peut, suivant l'opinion commune, déléguer, pour les causes ecclésiastiques, même un simple laïque, peut, *a fortiori*, quand il lui plaît, déléguer pour ces causes, un simple clerc, quel qu'il soit.

« Pontifex, qui est supra omne Jus Ecclesiasticum, laico « committere etiam causarum universitatem potest, non tantum temporalium, quæ inter clericos intercedunt, sed etiam « spiritualium qualiumcumque, ut cum communi notat Hostiensis. » — SCHMALZGRUEBER, tit. XXIX, n. 14.

« Dicitur « de Jure », dit aussi M^{gr} Grandelaude : « nam « S. Pontifex potest causas ecclesiasticas delegare simpliciter »

« laico, ac proinde a fortiori, cuilibet clerico. Sed tunc requiritur ut rescriptum contineat clausulam derogantem juri communi, vel ut dicat se *ex certa scientia* huic clerico talem causam committere; secus irriti essent omnes actus illius delegati judicis. » — T. I, p. 316.

2. Le délégué de l'Évêque peut être un simple prêtre, voire même un clerc inférieur, ou un religieux.

On comprend que le droit ait exigé une dignité dans le délégué Pontifical, à cause de l'honneur spécial dû au Vicaire de Jésus-Christ, tandis qu'il n'en exige pas dans le délégué Épiscopal. — SCHMALZGRUEBER, *ibid.*, n. 15.

Que penser de la validité des actes accomplis par le délégué, après la mort de celui qui lui a donné ses pouvoirs, s'il ignorerait qu'il n'existait plus?

Suivant une première opinion, ces actes seraient valides. Sanchez, qui la soutient, l'appuie sur la volonté présumée du successeur de celui qui a délégué et sur la disposition tacite du droit voulant, dans ce cas, que l'ignorance du Juge ne soit pas préjudiciable aux parties intéressées. — *Tractat. de matrimonio*, lib. III, D. 22, n. 5 et seq.

Suivant une seconde opinion, ces actes seraient invalides, le droit déclarant que la juridiction expire à la mort de celui qui a délégué, excepté dans le cas où l'affaire a été déjà entamée : *si res jam non sit integra*.

« In his quæ de jure sunt nulla, dit M^{sr} Grandelaude, nihil operatur ignorantia, ut colligitur ex jure Romano : ea autem regula est in jure canonico recepta. » — *Jus. Can.*, T. I, p. 320.

Si cependant l'ignorance du délégué touchant la mort de celui dont il tenait son mandat concourait avec l'erreur commune, les actes en question seraient valides, ajoute le même canoniste.

« Supponitur tamen quod delegati ignorantia non concurrat cum errore communi : nam in hoc casu jurisdictio sustinetur, et valent acta a delegato. » — *Ibid.*

Avant de terminer l'explication du titre présent, nous devons, à l'occasion des chapitres premier et dernier de ce titre *in 6°*, dire quelques mots des Juges Synodaux, des Juges Conservateurs et des Examineurs Synodaux.

III

DES JUGES SYNODAUX

324. — Le droit d'appel immédiat au Siège Apostolique est incontestable. Étienne de Tournai fait consister la dignité de l'Église Romaine dans ce droit qui est commun à tous les fidèles. Saint Bernard appelle *le diamant le plus précieux de la tiare Pontificale* le privilège qu'à le Pape d'accepter immédiatement l'appel de tous ceux qui recourent à son jugement sans appel. — BENOÎT XIV, de synod. diœces lib. IV, cap. v, n. 1.

Dans le chapitre *Statutum de rescriptis in 6*, Boniface VIII établit que les causes déférées directement au Souverain Pontife par des personnes demeurant dans des diocèses étrangers, et éloignées de Rome, seraient étudiées et jugées par des juges choisis dans ces diocèses mêmes.

Ces juges devraient être ou constitués en dignité ecclésiastique, ou avoir, au moins, un personnat, ou un canonical dans une église cathédrale.

« *Nullis nisi dignitate præditis, aut personatum obtinentibus, seu Ecclesiarum Cathedralium Canonicis causæ... committantur.* »

Le concile de Trente a renouvelé la constitution de Boniface VIII et y a ajouté certaines prescriptions très sages.

Il veut que, dans chaque diocèse, il soit nommé en synode provincial ou diocésain, quatre juges, au moins ; ces juges devront être pourvus des qualités exigées par la constitution

« Statutum » de Boniface VIII, c'est-à-dire, qu'ils devront posséder ou une dignité ecclésiastique, ou un personnat, ou un canonicat dans une église cathédrale. « Ita ut habeat quæque diœcesis quatuor saltem, aut etiam plures probatas personas, ac, ut supra, qualificatas. » — Trid. Sess. XXV, cap. x, *de Reform.*

Toutefois, il faut le remarquer : il n'est pas nécessaire que les Juges Synodaux à élire possèdent une dignité ecclésiastique, ou un personnat dans des églises *cathédrales*. Il suffit qu'ils aient cette dignité ou ce personnat, ailleurs que dans ces églises, pourvu qu'ils l'aient en réalité. Le texte de la constitution « Statutum », visée par le concile de Trente, est clair et précis : il emploie l'alternative « *vel* » qui ne laisse aucun doute à ce sujet.

Ce qui est requis, pour un chanoine que l'on veut nommer Juge Synodal, c'est la possession d'un *canonicat* dans une église *cathédrale*. Par exemple, un chanoine d'une simple collégiale ne saurait être élu Juge Synodal, puisque la constitution susdite porte « *vel ecclesiarum cathedralium canonici existant.* »

Mais si le chanoine de cette collégiale était docteur, alors qu'il n'y eût dans le Chapitre cathédral aucun chanoine pourvu de ce grade, pourrait-il être élu Juge Synodal ?

Il ne le pourrait pas davantage, comme l'a répondu la congrégation du Concile à la question suivante :

« *An possit eligi in Judicem Synodalem canonicus ecclesiæ collegiatæ, qui sit doctor, si non extent in cathedrali doctores vel saltem ita idonei?* »

R. « *Non posse.* »

Voir MATTHÆUCCI : *Officialis curiæ ecclesiasticæ*, p. 94, n. 6.

La nomination des juges une fois faite, les noms de ces juges doivent être adressés au Pontife Romain.

« *Alioquin post designationem factam, quam statim Episcopi ad Romanum Pontificem transmittant.* »

Le saint Concile déclare *subreptice* la délégation d'autres juges qui seraient nommés dans d'autres conditions et sans ces formalités.

« *Delegationes quæcumque aliorum judicium, aliis, quam his factæ, subreptitiæ censeantur.* »

Lorsque quelqu'un des Juges Synodaux vient à mourir, comment doit-on le remplacer?

L'Évêque du lieu doit en nommer un autre à sa place, après avoir consulté le Chapitre de son église cathédrale.

« *Et si aliquem interim ex designatis mori contigerit, substituat Ordinarius loci, cum consilio capituli, alium in ejus locum usque ad futuram provincialem aut diocesanam synodum.* »

Il y a donc obligation pour les Évêques, aux termes du concile de Trente, de nommer des Juges Synodaux et de notifier cette nomination au Souverain Pontife, afin qu'il puisse leur déléguer les causes qui lui sont soumises.

Il faut avouer toutefois que si, dans certains diocèses, on nomme des Juges Synodaux, il y en a peu dont les prélats envoient à Rome les noms de ceux qui ont été nommés.

Cela étant, le Souverain Pontife confie le jugement des causes étrangères qui lui sont soumises à des personnes ecclésiastiques, revêtues des conditions exigées par le chapitre *Statutum* de Boniface VIII, sans tenir compte des Juges Synodaux qu'il ne connaît pas. Cela est fâcheux, parce qu'il arrive souvent que les personnes ainsi choisies sont moins capables et moins aptes à juger ces causes.

Aussi, des Évêques se sont souvent plaints à la Sacrée Congrégation du Concile de ce que le Siège Apostolique déléguait pour juger ces causes des personnages ecclésiastiques d'une inaptitude reconnue.

Tenant compte de ces plaintes, la dite Congrégation a, maintes fois, ordonné aux officiaux chargés de ces délégations

tions de se conformer, dans l'accomplissement de leur mandat, aux prescriptions du concile de Trente.

Lorsqu'il était secrétaire de la congrégation du Concile, Benoît XIV exposa lui-même à l'assemblée, dont il était le rapporteur, qu'un Évêque avait demandé que l'on confiât le jugement des causes des diocèses éloignés de Rome aux seuls juges élus dans les synodes diocésains, et non aux Protonotaires Apostoliques qui n'étaient pas tous aussi éminents par leur science que par leur dignité.

Le 17 novembre 1725, cette demande fut prise en considération, et il fut décidé que le Cardinal Préfet de la Congrégation s'entendrait sérieusement avec le Cardinal Pro-Dataire, pour que l'on observât strictement les dispositions du Concile de Trente, relatives à la délégation des Juges Synodaux.

« *Hac die 17 Novembris 1725, a Domino Cardinali « Præfecto serio agendum esse cum Cardinali Pro-Da-
« rio, ut a suis Administris adamussim servari mandaret
« Tridentini sanctionem.* » — BENOÎT XIV. *De Synodo
dioces.* lib. IV, cap. v, n. 6.

Maintenant, à qui peut-on reprocher l'inobservation de ces dispositions, si ce n'est à ceux qui, en négligeant de désigner au Souverain Pontife les Juges Synodaux qu'ils ont nommés, le mettent dans la quasi-nécessité de ne pas observer les lois qu'il a portées lui-même?

« *Sed id verisimiliter procedit ex eo... sive quod diœ-
« cesani Episcopi ex sua parte etiam non curent ad
« Summum Pontificem transmitti nominationes, et de-
« signationes judicium, a Synodo factas, quod tamen
« juxta hoc decretum facere tenentur, et sic Papa, ex
« quadam quasi necessitate justitiæ administrandæ, de-
« cretum non observat.* » — Ibid.

Les officiaux de la cour Pontificale, ajoute spirituellement le savant pontife, ne sont pas devins; ils ne peuvent pas savoir quels sont dans les diocèses les prêtres les plus

aptes à remplir un mandat Apostolique... Ils délèguent à cet effet ceux qui sont décorés d'un titre *spécieux* quelconque, sans ignorer que ce titre n'est pas toujours une garantie de science dans celui qui le possède.

« *Officiales Sanctæ Sedis divinare non possunt... ac propterea Apostolicæ litteras ad eos dirigunt quos audiunt aliquo titulo specioso condecoratos, quamvis non ignorent sub specioso tituli cortice homines aliquando latere satis rudes et crassos.* »

Mais, dira-t-on peut-être, pourquoi les Évêques nommeraient-ils des Juges Synodaux ? N'est-ce pas ériger à côté d'eux des tribunaux rivaux des leurs, des tribunaux indépendants et permanents ?

Cette objection tombe d'elle-même, quand on sait que ces juges n'ont aucune juridiction, avant qu'ils ne soient délégués, pour chaque cause qui leur est soumise. « *Personas designandas in synodo ex cap. 10, sess. 25 (Trid.) ante delegationem nullam habere jurisdictionem.* » — Cong. Concil., 15 Martii 1601 in causa *Januen.*

Bien plus, pour leur ôter toute prétention d'avoir un tribunal personnel avec des ministres personnels, la Congrégation du Concile enjoint aux Juges Synodaux de se servir des notaires de la Curie Épiscopale dans le jugement des causes qui leur sont soumises.

« *In hujusmodi appellationum causis, ad Judices Synodales delatis, adhibendos esse Notarios Curix Episcopalis.* » — In causa *Alben*, die 15 Januari 1636.

Mais, dira-t-on encore : les Évêques ne peuvent pas toujours tenir leurs synodes aux époques fixées par le Concile de Trente. Ils ne peuvent donc pas avoir toujours des Juges Synodaux régulièrement nommés, puisque leur mandat est limité au temps qui sépare un synode d'un autre synode. Si l'époque canonique est échue, le mandat n'existe plus.....

Nous répondrons à cette objection :

Au cas où ils ne peuvent point réunir leurs synodes, aux époques régulières, il est facile aux Évêques de demander au Souverain Pontife un indult qui leur permette de désigner des Juges Synodaux, avec le conseil de leur Chapitre cathédral.

« *Si enim potestatem, quam ceteroquin non haberent, a Sacra Congregatione Concilii petant, eique simul causas exponant, propter quas Synodum celebrare nequeunt, hanc facultatem eisdem impertietur Iudices Synodales, cum consilio Capituli, designandi.* » — *De synodo diœces.*, lib. IV, cap. v, n. 7.

Mais si, dans l'intervalle canonique d'un synode à un autre, les Juges Synodaux régulièrement élus sont décédés, que doit-on faire?

Nous l'avons déjà dit plus haut : Le Concile a prévu ce cas. Il donne à l'Évêque le pouvoir de remplacer, *cum consilio Capituli*, ces juges par d'autres dont le mandat durera seulement jusqu'au prochain synode, qui devra avoir lieu à l'époque déterminée par ce concile. — Trid., sess. XXV, cap. x.

IV

DES JUGES CONSERVATEURS

325.—Un des privilèges des ordres religieux, de la plupart des universités et de quelques collèges de chanoines est de choisir des juges qui soient les Conservateurs de leurs droits et de leurs prérogatives.

Ces juges ne sont pas nommés en synode diocésain; mais ils doivent être choisis parmi les Juges Synodaux. Grégoire XV défend d'*élire*, de *nommer* ou de *députer* aucun Juge Conservateur, s'il n'est pas du nombre des Juges Synodaux qui doivent, on le sait, être des personnes ou cons-

tituées en dignité ecclésiastique, ou pourvues d'un personnat, ou d'un canonicat dans une église cathédrale...

Le choix des Juges Conservateurs est fait par les Religieux eux-mêmes. Les noms de ces Conservateurs sont adressés à la Curie Épiscopale, dans l'intervalle de six mois. — Const. GRÉGOIRE XV.

Grégoire XV n'a établi rien de nouveau, par la constitution où il prescrit ce qui précède touchant les Conservateurs des réguliers; il y a seulement confirmé les anciennes prescriptions Pontificales à leur sujet, comme le dit nettement Benoît XIV.

« Ante Gregorii XV pontificatum, hoc est anno 1614, « Sacra Congregatio Concilii, apud Gavantum, *in praxi* « *diæces. synod. in annot. ad cap. 32*, etiam hac de « causa oportere dixerat ut in synodis diæcesanis celebran- « dis ab Episcopis Mediolanensis provinciæ, ad quos suas « litteras direxit, plures deputarentur Iudices Synodales, ut « nimirum liceret regularibus, quos vellent ex illis seligere, « suorumque privilegiorum Conservatores constituere. » — *De syn. diæces.*, lib. IV, cap. vi, n. 2.

Mais, s'il n'y a pas de Juges Synodaux dans le diocèse où ils résident, comment les réguliers et ceux qui jouissent du même privilège pourront-ils avoir un Conservateur?

Comme il n'est pas juste de les priver de leur droit, alors qu'ils ne sont pas en faute, ils peuvent, dans ce cas, se donner un Conservateur de leur choix, pourvu qu'ils le prennent parmi les personnes ecclésiastiques déclarées aptes à cette fonction par Boniface VIII dans la constitution *Statutum*, c'est-à-dire, parmi des ecclésiastiques ou constitués en dignité, ou pourvus d'un personnat, ou possédant un canonicat dans une église cathédrale. Les réguliers auront soin d'observer d'ailleurs dans ce choix les prescriptions tracées par Grégoire XV dans sa constitution *Sanctissimus*,

relative à cette question. (*Bullar.*, t. III, p. 440.) C'est l'enseignement de Fagnan, *in cap. Sane*, II, num. 33, *de offic. judicis delegati*, et *in cap. Si Clericus*, num. 57, *de foro competenti*. C'est aussi l'enseignement de Nidus, *de Conservatoribus*, cap. 3, part. 7, num. 7, et de Benoît XIV qui s'appuie sur ces deux canonistes.

Toutefois, la juridiction des Conservateurs, ainsi constitués, cesse aussitôt que des Juges Synodaux sont régulièrement nommés en synode diocésain. Alors les réguliers doivent se choisir d'autres Conservateurs parmi ces juges, aux termes de la constitution de Grégoire XV précitée. C'est ce qu'a souvent déclaré la Congrégation du Concile, au témoignage de Monacelli. — T. IV, p. 21, n. 221.

Les Évêques peuvent-ils être choisis en qualité de Conservateurs des réguliers ?

La plupart des docteurs, dit Benoît XIV, se sont prononcés pour l'affirmative, s'appuyant sur ces mots de Boniface VIII : « *Ne de cetero Conservatores deputari possint, nisi Episcopi, vel eorum Superiores, aut Abbates, etc.* » — Cap. fin. *de officio delegati* in 6°.

Les autres canonistes pensent avec raison que l'on doit rejeter cette opinion et embrasser la négative.

Au sentiment de ces canonistes, il a été dérogré aux prescriptions de Boniface VIII, dans l'espèce, par la constitution postérieure *Sanctissimus* de Grégoire XV. Aux termes de cette constitution, les réguliers doivent choisir leurs Conservateurs parmi les *seuls juges synodaux*, si bien que l'élection serait nulle, si elle portait sur un autre sujet.

C'est ce qu'enseigne Benoît XIV. « At rectius opinantur alii, ejusmodi sanctionibus (Bonifacii VIII) derogatum esse a posteriori constitutione Gregorii XV, qua Regularium libertas ita, quoad hoc, est coarctata, ut neminem in Conservatorem eligere valeant, qui Judicibus Synodalibus non annumeretur, et omnis electio conservatorum,

« facta contra formam ibidem statutam, nullius roboris esse decernitur. » — *De Synod. diœces.*, t. I, lib. IV, cap. vi, n. 4.

On trouvera dans le livre du *Synode diocésain* de Benoît XIV de plus amples détails sur ce point de la question des Conservateurs.

Quels sont les droits et les pouvoirs des Juges Conservateurs ?

Ils peuvent et ils doivent défendre ceux dont ils sont canoniquement les Conservateurs contre les injustices et les violences manifestes, et les maintenir dans la possession de leurs biens et de leurs droits. — Cap. *Statuimus*, 1, de officio delegati in 6°, et cap. *Hac constitutione*, 15, cod. in 6°.

« Unde, dit Ferraris, Conservatores potissimum dantur Regularibus ad tuendum eorum personas, bona, et jura, sub quibus eorundem continentur privilegia, exemptiones et immunitates. » — FERRARIS, *Biblioth. Canonica*, au mot : *Conservatores*.

Innocent IV a établi que les Conservateurs peuvent seulement défendre leurs clients contre les injures et les violences manifestes, — mais il leur est défendu d'étendre leur pouvoir aux choses qui exigent des recherches ou des enquêtes judiciaires.

« *Defendere a manifestis injuriis et violentiis : nec ad alia, quæ judiciale indaginem exigunt, suam posse extendere potestatem.* » — Cap. 1 de offic. et potest. Judicis delegati, in 6°.

Aux termes du chapitre v° de la session XIV° de *Reformatione* du Concile de Trente, les Conservateurs ne doivent pas s'occuper des causes criminelles et mixtes des réguliers dont ils ont la défense : la connaissance de ces causes appartient aux Ordinaires des lieux.

« *Idcirco nemini omnino cujuscunque dignitatis et*

« *conditionis sit... Conservatoriæ litteræ... suffragentur*
 « *ad hoc ut coram Episcopo, sive alio superiore Ordi-*
 « *nario, in criminalibus, et mixtis causis accusari et*
 « *conveniri, ac contra eum inquiri, et procedi non pos-*
 « *sit, aut quominus, si qua jura ei ex cessione competie-*
 « *rint, super illis libere valeat apud judicem ordinarium*
 « *conveniri.* » — Trid., sess. XIV, cap. v.

Les Conservateurs peuvent s'occuper et connaître des causes civiles, pourvu que leurs clients ou ceux, dont ils défendent les privilèges, soient *défendeurs* et non *demandeurs*. C'est ce que dit Benoît XIV :

« *Civiles vero a Conservatoribus posse cognosci, cum*
 « *ii, quorum privilegia tuentur, rei sunt, non autem si*
 « *sint actores.* » — *De Synodo diœces.*, lib. IV, cap. vi, n. 5. Trid., sess. XIV, cap. v.

Que faut-il entendre par ces mots : *Judicialem indaginem*, que nous traduirons par *enquête* ou *recherche judiciaire*?

Nous laissons la réponse à Ferraris.

« *Indago autem judicialis est inquisitio, seu exami-*
 « *natio, quæ juris ordine servato, habetur in casibus*
 « *dubiis ad veritatem inveniendam, nec non justum*
 « *rectumque judicium proferendum. Glossa in d. c. Sta-*
 « *tuimus* », verbum « *indaginem* », et ibid. *Canonistæ com-*
 « *muniter : quoniam indagare, ex quo deducitur inda-*
 « *ginis nomen, est diligenter inquirere ac scrutinari.* »

Mais si les violences et les injures sont manifestes, les Conservateurs peuvent-ils, dans la connaissance de ces causes, employer l'enquête judiciaire précitée ?

Ils peuvent, dans ce cas, employer l'enquête que l'on a coutume de faire dans les choses notoires. C'est, dit Ferraris, le sentiment commun des canonistes qui ont interprété le chapitre « *Statuimus* », 1, de *officio delegati in 6°*.

La raison en est bien simple.

Lorsqu'il s'agit d'injustices et de violences notoires et manifestes, il arrive souvent qu'il n'est pas possible de juger les causes qui s'y rapportent sans une enquête quelconque. Or, tout mandataire devant pouvoir faire tout ce qui est nécessaire à l'accomplissement de son mandat, il est évident que, dans le cas présent, cette enquête serait permise au Juge Conservateur. Comment ce juge pourrait-il punir ceux qui commettent des injustices notoires et manifestes, s'il ne pouvait pas les citer, et condamner aux dépens ceux qui ont comparu devant lui et ceux qui ont fait défaut?

Donc, dans le cas où l'injustice notoire est niée, et où, par suite, cette injustice n'apparaît pas clairement manifeste, le Conservateur pourra alors examiner sommairement si le délit, dont il s'agit, est vraiment notoire. A cet effet, il pourra recevoir les preuves qui lui permettront de voir si la cause est de sa compétence ou de sa juridiction.

Si, après cet examen, il reconnaît la notoriété des faits, qu'il procède au jugement. Sinon, il devra se désister, car il n'a pas le pouvoir de juger les injures pures et simples, mais seulement celles qui sont qualifiées par leur notoriété.

Glossa et canonistæ communiter in C. « Statuimus », dit Ferraris, au mot *Conservatores*, art. 11, n. 10.

Les Conservateurs des réguliers ne sont pas tenus de se servir du notaire de la Curie Épiscopale dans l'examen et la connaissance des causes dont le jugement leur appartient; ils peuvent se choisir un notaire à leur gré. — FERRARIS, *ibid.* n. 22 — *Congreg. Concil. 17 Decemb. 1665. in una Faventina.*

Dans le cas, où l'on doute si la juridiction appartient à l'Évêque ou au Juge Conservateur, on doit suspendre le procès. On ne peut pas alors pousser l'affaire plus loin; mais on doit choisir des arbitres qui décident la controverse. C'est ce qu'exprime nettement le concile de Trente :

« *Si qua inter ipsos judices, conservatorem et Ordina-*

« *rium controversia super competentiam jurisdictionis*
 « *orta fuerit : nequaquam in causa procedatur, donec*
 « *per arbitros in forma juris electos super suspicione aut*
 « *jurisdictionis competentia fuerit judicatum.* » — Sess.
 XIV, cap. v.

Clément VIII, dans sa troisième constitution, et Grégoire XV, dans sa neuvième constitution, insérées, toutes les deux dans le tome III^e du Bullaire, ont renouvelé les dispositions précitées du droit touchant les Juges Conservateurs. Ils ont aussi révoqué toutes les lettres dites *Conservatoires*, qui avaient été accordées dans des termes contraires à la forme de ces dispositions, dont ils ont réclamé la stricte observation. La S. Congrégation du Concile, dans plusieurs décrets, a maintenu constamment les prescriptions Pontificales à ce sujet, montrant ainsi le prix que le Chef de l'Église attache aux droits, canoniquement exercés, de ceux qui ont pour mission de conserver et de défendre les privilèges des ordres religieux, de la plupart des universités et de certains collèges de chanoines.

Un religieux de la compagnie de Jésus, Pierre-Marie Forti, Sicilien, a composé un traité complet sur le Juge Conservateur des Réguliers.

Ce livre, publié en 1743, doit être lu avec prudence, car, en plusieurs endroits, et surtout dans l'article xxi, il étend la juridiction des Juges Conservateurs au-delà des limites fixées par les Congrégations Romaines. C'est Benoît XIV, lui-même, qui fait ainsi la critique du traité du jésuite Sicilien.

« *Non multum tamen huic auctori fidendum est, quoniam*
 « *multis in locis, sed præsertim art. XXI. Judicium*
 « *Conservatorum jurisdictionem ultra limites protendit,*
 « *a sacris Urbis Congregationibus eidem præscriptos.* »
 — *De Synodo diœces.* lib. IV, cap. vi, n. 6.

Dans beaucoup de diocèses de France, les Évêques nomment supérieurs ecclésiastiques des communautés de femmes

des chanoines qui remplissent vis-à-vis d'elles le rôle de *Conservateurs* ou de *Protecteurs*.

Puisque les Juges Synodaux doivent être choisis parmi les personnes ecclésiastiques constituées en dignité, ou pourvues d'un personnat, ou possédant un canonicat dans une église cathédrale ; puisque, d'autre part, les Juges Conservateurs doivent aussi être choisis parmi les Juges Synodaux, il convient de composer les chapitres des cathédrales de prêtres instruits et au courant des matières canoniques, de prêtres intelligents et capables d'étudier sérieusement les graves questions qui peuvent être soumises à leur jugement.

Tout le rôle des chanoines des églises cathédrales ne consiste donc pas, comme on le dit trop souvent en France, à réciter l'office divin et à prêter leur assistance à l'Évêque, au chœur. Tel n'est pas, selon les saints canons, l'unique fonction et le seul devoir de ceux qu'ils appellent le *Sénat* et le *Conseil né* des Évêques, et qui, en cette double qualité, doivent se distinguer autant par leur savoir que par leurs vertus.

V

LES EXAMINATEURS SYNODAUX

1.

326. — Le concile de Trente prescrit à l'Évêque de proposer, chaque année, au moins six Examineurs à l'approbation du synode. « *Qui Synodo satisfaciant, et ab eo approbentur.* » — Trid., sess. XXIV, cap. xviii.

Ils doivent être choisis parmi les Maîtres, ou les Docteurs et les Licenciés en théologie ou en droit canonique, ou parmi d'autres clercs, tant réguliers que séculiers, qui paraîtront *magis idonei*.

« Sint hi Examinatores magistri, seu doctores aut licen-

« ciat in theologia aut jure canonico, vel alii Clerici regu-
 « lares aut sæculares, qui ad id videbuntur magis idonei. »
 — *Ibid.*

Ils devront jurer sur les saints Évangiles de remplir fidèlement leur mandat, au mépris de toute affection humaine.

« Jurentque omnes, ad sancta Dei Evangelia, se, qua-
 « cumque humana affectione postposita, fideliter munus
 « exsecuturos. » — *Ibid.*

2.

Le mandat des Examineurs Synodaux est d'examiner les clercs qui concourent pour obtenir les paroisses vacantes.
 — *Ibid.*

Quand le concours a lieu, par suite de la vacance d'une église paroissiale, l'Évêque choisit trois des Examineurs qui travaillent avec lui à l'examen des candidats.

« Advenienteque vacatione cujuslibet Ecclesiæ, tres ex
 « illis eligat Episcopus, qui cum eo examen perficiant; inde-
 « que succedente alia vacatione, aut eodem, aut alios tres,
 « quos maluerit ex prædictis illis sex eligat. » — Trid.,
ibid.

L'Évêque doit choisir *trois* Examineurs, *au moins*, dit Benoît XIV. Rien ne l'empêche donc d'en désigner un plus grand nombre.

« Ex Examinatoribus synodo electis, tres ad minimum
 « vocabit, qui coram se, vel suo Vicario, concurrentes ad
 « parochialem (ecclesiam) examinent. » — Lib. IV, cap. viii,
 n. 2.

Si l'examen avait lieu devant *moins de trois* Examineurs Synodaux, le concours serait illégitime. Il en serait de même si, outre ces trois examineurs, l'Évêque admettait dans la commission d'examen d'autres examineurs *non synodaux*.

« Quod si examen fieret coram Examinatoribus Synodali-
 « libus, *paucioribus quam tribus*; vel si, præter tres, aut
 « etiam plures Examinatores Synodales, alii adhiberentur
 « non Synodales, ab Episcopo deputati, concursus esset ille-
 « gitimus, et collatio parochialis, utpote facta contra for-
 « mam a Tridentino præscriptam, nullius esset roboris... »
 — *Ibid.*

3.

Benoît XIV expose les devoirs des Examineurs synodaux dans les concours.

Ils doivent s'enquérir de l'âge, des mœurs, de la doctrine, de la prudence et des autres qualités des candidats : toutes choses qui, avec la science, doivent être comptées dans un concours.

— Les Examineurs doivent donner leurs suffrages avant de quitter le lieu de l'examen et de se séparer de l'Évêque ou de son Vicaire général.

En cas de suffrages égaux, ou singuliers — *si vota sint paria, aut singularia*, — l'Évêque ou son Vicaire général peut choisir le candidat qu'il voudra, car il a alors voix décisive.

« Quorum votis, si pares, aut singulares fuerint, accedere
 « possit Episcopus, vel Vicarius quibus magis videbitur. »
 — Trid., sess. XXIV, cap. xviii.

L'Évêque, ou son Vicaire général, doit se prononcer, séance tenante, pour le candidat qu'il préfère, dans le cas dont il est question, car cet acte est le complément de l'examen, dit Benoît XIV, avec Garcias. — Lib. IV, cap. viii, n. 3.

— Le jugement des Examineurs ayant été prononcé, la paroisse, objet du concours, doit être donnée par l'Évêque au plus digne.

« Peracto examine, renuntientur quotquot ab his idonei
 « prædicati fuerint, ætate, moribus, prudentia, etc...; ex
 « hisque Episcopus eligat quem ceteris magis idoneum judi-
 « caverit. » — Trid., sess. XXIV, cap. XVIII.

Le Concile de Trente, après avoir parlé du concours pour les églises paroissiales, dont la collation appartient à l'Évêque, règle ainsi le concours pour la collation des églises soumises au droit de patronage ecclésiastique.

« Si vero collatio ecclesiæ juris patronatus Ecclesiastici
 « erit, ac institutio ad Episcopum, et non alium, pertineat,
 « is, quem Patronus digniorem inter probatos ab Examina-
 « toribus judicabit, Episcopo præsentare teneatur, ut ab eo
 « institutur. » — Trid., *ibid.*

Le patron Ecclésiastique a donc le droit de juger quel est le plus digne, *inter idoneos approbatos ab Examinatoribus*, et l'Évêque a le devoir d'instituer celui qu'il lui aura présenté comme tel.

« Facultatem judicandi digniorem inter idoneos, appro-
 « batos ab Examinatoribus, spectare ad Patronum Eccle-
 « siasticum, et Episcopum teneri instituere cum, quem
 « dictus Patronus digniorem judicaverit, et ipsi Episcopo
 « præsentaverit. » — Sac. Cong. Conc. apud Bened. XIV.
De Syn. diœces., lib. IV, cap. VIII, n. 7.

4.

Le mandat des Examineurs Synodaux dure jusqu'au prochain synode qui, selon les dispositions du concile de Trente, doit être célébré tous les ans. On désigne donc, dans ce synode, de nouveaux Examineurs, ou bien on conserve les mêmes.

Si plusieurs des Examineurs viennent à mourir, ou à quitter le diocèse, pendant l'année, et s'il en reste encore six (car on en peut nommer beaucoup plus), l'Évêque se

servira de l'aide de ces derniers, puisqu'ils forment le nombre exigé par le Concile. Dans le cas où les Examineurs n'atteindraient pas ce nombre ; en vertu du décret de Clément VIII, l'Évêque a la faculté d'en choisir d'autres, à la condition qu'ils soient pourvus des qualités requises par le Concile et approuvés par le Chapitre de la cathédrale ; ils ne devront pas dépasser le nombre de six, en comptant les survivants élus dans le synode.

« Facultas data est Episcopis alios subrogandi, modo iis
« qualitatibus præsent quas Tridentinum requirit, a Capi-
« tulo approbentur, et una simul cum superstitibus, ex elec-
« tis in synodo, senos non excedant. » — BENOIT XIV,
lib. IV, cap. vii, n. 7.

Le mandat de ces examinateurs supplémentaires ne dure que le reste de l'année jusqu'au prochain synode, comme l'a réglé Clément VIII, dans le décret précité.

« Officium autem omnium prædictorum Examinatorum Syno-
« dalium subrogatorum expiret, cum primum advenerit tempus
« novæ synodi, juxta cap. ii, sess. XXIV, celebrandæ. » —
VOIR BENOIT XIV, *de Synodo diœces.*, lib. IV, cap. vii, n. 8.

Quant aux autres Examineurs élus dans le dernier synode, voici ce que la S. Congrégation a déclaré :

« Quamdiu sex illorum superstites sunt, omnes perseve-
« rant in munere, et Episcopus in concursibus ad ecclesias
« parochiales illis uti poterit ; sed, si vel unus ex illis de-
« cesserit, ita ut, ex electis in synodo, sex non remaneant,
« omnium officium expirat, et nullus adhiberi poterit in
« concursibus ad parochiales ; neque, post annum, datum
« est Episcopo in demortui locum quemquam sufficere. »
— BENOIT XIV, *ibid.*

Dans ce dernier cas, continue le savant pontife, « necesse
« est ut Episcopus vel novam synodum cogat, vel facultatem
« petat a Sacra Congregatione Concilii novos Examinatores
« extra synodum deputandi. » — *Ibid.*, n. 9.

TITRE XXX

DE L'OFFICE DE LÉGAT

327. — Le Légat du Siège Apostolique est tout à la fois un juge délégué et un juge ordinaire. Il participe du juge délégué, en tant qu'il agit au nom de celui qui l'envoie dont il est le vice-gérant. Il participe du juge ordinaire, en tant qu'il a un pouvoir ou une juridiction ordinaire.

Aussi a-t-on placé dans le *Corpus Juris* le titre de l'Office du Légat entre celui de l'office du juge délégué et celui du juge ordinaire.

Que faut-il entendre par le mot légat ?

« *Legatus Apostolicus* in genere est, qui a Sede Apostolica in certam provinciam mittitur cum potestate administrandi negotia ecclesiastica. » — SCHMALZGRUEBER, tit. xxx, *de Officio legati*, n. 1

Le Légat Apostolique, en général, est donc celui qui est envoyé par le Siège Apostolique dans une province déterminée, avec le pouvoir d'y administrer les affaires ecclésiastiques.

Combien y a-t-il d'espèces de Légats ?

Il est des Légats qui possèdent le pouvoir de juridiction purement temporelle, comme celui dont jouissaient les Légats de Bologne et de Ferrare, qui étaient envoyés, au nom du Pape Romain, pour gouverner quelque province.

Il est d'autres Légats qui possèdent la juridiction ecclésiastique, et alors ce sont vraiment des juges pourvus d'un pouvoir ordinaire.

Les Légats investis de cette juridiction ordinaire, ou les Légats vraiment juges, sont de trois sortes.

1. Les Légats *a latere*. Ils sont ainsi appelés parce qu'ils sont comme détachés du côté du Souverain Pontife, puisqu'ils sont pris dans le collège des Cardinaux, ses conseillers et ses assistants.

Les Cardinaux *a latere* sont envoyés seulement dans les circonstances graves et extraordinaires, par exemple, pour présider les conciles généraux, au nom du Pape, pour traiter avec les rois et les souverains de la paix, ou pour défendre les droits de l'Église Romaine.

2. les Légats envoyés : *legati missi*. Ce sont des légats d'un ordre inférieur, qui ne sont pas revêtus de la pourpre romaine.

On appelle quelquefois ces légats *Nonces Apostoliques*, bien qu'en général on ne donne le nom de *Nonces* qu'à ceux qui n'ont aucun pouvoir *juridictionnel*.

3. Les Légats-nés : *legati nati*. Ce sont ceux à la dignité desquels est attachée, à perpétuité, la charge de Légat. — Ils *naissent* donc Légats par là même qu'ils sont promus à cette dignité. Par exemple, l'Archevêque de Reims était, jadis, Légat-né du Saint-Siège dans la Gaule-Belgique.

La juridiction des Légats-nés a disparu, au xv^e siècle, presque dans tout le monde catholique, et, depuis la constitution de Pie VI adressée aux Métropolitains de l'Allemagne pour supprimer leurs pouvoirs de Légats-nés, il n'y a plus, aujourd'hui, aucune trace de cet éminent privilège.

Le Pape a-t-il le droit de députer des Légats dans l'Église entière ?

Avant le xviii^e siècle, personne n'avait contesté ce droit. Ce ne fut qu'après la diffusion des erreurs de Marc-Antoine de Dominis et de Richer que quelques écrivains, surtout en Allemagne, osèrent nier le pouvoir *ordinaire* et immédiat du Pontife Romain sur tous les fidèles et sur tous les pasteurs

des diocèses du monde catholique. Ne lui accordant ce pouvoir que dans les cas extraordinaires, ils prétendaient que, en dehors de ces cas, il ne lui était pas plus permis d'envoyer des Légats dans l'Église universelle qu'aux Métropolitains d'envoyer des administrateurs dans les diocèses de leurs suffragants.

Pie VI a réfuté ces erreurs, reçues alors par les Archevêques d'Allemagne, dans le célèbre document intitulé : « *Responsio ad Metropolitanos Moguntinum, Trevirenses, Coloniensem, etc. super nuntiaturis Apostolicis.* »

Pie VI montre par la sainte Écriture, par la tradition et le consentement de toute l'antiquité chrétienne, que l'autorité du Souverain Pontife, dans l'Église universelle, est *ordinaire* et *immédiate* sur tous les fidèles et les pasteurs.

Ce fait apparaît plus clair que le soleil à celui qui lit l'histoire ecclésiastique...

Voir M^{sr} GRANDCLAUDE, *jus. can.*, T. I, pp. 321 et 322.

De la juridiction commune à tous les Légats.

Quelle est la juridiction des Légats Apostoliques?

Généralement, ils exercent, au lieu et place du Souverain Pontife, la juridiction ordinaire tant sur les fidèles que sur les pasteurs.

Cela étant :

Ils peuvent : 1. Réformer les mœurs des fidèles et des pasteurs, c'est-à-dire, des Évêques ; ils sont, en effet, les supérieurs de ces prélats et leurs juges ordinaires, à cause de la puissance dont ils sont investis.

D'où il faut conclure qu'il leur est permis d'entendre et de connaître les causes qui leur sont soumises dans le territoire de leur légation.

2. Les Légats peuvent établir des statuts, même perpétuels, dans leur province.

Ils doivent surtout y faire mettre en pratique toutes les constitutions Apostoliques. — C'est leur principal devoir.

3. Ils peuvent aussi examiner les affaires d'élection épiscopale. Ils envoient leur examen au Pape, avec les informations canoniques.

La juridiction ordinaire des Légats Apostoliques est cependant restreinte par quelques exceptions, le Pape se réservant certaines causes graves, comme les suivantes :

1. La translation des Évêques d'une église cathédrale à une autre ;

2. L'union de deux Évêchés.

3. Les Légats ne peuvent admettre l'appel de la sentence d'un juge délégué par le Souverain Pontife, ni, en général, s'ingérer dans la cause de ces délégués.

De la juridiction spéciale aux Légats « *a Latere.* »

La juridiction spéciale de ces Légats est généralement déterminée dans les lettres Apostoliques qui énumèrent leurs facultés.

Voici les droits qui leur appartiennent suivant la plupart des canonistes et notamment Schmalzgrueber.

1. En présence des Légats *a latere*, les autres Légats ne peuvent user des insignes de leur légation, ni s'acquitter de leur office.

Le Métropolitain ne peut même pas se faire précéder de la croix archiépiscopale, quand le Légat *a latere* est dans sa province. Ce dernier, on le sait, dès qu'il est sorti de la ville de Rome, élève la croix et donne la bénédiction. — Voir les chapitres iv, viii et ix de ce titre.

La raison en est que le Cardinal Légat *a latere* représente de plus près et plus pleinement le Souverain Pontife : aussi, convient-il que toute juridiction s'efface devant lui.

2. Les Légats *a latere* ont une juridiction ordinaire sur

les exempts immédiatement soumis au Siège Apostolique, excepté en certains cas qui sont réservés au Pontife Romain. — Voir M^{sr} GRANDCLAUDE, *ibid.*, p. 323.

3. Depuis le jour de leur sortie de la ville éternelle jusqu'à celui de leur rentrée, ils peuvent absoudre tout individu de l'excommunication, même de celle qui serait encourue par la percussion atroce et notoire des clercs. En un mot, ils peuvent absoudre de toutes les excommunications même réservées *speciali modo* au Pontife Romain. — *Ibid.*

4. En ce qui concerne les dispenses, les absolutions et certaines dispenses matrimoniales, ils jouissent des mêmes pouvoirs que tous les Ordinaires de leur province.

5. Ils ont, en matière de collation de bénéfices, le même pouvoir ordinaire que les autres collateurs. Cependant, bien que très étendu, ce pouvoir souffre quelques exceptions énumérées par les canonistes. — *Cap. 4. huj. tit. in 6^o et 28 de jure patron.* — Mais ce pouvoir de conférer les bénéfices est à peine exercé, aujourd'hui, par les Légats *a latere*. *Ibid.*, p. 324.

De la juridiction spéciale des Légats envoyés.

Le pouvoir de ces Légats est généralement aussi déterminé dans les lettres apostoliques.

Cette détermination y est faite d'une manière négative, par l'énumération des points en lesquels leur juridiction diffère de celle des Légats *a latere*.

1^{re} DIFFÉRENCE. — Les Nonces, en vertu de leur légation, n'ont pas le pouvoir de conférer les bénéfices. Quelquefois cependant ce pouvoir leur est octroyé pour certains bénéfices déterminés.

2^e DIFFÉRENCE. — La juridiction du Nonce Apostolique ne s'étend pas aux exempts : aussi, ne peuvent-ils pas confirmer les prélats exempts.

3^e DIFFÉRENCE. — Le Nonce peut, il est vrai, absoudre de l'excommunication encourue par la percussion des clercs ; mais il ne peut en absoudre que les sujets de sa province, tandis que le pouvoir du Légat *a latere* est sans limite.

Certains Nonces Apostoliques sont envoyés par le Pape, avec le pouvoir de Légats *a latere* ; du moins cette clause est-elle insérée dans les lettres qui leur donnent leur mission.

Cette clause leur accorde-t-elle un pouvoir plus grand que celui des autres Légats *envoyés* ?

Suivant une première opinion, ils ont un pouvoir plus étendu que celui des simples Légats, puisqu'il égalerait celui des Légats *a latere*.

Suivant une opinion plus commune, leur pouvoir ne serait pas plus considérable que celui des autres Légats *envoyés*, à moins que leurs lettres ne le déclarent expressément.

Leur titre serait, dans ce cas, plutôt un titre d'honneur que de juridiction. — Voir SCHMALZGRUEBER, T. I, *huj. tit.*, n. 7.

Comment cessent l'office et le pouvoir des Légats ?

L'office et le pouvoir de *Légat-né* ne cessent qu'avec la démission ou la perte de la dignité à laquelle ils sont annexés.

Quant à l'office et au pouvoir du Légat *a latere* et du Légat *envoyé*, ils expirent de la manière suivante :

1^o Quand le temps fixé pour leur mission est écoulé, ou quand la cause qui en faisait l'objet est terminée.

2^o Si le Légat a rapporté la cause au Pape, il ne peut plus reprendre la juridiction qu'il avait sur elle.

3^o Quand le Légat a quitté spontanément la province qui lui était confiée, avec l'intention de ne plus revenir à sa légation, sa mission est finie.

Si, au contraire, son départ a été forcé, ou a eu lieu, avec intention de retour, il ne perd pas sa juridiction.

4° La révocation ou la mort du Légat met fin à sa mission.

Le pouvoir du Légat expire-t-il à la mort du Pape qui l'a nommé à cette mission ?

Il faut faire ici une distinction : Ou le Légat a été nommé avec la clause : « *Ad beneplacitum legantis* » ; dans ce cas son pouvoir expire à la mort du Pape qui le lui a accordé.

Ou bien, sa juridiction lui a été donnée purement et simplement sans la clause susdite ; dans ce cas, elle persévère, même après la mort du Souverain Pontife qui la lui a octroyée.

« Constat, dit M^{sr} Grandclaude, ex expressa declaratione « juris, *ex capite 2. hujus tituli, in 6°*. Ratio est quia « judex ordinarius est, non delegatus ; deinde legati sunt « Sedis Apostolicæ, quæ nunquam moritur. » — *Jus. can.* T. I, p. 325.

Donc, le Légat continue sa légation jusqu'à ce qu'il ne soit révoqué, soit par le successeur du Pape qui l'a créé, soit par le collège des Cardinaux, le siège Apostolique vacant. La révocation par les Cardinaux ne peut avoir lieu que pour une cause grave et urgente. Schmalzgrueber en donne ainsi la raison :

« Quia Cardinales, sede vacante, jurisdictionem Pontificiam non exercent. » — Tit. xxx, lib. I, *Decretalium*, n. 6.

TITRE XXXI

DE L'OFFICE DU JUGE ORDINAIRE

328. — Les Légats Apostoliques, dont il a été parlé, au titre précédent, sont, il est vrai, des Juges ordinaires, mais non perpétuels, parce que leur juridiction est limitée à un

certain temps. Dans le titre présent, il est question des Juges ordinaires qui sont perpétuels, à raison de leur Dignité, de leur Office, ou de leur Magistrature.

Le Juge ordinaire est donc celui qui reçoit sa juridiction, non en vertu d'une délégation ou d'une commission spéciale, mais en vertu de sa dignité ou de son office.

Aussi, les canonistes définissent-ils le Juge ordinaire celui qui a une juridiction qu'il exerce, non temporairement, mais perpétuellement, en vertu de son propre droit, ou en vertu du droit inhérent à sa prélature ou à sa magistrature.

« *Judex ordinarius definiri potest quod sit, qui suo jure, et ex proprio munere, coque perpetuo jurisdictionem exercet* ». — SCHMALZGRUEBER, tit. xxxi.

Les Juges ordinaires sont de deux sortes : les Juges ecclésiastiques et les Juges séculiers ; nous n'avons pas à parler de ces derniers.

Les Juges ecclésiastiques ordinaires sont majeurs ou mineurs.

Après le Pontife Romain, les Juges majeurs sont les Patriarches, les Primats en Occident, les Exarques en Orient, les Archevêques et les Évêques. Par analogie, on classe parmi ces Juges, les Prélats réguliers.

Les Juges mineurs sont les Archidiaques, les Archiprêtres et les autres ecclésiastiques du même ordre.

D'une certaine manière, on peut ranger aussi les curés parmi les Juges mineurs, puisqu'ils ont sur leurs paroissiens une Juridiction ordinaire, au for intérieur.

A la tête de tous les Juges ordinaires, il faut placer le Pontife Romain, comme chef suprême de la hiérarchie ecclésiastique.

Il est dans toute l'Église, Juge Souverain, et il n'y est jugé par personne : « *utpote quod de omni Ecclesia fas habeat judicandi, neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio, sicuti ad Episcopos Dardaniæ scripsit Gelasius Papa, epist. 13.* » — SOGLIA, *Inst. Juris priv.*, p. 430.

I

DU SOUVERAIN PONTIFE

329. — En sa triple qualité d'Évêque de l'Église universelle — d'Évêque de Rome — et de Prince temporel des États Pontificaux, le Pape a un triple pouvoir.

1° En sa qualité de Prince temporel, son pouvoir s'étend sur toutes les provinces soumises au domaine de Saint-Pierre, qu'il gouverne, comme les autres souverains, par des magistrats choisis par lui.

Ce domaine est tout à fait indépendant ; le Pape y est maître, comme un roi est maître dans son royaume.

2° En sa qualité d'Évêque de Rome, le pouvoir du Pape s'étend sur la ville de Rome et son district.

Il y exerce ce pouvoir par le Cardinal-Vicaire, qui possède dans le diocèse de Rome la juridiction épiscopale ordinaire, comme les Vicaires généraux dans les diocèses des Évêques qui les ont choisis.

3° En sa qualité d'Évêque de l'Église universelle, le Pontife Romain a le plus grand de tous les pouvoirs ; un pouvoir qui lui a été donné immédiatement par Notre-Seigneur Jésus-Christ, et qui s'étend à tous les fidèles, ou à tous les baptisés de tout l'univers catholique.

Aussi, à raison même de cet immense pouvoir, est-il appelé *le Pape*, c'est-à-dire, le Père des Pères, l'Évêque des Évêques, l'Ordinaire des Ordinaires.

« Hinc, dit Schmalzgrueber, *Papa. i-e, Pater Patrum, Episcopus Episcoporum, et Ordinarius Ordinariorum, dicitur* ». — T. I, tit. xxxi, n. 1.

Nous ne parlerons ici que du pouvoir du Pape comme Évêque de l'Église universelle, les deux autres lui étant communs soit avec les Évêques, soit avec les princes séculiers.

Quelle est l'extension et quelles sont les prérogatives de ce pouvoir ?

Le pouvoir qu'a le Pape de gouverner toute l'Église est législatif et exécutif.

1. Il est législatif. — Le Pontife Romain a le droit d'établir des lois qui obligent l'Église entière, comme aussi de dispenser de toutes les lois ecclésiastiques, et par conséquent de dispenser de tous les empêchements de droit ecclésiastique qui s'opposent au mariage et à la réception des saints ordres.....

On le sait, chaque Souverain Pontife a le même pouvoir et la même juridiction que ses prédécesseurs et que les apôtres eux-mêmes, les fondateurs des lois ecclésiastiques.

« Cujus est legem condere, dit un célèbre axiome de droit, ejus etiam est illius obligationem remittere. »

En vertu de son pouvoir législatif, le Pape a le droit de régler les cérémonies accidentelles des sacrements et du Saint Sacrifice de la Messe. Il pourrait, pour le plus grand bien et l'édification des fidèles, introduire de nouveaux rites et abolir les anciens, et exiger des ministres des autels et des ordinands d'autres qualités que celles qui sont exigées aujourd'hui. Pourquoi ? parce que toutes ces choses sont seulement de droit ecclésiastique.

Mais, le Pape ne pourrait pas augmenter ni diminuer le nombre des sacrements, pas plus qu'il ne pourrait changer la matière et la forme de ces sacrements, choses essentielles déterminées par Notre-Seigneur Jésus-Christ, et qui sont, par conséquent, de droit divin. — Voir SCHMALZGRUEBER, T. I, tit. xxxi, n. 40.

2. Le pouvoir qu'a le Pape de gouverner l'Église est en outre exécutif, c'est-à-dire, qu'il lui donne la faculté d'exiger efficacement de tous l'obéissance à ses lois.

« Ex cura totius Ecclesiæ Petro ejusque successoribus concessa creditur officium et jus naviter curandi ut sacri cano-

« nes ab omnibus observentur. » — SOGLIA. *Instit. Juris publici*, p. 210.

Au pouvoir qui appartient au Pontife Romain de faire exécuter ses lois est lié celui de juger et de punir ceux qui les transgressent.

« Huic juri, ajoute le cardinal Soglia, cohæret jus animadvertendi in eos, qui contra fecerint. Sunt enim Romani Pontifices non solum sacrorum canones custodes, sed etiam vindices. » — *Ibid.*

Descendons dans quelques détails : ils feront connaître sinon tous les droits du Vicaire de Jésus-Christ, du moins ses principaux qui conduiront facilement à la connaissance des autres.

1. Le Pontife Romain est le maître de la doctrine catholique ; il est le Juge Suprême des controverses touchant la foi et les mœurs. En un mot, il est la règle de la vérité et de la morale.

De plus, il en est la Règle infallible, comme l'a défini le concile du Vatican.

Il l'est, en vertu de son autorité divine, et non en vertu du consentement de l'Église.

« Docemus et divinitus revelatum dogma esse definimus :
« Romanum Pontificem, cum ex cathedra loquitur, id est
« cum omnium Christianorum Pastoris et Doctoris munere
« fungens, pro suprema sua Apostolica auctoritate, doctri-
« nam de fide vel moribus ab universa Ecclesia tenendam
« definit, per assistentiam divinam, ipsi Beato Petro pro-
« missam, ea infallibilitate pollere, quia divinus Redemptor
« Ecclesiam suam in definienda doctrina de fide vel moribus
« instructam esse voluit ; ideoque ejusmodi Romani Ponti-
« ficis definitiones ex sese, non autem ex consensu Ecclesiae,
« irreformabiles esse. » — *C. Vat. Sess. IV. Const. Pastor æternus.*

2. Au Pontife Romain il appartient de canoniser les

Saints. C'est une prérogative qui est particulière et propre au Siège Apostolique seul.

Il est infallible dans la canonisation des saints. C'est le sentiment de tous les docteurs de meilleure note, avec saint Thomas dont nous reproduirons les paroles :

« Certum est quod Judicium Ecclesiæ universalis errare in
 « iis, quæ ad fidem pertinet, impossibile sit. In aliis vero
 « sentiis, quæ ad particularia facta pertinent, ut cum agi-
 « tur de possessionibus, vel de criminibus, vel de hujusmodi,
 « possibile est Judicium Ecclesiæ errare propter falsos testes.
 « Canonizatio vero sanctorum medium est inter hæc duo.
 « Quia tamen honor, quem sanctis exhibemus, quædam pro-
 « fessio fidei est, qua sanctorum gloriam credimus, pie cre-
 « dendum est, quod neque etiam in his Judicium Ecclesiæ
 « errare possit. » — *Quod lib. 9. art. xvi.*

« Divina Providentia, ajoute le docteur angélique, præser-
 « vat Ecclesiam, ne in talibus, per fallibile testimonium ho-
 « minum fallatur. »

3. Au Pontife Romain appartient le droit d'approuver et de confirmer les ordres religieux.

Ce droit est inhérent à sa charge Pontificale.

Il l'exerce d'une manière infallible, du moins en ce qui touche la vérité de la doctrine et l'honnêteté des instituts qu'il approuve; c'est-à-dire, qu'il ne donne jamais son approbation à un ordre religieux dont les règles ne soient conformes à la foi et aux bonnes mœurs et ne puissent conduire les sujets au salut éternel et à la perfection.

C'est le sentiment d'Azor et du commun des docteurs contre Melchior Cano. — Voir SOGLIA, *inst. jur. publ.* p. 214 et 215. — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 233, n. 8.

4. Le Pontife Romain a le droit de prohiber les livres pernicieux.

Quiconque commande dans la société a le droit et même le devoir de préserver ses sujets de tout ce qui peut leur

nuire. Quoi de plus nuisible aux fidèles que la lecture des livres contraires à la foi et aux mœurs ?

L'Église a toujours usé de ce droit, dès le berceau du christianisme.

Paul étant venu à Éphèse et y ayant prêché Jésus-Christ, un grand nombre de ses auditeurs, qui s'étaient laissés entraîner par de vaines et dangereuses études — par exemple, la magie, l'astrologie judiciaire, etc., — apportèrent leurs livres à ses pieds et les brûlèrent devant la foule. — *Act. des Ap. c. XIX, v. 19.*

Nous ne rappellerons pas ici les jugements par lesquels l'Église, dans ses conciles généraux, a condamné, à toutes les époques, les livres mauvais dont elle défendait la lecture et la conservation.

Ces jugements, concernant la foi et les mœurs, sont à l'abri de toute erreur.

Voir DEVOTI, *instit. jur. canon.* lib. IV, tit. VII. — SOGLIA, *Institut. juris. publ.* p. 207 et 208.

5. Le Pape a le pouvoir d'ériger, de supprimer et de diviser les évêchés dans l'Église entière.

Ce pouvoir, que possédaient les autres apôtres, au commencement de l'Église, d'une manière extraordinaire et pour un temps, était ordinaire et perpétuel en saint Pierre, comme il l'est aujourd'hui, en tous ses successeurs.

« In Petro autem, dit Pierre Ballerini, ejus auctoritas ratione primatus ob ipsius unitatis bonum debebat esse perpetua, et in successoribus ejus propagari, hoc jus ordinarium esse debuit, et in ejusdem successoribus Romanis Pontificibus ordinarium debet agnosci...

« Ex hac potestate in dioceses omnium Episcoporum, quæ in solis Petri successoribus est ordinaria, Romana Sedes potest, si expediat, Episcopatus aliquos suppressere, novos erigere, unum dividere in duos. » — *De potest Eccles.*, cap. II, n. 5.

6. Le Pape a la pleine disposition des églises, des monastères et des bénéfices dans tout l'univers. Il peut, selon les exigences du bien public de l'Église entière ou l'utilité particulière de quelques églises, disposer de leurs biens et de leurs droits.

« Denique eidem competit, dit Schmalzgrueber, plenissima
« dispositio de ecclesiis, monasteriis, beneficiis, horum que
« rebus, seu bonis et juribus, ut proinde liberrime disponere
« de iis possit, prout vel ad ipsorum privatas, vel universa-
« lis Ecclesiæ publicas necessitates sublevandas, vel utili-
« tates promovendas judicaverit expedire. » — Tit. xxxi,
n. 9.

7. Il appartient au Pape de créer des Évêques dans toutes les parties du monde.

Cette proposition est incontestable.

Le concile de Trente ne laisse place à aucun doute à cet égard, dans sa session XXIII, chapitre viii.

« Si quis dixerit Episcopos, qui auctoritate Romani Pontificis assumuntur, non esse legitimos et veros Episcopos, sed figmentum humanum, anathema sit. »

De ce texte le cardinal Soglia tire la conclusion suivante :

« Ex qua definitione dogmatica intelligimus præstantissimum jus esse Romani Pontificis nullis aut loci aut temporis limitibus circumscriptum creandi ubique Episcopos, qui legitimi ac veri Episcopi sint, et haberi omnino debeant. » — *Instit. jur. publ.* p. 230.

Le savant Hallier tirant la même conclusion du même texte, ajoute :

« Certum est Romanum Pontificem summam habere potestatem ut per totum christianum orbem Episcopos constituat. » — *Ibid.*

Bien plus, le pouvoir qu'a le Pontife Romain de créer des Évêques dans le monde entier appartient à lui seul. C'est

un pouvoir qui lui est propre et spécial, de droit divin, comme il est facile de le prouver par plusieurs raisons, dit le docte cardinal Soglia.

« Enimvero potestas creandorum Episcoporum ad Romanos Pontifices pertinet eodem jure quo ad S. Petrum ceterosque Apostolos pertinuit, propterea quod Romanus Pontifex est S. Petri successor, totiusque Apostolicæ potestatis hæres : atqui ea potestas ad S. Petrum et Apostolos pertinet jure divino, scilicet ex ipsius Christi institutione ; ergo eodem jure ad Romanum Pontificem pertinet. »

« Præterea in omni bene ordinata societate munus constituti Magistratus qui Provincias administrent ad eum pertinent, qui toti Communitati præest : atqui divina institutione toti Ecclesiæ Romanus Pontifex præest ; ergo institutio Episcoporum, qui singulares dioceses administrent, ad Romanum Pontificem pertinet, qui, ut verbis utar Concilii Tridentini, sess. XXIV, cap. 1, « muneris sui officio debet idoneos Pastores singulis Ecclesiis præficere. »

« Et ea quidem potestas propria est unius Romani Pontificis, quippe qui unus Petri successor, et totius Apostolicæ potestatis hæres, eique uni « pascendi, regendi, et gubernandi universalem Ecclesiam a Jesu Christo D. N. plena potestas tradita fuit. »

Mais, objecte-t-on, jadis les Patriarches, les Primats et même les Métropolitains ont usé du pouvoir de créer des Évêques ?

Cela est vrai ; mais d'où leur est venu ce pouvoir ? Ce n'est pas de Dieu, car, en vertu de l'institution divine, tous les Évêques sont égaux entre eux, *ordine et potestate* ; mais du Siège Apostolique qui seul a pu leur accorder le pouvoir susdit, parce que c'est en lui seul que résident, de par l'institution divine, le droit de créer les Évêques et la plénitude de la puissance ecclésiastique.

Au reste, les Patriarches, les Primats et les Métropolitains n'étaient pas complètement libres dans la création des Évêques ; l'usage de leur pouvoir à cet égard était soumis à des prescriptions et à des règlements Pontificaux qu'ils devaient suivre strictement.

« Quapropter, dit Noël Alexandre, Romani Pontifices potestatem suam uti sunt primo, cum jure suo Metropolitanus abusus erat, confirmando contra canones. Secundo, cum dispensatione opus erat, quæ a solo Pontifice Romano, qui unus per totum orbem de canonibus dispensare potest, concedi posset. Tertio, cum Metropolitanus officio non fungebatur. » — *Natalis Alexander. Histor. Eccles. sæcul. IX et X*, cap. v, n. 3 et 4.

En outre, les Pontifes Romains se sont absolument réservé le pouvoir d'instituer les Évêques où et quand ils le jugeaient meilleur. En le faisant, ils ne causaient d'injure à personne ; ils usaient de leur droit propre et personnel, du droit qu'ils tiennent du divin fondateur de l'Église et que les Patriarches, les Primats et les Archevêques ne peuvent acquérir ni par la possession, ni par la prescription, ni par la coutume, et que le Siège Apostolique ne saurait jamais abdiquer. Le cardinal Soglia en donne la raison :

« Quia jus divinum nullo hominum facto et institutione abrogari, immutari, inverti potest. » — *Institut. jur. publ.*, pp. 232 et 233.

On peut voir dans Thomassin les raisons pour lesquelles les Papes se réservèrent l'institution des Évêques et les époques où eurent lieu ces réserves.

« Le droit de dévolution, dit le docte Oratorien, était incontestable, et il faisait tomber entre les mains du Pape le pouvoir de nommer aux Évêchés, plus souvent qu'on ne s' imagine.

« Ce n'était pas seulement lorsqu'on n'élisait pas dans le temps marqué par les canons que la dévolution se faisait

« au Saint-Siège, mais aussi lorsqu'on élisait des indignes
« dont l'indignité était connue.

« Ce sont ces élections ou postulations cassées ou refusées dont Benoît XII parlait dans l'Extravagante *Ad regimē*, après lesquelles il se réservait la provision des Archevêchés, des Évêchés et autres bénéfices.

« Les dissensions opiniâtres des Chapitres et les élections irrégulières donnèrent aussi fréquemment aux Papes de justes sujets de remplir eux-mêmes nos Évêchés vacants.

« Le funeste schisme d'Avignon donna un sujet bien plus légitime ou un prétexte plus apparent aux Papes de divers partis de nommer des Évêques de leur confiance dans les églises de leur obéissance.

« Les Règles de la Chancellerie réservèrent à la nomination des Papes tous les Évêchés et Abbayes de la chrétienté, qui auraient plus de 200 florins de revenu. » — *Ancienne et nouvelle discipline de l'Église*, T. II, livre II, chap. xxxiii, n. 5.

8. L'apôtre saint Pierre a reçu de Jésus-Christ, ou de droit divin, la primauté dans l'Église universelle, pour lui et ses successeurs, à perpétuité.

Le Pontife Romain, successeur du Prince des apôtres, est donc l'héritier de la même primauté.

Dire le contraire, ce serait encourir l'anathème.

« Si quis ergo dixerit non esse, ex ipsius Christi Domini institutione seu jure divino, ut beatus Petrus in primatu super universam Ecclesiam habeat perpetuos successores; aut Romanum Pontificem non esse beati Petri in eodem primatu successorem : anathema sit. » — Conc. Vatican., const. *Pastor Æternus*.

9. Le Pontife Romain a non seulement un office d'inspection ou de direction, mais un pouvoir plein et suprême de juridiction dans l'Église universelle, aussi bien dans les choses qui concernent la foi et les mœurs que dans celles

qui touchent à la discipline et au gouvernement de cette Église.

Le pouvoir susdit du Pontife Romain est ordinaire et immédiat soit sur toutes et chacune des églises, soit sur tous et chacun des Pasteurs et des fidèles.

Le concile du Vatican prononce l'anathème contre quiconque nierait ces deux propositions.

« Si quis itaque dixerit Romanum Pontificem habere tantum officium inspectionis vel directionis, non autem plenam et supremam potestatem jurisdictionis in universam Ecclesiam non solum in rebus, quæ ad fidem et mores, sed etiam in iis quæ ad disciplinam et regimen Ecclesiæ per totum orbem diffusæ pertinent; aut eum habere tantum potiores partes non vero totam plenitudinem hujus supremæ potestatis; aut hanc ejus potestatem non esse ordinariam et immediatam sive in omnes ac singulas ecclesias, sive in omnes et singulos pastores et fideles : anathema sit. » — *Constitutio : Pastor Æternus*, cap. III.

10. Au Pape seul, il appartient, pour des raisons graves, de transférer les Évêques à d'autres sièges, et même de les déposer, comme de recevoir leur démission.

C'est un droit inhérent à la primauté de juridiction qu'il tient de Jésus-Christ.

Celui qui peut instituer les Évêques doit pouvoir aussi rompre les liens qui les attachent aux églises qu'il leur a confiées, selon la règle suivante du droit :

« Res per quascumque causas nascitur, per easdem dissolvitur. »

Voir le chapitre II d'Innocent III *de translatione Episcoporum*. — Le chapitre I *Quoniam de renuntiatione in 6º*, de Boniface VIII. — La session VI du concile de Trente, chapitre I *de Reform.*, où il est question des Évêques qui seraient absents de leurs diocèses et des mesures que le Siège Apostolique peut prendre contre eux.

11. Le Pontife Romain a le pouvoir de porter des censures dans l'Église universelle, à la différence de l'Évêque qui n'a ce pouvoir que pour et dans son diocèse.

« Antistiti potestas est excommunicandi eos, qui suae jurisdictioni obnoxii sunt ; Pontifex vero ea potestate in omnes Christianos utitur, quia quotquot in Ecclesia sunt, ratione primatus, subjectos habet. » — SGLIA, *Instit. jur. publici*, p. 252.

12. Le Pape a le pouvoir de se réserver, dans toute l'Église, l'absolution de certains péchés plus graves.

« Merito Pontifices Maximi, dit le concile de Trente, pro suprema potestate sibi in universa Ecclesia tradita causas aliquas criminum graviores suo potuerunt peculiari judicio reservare. » — Sess. XIV, cap. vii, can. xi.

13. Le Pape a le pouvoir d'accorder des exemptions, c'est-à-dire, d'exempter certaines églises et certains monastères de la juridiction de l'Ordinaire.

« Dœcesium divisio, dit Noël Alexandre, subditorumque designatio a Romano Pontifice pendet, qui et justis de causis immunitates ac privilegia, ecclesiis vel monasteriis concedere potest, quibus ab ordinaria jurisdictione solvantur et eximantur. » — *Dissert. 12. in sæcul. XVI, de syn. Trid.* art. xvi, n. 41. — *Conc. Trid. Sess. xxiv ; Cap. ii, de Reform.*

14. Le Pontife Romain a le droit d'exiger les annates dans tout l'univers catholique.

L'*annate* ne signifie pas autre chose que le revenu d'une année.

L'*annate* n'était pas le revenu réel d'une année, mais une certaine somme qui était payée au Pontife Romain ou à la Chambre Apostolique sur les fruits de la première année des Évêchés et des autres bénéfices vacants.

Cette somme était déterminée par les anciennes taxes de la Chancellerie Romaine : c'était à peu près la moitié du revenu annuel du bénéfice vacant.

Que le Pape ait le droit de percevoir les annates, sans simonie et sans injustice, c'est le sentiment de tous les Docteurs catholiques.

« Respondeo, dit Tournely, cum ill. de Marca, Natali Alexandro, Fagnano juris pontificii peritissimo, Feuret et aliis, annatas solvere nec simoniacum, nec injustum. Responsio hæc est contra Molineum et Launoium, etc. — *De locis theologicis de concilio Basileensi.*

Le docte théologien, après avoir prouvé sa thèse par l'autorité des conciles de Vienne, et de Constance, et des constitutions Apostoliques, ajoute :

« Omnibus curam animarum habentibus pie solvuntur decimæ. Porro Romanus Pontifex jure divino constitutus est Pastor omnium fidelium, et omnium Ecclesiarum curam gerere debet. Ergo annatas absque ullo vitio recipere potest, easque pie et rationabiliter conferunt Præsules designati. »

On peut consulter Thomassin sur la question intéressante des annates. — *De vet. et nov. Eccles. disciplin.* part. 3, lib. II, cap. LVI, n. 5.

15. Le Pape a le droit d'envoyer dans les diverses provinces du monde catholique des Légats ou des Nonces, qui puissent y demeurer longtemps et même toujours.

Ce droit est la conséquence de la surintendance qu'il a de toutes les églises et du devoir qui lui incombe de veiller sur elles toutes, autant qu'il le peut, par le moyen de ses Légats.

« Planissime asserimus, dit le cardinal Soglia, Romanis Pontificibus jus esse hos Legatos, eosque stabiles, in exteras provincias mittendi. »

Au droit qu'à le Pape d'envoyer des Légats là où il le juge à propos correspond l'obligation de les accueillir.

« Quod si Pontifici jus perfectum eos mittendi denegari à catholico non possit, huic vicissim ex altera principum etiam supremorum parte respondebit obligatio inthesi saltem certa, ne Legatos ejusmodi ab ingressu in terras

« suas prohibeant, aut legitimis eorum functionibus in salutem animarum necessariis sese obstaculo ponant. » — ANTON. SCHMIDT, *Instit. Jur. Eccl. Germ. accommod.*, part. 2, cap. 1, sect. 3, art. 3, parag. 73.

16. Le Pontife Romain a le droit d'exiger des Ordinaires des lieux un rapport sur toutes les choses graves qui se passent dans leurs diocèses ou dans leurs provinces.

« Jus hoc Romani Pontificis, dit le cardinal Soglia, non modo singuli quique Ecclesiarum Rectores et Patres, verum etiam peculiare Ecclesiae, ipsaque concilia œcumenica agnoverunt. » — *Inst. Jur. pub.* p. 273.

17. En vertu de sa primauté de juridiction dans l'Église universelle, le Pape a le droit de recevoir les appels qui lui sont adressés tant par les simples fidèles que par les Évêques, les prêtres et les autres clercs inférieurs. C'est un droit nécessaire et inhérent à sa charge de Juge suprême de tous les membres de l'Église.

« Est hujusmodi appellationum jus adeo necessario adnexum cum Romani Pontificis in universam Ecclesiam jurisdictionis primatu, ut nemo possit illud in controversiam adducere, nisi et hunc velit perfracte inficiari. Etenim cum primatus prærogativa Romanus Pontifex sit supremus in Ecclesia Judex, cuique datur per appellationem ipsius implorare tuitionem; ab inferioris quippe sententia superioris tribunal adire omnibus concessum esse, ipsa naturalis æquitas dictat et persuadet. » — BENED. XIV, *de Synod. diœces.* lib. IV, cap. v.

Mais si tous et chacun peuvent en appeler au Pape, personne ne peut en appeler d'un jugement porté par lui.

« Sentire quod a Papa ad Concilium appellari possit est hæreticum, et contra illum articulum *S. Ecclesiam Catholicam*; nam si licitum esset appellare a Papa, et ille, ad quem appellatur, esset caput, sic Papa non esset caput, vel essent duo capita quod esset monstruosum. » — S. ANTONIN,

p. 3, *Sum.* tit. XXIII, cap. III, *De appell. Papæ*, parag. 3.

La constitution *Apostolicæ Sedis* prononce une excommunication *spécialement* réservée au Pontife Romain contre tous ceux qui appellent au futur Concile universel d'une sentence ou d'une ordonnance quelconque du dit Pontife. — art. IV.

18. Dans toute l'Église, le Pontife Romain est le suprême dispensateur de toutes les grâces et de tous les biens spirituels ; il a la puissance d'absoudre de tous les péchés, de relever des vœux et des serments.

19. Le Pontife Romain peut, au moins, pour une fin spirituelle, établir des lois civiles obligeant l'Église universelle.

20. Il a le droit de déposer les princes ou de délier les peuples chrétiens de l'obéissance qu'ils leur doivent. Nous l'avons dit plus haut, au titre des *Constitutions*.

II

DES CARDINAUX DE LA SAINTE ÉGLISE ROMAINE

330. — Les Cardinaux, ayant dans l'Église la première place après le Souverain Pontife, il convient d'en parler immédiatement : aussi bien, formant son sénat, ils partagent ses travaux administratifs, bien qu'ils n'aient pas de juridiction ordinaire, si ce n'est dans les églises de leur titre.

Le nom de Cardinal vient de *cardo*, *cardinis*, gond d'une porte. « *Cardinales a cardine dicti sunt, quia sicut cardine « janua regitur, ita Ecclesia bono eorum consilio.* » — Archid. in cap. *Ubi periculum*.

« Nam sicut super cardinem volvitur ostium domus, ita « super hos Sedes Apostolica, totius ecclesiæ ostium, quiescit, et sustentatur. » — Constit. *Non mediocri* d'Eugène IV.

Quelle est l'origine des Cardinaux ?

Les auteurs ne sont pas d'accord sur la véritable origine des Cardinaux.

Le meilleur moyen d'éclaircir la question c'est de rechercher l'origine de leur office, de leur titre, de leur nom et de leur dignité.

1. L'office des Cardinaux semble remonter aux Apôtres. Ceux-ci paraissent l'avoir exercé d'une certaine manière, lorsque, après l'ascension de Notre-Seigneur Jésus-Christ, jusqu'à leur dispersion dans le monde entier, ils ont assisté de leurs conseils et de leurs travaux l'apôtre saint Pierre qui les remplaça alors par d'autres coadjuteurs. — BARBOSA, *Jur. Eccles.*, l. I, cap. III, n. 2 et 3.

2. Les *titres* des Cardinaux sont plus récents que leur office. Ils ont été institués, tout d'abord par saint Marcel, en l'an 304, au nombre de quinze seulement ; ils furent assignés à des prêtres et à des diacres dont la principale fonction était de prendre soin de ceux qui devaient recevoir le baptême, des pénitents, et de la sépulture des martyrs. — FLAMIN. l. II, de resign. q. 2, n. 30.

3. Le *nom de cardinal* paraît avoir été inventé par le pape saint Sylvestre. On le lit, pour la première fois, dans le sixième concile de Rome célébré sous ce pape, après la conversion de Constantin. Plus tard, il est employé et mis en usage par les papes Gélase, Grégoire et les autres Pontifes Romains. — BARBOSA, *loco citato*, n. 6.

4. — La *dignité cardinalice* fut, à l'origine, inférieure à celle des Évêques. Ensuite, elle fut élevée au-dessus de la dignité épiscopale ou par Boniface VIII, ou par Clément V. Bientôt, on la plaça immédiatement après le Souverain Pontificat. Pour reconnaître cette éminente dignité, Urbain VIII, dans un consistoire secret, tenu le 10 Juin 1630, donna aux Cardinaux, que l'on appelait auparavant *Illustrissimes*, le titre d'*Eminentissimes*.

Y-a-t-il une distinction parmi les Cardinaux?

On distingue les Cardinaux évêques, les Cardinaux prêtres et les Cardinaux diacres.

Quels sont les différents titres cardinalices?

1. Il y en a, aujourd'hui, six pour les Cardinaux évêques.

Ce sont les titres d'Ostie et Velletri — de Porto et Sainte Rufine — d'Albano — de Frascati — de Palestrina — de Sabine.

On donne à ces titres épiscopaux le nom d'évêchés *suburbicaires*, parce qu'ils sont situés dans les environs ou les faubourgs de Rome.

2. Il y a cinquante-et-un titres pour les Cardinaux prêtres.

On en trouve l'énumération dans plusieurs ouvrages de droit canonique, notamment dans l'ouvrage de Ferraris, intitulé : *Bibliotheca canonica*, etc., au mot : *cardinales*; dans le cours de droit canon d'André, au mot *cardinal*.

La plupart de ces titres sont aussi relatés dans la *France ecclésiastique, Almanach du Clergé, 1884*, page 23 et suivantes.

3. Les Diaconies sont au nombre de quinze.

Le Souverain Pontife peut, à son gré, augmenter ou diminuer le nombre des Cardinaux, suivant les circonstances, comme le fait remarquer Schmalzgrueber, avec Azor. — T. I, p. 335, n. 13.

Quelles sont les prérogatives des Cardinaux?

1. Les Cardinaux, même non évêques, ont la préséance sur les Évêques, les Archevêques et les Patriarches, et cela, à cause de la supériorité de leur office et de leur dignité.

« Non unius diocesis aut Provinciæ, dit le cardinal Soglia,
« quemadmodum Episcopi seu Archiepiscopi, sed omnium
« christiani orbis Ecclesiarum cum Romano Pontifice curam
« gerunt, et Patriarchas, Archiepiscopos, ac reliquos Eccle-
« siæ gradus cum Pontifice ipso judicant, cum ipsi a solo
« Pontifice judicentur, ut habetur ex Const. Eugenii IV,

« an. 1438 edita, quæ incipit : *Non mediocri.* » — *Inst. Jur. publ.* p. 283.

2. Les Cardinaux forment un seul corps avec le Pontife Romain qu'ils aident dans le gouvernement de l'Église universelle. Aussi, le sacré collège des Cardinaux comprend-il des membres de toutes les nations, afin que chaque nation y ait un père, un tuteur et un patron.

3. Les Cardinaux sont créés par le Pape seul.

4. Ils portent le chapeau et des vêtements rouges, pour leur signifier qu'ils doivent être prêts à défendre les droits de l'Église Romaine et de son Pontife jusqu'à l'effusion de leur sang.

5. Ils jouissent du privilège de pouvoir être appelés *Éminentissimes*.

6. Ils ne sont pas soumis régulièrement aux règles de la Chancellerie, ni aux autres constitutions générales qui sont odieuses et pénales. — BARBOSA, *Jur. Eccles.* lib. I, c. iv, n. 54. ex Regul. 67. nunc 68 Cancellariæ.

7. En vertu de la coutume, ils auraient le privilège d'arracher au supplice le condamné qu'ils rencontreraient sur le chemin du gibet, pourvu qu'ils puissent le couvrir de leur manteau ou de leur calotte, à moins qu'il ne soit coupable du crime de lèse-majesté ou de quelque autre grand crime. — OLETENBERG cité par Schmalzgrueber, T. I, p. 235.

8. Ils jouissent, pour la confection de leur testament du privilège des soldats : ils n'y sont pas astreints aux lois civiles pour la forme à leur donner. — AZOR, p. 2, l. IV, c. iii, q. 20.

Quel est le pouvoir des Cardinaux dans les églises de leurs titres ?

1. Ils y exercent, ainsi que dans leurs dépendances, la juridiction quasi-épiscopale, ne fussent-ils que Cardinaux prêtres ou diacres. — *C. His quæ 11, de major, et obed.*

2. Ils y peuvent, si du moins ils sont prêtres, conférer la

tonsure et les ordres mineurs à leurs sujets et à leurs familiers. — BARBOSA, *Jur. Eccl.*, l. I, c. iv, n. 40.

3. Quand un bénéfice y est vacant, c'est à eux à y pourvoir, s'ils se trouvent à Rome ; s'ils sont absents, c'est au Pape seul à conférer ce bénéfice. — BARBOSA, *loc. cit.* n. 36.

4. Il leur appartient de visiter les églises de leurs titres et les personnes qui en dépendent ; de connaître des causes criminelles de leurs sujets et de les punir par des censures, si c'est nécessaire. — BARBOSA, n. 37.

5. Ils peuvent dans les églises et dépendances de leurs titres porter des lois qui obligent en conscience, dispenser leurs sujets des vœux qu'ils auraient faits, exiger d'eux un subside de charité, commuer les dernières volontés dans les cas où les Évêques ont ce pouvoir, et exercer les autres droits épiscopaux, même avant leur prise de possession et l'exhibition de leurs lettres Apostoliques. — BARBOSA. *loc cit.* n. 71.

Quels sont l'office et le pouvoir des Cardinaux relativement à l'Église universelle ?

1. Il leur appartient d'élire le Souverain Pontife. — *Tit. 6. a numero 91.*

2. Ils assistent le Pape de leurs conseils et de leur concours dans le gouvernement de l'Église universelle, surtout dans les circonstances difficiles, dans la promulgation des lois ecclésiastiques, etc. — *C. Bonæ 3, de postul. Prælat.*

3. Lorsque la nécessité, ou une grande utilité publique l'exige, ils sortent de Rome et de la cour Pontificale, pour aller présider des conciles, au nom du Pontife Romain, pour rétablir la paix entre les princes chrétiens, pour gouverner des villes et des provinces et remplir d'autres missions de ce genre.

4. En cas de schisme touchant l'élection de deux Pontifes, quand on ne sait quel est le vrai élu, les Cardinaux peuvent convoquer un concile, pour trancher la question.

5. Pendant la vacance du Siège Pontifical, bien qu'ils ne succèdent pas à la juridiction Papale, ils peuvent néanmoins s'occuper de tout ce qui concerne l'élection du Pontife Romain et prendre tous les moyens pour protéger et défendre l'Eglise contre les périls imminents. — *C. Ubi periculum 3. de elect. in 6, et Clem. ne Romani 2, eod.*

Le Pontife Romain est-il nécessairement obligé de consulter les cardinaux dans les affaires difficiles ?

Suivant l'opinion commune, il n'y est pas *nécessairement* obligé, puisqu'il a la plénitude du pouvoir, qu'il tient immédiatement du Christ lui-même. Mais, la sagesse et la prudence lui font un devoir de ne pas agir sans le conseil des Cardinaux. « Fili, sine consilio nihil facias. » — *Eccl. 32, v. 24.*

Quel est le droit des Cardinaux dans les conciles assemblés par l'autorité du Souverain Pontife ?

Les Cardinaux, alors même qu'ils n'auraient pas le caractère épiscopal, y jouissent du droit de suffrage comme les Evêques. « Vocem, seu suffragium habent non consultivum duntaxat, « sed decisivum, dit Schmalzgrueber. Ita cum communi DD. « Suarez. » — T. I, p. 236, n. 18.

III

DES PATRIARCHES, DES PRIMATS, DES ARCHEVÊQUES ET DES EVÊQUES,

Les juges ordinaires stables après le Pape sont les Patriarches, les Primats, les Archevêques et les Evêques.

Des Patriarches.

331. — Le mot *Patriarche* dérive du Grec. « Patriarcha « græcum nomen, dit Schmalzgrueber, summum Patrem,

« sive Patrum et Episcoporum Principem denotat. » — T. I, p. 236, n. 19.

Le Patriarche est un Prélat qui a la préséance sur les Évêques et même sur les Archevêques non seulement d'une seule province, mais aussi de tout un royaume ou d'un empire ; il a dans toute l'étendue de son patriarcat une certaine juridiction, puisque l'on peut lui déférer les causes majeures qui en intéressent les sujets. — *Can. Urbes, dist. 80.*

Il n'y avait anciennement que trois Patriarches : ceux de Rome, d'Alexandrie et d'Antioche.

Aujourd'hui, on divise les Patriarches en *majeurs* et *mineurs*.

1. Les Patriarches majeurs, excepté le Souverain Pontife, ou le Patriarche de Latran, sont ceux de Constantinople, d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem.

Les Patriarches de ces sièges majeurs ne sont, aujourd'hui, que des Patriarches *titulaires*, excepté le Patriarche latin de Jérusalem y établi par Pie IX, par sa constitution *Nullo celebrior*. Ce dernier même ne jouit pas des prérogatives des anciens Patriarches. « Huic Patriarchæ fuerunt concessa jura solummodo metropolitana. » — SANTI, lib. I, *decretal.* p. 320.

En Orient, il y a cinq Patriarches catholiques de divers rites : ce sont : le Patriarche des Melchites ; le Patriarche des Maronites ; le Patriarche des Syriens ; le Patriarche des Chaldéens ; le Patriarche des Arméniens.

2. Les Patriarches mineurs qui, dans l'Église Latine, prennent le nom de Patriarches, avec la tolérance du Pontife Romain, ou en vertu d'une coutume très ancienne, sont les Patriarches de Bordeaux dans l'ancienne Aquitaine, de Venise, d'Aquilée, d'Éthiopie et des Indes.

3. Le pouvoir des Patriarches majeurs, jadis, assez considérable, n'existe, à vrai dire, plus aujourd'hui, puisque leurs provinces sont entre les mains des infidèles. Leur nom et leur dignité ont été conservés, mais leur juridiction a cessé.

Quant aux Patriarches mineurs, leur office et leur pouvoir se confondent avec ceux des Primats ou des Métropolitains.

Des Primats.

332. — Les Primats sont de certains Archevêques plus puissants, placés à la tête de métropoles plus importantes. En ce qui concerne leur office et leur pouvoir, ils ne sont pas distincts des Patriarches mineurs; ils ne s'en distinguent que par leur nom et leur titre.

L'Archevêque de Salzbourg, en Allemagne; celui de Tolède, en Espagne; celui de Cantorbéry en Angleterre prennent encore le titre de Primats. En France l'Archevêque de Lyon s'intitule *Primat* des Gaules, celui de Bordeaux *Primat* d'Aquitaine, et celui de Rouen *Primat* de Normandie.

« Le Pape Pie IX, dit M. l'abbé André, par un bref « spécial, reconnu, en 1851, le titre de *Primat* des Gaules « que l'Archevêque de Lyon prend dans ses actes officiels. » — *Cours de droit canon*, au mot *Primat*.

Les Patriarches et même les Primats avaient autrefois le pouvoir :

1° De consacrer les Métropolitains et de leur donner le pallium, *postquam tamen ipsimet Patriarchæ*, dit Soglia, *a Romano Pontifice pallium accepissent*. — *Inst. jur. publ.*, p. 299.

2° De recevoir les appels des sentences des Évêques, de convoquer les Évêques et les Métropolitains aux synodes;

3° De suppléer la négligence des Archevêques dans la collation des bénéfices.

Mais ces droits sont totalement éteints : il n'en reste guère plus que les titres, de sorte que les Patriarches et les Primats ne sont en réalité désormais que de simples Archevêques.

Des Archevêques.

333. — L'Archevêque, comme l'exprime le nom lui-même, est le Prélat Évêque qui a la préséance sur tous les Évêques d'une province ecclésiastique.

L'Archevêque est aussi appelé Métropolitain, parce que la ville où il réside est la métropole, ou la mère en quelque sorte des autres villes épiscopales de la province.

Les Évêques de cette province sont appelés suffragants. « Suffraganeus dicitur Episcopus uno Archiepiscopo subditus. » — Cap. *Pastoralis, in princip., de Offic. Ordin.*; cap. 1, de *Foro compet. in 6°*.

L'Archevêque diffère des Patriarches et des Primats, en ce qu'il préside seulement à une province, tandis que les autres président à des royaumes entiers, ou à plusieurs provinces.

Il diffère des Évêques, en ce que sa juridiction s'étend à toute une province, où à plusieurs diocèses. Il est cependant certains Archevêques — c'est l'exception — qui n'ont aucun diocèse suffragant.

Quel est le pouvoir de l'Archevêque ?

Ce pouvoir est triple.

1. L'un est propre à l'Archevêque lui-même : c'est celui qu'il a sur le diocèse qui lui est immédiatement soumis.

2. L'autre concerne les Évêques suffragants, non exempts, de sa province.

3. Le troisième regarde les sujets de ses suffragants.

Nous parlerons du premier pouvoir de l'Archevêque, lorsque nous traiterons des Évêques, puisque ce pouvoir leur est commun.

Nous allons dire quelques mots des deux autres pouvoirs.

Quelle est la juridiction de l'Archevêque sur les Évêques, non exempts, de sa province ?

En règle générale, l'Archevêque a sur eux la juridiction ordinaire, puisqu'il est leur supérieur immédiat et ordinaire.

Voici, en particulier, en quoi consiste ce pouvoir de juridiction :

1. L'Archevêque a, de droit commun, le pouvoir de donner la consécration épiscopale à tous les Évêques de sa province ; ou il délègue qui il lui plaît pour cette fonction.

Cependant, aujourd'hui, le Pape accorde ce pouvoir à d'autres Évêques, surtout sur la demande des intéressés.

2. L'Archevêque peut commander à ses suffragants et à leurs Vicaires généraux l'accomplissement de leurs devoirs, et, au cas où ils ne l'écouteraient pas, les y obliger par des censures ecclésiastiques, en observant toutefois les formalités canoniques. — *C. Quia pontificali*, 2, *de offic. deleg. in 6°*.

3. Il peut suppléer leur négligence dans la collation des bénéfices, dans l'absolution des excommuniés, dans l'exécution des testaments, etc. — BARBOSA, *Jur. Eccl.*, l. 1, c. vii, n. 33 et seq.

4. Il les convoque aux synodes provinciaux dont il est le Président, et si quelqu'un d'entre eux ne répond pas à sa convocation, il juge la cause de leur absence. — Conc. Trid., sess. XXIV, c. ii, *de Reform.*

5. Il peut connaître de leurs causes seulement civiles.

La connaissance de leurs causes criminelles, *majeures*, appartient au Siège Apostolique qui se réserve de porter la décision. — Ex Conc. Trid., sess. XXIII, c. v.

Quant aux causes criminelles, *mineures*, il appartient à l'Archevêque de les examiner et de les juger en concile provincial, mais non en dehors. — C. Trid., *ibid.*

Quelle juridiction l'Archevêque a-t-il sur les sujets de ses suffragants ?

Il a aussi sur eux une juridiction ordinaire, mais il ne

peut l'exercer que dans certains cas exprimés par le droit. — *Can. Nullus, 7 et seq., caus. 9, q. 3, c. Pastoralis, 11, in princ. huj. Tit. et C. Romana, 1, eod. in 6°.*

Cette réserve est commandée par le respect qui est dû à l'autorité du supérieur immédiat, à laquelle le Chef de l'Église ne veut pas que l'on touche sans de graves raisons.

Quels sont les cas où l'Archevêque peut exercer sa juridiction sur les sujets de ses suffragants ?

Les voici : 1. Quand ces sujets appellent à l'Archevêque de la sentence de leurs Évêques, dans une cause soit spirituelle ou temporelle, civile ou criminelle. — *C. Romana 3, parag. 8, de appellat. in 6°.*

2. Quand l'Archevêque visite sa province. Il y a alors un double pouvoir, l'un au for intérieur, l'autre au for extérieur.

En vertu du premier, il peut confesser, dans toute sa province, ceux qui s'adressent à lui et les absoudre de leurs péchés, même des cas réservés à l'Ordinaire.

En vertu du second, il peut punir les criminels notoires seulement, ainsi que ceux qui entravent sa visite ou l'exercice de sa juridiction métropolitaine. — *C. Romana, 1, de pœnis in 6°.*

« Sed visitare nequit, dit M^{gr} Grandelaude, nisi ex causa « a concilio provinciali, vel a Sancta Sede cognita et approbata. — Conc. Trid., sess. XXIV, c. III, de Reform. — « Ideo quia hodie vix celebrantur concilia provincialia, fit « ut potestas visitandi remaneat sine exercitio. » — *Jus can.*, T. I, p. 335.

3. Si l'Évêque est négligent dans l'exercice de sa juridiction et de son office, le pouvoir de cet Évêque est dévolu à l'Archevêque, dans les cas exprimés par le droit. — *C. Romana, 1, de pœnis in 6°.*

4. S'il a pour cela de justes motifs, il peut interdire la prédication à un prêtre dans toute sa province, et par conséquent dans les diocèses de ses suffragants. Ceux-ci ne

pourraient pas, dans ce cas, accorder à ce prêtre l'autorisation qui lui est enlevée par le Métropolitain. — *C. Tuarum, 11, de privil. et Non sine 2 de arbitr.*

5. Il pourrait, même en dehors de sa visite canonique, se faire précéder de la croix Archevêpiscopale dans toute sa province, et y donner la bénédiction au peuple, si ce n'est en présence d'un Légat pontifical ou d'un Cardinal.

6. Il peut accorder des indulgences de quarante jours et célébrer pontificalement dans tous les diocèses de sa province, même en dehors de sa visite. Mais il ne pourrait pas y faire des ordinations, ni donner la confirmation, pas plus qu'y porter des lois. — GRANDCLAUDE, *Jur. can.*, T. I, p. 336.

La Glose cite d'autres cas où l'Archevêque peut exercer sa juridiction sur les sujets de ses suffragants. On trouvera dans Schmalzgrueber l'indication des canonistes qui énumèrent ces cas. — T. I, p. 238.

Dans quel lieu l'Archevêque peut-il exercer sa juridiction sur les sujets de ses suffragants?

Il ne peut examiner ou faire examiner les causes qui lui sont déférées que dans sa propre ville Métropolitaine, ou dans son diocèse, ou dans le diocèse d'où elles sont émancées ou dévolues à son autorité. « Ita statuitur, dit Schmalzgrueber, *C. Ut litigantes*, 5, h. tit. in 6°, et additur « ibidem ratio, ut litigantes releventur a laboribus, et ex-
« pensis. » — T. I, p. 238.

Il y a cependant deux exceptions à cette règle.

1. L'Archevêque peut examiner ces causes dans un autre lieu, si les intéressés y consentent, pourvu que l'Évêque de ce lieu y donne aussi lui-même son consentement exprès ou tacite. — *Ibid.*

2. Il le pourrait encore, si c'est la coutume. Mais, il faudrait que cette coutume existât depuis, au moins, quarante ans. — *Ibid.*

Des Évêques.

334. — Étymologiquement parlant, le mot *Évêque* signifie *inspecteur*. « *Episcopi enim, dit le cardinal Soglia, debent diligenter inspicere, ne grex sibi traditus aliquid detrimenti capiat, ac pervigilare...* » — *Inst. juris priv.*, p. 10.

Si l'on considère le mot Évêque — *Episcopus* — au point de vue de l'office et de la dignité, il signifie le Prélat qui est placé à la tête d'un diocèse, pour en régir le clergé et les fidèles, dans la plénitude des droits et des devoirs épiscopaux.

L'Évêque a un double pouvoir : le pouvoir d'ordre et le pouvoir de juridiction.

Le pouvoir d'ordre émane du sacrement de l'Ordre et du caractère épiscopal : il consiste principalement dans la Confirmation, l'Ordination et la Consécration.

Le pouvoir de juridiction est celui par lequel l'Évêque est établi Juge et Pasteur de son diocèse. — C'est un pouvoir ordinaire : aussi, l'Évêque est-il appelé l'*Ordinaire*. Ce pouvoir donne à celui qui le possède le droit et le devoir d'enseigner, de commander, de juger, de corriger et d'administrer, comme le dit fort bien le cardinal Soglia.

« *Ratione vero potestatis jurisdictionis quinque præcipua sunt Episcoporum jura et officia : docere, jubere, judicare, corrigere, et administrare.* » — *Inst. jur. privati*, p. 11.

— Que comportent le droit et le devoir d'enseigner ?

En vertu de ce droit et de ce devoir, l'Évêque peut et doit enseigner à tous ses diocésains ce qu'il leur faut croire et pratiquer. Aussi bien, il est Maître et Docteur dans son diocèse en ce qui concerne la doctrine catholique ; il y a la suprême direction de l'instruction religieuse.

Il doit donc prêcher la parole de Dieu, et, s'il ne peut pas le faire par lui-même, il doit s'acquitter de ce devoir par des prêtres idoines. — Conc. Trid., sess. V, c. II.

Il lui appartient d'autoriser et d'approuver les prédicateurs, dans son diocèse, comme de veiller à ce qu'ils n'enseignent rien de contraire à la foi, aux mœurs et à la prudence chrétienne.

Il doit veiller, avec une sollicitude toute spéciale, sur l'enseignement qui se donne dans les écoles privées et publiques de son diocèse, afin qu'il ne s'y glisse rien de contraire à la foi catholique, à la morale, ou à la discipline de l'Église.

Pour la manière d'enseigner le catéchisme aux enfants et aux ignorants, il doit méditer avec soin l'exhortation qu'adresse Benoît XIV aux Évêques, dans sa constitution *Etsi minime*, sur l'usage du petit catéchisme de Bellarmin.

Il lui appartient de veiller à ce qu'il ne paraisse, dans son diocèse, aucun livre dangereux, comme il doit prohiber ceux qui le seraient, ou les déférer à la congrégation de l'Index.

Il lui appartient de faire observer, dans son diocèse, les règles concernant l'impression des livres.

Il est bon de noter ici que la loi civile, en France, reconnaît le droit des Évêques d'approuver l'impression et la réimpression des livres liturgiques. Voici, en quels termes le décret du 7 Germinal, an XIII, consacre ce droit :

« ART. 1^{er}. — Les livres d'Église, les heures et prières ne
« pourront être imprimés que d'après la permission donnée
« par les Évêques diocésains : laquelle permission sera
« textuellement rapportée et imprimée, en tête de chaque
« exemplaire. »

Aux termes de ce décret, les infracteurs de cette défense devront être poursuivis.

« ART. 2. — Les imprimeurs-libraires qui feraient
« imprimer ou réimprimer les livres d'Église, les heures et prières,

« sans avoir obtenu cette permission, seront poursuivis conformément à la loi du 19 Juillet 1793. »

Que comportent le droit et le devoir de commander?

En vertu de ce droit, l'Évêque peut faire des lois, soit en synode, soit en dehors de son synode.

Il doit faire observer, autant qu'il dépend de lui, ces lois diocésaines et les lois générales de l'Église.

« Igitur, dit le cardinal Soglia, Episcopus præcipue jubet
« quæ ad populi mores ac fidem, et sacrorum Ministrorum
« officia, sacrosque ritus pertinent, itemque publicas preces
« pro Ecclesiæ necessitate, aliisque justis de causis indicit,
« orandi formulas minus pietati congruas abolet, vetatque
« abusum qui in indulgentias, in imagines et reliquias sanc-
« torum, in sacramentorum administrationem, et in Missarum
« celebrationem forte irrepserint. » — *Institutiones juris privati*, p. 12.

Que comportent le droit et le devoir de juger.

En vertu de ce droit et de ce devoir, l'Évêque doit juger toutes les causes qui relèvent du for ecclésiastique, à savoir celles qui concernent la foi, les mœurs, la discipline, les sacrements, les bénéfices et les autres matières de ce genre. Il juge encore les causes dites du *for mixte*, c'est-à-dire, celles qui appartiennent tant au for ecclésiastique qu'au for séculier ; de ce nombre sont les causes d'adultère, de parjure, de blasphème et les autres qui font injure à la fois à la religion et au gouvernement civil.

On trouvera, dans la session XXIV^e, chapitre xx^e du concile de Trente, la manière dont les Évêques doivent juger les causes ecclésiastiques.

Que comportent le droit et le devoir de corriger?

En vertu de ce droit et de ce devoir, l'Évêque peut et doit corriger les crimes de ses sujets, tant clercs que laïques, par des monitions et des exhortations. De plus, lorsque celles-ci sont insuffisantes, il lui appartient de les punir par des cen-

sures, des peines canoniques, des pénitences salutaires, voire même par des amendes pécuniaires, si les auteurs de ces crimes y sont obstinés et ouvertement rebelles à ses corrections. — SOGLIA, *Inst. Juris priv.* p. 13.

Mais, dans les punitions qu'il inflige, l'Évêque doit observer les règles que lui prescrit le concile de Trente, dans sa session XIII^e, chapitre 1^{er} de *Reform.*

Que comportent le droit et le devoir *d'administrer*?

1. En vertu de ce droit et de ce devoir l'Évêque, peut et doit administrer les biens temporels appartenant aux églises et aux pieux établissements de son diocèse ; il doit veiller, avec soin, à ce qu'aucun de ces biens ne souffre dommage ou ne périclite ; il doit procurer l'exécution rigoureuse des pieuses dispositions faites soit par testament, soit entre vifs.

2. Il doit conférer les divers offices du ministère ecclésiastique, surtout ceux auxquels est attachée la charge des âmes, à des clercs dignes, en ayant soin, dans cette collation, de respecter toujours les droits du Siège Apostolique ou de tout autre collateur légitime.

3. Il peut ériger, supprimer, diviser et unir les bénéfices. Mais, dans l'érection, la suppression, la division et l'union de ces bénéfices, il doit observer les décrets du concile de Trente et les règles canoniques.

4. Enfin, il doit prendre un soin paternel des pauvres de son diocèse, et surtout des veuves et des orphelins.

5. Il peut et doit visiter toutes les parties de son diocèse, ainsi que les églises et les établissements pieux qui s'y trouvent. Il doit faire cette visite, chaque année, par lui-même, ou, s'il est légitimement empêché, par son Vicaire général. Si cependant le diocèse est trop vaste, il peut en visiter la majeure partie, une année, et l'autre, l'année suivante, de manière à ce que la visite se fasse complètement en deux ans : c'est la prescription du concile de Trente.

« Si quotannis totam (diocesim), propter ejus latitudinem,

« visitare non potuerint, saltem majorem ejus partem, ita
 « tamen ut, toto biennio, per se vel visitatores suos complea-
 « tur, visitare non prætermittant. » — Conc. Trid. Sess. XXIV,
 cap. III, *de Reform.*

6. L'Évêque a le pouvoir de dispenser des lois qu'il a por-
 tées et d'absoudre des cas qu'il s'est réservés. Il peut aussi
 dispenser des lois portées par ses prédécesseurs, soit en
 synode diocésain, soit en dehors de ce synode. « Omnis enim
 « res per quascumque causas nascitur, per eandem dissol-
 « vitur. »

C'est une maxime juridique.

Mais, il n'a pas le pouvoir de dispenser des lois des Sou-
 verains Pontifes, des conciles généraux, ni d'aucune prescrip-
 tion ecclésiastique générale ou de droit commun. « Id prove-
 « nit ex natura rei, dit Garcia, quia Episcopus est inferior,
 « et inferior non habet potestatem in superiorem, nec in ejus
 « legem. » Cet enseignement est confirmé par l'autorité des
 canons sacrés de l'Église.

« Neminem posse a canone dispensare, qui saltem parem
 « cum latore canonis potestatem non habeat. » — Innocent III,
 cap. 20 *de Electione.*

Au fur et à mesure que nous expliquerons les divers titres
 des Décrétales, nous verrons, plus à fond et plus au long,
 quels sont les pouvoirs et les devoirs des Évêques.

Quels sont les droits dus à l'Évêque, à cause de sa dignité
 et de sa charge?

Ces droits sont de deux sortes : ils sont utiles et honori-
 fiques.

I. *Les droits utiles.* — Ces droits sont au nombre de
 cinq : le droit *cathédralique* ou *synodal* ; — le *subsidi-
 de charité* ; — la *quarte des décimes* ou *des dîmes* ; — la
quarte mortuaire ; — les *procurations*.

1. Le droit cathédralique est une certaine somme d'ar-
 gent, que chaque Évêque peut annuellement exiger de cha-

cune des églises de son diocèse, excepté des monastères.

On ne peut pas l'exiger des clercs qui n'ont point de bénéfice, pas plus que des églises et des monastères des réguliers *exempts*.

« Cathedratium, dit Ferraris, est annua exactio *duorum solidorum*. »

Ce droit est appelé *cathédralique*, parce qu'il est donné *ob honorem cathedræ, seu dignitatis Episcopalis*.

On l'appelle aussi droit *synodal*, parce que les clercs doivent le payer ou l'acquitter dans le synode diocésain qui se célèbre, chaque année.

Le concile de Trente n'a pas aboli le droit cathédralique ; seulement, il est défendu de l'exiger dans la visite épiscopale.

« Sacra Congregatio Concilii censuit Concilium Tridentinum nequaquam sustulisse cathedratium, non illud tamen solvendum in visitatione, sed extra, et in synodi celebratione. » — BENED. XIV, *de Syn. diæces.*, t. I, lib. V, cap. vi, n. 5.

2. Le subside de *charité* : *subsidium caritativum*. — C'est un modeste secours, ou une prestation modérée, que, pour une cause raisonnable, l'Évêque peut exiger de ses clercs, en tenant compte des ressources de leurs églises.

3. La quarte des *décimes* : *quartam decimationum*. C'est la quatrième partie des dîmes payées aux églises paroissiales. De droit commun, l'Évêque peut exiger cette quarte. Mais, aujourd'hui, ce droit est tombé en désuétude dans un grand nombre de pays, comme en France, où d'ailleurs la dime n'existe plus.

4. La quarte mortuaire : *quarta mortuorum*, appelée aussi : *portio canonica*, « Episcopo debita, dit Schmalzgrueber, ex legatis et oblationibus funeralibus, quæ factæ sunt ecclesiis, vel aliis locis intra diocesim sitis. » — T. I, p. 240, n. 28.

5. Les procurations : *procuraciones*. Ce sont les mêts ou les repas que l'on a coutume de donner à l'Évêque, ou à son délégué, pendant la visite Épiscopale.

« Hæ, dit Schmalzgrueber, præstandæ sunt etiam a monasteriis non exemptis, quia visitationi annexæ sunt. » — *Ibid.*

II. *Les droits honorifiques*. — Ce sont, en général, tous les droits qu'a l'Évêque, comme premier pasteur du diocèse. Il y a la primauté d'honneur et la préséance sur tous les prêtres, comme sur tous les Archevêques et Évêques étrangers qui le viennent visiter, excepté le Métropolitain.

En vertu de son titre de premier pasteur et de chef spirituel de son diocèse, l'Évêque a le droit à l'obéissance de tout le clergé séculier et régulier de son diocèse, et même des laïques, quelle que soit leur situation.

Nous n'énumérerons pas les autres honneurs et prérogatives attachés à la dignité Épiscopale; ils sont faciles à connaître, étant donné le principe général de la primauté d'honneur et du droit de préséance de l'Évêque dans tout son diocèse.

La visite *ad limina apostolorum* étant une des obligations de l'Évêque, nous en dirons ici quelques mots.

LA VISITE « AD LIMINA APOSTOLORUM »

Son origine.

335. — Anciennement, les Évêques se rendaient à Rome, et visitaient, par dévotion, le tombeau des Apôtres. Plus tard, peu à peu, et comme insensiblement, ils commencèrent à être obligés, à raison de leur charge pastorale, d'entreprendre cette visite. — Voir le chapitre iv *de*

Jurejurando, où l'on donne la formule de serment que devant prêter les nouveaux Évêques.

La visite qu'ils faisaient alors avait pour but de témoigner aux Apôtres, saint Pierre et saint Paul, la vénération qu'ils avaient pour eux, de prier sur leurs tombeaux, dans leurs basiliques respectives, et de manifester leurs sentiments d'obéissance et de soumission envers l'Église Romaine. — Voir le *canon 4*, dist. 93.

Enfin, les Évêques furent amenés, à l'occasion de cette visite, à rendre compte de leur administration pastorale et de l'état de leurs diocèses.

Par sa constitution *Romanus Pontifex*, en date du 20 décembre 1585, Sixte-Quint confirma l'ancienne obligation de la visite *ad limina* et la soumit à des règles plus précises.

Aux termes de cette constitution, tous les Patriarches, les Primats, les Archevêques et les Évêques, fussent-ils Cardinaux, sont tenus de promettre, par serment, avant de recevoir la consécration, de visiter personnellement le tombeau des saints Apôtres, Pierre et Paul, ou de se faire remplacer, pour cette visite, en cas de légitime empêchement, par un procureur, muni d'un mandat spécial.

Les mêmes prélats doivent aussi aller à Rome, s'ils ont le pallium à recevoir, et s'ils sont transférés à une autre église : *antequam illius regimini et administrationi se immisceant*.

Ils jurent de faire la visite *ad limina Apostolorum*, aux époques déterminées, pour rendre compte au Pontife Romain de leur office pastoral et de tout ce qui concerne l'état de leurs églises et de leurs diocèses, ainsi que la discipline du clergé et du peuple, qui leur sont soumis, etc. — Const. *Sixti V*, § 14. — Benoît XIV a étendu l'obligation de la visite *ad limina* aux Abbés et aux autres prélats inférieurs ayant une juridiction quasi-épiscopale et un territoire séparé. — Constit. *Quod Sancta*, 25 Novemb. 1740.

A quelle époque les Évêques et les autres prélats susdits doivent-ils faire leur visite « ad limina ? »

336. — Les Évêques plus voisins doivent l'accomplir, tous les trois ans; les Évêques éloignés, tous les quatre ans; — les Évêques plus éloignés, tous les cinq ans; — les Évêques très éloignés, tous les dix ans.

Au reste, Sixte-Quint classe lui-même, dans sa constitution, les diverses régions de la catholicité par rapport à la visite *ad limina*.

« Ad hoc autem debitum visitationis officium commode
« explendum, supradicti omnes Patriarchæ, Primates, Ar-
« chiepiscopi et Episcopi, Itali videlicet vel ex Italicis insu-
« lis, unde commodius in Italiam trajici potest, veluti Siculi,
« Sardi, Cursi et alii adjacentium provinciarum Italiæ, ac
« etiam Dalmatiæ et Græcorum, quæ e regione ipsius Italiæ
« et Siciliæ oris sunt, *tertio anno*.

« Germani vero, Galli, Hispani, Belgæ, Bohemi, Ungari,
« Angli, Scoti, Hiberni, et ceteri omnes, qui in Europa sunt
« circa mare Germanicum et Balticum, ac omnium insularum
« maris Mediterranci, *quarto anno*.

« Et qui intra Europæ fines sunt, his provinciis remotio-
« res, ac etiam Africani littoribus nostris adversi, ac insula-
« rum maris Oceani septentrionalis et occidentalis Europæ
« et Africæ citra continentem novi orbis, tam qui nunc sunt,
« quam qui ad catholicam fidem per misericordiam Dei ali-
« quando redierint, *quinto anno*.

« Asiatici vero, et qui extra Asiam, et in aliis novis
« terris orientalibus, meridionalibus, occidentalibus et sep-
« tentrionalibus, tam in insulis quam in continentibus, et
« denique in quibuslibet mundi partibus, *decimo anno*, iter
« suscipiant, et Deo concedente perficiant.

« Idemque institutum tertio quoque, quarto, quinto et
« decimo anno repetant et observent.

Il arriva souvent aux Évêques de compter l'espace de temps fixé par Sixte-Quint pour la visite *ad limina*, à partir du jour où ils avaient été proclamés en consistoire, ou de celui de la prise en possession de leurs sièges.

Afin de prévenir toute confusion, la Congrégation du Concile a fixé *un seul et même terme, constant et perpétuel*, comme nous le lisons dans Lucidi.

« At vero ne confusio suboriretur, sapientissime cautum
« est, ut unus idemque terminus constans atque perpetuus
« constitueretur, nempe pro Patriarchis, Archiepiscopis, et
« Episcopis dies 20 Decembris 1585, quo die edita a Sixto V
« est constitutio *Romanus Pontifex*; pro Abbatibus et
« Prælatibus inferioribus dies 23 Novembris anni 1740, quo
« eadem die a Benedicto XIV edita est constitutio « *Quod
sancta.* » — LUCIDI, vol. I, p. 36, n. 84.

— Pour que la visite ne soit pas trop longtemps différée, Sixte-Quint a statué dans sa constitution :

« Quod tempus quaecumque excursus alicui ex prædictis
« Præsulibus, qui sive morte præventus, sive alia quacum-
« que de causa ob non finitum tempus ei præscriptum dicta
« limina non visitaverit, ita illius successoris effluxisse et
« excurrense intelligatur, ut termino ipso juxta prædecesso-
« ris sui iurjurandum completo debitam tunc visitationem
« quamprimum conficere teneatur. » — § 7.

En ce qui concerne les *sièges épiscopaux nouvellement érigés* — *sedibus noviter erectis*, — le temps de la visite *ad limina* doit être compté aussi, à partir de la publication de la constitution *Sixtine*.

« Tempus sacræ visitationis computandum est a die pu-
« blicationis constitutionis Sixtinæ. » — S. Cong. Conc.,
3 Maii 1875.

A qui les Évêques doivent-ils adresser le compte-rendu de l'état de leurs diocèses ?

337. — A la Congrégation du Concile qui est chargée d'examiner ce compte-rendu et de répondre aux demandes ou *postulata* qu'il contient.

Afin que l'exposition de l'état des diocèses soit précise et ne s'égare pas en détails inutiles et superflus, le pape Benoît XIII a fait publier par cette Congrégation une instruction qui trace la manière de la rédiger suivant un questionnaire déterminé.

Ce questionnaire contient neuf chapitres dont voici les titres :

I. — « De primo relationis capite pertinente ad statum ecclesiæ materiale. »

II. — « De secundo relationis capite pertinente ad ipsum Episcopum, Archiepiscopum, Primatem et Patriarcham. »

III. — « De tertio relationis capite ad clerum sæcularem pertinente. »

IV. — « De quarto relationis capite ad clerum regularem pertinente. »

V. — « De quinto relationis capite ad moniales pertinente. »

VI. — « De sexto relationis capite pertinente ad seminarium. »

VII. — « De septimo relationis capite ad ecclesias, confraternitates et loca pia pertinente. »

VIII. — « De octavo relationis capite ad populum pertinente. »

IX. — « De ultimo relationis capite ad postulata pertinente. »

Si, outre les choses qui sont énumérées dans ces divers chapitres, les Évêques ont à soumettre au Souverain Pontife des questions particulières concernant leurs diocèses, ils peuvent les exposer à la fin de leur compte-rendu.

« Quod si aliqua fuerint, quæ Episcopi, Archiepiscopi, Primates et Patriarchæ, pro suarum indigentia ecclesiarum atque diocesium addenda existimaverint sciant sibi liberum esse quæ ipsis addenda videbuntur addere. » — LUCIDI.

Dans son excellent ouvrage *de visitatione sacrorum liminum*, Ange Lucidi donne *in extenso* l'instruction de la S. Congrégation du Concile *super modo conficiendi relationes ecclesiarum... occasione visitationis sacrorum liminum*. Les intéressés l'y trouveront, au premier volume, page 42.

Le docte canoniste parcourt chacun des chapitres de cette instruction, indiquant ce qu'il faut y exprimer, faisant lui-même, en un mot, la relation de l'état du diocèse. On comprend combien un pareil ouvrage est utile aux Évêques, pour exposer, à l'occasion de leur visite *ad limina*, l'état de leurs églises.

Quelles sont les peines portées contre les Évêques qui n'obéiraient pas aux prescriptions de la constitution « Romanus Pontifex » de Sixte-Quint ?

338. — Les voici telles qu'elles sont exprimées dans cette constitution ?

« Si vero, quod absit, a Nobis præcepta et constituta prompte exsequi neglexerint, eos ab ingressu Ecclesiæ, ac etiam ab administratione tam spiritualium, quam temporalium, necnon a perceptione fructuum respective ecclesiarum ab Episcopo vel Archiepiscopo, monasterio, aut ecclesia nullius viciniori, omni exceptione et mora cessante, interim libere exigendorum, et in opus fabricæ, seu ornamentorum ecclesiæ emptionem, prout major exegerit necessitas, insumendorum, ipso facto, tamdiu suspensos esse volumus, donec a contumacia resipiscentes, relaxationem suspensionis ejusmodi a Sede prædicta meruerint obtinere. »

Les peines susdites ont-elles été maintenues par la constitution *Apostolicæ Sedis* ? Il faut faire ici une distinction : ou il s'agit de celles de ces peines qui ne sont qu'une simple *privation* : celles-là sont maintenues. Par exemple, les Évêques délinquants sont encore privés des fruits de leurs bénéfices...

Ou il s'agit des peines qui sont des *censures* : celles-là ont été abrogées, comme telles, par la constitution de Pie IX qui déclare seulement en vigueur, aujourd'hui, les censures énumérées dans cette constitution. « Decernimus ut
« ex quibuscumque censuris sive suspensionis, sive inter-
« dicti per modum latæ sententiæ, ipsoque facto incur-
« rendæ... non nisi illæ quæ in hac ipsa constitutione inseri-
« mus, eoque modo, quo inserimus, robur exinde habeant. »

Or la *suspense*, portée contre les Évêques qui n'observent pas les prescriptions pontificales touchant la visite *ad limina*, n'est pas insérée dans la constitution *Apostolicæ sedis*. Donc elle n'est plus en vigueur.

Qu'on ne dise pas que cette *suspense* n'est qu'une simple peine *vindicative* et non une vraie censure. C'est, à notre avis, une vraie censure, car elle a été portée par le législateur « per modum *legis generalis* et permanentis », comme on peut le voir dans la constitution « *Romanus Pontifex* » de Sixte-Quint. Or, une censure ainsi édictée a la force d'une peine médicinale, et par là même elle doit être considérée comme une censure proprement dite.

Le commentateur de Padoue se demande quels sont les indices qui font discerner si une *suspense* est une simple ou pure peine vindicative, ou une vraie censure.

Voici sa réponse :

« Quæcumque suspensio (hoc ipsum dicito de interdicto)
« statuta a legislatore per modum *legis generalis* et perma-
« nentis, generatim loquendo, pænæ medicinalis vim habet ;
« atque ideo veluti censura proprie dicta est judicanda....,

« Ita communiter theologi. » — *In constit. Apostolicæ Sedis.*, p. 340, n. 487.

Que doivent faire les Évêques qui, de bonne foi, ou par négligence, auraient laissé passer le temps de leur visite *ad limina*, sans l'accomplir?

Implorer simplement l'indulgence de la S. Congrégation du Concile qui a coutume de l'accorder, dans ce cas.

« Animadvertendum tamen est, dit Lucidi, si in hanc
« partem inconsiderate peccari contingat, pronum Episcopis
« esse indulgentiam S. Congregationis implorare, quæ eidem
« impertiendæ, justa accedente causa, sese difficilem præbere
« non solet. Quod ideo dictum volumus ne Antistites, qui
« bona fide, in pœnas incurrerint, nimia anxietate conscientiæ
« torqueantur. » — *De visitat. sacror. limin.*, vol. I, p. 31.

Un des devoirs des Évêques étant de tenir, de temps en temps, des synodes, nous parlerons ici de ces assemblées : nous y ajouterons quelques notions sur les conciles provinciaux et nationaux.

LE SYNODE DIOCÉSAIN

Qu'est-ce qu'un synode diocésain?

339. — Benoit XIV définit ainsi le synode :

« Legitima congregatio ab Episcopo coacta ex presbyteris
« et clericis suæ diœcesis, aliisque qui accedere ad eam
« tenentur, in qua de his quæ curæ pastoralis incumbunt,
« agendum et deliberandum est. » — *De synodo diœces.*
lib. I, cap. 1, num. 4.

L'origine des synodes ne remonte pas au-delà du vi^e siècle, au sentiment de Nardi et du cardinal de La Luzerne. — Voir ANDRÉ, *Cours de droit canon*, au mot *synode*, p. 238.

Quand doit-on tenir les synodes ?

Anciennement les synodes se tenaient fréquemment, lorsque les affaires le demandaient. — *Dist. 18, per totum.*

Il n'y avait pour cela aucun temps déterminé ; on les convoqua, dans la suite, deux fois par an, jusqu'au concile de Latran, sous Innocent III, qui ordonna de convoquer, tous les ans, les synodes diocésains, comme les synodes provinciaux... — Cap. *Sicut olim. 25, de accusationibus.*

Le concile de Trente a réglé que les conciles provinciaux se tiendraient, tous les trois ans, et les synodes diocésains, tous les ans : *quotannis.* — *Conc. trid., sess. XXIV, cap. II. de Reform.* — Voir BENOÎT XIV, *loco jam citato.*

Cette prescription du concile de Trente n'a pas été abrogée ; elle est encore en vigueur ; seulement son obligation annuelle n'est pas de stricte nécessité, dit Santi.

« Hæc porro lex de annuali celebratione synodi diœcesanæ
« abrogata non est, sed adhuc viget ; solummodo ejus obli-
« gatio adeo stricte non urgetur. »

On peut par d'autres moyens procurer, aujourd'hui, le bien spirituel des diocèses, ajoute le même canoniste.

« Spirituali enim bono diœcesum, ex nova disciplina paulatim inducta, provideri potest usu aliorum mediorum, quæ
« inter certe recenseri debet praxis plurium diœcesum sequendi et usu confirmandi ea quæ jam in aliqua præcedenti
« synodo diœcesis ejusdem fuerunt statuta.

« Porro in approbatione relationum quas de statu diœceseos
« Episcopi faciunt in visitationis SS. liminum occasione,
« S. Congregatio Concilii non insistit ut absolute servetur
« lex Tridentina, sed Episcopus hortatur ut synodum diœcesanum celebrent quoties viderint expedire bono spirituali diœceseos. » — T. I, lib. I, tit. xxxi, p. 338, n. 176.

Benoît XIV admet que la coutume peut adoucir et tempérer la rigueur du décret du concile de Trente touchant la célé-

bration annuelle des synodes, mais il n'admet pas qu'elle puisse les supprimer absolument, et il n'excuse pas les Évêques qui, sans en être empêchés, négligent de réunir ces assemblées.

« Neque illos excusamus Episcopos qui, cum nihil sit quod eos impediat, ex sola socordia et negligentia synodum facere prætermittunt, cosque magis redarguimus qui, cum plures annos diœcesim gubernaverunt, ne de cogenda quidem synodo cogitarunt... » — Voir BENOÎT XIV, *de synod. diœces.* lib. I, cap. vi, num. 5.

Les synodes diocésains sont-ils absolument nécessaires ? « Il est certain, dit le cardinal de La Luzerne, que les *synodes* ne sont pas absolument *nécessaires*, en ce sens que, d'après l'institution de Jésus-Christ, les diocèses ne peuvent être régulièrement et légitimement gouvernés que par la réunion des Évêques et des prêtres.

« Mais les synodes sont infiniment *utiles* pour le bon gouvernement des diocèses, pour le maintien et l'accroissement du bien, pour la réforme du mal. A raison des grands objets d'utilité que présente le *synode*, l'Église a imposé aux Évêques l'obligation de les tenir ; et c'est en ce sens seulement qu'on peut dire qu'il est nécessaire. » — *Droits et devoirs des Évêques et des prêtres*, p. 1446.

Benoît XIV, dans son livre de *synodo diœcesana* dit aussi :

« Quemadmodum enim concilia generalia, quamvis summo opere utilia, non sunt tamen absolute et simpliciter necessaria pro Ecclesiæ universalis regimine ; ita Episcopales synodi, etsi maxime fructuosæ, non tamen absolute necessaria dicendæ sunt pro recta diœcesum administratione : cum alii suppetant modi assequendi finem ad quem synodi tendunt. » — Lib. I, cap. ii, num. 5.

Qui sont ceux que l'on doit convoquer au synode et sont tenus d'y assister ?

340. — 1. Tous les *Abbés séculiers*, bien qu'exempts, du diocèse. — *Cap. Quod super his, de majoritate et obedientiæ.*

2. Les *Abbés réguliers* et les *Supérieurs des couvents*, biens qu'exempts, *nisi in eorum Religione extet Capitulum generale, cui totius congregationis conventus subjiciantur.* — Conc. Trid. Sess. 24, cap. II.

Le même concile oblige les réguliers qui exercent la cure des âmes dans un diocèse à assister au synode.

« Ratione parochialium aut aliarum ecclesiarum sæcularium, etiam adnexarum, debeant ii qui illarum curam gerunt, quicumque illi sint, synodo interesse. » — *Ibid.*

3. Tous les *Curés* et tous ceux qui ont la *cure des âmes* dans un diocèse, fussent-ils *séculiers*, ou *réguliers*. — Trid. *ibid.*

4. Tous ceux qui ont ou une *dignité* ou un *personnat*, *nisi habeant privilegium concessum post Tridentinum*, sont tenus d'assister au synode. — BENOÎT XIV. *De Synodo diocæces*, lib. III, cap. III, n. 1.

5. Les *Chanoines de l'église cathédrale*. — « Constituti censentur enim, dit Santi, in quasi dignitate comparanda cum Prioribus et Decanis, et deduci potest ex cap. ult. *De his quæ fiunt a Prælatiis.* » — SANTI, lib. I, tit. XXXI, p. 336.

Selon Benoît XIV, on doit convoquer aussi au synode les Chanoines des collégiales. — Lib. III, cap. IV, n. 5.

6. Les *Vicaires généraux* et les *Vicaires forains*, s'ils sont appelés par l'Évêque, doivent assister au synode. On comprend combien il importe à ce prélat de les y convoquer, afin de ne pas être privé de leurs lumières.

7. L'Évêque peut convoquer les *autres prêtres* et les *clercs*

qui n'ont pas de bénéfice ecclésiastique, pour assister au synode : « quando agendum est de reformatione morum, vel de
« aliqua re quæ attingat totum clerum, vel de intimandis de-
« cretis concilii provincialis ; quo in casu in ipsa convocatione
« mentio facienda est de generali convocatione ob aliquam ex
« prædictis causis. » — *Congreg. Conc. Episcopo Balneo-*
regensi, die 15. Dec. 1622. — Voir SANTI, lib. I, tit. xxxi,
p. 336.

8. Santi ajoute qu'en vertu de la coutume, ou pour des raisons et des circonstances particulières qui demanderaient leur présence, on peut aussi convoquer au synode des laïques. — *Ibid*, p. 337.

L'Évêque peut frapper de censures ecclésiastiques ceux qui ne veulent pas se rendre au synode, sans en avoir été légitimement exemptés. — *Cap. Quod super his 9 de majoritate et obedientia.*

L'Évêque peut-il faire des lois ou des constitutions synodales sans l'avis de son chapitre et des autres prêtres qui ont assisté au synode ?

341. — En ce qui concerne *le Chapitre de sa cathédrale*, il doit prendre son avis, bien qu'il ne soit pas tenu de le suivre, si ce n'est dans les cas exprimés par le droit. — *Cap. Cum olim, 7. de arbitr.* — Voir plusieurs déclarations de la Congrégation du Concile citées par Benoît XIV, *de Synodo diocæses.* lib. XIII, cap. 1.

On sait qu'il est des cas où l'Évêque ne peut pas agir sans le *consentement* du Chapitre. « Quibus in casibus, dit Santi, « tenetur exquirere hunc consensum, nec contra illum potest
« procedere et publicare decreta in synodo. » — *Loco jam citato*, p. 337.

En ce qui concerne les *autres membres du clergé* présents au synode, l'Évêque n'est tenu de leur demander ni leur

consentement, ni même leur *avis*. L'Évêque est le seul juge et législateur dans son diocèse. Il commence et il dissout le synode ; il y fait, en son nom, et il y promulgue des décrets.

Aussi, Pie VI a-t-il condamné comme fausse, téméraire, attentatoire à l'autorité épiscopale, subversive du régime hiérarchique, favorisant l'hérésie d'Aërius renouvelée par Calvin, la doctrine du concile de Pistoie qui enseigne « *reformationem abusuum circa ecclesiasticam disciplinam, in synodis diœcesanis, ab Episcopo et parochis æqualiter pendere, ac stabiliri debere, ac, sine libertate decisionis, indubitam fore subjectionem suggestionibus et jussionibus Episcoporum.* » — *Const. Auctorem fidei, n. 9.*

Donc, dans le synode les prêtres apportent à l'Évêque le secours de leurs lumières et de leur expérience ; mais, selon le droit, ils n'y ont pas le privilège du *suffrage décisif*.

Mais si l'Évêque n'est pas tenu de demander, avant de publier ses décrets, l'avis de tous les prêtres réunis en synode, il est fort louable qu'il le fasse, comme cela a lieu dans la pratique. Dans ces conditions, le Prélat assurera l'exécution plus facile de ces décrets, puisqu'ils auront été approuvés par tous ceux qui seront obligés soit de les observer eux-mêmes, s'ils concernent les clercs, soit de les faire observer, s'ils regardent les fidèles. » — Voir BENOÎT XIV, *De syn. diœces.* lib. XIII, cap. 1, n. 4.

Publication des décrets synodaux et matières à y traiter.

342. — *Une observation importante.* — L'Évêque peut publier les décrets du synode, sans requérir auparavant l'approbation du Saint-Siège, parce que cette approbation n'est pas nécessaire.

Aussi bien, la Congrégation du Concile n'a pas l'habitude d'examiner et d'approuver les actes des synodes diocésains, comme ceux des conciles provinciaux.

« Immo, dit Santi, S. Congregatio Concilii, rogata ut recognosceret acta Strongolensis synodi, respondit se non consuevisse revidere et approbare, nisi synodos Provinciales « *ex Const. Sixti V.* et Episcopum uti posse jure suo ex S. Concilio (Tridentino). Ita respondit, die 17 Junii 1645. » — BENED XIV. *de Syn.* l. 13, cap. i.

Une autre observation. — L'Évêque doit s'abstenir de décider, en synode, les questions qui, *salva fide*, sont controversées dans les écoles ou par les docteurs.

Il doit aussi se garder de déroger, dans ses constitutions synodales, au droit commun, ou de léser ou d'amoindrir les privilèges des réguliers ou d'autres. — Voir SANTI, lib. I, tit. xxxi, p. 338.

Les matières à traiter dans les synodes sont la discipline ecclésiastique — la réforme des mœurs et des abus, selon les exigences des temps, des lieux et des circonstances...

Dans les synodes, on désigne aussi les *Examineurs* qui sont chargés d'examiner les clercs qui doivent être promus aux saints ordres, ou pourvus de bénéfices curiaux. — Conc. Trid. sess. XXIV, *de Reform.* cap. xviii.

On y élit encore les *Juges conservateurs* des droits et privilèges des ordres religieux. — *Ibid.* sess. XXV, cap. x *de Reform.*

On désigne également, en synode, les *Juges Synodaux*. C'est à eux que le Saint-Siège délègue l'examen et le jugement des causes à lui directement déférées par des personnes demeurant dans des diocèses étrangers et éloignés de Rome.

Ces juges, étant choisis dans ces diocèses mêmes, sont plus aptes à juger ces causes.

Dans quel lieu doit être célébré le synode ?

343. — Aux termes du droit strict, l'Évêque peut réunir le synode dans n'importe quelle ville de son diocèse. Toutefois, lorsque rien ne s'y oppose, il convient de le tenir dans

la *ville* épiscopale, *apud suam cathedralē ecclesiam*, comme l'a déclaré la Congrégation du Concile *in Acernen. 17 Maii 1636*.

« Si autem Episcopus, dit Santi, præsit duabus cathedralibus Ecclesiis æque principaliter unitis, potest, stricto jure, « synodum vel in una vel in alia celebrare. At æquum est et « decens ut modo in una, et modo in alia cathedrali Ecclesia synodum congreget. » — Lib. I, tit. xxxi, p. 339. — BENOÎT XIV. *de Syn diœces.* l. 13, cap. 1.

Donc, pour la célébration du synode, on doit, si c'est possible, choisir l'église cathédrale. Toutefois, pour une cause raisonnable et honnête, l'Évêque pourrait le tenir dans une autre église.

« Quamvis, urgente aliqua rationabili et honesta causa, « dit Benoît XIV, non prohibeatur Episcopus synodum facere « in alia ecclesia, quod bene notavit Monacellus, *in formul. « legal. part. 1, tit. 5, formul. 3. num. 7.* » — *de Synod. diœces.* lib. I, cap. v, n. 6.

En France, dit Bouix, on préfère aujourd'hui *l'église* du séminaire pour la célébration du synode ; il en donne l'excellente raison suivante :

« Cum enim clerici qui Episcopalem civitatem non incolunt et ad synodum vocantur in Seminario soleant hospitio recipi, ne eos per vias et plateas circumcursare necesse sit, in ipsa Seminarii ecclesia synodus celebratur. » — *De Episcopo parte 6. sect. 1. cap. 3.*

On trouvera dans Benoît XIV, *de synodo diœcesana*, dans Gavantus, *praxis synodi diœcesanæ*, tous les renseignements nécessaires pour la célébration canonique d'un synode, sur l'ordre à y suivre, sur les *officiers* et les *ministres* qui doivent y concourir.

En ce qui touche les cérémonies pontificales à observer dans le synode, on n'aura qu'à consulter le *Pontifical Roman* et le *Cérémonial des Evêques*.

On sait que la profession de foi à émettre, dans le synode, par les cleres pourvus d'un bénéfice ecclésiastique, est celle de Pie IV, avec l'addition relative au magistère infailible du Pape, défini par le concile du Vatican.

Pour se conformer aux prescriptions du concile de Trente, session XXIII, chap. 1, on doit lire, dans le synode, les décrets de ce concile touchant *la résidence*.

Aux termes du chapitre *Decernimus*, dist. 18, et du chapitre *Sicut olim*, 25, *de accusat.*, on doit promulguer, en synode, les décrets des conciles provinciaux qui n'auraient pas été encore promulgués.

LE CONCILE PROVINCIAL

344. — Le Concile Provincial est une assemblée des Évêques d'une province ecclésiastique, sous la présidence du Métropolitain.

La convocation de ce concile appartient au Métropolitain. — Conc. Trid., sess. XXIV, cap. 11, *de Reform.*

Si ce dernier est légitimement empêché, c'est au plus ancien Évêque suffragant à faire la convocation. — *Ibid.*

Lorsque le Siège Archevêiscopal est vacant, l'indiction du Concile provincial appartient encore à l'Évêque le plus ancien, et non au Vicaire Capitulaire de l'église métropolitaine. — *S. Cong. Concil. in Tarraconen*, 10 Feb. 1624.

Les conciles provinciaux, aux termes du concile de Trente, doivent être convoqués, tous les trois ans, — *quolibet saltem triennio*.

Ces conciles étaient plus fréquents, jadis.

Le canon *Propter* ordonne de les tenir, *deux fois* par an. Ce canon, tiré du concile d'Antioche, est conforme à ceux des conciles de Nicée, de Constantinople et de Chalcédoine.

Le second concile de Nicée réduisit la célébration des conciles provinciaux à *une fois* l'an.

Le concile de Latran, sous Innocent III, renouvela cette loi : *Semel in anno*.

Selon le droit des Décrétales exprimé dans le chapitre *Sicut, 25, de accusationibus*, les conciles provinciaux doivent aussi avoir lieu, *chaque année*.

Le décret du concile de Trente statuant qu'ils seraient célébrés seulement, *tous les trois ans*, ne saurait être abrogé par une coutume contraire.

Cette coutume d'ailleurs n'existe nulle part complètement, car si les conciles provinciaux se sont tenus plus rarement ici ou là, ils ont eu lieu de temps en temps et ont lieu encore.

« At contra tenendum est, dit Santi; nam quamvis rariora « evaserint concilia hæc, tamen quandoque locum habuerunt et habent. »

Aussi bien, ajoute le même canoniste, on ne doit pas appeler une vraie coutume celle qui aurait pour effet d'abroger une loi établie comme un remède opportun, pour conserver la discipline ecclésiastique et écarter les erreurs des provinces... On doit l'appeler plutôt *corruptela juris*. — Lib. I, tit. xxxi, p. 324, n. 153.

En ce qui concerne la France, la célébration des conciles provinciaux a été entravée par l'obligation d'en obtenir la permission du gouvernement. Le clergé, dans ses assemblées, réclama souvent la liberté de tenir ces conciles. Quelquefois, il l'obtint de nos rois; mais, le plus souvent, elle lui fut refusée.

Ces conciles devinrent d'abord très rares, puis, ils cessèrent complètement, sur la fin du xvii^e siècle. C'est en vain que, sous Louis XIV, et plus tard, en 1755, les assemblées du clergé firent de nouvelles instances.

La loi du 18 Germinal, an X, a mis de nouvelles en-

traves à la célébration des conciles *provinciaux* ou *nationaux*. L'article 4 porte :

« Aucun concile *national* ou *métropolitain*, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement. »

En 1849 et en 1850, voyant que l'Archevêque de Paris avait l'intention de tenir un concile provincial et n'ayant pu l'amener à en demander l'autorisation, le gouvernement arrêta que les conciles provinciaux seraient permis durant ces deux années. — Voir ANDRÉ, *Cours du droit canon*, au mot *concile*, p. 319.

A partir de cette époque, plusieurs conciles provinciaux furent célébrés en France. La coutume chez nous a donc été interrompue. En tout cas, cette coutume n'y existait pas réellement, puisqu'elle n'y était pas librement introduite.

« La longue interruption des conciles en France, ne provenant que de la violence des parlements et du mauvais vouloir ou de la faiblesse du gouvernement, n'a pu faire tomber en désuétude le décret du concile de Trente. Aussi, pour les églises où les conciles et les synodes n'ont pas eu lieu depuis longtemps, à raison de certains empêchements, si ces empêchements venaient à cesser, les Archevêques et les Evêques doivent les célébrer au plus tôt. »

C'est ainsi que s'exprime le cardinal Gousset, dans son *Exposition des principes du droit canonique*, chap. xviii, question 2. — Voir BOUX, *du Concile provincial*, part. I, chap. viii.

Qui sont ceux qui doivent être convoqués au concile provincial ?

345. — Le concile de Trente répond dans le chapitre II de sa session XIV *de Reformatione* :

« *Episcopi omnes (Provinciae), et alii qui de jure, vel ex consuetudine, interesse debent, omnino convenire teneantur.* »

Bien que ces paroles expriment seulement l'obligation pour les Évêques et les autres d'assister au concile, elles renferment aussi pour le métropolitain l'obligation relative de les y convoquer.

1. On doit convoquer tous les *Évêques suffragants*, ou les Évêques de la province ecclésiastique.

2. *Les évêques exempts*, qui se sont choisis un métropolitain, selon les dispositions Tridentines : « *Episcopi, qui nulli Archiepiscopo subjiuntur, aliquem vicinum Metropolitanum semel eligant, in cujus provinciali synodo cum aliis interesse debeant.* » — *Ibid.*

3. Les *Abbés* et les autres *Prélats* qui ont la juridiction *quasi-épiscopale*. S'ils sont *nullius*, c'est-à-dire, s'ils ont un territoire séparé, ils doivent se choisir *quelque métropolitain voisin* au concile duquel ils devront être convoqués. — Trid., *ibid.* — Ainsi l'a d'ailleurs déclaré la Congrégation du Concile, *ipso summo Pontifice approbante*, au rapport de Fagnan *in Cap. 10, De his quæ fiunt a Prælat.*, n. 34.

4. Les *Vicaires Capitulaires*, le siège vacant. « *Et qui dem hi, dit Santi, cum Episcopis habent votum decisivum, quia diœceses repræsentant.* » — Lib. I, tit. xxxi, p. 323, n. 155.

5. On doit convoquer aussi les *Chapitres des Cathédrales*. — Cap. x. *De his quæ fiunt a Prælat. sine consensu Capituli.*

« *Capitula vero hæc, dit Santi, vel eorum procuratores, Abbates, sine jurisdictione, et aliæ Dignitates quæ pariter carent jurisdictione, habent in Concilio solummodo votum consultivum, non vero deliberativum.* » — *Ibid.* Voir BENOÎT XIV, *de Syn. diœc.*, lib. III, cap. iv, n. 1. — Cong. Conc., 19 April 1596.

6. On doit aussi convoquer au Concile provincial ceux qu'on y convoque habituellement, *ex consuetudine provinciae*. — SANTI, *ibid.*, p. 326.

On peut *admettre* au Concile, sans y être obligé, les prêtres que les Évêques s'adjoignent, à titre de *théologiens* et de *canonistes*. Cet usage est excellent, et il est à garder.

Le cérémonial des Évêques supposant que des *laïques*, de distinction, peuvent assister aux conciles provinciaux, leur y assigne leur place et leur rang.

Benoît XIV avertit les Évêques de ne pas admettre *facilement* les laïques dans ces assemblées.

« Cante in hoc se gerant, neque nimis faciles se præbeant in laicis ad synodum invitandis, ne quod ab initio bonæ voluntatis et urbanitatis fuit, tractu temporis fiat necessitas. » — *De Synod. diœces.*, lib. III, c. ix, n. 17.

Tous les Évêques et les autres qui, de droit ou en vertu de la coutume, doivent assister au Concile provincial, sont absolument tenus d'y venir. — Ce sont les paroles du concile de Trente que nous avons citées plus haut. — Cap. II, sess. XXIV.

S'ils sont empêchés, pour une cause juste, ils doivent envoyer à leur place un procureur, avec une lettre d'excuse. — *Can. 1, Causæ 5, quæst. 3. — Can. 9 et 10, dist. 18.*

Les procureurs des Évêques et des autres prélats ayant une juridiction quasi-épiscopale n'ont pas *voix décisive*, à moins que le concile ne la leur accorde. — S. Cong. du Concile, *ad synodum Rothomagensensem*, an. 1581.

A qui appartient la présidence du Concile Provincial ?

Cette présidence appartient au Métropolitain. — *Can. Placuit*, dist. 18.

Les Évêques prennent rang dans l'assemblée selon la date de leur consécration épiscopale, et non selon la dignité et

la prééminence de leurs églises, comme l'a déclaré la Congrégation du Concile, — *Apud Fagnan, in cap. Sicut olim. 25. De Accusat.*, n. 30. — Voir le canon *Placuit*, dist. 18, — et le cérémonial des Évêques.

Dans un Concile Provincial, le Métropolitain n'a pas voix prépondérante.

« Ea censenda est sententia Concilii, dit Santi, adeoque
« prævalet, quæ fuerit firmata a consensu majoris partis illo-
« rum qui suffragium habent decisivum. » — Lib. I, tit. xxxi,
p. 326.

Dans ce concile, tous les Évêques suffragants sont juges avec le Métropolitain, de sorte que le sentiment de la majorité prévaut sur celui de ce dernier. — Voir FAGNAN, *ad cap. xxv, De accusat.*, n. 24 et 104. — BENOIT XIV, *de Synod. diœces.*, lib. XIII, c. ii, n. 4.

La dissolution du Concile Provincial est prononcée par le Métropolitain, avec le conseil et le consentement des Évêques suffragants.

Ainsi l'a déclaré la Congrégation du Concile, au rapport de Fagnan, *loco citato*, n. 98.

Quelles sont les matières que l'on doit traiter dans un Concile Provincial ?

En règle générale, le Concile Provincial doit traiter les questions qui regardent la province, en ayant soin de n'usurper, en aucune façon, les droits des autres provinces.

En conséquence :

1. Le Concile Provincial ne doit pas toucher aux questions de foi, ni s'immiscer facilement dans la définition des points de droit controversés et livrés aux libres discussions de l'École.

Il peut expliquer les vérités nécessaires à savoir, surtout en ce qui concerne l'administration et la réception des sacre-

ments ; il peut aussi enseigner aux clercs et aux fidèles leurs devoirs respectifs.

2. Il doit s'abstenir de publier de nouveaux décrets qui seraient contraires au droit commun ou aux constitutions Apostoliques.

« Cœterum, dit Santi, pro necessitate vel utilitate spiritali provinciae, synodus provincialis aliquid *præter jus commune* constituere potest.

« Potest etiam peculiaribus et novis communire sanctionibus leges generales Ecclesiae, ut melius observentur. » — *Loco citato*, n. 157.

3. Il ne peut pas, en ce qui concerne les Réguliers, dépasser les limites assignées par le concile de Trente, sess. XXV, *de Regularibus*, par la constitution de Grégoire XV : *Inscrutabili Dei providentia*, et par les autres constitutions Pontificales, *si quæ sunt*, ajoute le même canoniste.

En un mot, le Concile Provincial doit s'occuper de la réforme des abus, de la correction des mœurs, de l'entretien de la discipline ecclésiastique, de l'apaisement des controverses, et des autres choses que lui permettent les saints canons. Le concile de Trente le dit sommairement. — *Trid.*, sess. XXIV, cap. v, *de Reform.*

Benoit XIV énumère les diverses matières que les Evêques doivent éviter de traiter dans les Conciles Provinciaux et les synodes diocésains. — *De Synod. dioces.*, lib. VII. — Voir FAGNAN, *in Comm. ad cap. Sicut olim.*, 25. *De accusationibus*, n. 35, *et sequentibus*.

Les actes des Conciles Provinciaux doivent-ils, pour obliger les sujets de la province, être munis de la « confirmation » expresse du Pontife Romain, ou seulement de sa simple approbation ?

Cette *confirmation* n'est pas absolument nécessaire, dit M^{gr} Maupied.

« Ut concilia particularia certæ nationis, provinciæ, diœ-
 « cesis subditos obligent, opus non habent confirmatione
 « Apostolica, modo in talibus conciliis nihil statuatur con-
 « tra canones et consuetudines universalis Ecclesiæ. —
 « LAYMAN, lib. I, tract. 4, cap. VII, n. 2 ; PIRHING, *proœm.*
 « n. 19 ; WIESTNER, *ibid.* 138 ; et patet ex can. *De con-*
 « *ciliis* 2, et can. *fin. dist.* 18 ; et confirmatur ex Trident.
 « quod, sess. 24, cap. II, *de Reform.*, — præcepit observari
 « ea, quæ in concilio provinciali ordinata fuerint, sine ulla
 « mentione confirmationis Apostolicæ. Accedit ratio, quia
 « Episcopi et Archiepiscopi habent potestatem condendi
 « statuta obligantia subditos diœcesis propriæ, dummodo
 « nihil statuant quod canonicis obviet institutis. » — Cap.
Si quis 2. de majorit. et obedient. et cap. *fin. De constit.*
 in 6°.

Mais, si les actes des Conciles Provinciaux n'ont pas *absolument* besoin, pour *obliger*, de la *confirmation* Apostolique, on ne doit pas les publier, aujourd'hui, sans qu'on les ait préalablement soumis à *l'examen* et à la *reconnaissance* de la S. Congrégation du Concile.

« Cum antiquitus in synodis provincialibus non raro pros-
 « criberentur hæreses recenter ortæ, mos invaluit ut acta
 « synodi ad Romanum Pontificem transmitterentur cum epis-
 « tola synodali ut sententia Episcoporum dogmaticum robur
 « adipisceretur. Hanc consuetudinem etiam in hodiernis Con-
 « ciliis Provincialibus, quæ, juxta ordinariam œconomiam,
 « causas fidei non pertractant, servandam esse voluit Sixtus
 « V. in sua constitutione *Immensa* » — Quæ est 117, T. IV,
 Bullar. Voici d'ailleurs les paroles de Sixte-Quint :

« Statutum quod per se foret nullum. » — MAUPIED. *Jur.*
can. compend. T. I, p. 117. Cap. *Cum delicta de con-*
firmatione utili vel inutili.

« Quare hodie lex est, ut acta Concilii Provincialis non
 « debeant publicari antequam a S. Sede expendantur et

« recognoscantur. » — SANTI. lib. I, tit. xxxi, p. 327, n. 158.

Si le Souverain Pontife exige qu'on lui transmette les actes des Conciles Provinciaux, ce n'est pas dans le but de les *confirmer* de son autorité Apostolique, mais de les corriger, s'il y a lieu, dans le cas où il y aurait quelque chose à blâmer.

« Antequam promulgentur, dit Benoît XIV, transmitti jussit Sixtus V ad S. Cong. Conc., non quidem ut postea confirmationem reportent (hujusmodi decreta) a Sede Apostolica, sed ut corrigatur, si quid fortasse in iisdem aut nimis rigidum, aut minus rationi congruum deprehendatur. »

Les actes des Conciles Provinciaux peuvent être approuvés de deux manières : *in forma communi*, ou *in forma specifica*.

Ils sont approuvés *in forma communi*, lorsque la Congrégation du Concile, les ayant examinés et y ayant corrigé ce qu'il peut y avoir de moins exact ou de moins opportun, les retourne au Métropolitain, pour qu'il puisse les publier. *Régulièrement*, cette approbation n'est qu'une simple révision des actes susdits.

« Hæc recognitio, dit Santi, novam non elargitur iisdem actis auctoritatem. Igitur decreta in forma simplici et communi approbata retinent valorem sanctionum Concilii Provincialis. » — « Confirmatio pontificia, in forma communi, non reddit validum aliquid. »

« Provincialium vero, ubivis terrarum illa celebrentur, decreta ad se mitti præcipiet (Cong. Concil.), eaque singula expendet et recognoscet. » — Voir BENOÎT XIV, lib. XIII, cap. III.

Les actes d'un Concile Provincial peuvent, sur la demande du Métropolitain, être approuvés par le Pontife Romain *in forma specifica*. Cette approbation ne consiste pas seulement dans la reconnaissance et, s'il y a lieu, dans les corrections de la Congrégation du Concile, mais dans la *confir-*

mation faite par le Souverain Pontife lui-même par lettres Apostoliques.

Dans ce cas, les actes conciliaires ne peuvent plus être corrigés ou changés par le Métropolitain ou le Concile Provincial, sans la permission du Pontife Romain, puisqu'ils obligent, dans la province comme s'ils étaient des constitutions Pontificales.

Toutefois, en vertu de cette confirmation, leur force obligatoire ne s'étend pas à l'Eglise universelle, à moins que le contraire ne soit exprimé dans les lettres Apostoliques. — Voir BENOT XIV, lib. XIII, cap. III, n. 5.

Les décrets du Concile Provincial, dûment reconnus, et corrigés, s'il y a lieu, doivent être promulgués par chacun des Evêques de la province ecclésiastique, en synodes diocésains, dans le semestre. — Cap. *Decernimus*, *dist. 18*. — Cap. *Sicut olim*, *25, de accusat*.

Si, pour quelque raison, on ne peut pas, dans ce temps, célébrer de synode diocésain, la promulgation des décrets du Concile Provincial devra être faite, au plus tôt, *extra synodum*.

Cette promulgation donne aux décrets la force d'obliger toute la province et le Métropolitain lui-même, si bien qu'ils ne pourraient être abrogés que par un autre Concile Provincial ou par le Pontife Romain.

Selon l'opinion plus commune, l'Evêque peut dispenser, dans son diocèse, des lois du Concile Provincial, dans certains cas particuliers, où cette dispense peut être utile et même nécessaire. Autrement, il faudrait attendre un autre Concile Provincial ou recourir au Siège Apostolique. Voir saint ALPHONSE, lib. I, n. 190. — Voir M. BARGILLIAT, *Jur. can.* T. I, p. 550, n. 685 et 686.

Peut-on punir ceux qui, étant tenus de venir au Concile Provincial, *de jure vel consuetudine*, n'y viennent pas, sans raison légitime, après avoir été régulièrement convoqués ?

Nous laissons la réponse à M^{gr} Maupied :

« Pœna autem contra ipsos vel contra illicentiatos descendentes est excommunicatio a communione solummodo aliorum Episcoporum usque ad futurum concilium, ex unica monitione. » — Cap. 1, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14. Dist. 18, et *Concil. Lateran.*, iv, sess. X, *Trid.* sess. XXIV, c. II.

« Poterunt tamen tales non interessentes contumaces insuper a communione fidelium segregari, et aliis pœnis canonicis per Metropolitanum affici, sed prævia trina monitione ; cum, ad incurrendam veram excommunicationem, tribus vicibus debeat quis citari. Cap. de sentent. Excomm. in 6. » — MAUPIED, *jur. can. comp.* T. I, p. 458.

LE CONCILE NATIONAL

346. — Anciennement, il y avait, outre les Conciles Provinciaux, d'autres conciles plus grands, qui représentaient toute une contrée, ou tout un pays.

Ces conciles étaient appelés parfois *pléniers* ou même *universels*.

Tel fut, par exemple, le troisième Concile de Carthage, tenu en 397, pour l'Afrique.

Ces conciles donnèrent naissance aux Conciles *Nationaux*, surtout pour les états de l'Allemagne. Thomassin parle de ces conciles, dans son livre *de l'ancienne et de la nouvelle discipline de l'Église*, part. II, livre III, chap. xv-lvi.

Les conciles n'ont jamais été considérés comme un élément nécessaire au gouvernement de l'Église. Aussi, lorsque le pouvoir des Primats commença à déchoir, la célébration des Conciles Nationaux finit par tomber aussi en désuétude. C'est pour cela que le Concile de Trente, dans sa session XXIV, chapitre II, *de Reform.* n'en fait pas mention : il

y parle seulement du Concile Provincial et du synode diocésain.

Les Conciles Nationaux ne peuvent être convoqués ni se tenir sans la permission du Pontife Romain.

Cette règle a été constamment suivie dans l'Église, depuis les temps les plus anciens. — Voir *can. 1, seq., Dist. 17.*

La convocation de ces assemblées se fait ordinairement par le Patriarche et le Primat de la contrée ou du royaume.

La présidence appartient à ces Prélats. Parfois, on a vu des Légats du Saint-Siège présider des Conciles Nationaux.

DES SÉMINAIRES

Bien qu'il ne se rattache que très indirectement au titre présent du *Corpus Juris*, nous placerons ici un mot sur les Séminaires.

Aussi bien, ce sont des établissements *pieux* entièrement soumis à l'Évêque, sur lesquels il a une pleine juridiction.

Origine et nécessité des Séminaires.

347. — L'établissement des Séminaires est fort ancien dans l'Église. On peut en rapporter l'origine ou à ces communautés de clercs que les anciens Évêques formaient auprès d'eux et qu'on renouvela, selon Thomassin, dans le ix^e siècle, ou à ces écoles tant recommandées par les anciens canons.

Voir THOMASSIN, *Discipline de l'Église*, part. I, liv. I, chap. xli.

On considère saint Augustin comme le premier fondateur des Séminaires, ainsi qu'on le voit dans sa vie écrite par Possidius.

Voir ANDRÉ, *Cours de droit canon*, au mot séminaire.

« In arabicis Concilii Nicæni canonibus seminariorum

« vestigia fuisse a dicto concilio delineata testantur plures
 « apud Benedictum XIV, *de synod. diœces.* lib. V, cap. II.
 « Multa de seminariis conciliorum decreta reperiuntur ab
 « anno 531 in conc. Toletano II, usque ad Tridentinum con-
 « cilium. Ante concilium Tridentinum alumni ecclesiastici
 « educabantur vel sub scholastro aut scholastico ecclesiarum
 « cathedralium aut collegiatarum, vel universitatibus et col-
 « legiis. » — M^{sr} MAUPIED, *Jur. can. compendium*, T. I,
 p. 1066.

La nécessité des Séminaires est tellement incontestable que le Concile de Trente a fait aux Évêques une stricte obligation de les établir dans leurs diocèses.

« *Ut singulæ cathedrales, metropolitanæ, atque his
 « majores ecclesiæ, pro modo facultatum et diœcesis am-
 « plitudine, certum puerorum ipsius civitatis et diœcesis,
 « vel ejus provinciæ, si ibi non reperiantur, numerum, in
 « collegio ad hoc prope ipsas ecclesias, vel in alio loco con-
 « venienti ab Episcopo eligendo, alere ac religiose educare
 « et ecclesiasticis disciplinis instituere teneantur...* » —
 Voir le *Concile de Trente*, session XXIII, chap. xviii, *de
 Reform.*

On trouvera dans cette session le règlement que trace le Concile pour les Séminaires.

On y verra notamment que, dans les Séminaires, on enseignera non seulement les sciences ecclésiastiques, mais aussi les lettres humaines et spécialement la langue de l'Église. De là deux sortes de Séminaires, les grands et les petits.

Administration des Séminaires.

Le Concile de Trente distingue dans sa vingt-troisième session, chapitre dix-huitième, entre l'administration spirituelle et temporelle des Séminaires.

Il règle comment l'une et l'autre devront être organisées.

En ce qui concerne l'administration *spirituelle des Séminaires*, les Évêques devront agir avec le conseil de deux membres de leur Chapitre cathédral qu'ils choisissent eux-mêmes.

« Episcopi singuli cum consilio duorum canonicorum
 « seniorum et graviorum, quos ipsi elegerint, prout Spiritus
 « Sanctus suggererit, constituent; eaque ut semper obser-
 « ventur, sæpius visitando operam dabunt... omniaque
 « impedimenta auferentes quæcumque ad conservandum et
 « augendum tam pium et sanctum institutum pertinere vide-
 « buntur, diligenter curabunt. »

En ce qui concerne l'administration *temporelle ou financière des Séminaires*, le saint Concile veut aussi que les Évêques n'agissent qu'avec le conseil de deux Chanoines de leur cathédrale et de deux membres du clergé de la ville, choisis de la manière suivante :

« Idem Episcopus cum consilio duorum de Capitulo, quo-
 « rum alter ab Episcopo, alter ab ipso Capitulo eligatur; item-
 « que duorum de clero civitatis, quorum quidem alterius
 « similiter ad Episcopum, alterius vero electio ad clerum
 « pertineat... »

Donc, pour administrer, au *spirituel* et au *temporel*, leurs Séminaires, les Évêques doivent, selon les dispositions du Concile de Trente, agir avec le *conseil* des Chanoines et des prêtres susdits de la ville Épiscopale.

Nous disons : avec le *conseil* et non avec le *consentement* de ces ecclésiastiques, que les Évêques sont obligés de consulter, mais dont ils ne sont pas tenus de suivre le conseil.

La taxe du Séminaire.

Le Concile de Trente voulant la fin, c'est-à-dire, l'érection et l'entretien des Séminaires, en veut aussi les moyens.

C'est pour cela qu'il prescrit de prendre, à cette fin, une

part sur les revenus ou les fruits totaux de la mense Épiscopale et du Chapitre et de tous les bénéfices même réguliers. *Ex fructibus integris mensæ Episcopalis et Capituli, et quorumcumque beneficiorum etiam regularium...*

Le saint Concile déclare que les censures et les autres moyens canoniques, voire même le recours au bras séculier, pourront être employés contre ceux qui refuseraient de payer au Séminaire la part ou la taxe fixée. — *Concil. Trid.* sess. XXIII, cap. xviii.

Outre cette taxe, on peut unir, aux termes des dispositions conciliaires, *quelques bénéfices simples* au Séminaire, quand les revenus annuels de cet établissement ne suffisent pas à ses dépenses. *Necnon beneficia aliquod simplicia... huic collegio applicabunt et incorporabunt.* — *Ibid.* BENOIT XIV, *de synod. diæces.*, lib. IX, cap. vii.

L'Évêque se fera, chaque année, rendre compte des revenus du Séminaire, en présence de la commission des deux Chanoines, élus comme on l'a vu plus haut, et des deux prêtres députés par le clergé de la ville, pour l'administration temporelle de la maison. *Rationes autem reddituum hujus Seminarii Episcopus, annis singulis, accipiat, præsentibus duobus a Capitulo, et totidem a clero civitatis deputatis.* — *Conc. Trid. ibid.*

La direction des Séminaires peut-elle être confiée à des religieux ?

Les Évêques ne peuvent confier la direction de leurs séminaires à des ordres ou des instituts religieux, sans consulter le Siège Apostolique.

« Monendum est ante omnia, dit Lucidi, non licere Episcopis seminariorum regimen, inconsulta Apostolica Sede, regularibus Ordinibus aliisque Institutis gerendum tradere. » — *De visit. sacrar. limin.*, vol. II, p. 362.

Le même canoniste en donne les raisons.

« Nam primo hæc res duplicis deputationis (nempe duorum seniorum canonicorum, tum duorum de Capitulo, totidemque de Clero) jura a sacrosancto Concilio attributa lædit imminuitque. — Deinde quamvis Episcopus, quoad vivit, sua jura super seminariis Regularibus aliisque Institutis cedere possit, nequit tamen prævertere ac tollere jura successorum suorum.

« Quibus de causis præcipue necesse est ut Apostolica Sedes accedat, quæ sanctioni Tridentinæ deroget. » — *Ibid.*

La nécessité du *beneplacitum Apostolicum* se prouve par l'autorité de Benoît XIV dans son livre *de Synododioecesana*, lib. V, cap. xi, n. 9, et par celle de la Congrégation des Evêques et des Réguliers. — *Ibid.*

« Namque, continue Lucidi, in sapius memorato opusculo *Methodus quæ a S. C.*, etc., in animadversionibus super *constitutionibus congregationis presbyter. Concept. B. M. V. a S. Mehenno*, p. 25, n. 5, ita traditur :

« Cum ex Concilio Tridentino Seminaria ad Episcopos, adhibito deputationum consilio omnino spectent, eorum curam non possunt alicui Instituto committere, inconsulta Apostolica Sede, licet Institutum ipsum in genere pro directione seminariorum ab Apostolica Sede approbatum fuerit. Hinc in singulis casibus oportet Summi Pontificis licentiam obtinere. Idem traditur in *Animadversionibus Super approb. piæ Congregationis mission. S. Francisci Salesii*, p. 32, § 4, in memorato opusculo. Tandem eadem S. C. in decreto pro Maristis diei 15. Junii 1860, et itidem in decreto pro Sulpitiani diei 18 Julii 1863 (quorum Institutum pro Seminariorum directione proprie fundatum est) ex speciali gratia indulgit, ut seminaria diocesana in spiritualibus ac temporalibus moderanda suscipere possint juxta modum et condiciones ibidem adjectas. » — *Ibid.*

Lorsque le Pontife Romain accorde un indult à des ordres ou instituts religieux, pour qu'ils puissent diriger des séminaires diocésains, il ne l'accorde que pour un temps, par ex. *ad decennium*, et en sauvegardant les droits de l'Évêque. Notamment, en ce qui concerne la société de Saint-Sulpice, il est spécifié dans leur indult que le supérieur général et ses compagnons doivent *dépendre de l'Ordinaire respectif et lui rendre un compte annuel des revenus* des Séminaires qu'ils dirigent, en présence des deux députés du Chapitre et du clergé de la ville.

Des indults à peu près semblables ont été accordés par la S. Congrégation des Évêques et des Réguliers aux Maristes, aux Eudistes, aux Oratoriens et à d'autres Congrégations ou Instituts religieux. — Voir les *Analecta Jur. Pontif.*, an. 1867, col. 509 et 634.

Du Recteur ou du Supérieur des Séminaires.

A qui appartient le choix ou la nomination du Supérieur des Séminaires diocésains ?

Il appartient aux Évêques des divers diocèses de choisir et de nommer le Supérieur des Séminaires. Toutefois, ils doivent, pour faire ce choix, prendre le conseil des Chanoines députés par le Chapitre, dit *Lucidi*, avec la Congrégation du Concile.

« Circa Rectoris electionem animadvertenda est declaratio
« S. Congregat. Concilii in *Fundana Deput. off. sem.*,
« 26 Mart. 1689, in qua, disputato dubio : « An Episcopus
« potuerit et possit deputare Rectorem atque Officiales Se-
« minarii absque consilio deputationum a Capitulo ? » Res-
« ponsum fuit : Negative. » — *Ibid.*, p. 361.

Le Recteur ou le Supérieur d'un Séminaire peut-il être en même temps confesseur des jeunes clercs dont il est chargé ?

Nous laissons la réponse à *Lucidi* :

« Illud vero hic præterire nolumus munus Rectoris (Semi-
« narii) cum confessoris munere non esse plane cumulan-
« dum.

« Nam ex parte alumnorum valde timendum foret ne, cum
« animæ suæ periculo ei sui cordis maculas sordesque dete-
« gere reformident, cui imperium ac potestas est sese exte-
« rius improperandi ac pœnis coercendi.

« Ex parte vero Rectoris periculum adest, ne notitiis in
« confessione acquisitis uti velit, aut videatur uti in exer-
« cendis extrinsecus sui ministerii partibus; quæ res odium
« contra Sanctissimum Pœnitentiæ Sacramentum in animis
« adolescentium creare possit. » — *Ibid.*, p. 360, n. 30.

Les Séminaires en présence du pouvoir civil, en France.

Aux termes du Concordat de 1801, article 11 :

« Les Évêques pourront avoir un Séminaire pour leur
« diocèse, sans que le gouvernement s'oblige à le doter. »

Bien que, par cet article, le gouvernement ne s'obligeât pas à doter les Séminaires, il leur accorda cependant bientôt une sorte de dotation par le décret du 30 septembre 1807, *qui établit des bourses et demi-bourses dans les Séminaires diocésains*. C'était se conformer à l'esprit du Concordat.

Plus tard, le décret de 1807 fut confirmé par les Ordonnances du 5 juin 1816, du 8 mai 1826 et du 6 juillet 1831.

Hélas ! cette concession bienveillante, et juste d'ailleurs, a été retirée par la loi de finances du 9 août 1885.

— Le décret du 6 Novembre 1813 règle la manière dont seront administrés les biens des Séminaires.

Nous citerons les articles 62, 63 et 64 relatifs à la composition du bureau chargé de cette administration.

« Il sera formé, pour l'établissement des biens du Sémi-
« naire de chaque diocèse, un bureau composé de l'un des

« *Vicaires généraux*, qui présidera en l'absence de l'Évêque, du *Directeur* et de l'*Économe* du Séminaire, et d'un quatrième membre, remplissant les fonctions de *Trésorier*, qui sera nommé par le ministre des Cultes, sur l'avis de l'Évêque et du Préfet. Il n'y aura aucune rétribution attachée aux fonctions de Trésorier. »

« Le Secrétaire de l'Archevêché ou Évêché sera, en même temps, secrétaire de ce bureau. » — Art. 63.

« Le bureau d'administration du Séminaire principal aura, en même temps, l'administration des autres écoles ecclésiastiques du diocèse. » — Art. 64.

Les Séminaires ont besoin de l'autorisation du Gouvernement pour accepter une libéralité faite à leur profit par acte notarié : *donation entre vifs ou disposition testamentaire*. — Voir l'article 67 du décret précité.

Il est à peine besoin de faire remarquer que ce décret, comme toutes les autres dispositions civiles concernant les Séminaires, sont anticanoniques : l'Église seule a le droit de gérer les biens ecclésiastiques et de porter des lois qui en règlent la gestion.

Les Évêques et ceux qui sont chargés de l'administration et de la direction des séminaires trouveront dans l'ouvrage d'Ange Lucidi : *de Visitatione sacrorum liminum*, et dans le livre *de Synodo diœcesana* de Benoît XIV, beaucoup de questions fort utiles sur ces établissements. Les limites de notre ouvrage ne nous permettent pas de les étudier ici.

TITRE XXXII

DE L'OFFICE DU JUGE

348. — Jusqu'ici nous avons, avec les Décrétales, considéré les juges *in specie* ; passant de l'espèce au genre, nous allons, dans ce titre, les considérer *in genere*, en étudiant :

1° Leur nature et leur qualité.

2° Leur juridiction.

3° Leur pouvoir et leur office.

I

NATURE ET QUALITÉ DU JUGE

Qu'est-ce qu'un juge ?

« *Judicis nomen*, dit Schmalzgrueber, venit a jure, sive « a justo dicendo. »

Cela étant, on définit le juge une personne légitime qui a le pouvoir public de connaître des controverses des parties *litigantes*, et d'y prononcer une sentence suivant les lois et la coutume des lieux.

Qui sont ceux qui peuvent être juges ?

Ce sont, en général, tous ceux qui ne sont empêchés ni par la nature, ni par la loi. — Can. *Infamis* 1 caus. 3, q. 7.

Voici ceux qui sont empêchés par la nature d'être juges :

1. Les sourds, les muets, les fous, les insensés, les *impubères*. — Can. *Infamis* 1. parag. tria.

2. Ceux qui sont âgés de moins de vingt-cinq ans, bien

que, du consentement des parties intéressées, on puisse choisir un juge ayant accompli sa dix-huitième année. — Cap. 41. *de Offic. et potest. Jud. delegat.*

Voici ceux qui sont écartés par la loi de l'office de juge :

1. Les infâmes, quels qu'ils soient, comme sont les hérétiques, les schismatiques, les excommuniés, les parjures, en un mot, tous ceux qui, pour un crime quelconque, sont marqués d'une note publique d'infamie. — Can. *Infamis*.

2. Les femmes et les esclaves. — Can. *Infamis*.

En ce qui concerne les femmes, « excipiuntur, dit Schmalzgrueber, *fœminæ illustres, ut Reginae, Principissæ, Comitissæ, etc., vel quæ administrationem habent, ut Abbatis-sæ* ». — *Jus eccles. univ.* T. I, p. 248, n. 4.

3. Les moines et les religieux. « Quia, ajoute le même canoniste, *pro mortuis reputantur*. Gloss. fin. in l. *prætor*. 12. *Quod intelligi debet, si absque Prælati sui licentia judicis munus in se suscipiat.* »

4. Ceux qui manquent de la science requise pour remplir l'office du juge. — Cap. *Ex litteris 1. in fin. de consang. Instit. in princ. de offic. Judic.*

II

DE LA JURIDICTION DU JUGE

Qu'est-ce que la juridiction ?

C'est le pouvoir que possède celui qui a l'autorité, en vertu d'une charge publique, de régir et de gouverner ses sujets.

« Est potestas, dit Schmalzgrueber, avec Molina et le commun des docteurs, *alicujus auctoritatem et eminentiam habentis super alios ex munere publico ad eorum regimen et gubernationem.* » — *Jus. Eccles. univ.* T. I, p. 249, n. 4.

1. La juridiction se divise en juridiction ecclésiastique et en juridiction civile.

La juridiction ecclésiastique est celle qui concerne les causes touchant le culte divin et le salut éternel des âmes.

Cette juridiction s'exerce non seulement au for extérieur, mais aussi au for intérieur, c'est-à-dire, au for de la conscience, ou au for sacramentel.

La juridiction civile ou politique est celle qui concerne les causes séculières et profanes ; elle ne s'exerce qu'au for extérieur.

2. La juridiction se divise encore en juridiction volontaire et en juridiction contentieuse.

La juridiction *volontaire* est celle qui s'exerce seulement sur ceux qui le *veulent*.

A cette juridiction appartiennent l'ordination, la consécration, la bénédiction, l'absolution, la dispense, la collation des bénéfices, et les autres actes de ce genre, comme le disent les docteurs dans l'explication du chapitre *Decernimus 2. de Judiciis*.

La juridiction contentieuse est celle qui s'exerce sur ceux-là mêmes qui ne le veulent pas, en citant, par exemple, quelqu'un devant la justice, en lui infligeant une punition, en le frappant d'une censure, etc.

La juridiction volontaire diffère de la juridiction contentieuse, d'abord en ce qu'elle s'exerce sur ceux qui le veulent, tandis que l'autre s'exerce même sur ceux qui ne le veulent pas. Elle en diffère encore, en ce que le juge peut exercer valablement, et, le plus souvent, même licitement, la juridiction volontaire sur ses propres sujets, hors de son territoire, par exemple, en les dispensant de leurs vœux, en les absolvant des censures qu'ils ont encourues, en assistant à leurs mariages, en légitimant leurs enfants, etc.

La juridiction contentieuse ne peut être exercée sur un ter-

ritoire étranger, sans le consentement exprès du juge de ce territoire et celui des parties intéressées.

3. La juridiction se divise en juridiction ordinaire et en juridiction déléguée.

La juridiction ordinaire est celle qui appartient à quelqu'un, *jure proprio*, ou à raison de son office, ou de sa dignité, en vertu de la loi, des canons ou de la coutume.

Nous avons dit, dans le titre précédent, quelles sont les personnes qui possèdent la juridiction ordinaire.

La juridiction ordinaire, dans l'Église, s'acquiert de trois manières, à savoir : par la grâce du Souverain Pontife, par la loi et par la coutume légitime.

1. Elle s'acquiert par la grâce ou un privilège du Pontife Romain : c'est lui qui nomme et établit les juges ordinaires, tels que les Légats, les Primats, les Patriarches, les Archevêques, les Évêques, les Officiaux du Siège Apostolique ou de la Curie Romaine, comme le Vice-Chancelier, etc.

2. Elle s'acquiert par la loi ou les canons.

Ceux qui sont élus suivant les prescriptions de la loi ou des canons de l'Église par une université, un collège ou un chapitre deviennent juges ordinaires, par le fait de cette élection canonique.

Tel est, par exemple, le Vicaire capitulaire, élu par le Chapitre cathédral, le siège vacant.

3. La juridiction ordinaire s'acquiert aussi par la coutume, pourvu que cette coutume soit légitime. = Cap. *Simul 9*, de *officio ordinarii*, et cap. *Cum contingat 13*, de *foro competente*. — C'est l'enseignement commun des canonistes et des légistes.

Comment finit la juridiction ordinaire ?

Cette juridiction finit de cinq manières, à savoir : 1. par le laps de temps pour lequel elle a été accordée. — 2. par la mort de celui à qui elle a été octroyée. = 3. par la résignation légitime de l'office auquel elle est attachée. — 4. par

TITRE XXXII

DE L'OFFICE DU JUGE

348. — Jusqu'ici nous avons, avec les Décrétales, considéré les juges *in specie* ; passant de l'espèce au genre, nous allons, dans ce titre, les considérer *in genere*, en étudiant :

- 1° Leur nature et leur qualité.
- 2° Leur juridiction.
- 3° Leur pouvoir et leur office.

I

NATURE ET QUALITÉ DU JUGE

Qu'est-ce qu'un juge ?

« *Judicis nomen*, dit Schmalzgrueber, venit a jure, sicut a « a justo dicendo. »

Cela étant, on définit le juge une personne légitime qui a le pouvoir public de connaître des controverses des parties *litigantes*, et d'y prononcer une sentence suivant les lois ou la coutume des lieux.

Qui sont ceux qui peuvent être juges ?

Ce sont, en général, tous ceux qui ne sont empêchés par la nature, ni par la loi. — Can. *Infamis*. 1 caus. 3, q. 1.

Voici ceux qui sont empêchés par la nature d'être juges :

1. Les sourds, les muets, les fous, les insensés, les *imbéciles*. — Can. *Infamis* 1. parag. tria.
2. Ceux qui sont âgés de moins de vingt cinq ans, 1

que, du consentement des parties intéressées, on puisse choisir un juge ayant accompli sa dix-huitième année. — Cap. 41. *de Offic. et potest. Jud. delegat.*

Voici ceux qui sont écartés par la loi de l'office de juge :

1. Les infâmes, quels qu'ils soient, comme sont les hérétiques, les schismatiques, les excommuniés, les parjures, en un mot, tous ceux qui, pour un crime quelconque, sont marqués d'une note publique d'infamie. — Can. *Infamis*.

2. Les femmes et les esclaves. — Can. *Infamis*.

En ce qui concerne les femmes, « excipiuntur, dit Schmalzgrueber, *fœminæ illustres, ut Reginae, Principissæ, Comitissæ, etc., vel quæ administrationem habent, ut Abbatis-* »
« *sæ* ». — *Jus eccles. univ.* T. I, p. 248, n. 4.

3. Les moines et les religieux. « Quia, ajoute le même canoniste, *pro mortuis reputantur.* Gloss. fin. in l. *prætor.* 12. Quod intelligi debet, si absque Prælati sui licentia « *judicis munus in se suscipiat.* »

4. Ceux qui manquent de la science requise pour remplir l'office du juge. — Cap. *Ex litteris 1. in fin. de consang. Ins tit. in princ. de offic. Judic.*

II

DE LA JURIDICTION DU JUGE

Qu'est-ce que la juridiction ?

C'est le pouvoir que possède celui qui a l'autorité, en vertu d'une charge publique, de régir et de gouverner ses sujets.

« Est potestas, dit Schmalzgrueber, avec Molina et le commun des docteurs, *alicujus auctoritatem et eminentiam habentis super alios ex munere publico ad eorum regimen et gubernationem.* » — *Jus. Eccles. univ.* T. I, p. 249, n. 4.

1. La juridiction se divise en juridiction ecclésiastique et en juridiction civile.

La juridiction ecclésiastique est celle qui concerne les causes touchant le culte divin et le salut éternel des âmes.

Cette juridiction s'exerce non seulement au for extérieur, mais aussi au for intérieur, c'est-à-dire, au for de la conscience, ou au for sacramentel.

La juridiction civile ou politique est celle qui concerne les causes séculières et profanes ; elle ne s'exerce qu'au for extérieur.

2. La juridiction se divise encore en juridiction volontaire et en juridiction contentieuse.

La juridiction *volontaire* est celle qui s'exerce seulement sur ceux qui le *veulent*.

A cette juridiction appartiennent l'ordination, la consécration, la bénédiction, l'absolution, la dispense, la collation des bénéfices, et les autres actes de ce genre, comme le disent les docteurs dans l'explication du chapitre *Decernimus 2. de Judiciis*.

La juridiction contentieuse est celle qui s'exerce sur ceux-là mêmes qui ne le veulent pas, en citant, par exemple, quelqu'un devant la justice, en lui infligeant une punition, en le frappant d'une censure, etc.

La juridiction volontaire diffère de la juridiction contentieuse, d'abord en ce qu'elle s'exerce sur ceux qui le veulent, tandis que l'autre s'exerce même sur ceux qui ne le veulent pas. Elle en diffère encore, en ce que le juge peut exercer valablement, et, le plus souvent, même licitement, la juridiction volontaire sur ses propres sujets, hors de son territoire, par exemple, en les dispensant de leurs vœux, en les absolvant des censures qu'ils ont encourues, en assistant à leurs mariages, en légitimant leurs enfants, etc.

La juridiction contentieuse ne peut être exercée sur un ter-

ritoire étranger, sans le consentement exprès du juge de ce territoire et celui des parties intéressées.

3. La juridiction se divise en juridiction ordinaire et en juridiction déléguée.

La juridiction ordinaire est celle qui appartient à quelqu'un, *jure proprio*, ou à raison de son office, ou de sa dignité, en vertu de la loi, des canons ou de la coutume.

Nous avons dit, dans le titre précédent, quelles sont les personnes qui possèdent la juridiction ordinaire.

La juridiction ordinaire, dans l'Église, s'acquiert de trois manières, à savoir : par la grâce du Souverain Pontife, par la loi et par la coutume légitime.

1. Elle s'acquiert par la grâce ou un privilège du Pontife Romain : c'est lui qui nomme et établit les juges ordinaires, tels que les Légats, les Primats, les Patriarches, les Archevêques, les Évêques, les Officiaux du Siège Apostolique ou de la Curie Romaine, comme le Vice-Chancelier, etc.

2. Elle s'acquiert par la loi ou les canons.

Ceux qui sont élus suivant les prescriptions de la loi ou des canons de l'Église par une université, un collège ou un chapitre deviennent juges ordinaires, par le fait de cette élection canonique.

Tel est, par exemple, le Vicaire capitulaire, élu par le Chapitre cathédral, le siège vacant.

3. La juridiction ordinaire s'acquiert aussi par la coutume, pourvu que cette coutume soit légitime. — Cap. *Simul 9, de officio ordinarii*, et cap. *Cum contingat 13, de foro competente*. — C'est l'enseignement commun des canonistes et des légistes.

Comment finit la juridiction ordinaire ?

Cette juridiction finit de cinq manières, à savoir : 1. par le laps de temps pour lequel elle a été accordée. — 2. par la mort de celui à qui elle a été octroyée. — 3. par la résignation légitime de l'office auquel elle est attachée. — 4. par

la déposition canonique du titulaire de cet office. — 5. par sa translation ailleurs.

La juridiction ordinaire expire-t-elle à la mort de celui qui l'a accordée?

Elle n'expire pas, à cette mort, alors même que le concessionnaire n'aurait pas encore commencé à en user. — Cap. *Legatos. 2. de offic. legat. in 6. (1)*.

La juridiction déléguée est celle que l'on ne possède pas, *jure proprio*, mais seulement, en vertu d'une commission émanant d'un autre, au nom duquel et pour lequel on agit.

Elle expire, à la mort de celui qui l'a accordée, *re integra*, c'est-à-dire, si le délégué n'a pas encore commencé à l'exercer.

Nous avons dit, au titre XXIX, comment expire autrement la juridiction déléguée.

III

DE L'OFFICE ET DE L'OBLIGATION DU JUGE

Quel est l'office du juge?

Il a la charge publique de connaître et de décider les causes soumises à son jugement.

Quelle est l'obligation du juge?

Il doit juger les causes qui lui sont soumises suivant le droit et l'équité.

Le juge est en effet le ministre et le gardien, et non l'arbitre des lois.

« Cum enim fuerint leges institutæ et firmatæ, non licebit « judici de ipsis judicare, sed secundum ipsas. » — AUGUSTINUS, in lib. *de vera relig.*, cap. xxxi.

(1) La juridiction du vicaire général expire à la mort de l'Évêque.

« Nemo, lisons-nous au chapitre 1, *de Constitutionibus*,
 « in judiciis ecclesiasticis suo sensu, sed canonum auctoritate
 « ducatur. »

CONCLUSIONS

1. Donc, quand la loi est claire, alors même qu'elle lui paraîtrait dure, le juge doit prononcer son jugement suivant la loi. *Dura lex sed lex*.

2. Quand, au contraire, le cas en litige n'est pas exprimé dans la loi, et qu'il y a lieu à interprétation, le juge doit préférer l'équité à la rigueur. « Quo sensu, dit le cardinal Soglia, « accipitur Lex 90 ff. de R. J. in omnibus quidem, maxime « tamen in jure, æquitas spectanda est. »

3. Quand la cause des deux personnes intéressées s'appuie sur des arguments et des raisons également probables, il faut, si la cause est civile, favoriser le défendeur ou le possesseur. « Quandoquidem, dit encore Soglia, trita sunt regulæ « juris : actore non probante, reus absolvitur, et in dubiis « melior est conditio possidentis. »

4. Il n'est pas permis au juge d'être gracieux, ni de faire acception de personne.

Aussi, Alexandre VII a-t-il condamné la proposition suivante : « Quando litigantes habent pro se opinionem æque « probabilem, potest judex pecuniam accipere pro ferenda « sententia in favorem unius pro alio. »

5. Quand il conste que les raisons d'une des parties sont meilleures, le juge doit se prononcer en sa faveur, en vertu du principe que, dans tout jugement, la cause, qui est plus conforme au droit et à l'équité, doit triompher.

Aussi, le même Pontife, Alexandre VII, a-t-il condamné la proposition suivante :

« Probabiliter judico judicem posse judicare juxta opinionem « nem minus probabilem. »

6. Dans les causes criminelles, le juge doit toujours favoriser l'accusé, alors même que les preuves apportées contre lui seraient plus fortes. Pourquoi? parce que, dans les causes criminelles, il ne suffit pas, pour infliger la peine, d'avoir des preuves probables, ou plus probables; on demande des preuves certaines, car il vaut mieux absoudre un coupable que de condamner un innocent.

7. Le juge doit se garder, avec soin, de juger personne, s'il ignore le droit, ou s'il n'a pas suffisamment instruit et examiné la cause qui lui est déférée.

8. Il doit se garder de se laisser entraîner dans ses jugements par l'amour ou la haine, par l'amitié ou la parenté.

9. Il doit refuser tous les présents qui lui seraient spontanément offerts par quelqu'une des parties qu'il est appelé à juger.

C'est le précepte de l'Esprit-Saint, au livre de l'Exode, chapitre xxiii, v. 8. « *Nec accipias munera, quæ excæcant* » « *prudentes, et subvertunt verba justorum.* » Plutarque raconte qu'à Thèbes les images et les statues des juges étaient sans mains.

TITRE XXXIII

DE LA MAJORITÉ ET DE L'OBÉISSANCE

Nous l'avons déjà vu : parmi les juges ecclésiastiques, il y a divers degrés, les uns étant supérieurs aux autres, et méritant, à cause de leur supériorité, une mesure de respect

et d'obéissance en rapport avec elle. Aussi bien, est-ce avec raison que, aux divers titres concernant ces juges, on a ajouté le titre présent touchant leur majorité ou leur excellence, et l'obéissance qui leur est due.

I

DE LA MAJORITÉ

349. — Qu'est-ce que la majorité? C'est en général l'excellence d'une personne vis-à-vis d'une autre; elle se produit dans l'Église de diverses manières.

Avant tout, il faut considérer l'excellence de la dignité.

1. A ce point de vue, le Souverain Pontife occupe le premier rang dans l'Église universelle, à cause de sa dignité qui surpasse toutes les autres dignités de ce monde.

2. Au second rang viennent les Cardinaux qui forment un seul et même corps avec le Pontife Romain.

3. Après les Cardinaux viennent les Patriarches, les Primats, les Archevêques, les Évêques, puis les Prélats inférieurs, puis enfin les autres clercs parmi lesquels il y a encore divers degrés hiérarchiques.

L'Évêque du lieu a la préséance, dans son diocèse, sur tous les Évêques et les Archevêques étrangers ou titulaires. Il n'y a donc à avoir le pas sur lui que les Cardinaux et l'Archevêque de sa province.

Le Nonce Apostolique, ayant le pouvoir de Légat *a latere*, a la préséance sur l'Évêque d'un diocèse, dans les limites de sa légation, parce qu'il y est le représentant du Chef de l'Église.

Il en est de même du Visiteur Apostolique qui aurait le caractère épiscopal. — M^{sr} GRANDCLAUDE, *Jus can.* T. I, p. 362.

A qui, dans les diocèses, appartient la première place après l'Évêque ?

Les docteurs ne sont pas d'accord dans la réponse à cette question.

Quelques-uns attribuent cette première place au Vicaire général de l'Évêque ; d'autres aux Abbés et aux chefs des monastères et communautés au gouvernement desquels est attachée la juridiction ordinaire ; d'autres aux Chanoines des cathédrales ; d'autres enfin aux Protonotaires Apostoliques.

De cette variété d'opinions naissent plusieurs doutes.

1. Quelle place faut-il donner aux Abbés et aux Prélats réguliers en présence des Chanoines d'une église cathédrale ?

Il faut établir ici une distinction. Si ces Chanoines marchent en corps — *Collegialiter* — ils doivent avoir le pas sur les Abbés et les Prélats réguliers. S'ils ne marchent pas en corps, mais individuellement, ils passent après eux, parce qu'ils ne représentent pas ainsi le Chapitre cathédral. — SCHNALZGRUEBER, *Jus Eccles. univ.* T. I, p. 257, n. 7.

« Excipitur, ajoute ce canoniste, nisi consuetudo contrarium obtineat ; nam consuetudo in his omnibus attendenda est ; et sic alicubi, præ Abbatibus, honoratiorem locum sibi vindicant Præpositus et Decanus Cathedralis Ecclesiæ, ut bene notat P. WIEST, l. cit. n. 24. »

2. Quelle est la prééminence du Vicaire général de l'Évêque, et du Vicaire capitulaire, *sede vacante* ?

Il faut distinguer entre la prééminence qu'ils ont, en vertu du droit, et celle que leur donne la coutume.

En vertu du *droit*, le Vicaire général de l'Évêque a le premier rang après l'Évêque ; le Vicaire capitulaire, le siège vacant, cède le pas au Doyen, ou à celui qui, sous un autre nom, a la première dignité dans le Chapitre ; mais il marche avant tous les autres Chanoines. — GARDELLINI, 866, 910, 1810, 2266, 2861. — La raison en est que le Vicaire général, *sede plena*, représente l'Évêque, et que le Vicaire

capitulaire, *sede vacante*, représente le Chapitre. — *Ibid.* p. 258.

En vertu *de la coutume*, le Vicaire général, dans plusieurs contrées, comme en Allemagne, n'a aucune prééminence sur les chanoines des églises cathédrales. Seulement, s'il est Chanoine, il prend, au chœur, le rang qui lui appartient à ce titre. — *Ibid.* p. 258, n. 8.

Le Vicaire général, revêtu de l'habit canonial, ne jouit d'aucune prééminence, nonobstant la coutume contraire; il en est autrement, s'il est revêtu de l'habit vicarial.

« Vicarius generalis in habitu canonicali nulla gaudet præ-
« minentia, non obstante contraria consuetudine; — secus
« in habitu vicariali. » — GARDELLINI.

Le costume du Vicaire général, c'est la soutane, avec le manteau noir, sous lequel il porte le rochet, au chœur.

Donc, lorsqu'il est revêtu de ce costume, il occupe, au chœur, la première place au-dessus des Chanoines; mais, si ces derniers sont parés, il ne doit pas les précéder. — *Sac. Rit. Congr. in Camerinen. 14 Jun. 1608 et 5 Junii 1614.*

En France, les Vicaires généraux ne portent pas l'habit vicarial, au chœur; ils y portent l'habit canonial, et on leur accorde la première place parmi les chanoines. C'est une concession gracieuse assurément, mais elle est peu conforme à la décision de la Congrégation des Rites citée plus haut.

Le Vicaire général, qui est Chanoine, ou bénéficié, doit prendre place, au chœur, à son rang d'installation, revêtu de l'habit *canonial*, ou de celui de bénéficié, s'il veut gagner les distributions quotidiennes. S'il lui plaît de marcher avant les Chanoines ou les bénéficiés, il lui faut alors prendre l'habit *vicarial*, et renoncer aux distributions. — *Sacr. Congr. Rit. in Calaguritana 2. Aug. 1603.*

3. Quel est le rang qui appartient dans le clergé diocésain aux Protonotaires Apostoliques?

Il y a dans l'Église Romaine deux catégories de Protono-

taires : la première est celle des Protonotaires participants, la seconde est celle des Protonotaires *ad instar participantium*, appelés aussi titulaires, ou *extra numerum*.

Les Protonotaires Apostoliques participants, composés à l'origine de sept membres, furent élevés au nombre de douze par Sixte-Quint, par sa constitution *Romanus Pontifex*.

Ils ont la préséance sur tous les autres Prélats, non Évêques, et sur tous les Chanoines des églises cathédrales, pris en particulier et non en corps.

« Protonotarii Apostolici, dit Ferraris, præcedunt quos-
« cumque alios prælatos non Episcopos. » — *Biblioth. canon.*, au mot *Protonotarius de numero particip.* n. 9.

« Protonotarius, dit le même canoniste, præcedit Canonici-
« eis ut singulis, non autem capitulariter. » — *S. Congr. Rit. 16 Maii 1601*.

Nous ne parlerons pas ici des autres privilèges des Protonotaires participants, énumérés par Ferraris et par d'autres canonistes.

Quant aux Protonotaires *ad instar participantium*, ou non participants, Pie IX a précisé leurs droits et leurs prérogatives par sa constitution *Apostolicæ Sedis*, en date du 4 des calendes de Septembre 1872.

Bien que ces droits et prérogatives soient moindres que ceux des premiers, ils ont néanmoins, quand ils sont revêtus de leur habit prélatice, la préséance sur tous les clercs, les prêtres et les Chanoines pris individuellement, ainsi que sur les Prélats, Supérieurs d'ordres religieux, qui ne jouissent pas du privilège des Pontificaux. Mais ils ne marchent ni avant les Vicaires généraux, ni avant les Chanoines des cathédrales, unis en corps, ni avant les Abbés. — Constitution précitée, n. 5.

Par le mot *Abbés*, il faut entendre ici les Abbés qui jouissent d'une juridiction quasi-épiscopale, et ont un peuple et un territoire.

« S'il s'agissait, dit la *Revue théologique*, d'Abbés n'ayant « pas semblable juridiction, la préséance serait due aux Protonotaires *ad instar participantium*. » — T. V, p. 17, n. 2.

Si ces Protonotaires sont Chanoines, ils se placent au chœur, à leur rang d'installation, avec l'habit canonial, qu'ils peuvent porter sur la soutane violette.

S'il leur plaît d'assister à l'office capitulaire, avec leur habit prélatice, ils doivent alors se placer après les autres Chanoines, et ils perdent, dans ce cas, tout droit aux distributions quotidiennes. — Constitut. précitée, n. 7.

Quel est le rang qu'il faut assigner aux Chanoines des églises collégiales ?

Ils marchent immédiatement après les Chanoines des cathédrales, parce que les églises collégiales sont supérieures à toutes les autres églises simples, ou qui sont seulement paroissiales.

« Collegiata debet præcedere omnibus aliis Ecclesiis simplicibus, vel quæ tantum parochiales sunt. » — *S. Rit. Congreg.*, 10 Jun. 1620 ; 23 Mart. 1619 ; 4 April. 1620.

Quel est le rang auquel a droit le Curé ou Recteur d'une paroisse ?

Dans sa propre église, le Curé a la préséance sur tous les autres Curés, excepté sur le Chapitre de l'église cathédrale réuni *collégialiter*. Chacun, dit le proverbe, est maître et le premier chez soi.

Mais, si les Chanoines sont pris individuellement, ils ne précèdent pas le Curé dans son église.

« Canonici cathedralis, uti singuli, non præcedunt parochi in ipsius ecclesia. » — GARDELLINI, n. 79 et 2508.

Cependant, le Chanoine, qui assiste l'Évêque, a la préséance sur le Curé dans sa propre église, même dans un diocèse étranger. Pourquoi ? « Quia tunc non procedit tanquam « privatus, sed tanquam membrum cum capite suo. » — *S. Cong. Rit.* 19 Maii 1838.

La préséance, qui est due aux Curés inamovibles, est due également aux Curés amovibles, parce qu'ils jouissent des mêmes prérogatives, selon la réponse suivante de la Congrégation du Concile :

« *Præcedentia quæ debetur parochis perpetuis, eadem debetur parochis et curatis amovibilibus ad nutum, quia etiam hi gaudent prærogativis parochorum perpetuorum.* » — 27 Mart. 1706.

En France, les Curés inamovibles ont la préséance sur les Curés ou les Recteurs amovibles, parce qu'ils sont pour la plupart Curés de canton, et que, dans beaucoup de diocèses, ils ont le titre honorifique de Doyens.

Quel rang occupe le clergé régulier parmi les prêtres séculiers ?

Il marche après le clergé séculier. « *Præcedentia semper debetur clero sæculari, dit Ferraris, supra regulares, etiam in ipsorum regularium ecclesiis. S. C. Rit., 31 Mart. 1618.* » — Au mot *Præcedentia*, n. 9.

D'où se tire la préséance entre les prêtres ?

Elle se tire de l'ancienneté de leur ordination, et non des grades qu'ils peuvent posséder. « *Præcedentia inter presbyteros, dit encore Ferraris, sumitur ex antiquitate ordinis, non ex gradu doctoratus, quia presbyteratus ordo longe dignior est quam gradus doctoratus.* » — *Sacr. Congreg. Rit. 27 Novemb. 1603, 20 Jun. 1609, etc. — Ibid., n. 10.*

II

DE L'OBÉISSANCE

350. — De la majorité, et surtout de celle de juridiction, découle l'*obéissance* que les inférieurs doivent à leurs supérieurs.

Cette obéissance impose trois choses :

1. Le respect envers le supérieur. — 2. La réception et l'observation de ses ordres. — 3. La soumission à son jugement, sauf le droit d'appel et la légitime récusation.

A qui doit-on l'obéissance ?

1. Elle est tout d'abord due au Souverain Pontife par tous les chrétiens de l'Église universelle, sans distinction aucune de personne, ni de dignité, de sorte que les Princes, les Rois et les Empereurs n'en sont pas exempts dans les choses spirituelles, c'est-à-dire, en celles qui concernent le culte divin et le salut des âmes.

2. Elle est due à l'Évêque par tous ses diocésains, fussent-ils princes et rois, dans les choses touchant le salut des âmes. « Nam, dit Schmalzgrueber, *omnes Principes terræ, et cæteros homines Episcopis obedire B. Petrus præcipiebat, ut dicitur C. Omnes, 4.* » — T. I, p. 259, n. 14.

3. Elle est due aux Cardinaux par les chapelains, les prêtres et les autres clercs qui leur sont soumis, à raison des églises dont ils ont le titre. — *C. his quæ pro Ecclesia.*

4. Elle est due, en tout ce qui concerne leur office, aux Prélats et aux Supérieurs réguliers par tous les religieux qui leur sont soumis, et ce, en vertu du vœu d'obéissance, ou de la juridiction déléguée par le Souverain Pontife ou l'Évêque.

5. Elle est due aux Abbesses et aux Supérieures des couvents par les religieuses soumises à leur autorité, voire même par les clercs qui dépendraient d'elles, *ratione ecclesiarum sibi unitarum.*

Si elles n'ont pas le pouvoir, pour forcer leurs sujets à l'obéissance, de les punir par des censures, elles peuvent cependant réclamer ces peines contre eux, de leur Supérieur ecclésiastique. — Cap. *Dilecta*, xii.

6. Elle est due enfin à tout supérieur légitime, non seulement lorsque la justice de ses ordres est évidente, mais aussi lorsqu'elle est douteuse, car, dans le doute, la

présomption est en faveur de celui qui possède le droit de commander et de prescrire.

Quelle est l'obéissance que les clercs doivent promettre à leur Évêque?

Il faut établir ici une distinction entre les clercs qui ont charge d'âmes, et ceux qui n'ont ni cette charge, ni aucun emploi administratif.

Les Curés, suivant la coutume de certains diocèses, sont tenus de prêter le serment d'obéissance à leur Évêque, le jour où ils reçoivent l'investiture de leur bénéfice. — SCHMALZGRUEBER, après Pirhing, T. I, p. 259, n. 15.

Quant aux simples prêtres, ils ne sont pas tenus de prêter à leur Évêque le serment d'obéissance; il suffit qu'ils la lui promettent verbalement.

« Quod adeo verum est, ajoute le même canoniste, ut si
« scriptam, aut juratam (obedientiam) a tali clerico petat
« Episcopus, eidem injuriam faciat juxta C. *legebatur*, 3,
« huj. tit., quia excedit limites officii sui... »

Si cependant quelqu'un de ces simples clercs était désobéissant, rebelle et contumace, ou suspect de désobéissance, il pourrait être forcé de prêter le serment d'obéissance à son Évêque, et ce, sous peine d'excommunication. *Cap. Si quis venerit 2. — Cap. 5, Illud Dominus, et cap. Cum in ecclesiis, 10 hujus tit.*

Les religieux qui refuseraient d'obéir à leurs supérieurs pourraient être soumis aux mêmes peines disciplinaires. — SCHMALZGRUEBER, T. I, p. 260, glossa in cap. 10 cit. v. excommunicationis.

Que doit faire l'inférieur dans le cas où ses divers supérieurs lui donnent des ordres contraires?

Si un inférieur se trouve en présence d'un ordre contraire émanant d'un supérieur majeur et d'un supérieur mineur, il doit obéir à celui de ces supérieurs qui a sur lui un pouvoir plus immédiat et plus grand.

Par exemple, un clerc est tenu d'obéir plutôt à son Évêque qu'à l'Archevêque ou au prince séculier. De même, le moine doit l'obéissance plutôt à son Prélat qu'à l'Évêque.

Si les supérieurs ont un égal pouvoir sur lui, le sujet doit obéir, s'il le peut, à l'un et à l'autre. Si l'obéissance aux deux lui est impossible, il est tenu d'exécuter l'ordre de celui envers lequel il est obligé par son principal titre.

Par exemple, si quelqu'un, à raison d'un double bénéfice ou d'un double office, est sous la dépendance de deux prélats, il doit obéir de préférence à celui auquel il est principalement soumis par son titre. — Voir *Jus can.* de M^{sr} GRAND-CLAUDE, T. I, p. 365 et 366.

Quelles sont les peines portées par le droit canonique contre ceux qui désobéissent à leurs supérieurs, ou à leurs prélats ecclésiastiques, et à leurs ordonnances ?

Ce droit a établi contre eux une double peine : l'une consiste en l'excommunication par laquelle on doit frapper ceux qui désobéissent opiniâtrément aux décrets ou aux ordonnances des Évêques et des autres prélats ou supérieurs ecclésiastiques. — Cap. *Si quis venerit, huj.*, tit. II. Mais, cette peine ne doit être infligée que pour une désobéissance grave, en tous points, et accompagnée de contumace.

C'est le sentiment commun des docteurs.

L'autre peine frappe ceux qui n'obéissent pas aux constitutions canoniques. Ceux-ci encourent la note de désobéissance, qui est une sorte de note infamante.

« Non obediens canonicis institutis, incurrit inobedientiæ notam, id est, infamiam » porte le titre du chapitre V, « *Illud Dominus.* »

Cette note peut s'enlever par la pénitence et le repentir du délinquant. « Infamiam istam talem esse, dit Schmalzgrueber avec Pirhing, quæ, sublato peccato, ex quo provenit, per pœnitentiam tollitur. » — T. I, p. 260, n. 18.

DES PRÉLIMINAIRES DES JUGEMENTS ECCLÉSIASTIQUES

Les titres qui vont suivre peuvent être considérés comme les préliminaires des *Jugements*, dont s'occupent tout naturellement les Décrétales, après avoir parlé des *Juges ecclésiastiques*.

Ces titres peuvent se réduire à trois chapitres.

Le premier chapitre concerne la manière dont les parties veulent terminer pacifiquement leurs différends sans les formalités bruyantes de la Justice, au moyen de pactes, de conventions, de transactions, etc...

Le second chapitre traite des personnes auxquelles on a recours pour arriver à ces arrangements amiables.

Tels sont les avocats, les procureurs et les syndics.

Le troisième chapitre a trait aux parties litigantes elles-mêmes, en tant qu'il impose la restitution entière à celles qui ont fait tort aux autres, bien qu'il laisse à toutes la liberté de poursuivre leur droit devant le juge ou devant des arbitres.

TITRE XXXIV

DE LA TRÊVE ET DE LA PAIX

351. — Aux termes du chapitre I^{er} du titre XXXIV, Alexandre III, au troisième Concile de Latran, ordonna à tous les fidèles, sous peine d'excommunication, d'observer invio-

lablement la trêve — ou la cessation de toute hostilité — depuis le mercredi soir jusqu'au lundi matin, pendant l'Avent, jusqu'à l'octave de l'Épiphanie, et pendant le temps qui va de la Septuagésime à l'octave de Pâques.

Au second chapitre, le même Pontife ordonne de ne jamais molester, pendant la guerre, les citoyens paisibles, tels que les prêtres, les religieux, les pèlerins, les marchands, les laboureurs : il veut même que l'on respecte les animaux qui servent aux travaux des champs.

Cette double ordonnance avait été nécessitée par les guerres fréquentes que se livraient entre eux les Seigneurs Féodaux.

Par la première, le Pape établit que les hostilités doivent être suspendues, à certains jours de certaines époques de l'année : c'est la *trêve de Dieu*.

Par la seconde, il prescrit d'accorder la cessation définitive de la guerre, afin de rendre aux parties belligérantes la paix et la sécurité nécessaires : c'est ce que des historiens ont appelé la *paix de Dieu*.

Il y a donc une différence entre la *Trêve* et la *Paix*.

La trêve, ou armistice, c'est la cessation ou la suspension temporaire d'une guerre. En d'autres termes, c'est la sécurité momentanément donnée aux choses et aux personnes, avant même la fin de la querelle.

« Est securitas et fides præstita rebus et personis, ad tempus, quamvis discordia non sit penitus finita. »

La paix, au contraire, c'est la sécurité accordée aux choses et aux hommes, en mettant fin à la querelle.

« Plena discordiarum exortarum sedatio. » — SANTI, lib. tit. xxxiv, p. 363.

La trêve implique la sécurité pour un temps, tandis que la paix l'implique pour toujours.

La trêve peut être légale ou canonique, et conventionnelle.

La trêve légale ou canonique est celle qui est prescrite par la loi ou les canons, pour des temps déterminés.

La trêve conventionnelle est celle qui a lieu du consentement mutuel des parties intéressées.

Les trêves, une fois établies, doivent être strictement observées par les adversaires : ainsi l'exigent le droit naturel et le droit des gens.

Ainsi l'exige aussi le droit canonique, comme nous le dit le texte du chapitre « Treugas » que nous expliquons.

« Rursus sciendum est, dit Gonzalez, inducias, seu treugas, semel initas, esse servandas ab utroque populo, ex « Jure naturali et gentium... — Jure etiam nostro canonico ita « pacem frangentes excommunicandi sunt, ex nostro textu « et similibus. » — *Commentaria in decretales*, T. I, p. 800 et 801.

TITRE XXXV

DES PACTES

337. — La trêve et la paix ont lieu au moyen de pactes ou de conventions ; il est donc tout naturel qu'au titre précédent : *de treuga et pace*, succède immédiatement le titre : *de pactis*.

L'usage des pactes a pour but soit d'arrêter un procès, prêt à éclater, soit de l'éteindre, quand il est déjà commencé.

Beaucoup de canonistes, à l'occasion de ce titre, parlent ici, au long, des contrats en général, parce que le contrat

est une espèce de pacte. La question des contrats étant spécialement traitée dans tous les livres de théologie morale, nous y renvoyons nos lecteurs, nous bornant à analyser, avec le *Corpus Juris*, les huit chapitres du titre xxxv *de pactis*.

Le premier chapitre prescrit l'observation de tous les pactes : « Pacta, quantumcumque nuda, sunt observanda. »

Le second chapitre déclare qu'il faut attendre le consentement du Pontife Romain pour valider certaines conventions qui, sans lui, seraient invalides.

« Conventio invalida, per consensum superioris validatur. »

Le troisième chapitre veut que l'on remplisse les promesses que l'on a faites.

« Judex debet studiose agere, ut promissa adimpleantur. »

Le quatrième chapitre déclare invalide le pacte par lequel on réserverait un bénéfice, pour une somme d'argent.

« Non valet pactum, per quod beneficium ecclesiasticum debet pecunia resignari. »

Le cinquième chapitre prononce l'invalidité des pactes par lesquels on accorde certaines églises à des clercs, à la condition qu'elles passeront, à la mort des concessionnaires, à d'autres clercs nommément désignés.

« Non valet pactum de succedendo post mortem Prælati in ipsius Ecclesia. »

Le sixième chapitre réprouve le pacte par lequel on s'engagerait, pour obtenir plus facilement un bénéfice ecclésiastique, à payer sur le revenu de ce bénéfice une pension plus forte qu'on n'a coutume de payer.

« Qui per pactum augendæ pensionis consecutus est Ecclesiam, debeat ea privari, et alias canonice puniri. »

Le septième chapitre condamne les pactes dans lesquels certains clercs, tant réguliers que séculiers, stipulent que les locataires et les feudataires de leurs biens seront obligés

de se faire enterrer dans leurs églises et de leur payer la dîme, et ce, au préjudice des églises paroissiales.

« Si Ecclesia rem suam locando, vel in feudum concedendo, apponit pactum in præjudicium juris parochialis alterius Ecclesiæ, non tenet; et quidquid hac occasione perceperit, reddere cogitur illi Ecclesiæ. »

Le huitième chapitre prohibe tout pacte simoniaque, en matière spirituelle, comme tout pacte honteux, ou impossible, en droit et en fait.

« Non valet pactio in spiritualibus, vel quæ pactum inducit, vel turpis, vel de re turpi, vel impossibilis de Jure, vel de facto. »

Les Concordats étant de vrais *pactes*, nous en parlerons sous ce titre.

I

LES CONCORDATS EN GÉNÉRAL

352. — Les concordats constituent une des sources les plus importantes du droit canonique moderne. Le plus ancien paraît être le célèbre *Pactum Calixtinum* conclu entre Calixte II et l'empereur Henri V, pour mettre fin à la querelle des investitures. — STEIGER, *Revue des sciences ecclésiastiques*, Mars 1895, p. 263.

On appelle Concordats les pactes passés entre le Chef de l'Église et un Prince séculier ou un État. Par ces concordats l'Église cède quelque chose de ses droits et fait quelques concessions à l'État civil, afin d'obtenir la protection de ce dernier et de pouvoir ainsi servir Dieu en sécurité et liberté.

« Pactiones, dit De Angelis, inter Ecclesiam et Statum, quibus Ecclesia de exercitio suorum jurium aliquid remittit favore Status, eique nonnulla concedit, ut, ab eo pro-

« tecta, Deo suo secunda possit servire libertate. » — *Prælect. jur. can., lib. I. Append. de Concord.*

Le but des Concordats est donc la conservation ou le rétablissement de la paix et de la concorde entre l'Église et l'État civil.

L'objet des Concordats est, *du côté de l'Église*, une certaine cession ou concession de ses droits ; *du côté de l'État*, une promesse solennelle de protection.

L'effet des Concordats est d'obliger les deux parties à observer fidèlement ce qui y a été convenu entre les parties contractantes.

Il n'est donc pas permis, par exemple, à l'État civil de rescinder un concordat, sans le consentement du Pontife Romain, avec lequel il l'a passé. Le Syllabus a condamné la proposition suivante qui attribue ce pouvoir à l'État :

« Laica potestas auctoritatem habet rescindendi, declarandi ac faciendi irritas solemnes conventiones, vulgo concordata, super usu jurium ad ecclesiasticam immunitatem pertinentium cum Sede Apostolica initas, sine ejus consensu. » — *Syllabus, error. 43.*

L'Église est-elle obligée elle-même de respecter les conventions des Concordats, comme l'État civil ?

La question est controversée. Mais, d'après les termes mêmes des divers concordats passés entre le Saint-Siège et les États laïques, le Pontife Romain déclare s'engager lui-même et ses successeurs par ces transactions qui impliquent une *obligation mutuelle*. Citons-en quelques exemples.

La Bulle *Pastor æternus* de Léon X, publiée au V^e concile de Latran, contient le Concordat passé avec la France, en 1516. Parlant de ce Concordat, le Pape déclare : *Illam veri contractus et obligationis inter Nos et Sedem Apostolicam prædictam ex una, et præfatum regem et regnum suum, ex altera, partibus legitime initi vim et robur et obtinere.*

Dans le concordat passé avec la Bavière, en 1817, on lit, à l'article 18 : « *Utraque contrahentium pars spondet se suosque successores omnia, de quibus in his articulis utrinque conventum est, sancte servaturos.* »

Dans la constitution : *Ecclesia Christi*, par laquelle il confirme le concordat conclu avec Napoléon I^{er}, Pie VII fait la même déclaration.

Dans plusieurs autres déclarations, la Cour Romaine s'est prononcée dans ce sens. Par exemple, le 26 Juin 1850, le Cardinal Antonelli, Ministre, Secrétaire d'État du Saint-Siège, dans une lettre au Déléгат de Sardaigne, dit que *l'une ou l'autre* des parties contractantes ne peut changer, *sans le consentement de l'autre*, la convention solennelle passée entre elles.

Dans une autre lettre du 19 Juillet 1850, relative aux mêmes affaires de la Sardaigne, le Cardinal Antonelli appelle expressément le concordat passé avec cet État et le Saint-Siège une obligation mutuelle des deux parties : « *mutua utriusque partis obligatio.* »

Dans sa lettre encyclique aux Évêques de France, en date du 16 février 1892, le pape, Léon XIII, appelle le concordat « un pacte solennel et *bilatéral*, toujours fidèlement observé de la part du Saint-Siège. »

Dans un livre intitulé : *Précis de droit canon, catholique, oriental et protestant*, le docteur Vering « défend résolument la nature obligatoire des concordats pour les deux signataires », dit M. Steiger, docteur en droit canonique. Les preuves péremptoires qu'il en apporte sont tirées du texte officiel de la plupart des concordats : nous estimons que ce sont les meilleures et les seules admissibles, dans l'espèce.

« Trop souvent, dans cette controverse, on a oublié que la science canonique est une science éminemment positive. Le canoniste ne doit pas se créer un système *a priori*,

quitte à y faire entrer de gré ou de force les canons ; tout au contraire, du texte doit naître le système. Qui mieux que le législateur pourra déclarer, je ne dis pas ce qu'il aurait pu, mais ce qu'il a voulu faire ? Dès qu'on voudra bien observer cette règle élémentaire, le différend dont nous parlons sera vidé. » — *Revue des sciences ecclés.*, Mars 1895, p. 254.

Qu'advient-il des Concordats, s'ils deviennent nuisibles à l'Église ?

Si, avec le temps, les Concordats, qui ont pour but le bien de l'Église, lui deviennent nuisibles, ces pactes tombent par là même, avec le changement de la matière. « *Si in detrimentum Ecclesiæ cedant, mutata materia, eorum obligatio deficit.* »

Dans ce cas, le Souverain Pontife, vu le changement des circonstances, peut *dénoncer* au Gouvernement civil un Concordat devenu préjudiciable à la société ecclésiastique, afin d'obvier, avec son consentement, à cet état de choses. — *Mutuo consensu.*

Si le Gouvernement civil refuse, le Saint-Siège prononcera la nullité de ce concordat, et pourvoira, dans la plénitude de son pouvoir, aux nécessités de l'Église. « *Si renuat, Sancta Sedes pactionem irritam declarabit.* » — Voir CAVAGNIS, *Instit. Jur. publ.* lib. I, num. 636 et seq. — M. BARGILLIAT, *Prælect. Jur. can.*, T. I, p. 134-135.

On trouvera dans *De Angelis* l'exposition des arguments des canonistes qui n'admettent pas que les concordats soient de *vrais pactes obligeant chaque partie contractante*. On y trouvera aussi les arguments de ceux qui pensent le contraire. — *Prælect. Jur. can.* lib. I, Append. *De Concordatis*.

II

LES CONCORDATS PARTICULIERS A LA FRANCE

La fameuse *Pragmaticue Sanction* publiée par Charles VII en 1438, à l'Assemblée de Bourges, fut, on le sait, condamnée solennellement par le pape Léon X, dans sa constitution *Pastor æternus* promulguée, au Concile de Latran, en 1516.

Pour remplacer ce code d'articles hostiles aux droits de l'Eglise, *schismaticam labem concilii Basileensis redolens*, François I^{er}, roi de France, fit un Concordat avec le même pontife, Léon X, à Bologne.

Ce concordat a subsisté jusqu'à la fin du siècle dernier. Mais, comme il n'est plus en vigueur, nous n'en reproduirons pas ici le texte, fort long d'ailleurs.

Tout ce qui regarde l'état présent de l'Eglise, en France, repose sur la convention passée entre le Pape, Pie VII, et le Gouvernement français, le 15 juillet 1801. Cette convention est devenue loi civile de l'État par la promulgation qui en a été faite, le 18 germinal an X.

Le Concordat de 1801 fut donc un acte légitime et réclamé par les circonstances. « Il était indispensable, dit Pie VII lui-même, de mettre fin à un schisme déplorable et de ramener au sein de l'unité une grande nation. »

Cette acte imposé par la nécessité trouva cependant des opposants, sous prétexte que le Pape avait violé les canons et outrepassé son pouvoir. On appela ces opposants *anti-concordataires* ; ils donnèrent naissance au schisme connu sous le nom de *petite-Eglise*, triste fruit du gallicanisme, comme le schisme *constitutionnel* ou la constitution civile du clergé.

Voici le texte du Concordat de 1801 :

III

**CONCORDAT ENTRE SA SAINTETÉ PIE VII ET LE
GOUVERNEMENT FRANÇAIS. (1801).**

353. — Le Gouvernement de la République reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la majorité des citoyens français.

Sa Sainteté reconnaît également que cette même religion a retiré et attend, encore en ce moment, le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France, et de la profession particulière qu'en font les Consuls de la république.

En conséquence, d'après cette reconnaissance mutuelle, tant pour le bien de la religion que pour le maintien de sa tranquillité intérieure, ils sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. — La religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France : son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le Gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique.

Art. 2. — Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le Gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français.

Art. 3. — Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français qu'elle attend d'eux avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges. D'après cette exhortation, s'ils se refusaient à ce sacrifice commandé pour le bien de l'Église (refus néanmoins auquel Sa Sainteté ne s'attend pas), il sera pourvu par de nouveaux titulaires au gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle, de la manière suivante :

Art. 4. — Le premier Consul de la république nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle,

aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France, avant le changement du Gouvernement.

Art. 5. — Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite, seront également faites par le premier Consul, et l'institution canonique sera donnée par le Saint-Siège, en conformité de l'article précédent.

Art. 6. — Les Évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier Consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de Gouvernement, exprimé dans les termes suivants :

« Je jure et promets à Dieu, sur les saints évangiles, de
« garder obéissance et fidélité au Gouvernement établi par
« la constitution de la république française. Je promets aussi
« de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun con-
« seil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans soit au
« dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique ; et si,
« dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame
« quelque chose au préjudice de l'État, je le ferai savoir au
« Gouvernement. »

Art. 9. — Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le Gouvernement.

Art. 8. — La formule de prière suivante sera récitée, à la fin de l'office divin, dans toutes les églises catholiques de France :

*Domine, salvam fac Rempublicam,
Domine, salvos fac Consules.*

Art. 9. — Les Évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du Gouvernement.

Art. 10. — Les Évêques nommeront aux cures. Leur

choix ne pourra tomber que sur les personnes agréées par le Gouvernement.

Art. 11. — Les Évêques pourront avoir un chapitre dans leur cathédrale, et un séminaire pour leur diocèse, sans que le Gouvernement s'oblige à les doter.

Art. 12. — Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres, non aliénées, nécessaires au culte, seront remises à la disposition des Évêques.

Art. 13. — Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni elle ni ses successeurs ne troubleront, en aucune manière, les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence, la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayants cause (1).

Art. 14. — Le Gouvernement assurera un traitement convenable aux Évêques et aux curés dont les diocèses et les cures seront compris dans la circonscription nouvelle.

Art. 15. — Le Gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur de l'Église des fondations.

Art. 16. — Sa Sainteté reconnaît, dans le premier Consul de la république française, les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien Gouvernement.

Art. 17. — Il est convenu entre les parties contractantes que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du premier Consul actuel ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, et la nomination aux évêchés, seront réglés, par rapport à lui, par une nouvelle convention.

(1). Il est à remarquer que le Pape n'a ratifié que l'aliénation consommée alors de certains biens ecclésiastiques ; mais il n'a nullement approuvé que l'État eût pris ou conservé le patrimoine de l'Église. L'État possède encore d'immenses forêts ecclésiastiques, et il en a beaucoup vendu en 1819, 1832, etc.

Les ratifications seront échangées à Paris dans l'espace de quarante jours.

Fait à Paris, le 26 messidor an IX.

Signé : Joseph BONAPARTE, H. CONSALVI, JOSEPH, Arch.
CORINTHI, CRETET, F.-G. CASELLI, BERNIER.

IV

LES ARTICLES ORGANIQUES

354. — Les articles organiques n'ont jamais fait partie du Concordat.

Ces articles, ajoutés frauduleusement au Concordat et publiés hypocritement en même temps que lui, n'ont aucune valeur ni au point de vue du droit des gens — ni au point de vue du droit canonique — ni au point de vue du droit civil.

« Portés en violation de tous les principes du droit des
« gens, en opposition sur presque tous les points avec la
« législation canonique, contraires aux fondements même des
« constitutions qui gouvernent la société moderne, votés à la
« hâte et grâce aux manœuvres frauduleuses du pouvoir civil,
« par une assemblée incompétente, ils ne peuvent revendi-
« quer aucune valeur légale. » — DESJARDINS, *Articles organiques*, p. 69.

Le lecteur désireux de connaître à fond l'histoire de ces articles peut lire les *Mémoires* du cardinal Consalvi et l'Histoire du pape, Pie VII, du chevalier Artaud de Montor.

Le Souverain Pontife réclama souvent contre les articles organiques. Pie VII, dans son allocution consistoriale du 24 mai 1802 les appelle des articles à lui *inconnus : ignotos Nobis*.

Il s'en plaignit au Gouvernement français par le cardinal Con-

salvi. Celui-ci demanda, au nom du Saint-Père, *d'y faire les modifications convenables et les changements nécessaires.*

Le cardinal Caprara fit la même réclamation par une lettre adressée à M. de Talleyrand, le 18 août 1803.

Dans sa bulle *Quum memoranda* Pie VII protesta encore contre les articles organiques.

A la suite de ces diverses réclamations, on apporta quelques modifications à quelques-uns de ces articles, mais elles étaient tout-à-fait insuffisantes. Aussi, dans le Concordat de 1817, passé avec Louis XVIII, et Pie VII, l'article III portait-il en termes exprès :

« Les articles dits *organiques*, qui furent faits à l'insu
« de Sa Sainteté et publiés sans son aveu, le 8 avril 1802, en
« même temps que le dit *Concordat* du 15 juillet 1801, sont
« abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la doctrine, et aux
« lois de l'Église. »

On sait que le Concordat de 1817 ne fut pas mis à exécution. Désormais donc, c'est aux dispositions formulées dans le Concordat de 1801 que nous devons nous en tenir.

TITRE XXXVI

DES TRANSACTIONS

Les pactes ou les conventions servent à établir la trêve et la paix ; on comprend donc qu'après le titre *de pactis* vienne le titre : *de transactionibus*, puisque la transaction : *transitio actionis*, aide à terminer *extra judicium* les causes litigieuses.

aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle Sainteté conférera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France, avant le changement de Gouvernement.

Art. 5. — Les nominations aux évêchés qui vaquent dans la suite, seront également faites par le premier Consul, et l'institution canonique sera donnée par le Saint-Siège en conformité de l'article précédent.

Art. 6. — Les Évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier Consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de Gouvernement, exprimé dans les termes suivants :

« Je jure et promets à Dieu, sur les saints évangiles
« garder obéissance et fidélité au Gouvernement établi
« la constitution de la république française. Je promets aussi
« de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun complot
« secret, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans soit
« dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique ; et
« dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se passe
« quelque chose au préjudice de l'État, je le ferai savoir au
« Gouvernement. »

Art. 9. — Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le Gouvernement.

Art. 8. — La formule de prière suivante sera récitée, à la fin de l'office divin, dans toutes les églises catholiques de France :

*Domine, salvam fac Rempublicam,
Domine, salvos fac Consules.*

Art. 9. — Les Évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet qu'après le consentement du Gouvernement.

Art. 10. — Les Évêques nommeront aux cures. L

choix ne pourra tomber que sur les personnes agréées par le Gouvernement.

Art. 11. — Les Évêques pourront avoir un chapitre dans leur cathédrale, et un séminaire pour leur diocèse, sans que le Gouvernement s'oblige à les doter.

Art. 12. — Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres, non aliénées, nécessaires au culte, seront remises à la disposition des Évêques.

Art. 13. — Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni elle ni ses successeurs ne troubleront, en aucune manière, les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence, la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayants cause (1).

Art. 14. — Le Gouvernement assurera un traitement convenable aux Évêques et aux curés dont les diocèses et les cures seront compris dans la circonscription nouvelle.

Art. 15. — Le Gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur de l'Église des fondations.

Art. 16. — Sa Sainteté reconnaît, dans le premier Consul de la république française, les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien Gouvernement.

Art. 17. — Il est convenu entre les parties contractantes que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du premier Consul actuel ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, et la nomination aux évêchés, seront réglés, par rapport à lui, par une nouvelle convention.

(1). Il est à remarquer que le Pape n'a ratifié que l'aliénation consommée alors de certains biens ecclésiastiques; mais il n'a nullement approuvé que l'État eût pris ou conservé le patrimoine de l'Église. L'État possède encore d'immenses forêts ecclésiastiques, et il en a beaucoup vendu en 1819, 1832, etc.

Les ratifications seront échangées à Paris dans l'espace de quarante jours.

Fait à Paris, le 26 messidor an IX.

Signé : Joseph BONAPARTE, H. CONSALVI, JOSEPH, Arch.
CORINTHI, CRETET, F.-G. CASELLI, BERNIER.

IV

LES ARTICLES ORGANIQUES

334. — Les articles organiques n'ont jamais fait partie du Concordat.

Ces articles, ajoutés frauduleusement au Concordat et publiés hypocritement en même temps que lui, n'ont aucune valeur ni au point de vue du droit des gens — ni au point de vue du droit canonique — ni au point de vue du droit civil.

« Portés en violation de tous les principes du droit des
« gens, en opposition sur presque tous les points avec la
« législation canonique, contraires aux fondements même des
« constitutions qui gouvernent la société moderne, votés à la
« hâte et grâce aux manœuvres frauduleuses du pouvoir civil,
« par une assemblée incompétente, ils ne peuvent revendi-
« quer aucune valeur légale. » — DESJARDINS, *Articles organiques*, p. 69.

Le lecteur désireux de connaître à fond l'histoire de ces articles peut lire les *Mémoires* du cardinal Consalvi et l'Histoire du pape, Pie VII, du chevalier Artaud de Montor.

Le Souverain Pontife réclama souvent contre les articles organiques. Pie VII, dans son allocution consistoriale du 24 mai 1802 les appelle des articles à lui *inconnus : ignotos Nobis*.

Il s'en plaignit au Gouvernement français par le cardinal Con-

salvi. Celui-ci demanda, au nom du Saint-Père, *d'y faire les modifications convenables et les changements nécessaires.*

Le cardinal Caprara fit la même réclamation par une lettre adressée à M. de Talleyrand, le 18 août 1803.

Dans sa bulle *Quum memoranda* Pie VII protesta encore contre les articles organiques.

A la suite de ces diverses réclamations, on apporta quelques modifications à quelques-uns de ces articles, mais elles étaient tout-à-fait insuffisantes. Aussi, dans le Concordat de 1817, passé avec Louis XVIII, et Pie VII, l'article III portait-il en termes exprès :

« Les articles dits *organiques*, qui furent faits à l'insu
« de Sa Sainteté et publiés sans son aveu, le 8 avril 1802, en
« même temps que le dit *Concordat* du 15 juillet 1801, sont
« abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la doctrine, et aux
« lois de l'Église. »

On sait que le Concordat de 1817 ne fut pas mis à exécution. Désormais donc, c'est aux dispositions formulées dans le Concordat de 1801 que nous devons nous en tenir.

TITRE XXXVI

DES TRANSACTIONS

Les pactes ou les conventions servent à établir la trêve et la paix ; on comprend donc qu'après le titre *de pactis* vienne le titre : *de transactionibus*, puisque la transaction : *transitio actionis*, aide à terminer *extra judicium* les causes litigieuses.

355. — Que faut-il entendre par le mot transaction ?

Pris dans le sens large, il signifie tout accord, tout arrangement d'affaires même non litigieuses, dans la vie ordinaire, dans le commerce, etc...

Dans le sens strict, conformément au titre xxxvi, il signifie le pacte, non gratuit, par lequel les parties litigantes terminent une contestation née ou à naître, touchant une chose douteuse ou incertaine.

« Transactio, dit Santi, est unus ex modis quibus causa
« litigiosa finitur; verum, stricto et proprio sensu sumpta
« ceu medium juridicum peculiare quaestionum finiendarum,
« definitur: in rei dubiae et litis incertae nec finitae conventa
« et non gratuita decisio. » — *Prælectiones juris canonici*.
Lib. I, *Decretalium*, tit. xxxvi. p. 368.

Schmalzgrueber définit aussi la transaction de la manière suivante :

« Stricte acceptum eam tantum compositionem significat,
« qua res dubia et controversa partium consensu componi-
« tur, aliqua re data, vel promissa, retenta, vel remissa. »
— Cap. *Super eo*. vii, huj. tit.

Le même canoniste ajoute :

« Ita sumitur, præsentè titulo, et passim ab authori-
« bus definitur quod sit pactio non gratuita de re dubia,
« et controversa, sive lite incerta, et nondum finita. »
— SCHMALZGRUEBER, pars V, lib. I, Decret. tit. xxxvi,
p. 282.

Aux termes de cette définition, trois choses sont requises, pour une transaction stricte et proprement dite.

1. Il faut que la transaction ait lieu touchant une chose douteuse ; elle se distingue par là du pacte qui porte, au contraire, sur une chose certaine et indubitable. C'est ce qu'exprime la Glose dans le distique suivant :

« Incerta de re dubia *transactio* dicitur esse ;

« Sed fiunt certae *pacta* favore rei. »

« Glossa in rubrica de *transactionibus*, ante caput *Sicut grave*. 1.

2. Il faut que la chose n'ait pas été déjà jugée — *lite incerta*, — car on doit s'en tenir à la chose jugée, comme étant la vérité suivant la règle du droit :

Res judicata pro veritate accipitur.

3. Il faut que la transaction ne soit pas gratuite, c'est-à-dire qu'il faut, des deux côtés, donner, retenir, promettre, ou remettre quelque chose.

« *Transactio*, nullo dato, (pro eo quod remittitur), retento seu promisso, minime procedit. » — In lege *transactio*, 36, Cod. de *transactionibus*.

Qui sont ceux qui peuvent transiger ?

En thèse générale, tous ceux-là peuvent transiger qui ont la libre administration de leurs biens, et qui ont le droit de les donner et de les aliéner. — Arg. 1. *in re*, 11. Cod. *Mandati*.

Quant à ceux qui ne peuvent pas aliéner les biens, dont ils jouissent ou qu'ils administrent, ils ne peuvent pas non plus faire des transactions concernant ces biens.

Tels sont, par exemple, ceux qui ont l'administration des biens ecclésiastiques. Extravagante *Ambitosæ*.

La transaction touchant les biens ecclésiastiques ne peut se faire sans l'autorisation du Pontife Romain.

Le Prélat ou le Recteur d'une église ne peut faire de transaction concernant les immeubles ou les meubles précieux de son église, sans observer les formalités prescrites par le droit : parce que la transaction est une sorte d'aliénation. — FERRARIS, au mot *transactio*, n. 21.

On peut, en général, pourvu qu'elles ne soient prohibées par aucun droit, opérer des transactions, dans toutes les choses douteuses et dans tous les procès incertains, car ce qui n'est pas défendu expressément est considéré comme accordé. « *Concessum enim intelligitur*, dit Ferraris, quid-

« quid expresse prohibitum non reperitur. » — *Ibid.* n. 10.
— Voir le chapitre xi *Ex parte tua* de ce titre.

Au contraire, on ne peut pas transiger, en une matière, dans laquelle la transaction est absolument défendue par le droit.

C'est ainsi — à cause de l'indissolubilité de droit divin du lien matrimonial — que l'on ne peut faire aucune transaction, ni aucun arrangement amiable au sujet du mariage, comme le dit expressément le même chapitre xi, dont nous citerons le résumé, dans les termes mêmes du *Corpus Juris* :

« Judex potest et debet se interponere pro transactione
« inter partes faciendas, præterquam in casibus, in quibus
« jura hoc non admittunt, ut super matrimonio. »

Cette disposition prohibitive ne s'étend pas aux fiançailles qui peuvent être dissoutes par le libre consentement des parties intéressées.

Quelle est la forme de la transaction ?

Cette forme est essentielle ou accidentelle.

La forme essentielle de la transaction n'est autre chose que son essence ou sa substance, qui veut qu'elle ne soit pas gratuite, mais ou qu'on y donne, ou qu'on y retienne, ou qu'on y promette, ou qu'on y remette quelque chose.
— Cap. viii, *Veniens huj. tituli*.

La forme accidentelle, c'est le mode, ou la manière dont doit se faire la transaction.

Celle-ci peut se faire canoniquement, ou de vive voix, ou par écrit ; purement et simplement, ou conditionnellement ; judiciairement, ou extrajudiciairement.

Le droit français exige que les transactions aient lieu par écrit. — Code civil, art. 2044.

Quels sont les principaux effets de la transaction ?

1. La transaction termine la cause, comme si elle était jugée, si bien qu'elle ne peut être révoquée, ni rescindée, malgré l'une des parties. — Cap. i, *Sicut grave*, huj. tit.

2. La transaction périme toutes les preuves en sens contraire, si bien qu'elle rend vains et inutiles tous les titres et les autres droits des parties, qui seraient découverts, après qu'elle a eu lieu.

3. La transaction *générale* s'étend à tous les cas particuliers, compris sous les termes généraux de l'acte lui-même : *extenditur ad omnia particularia, sub eo genere contenta*, dit Schmalzgrueber. — T. I, tit xxxvi, n. 16.

La transaction *spéciale* s'étend aux choses y exprimées et aux choses accessoires qui leur sont nécessairement connexes.

Quelles sont les principales causes de rescision de la transaction ?

Ce sont :

1. La ruse et la crainte injuste par lesquelles on extorque une transaction.

2. L'erreur substantielle sur l'objet de la transaction, car, dans ce cas, il ne peut pas y avoir de consentement.

3. La transaction faite, au moyen de titres faux, alors même qu'ils auraient été produits de bonne foi.

4. La lésion ou le dommage grave causé par la transaction à un pupille, à un mineur, ou à toute autre personne jouissant du bénéfice de la restitution intégrale.

Cette disposition du droit Romain est acceptée par le droit canonique. — Voir SCHMALZGRUEBER, *ibid.*, n. 17.

Peut-on rescinder une transaction, d'ailleurs légitime, faite de bonne foi ?

Cette transaction ne peut pas être rescindée sans le consentement des deux parties intéressées ; autrement, il n'y aurait plus de fin aux procès.

« Cum nullus esset litium finis, si a transactionibus bona fide interpositis posset quis facile discedere. — Lib. X, *Cod. de transactionibus*. — FERRARIS, au mot *transactio*, n. 24.

TITRE XXXVII

DE L'OFFICE D'AVOCAT, OU DE LA PLAIDOIRIE

356. — Quand un procès ne peut pas être terminé par les pactes ou les transactions, les parties litigantes ont recours au juge, auquel elles exposent ce qui leur semble leur droit, en lui demandant — *postulando* — de le sauvegarder. Mais, comme il est rare qu'elles le fassent elles-mêmes, elles en chargent ordinairement des procureurs, ou des avocats, ou des syndics.

Dans le titre présent, il est question des avocats, car leur rôle, à eux, est à proprement parler, de *postuler* ou de plaider pour leurs clients.

Ce titre comprend trois chapitres.

Le premier défend aux cleres, revêtus des ordres sacrés, et même aux simples cleres minorés, nantis d'un bénéfice, de *postuler* ou de plaider devant le juge séculier, si ce n'est pour eux-mêmes, ou pour leurs églises, ou pour des personnes misérables. — Cap. 1, *Clerici*.

Le second chapitre déclare que les Chanoines réguliers, pas plus que les moines, ne peuvent *postuler* ou plaider devant le juge séculier, si ce n'est pour l'utilité de leur église, ou de leur monastère, et par l'ordre de leur supérieur.

Cette déclaration fut rendue par le Pape Innocent III, à l'occasion des prétentions de certains Chanoines réguliers d'Espagne qui se disaient exempts de la défense de plaider devant les tribunaux laïques à laquelle les moines étaient soumis.

Le troisième chapitre renouvelle la défense du chapitre premier, en faisant exception, en faveur des parents pour lesquels les clers peuvent aussi plaider. Il y ajoute que le prêtre, qui oserait plaider pour autrui, *pro extraneis*, contre sa propre église, ou contre l'église dans laquelle il possède un bénéfice, peut être privé, comme ingrat, de ce bénéfice.

« Clericus autem qui contra Ecclesiam, a qua beneficium « obtinet, pro extraneis, advocatus vel procurator esse præ-
« sumit, tanquam ingratus, potest (maxime si clericus sit ejus-
« dem Ecclesiæ) beneficio hujusmodi privari. » — Cap. *Cum Sacerdoti*, huj. tit.

Le chapitre premier donne la raison pour laquelle les saints canons défendent aux clers de se mêler des débats du barreau séculier.

« Nemo militans Deo implicat se negotiis sæcularibus, et
« sæculariter agit; ab ecclesiastico sit ministerio alienus,
« pro eo quod, officio clericali neglecto, fluctibus sæculi pla-
« cet se immergi. »

Le cas récent, que nous allons rapporter, prouve combien les Pontifes Romains tiennent à cette défense.

Un prêtre du diocèse de Turin, qui depuis 1861, exerce auprès des tribunaux laïques, la profession d'avocat, demanda au Saint-Père, par l'entremise de la Congrégation du Concile, la permission de continuer à remplir le même office, parce qu'il n'a pas d'autre moyen d'existence et que les pauvres ont souvent bénéficié de son talent. Il mène d'ailleurs une vie édifiante; il a 70 ans.

La S. Congrégation a répondu de la manière suivante :

« Prævia sanatione quoad præteritum, quousque orator
« honestæ sustentationis media aliter fuerit consecutus; ita
« tamen ut, in judiciis criminalibus, ad defensionem tantum
« scribat et agat, facto verbo cum Sanctissimo. — 5 *Aprili*
1884. — Voir la *Revue Bénédictine* de janvier 1885,
p. 215.

« Les histoires et les monuments ecclésiastiques cités par
 « le Père Thomassin, dit M. André, nous apprennent que
 « chaque église avait anciennement son *avocat*, appelé quel-
 « quefois *avoué*, *défenseur*, *vidame* (1), *prévôt séculier*... »
 — *Droit Canon*, au mot *avocat*, p. 375.

Plus tard, ces *Avocats*, abusant de leurs pouvoirs, furent supprimés. Ce ne furent plus alors des laïques qui exercèrent ces fonctions vers les ix^e, x^e et xi^e siècles. Les ecclésiastiques, séculiers ou réguliers, défendaient non seulement leurs propres droits, mais encore ceux de tous les particuliers, qui ne trouvaient pas, dans ces siècles d'ignorance, d'autres défenseurs auprès des tribunaux laïques.

Ces plaidoiries détournant les clercs de leurs devoirs ecclésiastiques, en les jetant dans les affaires du siècle, elles amenèrent les défenses contenues dans les trois chapitres du titre *de Postulando*.

340. — A l'occasion de ce titre, les canonistes parlent des devoirs des avocats.

Quels sont ces devoirs?

1. En vertu de la justice légale qui les oblige vis-à-vis de la société, et en vertu de la justice commutative, qui les oblige vis-à-vis des parties litigantes, ils doivent posséder la science compétente de leur profession ; ils doivent soigner les affaires de leurs clients comme leurs propres affaires, et employer tous les moyens nécessaires pour les faire réussir.

« Si donc, par son ignorance, ou par sa négligence, dit le
 « cardinal Gousset, ou par son infidélité, ou par suite de ses
 « lenteurs, l'avocat perd la cause dont il s'est chargé, et
 « compromet ainsi les intérêts de son client, il est obligé de
 « l'indemniser, en réparant tout le tort qu'il lui a fait. Tou-
 « tefois, pour qu'il soit tenu de restituer, il est nécessaire
 « que la faute soit gravement coupable. »

(1) Vidame — *vice-dominus* — Celui qui supplée le Maître ou Seigneur, dans la défense de ses intérêts.

2. Un avocat ne peut se charger indifféremment de toutes sortes d'affaires. « Non potest absolvi, dit saint Alphonse « de Liguori, qui paratus est quasvis causas defendendas « suscipere. » lib. IV, n. 233.

3. Il n'est jamais permis à un avocat de soutenir une cause certainement injuste.

Cependant, en matière criminelle, un avocat peut prendre la défense d'un accusé qu'il sait être certainement coupable. Pourquoi ? En le défendant, ce n'est point le crime qu'il se charge de justifier, mais la personne qui l'a commis, en plaidant pour elle les circonstances atténuantes.

L'avocat, qui, en défendant une cause, qu'il sait être injuste, obtient une sentence dommageable à la partie adverse, est tenu, à défaut de son client, de réparer les dommages et le tort qui résultent de cette sentence pour la partie perdante.

4. L'avocat peut défendre une cause dont la justice n'est pas certaine, pourvu qu'elle soit vraiment probable, puisque l'on va en justice pour discuter les droits douteux.

5. L'avocat ne peut pas accepter la défense d'une cause probable, qui n'offre aucune espérance de réussite, à moins d'en prévenir d'avance son client. Autrement, il l'exposerait au péril évident de faire des frais inutiles.

Quels sont les devoirs des avocats relativement à leurs honoraires ?

Ils doivent s'en tenir, pour ces honoraires, aux règlements et à la coutume légitime des lieux.

« A défaut de règlements, et pour les objets qui ne « seraient pas prévus dans les règlements existants, les « avocats taxent eux-mêmes leurs honoraires avec la discrétion que l'on doit attendre de leur ministère. Dans le « cas où la taxation excéderait les bornes d'une juste modération, le conseil de discipline la réduira, eu égard à « l'importance de la cause et à la nature du travail. » — Décret du 14 décembre 1810.

Un avocat, d'une grande science et jouissant d'ailleurs d'une réputation en rapport avec son talent, pourra recevoir des honoraires plus forts qu'un avocat médiocre et vulgaire.

« Advocatus, dit saint Alphonse, non potest exigere pretium quantum vult, sed debet exigere moderate et respective ad gravitatem et difficultatem causæ, ad scientiam et dignitatem advocati, atque usum regionis. Si autem pretium sit taxatum a lege recepta, et non abrogata, illi standum ; aliàs advocatus, qui pretium notabiliter excedens recipit, peccat, et restituere tenetur. » — lib. IV, cap. III, II. 225.

TITRE XXXVII

DES PROCUREURS

357. — Après avoir parlé des avocats, qui ont pour mission de défendre les parties litigantes, en leur présence, nous parlerons, dans ce titre, des procureurs ou des mandataires qui remplacent ces parties et postulent ou plaident pour elles, en leur absence.

Qu'est-ce que le procureur ?

Étymologiquement parlant, c'est celui qui est comme *curateur* pour un autre : *pro alio curator*.

Strictement parlant, le *procureur* est celui qui gère les affaires d'autrui, au nom du maître ou du propriétaire absent :

« Qui aliena negotia, mandato domini administrat. » — lib. procurator 1, ff. huj. tit. Code civil. art. 1984.

Cette définition est suffisamment exacte, puisqu'elle distingue clairement le procureur de ceux qui ne sont pas, à proprement parler, procureurs.

1. Elle le distingue de *l'avocat*, parce que celui-ci plaide pour des personnes présentes. — 2. Elle le distingue du *negotiorum gestor*, parce que celui-ci gère sans mandat les affaires d'autrui. — *L. Si quis 2. ff. de negot, gest.* — 3. Elle le distingue du *Tuteur* et *Curateur*, parce que ceux-ci ne sont pas établis par le pupille, ou par le mineur, mais par la loi, le Magistrat, ou par le testateur défunt. — 4. Elle le distingue du *nuntius*, disent les canonistes, parce que celui-ci n'a à remplir qu'un simple ministère, sans aucun pouvoir administratif. — Elle le distingue du *défenseur*, parce que ce dernier a pour mission de défendre seulement le coupable, et même, à proprement parler, sans mandat. — *l. Servum 33, parag. publice 2, ff. huj. tit.*

Combien y a-t-il de sortes de procureurs ?

358. — Il y a plusieurs espèces de procureurs.

1. On distingue le procureur *vrai* et le procureur *faux*, suivant qu'il possède ou ne possède pas un mandat légitime du maître.

2. Le véritable procureur est ou *général* ou *spécial*.

Le procureur *général* est celui qui a reçu le pouvoir d'administrer toutes les affaires du mandant.

Le procureur *spécial* est celui qui est chargé d'une affaire ou de certaines affaires seulement.

Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes *d'administration*. S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être *exprès*. — Code civil, art. 1988.

Les actes d'administration. — Ainsi le procureur général peut louer les maisons, affermer les héritages, pourvu toutefois que les baux n'excèdent pas neuf ans. — Art. 1429.

Le procureur, ou le mandataire, ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat : le pouvoir de *transiger* ne renferme pas celui de *compromettre*, c'est-à-dire, de confier à des tiers arbitres la décision d'une contestation. — Voir l'art. 1989 du Code civil.

3. Le procureur peut être ou *judiciaire*, ou *extra-judiciaire*. Il est *judiciaire*, s'il est chargé par le mandant de soutenir ses procès devant la justice : dans ce cas, il est appelé par le droit : *Procurator ad lites*. Il est *extrajudiciaire*, s'il est chargé par le mandant de traiter et de gérer ses affaires, en dehors des tribunaux : dans ce cas, on lui donne le nom de *Procurator ad negotia*.

4. Le procureur est encore ou *principal* ou *substitut*. Il est *principal*, s'il est immédiatement député par le maître ; il est *substitut*, s'il reçoit son mandat du procureur lui-même auquel il est substitué.

Quelles sont les personnes qui peuvent établir un procureur ?

359. — En règle générale, tous ceux qui n'en sont pas empêchés peuvent établir un procureur.

Pourquoi ? Parce qu'il est permis à chacun de faire par autrui ce qu'il peut faire par lui-même. Pourquoi encore ? Parce qu'il s'agit ici d'une loi *prohibitive* touchant une chose généralement permise à tous, et défendue seulement à certaines personnes. — *L. Mutus. 43, parag. Cum quereretur 1 ff. huj. tit.*

En particulier, tous ceux qui ont la libre administration de leurs biens ou de ceux d'autrui peuvent établir un procureur *ad negotia* ou extrajudiciaire : par exemple, le tuteur, le curateur, le fils de famille *quoad bona castrensia*. Quant au

procureur *ad lites* ou *judiciaire*, ceux-là seuls peuvent le constituer qui sont les maîtres du procès — *Domini litis* — et peuvent agir par eux-mêmes. Ce principe posé, les personnes suivantes sont empêchées d'établir un procureur.

1. L'esclave, à moins qu'il ne s'agisse pour lui d'un débat judiciaire touchant son état de servitude. — *L. Servum cit. parag. eum vero 1.*

2. Le fils de famille, à moins qu'il ne soit question des causes dans lesquelles il a le pouvoir d'agir lui-même, par exemple, pour la revendication du pécule qui lui appartient en propre.

3. Le pupille sans l'autorisation de son tuteur, et le mineur sans celle de son curateur, « nisi, dit Schmalzgrueber, in « causis spiritualibus, et quæ ab his dependent ; nam in his « agere in judicio potest, etiam sine curatoris assensu, modo « 14 annis major sit. C. fin de *Judic. in 6.* » — T. I, tit. xxxviii, p. 295, n. 4.

4. Le tuteur, le curateur, le *syndic* d'une université, ou d'une ville, avant la *contestation* du procès, car jusque-là ils ne sont pas les maîtres du procès. — Tit. ix. *De procurat. in 6. c. 1. Non indiscrete.*

5. *L'excommunié* : celui-ci peut bien se constituer un procureur pour se défendre : *ad defendendum*. — ex cap. vii. de *Judiciis* ; mais, il ne saurait s'en constituer un pour agir : *ad agendum*, ou pour attaquer, car, par une fiction de droit il est regardé comme mort. — *Ex c. ult. huj. tit.*

6. Le banni : *bannitus*. Celui qui est condamné à cette peine perd tous ses biens et par là même est réputé mort civilement. — SCHMALZGRUEBER, T. I, tit. xxxviii, n. 4.

7. Le *religieux* : celui-ci a besoin de la permission de son supérieur pour établir un procureur, excepté dans les cas où il peut, sans cette permission, agir par lui-même. Tel serait, par exemple, le cas où il serait amené à accuser son propre Prélat.

8. Le procureur dans la cause dont il est mandataire, à moins qu'il n'ait juridiquement introduit cette cause, car, s'il en est ainsi, il est devenu le maître du procès. — SCHMALZGRUEBER, *ibid.*

9. Le captif — *Captus ab hostibus* — Tant qu'il est au pouvoir de l'ennemi, il n'est ni maître de lui, ni de ses biens. — *L. Ab hostibus 15. ff. ex quib. caus. major. apud.* SCHMALZGRUEBER, *ibid.*

Le Prélat d'une église ou d'un monastère peut-il constituer un Procureur *ad lites* pour défendre les propriétés et les droits de cette église ou de ce monastère?

S'il s'agit de causes non ardues et de peu d'importance — *in causis non arduis*, — il peut le faire de lui-même; s'il s'agit, au contraire, de causes ardues et difficiles, il a besoin du consentement de son chapitre, comme aussi, dans le cas où les biens du chapitre ou du monastère sont différents, quant à l'administration, des biens du Prélat. — SCHMALZGRUEBER, *ibid.* n. 5.

Une université peut-elle constituer un procureur?

Elle a ce pouvoir « etiam ad causas in judicio agendas, « et multo magis ad defendendum, dit Schmalzgrueber. Patet « ex c. *Quia in causis*... Ratio est quia universitas tanquam « persona ficta, loco domini habetur. » — SCHMALZGRUEBER, *ibid.* n. 6.

Si cependant, il y avait dans le chapitre ou dans la communauté quelques membres excommuniés, ou d'ailleurs *inhabiles*, le procureur ne devrait pas être constitué par leur autorité. — *Ibid.* n. 7.

Peut-on obliger quelqu'un à se constituer un *procureur*, lorsqu'il est empêché de se défendre lui-même devant la justice?

Oui, si l'empêchement est perpétuel ou doit durer longtemps.

Non, si l'empêchement est de peu de durée, et si la cause peut être ajournée. — *Ibid.* n. 8.

Qui sont ceux qui peuvent être constitués Procureurs ?

360. — En général, tous ceux-là peuvent recevoir le mandat de procureur, qui n'en sont pas empêchés par le droit, d'une manière spéciale. Outre ceux qui sont absolument incapables de ce mandat, comme les enfants, les insensés, à cause du défaut de leur raison, voici l'énumération de ceux qui sont frappés de la même incapacité, dans l'espèce :

1. Les soldats, à moins que ce ne soit pour défendre leurs affaires personnelles ou celles de leur corps militaire : « Nisi agant in rem suam, aut nomine cohortis suæ. » — *L. filiusfamilias 8 par. veterani 2.* etc.

2. Les mineurs qui n'ont pas dix-sept ans. « Licet autem « quis post xvii annum procurator ad negotia licite deputetur : ad judicia tamen, nisi major xxv annis fuerit, deputari nequibit. » — *C. Qui generaliter. 5.*

3. On ne peut pas établir procureurs *ad lites* les esclaves, les bannis, ni les accusés d'un crime capital, jusqu'à ce qu'ils aient prouvé leur innocence ; les excommuniés, les religieux, si ce n'est avec l'autorisation de leurs supérieurs, dans les cas intéressant leurs monastères ; les cleres, si ce n'est dans les cas où il leur est permis de plaider : — *C. fin. De postulando* ; — les infâmes de droit ou de fait ; ceux qui n'ont pas l'âge de vingt-cinq ans ; ceux qui sont trop puissants, de crainte qu'ils n'écrasent leur adversaire sous le poids de leur excessive puissance. — SCHMALZGRUEBER, tit. xxxviii, parag. 3. n. 9.) ; les sourds-muets ; ceux qui acceptent le mandat de procureur, à la condition d'avoir une part dans les bénéfices du procès, s'ils le gagnent. — *L. Si quis 5. C. De postulando.*

Les femmes ne peuvent pas recevoir le mandat de procureur, excepté dans certains cas particuliers. — SCHMALZGRUEBER, *ibid.* n. 10.

Aux termes de l'article 1990 du Code civil Français, les femmes peuvent être choisies pour mandataires.

Il en est de même des mineurs émancipés.

Le fils de famille peut-il être choisi pour procureur ?

Il peut être constitué procureur *ad negotia*, après l'âge de dix-sept ans, et procureur *ad lites*, même contre le gré de son père, pourvu qu'il n'ait pas moins de vingt-cinq ans. — C. 5. *De procurat.* in 6°.

Si cependant, à cause du mandat de procureur confié à son fils, le père devait éprouver quelque dommage, le premier ne devrait pas l'exercer sans le consentement du second.

Un absent peut-il être choisi pour procureur ?

Oui, pourvu qu'il accepte expressément ou tacitement le mandat dont on l'a investi.

Peut-on constituer plusieurs procureurs, à la fois, dans la même affaire ?

La réponse à cette question est affirmative. Ou bien ces procureurs sont constitués, à la fois, ou simplement — sans la clause : *in solidum*, — et alors l'un ne pourra pas agir sans l'autre ; ou bien ils sont constitués solidairement — avec la clause : *in solidum*, — et alors il y a lieu à préférer, à l'exclusion de l'autre, celui qui a déjà commencé l'affaire. — Voir le chapitre vi *de procuratoribus* in 6°.

Si toutefois, celui qui, le premier a commencé l'affaire, ne la poursuivait pas, l'autre procureur pourrait la continuer, pourvu que ce cas ait été spécifié dans le mandat. — *Ibid.*

**Quelle doit être la forme du mandat qui constitue
le procureur ?**

361. — Cette forme doit être celle qui est requise par le droit canonique et le droit civil.

« Ut mandatum illud, dit Schmalzgrueber, sit conceptum
« in forma a jure, et juxta Stylum Curiae ejusque requisita. »

Tel est le mandat où l'on trouve exprimés, par exemple, le nom du mandant, celui du procureur établi, celui de *l'acteur* contre lequel, et celui du juge auprès duquel il faut agir, avec les autres formalités d'usage...

D'après le Droit Français, « le mandat peut être donné ou « par acte sous seing public, ou par écrit sous seing privé, « même par lettre. Il peut aussi être donné verbalement. » — Code Civil art. 1985.

Mais sous l'empire de ce droit comme de tout autre, la preuve du mandat doit toujours être faite au moyen de témoignages et d'instruments dignes de foi, ou, au moins, par la présomption, dans le cas où le procureur agit pour ses parents, etc...

Le défenseur d'un accusé absent est admis, sans mandat, à lui servir de procureur, *modo cautionem det de judicato solvendo*, dit M^{re} Grandclaude ; « ratio est quia publice inter absentes per quemcumque idoneum defendi, ne ignari damnum patiantur. » — *Jus. Can.*, T. I, p. 394, n. 3.

Le mandat est présumé, quand le procureur agit pour des personnes de sa parenté, comme seraient son père, sa mère, ses enfants, ses frères, etc. — *Ex c. 28 de Rescript.*

Quelles sont les causes pour lesquelles on peut constituer un Procureur ?

362. — Le procureur peut être établi dans toutes les causes et pour toutes les affaires qui ne sont pas spécialement exceptées. « Ratio est, dit Schmalzgrueber, quia edictum « hoc prohibitorium est ; consequenter procedit Regula : cessum intelligi, quod nominatim prohibitum non invenitur. » — *L. Cum prætor 12 ff. de Judic.*, T. I, tit. xxxviii, n. 18.

Cela étant, on peut constituer un procureur dans les causes temporelles ou spirituelles, dans les causes pécuniaires ou réelles. — *Ibid.*

Peut-on admettre un procureur dans les causes matrimoniales ?

Oui, et le mariage ainsi contracté est valide, aussi bien au point de vue du sacrement, qu'au point de vue du contrat.

La raison en est évidente : En instituant le sacrement du mariage, Notre-Seigneur Jésus-Christ n'a pas changé la nature du contrat matrimonial, il a seulement élevé ce contrat à la dignité de sacrement. — Voir DE ANGELIS, cité par M^{gr} GRANDCLAUDE, T. I, p. 394.

Quelles sont les conditions requises pour que le procureur puisse légitimement contracter un mariage pour un autre ?

Les voici telles qu'elles sont énumérées par saint Alphonse de Liguori :

1. Il faut que le mandat du procureur soit spécial.
2. Il faut qu'il concerne une personne déterminée.
3. Il faut que le procureur agisse par lui-même et qu'il ne subdélègue pas une autre personne à moins d'y être expressément autorisé.
4. Il faut que le mandat n'ait pas été révoqué avant la célébration du mariage.
5. Il faut que le procureur ne dépasse pas les limites de son mandat.
6. Il faut qu'il montre son mandat au curé et aux témoins : — *Lib. VI, tract. 6, n. 885.*

Les mariages par procuration ne sont guère en usage que parmi les Princes.

Le procureur, chargé de contracter mariage pour un absent, peut être d'un autre sexe que celui au nom duquel il le contracte. Aussi, une femme pourrait contracter mariage pour un homme, et un homme pour une femme, puisque le mandataire masculin ou féminin n'agit pas en son nom, mais au nom d'une autre personne. — FERRARIS, au mot *procurator*, n. 41.

Le procureur matrimonial n'a pas besoin d'avoir un âge déterminé, par exemple, 17 ans, au moins, comme le requiert

des procureurs *ad negotia* le chapitre *Qui generaliter de procurat in 6°*.

« Id non requiritur in matrimonio, dit Ferraris, in quo non
« exigitur industria procuratoris, sed tantum manifestatio
« consensus ; unde sufficit quod sit in ætate sufficienti ad
« manifestandum sui principalis consensus, quamvis necdum
« esset pubes. — *Ibid.*, n. 42.

Peut-on admettre de droit un procureur dans les causes criminelles ?

Ou la cause criminelle peut être *criminellement* intentée ou *civilement* seulement.

Si la cause est intentée civilement seulement, pour voir la partie perdante condamnée à une peine pécuniaire, on peut y admettre un procureur. « Ratio est, dit Schmalzgrueber, « quia cum tali casu executio non in persona, sed in bonis « facienda sit, nihil interest fisci, aut partis læsæ, an reus « personneliter, an per procuratorem compareat. »

Si la cause criminelle est *criminellement* intentée, pour la vindicte publique, il y a encore une distinction à faire. Ou la peine à infliger est capitale, ou plus grande que le bannissement : dans ce cas, on ne peut admettre un procureur pour l'accusé.

Ou bien la peine à infliger n'est point capitale, et doit être inférieure au bannissement : dans ce cas, on peut admettre un procureur.

On trouvera dans Schmalzgrueber beaucoup d'autres détails sur les causes qui comportent l'admission d'un procureur. — Tit. xxxviii, parag. 4.

Quel est le devoir du Procureur ?

363. — 1. Le procureur doit, avant tout, se conformer strictement aux stipulations de son mandat ; c'est ainsi qu'il gèrera avantageusement les affaires du mandant.

2. L'office du procureur est gratuit de sa nature, puisque c'est une espèce de mandat.

Or, comme on le lit dans le Droit Romain : *mandatum, nisi gratuitum sit, nullum est.*

Cependant, l'office terminé, le procureur peut accepter et même demander une récompense de ses services, puisque, le mandat n'existant plus, la nature du contrat n'est pas changée par l'acceptation ou la demande de cette récompense. « Neque ideo natura contractus mutatur, sed mandatum esse desinit. » — SCHMALZGRUEBER, tit xxxviii, parag. 6, n. 32.

Aux termes du Droit Français, le mandat, ou l'office de procureur, est aussi gratuit, mais on peut y stipuler que le mandataire recevra un salaire. C'est ce qu'exprime l'article 1989 du Code civil :

« Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire. »

Quel est le pouvoir du Procureur ?

364. — Le pouvoir du procureur est exprimé dans son mandat ; aussi, ne peut-il rien faire au-delà de ce qui est porté dans ce mandat.

Schmalzgrueber traite au long la question de l'étendue du pouvoir du procureur. — *Jus. eccles.*, T. I, tit. xxxviii, parag. 3. — On pourra lire aussi avec intérêt le Code civil sur les obligations du mandataire et celles du mandant. — Art. 1991-2002.

Comment expire l'office du Procureur ?

Il expire de six manières principales.

1. Du consentement mutuel du mandant et du mandataire, *sive res sit integra, vel non.*

2. Par la mort du procureur, *sive res sit integra, sive non*, parce que la procuration ne passe pas aux héritiers.

3. Par la mort du mandant, *re adhuc integra*. Si, au contraire, l'affaire a déjà été entamée, l'office persévère.

Il faut excepter le procureur constitué par les Prélats ecclésiastiques pour défendre les droits de l'Église ; ce procureur perd son pouvoir par la mort de celui qui le lui a donné, alors même qu'il aurait déjà commencé à l'exercer : *etiam re non integra*. — *Clementina ult. huj. tit.*

4. Par la révocation. Le procureur, judiciaire ou extra-judiciaire, peut, *re integra*, être librement révoqué par le mandant, même sans cause. — Cap. *Quamvis* 2 de *procuratoribus* in 6.

Mais, *re non integra*, c'est-à-dire, après que l'affaire a été entamée ou commencée, le procureur ne peut être révoqué que pour une cause juste et raisonnable. — *ibid. c. Quamvis*.

Les causes justes et raisonnables pour lesquelles on peut révoquer un procureur, *etiam re non amplius integra*, sont ainsi énumérées dans le chapitre *Quamvis* précité.

Après avoir dit que le mandant peut toujours révoquer le procureur, *ante litem contestatam, etiam sine causa*, le Pontife Romain ajoute :

« Postea tamen, ipso nolente, nequibit, nisi eum domino
« inimicum fieri, vel suspectum, aut adversario affinitate
« conjungi, vel ejus hæredem fieri, seu ingredi religionem,
« aut in longum peregrinari, vel aegritudine, aut vinculis
« detineri contingat, seu alia rationabilis causa subsit, prop-
« ter quam sit merito revocandus. »

En tout cas, pour que le pouvoir du procureur cesse par la révocation, il est requis que cette révocation lui ait été intimée à lui-même, et, s'il est procureur *ad negotia*, à la personne avec laquelle il devait traiter les affaires dont il était chargé. S'il est procureur *ad lites*, la révocation doit être encore notifiée à son adversaire et au juge. — C. *Ex insinuatione* 3 et seq. de *procurator*.

Cependant, en ce qui touche le contrat de mariage par procuration, il n'est pas nécessaire d'intimer la révocation au procureur : dès lors que le mandant ne consent plus à son mariage, ce contrat ne peut pas exister.

On trouvera dans Schmalzgrueber les autres cas exceptionnels où cette intimation n'est pas requise. — T. I, Tit. xxxviii, parag. 7, n. 41.

5. Le mandat expire par la renonciation du procureur lui-même, avec cette distinction qu'il peut librement résigner son office, avant le commencement du procès, mais non après, si ce n'est du consentement du mandant, ou en cas de survenance d'infirmité ou d'autre cause semblable. — Ibid. n. 42.

6. Le mandat expire, *finita instantia judicii*, c'est-à-dire, après le prononcé de la sentence définitive, ou la terminaison de l'affaire, puisque le pouvoir du mandataire ou procureur ne s'étend pas au delà.

Selon les dispositions du Code civil Français, le mandat finit encore par la mort civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant, soit du mandataire. — Art. 2003. Voir dans ce code les articles qui suivent jusqu'à l'article 2010.

TITRE XXXIX

DU SYNDIC

365. — Après avoir parlé dans le titre précédent des procureurs des personnes privées, on arrive tout naturellement à traiter des procureurs des universités, des chapitres, des

collèges ou de tout autre corps. Ces procureurs sont appelés *syndics*.

Qu'est-ce que le syndic?

C'est le procureur chargé par une société soit civile, soit ecclésiastique, de gérer ses affaires et de discuter ses intérêts.

Le syndic diffère spécifiquement du *procureur*, puisque ce dernier est l'homme ou le mandataire d'un simple particulier, tandis que le premier est le mandataire d'un corps tout entier...

Le syndic diffère de *l'acteur* public, parce que celui-ci est établi seulement pour une affaire, tandis que l'autre est procureur général ou constitué pour toutes les causes.

Le syndic diffère du *procureur fiscal*, puisque celui-ci poursuit les causes criminelles, et réclame les droits et les amendes dus au fisc ou à la communauté, tandis que le syndic s'occupe le plus souvent d'affaires purement civiles.

Le syndic diffère du *curateur* d'une société ou d'un corps quelconque, parce que celui-ci a pour mandat de gérer les affaires extrajudiciaires, tandis que le syndic préside aux affaires judiciaires.

Qui sont ceux que l'on peut constituer syndics?

Ce sont tous ceux, et ceux-là seuls, qui peuvent être établis procureurs, pourvu qu'ils ne soient pas empêchés par quelque défaut naturel, quelque règlement spécial ou quelque coutume particulière, de gérer les affaires d'une société ou d'une communauté. — SCHMALZG. T. I, tit. xxxix, n. 3.

Un laïque peut-il être syndic dans les causes spirituelles?

Comme aucun droit ne le défend, il faut répondre affirmativement à cette question.

Bien que le laïque ne puisse pas être juge dans une cause spirituelle, ni administrateur d'une église, puisque ce

sont là des offices ecclésiastiques, rien ne l'empêche d'être syndic, le syndicat étant un simple ministère qui n'implique aucune juridiction spirituelle.

« Non indiscrete, dit Boniface viii, *judex censetur egisse, « procuratorem laicum ad agendum vel defendendum in « causis spiritualibus admittendo : cum regulariter qui non « prohibetur expresse ad exercendum procuratoris officium, « idoneus debeat reputari.* » — *C. 1, De procurator, in 6°.*

Le religieux peut-il être syndic dans les causes de son monastère ?

Oui, puisque aucun texte du droit ne l'en empêche. Cependant, il vaut mieux choisir pour syndic d'un monastère un laïque auquel on donne un salaire pour cette fonction, qui, à raison des débats qu'elle entraîne, ne convient guère au calme de la vie religieuse. — *Cap. unic. Sicut. studii de syndico.*

Qui sont ceux qui peuvent constituer un syndic ?

Cette faculté est propre à toute université ou communauté, puisque le syndic est le procureur d'une université. Or, le mot *université* est pris ici pour toute collection d'hommes vivant en société civile ou ecclésiastique, approuvée par la loi ou la coutume. Par exemple, les villes, les églises, les monastères, les chapitres, les collèges d'étudiants, les corporations d'ouvriers...

Pour qu'il soit légitimement constitué, deux conditions sont requises, tant du côté de l'élection que du côté de la confirmation du syndic.

1. En ce qui concerne l'élection, il faut y convoquer tous ceux qui ont droit de suffrage. Schmalzgrueber ajoute : « Si « aliqui vocati emanent, syndicum constituere possunt, modo « due partes ex tribus de universitate eorum, qui suffragii habent, presentes sint, et major presentium pars consentiat. »

2. Lorsque l'élection du syndic a eu lieu, elle a besoin d'être confirmée par le consentement du supérieur, par

exemple, de l'Abbé ou de l'Évêque. — SCHMALZGRUEBER, T. I, tit. XXXIX, n. 2.

Comment finissent l'office et le pouvoir du syndic ?

Ils finissent de la même manière que le mandat et le pouvoir du procureur, à deux exceptions près.

1. Le mandat syndical n'expire pas, à la mort de ceux qui l'ont donné, car une communauté demeure toujours moralement la même.

2. Le mandat syndical n'expire pas, après le prononcé définitif du jugement, ou la terminaison de l'affaire : *finita instantia*. Pourquoi ? Parce que, nanti du mandat général de gérer toutes les affaires d'une communauté, le syndic peut et doit poursuivre les appels qui seraient interjetés, au nom de cette communauté. — *Ibid.* n. 7.

En terminant cet article touchant le syndic, nous ferons remarquer que le droit Français appelle syndics tous ceux qui sont chargés, dans les faillites, d'inventorier et de gérer tout ce qui appartient à la masse des créanciers. On les appelle syndics, que la faillite soit le fait d'un simple particulier ou d'une société tout entière. Le mot *syndic* n'a donc pas conservé chez nous son sens primitif, celui qu'il a dans le droit Romain et le droit canonique, qui ne l'appliquent qu'au procureur d'une société quelconque. — Voir le Code de commerce, chap. vi, vii et viii.

TITRE XL

**DES CHOSES QUI SE FONT SOUS L'EMPIRE
DE LA VIOLENCE OU DE LA CRAINTE**

366. — Nous venons d'étudier, dans les titres précédents, les actes qui se font librement et spontanément, soit extrajudiciairement, soit judiciairement, au moyen des avocats, des procureurs et des syndics ; nous allons traiter, dans le titre présent, des actes que l'on pose, sous l'empire de la violence ou de la crainte, en examinant surtout la valeur de ces actes.

Qu'est-ce que la violence ?

C'est la coaction exercée par une cause extrinsèque et libre contre quelqu'un, malgré lui.

« Vis seu violentia, dit Gury, est coactio quæ a causa extrinseca et libera in aliquem infertur, repugnante ejus voluntate. » — T. I, cap. II, parag. 4. 8^e édition.

On distingue deux sortes de violence :

1. La violence absolue : c'est celle qui enlève totalement le libre consentement et produit simplement l'involontaire.

2. La violence *conditionnelle* ou *secundum quid* : c'est celle qui diminue le consentement, et porte un individu à faire ce qu'il ne ferait pas sans elle ; cette violence est une seule et même chose que la crainte.

Qu'est-ce que la crainte ?

367. — C'est l'inquiétude et la peur de l'esprit, à la vue d'un mal présent ou à venir.

« Metus est trepidatio mentis ob aliquod periculum instans vel futurum. » — GURY, *ibid.*

La crainte peut être grave ou légère.

1. Elle est grave, si on redoute un mal grave, comme la mort, la mutilation, une dure captivité, un tort considérable à la réputation, une grande perte d'argent, etc.

2. La crainte est légère, si elle fait redouter quelque léger inconvénient, quelque petit dommage moral ou matériel...

La crainte, soit grave, soit légère, peut être *ab intrinseco* ou *ab extrinseco*.

1. Elle est dite *ab intrinseco*, si elle provient d'une cause intrinsèque, comme la maladie, l'infirmité de l'esprit.

2. Elle est dite *ab extrinseco*, si elle provient d'une cause extrinsèque libre, par exemple, d'un homme ; ou d'une cause extrinsèque nécessaire ou naturelle, par exemple, des éléments, de la contagion, etc.

La crainte peut encore être juste ou injuste.

1. La crainte juste est celle qui est portée par une cause juste, par exemple, par la crainte de justes châtiments.

2. La crainte injuste est celle qui est causée injustement, par une injure ou une injustice quelconque.

On distingue aussi la crainte *révérencielle* ; c'est celle que produit la peur d'offenser ses parents ou ses supérieurs. Cette crainte est par elle-même légère. Elle deviendrait cependant grave, si elle faisait prudemment redouter, de la part des parents ou des supérieurs, une longue fâcherie, des querelles, de mauvais traitements ; ou si elle était causée par leurs obsessions et leurs supplications importunes et incessantes.

C'est le sentiment commun des Docteurs, adopté par le code civil Français.

« La seule crainte révérencielle, y lisons-nous, envers le « père, la mère ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de « violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat. » — art. 1414.

368. — Quelle est la valeur des actes posés sous l'empire de la violence absolue et *secundum quid*?

1. Les actes extérieurs accomplis sous l'empire de la violence absolue sont nuls, de droit naturel, parce qu'ils ne sont ni volontaires, ni libres.

2. Les mêmes actes accomplis, sous l'influence de la violence *secundum quid*, sont plus ou moins volontaires et libres, suivant le degré de coaction subie par la volonté de l'agent; mais, comme cette violence se confond avec la crainte, il y a lieu de lui appliquer les principes qui concernent cette dernière. Elle n'invalidé pas les actes ou les contrats.

369. — Quelle est la valeur des actes accomplis sous l'empire de la crainte grave?

1. Si la crainte grave provient d'une cause intrinsèque, ou d'une cause extrinsèque *nécessaire* ou *naturelle*, les actes posés sous l'empire de cette crainte sont valides, et ne donnent pas lieu à rescision. Tel est, par exemple, le vœu émis par la peur de la maladie ou d'un naufrage. Tel est le mariage contracté par la crainte de la mort ou de l'enfer. Pourquoi? parce qu'il n'y a, dans ces cas, aucune injure faite aux intéressés. — Voir SCHMALZGRUEBER, Tit. XL. *Decretal.* 55. II, n. 5.

2. Si la crainte grave est produite *justement par une cause libre*, les actes posés sous l'influence de cette crainte sont valides, de par tous les droits; parce que, dans ce cas, il n'y a aucune injure faite à l'individu intéressé qui doit s'imputer à lui-même la crainte qu'il subit.

« Nec etiam invalidat et dirimit matrimonium, dit Ferraris, metus gravis ab extrinseco proveniens, si sit juste incussus : *communis* ; arg. cap. *Ex litteris 10, de sponsalibus*, ubi matrimonium ante promissum, si contrahatur metu excommunicationis per judicem infligendæ, validum censetur, ex cap. *Pervenit 2. de adulter. et stupr.*, ubi ille qui, ob stuprum ad ducendam stupratam obligatus, renuit nubere, jubetur excommunicari, et sic indirecte cogi ad nubendum. » — *Matrimonium*, art. v, n. 127.

3. Si la crainte grave est produite *injustement par une cause libre*, au sentiment de Schmalzgrueber, les actes posés sous l'influence de cette crainte seraient encore valides, *de droit naturel*, si l'on excepte cependant le mariage et la profession religieuse.

« Solo forte matrimonio, et professione religiosa excepta. « Nam ex una parte, non deest consensus, et ex altera consensus, jure naturali, requisitus, stare potest cum injuria : « ergo nulla ratio cur sic gesta sint invalida. » — SCHMALZGRUEBER, *Jus can.* T. I, p. 313.

370. — Quels sont les actes et les contrats, invalides, de droit positif, à cause de la crainte grave et injuste qui les a déterminés ?

Ce sont :

1. Le contrat de mariage ; pour éviter les maux qu'entraînent les mariages forcés, les saints canons veulent que ce contrat soit exempt de toute crainte de cette sorte. — *C. Cum locum 14. C. seq. De sponsal. et matrim.*

2. La profession religieuse ; — *C. Per latum huj. tit.* — et, par analogie, les vœux simples des scholastiques et des coadjuteurs dans la Compagnie de Jésus. Il en est, *plus probablement*, autrement des autres vœux simples, dit Schmalzgrueber, avec Sylvius, Suarez, Palao, etc., contre Sanchez, Lessius, Gonzalez, etc. — T. I, tit. xi, n. 20 et 21.

3. L'absolution d'une censure, et la révocation d'une sentence infligeant cette peine. — *C. un. h. tit. in 6°*.

4. La collation de la juridiction et sa prorogation, « saltem » de jure Romano, et juxta multos, etiam de jure canonico, « dit M^{sr} Grandclaudé. — *Jus can.*, T. I, p. 403.

5. La promesse et la constitution d'une dot.

6. La promesse et la tradition de choses appartenant à l'Église.

7. Le choix d'un procureur pour contracter un mariage.

8. Le testament, probablement, dit M^{sr} Grandclaudé. — T. I, p. 404.

On pourra trouver dans Schmalzgrueber d'amples détails sur ces divers actes, et quelques autres, avec l'indication des chapitres du droit civil et du droit canonique sur lesquels il s'appuie, pour les déclarer invalides, de droit positif.

Quant aux contrats passés sous l'influence d'une crainte légère, il est évident qu'ils restent valides.

« Certum est, dit Schmalzgrueber, non concedi actionem » prædictam (ad rescissionem) illi qui aliquid fecit ex metu » levi, etiam injuste incusso, idque ob quietem publicam, ne » frequentia litium tribunalia obruantur. » — T. I, tit. XI, n. 8.

De la rescision des actes accomplis sous l'empire de la crainte.

371. — Comment peut-on remédier aux actes extorqués par la crainte grave?

Nous ferons une distinction. Ou l'acte ainsi extorqué est nul de plein droit — *ipso jure* — ou il est seulement annulable par la sentence du juge.

S'il est nul de plein droit, il suffit de prouver sa nullité, pour que la partie lésée soit dédommée.

Si l'acte est seulement annulable ou rescindable, il y a lieu ici encore à distinguer. Ou le contrat, extorqué par la crainte,

(par exemple, la donation ou la vente) est complété par la tradition de la chose — ou il ne l'est pas.

Si le contrat est resté incomplet, la partie, victime de la crainte, peut refuser à celui qui la lui a inspirée le complément de ce contrat. — GLOSSA, *in cap. 2. V. « Coactus » huj. tit..*

Si, au contraire, le contrat a été complété ou consommé par la tradition de la chose, celui qui a subi la crainte peut réclamer auprès du juge compétent la rescision de ce contrat, et la restitution de la chose livrée avec tous ses fruits.

Ces deux principes, admis aussi par le droit civil, sont nettement exprimés par le droit canonique, notamment dans les chapitres II et IV du titre que nous étudions.

Y a-t-il lieu d'annuler un acte ou un contrat extorqué, il est vrai, injustement par une crainte grave, si la crainte a été inspirée dans un autre but que celui d'extorquer cet acte ou ce contrat ?

D'après l'opinion la plus probable, il y a lieu, dit Schmalzgrueber, de rescinder l'acte ou le contrat ainsi extorqué.

Ce canoniste expose les raisons de son opinion et celles de l'opinion contraire. — T. I, tit. XL, n. 27 et 28.

Il y a lieu encore, plus probablement, au sentiment du même canoniste, de rescinder un contrat passé sous l'empire d'une crainte grave et injuste, alors même que celui qui l'a inspirée n'est pas un des contractants. — *Ibid.*, n. 30.

Que doit faire, pour obtenir la rescision, celui qui, dans un contrat, a subi injustement une crainte ou une violence grave ?

Il ne suffit pas qu'il dise avoir subi cette crainte ou cette violence ; il faut qu'il prouve son assertion ; suivant le principe du droit : « *Asserentis est probare.* » Or, il doit la prouver par des témoins. — Cap. VII, *Super eo h. tit.* — A défaut d'autres, les domestiques et les familiers de l'intéressé peuvent être admis comme témoins.

D'ailleurs, c'est au juge à apprécier les indices qui font présumer l'existence de la crainte ou de la violence, et à voir si elle est suffisante pour donner lieu à la rescision de l'acte incriminé. — Voir SCHMALZGRUEBER, *ibid.*, n. 33.

TITRE XLI

DE LA RESTITUTION INTÉGRALE

372. — Après avoir parlé de la restitution, due à ceux qui ont été, dans leurs actes ou contrats, victimes de la crainte, passant de l'espèce au genre, Grégoire IX traite de la restitution intégrale en général.

Que faut-il entendre ici par la restitution intégrale?

Elle est ainsi définie par les canonistes :

« *Remedium extraordinarium a Praetore introductum, quo notabiliter læsi in eum statum, in quo ante læsionem fuerunt, reducuntur.* » — Ex cap. iii et iv, huj. tit.

Quand a-t-on recours à ce *remède extraordinaire*.

Le cardinal Soglia nous le dit dans les termes suivants :

« Qui appellationis remedio destituti sunt, sive quod appellatio aut non interposita aut deserta fuit, sive quod, ob tres conformes sententias nullus appellandi locus reliquus est, unum eis superest extraordinarium remedium *restitutionis in integrum.* »

Quelles sont les conditions requises pour la restitution intégrale?

1. Il faut que la chose, pour laquelle la restitution est demandée, soit civile, car cette restitution est refusée dans les choses criminelles. « Sic minor, dit Soglia, propter furtum « condemnatus, non restituitur : « Quia malorum mores infirmas animi non excusat », ut loquitur L. I, Cod. *Si adversus delicta*. » — SOGLIA, *Institutiones Juris privati*, p. 158.

2. Il faut que le contrat soit valide ; car, s'il est invalide, *ipso jure*, il n'y a pas lieu de recourir à un remède extraordinaire, alors que l'ordinaire suffit et se trouve sous la main. — Ex cap. viii, *huj. tit.*

3. Il faut que la lésion ou le dommage soit notable, suivant l'axiome : *De modicis non curat Prætor*.

4. Il faut que la lésion soit clairement constatée par des témoins, ou par d'autres preuves légitimes.

5. Il faut que la lésion provienne de la faute de la partie adverse et non d'une cause fortuite. — Ex cap. *Requisivit* 1, *h. tit.*

6. Il faut que l'acte soit rescindable.

Il est des actes qui, une fois valides, ne peuvent pas être annulés. De ce nombre sont le contrat de mariage, la profession religieuse, la réception des ordres sacrés...

A quelles personnes s'accorde la restitution intégrale ?

Le bénéfice de cette restitution n'est pas accordé indistinctement à tout le monde ; le droit l'a limité à certaines personnes dont l'énumération suit.

1. Les mineurs, c'est-à-dire, ceux qui n'ont pas encore accompli l'âge de 25 ans.

« Juxta leges romanas, dit Santi, minores erant illi, qui « nondum expleverant annum 25. » — Lib. I, *Decret.*, tit. xii. — Voir le chapitre viii de ce titre.

« La simple lésion, dit le Code civil Français, donne lieu « à la rescision en faveur du mineur non émancipé, contre « toutes sortes de conventions qui excèdent les bornes de sa

« capacité, ainsi qu'elle est déterminée au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'émancipation. » — art. 1305.

On verra, dans le même Code, les conditions où doit se trouver le mineur pour être *restituable*, pour cause de lésion. — Art. 1304 jusqu'à l'article 1314.

2. Les églises. — On comprend sous ce nom les monastères et tous les autres lieux pieux, comme les collèges des clercs, les hôpitaux fondés par l'autorité épiscopale, etc...

La restitution se fait à une église non seulement contre des particuliers mais aussi contre toute autre église qui aurait commis la lésion. — C. *Requisivit* 1.

3. Les républiques. — Sous ce nom, le droit comprend non seulement les sociétés suprêmes qui ne reconnaissent pas de supérieur, mais aussi les sociétés ou les communautés inférieures, comme les cités, les villes, les communes, les bourgs, etc., qui sont régis par des administrateurs. — FER-RARIS, aux mots : *Restitutio in integrum*, n. 11 et 12.

Le bénéfice de la restitution intégrale est-il *toujours* accordé aux mineurs?

Non, il est certains cas où le mineur lésé ne jouit pas du bénéfice de la restitution intégrale. Par exemple :

1. Quand le mineur a valablement contracté mariage. — Si l'on peut alors lui accorder, en cas de lésion, la restitution de sa dot, simple *accident* du mariage, il n'en est pas de même du mariage valide, qui est indissoluble de droit divin. *Quod Deus conjunxit, homo non separet*.

2. Quand le mineur a fait valablement profession religieuse.

3. Quand le mineur, devenu majeur, a ratifié les actes accomplis pendant sa minorité.

4. Quand il a agi, après avoir obtenu du Prince une dispense d'âge.

5. Quand le mineur a feint frauduleusement d'être majeur, parce que le droit vient en aide aux trompés, mais non pas aux trompeurs.

6. Quand le mineur a confirmé son acte par le serment.

7. Quand, après un acte posé avec prudence et circonspection, le mineur est lésé par hasard ou fortuitement, « quia « non eventus damni restitutionem indulget, sed inconsulta « facilitas », dit Ulpien. — L. XI, ff, parag. 4; *de minoribus*. — Voir SOGLIA, *Instit. juris priv.*, p. 507, et SCHMALZGRUEBER, T. I, tit. XLI, n. 14.

Dans quels cas le majeur lésé jouit-il aussi du bénéfice de la restitution intégrale?

Il en jouit, par exemple dans les cas suivants :

1. Si le majeur lésé est absent, pour le service de sa patrie, soit en qualité d'ambassadeur, de marin ou de soldat, etc.

2. S'il est absent, par une juste crainte de la mort, pour cause de maladie, d'épidémie, etc.

3. Si le majeur est une personne chez laquelle on suppose l'ignorance du droit ; si c'est, par exemple, une femme, ou un paysan grossier.

4. Si le majeur allègue quelque autre juste raison, regardée suffisante par l'autorité judiciaire, comme le dit la clause générale du droit Romain :

Si qua alia justa causa mihi esse videbitur. — ff. Ex quibus causis.

On trouvera, dans le Code civil Français, les cas où la lésion donne lieu à la restitution, en faveur des majeurs. — Art. 887, 1313, 1674.

En quoi consiste la forme de la restitution *in integrum* ?

En trois choses. — 1° Il faut qu'elle soit demandée par le juge compétent.

2° Il faut qu'elle soit demandée dans l'intervalle déterminé par le droit, c'est-à-dire, *intra quadriennium, a die quo læsus potest petere*, suivant les prescriptions du droit Romain acceptées par le droit canonique.

3° Il faut que la restitution soit demandée et accordée selon les formalités exigées par les saints canons et les lois.

Voir SCHMALZGRUEBER, Tit. XII, n. 36 et suiv.

Quels sont les effets de la restitution *in integrum*?

1. Quand la restitution a été *obtenue*, elle réintègre les choses dans l'état où étaient les parties avant la lésion, c'est-à-dire, que ni l'une ni l'autre ne gagne, ni ne perd.

2. Si la restitution demandée *n'est pas encore obtenue*, l'affaire demeure pendante dans le même état. — SCHMALZGRUEBER, *ibid.* n. 47 et 48.

TITRE XLII

DE L'ALIÉNATION FAITE POUR CHANGER LA NATURE DU JUGEMENT

373. — Il y a une grande affinité entre la restitution *in integrum* et le moyen de réparer le dommage causé par l'aliénation faite, pour changer la nature du jugement.

« La malice humaine, dit André, ayant mille ressources, il arrive quelquefois que les oppresseurs, dans la prévision d'un jugement rescisoire, font appel, avant d'être cités, ou bien opèrent de graves changements dans la propriété, comme seraient des aliénations partielles, afin d'éluder le jugement qui serait porté, en l'état, avant ces aliénations. Le droit a fourni un nouveau remède à ces nouvelles malices. » — *Somme du droit canonique*, T. I, p. 261.

C'est de ce remède ou moyen dont il est question dans le titre présent.

Le changement de jugement peut avoir lieu de diverses manières.

1. En transférant la chose à un personnage plus puissant auquel l'adversaire ne pourrait pas résister, parce qu'il l'écraserait sous le poids de son autorité, ou parce qu'il le poursuivrait par d'odieuses vexations.

2. En transférant la chose à un étranger soumis à un autre juge, et qu'il serait difficile d'attaquer.

3. En transférant la chose ou l'action à un clerc, afin de changer de for ou de juridiction.

Par aliénation, on entend ici tout acte par lequel on transfère ou le domaine ou la possession d'une *chose*, à quelque titre lucratif ou onéreux que cette aliénation ait lieu.

Sous le nom de *chose*, on comprend non seulement les meubles ou les immeubles, mais encore toute action quelconque. — *Cap. 2. huj. tit.*

Pour remédier au tort causé par l'aliénation frauduleuse, visée dans les deux chapitres de ce titre, une double action est accordée à la partie lésée :

1. Contre celui qui a fait l'aliénation.

2. Contre le possesseur actuel de la chose.

De plus, le droit canonique statue que le possesseur de la chose aliénée et le vendeur seraient soumis, dans la cause, à la juridiction du juge ecclésiastique à laquelle ils voudraient échapper, en appelant à un autre juge... — Voir le chapitre *Ex quorundam I huj. tit.*

En outre, il a défendu aux clercs d'évoquer frauduleusement à leur tribunal, pour l'enlever au tribunal compétent, les affaires ou les procès qui n'appartiennent pas à leur juridiction. — *Cap. 11. Ex parte huj. tit.*

Nous n'en dirons pas davantage sur l'aliénation, *Judicii mutandi causa*, dont le droit civil moderne ne s'occupe point,

vu les changements apportés par le temps et les circonstances dans les personnes et les juridictions. — Voir M^{sr} GRAND-CLAUDE, T. I, p. 409.

TITRE XLIII

DES ARBITRES

374. — Ceux qui, par la crainte des dépenses, ne veulent pas recourir au Juge, pour dirimer leurs procès, s'adressent le plus souvent à des arbitres qui les terminent, à moins de frais.

Que faut-il entendre par *Arbitre*?

Dans le sens large, le mot arbitre désigne tous ceux qui sont établis pour terminer un différend, et dans ce sens les Juges eux-mêmes sont des arbitres.

Dans le sens strict, et *spécifiquement* parlant, l'arbitre se distingue du Juge proprement dit, et se définit :

Tout homme choisi, soit par une disposition de la loi, soit du consentement des parties, pour examiner et terminer un différend.

Combien y a-t-il de sortes d'arbitres ?

Il y en a deux. — On distingue les arbitres de droit ou nécessaires : *arbitri juris seu necessarii*, et les arbitres volontaires ou compromissaires : *voluntarii seu compromissarii*.

Les arbitres de droit ou nécessaires sont ceux qui sont établis, dans certains cas, par le droit lui-même.

Les arbitres volontaires, ou compromissaires, sont ceux qui sont établis, par le libre consentement des parties, ou en vertu d'un compromis passé entre elles, sans aucune prescription de la loi.

On les appelle *volontaires*, pour montrer qu'ils ne sont choisis par aucune nécessité ou exigence du droit ou de la loi, mais seulement par la libre volonté des parties ; on les appelle aussi *compromissaires*, parce que leur choix est dû à un compromis passé entre elles. — FERRARIS, au mot *arbiter*. n. 5 et 6.

Le lecteur trouvera dans le droit Français d'utiles renseignements sur les arbitres. — *Code de commerce*, art. 51. — *Code de procédure civile*, art. 1003 — 429 et 430.

Qui sont ceux que l'on peut choisir en qualité d'arbitres?

375. — En règle générale, tous ceux, qui n'en sont pas expressément empêchés par le droit, peuvent être pris pour arbitres.

Voici ceux qui ne peuvent pas l'être?

1. Ceux qui n'ont pas l'âge de vingt ans.

2. La femme, à moins qu'elle ne soit princesse souveraine, ou qu'elle n'ait d'ailleurs une juridiction ordinaire. — Cap. iv. *Dilecti filii Abbas*.

3. L'esclave, à cause de sa condition.

4. L'excommunié *vitandus*. — C. *Si quem 59. de sentent. excomm.*

5. Le laïque dans une cause spirituelle, suivant la prohibition suivante du chapitre viii *Contingit* de ce titre : Ad hoc « generaliter prohibemus ne super rebus spiritualibus committatur in laicum, quia non decet ut laicus in talibus arbitretur. »

6. Il est défendu à tout individu d'être arbitre dans sa propre cause, suivant l'axiome : « Nemo iudex in propria causa. »

Qui sont ceux qui peuvent constituer des arbitres?

376. — Ce sont, en général, tous ceux qui, ayant la libre disposition de leurs biens, peuvent faire des transactions et vendre.

« Ratio est, dit Schmalzgrueber, quia sicut transactio, ita « et compromissum est via ad alienationem. Igitur sicut is, « qui alienare non potest, etiam non potest transigere, ita « neque compromittere in arbitros. » — Tit. XLIII, parag. 11, n. 6.

Dans quelles causes peut-on constituer des arbitres pour terminer une affaire ?

En règle générale, on peut constituer des arbitres dans toutes les causes qui ne sont exceptées ni par les lois canoniques, ni par les lois civiles. — SCHMALZGRUEBER, *ibid.* n. 16.

On ne peut pas constituer des arbitres, par exemple, dans les causes suivantes :

1. Dans les causes criminelles, *criminaliter actis*. « Quia « crimina dit Schmalzgrueber, non privato arbitrio remittenda, sed publica autoritate condigne sunt vindicanda. » — *Ibid.* n. 16.

2. Dans les causes matrimoniales, s'il s'agit de la validité du mariage, ou de sa nullité. — Cap. *Causa. 9. de in integrum restitutione*.

Schmalzgrueber en donne la raison : « Quia requirunt « majorem Judicem, ne contingat matrimonia dissolvi, aut « conciliari contra canones. » — *Ibid.*

Le concile de Trente défend de soumettre ces causes à des juges inférieurs aux Evêques. — Sess. xxiv, cap. 20 *de Reform.*

3. — Dans les causes de restitution *in integrum*, à moins qu'elles ne soient traitées incidemment. — *C. Causa 9.*

4. Dans les causes d'exemption et de privilèges Apostoliques. — *C. Cum tempore. 5, huj. tit.*

5. Dans toutes les causes, au sujet desquelles on ne peut pas transiger.

Suivant les dispositions du droit Français, « on ne peut
« compromettre sur les dons et legs d'aliments, logement
« et vêtements; sur les séparations d'entrè mari et femme... »

— Code de procédure civ. art. 1004.

377. — Quel est l'office de l'arbitre ?

1. Lorsque l'arbitre a été constitué, il doit demeurer dans son office jusqu'à ce qu'il ait terminé l'affaire, ou prononcé sa sentence : il peut y être contraint par le juge compétent.

2. L'arbitre doit non seulement observer la justice, mais encore l'ordre judiciaire touchant le lieu, le temps et la manière de procéder, si les parties n'ont pas d'ailleurs déterminé, dans le compromis, les formalités qui seraient suivies dans le procès arbitral. — SCHMALZGRUEBER, t. I, *de arbitris*, p. 347, n. 26.

3. S'il y a plusieurs arbitres, selon les dispositions du droit canonique, la majeure partie des arbitres peut examiner et dirimer le différend, pourvu que les autres aient été dûment et utilement convoqués à la réunion, à laquelle ils ont manqué, sans empêchement légitime, soit par négligence, soit par malice. — *C. Ut quæstionibus 2, huj. tit. in 6°.*

Suivant le droit civil, la présence de tous les arbitres est requise, pour la valeur de la sentence ; à moins qu'il ne soit stipulé dans le compromis que le jugement pourra être prononcé en l'absence de l'un ou de l'autre.

Dans le cas où les arbitres ne sont pas d'accord, l'avis de la majeure partie doit prévaloir, à moins que le compromis n'exige l'unanimité des voix. — *C. Si ex tribus 1, in 6°.*

Si les arbitres sont également partagés, les parties ou les arbitres doivent choisir une tierce personne à l'autorité de laquelle on se rangera et on s'en tiendra. — SCHMALZGRUEBER, T. I, tit. XLIII, n. 30.

Si tous les arbitres sont en désaccord, sans que l'avis de l'un soit conforme à l'avis de l'autre, l'arbitrage n'a pas de valeur. — *Ibid.*

« En cas de partage, lisons-nous dans le Code français de « procédure civile, les arbitres autorisés à nommer un tiers « seront tenus de le faire par la décision qui prononce le « partage : s'ils ne peuvent en convenir, ils le déclareront « sur le procès-verbal, et le tiers sera nommé par le pré- « sident du tribunal qui doit ordonner l'exécution de la « décision arbitrale. » — Art. 1017.

Quels sont les effets de l'arbitrage ?

378. — 1. En thèse générale, les parties doivent s'incliner devant la décision arbitrale, si surtout elle a été homologuée, ce qui a lieu quand elle a été acceptée expressément ou tacitement par elles, pendant dix jours.

« Homologare, dit M^{sr} Grandclaude, idem est ac recipere « arbitrium. Quando ergo arbitrium est homologatum, om- « nem vim habet, etiamsi sententia sit injusta. » — Jus. can. T. I, p. 414. SCHMALZG. *ibid.* n. 36.

2. Si cependant la décision des arbitres est ou notoirement injuste, ou contraire aux lois civiles ou canoniques, si elle a été rendue par fraude ou en violation des formalités stipulées dans le compromis, elle n'aurait pas force de loi et n'obligerait pas les parties intéressées. — SCHMALZG. *ibid.* n. 34.

3. Quand une des parties a été lésée très gravement — *enormissime* — ou au-delà de la moitié, par le jugement arbitral, elle n'est pas obligée de s'y soumettre, du moins avant que ce jugement n'ait été ou expressément ou tacitement homologué pendant l'intervalle de dix jours, à partir de la sentence. — M^{sr} GRANDCLAULE et SCHMALZGRUEBER, *ibid.*

4. En thèse générale, la décision arbitrale est sans appel. Le seul remède à opposer à un arbitrage injuste, c'est d'en demander la réduction au Juge ordinaire, à celui auquel on se

serait adressé, si l'on n'avait pas eu recours à la voie du compromis. — SCHMALZGRUEBER, ex cap. xi, *Exposita h. tit.*

Selon le droit Français, « lorsque l'arbitrage sera sur appel « ou sur requête civile, le jugement arbitral sera définitif et sans appel. » — Code de Procéd. civ. art. 1010.

Comment finissent le compromis, et le pouvoir des arbitres?

379. — En ce qui concerne les *arbitres*, ils finissent :

1. Par la mort des arbitres, même par la mort d'un seul, s'il y en a plusieurs, à moins qu'il ne soit stipulé autrement dans le compromis. — *C. Ex parte 10 h. tit.*

2. Par la déportation ou le bannissement, qui équivaut à la mort civile.

3. Par la profession religieuse, qui, elle aussi, équivaut à la mort civile.

4. Par la récusation de l'arbitre, soupçonné avec raison d'être l'ennemi mortel, ou l'ami trop intime des parties litigantes.

En ce qui concerne *ceux qui font le compromis : compromittentes*, le mandat et le pouvoir des arbitres finissent :

1. Par la mort des deux, ou de l'une des parties qui ont passé le compromis, à moins que celui-ci n'ait été passé par une corporation quelconque, université ou collège... Cap. *Ex parte 10 h. tit.*

2. Par le mutuel consentement des *compromettants*, ou par une transaction qui tranche définitivement le différend.

En ce qui concerne *la cause*, le mandat de l'arbitre expire :

1. Par le prononcé définitif du jugement sur toute la cause qui était soumise à l'arbitrage. — *Ex C. Si quis 4 de foro competenti.*

2. Par le laps de temps fixé pour la terminaison du différend, à moins que les parties ne prorogent ce temps, ou n'aient donné à l'arbitre, par une clause compromissaire, la faculté de le proroger lui-même.

3. Par le défaut de la condition sous laquelle le compromis a été passé.

4. Par la perte ou la destruction de la chose en litige.

On trouvera, dans Schmalzgrueber, de plus amples détails sur cette question. — n. 40-42. — Le lecteur Français pourra voir ce qu'en dit le Code de procédure civile, à l'article 1012.

FIN DU PREMIER LIVRE

APPENDICE

APPENDICE

Ce premier volume était déjà imprimé, lorsque parut la Constitution « Officiorum » de Sa Sainteté, Léon XIII, touchant la prohibition et la censure des livres.

Nous reproduisons ici cet important document Pontifical, avec la Constitution « Sollicita » de Benoît XIV prescrivant la procédure à suivre dans l'examen et l'interdiction des livres.

Le lecteur devra comparer ce que nous avons écrit, aux pages 76 et suivantes, sur les règles et les autres prohibitions de l'Index avec les nouveaux décrets du Pape, Léon XIII, qui seuls, désormais, ont force de loi. Il devra se conformer strictement à ces décrets par lesquels sont abrogées les règles du Concile de Trente, ainsi que toutes les instructions et les décisions prises sur ce point par les autres Souverains Pontifes.

Une exception est faite à cette mesure pour la Constitution « Sollicita » de Benoît XIV que Notre Saint-Père le Pape, Léon XIII, veut voir intégralement appliquée dans l'avenir, comme elle l'a été jusqu'à présent.

L'Encyclique Quanta cura de Pie IX concernant les principales erreurs modernes, et le Syllabus qui les résume, nous ont paru trouver aussi leur place, à la fin de ce volume.

Ils sont le complément de ce que nous avons écrit, aux titres premier et deuxième du premier livre des Décretales, dont l'un traite de la Foi catholique, et l'autre des Constitutions dogmatiques et disciplinaires de l'Eglise.

SANCTISSIMI DOMINI NOSTRI

LEONIS

Divina providentia Papæ XIII

CONSTITUTIO APOSTOLICA

De prohibitione et censura librorum.

LEO EPISCOPUS, SERVUS SERVORUM DEI

Ad perpetuam rei memoriam.

Officiorum ac munerum, quæ diligentissime sanctissimeque servari in hoc Apostolico fastigio oportet, hoc caput atque hæc summa est, assidue vigilare atque omni ope contendere, ut integritas fidei morumque christianorum ne quid detrimenti capiat. Idque, si unquam alias, maxime est necessarium hoc tempore, cum, effrenatis licentia ingeniis ac moribus, omnis fere doctrina, quam servator hominum Jesus Christus tuendam Ecclesiæ suæ ad salutem generis humani permisit, in quotidianum vocatur certamen atque discrimen. Quo in certamine variæ profecto atque innumerabiles sunt inimicorum calliditates artesque nocendi : sed cum primis est plena periculorum intemperantia scribendi, disseminandique in vulgus quæ prave scripta sunt. Nihil enim cogitari potest perniciosius ad inquinandos animos per contemptum religionis perque illecebras multas peccandi. Quamobrem tanti metuens mali, et incolumitatis fidei ac morum custos et vindex Ecclesia, maturrime intellexit, remedia contra ejus-

modi pestem esse sumenda : ob eamque rem id perpetuo studuit, ut homines, quoad in se esset, pravorum librorum lectione, hoc est pessimo veneno, prohiberet. Vehemens hac in re studium beati Pauli viderunt proxima originibus tempora : similique ratione perspexit sanctorum Patrum vigilantiam, jussa episcoporum, Conciliorum decreta, omnis consequens ætas.

Præcipue vero monumenta litterarum testantur, quanta cura diligentiaque in eo evigilaverint Romani Pontifices, ne hæreticorum scripta, malo publico, impune serperent. Plena est exemplorum vetustas. Anastasius I scripta Origenis perniciosiora, Innocentius I Pelagii, Leo magnus Manichæorum opera omnia, gravi edicto damnare. Cognitæ eadem de re sunt litteræ *decretales* de recipiendis et non recipiendis libris, quas Gelasius opportune dedit. Similiter, decursu ætatum, Monotheletarum, Abælardi, Marsilii Patavini, Wicleffi et Hussii pestilentes libros, sententia Apostolicæ Sedis confixit.

Sæculo autem decimo quinto, comperta arte nova libraria, non modo in prave scripta animadversum est, quæ lucem aspexissent, sed etiam ne qua ejus generis posthac ederentur, caveri cœptum. Atque hanc providentiam non levis aliqua causa, sed omnino tutela honestatis ac salutis publicæ per illud tempus postulabat : propterea quod artem per se optimam, maximarum utilitatum parentem, christianæ gentium humanitati propagandæ natam, in instrumentum ingens ruinarum nimis multi celeriter deflexerant. Magnum prave scriptorum malum, ipsa vulgandi celeritate majus erat ac velocius effectum. Itaque saluberrimo consilio cum Alexander VI, tum Leo X, decessores Nostri, certas tulere leges, utique congruentes iis temporibus ac moribus, quæ officinatores librarios in officio continerent.

Mox graviore exorto turbine, multo vigilantius ac fortius oportuit malarum hæreseon prohibere contagia. Idcirco idem

Leo X, posteaque Clemens VII gravissime sanxerunt, ne cui legere, seu retinere, Lutheri libros fas esset. Cum vero pro illius ævi infelicitate crevisset præter modum atque in omnes partes pervasisset perniciosorum librorum impura colluvies, ampliore ac præsentiore remedio opus esse videbatur. Quod quidem remedium opportune primus adhibuit Paulus IV decessor Noster, videlicet elencho proposito scriptorum et librorum, a quorum usu cavere fideles oporteret. Non ita multo post Tridentinæ Synodi Patres gliscentem scribendi legendique licentiam novo consilio coercendam curaverunt. Eorum quippe voluntate jussuque lecti ad id præsules et theologi non solum augendo perpoliendoque Indici, quem Paulus IV ediderat, dedere operam, sed Regulas etiam conscribere, in editione, lectione, usuque librorum servandas : quibus Regulis Pius IV Apostolicæ auctoritatis robur adjecit.

Verum salutis publicæ ratio, quæ Regulas Tridentinas initio genuerat, novari aliquid in eis, labentibus ætatibus, eadem jussit. Quamobrem Romani Pontifices nominatimque Clemens VIII, Alexander VII, Benedictus XIV, gnari temporum et memores prudentiæ, plura decrevere, quæ ad eas explicandas atque accommodandas tempori valuerunt.

Quæ res præclare confirmant, præcipuas Romanorum Pontificum curas in eo fuisse perpetuo positas, ut opinionum errores morumque corruptelam, geminam hanc civitatum labem ac ruinam, pravis libris gigni ac disseminari solitam, a civili hominum societate defenderent. Neque fructus fefellit operam, quamdiu in rebus publicis administrandis rationi imperandi ac prohibendi lex æterna præfuit, rectoresque civitatum cum potestate sacra in unum consensere.

Quæ postea consecuta sunt, nemo nescit. Videlicet cum adjuncta rerum atque hominum sensim mutavisset dies, fecit id Ecclesia prudenter more suo, quod, perspecta natura temporum, magis expedire atque utile esse hominum saluti videretur. Plures Regularum Indicis præscriptiones, quæ

excidisse opportunitate pristina videbantur, vel decreto ipsa sustulit, vel more usuque alicubi invalescente antiquari benignè simul ac provide sivit. Recentiore memoria, datis ad Archiepiscopos Episcoposque e principatu pontificio Litteris, Pius IX Regulam X magna ex parte mitigavit. Præterea, propinquo jam Concilio magno Vaticano, doctis viris, ad argumenta paranda delectis, id negotium dedit, ut expenderent atque æstimarent Regulas Indicis universas, judiciumque ferrent, quid de iis facto opus esset. Illi commutandas, consentientibus sententiis, judicavere. Idem se et sentire et petere a Concilio plurimi ex Patribus aperte profitebantur. Episcoporum Galliæ extant hac de re litteræ, quarum sententia est, necesse esse et sine cunctatione faciendum, ut *illæ Regulæ et universa res Indicis novo prorsus modo nostræ ætati melius attemperato et observatu faciliori instaurarentur*. Idem eo tempore judicium fuit Episcoporum Germaniæ, plane petentium, ut *Regulæ Indicis... recenti revisioni et redactioni submittantur*. Quibus Episcopi concinunt ex Italia aliisque e regionibus complures.

Qui quidem omnes, si temporum, si institutorum civilium, si morum popularium habeatur ratio, sane æqua postulant et cum materna Ecclesiæ sanctæ caritate convenientia. Etenim in tam celeri ingeniorum cursu, nullus est scientiarum campus, in quo non litteræ licentius excurrant : inde pestilentissimorum librorum quotidiana colluvies. Quod vero gravius est, in tam grandi malo non modo connivent, sed magnam licentiam dant leges publicæ. Hinc ex una parte, suspensi religione animi plurimorum : ex altera, quidlibet legendi impunita copia.

Hisce igitur incommodis medendum rati, duo facienda duximus, ex quibus norma agendi in hoc genere certa et perspicua omnibus suppetat. Videlicet librorum improbatæ lectionis diligentissime recognosci Indicem; subinde, maturum cum fuerit, ita recognitum vulgari jussimus. Præ-

terea ad ipsas Regulas mentem adjecimus, easque decrevimus, incolumi earum natura, efficere aliquanto molliores, ita plane ut iis obtemperare, dummodo quis ingenio malo non sit, grave arduumque esse non possit. In quo non modo exempla sequimur decessorum Nostrorum, sed maternum Ecclesiæ studium imitamur : quæ quidem nihil tam expetit, quam se impertire benignam, sanandosque ex se natos ita semper curavit, curat, ut eorum infirmitati amanter studioseque parcat.

Itaque matura deliberatione, adhibitisque S. R. E. Cardinalibus e sacro Consilio libris notandis, edere *Decreta generalia* statuimus, quæ infra scripta, unaque cum hac Constitutione conjuncta sunt : quibus idem sacrum Consilium posthac utatur unice, quibusque catholici homines toto orbe religiose pareant. Ea vim legis habere sola volumus, abrogatis *Regulis* sacrosanctæ Tridentinæ synodi jussu editis, *Observationibus, Instructione, Decretis, Monitis*, et quovis alio decessorum Nostrorum hac de re statuto jussuque, una excepta Constitutione Benedicti XIV *Sollicita ac provida*, quam, sicut adhuc vignet, ita in posterum vigere integram volumus.

DECRETA GENERALIA

De prohibitione et censura librorum.

TITULUS I

DE PROHIBITIONE LIBRORUM

CAPUT I

DE PROHIBITIS APOSTATARUM, HÆRETICORUM, SCHISMATICORUM,
ALIORUMQUE SCRIPTORUM LIBRIS

1. Libri omnes, quos ante annum MDC aut Summi Pontifices, aut Concilia œcumenica damnarunt, et qui in novo

Indice non recensentur, eodem modo damnati habeantur, sicut olim damnati fuerunt : iis exceptis, qui per hæc Decreta Generalia permittuntur.

2. Libri apostatarum, hæreticorum, schismaticorum et quorumcumque scriptorum hæresim vel schisma propugnantes, aut ipsa religionis fundamenta utcumque evertentes, omnino prohibentur.

3. Item prohibentur acatholicorum libri, qui ex professo de religione tractant, nisi constet nihil in eis contra fidem catholicam contineri.

4. Libri eorundem auctorum, qui ex professo de religione non tractant, sed obiter tantum fidei veritates attingunt, jure ecclesiastico prohibiti non habeantur, donec speciali decreto proscripti haud fuerint.

CAPUT II

DE EDITIONIBUS TEXTUS ORIGINALIS ET VERSIONUM NON VULGARIUM SACRÆ SCRIPTURÆ

5. Editiones textus originalis et antiquarum versionum catholicarum Sacræ Scripturæ, etiam Ecclesiæ Orientalis, ab acatholicis quibuscumque publicatæ, etsi fideliter et integre editæ appareant, iis duntaxat, qui studiis theologicis vel biblicis dant operam, dummodo tamen non impugnentur in prolegomenis aut adnotationibus catholicæ fidei dogmata, permittuntur.

6. Eadem ratione, et sub iisdem conditionibus, permittuntur aliæ versiones Sacrorum Bibliorum sive latina, sive alia lingua non vulgari ab acatholicis editæ.

CAPUT III

DE VERSIONIBUS VERNACULIS SACRÆ SCRIPTURÆ

7. Cum experimento manifestum sit, si sacra Biblia vulgari lingua passim sine discrimine permittantur, plus inde,

ob hominum temeritatem, detrimenti, quam utilitatis oriri; versiones omnes in lingua vernacula, etiam a viris catholicis confectæ, omnino prohibentur, nisi fuerint ab Apostolica Sede approbatæ, aut editæ sub vigilantia Episcoporum cum adnotationibus desumptis ex sanctis Ecclesiæ Patribus, atque ex doctis catholicisque scriptoribus.

8. Interdicuntur versiones omnes Sacrorum Biblicorum, quavis vulgari lingua ab acatholicis quibuscumque confectæ, atque illæ præsertim, quæ per Societates Biblicas, a Romanis Pontificibus non semel damnatas, divulgantur, cum in iis saluberrimæ Ecclesiæ leges de divinis libris edendis funditus posthabeantur.

Hæ nihilominus versiones iis, qui studiis theologicis vel biblicis dant operam, permittuntur : iis servatis, quæ supra (n. 5) statuta sunt.

CAPUT IV

DE LIBRIS OBSCENIS

9. Libri, qui res lascivas seu obscenas ex professo tractant, narrant, aut docent, cum non solum fidei, sed et morum, qui hujusmodi librorum lectione facile corrumpi solent, ratio habenda sit, omnino prohibentur.

10. Libri auctorum sive antiquorum, sive recentiorum, quos classicos vocant, si hac ipsa turpitudinis labe infecti sunt, propter sermonis elegantiam et proprietatem, iis tantum permittuntur, quos officii aut magisterii ratio excusat : nulla tamen ratione pueris vel adolescentibus, nisi solerti cura expurgati, tradendi aut prælegendi erunt.

CAPUT V

DE QUIBUSDAM SPECIALIS ARGUMENTI LIBRIS

11. Damnantur libri, in quibus Deo, aut beatæ Virgini Mariæ, vel Sanctis, aut Catholicæ Ecclesiæ ejusque cultui,

vel Sacramentis, aut Apostolicæ Sedi detrahitur. Eidem reprobationis iudicio subjacent ea opera, in quibus inspirationis Sacræ Scripturæ conceptus pervertitur, aut ejus extensio nimis coarctatur. Prohibentur quoque libri, qui data opera Ecclesiasticam Hierarchiam, aut statum clericalem vel religiosum probis afficiunt.

12. Nefas esto libros edere, legere aut retinere in quibus sortilegia, divinatio, magia, evocatio spirituum, aliæque hujus generis superstitiones docentur, vel commendantur.

13. Libri aut scripta, quæ narrant novas apparitiones, revelationes, visiones, prophetias, miracula, vel quæ novas inducunt devotiones, etiam sub prætextu quod sint privatae, si publicentur absque legitima Superiorum Ecclesiæ licentia, proscribuntur.

14. Prohibentur pariter libri, qui duellum, suicidium, vel divortium licita statuunt, qui de sectis massonicis, vel aliis ejusdem generis societatibus agunt, easque utiles et non perniciosas Ecclesiæ et civili societati esse contendunt et qui errores ab Apostolica Sede proscriptos tuerentur.

CAPUT VI

DE SACRIS IMAGINIBUS ET INDULGENTIIS

15. Imagines quomodocumque impressæ Domini Nostri Jesu Christi, beatæ Mariæ Virginis, Angelorum atque Sanctorum, vel aliorum Servorum Dei ab Ecclesiæ sensu et decretis diffformes, omnino vetantur. Novæ vero, sive preces habeant adnexas, sive absque illis edantur, sine ecclesiasticæ potestatis licentia non publicentur.

16. Universis interdicitur indulgentias apocryphas, et a Sancta Sede Apostolica proscriptas vel revocatas quomodocumque divulgare. Quæ divulgata jam fuerint, de manibus fidelium auferantur.

17. Indulgentiarum libri omnes, summaria, libelli, folia, etc., in quibus earum concessionem continentur, non publicentur absque competentis auctoritatis licentia.

CAPUT VII

DE LIBRIS LITURGICIS ET PRECATORIIS

18. In authenticis editionibus Missalis, Breviarii, Ritualis, Cæremonialis Episcoporum, Pontificalis Romani, aliorumque librorum liturgicorum a Sancta Sede Apostolica approbatorum, nemo quidquam immutare præsumat : si secus factum fuerit, hæ novæ editiones prohibeantur.

19. Litanie omnes, præter antiquissimas et communes, quæ in Breviariis, Missalibus, Pontificalibus ac Ritualibus continentur, et præter Litanias de beata Virgine, quæ in sacra Æde Lauretana decantari solent, et Litanias sanctissimi Nominis Jesu jam a Sancta Sede approbatas, non edantur sine revisione et approbatione Ordinarii.

20. Libros, aut libellos precum, devotionis, vel doctrinæ institutionisque religiosæ, moralis, asceticæ, mysticæ, aliosque hujusmodi, quamvis ad fovendam populi christiani pietatem conducere videantur, nemo præter legitimæ auctoritatis licentiam publicet : secus prohibiti habeantur.

CAPUT VIII

DE DIARIIS, FOLIIS ET LIBELLIS PERIODICIS

21. Diaria, folia et libelli periodici, qui religionem aut bonos mores data opera impetunt, non solum naturali, sed etiam ecclesiastico jure proscripti habeantur.

Curent autem Ordinarii, ubi opus sit, de hujusmodi lectionis periculo et damno fideles opportune monere.

22. Nemo e catholicis, præsertim e viris ecclesiasticis, in

hujusmodi diariis, vel foliis, vel libellis periodicis, quidquam, nisi suadente justa et rationabili causa, publicet.

CAPUT IX

DE FACULTATE LEGENDI ET RETINENDI LIBROS PROHIBITOS

23. Libros sive specialibus, sive hisce generalibus Decretis proscriptos, ii tantum legere et retinere poterunt, qui a Sede Apostolica, aut ab illis quibus suas delegavit, opportunas fuerint consecuti facultates.

24. Concedendis licentiis legendi et retinendi libros quoscunque prohibitos Romani Pontifices et Sacram Indicis Congregationem præposuere. Eadem nihilominus potestate gaudent, tum Suprema Sancti Officii Congregatio, tum Sacra Congregatio de Propaganda Fide pro regionibus suo regimini subjectis. Pro Urbetantum, hæc facultas competit etiam Sacri Palatii Apostolici Magistro.

25. Episcopi alique Prælati jurisdictione quasi episcopali pollentes, pro singularibus libris, atque in casibus tantum urgentibus, licentiam concedere valeant. Quod si iidem generalem a Sede Apostolica impetraverint facultatem, ut fidelibus libros proscriptos legendi retinendique licentiam imperiri valeant, eam nonnisi cum delectu et ex justa et rationabili causa concedant.

26. Omnes qui facultatem Apostolicam consecuti sunt legendi et retinendi libros prohibitos, nequeunt ideo legere et retinere libros quoslibet, aut ephemerides ab Ordinariis locorum proscriptas, nisi eis in Apostolico Indulto expressa facta fuerit potestas legendi et retinendi libros a quibuscunque damnatos. Meminerint insuper qui licentiam legendi libros prohibitos obtinuerunt, gravi se præcepto teneri hujusmodi libros ita custodire, ut ad aliorum manus non perveniant.

CAPUT X

DE DENUNCIATIONE PRAVORUM LIBRORUM

27. Quamvis catholicorum omnium sit, maxime eorum, qui doctrina prævalent, perniciosos libros Episcopis, aut Apostolicæ Sedi denunciare; id tamen speciali titulo pertinet ad Nuntios, Delegatos Apostolicos, locorum Ordinarios, atque Rectores Universitatum doctrinæ laude florentium.

28. Expedit ut in pravorum librorum denunciatione non solum libri titulus indicetur, sed etiam, quoad fieri potest, causæ exponantur ob quas liber censura dignus existimatur. Iis autem ad quos denunciatio defertur, sanctum erit, denunciantium nomina secreta servare.

29. Ordinarii, etiam tanquam Delegati Sedis Apostolicæ, libros, aliaque scripta noxia in sua Diœcesi edita vel diffusa proscribere, et e manibus fidelium auferre studeant. Ad Apostolicum iudicium ea deferant opera vel scripta, quæ subtilius examen exigunt, vel in quibus ad salutarem effectum consequendum, supremæ auctoritatis sententia requiri videatur.

TITULUS II

DE CENSURA LIBRORUM

CAPUT I

DE PRÆLATIS LIBRORUM CENSURÆ PRÆPOSITIS

30. Penes quos potestas sit sacrorum Bibliorum editiones et versiones adprobare vel permittere ex iis liquet, quæ supra (n. 7) statuta sunt.

31. Libros ab Apostolica Sede proscriptos nemo audeat iterum in lucem edere : quod si ex gravi et rationabili causa, singularis aliqua exceptio hac in re admittenda videatur, id nunquam fiet, nisi obtenta prius Sacrae Indicis Congregationis licentia, servatisque conditionibus ab ea praescriptis.

32. Quoad causas Beatificationum et Canonizationum Servorum Dei utcumque pertinent, absque beneplacito Congregationis Sacris Ritibus tuendis praepositae publicari nequeunt.

33. Idem dicendum de Collectionibus Decretorum singularum Romanarum Congregationum : hae nimirum Collectiones edi nequeant, nisi obtenta prius licentia, et servatis conditionibus a moderatoribus uniuscujusque Congregationis praescriptis.

34. Vicarii et Missionarii Apostolici Decreta Sacrae Congregationis Propagandae Fidei praepositae de libris edendis fideliter servant.

35. Approbatio librorum, quorum censura, praesentium Decretorum vi, Apostolicae Sedi vel Romanis Congregationibus non reservatur, pertinet ad Ordinarium loci in quo publici juris fiunt.

36. Regulares, praeter Episcopi licentiam, meminerint teneri se, sacri Concilii Tridentini decreto, operis in lucem edendi facultatem a Praelato, cui subjacent, obtinere. Utraque autem concessio in principio vel in fine operis imprimatur.

37. Si auctor Romae degens librum non in Urbe, sed alibi imprimere velit, praeter approbationem Cardinalis Urbis Vicarii et Magistri Sacri Palatii Apostolici, alia non requiritur.

CAPUT II

DE CENSORUM OFFICIO IN PRÆVIO LIBRORUM EXAMINE

38. Curent Episcopi, quorum muneris est facultatem libros imprimendi concedere, ut eis examinandis spectatæ pietatis et doctrinæ viros adhibeant, de quorum fide et integritate sibi polliceri queant, nihil eos gratiæ duros, nihil odio, sed omni humano affectu posthabito, Dei dumtaxat gloriam spectaturos et fidelis populi utilitatem.

39. De variis opinionibus atque sententiis (juxta Benedicti XIV præceptum) animo a præjudiciis omnibus vacuo, judicandum sibi esse censores sciant. Itaque nationis, familiæ, scholæ, instituti affectum excutiant, studia partium seponant, Ecclesiæ sanctæ dogmata, et communem Catholicorum doctrinam, quæ Conciliorum generalium decretis, Romanorum Pontificum Constitutionibus, atque Doctorum consensu continentur, unice præ oculis habeant.

40. Absoluto examine, si nihil publicationi libri obstare videbitur, Ordinarius, in scriptis et omnino gratis, illius publicandi licentiam, in principio vel in fine operis imprimendam, auctori concedat.

CAPUT III

DE LIBRIS PRÆVIE CENSURÆ SUBJICIENDIS

41. Omnes fideles tenentur præviæ censuræ ecclesiasticæ eos saltem subjicere libros, qui divinas Scripturas, sacram Theologiam, Historiam ecclesiasticam, Jus Canonicum, Theologiam naturalem, Ethicen, aliasve hujusmodi religiosas aut morales disciplinas respiciunt, ac generaliter scripta omnia, in quibus religionis et morum honestatis specialiter intersit.

42. Viri e clero seculari ne libros quidem, qui de artibus

scientiisque mere naturalibus tractant, inconsultis suis Ordinariis publicent, ut obsequentis animi erga illos exemplum præbeant.

Iidem prohibentur quominus, absque prævia Ordinariorum venia, diaria vel folia periodica moderanda suscipiant.

CAPUT IV

DE TYPOGRAPHIS ET EDITORIBUS LIBRORUM

43. Nullus liber censuræ ecclesiasticæ subjectus excudatur, nisi in principio nomen et cognomen tum auctoris, tum editoris præferat, locum insuper et annum impressionis atque editionis. Quod si aliquo in casu, justas ob causas, nomen auctoris tacendum videatur, id permittendi penes Ordinarium potestas sit.

44. Noverint typographi et editores librorum novas ejusdem operis approbati editiones, novam approbationem exigere, hanc insuper textui originali tributam, ejus in aliud idioma versioni non suffragari.

45. Libri ab Apostolica Sede damnati, ubique gentium prohibiti censeantur, et in quodcumque vertantur idioma.

46. Quicumque librorum venditores, præcipue qui catholico nomine gloriantur, libros de obscenis ex professo tractantes neque vendant, neque commodent, neque retineant : ceteros prohibitos venales non habeant, nisi a Sacra Indicis Congregatione veniam per Ordinarium impetraverint, nec cuiquam vendant, nisi prudenter existimare possint ab emptore legitime peti.

CAPUT V

DE POENIS IN DECRETORUM GENERALIUM TRANSGRESSORES STATUTIS

47. Omnes et singuli scienter legentes, sine auctoritate Sedis Apostolicæ, libros apostatarum et hæreticorum hæresim

propugnantes, necnon libros cujusvis auctoris per Apostolicas Litteras nominatim prohibitos, eosdemque libros retinentes, imprimentes et quomodolibet defendentes, excommunicationem ipso facto incurrunt, Romano Pontifici speciali modo reservatam.

48. Qui sine Ordinarii approbatione Sacrarum Scripturarum libros, vel earundem adnotationes vel commentarios imprimunt, aut imprimi faciunt, incidunt ipso facto in excommunicationem nemini reservatam.

49. Qui vero cetera transgressi fuerint, quæ his Decretis Generalibus præcipiuntur, pro diversa reatus gravitate serio ab Episcopo moneantur; et, si opportunum videbitur, canonicis etiam poenis coerceantur.

Præsentes vero litteras et quæcumque in ipsis habentur nullo unquam tempore de subreptionis aut obreptionis sive intentionis Nostræ vitio aliove quovis defectu notari vel impugnari posse; sed semper validas et in suo robore fore et esse, atque ab omnibus cujusvis gradus et præeminentiae inviolabiliter in iudicio et extra observari debere, decernimus: irritum quoque et inane si secus super his a quoquam, quavis auctoritate vel prætextu, scienter vel ignoranter contigerit attentari declarantes, contrariis non obstantibus quibuscumque.

Volumus autem ut harum litterarum exemplis, etiam impressis, manu tamen Notarii subscriptis et per constitutum in ecclesiastica dignitate virum sigillo munitis, eadem habeatur fides quæ Nostræ voluntatis significationi his præsentibus ostensis habeatur.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam Nostræ constitutionis, ordinationis, limitationis, derogationis, voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. — Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis
Dominicæ millesimo octingentesimo nonagesimo septimo, VIII,
Kal. Februarias, Pontificatus Nostri decimo nono.

A. CARD. MACCHI.

A. PANICI Subdatarius.

VISA

DE CURIA I. DE AQUILA E VICECOMITIBUS.

Loco + Plumbi.

Reg. in Secret. Brevium.

I. CUGNONIUS.

*Nous croyons utile de reproduire la traduction fran-
çaise de la constitution que l'on vient de lire. Nous
l'avons prise dans les journaux et les revues ecclésias-
tiques.*

CONSTITUTION APOSTOLIQUE
DE
NOTRE TRÈS SAINT-PÈRE LÉON XIII

PAPE PAR LA DIVINE PROVIDENCE

Sur l'interdiction et la censure des livres.

LÉON, ÉVÊQUE, SERVITEUR DES SERVITEURS DE DIEU

Ad perpetuam rei memoriam.

Parmi les devoirs et les charges dont Nous devons Nous acquitter avec beaucoup de soin et de scrupule, Nous qui occupons le faite de la hiérarchie apostolique, Notre obligation principale, celle qui résume les autres, consiste à veiller assidûment et à faire tous Nos efforts pour que la foi et les mœurs ne subissent aucun dommage. Si cette tâche fut jamais nécessaire, elle l'est surtout à une époque où les esprits sont en proie à une licence effrénée et où presque toutes les doctrines, dont le Sauveur, Jésus-Christ, a confié la garde à son Église pour le salut du genre humain, sont quotidiennement attaquées et mises en péril.

Dans cette lutte les ennemis de la foi possèdent des ruses variées, d'innombrables armes, mais parmi celles-ci l'une des plus dangereuses est l'intempérance d'écrire qui sévit actuellement, et la diffusion, parmi la foule, des mauvais ouvrages. On ne peut en effet rien imaginer de plus funeste, de plus propre à corrompre les âmes par le mépris de la

religion et par l'exposé des attrait nombreux et trompeurs du péché.

Aussi, craignant un si grand mal, et remplissant son devoir de gardienne et protectrice de la foi et des mœurs, l'Église a très justement compris qu'il fallait opposer des remèdes à un tel fléau : elle s'est toujours appliquée, autant qu'il était en elle, à détourner les hommes de la lecture des mauvais livres, qui est un terrible poison. Les premiers temps du christianisme furent témoins du zèle que déploya sur ce point le bienheureux Paul, et les siècles qui suivirent purent connaître la vigilance des Pères, les décisions des Évêques, les décrets des Conciles tendant au même but.

Mais surtout de nombreux documents écrits prouvent le soin et l'ardeur que déployèrent les Pontifes Romains pour que les ouvrages des hérétiques ne se répandissent pas, au grand détriment du public. L'histoire ancienne de l'Église est pleine d'exemples de cette vigilance. Anastase I^{er} condamna par un édit rigoureux les livres pernicieux d'Origène, Innocent I^{er} ceux de Pélagie, et Léon le Grand tous ceux des Manichéens. On connaît aussi les lettres *décrétales* que Gélase publia opportunément sur les livres qu'il fallait recevoir et ceux qu'il ne fallait pas recevoir. De même, dans le cours des siècles, des sentences du Siège Apostolique frappèrent les livres funestes des Monothélites, d'Abélard, de Marsile de Padoue, de Wicleff et de Jean Huss.

Au xv^e siècle, à la suite de la découverte de l'imprimerie, on dut non seulement s'occuper des mauvais écrits qui avaient déjà paru, mais encore prendre des mesures pour qu'aucun ouvrage de ce genre ne fût publié postérieurement. Cette prévoyance était nécessitée alors non par des motifs sans importance, mais par le besoin absolu de protéger l'honnêteté publique et d'assurer le salut de la société. En effet, un art excellent en soi, fécond en grands avantages, propre à répandre le christianisme parmi les nations, avait

été très vite transformé par un trop grand nombre d'hommes en un puissant instrument de ruines. Les effets funestes des mauvais écrits étaient aggravés et précipités par la rapidité de la diffusion. C'est donc avec beaucoup de sagesse que Alexandre VI et Léon X, Nos prédécesseurs, établirent des lois précises et très appropriées au temps et aux mœurs, pour maintenir dans le devoir les libraires.

Bientôt s'éleva une très redoutable tempête et il fallut s'opposer avec une vigilance et une énergie croissantes à la contagion des hérésies. C'est pourquoi ce même Léon X, puis Clément VII, établirent sous les peines les plus graves qu'il était interdit à quiconque de lire ou de conserver les livres de Luther. Mais comme, par suite du malheur des temps, le flot impur des mauvais livres avait grossi outre mesure et s'était étendu dans tous les pays, il sembla qu'une répression plus vaste et plus efficace était nécessaire. C'est ce remède qu'appliqua le premier avec beaucoup d'opportunité Notre prédécesseur Paul IV, à savoir la publication du catalogue des livres dont les fidèles ne doivent pas faire usage.

Peu de temps après, les Pères du Concile de Trente prirent soin d'opposer une nouvelle digue à la licence croissante des écrits et des lectures. Par leur ordre des préposés spéciaux et des théologiens furent choisis qui non seulement prirent soin d'augmenter et de mettre à jour l'Index que Paul IV avait publié, mais aussi qui établirent les règles à suivre dans l'édition, la lecture et l'emploi des livres : Pie IV revêtit ces règles de la force de son autorité Apostolique.

Mais le souci de l'intérêt public qui avait inspiré au début les règles du Concile de Trente commanda aussi d'y apporter quelques modifications dans le cours des siècles. Aussi les Pontifes Romains, notamment Clément VIII, Alexandre VII, Benoît XIV, connaissant les besoins de leur époque et obéissant aux lois de la prudence, prirent plusieurs décisions de

nature à expliquer ces règles ou à les approprier aux circonstances.

Tous ces faits prouvent bien que les soins des Pontifes Romains ont toujours été appliqués à cet objet : éloigner de la société les opinions erronées et la corruption des mœurs, honte et ruine des États, que les mauvais livres engendrent et répandent. Le résultat ne trompa pas leurs efforts tant que la loi éternelle présida aux ordres et aux interdictions de ceux qui gouvernaient les États, et tant que ceux-ci agirent d'un commun accord avec les autorités sacrées.

Ce qui arriva ensuite, nul ne l'ignore. Les hommes et les circonstances ayant changé, l'Église, avec sa prudence accoutumée, fit ce qui, après l'examen des besoins de l'époque, lui parut le plus utile et le plus avantageux pour les hommes. Plusieurs des prescriptions de l'Index, qui semblaient avoir perdu de leur opportunité primitive, furent rapportées par décret ou bien l'Église les laissa avec bienveillance et sagesse tomber en désuétude. Plus récemment, par des lettres adressées aux Archevêques et Evêques, en vertu de son autorité Apostolique, Pie IX adoucit sur de nombreux points les règles de Léon X.

En outre, alors que le Concile du Vatican était proche, il donna mission à des hommes doctes, et choisis spécialement pour cet office, d'examiner et d'apprécier toutes les règles de l'Index et de juger ce qu'il en fallait faire. Ils jugèrent d'un commun accord qu'elles devaient être modifiées. La plupart des Pères déclaraient ouvertement qu'ils étaient du même avis, qu'ils faisaient la même demande au Concile. Il existe à ce sujet une lettre des Evêques de France dont le sens est qu'il faut sans hésiter faire en sorte que ces règles et tout ce qui concerne l'Index soient établis d'une façon entièrement nouvelle, mieux adaptée à notre siècle, et rendue plus facile à observer. Ce fut aussi à cette époque l'avis des Evêques d'Allemagne qui demandaient nettement que « les règles de

l'Index fussent soumises à une révision et à une rédaction nouvelle. » De nombreux Évêques d'Italie et d'autres pays leur faisaient écho.

Tous ces Évêques, si l'on tient compte de l'époque, des institutions civiles et des mœurs des peuples, font là une demande légitime et tout à fait conforme à la maternelle charité de la sainte Église. En effet, au milieu de la marche si rapide des esprits, il n'est aucun point du vaste champ des sciences où les écrivains ne fassent de libres incursions, et de là vient le flot quotidien des livres les plus funestes. Ce qui est grave, c'est que les lois publiques non seulement absolvent un si grand mal, mais encore lui laissent une large liberté. Il en résulte que d'une part beaucoup d'esprits se sont détachés de la religion, que d'autre part on peut impunément lire tout ce qu'on veut.

Afin de remédier à ces maux, Nous avons pensé qu'il fallait prendre deux mesures propres à donner à tous une règle d'action fixe et claire sur ce point. Nous avons ordonné d'abord que l'Index des livres fût revu avec beaucoup de soin; ensuite qu'après cet examen ledit Index fût publié. Ensuite, nous avons donné à ces règles mêmes un nouveau caractère et Nous avons résolu, tout en respectant leur nature, de les rendre un peu plus douces, de façon que s'y conformer ne puisse être difficile ni pénible pourvu que l'on n'ait pas de mauvaises dispositions. En cela non seulement Nous suivons les exemples de Nos prédécesseurs, mais encore Nous imitons la maternelle sollicitude de l'Église : celle-ci en effet ne désire rien tant que de se montrer bienveillante, et elle a toujours eu, elle a toujours à cœur de prendre soin avec affection et avec zèle de la faiblesse de ses fils souffrants.

Aussi, après un mûr examen, et après avoir pris conseil des Cardinaux de la Sacrée Congrégation de l'Index, Nous avons résolu de publier des décrets généraux qui sont reproduits ci-dessous et joints à cette constitution : décrets que

dans la suite cette Sacrée Congrégation appliquera uniquement, et auxquels les catholiques de tout l'univers devront se conformer. Nous voulons que seuls ils aient force de loi, les règles du saint Concile de Trente étant abrogées, ainsi que les observations, instructions, décrets, avertissements, et toutes les décisions prises sur ce point par Nos prédécesseurs, à l'exception de la seule Constitution de Benoît XIV, *Sollicita et provida*, que Nous voulons voir intégralement appliquée dans l'avenir, comme elle l'a été jusqu'à présent.

DÉCRETS GÉNÉRAUX

Sur la prohibition et la censure des livres

TITRE I

DE L'INTERDICTION DES LIVRES

CHAPITRE I

DE L'INTERDICTION DES LIVRES DES APOSTATS, DES HÉRÉTIQUES, SCHISMATIQUES, ET D'AUTRES ÉCRIVAINS

1. Tous les livres qu'avant l'année 1600 les Souverains Pontifes ou les Conciles œcuméniques ont condamnés et qui ne sont pas désignés dans le nouvel Index, devront être regardés comme condamnés de la même façon que jadis, à l'exception de ceux qui sont autorisés par ces Décrets généraux.

2. Les livres des apostats, des hérétiques, des schismatiques et de quelque écrivain que ce soit, s'ils propagent l'hérésie ou le schisme, ou s'ils ébranlent de quelque façon les fondements de la religion, sont rigoureusement prohibés.

3. De même sont interdits les ouvrages des auteurs non

catholiques qui traitent de la religion *ex professo*, à moins qu'il ne s'y trouve rien contre la foi catholique.

4. Les livres des mêmes auteurs, qui ne traitent pas *ex professo* de la religion, mais qui touchent seulement en passant les vérités de la foi, ne seront pas regardés comme défendus *jure ecclesiastico*, tant qu'ils n'auront pas été interdits par un décret spécial.

CHAPITRE II

DES ÉDITIONS DU TEXTE ORIGINAL ET DES VERSIONS EN LANGUE NON VULGAIRE DE LA SAINTE ÉCRITURE

5. L'usage des éditions du texte original et des versions anciennes catholiques de la Sainte Écriture, même celles de l'Église Orientale, publiées par des écrivains non catholiques, quels qu'ils soient, quoiqu'elles paraissent fidèles et intègres, est permis à ceux seulement qui s'occupent d'études théologiques ou bibliques, pourvu cependant qu'elles n'attaquent ni dans les préfaces, ni dans les notes, les dogmes de la foi catholique.

6. De la même manière et sous les mêmes conditions sont autorisées les autres versions de la Sainte Bible éditées par des écrivains non catholiques et publiées, soit en latin, soit dans une autre langue non vulgaire.

CHAPITRE III

DES VERSIONS INDIGÈNES DE LA SAINTE ÉCRITURE

7. Comme il est manifeste que si les Bibles en langue vulgaire sont autorisées sans discernement, il en résulte, à cause de l'imprudence des hommes, plus d'inconvénients que d'avantages, toutes les versions en langue indigène, même celles qui sont publiées par des catholiques, sont absolument prohibées, si elles n'ont pas été approuvées par le

Siège Apostolique, ou éditées sous la surveillance des Évêques avec des annotations tirées des Pères de l'Église et d'écrivains doctes et catholiques.

8. Sont interdites encore toutes les versions des Saints Livres, composées par des écrivains non catholiques, quels qu'ils soient, en toute langue vulgaire — et notamment celles qui sont publiées par les Sociétés Bibliques que plus d'une fois les Pontifes Romains condamnerent, car dans l'édition de ces livres, les lois salutaires de l'Église sur ce point ont été absolument négligées.

Néanmoins l'usage de ces versions est permis à ceux qui s'occupent d'études théologiques et bibliques, pourvu que soient observées les conditions qui ont été établies ci-dessus (n° 5).

CHAPITRE IV

DES LIVRES OBSCÈNES

9. Les livres qui traitent *ex professo* de sujets lascifs ou obscènes, qui contiennent des récits ou des enseignements de cette sorte, sont absolument prohibés, car il faut tenir compte non seulement de la foi, mais encore des mœurs, qui d'ordinaire sont facilement corrompues par des livres de ce genre.

10. Les livres d'auteurs, soit anciens, soit modernes, que l'on appelle *classiques*, s'ils sont infestés de ce vice, sont permis à cause de l'élégance et de la propriété du style, à ceux qu'excusent les devoirs de leur charge ou de leur magistère : mais ils ne devront être, pour aucun motif, remis ou lus aux enfants ou aux jeunes gens, s'ils n'ont été expurgés avec un soin minutieux.

CHAPITRE V

DE CERTAINS LIVRES D'UN GENRE SPÉCIAL

11. Sont condamnés les livres qui contiennent des attaques envers Dieu, envers la Bienheureuse Vierge Marie, ou les Saints, ou l'Église catholique et son culte, ou les Sacrements, ou le Siège Apostolique. La même réprobation frappe les livres dans lesquels est dénaturée la notion de l'inspiration de la Sainte-Écriture, ou dans lesquels cette inspiration est trop limitée. Sont interdits aussi les ouvrages qui flétrissent intentionnellement la hiérarchie ecclésiastique, l'état clérical ou religieux.

12. Il est défendu de publier, de lire, ou de conserver les livres dans lesquels les sortilèges, la divination, la magie, l'évocation d'esprits, et autres superstitions de ce genre sont enseignés ou recommandés.

13. Les livres ou les écrits qui racontent de nouvelles apparitions, révélations, visions, prophéties, de nouveaux miracles, ou qui suggèrent de nouvelles dévotions, même sous le prétexte qu'elles sont privées, sont proscrits s'ils sont publiés sans l'autorisation des supérieurs ecclésiastiques.

14. Sont encore défendus les ouvrages qui établissent que le duel, le suicide ou le divorce sont licites, qui traitent des sectes maçonniques ou d'autres sociétés du même genre et prétendent qu'elles sont utiles et non funestes à l'Église et à la société, et qui soutiennent des erreurs condamnées par le Siège Apostolique.

CHAPITRE VI

DES IMAGES SACRÉES ET DES INDULGENCES

15. Sont absolument interdites les images de Notre-Seigneur Jésus-Christ, de la Bienheureuse Vierge Marie, des

Anges et des Saints, ou de tous autres serviteurs de Dieu, imprimées de quelque manière que ce soit, si elles s'écartent de l'esprit et des décrets de l'Église. Que les nouvelles images, avec ou sans prières y annexées, ne soient pas publiées sans la permission de l'autorité ecclésiastique.

16. Il est interdit à qui que ce soit de répandre, de quelque manière que ce soit, des indulgences apocryphes, ou des indulgences supprimées ou révoquées par le Siège Apostolique. Si elles ont été déjà répandues, qu'on les enlève des mains des fidèles.

17. Qu'aucun livre, sommaire, opuscule, feuille, etc., contenant des concessions d'indulgences, ne soit publié sans la permission de l'autorité compétente.

CHAPITRE VII

DES LIVRES DE LITURGIE ET DES PRIÈRES

18. Que personne n'entreprenne de changer quoi que ce soit aux éditions authentiques du missel, du bréviaire, du rituel, du cérémonial des Évêques, du pontifical romain, et des autres livres liturgiques approuvés par le Siège Apostolique. Si l'on contrevient à cette règle, que ces nouvelles éditions soient prohibées.

19. Qu'aucunes litanies, sauf les plus antiques et les plus communes, insérées dans les bréviaires, missels, livres pontificaux et rituels, sauf également les litanies de la Bienheureuse Vierge, qui ont coutume d'être chantées dans la sainte église de Lorette, et celles du Saint Nom de Jésus déjà approuvées par le Saint-Siège — ne soient publiées sans la révision et l'approbation de l'Ordinaire.

20. Que nul ne publie, sans la permission de l'autorité légitime, des livres ou opuscules de prières, de dévotion ou de doctrine et d'enseignement religieux, moral, ascétique, mystique ou autres analogues, bien qu'ils paraissent pro-

pres à entretenir la piété du peuple chrétien ; sinon qu'ils soient prohibés.

CHAPITRE VIII

DES JOURNAUX, FEUILLES ET REVUES PÉRIODIQUES

21. Que les journaux, feuilles et revues qui atteignent à dessein la religion ou les bonnes mœurs, soient proscrits, non seulement en vertu du droit naturel, mais aussi en vertu du droit ecclésiastique.

Que les Ordinaires aient soin, lorsque besoin sera, d'avertir opportunément les fidèles du péril et des conséquences funestes de telles lectures.

22. Que nul parmi les catholiques, surtout parmi les ecclésiastiques, ne publie quoi que ce soit dans les journaux, feuilles ou revues périodiques de cette espèce, si ce n'est pour une cause juste et raisonnable.

CHAPITRE IX

DE LA FACULTÉ DE LIRE ET DE GARDER DES LIVRES PROHIBÉS

23. Ceux-là seuls ont le droit de lire et de garder les livres condamnés, soit par des décrets spéciaux, soit par des décrets généraux, qui en ont reçu régulièrement la permission, soit du Siège Apostolique, soit de ceux à qui Il a délégué son pouvoir.

24. Les Pontifes Romains ont attribué à la Sacrée Congrégation de l'Index le pouvoir de concéder la permission de lire et de garder tout livre prohibé. Jouissent également de cette faculté : la Suprême Congrégation du Saint-Office et la Sacrée Congrégation de la Propagation de la Foi pour les régions qui dépendent d'elle. Pour Rome seulement, ce droit appartient au maître du Sacré Palais Apostolique.

25. Que les Évêques et les Prélats jouissant d'une juridiction quasi épiscopale aient aussi le pouvoir d'accorder

ces permissions pour des livres déterminés et seulement dans des cas urgents. Si ces prélats ont obtenu du Siège Apostolique la faculté générale d'autoriser les fidèles à lire et à retenir les livres condamnés, qu'ils ne la concèdent qu'avec choix et pour des causes justes et raisonnables.

26. Tous ceux qui ont obtenu l'autorisation Apostolique de lire et de garder des livres prohibés ne peuvent pour cela lire et retenir n'importe quels livres ou publications périodiques condamnés par les Ordinaires des lieux, à moins que dans l'indult Apostolique ne soit mentionnée expressément la permission de lire et de retenir des livres condamnés par n'importe quelle autorité. En outre, ceux qui ont obtenu cette autorisation doivent se souvenir qu'ils sont tenus, sous un rigoureux précepte, de garder ces livres de telle sorte qu'ils ne parviennent pas aux mains d'autrui.

CHAPITRE X

DE LA DÉNONCIATION DES MAUVAIS LIVRES

27. Bien qu'il appartienne à tous les catholiques, surtout à ceux qui excellent dans la science, de dénoncer les mauvais livres aux Évêques ou au Siège Apostolique, c'est toutefois plus spécialement la fonction des Nonces, des Délégués Apostoliques, des Ordinaires des lieux, et des Recteurs d'Universités éminents par leur instruction.

28. Il est bon que, dans la dénonciation des mauvais livres, on indique non seulement le titre, mais encore, autant que possible, les causes pour lesquelles on juge que ces livres méritent la censure. Ceux à qui la dénonciation sera déférée devront, comme un devoir sacré, tenir secret le nom des dénonciateurs.

29. Que les Ordinaires, de même que les Délégués du Siège Apostolique, s'efforcent de proscrire les livres et autres écrits nuisibles, publiés ou répandus dans leurs diocèses, et

de les soustraire aux mains des fidèles. Qu'ils défèrent au jugement Apostolique ceux de ces ouvrages ou de ces écrits qui réclament un examen plus approfondi, ou ceux qui, pour que l'effet salutaire soit produit, paraissent avoir besoin d'être frappés par la sentence de l'autorité suprême.

TITRE II

DE LA CENSURE DES LIVRES

CHAPITRE I

DES PRÉLATS PRÉPOSÉS A LA CENSURE DES LIVRES

30. Ceux à qui appartient le droit d'approuver ou de permettre les éditions et versions des livres sacrés sont désignés clairement plus haut (n° 7).

31. Que personne n'ose publier de nouveau des livres condamnés par le Siège Apostolique. Que si, pour une cause grave et raisonnable, quelque exception extraordinaire paraissait devoir être admise à cette règle, qu'on ne se le permette jamais sans avoir obtenu auparavant la permission de la Sacrée Congrégation de l'Index, et en observant les conditions qu'elle aura prescrites.

32. Les écrits concernant, d'une façon quelconque, les causes de béatification et de canonisation des serviteurs de Dieu, ne peuvent être publiés sans autorisation préalable, et l'on doit suivre alors les règles prescrites par les présidents de chaque Congrégation.

33. Les vicaires et missionnaires Apostoliques doivent suivre fidèlement, au sujet de toute publication d'ouvrages, les décrets de la Sacrée Congrégation de la Propagande.

34. L'approbation des livres dont la censure n'est pas réservée, par les présents décrets, au Siège Apostolique ou aux Congrégations Romaines, appartient à l'Ordinaire du lieu où ces livres sont publiés.

35. Que les réguliers se souviennent que, outre l'autorisation de l'Évêque, ils sont tenus, en vertu d'un décret du sacré Concile de Trente, d'obtenir la permission de publier leurs livres du Supérieur dont ils dépendent. Ces deux permissions doivent être imprimées au commencement ou à la fin de l'ouvrage.

36. Si un écrivain habitant Rome fait imprimer un livre non à Rome, mais ailleurs, aucune autre permission n'est nécessaire que celle du Cardinal Vicaire de Rome et du Maître du Sacré Palais apostolique.

CHAPITRE II

DU DEVOIR DES CENSEURS DANS L'EXAMEN PRÉALABLE DES LIVRES

37. Les Évêques, à qui il appartient de concéder la faculté d'imprimer les livres, doivent avoir soin de proposer à leur examen des hommes d'une piété et d'une science reconnues, hommes de foi et d'intégrité, de façon à être sûrs qu'ils n'accorderont rien à la faveur ou à l'antipathie, mais qu'ils laisseront de côté toute considération humaine. Ces examinateurs devront ne regarder que la gloire de Dieu et l'utilité du peuple fidèle.

38. Que les censeurs sachent qu'ils doivent juger des diverses opinions et des divers avis (selon le précepte de Benoît XIV) avec un esprit absolument libre de préjugés. Ainsi donc, qu'ils se dépouillent de tout esprit de nation, de famille, d'école, d'institut, qu'ils écartent toute préférence de parti. Qu'ils aient uniquement devant les yeux les dogmes de la Sainte Église, et de la doctrine commune des catholiques, qui sont contenus dans les décrets des Conciles généraux, dans les constitutions des Pontifes Romains et dans le consentement des docteurs.

39. L'examen achevé, si rien ne paraît s'opposer à la publication du livre, l'Ordinaire devra concéder à l'auteur,

par écrit, et gratuitement, la permission de le publier, permission qui devra être imprimée au commencement ou à la fin de l'ouvrage.

CHAPITRE III

DES LIVRES QUI SONT SOUMIS A LA CENSURE PRÉALABLE

40. Tous les fidèles sont tenus de soumettre à la censure ecclésiastique préalable, au moins les livres qui traitent des divines Écritures, de la théologie sacrée, de l'histoire ecclésiastique, du droit canonique, de la théologie naturelle, de l'éthique, et d'autres matières religieuses ou morales du même genre ; et en général tous les écrits dans lesquels il est principalement question de la religion et de l'honnêteté des mœurs.

41. Les membres du clergé séculier ne doivent pas même publier des livres traitant d'arts et de sciences purement naturels, sans consulter leurs Ordinaires, afin de faire preuve envers eux d'un esprit docile.

Il leur est également interdit d'accepter, sans l'autorisation préalable des Ordinaires, la direction de journaux ou de publications périodiques.

CHAPITRE IV

DES IMPRIMEURS ET ÉDITEURS D'OUVRAGES

42. Qu'aucun livre soumis à la censure ecclésiastique ne soit imprimé, s'il ne porte en tête le nom ou surnom tant de l'auteur que de l'éditeur, et aussi le lieu et l'année de l'impression ou de l'édition. Que si, dans certains cas, pour de justes causes, il paraît bon de taire le nom de l'auteur, la chose ne pourra avoir lieu qu'avec la permission de l'Ordinaire.

43. Les imprimeurs et libraires devront savoir que toute nouvelle édition d'un ouvrage approuvé exige une approba-

tion nouvelle, et que l'autorisation accordée au texte original n'est pas valable pour les traductions en quelque autre langue.

44. Les livres condamnés par le Siège Apostolique seront considérés comme prohibés dans le monde entier et en quelque langue qu'ils soient traduits.

45. Que tous les libraires, surtout ceux qui se glorifient du nom de catholiques, s'abstiennent de vendre, de prêter ou de garder des livres traitant *ex professo* de choses obscènes. Quant aux autres livres interdits, ils ne doivent pas les vendre, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation de la Sacrée Congrégation de l'Index, et en ce cas ils ne doivent les vendre qu'à ceux qu'ils peuvent considérer raisonnablement comme ayant le droit de les acheter.

CHAPITRE V

DES PEINES PORTÉES CONTRE CEUX QUI TRANSGRESSENT LES DÉCRETS GÉNÉRAUX

46. Quiconque lit sciemment, sans l'autorisation du Siège Apostolique, des livres d'apostats ou d'hérétiques soutenant une hérésie, ainsi que des livres de n'importe quel auteur nominalelement condamnés par Lettres Apostoliques, quiconque garde ces livres, les imprime ou les défend d'une manière quelconque, encourt *ipso facto* l'excommunication réservée d'une manière spéciale au Pontife Romain.

47. Ceux qui, sans l'approbation de l'Ordinaire, impriment ou font imprimer, soit des livres d'Écriture Sainte, soit des annotations ou commentaires sur ces livres, encourent *ipso facto* l'excommunication non réservée.

48. Ceux qui auront transgressé les autres prescriptions contenues dans ces Décrets généraux, seront réprimandés sérieusement par leur Évêque en raison du degré variable de leur culpabilité; et, si la chose paraît convenable, ils seront frappés de peines canoniques.

Nous déclarons que les présentes lettres et ce qu'elles contiennent ne pourront en aucun temps être taxées ou accusées de subreption ou d'obreption, ou d'un défaut quelconque d'intention de Notre part ; mais qu'elles sont et seront toujours valides et dans toute leur force, et qu'elles devront être observées inviolablement *in judicio et extra*, par toute personne, de quelque dignité et prééminence qu'elle soit. Nous déclarons vain et sans force tout ce qui pourra être fait par qui que ce soit, pour y changer quelque chose, quels que soient l'autorité et le prétexte sur lesquels on s'appuie, sciemment et inconsciemment, et nonobstant toutes dispositions contraires.

Nous voulons que les exemplaires de ces lettres, même imprimés, mais signés de la main de Notre notaire et munis du sceau par un homme constitué en dignité ecclésiastique, fassent foi de Notre volonté comme feraient foi ces présentes lettres si on les montrait elles-mêmes.

Personne n'a donc le droit d'altérer cette constitution en ce qu'elle dispose, limite, déroge et commande, ou de la contredire témérairement. Si quelqu'un tente de le faire, qu'il encoure l'indignation du Dieu Tout-Puissant et des bienheureux Apôtres Pierre et Paul.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, l'année de l'Incarnation du Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, le huitième jour des calendes de février, de Notre Pontificat la dix-neuvième.

A. Card. MACCHI.

A. PANCI, *Subdatarius*.

VISA

DE CURIA I. DE AQUILA E VICECOMITIBUS.

Loco + Plumbi.

Reg. in Secret. Brevium.

I. CUGNONIUS.

BENEDICTI PAPÆ XIV CONSTITUTIO

Qua methodus præscribitur in examine
et proscriptione librorum servanda.

BENEDICTUS EPISCOPUS, SERVUS SERVORUM DEI

Ad perpetuam rei memoriam.

Sollicita ac provida Romanorum Pontificum prædecessorum nostrorum vigilantia in eam semper curam incubuit, ut christifideles ab eorum librorum lectione averteret, ex quibus incauti ac simplices detrimenti quidpiam capere possent, imbuique opinionibus ac doctrinis, quæ vel morum integritati, vel catholicæ religionis dogmatibus, adversantur. Nam, ut vetustissimum mittamus sancti Gelasii I decretum, quæque jampridem a Gregorio IX aliisque Pontificibus ac de re statuta fuerunt; ignorare neminem arbitramur, quæ fuerint a prædecessoribus nostris Pio IV, sancto Pio V, et Clemente VIII, diligentissime præstita, ut saluberrimum opus a sacrosanctæ Tridentinæ synodi patribus susceptum, mature discussum, ac pene ad exitum perductum, de vetitæ lectionis librorum Indice conficiendo, atque vulgando, non absolverent solum, atque perficerent, sed sapientissimis etiam decretis ac regulis communirent. Quod quidem negotium Apostolica Sedes continenter urget, ac promovet; ad id deputatis duabus sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium Congregationibus, quibus onus inquirendi in pravos noxiosque libros impositum est, cognoscendique, quibus emenda-

tio, et quibus proscriptio debeatur. Id muneris Congregationi quidem Romanæ universalis Inquisitionis a Paulo IV commissum perhibent, idque adhuc ab ea exerceri pergit, ubi de libris ad certa rerum genera pertinentibus judicandum occurrit. Certum est autem, sanctum Pium V, primum fuisse Congregationis Indicis institutorem, quam subsequentes deinde Pontifices Gregorius XIII, Sixtus V et Clemens VIII, confirmarunt variisque privilegiis et facultatibus auxerunt : ejusque proprium ac fere unicum officium est in examen libros vocare, de quorum proscriptione, emendatione, vel permissione capienda est deliberatio.

§ 1. — Qua maturitate, consilio ac prudentia in Congregatione universalis Inquisitionis de proscribendis, vel dimittendis libris deliberetur cum neminem latere putamus, tum Nos ipsi plane perspectum, ac diuturna experientia compertum habemus ; nam in minoribus constituti, de libris nonnullis in ea censuram tulimus, et consultoris ejusdem Congregationis munere diu perfuncti sumus ; postremo inter Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales cooptati, Inquisitoris generalis locum in ea obtinuimus ; ac demum ad Apostolicam Sedem, meritis licet imparibus, eVecti, non modo censorum animadversiones in libros nonnullos aliquando legere, ac ponderare, sed etiam in Congregationibus, quæ singulis feriis quintis coram Nobis habentur, Cardinalium sententias, atque suffragia, antequam de iisdem libris quid decernatur, audire, et excipere consuevimus. Haud minoris diligentiae testimonium ferre possumus, adeoque debemus, pro altera Congregatione Indicis, cui generaliter incumbit, ut supra diximus, de quorumvis librorum proscriptione decernere. Dum enim in minoribus versaremur, cum primi, tum secundi censoris, seu relatoris officium in ea Congregatione non semel obivimus ; ex quo autem Supremum Pontificatum gerimus, nullius libri proscriptionem ratam habuimus, nisi audito Congregationis secretario, qui libri materiam, revisorum censuras,

Cardinalium judicia, et suffragia accurate nobis exponeret.

§ 2. — Sed quoniam compertum est nobis, atque exploratum multas librorum proscriptiones, præsertim quorum auctores catholici sunt, publicis aliquando injustisque querelis in reprehensionem adduci, tamquam si temere, ac perfunctorie in tribunalibus nostris ea res ageretur; operæ pretium duximus, ac nostra perpetuo valitura Constitutione, certas firmasque regulas proponere, juxta quas deinceps librorum examen judiciumque peragatur; tametsi plane affirmari possit, idipsum jampridem, vel eadem prorsus ratione, vel alia æquipollenti, constanter actum fuisse.

§ 3. — Porro Romanæ universalis Inquisitionis Congregatio ex pluribus constat sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus a summo Pontifice delectis, quorum alii sacræ theologiæ, alii canonici juris doctrina, alii ecclesiasticarum rerum peritia, munerumque Romanæ Curiae exercitatione, prudentiæ demum, ac probitatis laude, conspicui habentur. His adjungitur unus ex Romanæ Curiae præsulibus, quem Assessorem vocant; unus etiam ex Ordine Prædicatorum sacræ theologiæ magister, quem Commissarium appellant; certus præterea consultorum numerus, qui ex utroque clero sæculari ac regulari assumuntur; alii demum præstantes doctrina viri qui a Congregatione jussi, de libris censuram instaurant, iisque qualificatorum nomen tributum est. De variis in præfata Congregatione, iisque gravissimis rebus agitur, in primis autem de causis fidei, ac de personis violatæ religionis reis. At quum librum aliquem ad eam, tamquam proscriptione dignum, deferri contigerit; nisi ad Indicis Congregationem, ut fieri plerumque solet, judicandum remittat, sed pro rerum temporumque ratione, sibi de illo cognoscendum esse arbitretur; Nos, inhærentes decreto lato ab eadem Congregatione feria quarta kalendis Julii anni millesimi septingentesimi quinquagesimi, atque a Nobis confirmato

feria quinta insequente, hac ratione, et methodo iudicium institui mandamus.

§ 4. — Primo nimirum uni ex qualificadoribus, aut consultoribus a Congregatione designando, liber tradatur, quem is attento animo legat, ac diligenter expendat ; tum censuram suam scripto consignet, locis indicatis, et paginis, in quibus notati errores continentur. Mox liber cum animadversionibus revisoris ad singulos consultores mittatur, qui in congregatione pro more habenda singulis feriis secundis in ædibus sancti Officii, de libro et censura sententiam dicant : ipsa deinde censura, cum libro, et consultorum suffragiis, ad Cardinales transmittantur, ut hi in congregatione, quæ feria quarta haberi solet in Fratrum Prædicatorum cœnobio sanctæ Mariæ supra Minervam nuncupato, de tota re definitive pronunciet. Postea ab assessore sancti Officii acta omnia ad Pontificem referantur, cujus arbitrio iudicium omne absolvetur.

§ 5. — Cum autem sit veteri institutione receptum, ut auctoris catholici liber non unius tantum relatoris perspecta censura illico proscribatur : ad normam præfati decreti mensis Julii anni millesimi septingentesimi quinquagesimi, volumus eam consuetudinem omnino servari ; ita ut si primus censor librum proscribendum esse judicet, quamvis consultores in eandem sententiam conveniant, nihilominus, alteri revisori ab eadem Congregatione electo liber et censura tradantur, suppresso primi censoris nomine, quo alter iudicium suum liberius exponat. Si autem secundus revisor primo assentiatur, tunc utriusque animadversiones ad Cardinales mittantur, ut iis expensis de libro decernant ; at si secundus a primo dissentiat, ac librum dimittendum existimet, tertius eligatur censor, cui suppresso priorum nomine, utraque censura communicetur. Hujus autem relatio, si a priore consultorum sententia non abludat, Cardinalibus immediate communicetur, ut ipsi, quod opportunum fuerit decernant. Sin

minus, iterum consultores, perspecta tertia censura suffragium ferant; idque una cum omnibus præfatis relationibus Cardinalibus exhibeatur, qui, re ita mature perpensa, de controversia denique pronunciare debebunt. Quotiescumque autem Pontifex, vel ob rei, de qua in libro agitur, gravitatem, vel quia id auctoris merito, aliisque circumstantiis tribuendum censeat, libri iudicium coram se ipso in congregatione feriæ quintæ habendum decreverit quod sæpe a Nobis factum fuit, et quoties ita expedire judicabimus, in posterum quoque fiet; tunc satis fuerit exhibere Pontifici et Cardinalibus libri censuras, et consultorum suffragia, omisso examine Congregationis feriæ quartæ, ejusque relatione, quam per Assessorem Pontifici faciendam diximus: nam Cardinalium suffragiis coram ipso Pontifice ferendis, atque hujus definitiva sententia, vel alio opportuno consilio in eadem Congregatione capiendo, res absolvetur.

§ 6. — Altera quoque Indicis Congregatio plures complectitur Cardinales ipsi a Pontifice adscriptos, iisdem dotibus præditos, quibus sancti Officii Cardinales pollere solent; quum etiam eorum aliquos in utraque Congregatione locum habere contingat. Ex iis unus ejusdem Congregationis Præfectus existit; Assistens vero perpetuus est Magister Sacri Palatii; Secretarius autem a prima Congregationis institutione usque in præsentem diem, ex Ordine Fratrum Prædicatorum a Summo Pontifice pro tempore eligi consuevit. Sunt præterea ex utroque clero seculari et regulari ejusdem Congregationis Consultores et relatores selecti; et quidem, ubi aliquis librorum relationes coram Congregatione semel, bis, tertio laudabiliter peregerit, tum ipsa Congregatio Pontificem rogare solet, ut ejus auctoritate in consultorum numerum referatur.

§ 7. — Sub ipsa Pontificatus Nostri primordia, ea Nos subiit cogitatio, ut certam aliquam, et immutabilem methodum pro examine iudicioque librorum in hac Indicis Congre-

gatione servandam statueremus. Qua de re non modo consilium exquisivimus dilecti filii nostri Angeli Mariæ sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis Quirini nuncupati, ejusdem sanctæ Romanæ Ecclesiæ Bibliothecarii, et dictæ Congregationis Præfecti, qui pari prudentia et doctrina suum Nobis sensum scripto declaravit, verum etiam antiquiores aliquot ejusdem Congregationis consultores coram dilecto filio Josepho Augustino Orsi, Ordinis Prædicatorum, tunc ipsius Congregationis secretario, nunc autem Palatii Apostolici Magistro, convenire jussimus suamque sententiam aperire, quæ pariter scripto concepta, Nobis jam tunc exhibita fuit. Cumque hæc omnia diligenter apud Nos asservata fuerint, nunc demum veterem deliberationem Nostram resumentes, quemadmodum ea, quæ ad librorum examen atque judicium in primo dicta Congregatione Sancti Officii peragendum pertinet, auctoritate Nostra constabilivimus; ita etiam ea quæ ad Congregationem Indicis, et ejusdem generis negotia apud eam tractanda facere possunt, opportunis decretis constituere volentes, prælaudati Cardinalis Præfecti consiliis, dictorumque consultorum votis inhærendo, hæc deinceps servanda decernimus.

§ 8. — Cum Congregatio Indicis ad librorum censuram unice, ut dictum est, instituta, non ita crebro convocari soleat, ut altera Sancti Officii Congregatio, quæ ob causarum, et negotiorum multitudinem singulis hebdomadis ter haberi consuevit, illius propterea secretario peculiare munus, et officium recipiendi librorum denuntiationes, ut fieri jam ante consuevit, committimus, et demandamus. Is autem a libri delatore percunctabitur diligenter, quas ob causas illum prohiberi postulet, tum librum ipsum haud perfunctorie pervolvit, ut de propositæ accusationis subsistentia cognoscat; duobus etiam in eam rem adhibitis consultoribus ab ipso, prævia summi Pontificis, aut Cardinalis Præfecti, vel ejus qui Præfecti vices supplet, approbatione eligendis: quorum collato consilio, si liber censura, et nota dignus videatur, unus

aliquis relator ad ferendum de eo iudicium idoneus, illius nempe facultatis, de qua in libro agitur, peritus, eadem quam nuper innuimus, ratione eligendus erit, qui scripto referat animadversiones suas adnotatis paginis quibus singula ab ipso reprehensa continentur. Sed antequam ejus censura ad Cardinalium congregationem feratur, haberi volumus privatam consultorum Congregationem, quam olim *parvam* dixerunt, nos autem *præparatoriam* vocabimus, ut relatoris animadversionibus ad librum collatis, de earum pondere iudicium fiat. Hujusmodi congregatio semel omnino singulis mensibus, aut etiam sæpius, si oportuerit, ab ipso congregationis secretario convocanda erit, vel in suis cubiculis, vel opportuniore, ut ipsi videbitur, loco, intra prædicti cœnobii ædes, ubi is commoratur. Eique semper intererit Magister Sacri Palatii pro tempore existens, una cum sex aliis e numero consultorum, singulis vicibus, pro qualitate argumenti, et materiæ, de qua disputandum erit, ut supra de primis duobus Consultoribus, et de relatore constitutum est a secretario eligendis; præter secretarium ipsum, cujus partes erunt in tabulas referre consultorum sententias, quas deinde ad Congregationem Cardinalium mittet, cum relatoris censura. In generali demum Congregatione omnia illa servari debebunt, quæ superius statuta sunt pro Congregatione Sancti Officii circa librorum examen. Ac quemadmodum ad assessorem Sancti Officii pertinet de actis in Congregatione summum Pontificem certum reddere; ita ad secretarium Congregationis Indicis spectabit, quoties hæc librum aliquem proscribendum, aut emendandum censuerit, ejusdem Pontificis assensum, prævia diligenti actorum omnium relatione, exquirere.

§ 9. — Quoniam vero in Congregatione Indicis de sola librorum prohibitione agitur, nonnulla hoc loco adjungenda judicavimus, eidem Congregationi potissimum usui futura, quæ tamen ab altera etiam Congregatione Sancti Officii, dum in hujus quoque generis causis se immiscet, ubi similes rerum

circumstantiæ se offerant, æque observanda erunt. Quotiescumque agatur de libro auctoris catholici, qui sit integræ famæ, et clari nominis, vel ob alios editos libros, vel forte ob eum ipsum, qui in examen adducitur, et hunc quidem proscribi oporteat, præ oculis habeatur, usu jamdiu recepta consuetudo prohibendi librum, adjecta clausula *donec corrigatur*, seu *donec expurgetur*, si locum habere possit, nec grave quidpiam obstet, quominus in casu de quo agitur, adhiberi valeat. Hac autem conditione proscriptioni adjecta, non statim edatur decretum, sed suspensa illius publicatione, res antea cum auctore, vel quovis altero pro eo agente et rogante communicetur, atque ei quid delendum, mutandum corrigendumve fuerit, indicetur. Quod si nemo auctoris nomine compareat, vel ipse, aut alter pro eo agens, injunctam correctionem libri detrectet, congruo definito tempore decretum edatur. Si vero idem auctor, ejusve procurator, Congregationis jussa fecerit, hoc est novam instituerit libri editionem cum opportunis castigationibus ac mutationibus, tunc supprimatur proscriptionis decretum; nisi forte prioris editionis exemplaria magno numero distracta fuerint; tunc enim ita decretum publicandum erit, ut omnes intelligant, primæ editionis exemplaria dumtaxat interdicta fore, secundæ vero jam emendatæ permissa.

§ 10. — Conquestos scimus aliquando, nonnullos, quod librorum judicia, et proscriptiones, inauditis auctoribus fiant, nullo ipsis loco ad defensionem concessa. Huic autem querelæ responsum fuisse novimus, nihil opus esse auctores in judicium vocare, ubi non quidem de eorum personis notandis, aut condemnandis agitur, sed de consulendo fidelium indemnitati, atque avertendo ab ipsis periculo, quod ex nocua librorum lectione facile incurritur; si qua vero ignominiae labe auctoris nomen ex eo aspergi contingat, id non directe, sed oblique ex libri damnatione consequi. Qua sane ratione minime improbandas censemus hujusmodi librorum

prohibitiones, inauditis auctoribus factas ; quum præsertim credendum sit, quidquid pro seipso, aut pro doctrinæ suæ defensione potuisset auctor afferre, id minime a censoribus atque iudicibus ignoratum, neglectumve fuisse. Nihilo tamen minus, quod sæpe alias, summa æquitatis, et prudentiæ ratione, ab eadem Congregatione factum fuisse constat, hoc etiam in posterum ab ea servari magnopere optamus, ut quando res sit de auctore catholico, aliqua nominis et meritorum fama illustri, ejusque opus, demptis demendis, in publicum prodesse posse dignoscatur, vel auctorem ipsum suam causam tueri volentem audiat, vel unum ex consultoribus designet, qui ex officio operis patrocinium defensionemque suscipiat.

§ 11. — Quemadmodum vero ubi de Congregatione Sancti Officii agebamus, eidem Nos semper interfuturos recepimus, quotiescumque de libro, cujus materia gravioris momenti sit, iudicium agatur ; quod erit Nobis facillimum, quum eadem Congregatio qualibet feria quinta coram Nobis habeatur ; sic et Indicis Congregationi præsentiam Nostram impendere parati sumus, quoties rei gravitas id promereri videbitur. Neque enim id opus esse dicendum est, quum vel hæretici hominis liber denuntiatur, in quo auctor errores catholico dogmati adversantes consulto tradit, aut tuetur ; vel opus aliquod in examen adducitur, quo rectæ morum regulæ labefactantur ; ac vitiis, et corruptelis fomenta præbentur. In his enim casibus ne illas quidem, quas supra scripsimus, accuratiores cautelas adhibere necesse erit ; sed hæretico dogmate, vel pravo moris incitamento semel comperto, proscriptionis decretum illico sancendum erit, juxta primam, secundam et septimam Indicis Regulas sacrosancti Tridentini Concilii jussu editas, atque vulgatas.

§ 12. — Cum in prælaudata Congregatione Sancti Officii severissimis legibus cautum sit, ne de rebus ejusdem Congregationis quisquam cum alio extra illam loquatur ; Nos hanc eandem silentii legem a relatoribus, consultoribus et Cardi-

nalibus Congregationis Indicis religiose custodiendam præcipimus. Illius tamen secretario potestatem facimus, ut animadversiones in libros censuræ subjectos, eorum auctoribus, vel aliis illorum nomine agentibus, et postulantibus, sub eadem decreti lege communicare queat; suppressis semper denuntiatoris censorisque nominibus.

§ 13. — Examinandis corrigendisque libris peropportuna sunt, quæ decem Regulis Indicis a Patribus Tridentinæ synodi confectis atque editis continentur. In instructione autem felicitis recordationis Clementis papæ VII, eisdem Regulis adjecta, *Tit. de correctione librorum* c. v, Episcopis et Inquisitoribus cura committitur, ut ad librorum edendorum examen spectatæ *pietatis et doctrinæ viros adhibeant, de quorum fide et integritate sibi polliceri queant, nihil eos gratiæ daturus, nihil odio, sed omni humano affectu posthabito, Dei dumtaxat gloriam spectaturos, et fidelis populi utilitatem.* His porro virtutibus, animique dotibus, si non majori at pari certi de causa, præstare oportet hujus Nostræ Congregationis revisores et consultores. Cumque eos omnes, qui nunc hujusmodi munera obtinent, tales esse non ignoremus, optandum sperandumque est, non absimiles deinceps futuros, qui ad id eligentur; homines nimirum vitæ integros, probatæ doctrinæ, maturo judicio, incorrupto affectu, ab omni partium studio, personarumque acceptione alienos; qui æquitatem, libertatemque judicandi, cum prudentia et veritatis zelo conjungant. Cum autem eorum numerus nunc certus et constitutus non sit; ab ejusdem Congregationis Cardinalibus consilium expectabimus, atque capiemus, num cum pro futuris temporibus definire oporteat, vel expediat: hoc tamen jam nunc decernentes, quatenus eorum numerus definiatur, ut tam relatores, quam consultores, ex utroque clero, seculari nempe et regulari, assumantur, alii quidem theologi, alii utriusque juris periti, alii sacra et profana eruditione præ-

stantes, ut ex eorum cœtu, pro varietate librorum, qui ad Congregationem deferuntur, idonei viri non desint ad ferendum de unoquoque iudicium.

§ 14. — Ipsos autem relatores consultoresque, tam nunc existentes, quam in posterum quandocumque futuros, moneamus, ac vehementer hortamur, ut in examine iudicioque librorum, sequentes regulas diligentes inspiciant, accurateque custodiant.

§ 15. — I. Meminerint, non id sibi muneris onerisque impositum, ut libri ad examinandum sibi traditi proscriptionem modis omnibus curent, atque urgeant; sed ut diligenti studio, ac sedato animo ipsum expendentes, fideles observationes suas, verasque rationes Congregationi suppeditent, ex quibus rectum iudicium de illo ferre, ejusque proscriptionem, emendationem, aut dimissionem pro merito decernere valeat.

§ 16. — II. Tametsi hactenus cautum sit, cavendumque deinceps non dubitemus, ut ad referendum et consulendum in prædicta Congregatione, ii solum admittantur, qui scientiam rerum, quas libri delati respective continent, diuturno studio acquisitam possideant; decet enim de artibus solos artifices judicare; nihilominus si forte eveniat, ut alicui per errorem materia aliqua discutienda committatur, ab illius peculiaribus studiis aliena, idque a censore, aut consultore electo, ex ipsa libri lectione deprehendatur; noverit is se neque apud Deum, neque apud homines culpa vacaturum, nisi quamprimum id Congregationi, aut secretario aperiat, seque ad ferendam de hujusmodi libro censuram minus aptum professus, alium magis idoneum ad id muneris subrogari curet: quo tantum abest, ut existimationis suæ dispendium apud Pontificem, et Cardinales passurus sit, ut magnam potius probitatis, et candoris opinionem, et laudem sibi sit conciliaturus.

§ 17. — III. De variis opinionibus, atque sententiis in

unoquoque libro contentis, animo a præjudiciis omnibus vacuo, judicandum sibi esse sciant. Itaque nationis, familiæ, scholæ, instituti affectum excutiant; studia partium seponant; Ecclesiæ sancta dogmata, et communem catholicorum doctrinam, quæ conciliorum generalium decretis, Romanorum Pontificum constitutionibus, et orthodoxorum Patrum, atque doctorum consensu continetur, unice præ oculis habeant; hoc de cætero cogitantes, non paucas esse opiniones, quæ uni scholæ, instituto, aut nationi certo certiores videntur, et nihilominus, sine ullo fidei aut religionis detrimento, ab aliis catholicis viris rejiciuntur, atque impugnantur oppositæque defenduntur, sciente, ac permittente Apostolica Sede, quæ unamquamque opinionem hujusmodi in suo probabilitatis gradu relinquit.

§ 18. — IV. Hoc quoque diligenter animadvertendum monemus haud rectum judicium de vero auctoris sensu fieri posse, nisi omni ex parte illius liber legatur; quæque diversis in locis posita, et collocata sunt, inter se comparentur; universum præterea auctoris consilium, et institutum attente dispiciatur; neque vero ex una, vel altera propositione a suo contextu divulsa, vel seorsim ab aliis, quæ in eodem libro continentur, considerata, et expensa, de eo pronuntiandum esse; sæpe enim accidit, ut quod ab auctore in aliquo operis loco perfunctorie, aut subobscure traditum est, ita alio in loco distincte, copiose, ac dilucide explicetur, ut offusæ priori sententiæ tenebræ, quibus involuta pravi sensus speciem exhibebat, penitus dispellantur, omnisque labis expers propositio dignoscatur.

§ 19. — V. Quod si ambigua quædam exciderint auctori, qui alioquin catholicus sit, et integra religionis doctrinæque fama, æquitas ipsa postulare videtur, ut ejus dicta benigne, quantum licuerit, explicata in bonam partem accipiantur.

§ 20. — Has porro, similesque regulas quæ apud optimos scriptores de his agentes facile occurrent, semper animo pro-

positas habeant censores et consultores; quo valeant, in hoc gravissimo iudicii genere, conscientiae suae, auctorum famae, Ecclesiae bono, et fidelium utilitati consulere. Duo autem reliqua sunt in eum finem plane opportuna, quae hoc loco adjungenda omnino esse judicamus.

§ 21. — Prodeunt aliquando libri, in quibus falsa et reprobata dogmata, aut systemata, religioni, vel moribus exitiosa, tanquam aliorum inventa, et cogitata, exponuntur et referuntur, absque eo quod auctor, qui opus suum pravis hujusmodi mercibus onerare satagit, ea refutandi curam in se recipiat. Putant vero, qui talia agunt, nulli sese reprehensioni, aut censurae obnoxios esse, propterea quod de alienis, ut aiunt, opinionibus nihil ipsi affirmant, sed historice agant. At quidquid sit de eorum animo et consilio, deque personali in eos animadversione, de qua viderint, qui in tribunalibus ad coercenda crimina institutis jus dicunt, dubitari certe non potest magnam ejusmodi libris in christianam rempublicam labem, ac perniciem inferri; quum incautis lectoribus venena propinent, nullo exhibito, vel parato, quo praeserventur, antidoto. Subtilissimum hoc humanae malitiae inventum, ac novum seductionis genus, quo simplicium mentes facile implicantur, quam diligentissime revisores advertant, ac censurae subjiciant; ut vel hujusmodi libri, si aliqua ex ipsis capi possit utilitas, emendentur vel in vetitorum Indicem omnino referantur.

§ 22. — In ea, quam superius laudavimus, praedecessoris nostri Clementis Papae VIII Instructione, *Tit. de correct.* lib. II, sapientissime cautum legitur, *ut quae famae proximorum, et praesertim ecclesiasticorum, et principum, detrahunt, bonisque moribus et christianae disciplinae sunt contraria, expungantur.* Et paulo post : *facetiae etiam, aut dicteria, in perniciem, aut praepjudicium famae, existimationis aliorum iactata, repudientur.* Utinam vero in aspectum lucemque hominum libri ejusmodi in hac tempo-

rum licentia et pravitate non efferantur, in quibus dissidentes auctores mutuis se jurgiis conviciisque proscindunt; aliorum opiniones nondum ab Ecclesia damnatas censura perstringunt adversarios, eorumque scholas, ac cætus sugillant et pro ridiculis ducunt, magno equidem honorum scandalo, hæreticorum vero contemptu, qui digladiantibus inter se catholicis, seque mutuo lacerantibus, plane triumphant. Et si vero fieri non posse intelligamus, ut disputationes omnes e mundo tollantur, præsertim cum librorum numerus continenter augeatur : *faciendi enim plures libros nullus est finis*, ut est apud Ecclesiasten, cap. xii; compertum præterea nobis sit magnam aliquando utilitatem ex iis capi posse; modum tamen in defendendis opinionibus, et christianam in scribendo moderationem servari merito volumus. *Non inutiliter* (inquit Augustinus in Enchirid., cap. lix, prope finem) *exercentur ingenia, si adhibeatur disceptatio moderata, et absit error opinantium se scire quod nesciunt*. Qui veritatis studium, et purioris doctrinæ zelum, quo suarum scriptionum mordacitatem excusent, obtendere solent, ii primum intelligant, non minorem habendam veritatis, quam evangelicæ mansuetudinis et christianæ charitatis rationem. Charitas autem de corde puro, patiens est, benigna est, non irritatur, non æmulatur, non agit perperam (utque addit idem Augustinus lib. contra litteras Petiliani, cap. xxix, n. 31), *sine superbia de veritate præsumit, sine sævitia pro veritate certat*. Hæc magnus ille non veritatis minus, quam charitatis doctor, et scripto et opere præmonstravit. Nam in suis adversus Manichæos, Pelagianos, Donatistas, aliosque tam sibi, quam Ecclesiæ adversantes, assiduis conflictationibus, id semper diligentissime cavit, ne quempiam eorum injuriis, aut conviciis læderet, atque exasperaret. Qui secus scribendo vel disputando fecerit, is profecto nec veritatem sibi præcipue cordi esse, nec charitatem sectari se ostendit.

§ 23. — Ii quoque non satis idoneam, justamque excusa-

tionem afferre videntur, qui ob singulare, quod profitentur, erga veteres doctores studium, eam sibi scribendi rationem licere arbitrantur; nam si capere novos audeant, forte ab lædendis veteribus sibi minime temperassent, si in eorum tempora incidissent; quod præclare animadversum est ab auctore Operis imperfecti in Matthæum, hom. 42. — *Cum audieris*, inquit, *aliquem beatificantem antiquos doctores, proba qualis sit circa suos doctores. Si enim illos, cum quibus vivit, sustinet, et honorat, sine dubio illos, si cum illis vixisset, honorasset; si autem suos contemnit, si cum illis vixisset et illos contempsisset.* Quamobrem firmum ratumque sit omnibus, qui adversus aliorum sententias scribunt ac disputant, id quod graviter ac sapienter a ven. Servo Dei prædecessore Nostro, Innocentio papa XI, præscriptum est in decreto edito die secunda martii anni millesimi sexcentissimi septuagesimi noni. — *Tandem*, inquit, *ut ab injuriosis contentionibus doctores, seu scholastici, aut alii quicumque in posterum abstineant, ut paci, et charitati consulatur, idem Sanctissimus in virtute sanctæ obedientiæ eis præcipit, ut tam in libris imprimendis, ac prædicationibus, caveant ab omni censura, et nota, nec non a quibuscumque conviciis contra eas propositiones, quæ adhuc inter catholicos controvertuntur, donec a Sancta Sede recognitæ sint, et super eis judicium proferratur.* — Cohibeatur itaque ea scriptorum licentia; qui, ut aiebat Augustinus, lib. XII, Conf., cap. xxiii, num. 34, *sententiam suam amantes, non quia vera est, sed quia sua est*, aliorum opiniones non modo improbant, sed illiberaliter etiam notant, atque traducunt. Non feratur omnino privatas sententias veluti certa ac definita Ecclesiæ dogmata, a quopiam in libris obtrudi, opposita vero erroris insimulari, quo turbæ in Ecclesia excitantur, dissidia inter doctores aut seruntur, aut foveantur, et christianæ charitatis vincula persæpe abrumpuntur.

§ 24. — Angelicus scholarum princeps, Ecclesiæque doc-

tor, S. Thomas Aquinas, dum tot conscripsit numquam satis laudata volumina, varias necessario offendit philosophorum theologorumque opiniones, quas, veritate impellente, referre debuit. Cæteras vero tanti doctoris laudes id mirabiliter cumulat, quod adversariorum neminem parvipendere, vellicare, aut traducere visus sit, sed omnes officiose ac perhumaniter demereri; nam si quid durius, ambiguum, obscurumve eorum dictis subesset, id leniter, benigneque interpretando, emollicbat, atque explicabat. Si autem religionis, ac fidei causa postulabat, ut eorum sententiam exploderet, ac refutaret, tanta id præstabat modestia, ut non minorem ab iis dissentiendo, quam catholicam veritatem asserendo, laudem mereretur. Qui tam eximio uti solent ac gloriari magistro (quos magno numero esse, pro singulari Nostro erga ipsum cultu, studioque, gaudemus) ii sibi ad æmulandum proponant tanti doctoris in scribendo moderationem, honestissimamque cum adversariis agendi, disputandique rationem. Ad hanc cæteri quoque sese componere studeant, qui ab ejus schola, doctrinaque recedunt; sanctorum enim virtutes omnibus in exemplum ab Ecclesia propositæ sunt. Cumque Angelicus doctor Sanctorum albo adscriptus sit, quamquam diversa ab eo sentire liceat, ei tamen contrariam in agendo ac disputando rationem inire omnino non licet. Nimium interest publicæ tranquillitatis, proximorum ædificationis et charitatis, ut e catholicorum scriptis absit livor, acerbitas, atque scurrilitas, a christiana institutione ac disciplina, et ab omni honestate prorsus aliena. Quamobrem in hujusmodi scriptorum licentiam graviter pro munere suo censuram intendant revisores librorum, eamque Congregationis Cardinalibus cognoscendam subijciant, ut eam pro zelo suo ei potestate coerceant.

§ 25. — Quæ hactenus a nobis proposita ac constituta sunt, prædecessorum nostrorum decretis plane consona, Congregationum quoque Nostrarum legibus et consuetudinibus com-

probata, in librorum examine ac iudicio instituendo, Apostolica auctoritate deinceps servari decernimus : mandantes universis et singulis, qui in præfatis Congregationibus locum obtinent, seu illis quomodolibet operam suam præstant, ut adversus præmissa sic a Nobis statuta nihil edicere, innovare, decernere, aut intentare præsumant absque Nostra vel successorum Nostrorum pro tempore existentium Romanorum Pontificum expressa facultate.

§ 26. — Non obstantibus contrariis quibusvis, etiam Apostolicis Constitutionibus et ordinationibus, necnon earumdem Congregationum, etiam Apostolica auctoritate, seu quavis firmitate alia roboratis decretis, usibus styli, et consuetudinibus, etiam immemoralibus, cæterisque in contrarium facientibus quibuscumque.

§ 27. — Nulli ergo omnino hominum liceat paginam hanc Nostrorum decretorum, mandatorum, statutorum, voluntatum, ac derogationum infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo quinquagesimo tertio, septimo Idus Julii, Pontificatus Nostri anno tertio decimo.

D. Card. PASSIONEUS.

J.-B. *Datarius*.

VISA

DE CURIA J. C. BOSCHI.

L. EUGENIUS.

Loco + Plumbi.

Registrata in Secretaria Brevium.

Nous avons emprunté la traduction suivante de la Constitution « Sollicita » à la Revue des sciences ecclésiastiques, Bulletin de Janvier 1898.

CONSTITUTION DE BENOIT XIV

Prescrivant la procédure à suivre dans
l'examen et l'interdiction des livres.

BENOIT, ÈVÈQUE, SERVITEUR DES SERVITEURS DE DIEU.

Ad perpetuam rei memoriam.

La sollicitude et la prévoyance des Pontifes Romains, Nos prédécesseurs, a toujours veillé soigneusement à éloigner les fidèles des livres dont la lecture aurait sur les âmes imprudentes et naïves une influence regrettable, en leur inoculant des opinions et des doctrines opposées à l'intégrité des mœurs et aux dogmes de la religion catholique. Nous passerons sous silence l'antique décret de saint Gélase I^{er}, ainsi que les ordonnances antérieures de Grégoire IX et des autres Pontifes sur ce sujet ; personne, croyons-nous, n'ignore quel zèle Pie IV, saint Pie V et Clément VIII ont déployé dans la rédaction et la publication de l'Index, pour achever, parfaire et préserver, par des décrets et des règles fort sages, l'œuvre salubre entreprise par les Pères du saint Concile de Trente, mûrement examinée et presque menée à bonne fin. Le Saint-Siège n'a cessé de se préoccuper de cette œuvre et d'en poursuivre la réalisation ; aussi a-t-il établi deux Congrégations de Cardinaux de la Sainte Église Romaine, chargées de faire des enquêtes sur les livres mauvais ou dangereux, et de juger à quels auteurs on doit imposer des corrections, quels ouvrages on doit interdire. On rapporte que Paul IV avait

confié ce soin à la Congrégation Romaine de l'Inquisition universelle ; elle continue de nos jours à exercer cette charge lorsqu'il faut se prononcer sur certains livres spéciaux. Mais il est hors de doute que saint Pie V fut le premier fondateur de la Congrégation de l'Index, que ses successeurs, Grégoire XIII, Sixte-Quint et Clément VIII ont confirmé par divers privilèges, et dont ils ont étendu les pouvoirs ; son but spécial et presque unique est l'examen des livres dont on doit décider l'interdiction, la correction ou la non-condamnation.

§ 1. — La maturité, la sagesse et la prudence de la Congrégation de l'Inquisition universelle dans l'interdiction ou la non-condamnation des livres sont connues de tous ; Nous l'avons constaté Nous-même, et une longue expérience Nous a confirmé dans ce sentiment. En effet, Nous étions dans des fonctions inférieures, quand plusieurs livres ont été l'objet de Notre censure, et Nous avons longtemps rempli la charge de consultant de cette Congrégation ; plus tard, admis dans le Sacré Collège, Nous avons été nommé Inquisiteur général ; enfin élevé, malgré notre indignité, au Souverain Pontificat, Nous ne Nous sommes pas borné à lire et examiner quelquefois les observations des censeurs sur quelques livres, mais encore, dans les réunions qui se tiennent, chaque jeudi, en Notre présence, Nous écoutons les avis et recueillons les votes des Cardinaux avant toute décision sur ces livres. Nous pouvons et Nous devons rendre le même témoignage au zèle de la Congrégation de l'Index, qui, Nous l'avons dit plus haut, est chargée, d'une façon générale, de toutes les décisions concernant les interdictions de livres. Quand Nous étions dans un poste inférieur, Nous avons souvent rempli les fonctions de premier et de second censeur ou de rapporteur dans cette Congrégation, et, depuis Notre élévation au Souverain Pontificat, Nous n'avons jamais approuvé la condamnation d'un livre, sans avoir entendu le secrétaire de la Congrégation, chargé de Nous rendre un compte exact du sujet de ce livre,

des critiques des censeurs, de l'avis et des votes des Cardinaux.

§ 2. — Nous savons pertinemment que l'on formule parfois des reproches publics mais non justifiés contre les prescriptions d'ouvrages, surtout d'ouvrages catholiques, comme si Nos tribunaux agissaient à la légère et sans réflexion. Aussi, Nous avons cru utile de donner, par la présente constitution qui demeurera toujours en vigueur, des règles fixes et précises, d'après lesquelles les livres seront examinés et jugés dorénavant, mais on peut affirmer que cette façon de procéder, ou une autre analogue, a toujours été observée jusqu'à ce jour.

§ 3. — La Congrégation Romaine de l'Inquisition universelle comprend plusieurs Cardinaux désignés par le Pape et remarquables les uns par leurs connaissances théologiques et canoniques, les autres par leur expérience des choses ecclésiastiques, par les fonctions qu'ils ont remplies dans la Curie Romaine et tous, enfin, par leur prudence et par leur vertu. A ces Cardinaux, on a adjoint un *assesseur*, Prélat de la Curie Romaine ; un *commissaire*, maître en théologie, de l'ordre des Frères Prêcheurs ; un certain nombre de *consulteurs*, séculiers et réguliers ; enfin des *qualificateurs*, hommes distingués par leur science qui, sur l'ordre de la Congrégation, préparent la critique des livres. Cette Congrégation s'occupe de diverses matières d'une importance capitale, notamment de ce qui concerne la foi et les personnes ayant gravement offensé la religion. Quand un livre lui est déféré pour être condamné, si elle n'en remet pas le jugement à la Congrégation de l'Index, comme cela a lieu d'ordinaire, et que, selon le temps et les circonstances, elle juge bon d'en connaître elle-même, Nous conformant au décret porté par cette même Congrégation, le mercredi jour des calendes de juillet de l'année 1750, et confirmé par Nous le jour suivant, Nous ordonnons qu'il soit désormais procédé selon les principes et d'après la méthode qui suivent :

§ 4. — Le livre dénoncé sera d'abord remis à un des qualificateurs ou consultants désigné par la Congrégation ; il le lira attentivement et l'examinera avec soin ; il en fera la critique par écrit, indiquant les passages et les pages où se trouvent les erreurs remarquées. Puis il enverra l'ouvrage avec ses observations à chacun des consultants qui, dans la réunion ordinaire du lundi, au palais du Saint-Office, donneront leur avis sur le livre et la critique qui en aura été faite. Après quoi, on transmettra le livre, la critique et les appréciations des consultants aux Cardinaux, qui prononceront définitivement sur le tout dans la séance du mercredi, tenue au couvent des Frères Prêcheurs de Sainte-Marie de la Minerve. Enfin, l'assesseur du Saint-Office soumettra tous ces actes au Pape, dont le jugement souverain terminera la procédure.

§ 5. — Suivant un usage ancien, un ouvrage d'auteur catholique n'est pas interdit sur la censure d'un seul rapporteur. Conformément au décret de juillet 1750, Nous voulons qu'on conserve cette coutume. Si donc le premier censeur juge le livre condamnable, même si les consultants sont du même avis, la Congrégation désignera un autre censeur auquel on transmettra et le livre et la critique, en supprimant le nom du premier censeur afin que le second puisse exprimer son sentiment en toute liberté. Si le second est de l'avis du premier, les observations des deux censeurs seront remises aux Cardinaux, qui, après examen de ces remarques, prononceront sur le livre. Mais si le second est d'un avis différent et estime qu'il n'y ait pas lieu à jugement, un troisième censeur sera désigné et on lui communiquera les deux critiques, en supprimant le nom des premiers censeurs. Si son rapport ne diffère pas du premier, il sera immédiatement transmis aux Cardinaux qui porteront la décision convenable. Dans le cas contraire, les consultants donneront leur avis après examen de la troisième critique ; et le tout sera pré-

senté aux Cardinaux, qui, après ces mûres délibérations, trancheront définitivement la question. Lorsque, en raison de la gravité de la question traitée, ou en considération des mérites de l'auteur ou de toute autre circonstance, le Souverain Pontife voudra réserver le prononcé du jugement pour la réunion tenue en sa présence, le jeudi — Nous l'avons fait souvent Nous-même et Nous le ferons dans la suite, chaque fois que Nous le jugerons opportun, — il suffira alors de présenter au Souverain Pontife et aux Cardinaux les critiques du livre et les avis des consultants, en omettant l'examen de la réunion du mercredi et le rapport de l'assesseur au Souverain Pontife. Après les votes des Cardinaux émis en présence du Pape, une sentence définitive ou tout autre moyen, que cette Congrégation jugera utile, tranchera la question.

§ 6. — La Congrégation de l'Index comprend des Cardinaux désignés par le Pape, ayant les mêmes qualités que les Cardinaux de la Congrégation de l'Inquisition ; d'ailleurs plusieurs font partie de l'une et de l'autre Congrégation. Parmi eux, on choisit le Préfet de la Congrégation ; le Maître du Sacré Palais en est toujours l'Assistant ; quant au secrétaire, depuis l'origine de la Congrégation jusqu'à ce jour, le Pape l'a toujours choisi dans l'ordre des Frères Prêcheurs. Des consultants et des rapporteurs sont pris parmi les séculiers et les réguliers. Quand l'un d'eux a fait une série de rapports remarquables, la Congrégation elle-même demande ordinairement au Souverain Pontife de l'admettre au nombre des consultants.

§ 7. — Dès le début de Notre Pontificat, Nous avons pensé à établir pour cette Congrégation de l'Index une procédure fixe et invariable pour l'examen et le jugement des livres. C'est pourquoi Nous avons demandé sur ce point l'avis du Cardinal Ange-Marie Quirini, Bibliothécaire de la Sainte Église Romaine et Préfet de cette Congrégation, qui Nous a

remis par écrit son opinion dictée par une prudence et une science consommées ; Nous avons ensuite réuni d'office quelques consultants plus anciens de la Congrégation, en présence de Notre cher fils, Joseph-Augustin Orsi, des Frères Prêcheurs, alors secrétaire de cette même Congrégation, aujourd'hui Maître du Palais Apostolique ; Nous leur avons demandé d'exposer leur opinion par écrit qui nous a été soumise également. Nous avons soigneusement conservé tous ces documents, et, aujourd'hui, Nous revenons à Notre ancien projet. De même que, par Notre autorité, Nous avons fixé les règles à suivre par la Congrégation du Saint-Office dans l'examen et le jugement des livres, de même, voulant déterminer par de sages dispositions ce qui concerne la Congrégation de l'Index et les affaires analogues qu'elle peut avoir à traiter, et conformément aux conseils du Cardinal Préfet et à l'avis des consultants précités, Nous ordonnons qu'on observe désormais les règles suivantes :

§ 8. — Comme la Congrégation de l'Index, fondée uniquement pour la censure des livres, n'a pas l'habitude de se réunir aussi fréquemment que la Congrégation du Saint-Office, dont les séances, par suite du grand nombre de causes et d'affaires, ont lieu régulièrement trois fois par semaine, Nous déléguons et confions au secrétaire la charge et la fonction spéciale de recevoir les dénonciations de livres, comme cela s'est fait jusqu'à ce jour. Celui-ci s'enquerra avec soin auprès des dénonciateurs des motifs pour lesquels ils demandent une condamnation ; il étudiera à fond le livre dénoncé, afin de vérifier par lui-même si l'accusation portée contre cet ouvrage est justifiée ; pour cela, il aura recours à deux consultants qu'il choisira lui-même, avec l'approbation préalable du Souverain Pontife, du Cardinal Préfet ou de son remplaçant. Après avoir pris leur avis, si on juge que l'ouvrage mérite la censure et une *note*, on choisira, suivant les règles indiquées plus haut, un rapporteur capable, parfaite-

ment au courant des matières traitées dans le livre ; il sera chargé d'apprécier cet ouvrage, et devra mettre ses observations par écrit en indiquant où se trouvent les passages qui lui paraissent répréhensibles. Mais, avant de communiquer cette critique à l'assemblée des Cardinaux, on convoquera les consultants à la réunion privée nommée autrefois *petite* réunion et que nous appelons actuellement *préparatoire*, afin de vérifier sur le livre même les observations du rapporteur et d'en apprécier la valeur. Le secrétaire convoquera cette assemblée tous les mois, et plus souvent, s'il est nécessaire, dans le couvent de la Minerve où il demeure, soit dans ses appartements, soit dans le local qu'il estimera plus commode. Outre le secrétaire, chargé d'écrire les avis des consultants et la critique du rapporteur pour les transmettre à l'assemblée des Cardinaux, assisteront à ces réunions : le Maître du Sacré Palais *pro tempore* et six consultants désignés chaque fois par le secrétaire, suivront la question et les matières qui devront être discutées, d'après ce qui vient d'être établi pour le choix des deux premiers consultants et du rapporteur. Dans l'assemblée générale, on observera tout ce qui est prescrit plus haut pour les réunions du Saint-Office concernant l'examen des livres. L'assesseur du Saint-Office est chargé d'informer le Souverain Pontife des actes de cette Congrégation ; de même, quand la Congrégation de l'Index aura décidé d'interdire un livre ou d'exiger des corrections, le secrétaire présentera au Pape un rapport détaillé sur toute la procédure et demandera son approbation.

§ 9. — La Congrégation de l'Index ne s'occupant que de l'interdiction des livres, Nous avons cru bon d'ajouter ici quelques dispositions spéciales qui seront utiles à cette Congrégation ; la Congrégation du Saint-Office, qui s'occupe parfois de causes de ce genre, devra également les observer, lorsque des circonstances analogues se présenteront. Lorsqu'on est amené à examiner et qu'il faut condamner un

ouvrage d'un auteur catholique qui a une bonne réputation et un nom déjà illustre en lui-même ou avantageusement connu par de précédents ouvrages, qu'on n'oublie pas l'usage depuis longtemps établi de n'interdire ce livre qu'avec la clause *donec corrigatur* ou *donec expurgetur*, si cela est possible, et si, en l'espèce, rien de grave ne s'oppose à l'emploi de cette formule. Après avoir ajouté cette clause à la condamnation, on ne promulguera pas immédiatement le décret; mais, après en avoir suspendu la publication, on le communiquera à l'auteur ou à toute autre personne agissant en son nom, et on lui indiquera les suppressions, modifications et corrections nécessaires. Si l'auteur ne se présente ni en personne, ni par procureur, et s'il refuse de faire les corrections indiquées, qu'on publie le décret après le délai convenable qui aura été déterminé. Mais si l'auteur ou son représentant se soumet aux ordres de la Congrégation en faisant une nouvelle édition qui contienne les corrections et modifications requises, le décret d'interdiction sera supprimé, à moins qu'on n'ait déjà répandu un grand nombre d'exemplaires de la première édition; dans ce cas, on promulguera le décret, mais dans des termes tels que tous comprennent que l'interdiction n'atteint que les exemplaires de la première édition, et qu'on autorise la seconde édition, déjà corrigée.

§ 10. — Parfois, Nous le savons, plusieurs se sont plaints que les ouvrages soient jugés et condamnés, sans que leurs auteurs aient été entendus et sans qu'on leur ait accordé un défenseur. A cette réclamation, Nous le savons, il a été répondu qu'il n'est nullement nécessaire de convoquer les auteurs à un jugement où il ne s'agit pas d'apprécier ou de condamner des personnes, mais bien de veiller à la sûreté des fidèles, en éloignant d'eux les dangers auxquels on s'expose si facilement par des lectures pernicieuses; que si la réputation de l'auteur en est quelque peu atteinte, cela ne résulte de la condamnation du livre

que d'une façon tout indirecte. Pour ce motif, Nous croyons qu'il ne faut nullement blâmer les condamnations de livres portées, sans que leurs auteurs aient été entendus ; d'autant plus qu'il y a lieu de croire que toutes les raisons, que l'auteur aurait pu apporter pour sa propre défense ou pour celle de sa doctrine, n'ont pas été ignorées ou négligées par les censeurs et les juges. Cependant, Nous désirons vivement que cette Congrégation observe à l'avenir la ligne de conduite qu'elle a souvent suivie autrefois par un motif d'équité et de prudence suprêmes. En conséquence, s'il s'agit d'un auteur catholique de quelque renom et recommandable par sa réputation et ses mérites, si on juge que son ouvrage, après les corrections nécessaires, peut être utile au public, la Congrégation entendra l'auteur qui désire défendre lui-même sa cause, ou bien elle désignera un consultant qui sera son défenseur d'office.

§ 11. — A propos de la Congrégation du Saint-Office, Nous avons déclaré que Nous assisterions à ses séances, chaque fois qu'il s'agirait de juger un livre important ; cela Nous sera très facile puisque cette Congrégation se réunit en Notre présence, chaque jeudi. De même, Nous sommes prêt à assister aux réunions de l'Index, chaque fois que la gravité de la question paraîtra le mériter. Nous n'entendons pas dire, en effet, que Notre présence soit nécessaire quand on dénonce un livre d'hérétique soutenant ou propageant ouvertement des doctrines opposées à la foi catholique, ou qu'on examine des livres contraires aux bonnes mœurs, portant au vice et fomentant la corruption. Dans ce cas, il ne sera pas même nécessaire d'avoir recours aux précautions minutieuses indiquées plus haut ; mais, après avoir constaté l'erreur doctrinale ou les excitations au vice, on portera immédiatement le décret d'interdiction conformément aux règles I, II et VII de l'Index édité et publié par ordre du saint concile de Trente.

§ 12. — Par une sage prévoyance, des règles empreintes d'une grande sévérité ont défendu à tout membre du Saint-Office de s'entretenir, en dehors des réunions, des affaires concernant cette Congrégation ; Nous ordonnons que les rapporteurs, consultants et Cardinaux de la Congrégation de l'Index gardent religieusement cette règle du silence. Cependant, Nous autorisons le secrétaire à communiquer aux auteurs ou à leurs représentants, qui le demandent, les observations concernant les livres soumis à la censure, en taisant toujours les noms des dénonciateurs et du censeur.

§ 13. — Pour ce qui a trait à l'examen et à la correction des livres, on trouve des dispositions très utiles dans les dix règles établies par les Pères du concile de Trente. L'instruction du Pape Clément VII, d'heureuse mémoire, ajoutée à ces règles sous le titre : *de correctione librorum*, recommande aux Évêques et aux Inquisiteurs de préposer à l'examen de ces ouvrages des hommes d'une piété et d'une science reconnues, dont la foi et l'équité soient à l'abri de tout soupçon et qui, loin de rien accorder à la faveur ou à l'antipathie, laissent de côté toute considération humaine. Ces examinateurs n'auront en vue que la gloire de Dieu et l'utilité du peuple chrétien. Les réviseurs et consultants de notre Congrégation devront se faire remarquer par des vertus et des qualités, sinon supérieures, au moins égales. Ceux qui remplissent actuellement ces fonctions, Nous ne l'ignorons pas, les possèdent ; il est à désirer, et Nous espérons qu'il en sera toujours ainsi de leurs successeurs, c'est-à-dire, que ce seront des hommes d'une conduite irréprochable, d'une doctrine éprouvée, d'un jugement sûr, incorruptibles, étrangers à tout esprit de parti, ne faisant point acception de personnes, joignant à la justice et à la liberté de leur jugement la prudence et l'amour de la vérité. Leur nombre n'étant pas encore déterminé, Nous demanderons aux Cardinaux de

cette Congrégation s'il est nécessaire, ou utile, de le préciser pour l'avenir.

Toutefois, dès aujourd'hui, en attendant qu'on en fixe le nombre, Nous décrétons que les rapporteurs et consultants seront pris dans le clergé séculier et régulier, ceux-ci théologiens, ceux-là canonistes et jurisconsultes, d'autres versés dans les sciences sacrées et profanes, afin que, grâce à cette réunion de savants, on ne manque jamais d'hommes capables de porter un jugement éclairé sur les ouvrages de genres si divers dénoncés à cette Congrégation.

§ 14. — Nous demandons avec instance aux rapporteurs et consultants actuels, ainsi qu'à leurs successeurs, d'étudier avec soin et d'observer avec exactitude les règles suivantes dans l'examen et l'appréciation des livres :

§ 15. — I. Ils se souviendront que leur fonction et leur charge ne consiste pas à obtenir par tous les moyens la condamnation du livre qui leur est déféré, mais à l'examiner attentivement et avec calme, à présenter des observations impartiales et judicieuses à la Congrégation, et à lui fournir les éléments d'un jugement éclairé qui puisse servir de base équitable à une révision ou à une non-condamnation.

§ 16. — II. Grâce à ces mesures, actuellement — et Nous ne doutons pas qu'il n'en soit ainsi dans l'avenir, — ceux-là seuls seront admis à ces fonctions de rapporteurs et de consultants que de longues études ont rendus familiers avec les diverses matières qui font l'objet des livres déférés à cette Congrégation : *c'est, en effet, aux artistes qu'il appartient de juger les œuvres d'art.*

Néanmoins, si, par hasard, le censeur ou le consultant désigné s'aperçoit, à la lecture du livre, qu'on lui a confié par erreur l'examen d'une question dans laquelle ses études particulières ne le rendent pas compétent, c'est pour lui un devoir de conscience, devant Dieu et devant les hommes, de s'en ouvrir au plus tôt à la Congrégation ou au secrétaire,

de se déclarer incapable de porter un jugement sur ce livre, de travailler à ce qu'on lui substitue un autre membre mieux préparé à cette fonction. Cet acte de probité et de loyauté, loin de lui faire perdre la considération du Pape et des Cardinaux, lui gagnera au contraire leur estime et leur bienveillance.

§ 17. — III. Pour apprécier les opinions et les doctrines de chaque ouvrage, ils devront avoir l'esprit libre de tout préjugé. Qu'ils se dépouillent donc de tout esprit de nationalité, de famille, d'école, d'institut et de parti ; qu'ils aient uniquement en vue les dogmes de l'Église et la doctrine commune contenue dans les décrets des conciles généraux, les constitutions des Pontifes Romains et l'enseignement unanime des Pères et des Docteurs. Ils se rappelleront, d'ailleurs, que nombre d'opinions qui paraissent incontestables à une école, un institut, une nation, sont néanmoins rejetées par d'autres catholiques, sans aucun détriment pour la foi ou la religion ; que ces opinions contradictoires sont soutenues et défendues au su et avec la permission du Saint-Siège, qui laisse à chacune son degré de probabilité.

§ 18. — IV. Nous leur demandons de bien se rappeler qu'on ne peut porter un jugement éclairé sur la portée réelle d'un ouvrage qu'en le lisant attentivement en son entier. Qu'ils en comparent les diverses parties, qu'ils examinent avec soin et la pensée générale de l'ouvrage et la thèse défendue par l'auteur ; car on ne doit pas juger un livre par une ou deux propositions détachées et séparées du contexte. En effet, il arrive fréquemment que certaines propositions, énoncées en passant et d'une façon obscure, sont développées dans une autre partie de l'ouvrage d'une façon nette, étendue et précise, de telle sorte que l'obscurité de ce premier exposé qui semblait lui donner une apparence d'erreur soit complètement dissipée, et que cette proposition soit reconnue parfaitement correcte.

§ 19. — V. S'il arrive à un auteur catholique d'une science et d'une intégrité reconnues d'émettre certaines propositions équivoques, la justice demande que toutes ses paroles soient expliquées et prises en bonne part.

§ 20. — Les censeurs et consultants auront constamment présentes à l'esprit ces règles qu'on trouve facilement chez les meilleurs auteurs traitant de ces matières ; ils pourront ainsi, en ces jugements d'une gravité exceptionnelle, sauvegarder à la fois leur propre conscience, la réputation des auteurs, le bien de l'Église et des fidèles. Et, sur ce point, il est encore deux observations que nous croyons devoir ajouter ici.

§ 21. Il paraît quelquefois des ouvrages exposant des doctrines fausses et réprouvées, des systèmes funestes pour la religion ou les mœurs ; on les donne comme étant l'œuvre et la pensée d'auteurs étrangers, et l'écrivain, qui a chargé son œuvre de ces erreurs, ne prend pas le soin de les combattre. Ceux qui agissent de la sorte s'imaginent ne mériter ni blâme ni censure, sous prétexte qu'ils les rapportent en simples historiens. Mais, quoi qu'il en soit de leurs intentions, de leur but et de leurs sentiments personnels à leur égard — ce qu'examineront les tribunaux institués pour ces genres de délit, — il est indubitable que de tels livres sont un fléau et une cause de ruine pour le peuple chrétien, parce qu'ils offrent à des lecteurs non prévenus un poison sans antidote.

Les réviseurs porteront tout spécialement leur attention sur cette invention fort habile de la malice humaine et sur ce nouveau genre de séduction qui enlace si facilement les âmes simples ; ils les soumettront à la censure afin de les corriger, s'ils peuvent être utiles ; dans le cas contraire, ils les inséreront sans restriction au catalogue des livres prohibés.

§ 22. — Dans l'instruction dont Nous venons de faire l'éloge, notre prédécesseur, Clément VIII (*Tit. de correct.*

lib. 2) a fort sagement ordonné *de détruire les ouvrages qui dénigrent le prochain, principalement les ecclésiastiques et les princes, ou qui sapent les bonnes mœurs ou la discipline chrétienne ; et de répudier rigoureusement les bouffonneries, les traits qui détruisent ou attaquent la réputation du prochain.* Plût à Dieu que, en nos temps de licence et de dépravation, on ne vît jamais publier ces ouvrages où des auteurs d'opinions différentes s'injurient par toute sorte de reproches et de railleries : où ils censurent, avant toute condamnation de l'Église, les opinions de leurs adversaires, et flétrissent et tournent en ridicule leurs écoles ainsi que leurs assemblées ! Ils scandalisent ainsi gravement les bons, et s'attirent le mépris des hérétiques qui triomphent bruyamment de ces querelles entre catholiques qui s'entre-déchirent ! Nous comprenons qu'il est impossible de supprimer toute discussion, étant donné le nombre toujours croissant des livres, car, comme le fait remarquer l'Ecclésiaste : *On ne finit jamais de faire de nouveaux livres* (xii, 12).

Et Nous avons constaté d'ailleurs que ces discussions peuvent parfois être utiles, mais nous voulons que la défense verbale ou écrite des opinions soit marquée au coin de la modération et de la charité chrétiennes. *Ce n'est pas en vain*, dit saint Augustin (Enchirid. ch. LIX), *que les esprits se combattent, pourvu qu'on y garde la modération et qu'on ne discute pas sur ce qu'on ignore.* Que ceux qui ont l'habitude d'alléguer leur amour de la vérité et leur zèle pour la saine doctrine, afin d'excuser l'acrimonie de leurs écrits, commencent par bien comprendre qu'il ne faut pas moins respecter la vérité que la mansuétude évangélique et la charité chrétienne. Or, la charité part d'un cœur pur, elle est patiente, bienveillante, sans irritation ni jalousie, elle n'agit pas inconsidérément, et, comme l'ajoute saint Augustin (livre contre les lettres de Pétillien, xxix, 31),

elle recherche la vérité sans orgueil et combat pour la vérité sans violence. Ce grand docteur de la vérité autant que de la charité a donné l'exemple de ces vertus dans ses écrits et sa conduite. Car dans ses polémiques incessantes contre les Manichéens, les Pélagiens, Donatistes et autres, qui étaient autant ses adversaires personnels que des ennemis de l'Église, il a toujours évité très attentivement de blesser ou d'exaspérer qui que ce fût par des injures ou des invectives. Quiconque agit autrement, dans ses écrits ou dans les discussions, montre clairement que sa première préoccupation n'est pas l'amour de la vérité ni la pratique de la charité.

§ 23. — Et ceux qui se croient permis ce genre d'écrits, en raison du culte spécial qu'ils professent pour les anciens auteurs, n'ont pas une excuse suffisante, ni légitime ; car, s'ils ne craignent pas d'offenser les auteurs modernes, il est probable qu'ils n'auraient pas épargné ces injures aux anciens s'ils avaient vécu à leur époque. C'est ce qu'observe judicieusement l'auteur d'un ouvrage incomplet sur saint Matthieu (hom. 42) : *Si, dit-il, tu entends quelqu'un combler d'éloges les anciens auteurs, considère quelle est sa conduite à l'égard des modernes. S'il supporte et honore ses contemporains, il aurait sans doute honoré les anciens s'il avait vécu à leur époque ; mais s'il méprise ses contemporains, il aurait également méprisé les anciens.* C'est pourquoi Nous confirmons et rendons obligatoire, pour tous ceux qui écrivent et discutent sur les opinions des autres, les importantes et sages prescriptions publiées le 2 mars 1679 par le vénérable serviteur de Dieu, Innocent XI, Notre prédécesseur : *Enfin, dit-il, pour que les docteurs, scolastiques et autres, évitent à l'avenir toute discussion injurieuse, dans l'intérêt de la paix et de la charité, le Souverain Pontife, en vertu de la sainte obéissance, ordonne que, dans les livres imprimés et les manuscrits*

comme dans les thèses et les prédications, ils s'abstiennent de toute censure, de toute note et de tout propos injurieux vis-à-vis de propositions encore controversées entre catholiques, jusqu'à ce que le Saint-Siège les ait reconnues et jugées. Qu'on mette donc un frein à cette licence des écrivains dont saint Augustin disait (l. XIII des *Conf.*, xxv, 34) : *Ils aiment leur opinion, non parce qu'elle est vraie, mais parce que c'est leur opinion* ; ils ne se bornent pas à attaquer les opinions d'autrui, ils les travestissent et les qualifient indignement. Il est intolérable qu'un auteur, dans ses livres, impose des opinions privées comme des doctrines certaines et définies par l'Église et taxe d'erreur les opinions contraires ; c'est ainsi qu'on jette le trouble dans l'Église, qu'on soulève ou qu'on aggrave des conflits entre docteurs, et que souvent on brise les liens de la charité chrétienne.

§ 24. — L'angélique prince de l'École et docteur de l'Église, saint Thomas d'Aquin, auteur de tant d'ouvrages au-dessus de tout éloge, a rencontré diverses opinions philosophiques et théologiques qu'il a dû combattre par amour de la vérité. Or, ce qui met merveilleusement le comble à la gloire de ce grand docteur, c'est qu'il n'a jamais méprisé ses adversaires, ni torturé ou faussé leurs opinions, et qu'il fut toujours pour tous courtois et bienveillant. Si une de leurs expressions contenait quelque chose de trop rude, ambigu ou obscur, il l'interprétait, l'adoucissait et l'expliquait favorablement. Si, pour le bien de l'Église et de la foi, il fallait rejeter et réfuter leur opinion, il le faisait avec une telle modestie qu'il n'était pas moins digne d'éloge en se séparant de ses adversaires qu'en affirmant la vérité catholique. Ceux donc qui suivent un maître si éminent et en sont fiers (Nous sommes heureux de les voir en si grand nombre, en raison de l'amour et du culte spécial que Nous professons à son endroit) doivent s'efforcer, en leurs écrits, d'imiter sa

modération et la loyauté de ses rapports et de ses polémiques avec ses adversaires. Que ceux même qui ne partagent pas les opinions de son école s'appliquent à s'y conformer ; car l'Église propose les vertus des saints à l'imitation de tous. Le Docteur angélique étant inscrit dans le catalogue des saints, s'il est permis de ne pas accepter ses opinions, on ne peut nullement adopter une façon d'agir et de discuter contraire à la sienne. Il est très important, pour la tranquillité publique, l'édification du prochain et la charité chrétienne, que les catholiques bannissent de leurs écrits toute jalousie, toute acrimonie, toute raillerie, si peu conforme au caractère et à la discipline de l'Église comme à tout sentiment d'honnêteté. C'est pourquoi les réviseurs des livres devront attentivement surveiller de tels écarts, les faire connaître aux Cardinaux, membres de la Congrégation de l'Index, afin qu'ils emploient tout leur zèle et leur pouvoir à les réprimer.

§ 25. — Nous ordonnons qu'on observe désormais toutes les dispositions que Nous venons d'établir concernant la procédure à suivre dans l'examen et le jugement des livres ; elles sont, d'ailleurs, en pleine harmonie avec les décrets de Nos prédécesseurs et confirmées par les décrets et coutumes des Congrégations Romaines. Nous ordonnons à tous et à chacun des membres de ces Congrégations, comme à tous ceux qui y remplissent une charge quelconque, de ne rien édicter, innover, décréter ou essayer contre Nos ordonnances, sans Notre expresse autorisation ou celle des Pontifes Romains, Nos successeurs.

§ 26. — Nonobstant toutes constitutions et ordonnances Apostoliques, toutes décisions des Congrégations, tous décrets, même confirmés par l'autorité Apostolique ou par toute autre autorité, tous usages, traditions et coutumes, même immémoriales, et toutes autres choses contraires.

§ 27. — Personne n'aura donc le droit d'altérer ou de contrecarrer témérairement cette constitution en ce qu'elle

décète, commande, dispose, ordonne et déroge. Si quelqu'un tentait de le faire, qu'il sache qu'il encourt l'indignation du Dieu tout-puissant et des bienheureux apôtres Pierre et Paul.

Donné à Rome, près de Sainte-Marie-Majeure, l'année 1753 de l'Incarnation, le sept des ides de juillet, de Notre Pontificat la treizième.

D. Card. PASSIONEUS.

J. Datarius.

VISA

DE CURIA. J. C. BOSCHI.

L. EUGENIUS.

Loco † Plumbi.

Registrata in Secretaria Brevium.

DIE VIII DECEMBRIS MDCCCLXIV

SS. DOMINI NOSTRI PII IX

EPISTOLA ENCYCLICA

VENERABILIBUS FRATRIBUS PATRIARCHIS, PRIMATIBUS, ARCHIEPISCOPIS,
ET EPISCOPIS UNIVERSIS GRATIAM ET COMMUNIONEM APOSTOLICÆ
SEDIS HABENTIBUS.

PIUS PAPA IX

*Venerabiles Fratres, salutem et Apostolicam
benedictionem.*

Quanta cura ac pastorali vigilantia Romani Pontifices Prædecessores Nostri, exsequentes demandatum sibi ab ipso Christo Domino in persona Beatissimi Petri Apostolorum Principis officium, munusque pascendi agnos et oves nunquam intermiserint universum Dominicum gregem sedulo enutrire verbis fidei, ac salutari doctrina imbuere, eumque ab venenatis pascuis arcere, omnibus quidem ac Vobis præsertim compertum, exploratumque est, Venerabiles Fratres. Et sane iidem Decessores nostri, augustæ catholicæ religionis, veritatis ac justitiæ assertores et vindices, de animarum salute maxime solliciti nihil potius unquam habuere, quam sapientissimis suis Litteris, et Constitutionibus retegere et damnare omnes hæreses et errores, qui Divinæ Fidei nostræ, catholicæ Ecclesiæ doctrinæ, morum honestati, ac sempiternæ hominum saluti adversi, graves frequenter excitarunt tempestates, et christianam civilemque rempublicam miserandum in modum funestarunt. Quocirca iidem Deces-

sores Nostri Apostolica fortitudine continenter obslitterunt nefariis iniquorum hominum molitionibus, qui despumantes tamquam fluctus feri maris confusiones suas, ac libertatem promittentes, cum servi sint corruptionis, fallacibus suis opinionibus, et perniciosissimis scriptis catholicæ religionis civilisque societatis fundamenta convellere, omnemque virtutem ac justitiam de medio tollere, omniumque animos mentesque depravare, et incautos imperitamque præsertim juventutem a recta morum disciplina avertere, eamque miserabiliter corrumpere, in erroris laqueos inducere, ac tandem ab Ecclesiæ catholicæ sinu avellere conati sunt.

Jam vero, uti Vobis, Venerabiles Fratres, apprime notum est, Nos vix dum arcano divinæ Providentiæ consilio nullis certe Nostreis meritis ad hanc Petri Cathedram evecti fuimus, cum videremus summo animi Nostri dolore horribilem sane procellam tot pravis opinionibus excitatam, et gravissima, ac nunquam satis lugenda damna, quæ in christianum populum ex tot erroribus redundant, pro Apostolici Nostri Ministerii officio illustria Prædecessorum Nostrorum vestigia sectantes Nostram extulimus vocem, ac pluribus in vulgus editis Encyclicis Epistolis et Allocutionibus in Consistorio habitis, aliisque Apostolicis Litteris præcipuos tristissimæ nostræ ætatis errores damnavimus, eximiamque vestram episcopalem vigilantiam excitavimus, et universos catholicæ Ecclesiæ Nobis carissimos filios etiam atque etiam monuimus et exhortati sumus, ut tam diræ contagia pestis omnino horrent et devitarent. Ac præsertim Nostra prima Encyclica Epistola, die 9 novembris anno 1846 Vobis scripta, binisque Allocutionibus, quarum altera die 9 decembris anno 1854, altera vero 9 junii anno 1862 in Consistorio a Nobis habita fuit, monstrosa opinionum portenta damnavimus, quæ hac potissimum ætate cum maximo animarum damno, et civilis ipsius societatis detrimento dominantur, quæque non solum catholicæ Ecclesiæ, ejusque salutari doctrinæ ac venerandis

juribus, verum etiam sempiternæ naturali legi a Deo in omnium cordibus insculptæ, rectæque rationi maxime adversantur, et ex quibus alii prope omnes originem habent errores.

Etsi autem haud omiserimus potissimos hujusmodi errores sæpe proscribere et reprobare, tamen catholicæ Ecclesiæ causa, animarumque salus Nobis divinitus commissæ, atque ipsius humanæ societatis bonum omnino postulant, ut iterum pastorem vestram sollicitudinem excitemus ad alias pravæ profligandas opiniones, quæ ex eisdem erroribus, veluti ex fontibus erumpunt. Quæ falsæ ac perversæ opiniones eo magis detestandæ sunt, quod eo potissimum spectant, ut impediatur et amoveatur salutaris illa vis, quam catholica Ecclesia ex divini sui Auctoris institutione et mandato, libere exercere debet usque ad consummationem sæculi non minus erga singulos homines, quam erga nationes, populos summosque eorum Principes, utque de medio tollatur mutua illa inter Sacerdotium et Imperium consiliorum societas et concordia, quæ rei cum sacræ tum civili fausta semper extitit ac salutaris. Etenim probe noscitis, Venerabiles Fratres, hoc tempore non paucos reperiri, qui civili consortio impium absurdumque *naturalismi*, uti vocant, principium applicantes audent docere, « optimam societatis publicæ rationem, civilemque progressum omnino requirere, ut humana societas constituatur et gubernetur, nullo habito ad religionem respectu, ac si ea non existeret, vel saltem nullo facto veram inter falsasque religiones discrimine. » Atque contra sacram Litterarum, Ecclesiæ, sanctorumque Patrum doctrinam, asserere non dubitant, « optimam esse conditionem societatis, in qua Imperio non agnoscitur officium coercendi sancitis pœnis violatores catholicæ religionis, nisi quatenus pax publica postulet. » Ex qua omnino falsa socialis regiminis idea haud timent erroneam illam fovere opinionem catholicæ Ecclesiæ, animarumque salutis maxime exitialem a rec.

mem. Gregorio XVI Prædecessore Nostro *deliramentum* appellatam, nimirum « libertatem conscientiae et cultuum esse proprium cujuscumque hominis jus, quod lege proclamari et asseri debet in omni recte constituta societate, et jus civibus inesse ad omnimodam libertatem nulla vel ecclesiastica, vel civili auctoritate coarctandam, quo suos conceptus quoscumque sive voce, sive typis, sive alia ratione palam publiceque manifestare ac declarare valeant. » Dum vero id temere affirmant, haud cogitant et considerant, quod *libertatem perditionis* prædicant, et quod « si humanis persuasionibus semper disceptare sit liberum, nunquam deesse poterunt, qui veritati audeant resultare, et de humanæ sapientiae loquacitate confidere, cum hanc nocentissimam vanitatem quantum debeat fides et sapientia christiana vitare, ex ipsa Domini nostri Jesu Christi institutione cognoscat. »

Et quoniam ubi a civili societate fuit amota religio, ac repudiata divinæ revelationis doctrina et auctoritas, vel ipsa germana justitiæ humanique juris notio tenebris obscuratur et amittitur, atque in veræ justitiæ legitimique juris locum materialis substituitur vis, inde liquet cur nonnulli, certissimis sanæ rationis principiis penitus neglectis posthabitisque, audeant conclamare, « voluntatem populi, publica, quam dicunt, opinione vel alia ratione manifestatam constituere supremam legem ab omni divino humanoque jure solutam, et in ordine politico facta consummata, eo ipso quod consummata sunt vim juris habere. » Verum æquis non videt, planeque sentit, hominum societatem religionis ac veræ justitiæ vinculis solutam nullum aliud profecto propositum habere posse, nisi scopum comparandi, cumulandique opes, nullamque aliam in suis actionibus legem sequi, nisi indomitam animi cupiditatem inserviendi propriis voluptatibus et commodis? Eapropter hujusmodi homines acerbo sane odio insectantur Religiosas Familias quamvis de re christiana,

civili, ac litteraria summopere meritas, et blaterant easdem nullam habere legitimam existendi rationem, atque ita hæreticorum commentis plaudunt. Nam ut sapientissime recem. Pius VI Decessor Noster docebat, « regularium abolitio lædit statum publicæ professionis consiliorum evangelicorum, lædit vivendi rationem in Ecclesia commendatam « tamquam Apostolicæ doctrinæ consentaneam, lædit ipsos « insignes fundatores, quos super altaribus veneramur, qui « non nisi a Deo inspirati eas constituerunt societates. » Atque etiam impie pronunciant, auferendam esse civibus et Ecclesiæ facultatem « qua eleemosynas, christianæ caritatis « causa, palam erogare valeant », ac de medio tollendam legem « qua certis aliquibus diebus opera servilia propter Dei cultum prohibentur », fallacissime prætexentes, commemoratam facultatem et legem optimæ publicæ œconomiae principiis obsistere. Neque contenti amovere religionem a publica societate, volunt religionem ipsam a privatis etiam arcere familiis. Etenim funestissimum *Communismi* et *Socialismi* docentes ac profitentes errorem asserunt « societatem domesticam seu familiam totam suæ existentiae rationem a jure dumtaxat civili mutuari; proindeque ex lege tantum civili dimanare ac pendere jura omnia parentum in filios, cum primis vero jus institutionis educationisque curandæ ». Quibus impiis opinionibus, machinationibusque in id præcipue intendunt fallacissimi isti homines, ut salutifera catholicæ Ecclesiæ doctrina ac vis a juventutis institutione et educatione prorsus eliminetur, ac teneri flexibilesque juvenum animi perniciosis quibusque erroribus, vitis que misere inficiantur ac depraventur. Siquidem omnes, qui rem tum sacram, tum publicam perturbare, ac rectum societatis ordinem evertere, et jura omnia divina et humana delere sunt conati, omnia nefaria sua consilia, studia et operam in improvidam præsertim juventutem decipiendam ac depravandam, ut supra innuimus, semper contulerunt, omnemque

spem in ipsius juventutis corruptela collocarunt. Quocirca nunquam cessant utrumque clerum, ex quo, veluti certissima historiæ monumenta splendide testantur, tot magna in christianam, civilem, et litterariam rempublicam commoda redundarunt, quibuscumque infandis modis divexare, et edicere, ipsum Clerum « utpote vero, utilique scientiæ et civilitatis progressui inimicum, ab omni juventutis instituendæ educandæque cura et officio esse amovendum ».

At vero alii instaurantes prava ac toties damnata novatorum commenta, insigni impudentia audent, Ecclesiæ et hujus Apostolicæ Sedis supremam auctoritatem a Christo Domino ei tributam civilis auctoritatis arbitrio subicere, et omnia ejusdem Ecclesiæ et Sedis jura denegare circa ea quæ ad exteriorem ordinem pertinent. Namque ipsos minime pudet affirmare « Ecclesiæ leges non obligare in conscientia, nisi cum promulgantur a civili potestate; acta et decreta Romanorum Pontificum ad religionem et Ecclesiam spectantia indigere sanctione et approbatione, vel minimum assensu potestatis civilis; Constitutiones Apostolicas, quibus damnantur clandestinæ societates, sive in eis exigatur, sive non exigatur juramentum de secreto servando, earumque asseclæ et fautores anathemate mulctantur, nullam habere vim in illis orbis regionibus ubi ejusmodi aggregationes tolerantur a civili gubernio; excommunicationem a Concilio Tridentino et Romanis Pontificibus latam in eos, qui jura possessionesque Ecclesiæ invadunt et usurpant, niti confusione ordinis spiritualis ordinisque civilis ac politici, ad mundanum dumtaxat bonum prosequendum; Ecclesiam nihil debere decernere, quod obstringere possit fidelium conscientias in ordine ad usum rerum temporalium; Ecclesiæ jus non compètere violatores legum suarum pœnis temporalibus coercendi; conforme esse sacræ theologiæ, jurisque publici principiis, bonorum proprietatem, quæ ab Ecclesiis, a Familiis religiosis, aliisque locis piis possidentur, civili gubernio asserere,

et vindicare ». Neque erubescunt palam publiceque profiteri hæreticorum effatum et principium, ex quo tot perversæ oriuntur sententiæ, atque errores. Dicunt enim « Ecclesiasticam potestatem non esse jure divino distinctam et independentem a potestate civili, neque ejusmodi distinctionem et independentiam servari posse, quin ab Ecclesia invadantur et usurpentur essentialia jura potestatis civilis ». Atque silentio præterire non possumus eorum audaciam, qui sanam non sustinentes doctrinam contendunt « illis Apostolicæ Sedis judiciis, et decretis, quorum objectum ad bonum generale Ecclesiæ, ejusdemque jura, ac disciplinam spectare declaratur, dummodo fidei, morumque dogmata non attingat, posse assensum et obedientiam detrectari absque peccato, et absque ulla catholicæ professionis jactura ». Quod quidem quantopere adversetur catholico dogmati plenæ potestatis Romano Pontifici ab ipso Christo Domino divinitus collatæ universalem pascendi, regendi, et gubernandi Ecclesiam, nemo est qui non clare aperteque videat et intelligat.

In tanta igitur depravatarum opinionum perversitate, Nos Apostolici Nostri officii probe memores, ac de sanctissima nostra Religione, de sana doctrina, et animarum salute Nobis divinitus commissa, ac de ipsius humanæ societatis bono maxime solliciti, Apostolicam Nostram vocem iterum extollere existimavimus. Itaque omnes et singulas pravas opiniones ac doctrinas singillatim hisce Litteris commemoratas Auctoritate Nostra Apostolica reprobamus, proscribimus atque damnamus, easque ab omnibus catholicæ Ecclesiæ filiis, veluti reprobatas, proscriptas atque damnatas omnino haberi volumus et mandamus.

Ac præter ea, optime scitis, Venerabiles Fratres, hisce temporibus omnis veritatis justitiæque oses, et acerrimos nostræ religionis hostes, per pestiferos libros, libellos, et ephemerides toto terrarum orbe dispersas populis illudentes, ac malitiose mentientes alias impias quasque disseminare doctrinas.

Neque ignoratis, hac etiam nostra ætate, nonnullos reperiri, qui Satanæ spiritu permoti et incitati eo impietatis deveniunt, ut Dominatorem Dominum Nostrum Jesum Christum negare, ejusque Divinitatem scelerata procacitate oppugnare non paveant. Hic vero haud possumus, quin maximis meritisque laudibus Vos efferamus, Venerabiles Fratres, qui episcopalem vestram vocem contra tantam impietatem omni zelo attollere minime omisistis.

Itaque hisce Nostris Litteris Vos iterum amantissime alloquimur, qui in sollicitudinis Nostræ partem vocati summo Nobis inter maximas Nostras acerbitates solatio, lætitiæ, et consolationi estis propter egregiam, qua præstatis religionem, pietatem, ac propter mirum illum amorem, fidem, et observantiam, qua Nobis et huic Apostolicæ Sedi concordissimis animis obstricti gravissimum episcopale vestrum ministerium strenue ac sedulo implere contenditis. Etenim ab eximio vestro pastoralis zelo expectamus, ut assumentes gladium spiritus, quod est verbum Dei, et confortati in gratia Domini nostri Jesu Christi, velitis ingeminatis studiis quotidie magis prospicere, ut fideles curæ vestræ concrediti « abstineant ab « herbis noxiis, quas Jesus Christus non colit, quia non sunt « plantatio Patris ». Atque eisdem fidelibus inculcare nunquam desinite, omnem veram felicitatem in homines ex augusta nostra Religione, ejusque doctrina et exercitio redundare, ac beatum esse populum, cujus Dominus Deus ejus. Docete « catholicæ Fidei fundamento regna subsistere, et « nihil tam præceps ad casum, tam expositum ad omnia pericula, si hoc solum nobis putantes posse sufficere, quod « liberum arbitrium, cum nasceremur, accepimus, ultra jam « a Domino nihil quaeramus, id est, auctoris nostris obliti, « ejus potentiam, ut nos ostendamus liberos, abjuremus ». Atque etiam ne omittatis docere « regiam potestatem non ad « solum mundi regimen, sed maxime ad Ecclesiæ præsidium « esse collatam, et nihil esse quod civitatum Principibus, et

« Regibus majori fructui, gloriæque esse possit, quam si, ut
« sapientissimus fortissimusque alter Prædecessor Noster,
« S. Felix, Zenoni Imperatori præscribemat, Ecclesiam catho-
« licam... sinant uti legibus suis, nec libertati ejus quemquam
« permittant obsistere... Certum est enim, hoc rebus suis
« esse salutare, ut, cum de causis Dei agatur, juxta ipsius
« constitutum, regiam voluntatem Sacerdotibus Christi stu-
« deant subdere, non præferre. »

Sed si semper, Venerabiles Fratres, nunc potissimum in tantis Ecclesiæ, civilisque societatis calamitatibus, in tanta adversariorum contra rem catholicam, et hanc Apostolicam Sedem conspiratione tantaque errorum congerie, necesse omnino est, ut adeamus cum fiducia ad thronum gratiæ, ut misericordiam consequamur, et gratiam inveniamus in auxilio opportuno. Quocirca omnium fidelium pietatem excitare existimavimus, ut una Nobiscum Vobisque elementissimum luminum et misericordiarum Patrem ferventissimis humillimisque precibus sine intermissione orent, et obsecrent, et in plenitudine fidei semper confugiant ad Dominum Nostrum Jesum Christum, qui redemit nos Deo in sanguine suo, Ejusque dulcissimum Cor flagrantissimæ erga nos caritatis victimam enixe jugiterque exorent, ut amoris sui vinculis omnia ad seipsum trahat, utque omnes homines sanctissimo suo amore inflammati secundum Cor Ejus ambulent digne Deo per omnia placentes, in omni bono opere fructificantes. Cum autem sine dubio gratiores sint Deo hominum preces, si animis ab omni labe puris ad ipsum accedant, idcirco cœlestes Ecclesiæ thesauros dispensationi Nostræ commissos Christi fidelibus Apostolica liberalitate reserare censuimus, ut iidem fideles ad veram pietatem vehementius incensi, ac per Pœnitentiæ Sacramentum a peccatorum maculis expiali fidentius suas preces ad Deum effundant, ejusque misericordiam et gratiam consequantur.

Hisce igitur Litteris auctoritate Nostra Apostolica omnibus

et singulis utriusque sexus catholici orbis fidelibus Plenariam Indulgentiam ad instar Jubilæi concedimus intra unius tantum mensis spatium usque ad totum futurum annum 1865, et non ultra, a Vobis, Venerabiles Fratres, aliisque legitimis locorum Ordinariis statuendum, eodem prorsus modo et forma qua ab initio supremi Nostri Pontificatus concessimus per Apostolicas Nostras Litteras in forma Brevis die 20 mensis Novembris anno 1846 datas, et ad universum episcopalem vestrum Ordinem missas, quarum initium « Arcano Divinæ Providentiæ consilio », et cum omnibus eisdem facultatibus, quæ per ipsas Litteras a nobis datæ fuerunt. Volumus tamen, ut ea omnia servantur, quæ in commemoratis Litteris præscripta sunt, et ea excipiantur, quæ excepta esse declaravimus. Atque id concedimus, non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque, etiam speciali et individua mentione ac derogatione dignis. Ut autem omnis dubitatio et difficultas amoveatur, earumdem Litterarum exemplar ad Vos perferri jussimus.

« Rogemus, Venerabiles Fratres, de intimo corde et de
« tota mente misericordiam Dei, quia et ipse addidit dicens :
« Misericordiam autem meam non dispergam ab eis. Petamus
« et accipiemus, et si accipiendi mora et tarditas fuerit quoniam
« niam graviter offendimus, pulsemus, quia et pulsanti aperiatur,
« si modo pulsent ostium preces, gemitus, et lacrymæ nostræ,
« quibus insistere et immorari oportet, et si sit una nimis oratio...
« unusquisque oret Deum non pro se tantum, sed pro omnibus fratribus,
« sicut Dominus orare nos docuit. » Quo vero facilius Deus Nostris,
« Vestrisque, et omnium fidelium precibus, votisque annuat,
« cum omni fiducia deprecatricem apud Eum adhibeamus Immaculatam sanctissimamque
« Deiparam Virginem Mariam, quæ cunctas hæreses interemit in
« universo mundo, quæque omnium nostrum amantissima Mater
« tota suavis est... ac plena misericordiæ..., omnibus
« sese exorabilem, omnibus clementissimam præbet, omnium

« necessitates amplissimo quodam miseratur affectu », atque utpote Regina adstans a dextris Unigeniti Filii Sui Domini Nostri Jesu Christi in vestitu deaurato circumamicta varietate nihil est, quod ab Eo impetrare non valeat. Suffragia quoque petamus Beatissimi Petri Apostolorum Principis, et Coapostoli ejus Pauli, omniumque Sanctorum Cœlitum, qui facti jam amici Dei pervenerunt ad cœlestia regna, et coronati possident palmam, ac de sua immortalitate securi, de nostra sunt salute solliciti.

Denique cœlestium omnium donorum copiam Vobis a Deo ex animo adprecantes, singularis Nostræ in Vos caritatis pignus Apostolicam Benedictionem ex intimo corde profectam Vobis ipsis, Venerabiles Fratres, cunctisque Clericis, Laicisque fidelibus curæ vestræ commissis peramanter impertimus.

Datum Romæ apud S. Petrum, die VIII Decembris anno 1864, decimo a Dogmatica Definitione Immaculatæ Conceptionis Deiparæ Virginis Mariæ.

Pontificatus Nostri anno decimo nono.

PIUS PP. IX.

Nous avons emprunté la traduction suivante de l'Encyclique « Quanta cura » et celle du « Syllabus » au Recueil des Allocutions consistoriales... des Souverains Pontifes, etc., publié, en 1865, à la librairie ADRIEN LECLÈRE.

VIII DÉCEMBRE MDCCCLXIV

LETTRE ENCYCLIQUE

DE NOTRE TRÈS SAINT-PÈRE LE PAPE PIE IX

A TOUS NOS VÉNÉRABLES FRÈRES LES PATRIARCHES, LES PRIMATS, LES
ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES EN GRACE ET EN COMMUNION AVEC LE
SIÈGE APOSTOLIQUE.

PIE IX, PAPE

Vénérables Frères, salut et bénédiction apostolique.

Avec quelle sollicitude et quelle vigilance pastorale les Pontifes Romains Nos Prédécesseurs ont rempli la charge et le devoir qui leur a été confié par Jésus-Christ lui-même dans la personne du bienheureux Pierre, Prince des Apôtres, de paître les agneaux et les brebis, en sorte qu'ils n'ont jamais cessé de nourrir fidèlement des paroles de la foi et de la doctrine du salut tout le troupeau du Seigneur et de le détourner des pâturages empoisonnés, tous le savent, tous le voient, et vous mieux que personne, Vénérables Frères. Et en effet, Nos mêmes Prédécesseurs, gardiens et vengeurs de l'auguste religion catholique, de la vérité et de la justice, pleins de sollicitude pour le salut des âmes, n'ont jamais rien eu de plus à cœur que de découvrir et de condamner par leurs Lettres et Constitutions, monuments de sagesse, toutes les hérésies et toutes les erreurs qui, contraires à notre divine foi, à la doctrine de l'Église catholique, à l'honnêteté des mœurs et au salut éternel des hommes, excitèrent sou-

vent de violentes tempêtes et appelèrent sur l'Église et sur la société civile de déplorables calamités.

C'est pourquoi, avec une vigueur Apostolique, ils s'opposèrent constamment aux coupables machinations des méchants, qui, semblables aux flots de la mer en furie, jetant l'écume de leur honte, et promettant la liberté, bien qu'esclaves de la corruption, se sont efforcés, par de fausses maximes et par de pernicioeux écrits, d'arracher les fondements de l'ordre religieux et de l'ordre social, de faire disparaître du monde toute vertu, de dépraver toutes les âmes, de soustraire à la règle des mœurs les imprudents et surtout la jeunesse inexpérimentée, et de la corrompre misérablement afin de la jeter dans les filets de l'erreur, et enfin de l'arracher au sein de l'Église catholique.

Déjà, comme vous le savez très bien, Vénérables Frères, à peine, par le secret conseil de la Providence et sans aucun mérite de Notre part, fûmes-Nous élevé à la Chaire de Pierre, qu'en voyant, le cœur navré de douleur, l'horrible tempête soulevée par tant de doctrines perverses, ainsi que les maux immenses et souverainement déplorables attirés sur le peuple chrétien par tant d'erreurs, suivant le devoir de Notre ministère Apostolique et les illustres exemples de Nos Prédécesseurs, Nous avons élevé la voix ; et dans plusieurs Encycliques, Allocutions prononcées en Consistoire et autres Lettres Apostoliques, Nous avons condamné les principales erreurs de notre si triste époque, Nous avons excité votre admirable vigilance épiscopale, et Nous avons averti et exhorté les enfants de l'Église catholique, Nos fils bien-aimés, d'avoir en horreur et d'éviter la contagion de cette peste cruelle. Et en particulier dans notre première Encyclique du 9 novembre 1846, à vous adressée, et dans deux Allocutions, dont l'une du 9 décembre 1854, et l'autre du 9 juin 1862, prononcées en Consistoire, Nous avons condamné les monstrueuses erreurs qui dominant surtout au-

jourd'hui, au grand malheur des âmes et au détriment de la société civile elle-même, et qui ne sont pas seulement la ruine de l'Église catholique, de ses salutaires doctrines et de ses droits sacrés, mais encore de l'éternelle loi naturelle gravée par Dieu même dans tous les cœurs, et de la droite raison.

Cependant, bien que Nous n'ayons pas négligé de proscrire souvent et de réprouber ces erreurs, la cause de l'Église catholique, le salut des âmes divinement confié à Notre sollicitude, le bien même de la société humaine demandent impérieusement que Nous excitons de nouveau votre sollicitude à condamner d'autres opinions, sorties des mêmes erreurs comme de leur source. Ces opinions fausses et perverses doivent être d'autant plus détestées que leur but principal est d'empêcher et d'écarter cette force salutaire dont l'Église catholique, en vertu de l'institution et du commandement de son divin Fondateur, doit faire usage jusqu'à la consommation des siècles, non moins à l'égard des particuliers qu'à l'égard des nations, des peuples et de leurs Souverains, et de détruire l'union et la concorde mutuelle du sacerdoce et de l'empire, toujours si salutaire à l'Église et à l'État.

En effet, il vous est parfaitement connu, Vénérables Frères, qu'aujourd'hui il ne manque pas d'hommes qui, appliquant à la société civile l'impie et absurde principe du *Naturalisme*, comme ils l'appellent, osent enseigner que « la perfection des gouvernements et le progrès civil demandent impérieusement que la société humaine soit constituée et gouvernée sans plus tenir compte de la religion que si elle n'existait pas, ou du moins sans faire aucune différence entre la vraie religion et les fausses ». De plus, contrairement à la doctrine de l'Écriture, de l'Église et des saints Pères, ils ne craignent pas d'affirmer que « le meilleur gouvernement est celui où l'on ne reconnaît pas au pouvoir

l'obligation de réprimer, par la sanction des peines, les vio-
lateurs de la religion catholique, si ce n'est lorsque la tran-
quillité publique le demande ». En conséquence de cette
idée absolument fausse du gouvernement social, ils n'hési-
tent pas à favoriser cette opinion erronée, on ne peut plus
fatale à l'Église catholique et au salut des âmes, et que
Notre Prédécesseur, d'heureuse mémoire, Grégoire XVI,
appelait un *délire*, à savoir, que « la liberté de conscience et
des cultes est un droit propre à chaque homme, qui doit être
proclamé et assuré dans tout état bien constitué ; et que les
citoyens ont droit à la pleine liberté de manifester hautement
et publiquement leurs opinions, quelles qu'elles soient, par
la parole, par l'impression ou autrement, sans que l'auto-
rité ecclésiastique ou civile puisse la limiter ». Or, en soute-
nant ces affirmations téméraires, ils ne pensent pas, ils ne
considèrent pas qu'ils prêchent une *liberté de perdition*, et
que, s'il est toujours permis aux opinions humaines d'entrer
en conflit, il ne manquera jamais d'hommes qui oseront
résister à la Vérité et mettre leur confiance dans le ver-
biage de la sagesse humaine, et la foi et la sagesse chré-
tienne savent d'après l'enseignement de Notre-Seigneur Jésus-
Christ combien il leur faut éviter cette vanité très nuisible.

Et parce que là où la religion est bannie de la société civile,
et la doctrine et l'autorité de la révélation divine rejetées, la
vraie notion de la justice et du droit humain s'obscurcit et
se perd, et la force matérielle prend la place de la justice et
du vrai droit, on voit clairement pourquoi certains hommes,
ne tenant aucun compte des principes les plus certains de
la saine raison, osent publier que « la volonté du peuple,
manifestée par ce qu'ils appellent l'opinion publique ou de
telle autre manière, constitue la loi suprême, indépendante
de tout droit divin et humain ; et que dans l'ordre politique
les faits accomplis, par cela même qu'ils sont accomplis, ont
la valeur du droit ».

Mais qui ne voit, qui ne sent très bien qu'une société soustraite aux lois de la religion et de la vraie justice ne peut avoir d'autre but que d'amasser, d'accumuler des richesses, et d'autre loi, dans tous ses actes, que l'indomptable désir de satisfaire ses passions et de se procurer des jouissances ? Voilà pourquoi les hommes de ce caractère poursuivent d'une haine cruelle les ordres religieux, sans tenir compte des immenses services rendus par eux à la religion, à la société et aux lettres ; pourquoi ils déblatèrent contre eux en disant qu'ils n'ont aucune raison légitime d'exister, faisant ainsi écho aux calomnies des hérétiques. En effet, comme l'enseignait avec tant de vérité Pie VI, Notre Prédécesseur, d'heureuse mémoire : « L'abolition des ordres religieux blesse l'état qui fait profession publique de suivre les conseils évangéliques ; elle blesse une manière de vivre recommandée par l'Eglise comme conforme à la doctrine des Apôtres ; elle outrage, enfin, les illustres fondateurs d'ordres que nous vénérons sur nos autels, qui ne les ont établis que par l'inspiration de Dieu. »

Ils vont plus loin, et dans leur impiété ils prononcent qu'il faut ôter aux citoyens et à l'Eglise la faculté de donner publiquement l'aumône, et « abolir la loi qui, à certains jours fériés, défend les œuvres serviles pour vaquer au culte divin » : tout cela sous le faux prétexte que cette faculté et cette loi sont en opposition avec les principes de la véritable économie publique.

Non contents de bannir la religion de la société, ils veulent l'exclure de la famille. Enseignant et professant la funeste erreur du *communisme* et du *socialisme*, ils affirment que « la société domestique ou la famille emprunte surtout sa raison d'être du droit purement civil ; et, en conséquence, que de la loi civile découlent et dépendent tous les droits des parents sur les enfants, surtout le droit d'instruction et d'éducation ». Pour ces hommes de mensonge, le

but principal de ces maximes impies et de ces machinations est de soustraire complètement à la salutaire doctrine et à l'influence de l'Église l'instruction et l'éducation de la jeunesse, afin de souiller et de dépraver par les erreurs les plus pernicieuses et par toute sorte de vices, l'âme tendre et flexible des jeunes gens.

En effet, tous ceux qui ont entrepris de bouleverser l'ordre religieux et l'ordre social, et d'anéantir toutes les lois divines et humaines, ont toujours fait conspirer leurs conseils, leur activité et leurs efforts, à tromper et à dépraver surtout l'imprévoyante jeunesse, ainsi que Nous l'avons insinué plus haut, parce qu'ils mettent toute leur espérance dans la corruption des jeunes générations. Voilà pourquoi le clergé régulier et séculier, malgré les plus illustres témoignages rendus par l'histoire à ses immenses services dans l'ordre religieux, civil et littéraire, est de leur part l'objet des plus atroces persécutions ; et pourquoi ils disent que « le clergé étant ennemi des lumières, de la civilisation et du progrès, il faut lui ôter l'instruction et l'éducation de la jeunesse ».

Il en est d'autres qui, renouvelant les erreurs funestes et tant de fois condamnées des novateurs, ont l'insigne impudence de dire que la suprême autorité donnée à l'Église et à ce Siège Apostolique par Notre-Seigneur Jésus-Christ, est soumise à l'autorité civile, et de nier tous les droits de cette même Église et de ce même Siège à l'égard de l'ordre extérieur. Dans le fait, ils ne rougissent pas d'affirmer « que les lois de l'Église n'obligent pas en conscience, à moins qu'elles ne soient promulguées par le pouvoir civil ; que les actes et décrets des Pontifes Romains relatifs à la religion et à l'Église ont besoin de la sanction et de l'approbation, ou tout au moins de l'assentiment du pouvoir civil ; que les Constitutions Apostoliques portant condamnation des sociétés secrètes, soit qu'on y exige ou non le serment de garder le secret, et frappant d'anathème leurs adeptes et leurs fau-

teurs, n'ont aucune force dans les pays où le gouvernement civil tolère ces sortes d'agréations ; que l'excommunication fulminée par le Concile de Trente et par les Pontifes Romains contre les envahisseurs et les usurpateurs des droits et des possessions de l'Église, repose sur une confusion de l'ordre spirituel et de l'ordre civil et politique, et n'a pour but que des intérêts mondains ; que l'Église ne doit rien décréter qui puisse lier la conscience des fidèles relativement à l'usage des biens temporels ; que l'Église n'a pas le droit de réprimer par des peines temporelles les violateurs de ses lois ; qu'il est conforme aux principes de la théologie et du droit public de conférer et de maintenir au gouvernement civil la propriété des biens possédés par l'Église, par les congrégations religieuses et par les autres lieux pies. »

Ils n'ont pas honte de professer hautement et publiquement les axiomes et les principes des hérétiques, source de mille erreurs et de funestes maximes. Ils répètent, en effet, que « la puissance ecclésiastique n'est pas, de droit divin, distincte et indépendante de la puissance civile ; et que cette distinction et cette indépendance ne peut exister sans que l'Église envahisse et usurpe les droits essentiels de la puissance civile ».

Nous ne pouvons non plus passer sous silence l'audace de ceux qui, ne supportant pas la saine doctrine, prétendent que « quant aux jugements du Siège Apostolique, et à ses décrets ayant pour objet évident le bien général de l'Église, ses droits et la discipline, dès qu'ils ne touchent pas aux dogmes de la foi et des mœurs, on peut refuser de s'y conformer et de s'y soumettre sans pécher, et sans aucun détriment pour la profession du catholicisme ». Combien une pareille prétention est contraire au dogme catholique de la pleine autorité divinement donnée par Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même au Pontife Romain de paître, de régir et de

gouverner l'Église universelle, il n'est personne qui ne le voie clairement et qui ne le comprenne.

Donc, au milieu de cette perversité d'opinions dépravées, Nous, pénétré du devoir de Notre charge Apostolique, et plein de sollicitude pour notre sainte Religion, pour la saine doctrine, pour le salut des âmes qui Nous est confié d'En-Haut et pour le bien même de la société humaine, Nous avons cru devoir élever de nouveau Notre voix. En conséquence, toutes et chacune des mauvaises opinions et doctrines signalées en détail dans les présentes Lettres, Nous les réprouvons par Notre Autorité Apostolique, les proscrivons, les condamnons, et Nous voulons et ordonnons que tous les enfants de l'Église catholique les tiennent pour entièrement réprouvées, prosrites et condamnées.

Outre tout cela, vous savez très bien, Vénérables Frères, qu'aujourd'hui les ennemis de toute vérité et de toute justice, et les ennemis acharnés de notre sainte Religion, au moyen de livres empoisonnés, de brochures et de journaux répandus aux quatre coins du monde, trompent les peuples, mentent méchamment et disséminent toute espèce de doctrines impies. Vous n'ignorez pas non plus qu'à notre époque il en est qui, poussés et excités par l'esprit de Satan, en sont venus à ce degré d'iniquité de nier le Dominateur, Jésus-Christ Notre-Seigneur, et de ne pas trembler d'attaquer avec la plus criminelle impudence sa divinité. Ici, Nous ne pouvons Nous empêcher de vous donner, Vénérables Frères, les louanges les plus grandes et les mieux méritées, pour le zèle avec lequel vous avez eu soin d'élever votre voix épiscopale contre une si grande impiété.

C'est pourquoi, dans les présentes Lettres, Nous nous adressons encore une fois à vous avec amour, à vous qui, appelés à partager Notre sollicitude, Nous êtes, au milieu de Nos grandes douleurs, un sujet de consolation, de joie et d'encouragement par votre religion, par votre piété, et par

vosre amour, par cette foi, ce dévouement admirables avec lesquels vous vous efforcez d'accomplir virilement et soigneusement la charge si grave de votre ministère épiscopal, en union intime et cordiale avec Nous et avec ce Siège Apostolique. En effet, nous attendons de votre excellent zèle pastoral, que, prenant le glaive de l'esprit, qui est la parole de Dieu, et fortifiés dans la grâce de Notre-Seigneur Jésus-Christ, vous vous attachiez chaque jour davantage à faire en sorte que, par vos soins redoublés, les fidèles confiés à votre garde « s'abstiennent des mauvaises herbes que Jésus-Christ ne cultive point, parce qu'elles n'ont pas été plantées par son Père ». Ne cessez donc jamais d'inculquer à ces mêmes fidèles que toute vraie félicité découle pour les hommes de notre auguste Religion, de sa doctrine et de sa pratique, et qu'il est heureux le peuple dont Dieu est le Seigneur. Enseignez « que les royaumes reposent sur le fondement de la foi, et qu'il n'y a rien de si mortel, et qui nous expose plus à la chute et à tous les dangers, que de croire qu'il nous suffit du libre arbitre que nous avons reçu en naissant, sans plus avoir autre chose à demander à Dieu, c'est-à-dire, qu'oubliant notre auteur, nous osions renier sa puissance pour nous montrer libres ». Ne négligez pas non plus d'enseigner « que la puissance royale n'est pas uniquement conférée pour le gouvernement de ce monde, mais par-dessus tout pour la protection de l'Église, et que rien ne peut être plus avantageux et plus glorieux pour les Chefs des États et les Rois que de se conformer à ces paroles que Notre très sage et très courageux Prédécesseur, saint Félix, écrivait à l'empereur Zénon, c'est-à-dire, de laisser l'Église catholique se gouverner par ses propres lois, et de ne permettre à personne de mettre obstacle à sa liberté... Il est certain, en effet, qu'il est de leur intérêt, toutes les fois qu'il s'agit des affaires de Dieu, de suivre avec soin l'ordre qu'il a prescrit, et de subordonner, et non de préférer la volonté royale à celle des prêtres du Christ. »

Mais si nous devons toujours, Vénérables Frères, nous adresser avec confiance au Trône de la grâce pour en obtenir miséricorde et secours en temps opportun, nous devons le faire surtout au milieu de si grandes calamités de l'Église et de la société civile, en présence d'une si vaste conspiration des ennemis et d'un si grand amas d'erreurs contre la société catholique et ce Siègé Apostolique. Nous avons donc jugé utile d'exciter la piété de tous les fidèles, afin que, s'unissant à Nous, ils ne cessent d'invoquer et de supplier par les prières les plus ferventes et les plus humbles le Père très clément des lumières et des miséricordés ; afin qu'ils recourent toujours dans la plénitude de leur foi à Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui nous a rachetés pour Dieu par son sang, qu'ils demandent avec instance et continuellement à son très doux Cœur, victime de sa brûlante charité pour nous, d'entraîner tout à lui par les liens de son amour, et afin que tous les hommes, enflammés de son très saint amour, marchent dignement selon son cœur, agréables à Dieu en toutes choses, et portant des fruits en toutes sortes de bonnes œuvres. Or, comme les prières des hommes sont plus agréables à Dieu, s'ils viennent à lui avec des cœurs purs de toute souillure, Nous avons résolu d'ouvrir aux fidèles chrétiens, avec une libéralité Apostolique, les trésors célestes de l'Église confiés à Notre dispensation, afin qu'excités plus vivement à la vraie piété, et purifiés de leurs péchés par le Sacrement de Pénitence, ils répandent avec plus de confiance leurs prières devant Dieu et obtiennent sa grâce et sa miséricorde.

En conséquence, Nous accordons, par la teneur des présentes Lettres, en vertu de Notre autorité Apostolique, à tous et à chaque fidèle de l'un et l'autre sexe de l'univers catholique, une Indulgence plénière en forme de Jubilé, à gagner dans l'espace d'un mois, durant toute l'année prochaine de 1865, et non au delà, mais désigné par Vous, Vénérables

Frères, et par les autres Ordinaires légitimes, en la même manière et forme que Nous l'avons accordée, au commencement de Notre Pontificat, par Nos Lettres Apostoliques en forme de Bref du 20 novembre 1846, envoyées à tous les Évêques de l'univers, et commençant par ces mots : *Arcano Divinæ Providentiæ consilio*, et avec tous les mêmes pouvoirs accordés par Nous dans ces Lettres. Nous voulons cependant que toutes les prescriptions contenues dans les susdites Lettres soient observées, et qu'il ne soit dérogé à aucune des exceptions que Nous avons faites. Nous accordons cela, nonobstant toutes dispositions contraires, même celles qui seraient dignes d'une mention spéciale et individuelle et d'une dérogation. Et pour écarter tout doute et toute difficulté, Nous avons ordonné qu'un exemplaire de ces Lettres vous fût remis.

« Prions, Vénérables Frères, prions du fond du cœur et
« de toutes les forces de notre esprit la miséricorde de Dieu,
« parce qu'il a lui-même ajouté : *Je n'éloignerai pas d'eux*
« *ma miséricorde*. Demandons, et nous recevrons, et si
« l'effet de nos demandes se fait attendre parce que nous
« avons grièvement péché, frappons, car il sera ouvert à
« celui qui frappe, pourvu que ce qui frappe la porte ce soient
« les prières, les gémissements et les larmes, dans lesquels
« nous devons insister et persévérer, et pourvu que la prière
« soit unanime...; que chacun prie Dieu non seulement pour
« lui-même, mais pour tous ses frères, comme le Seigneur
« nous a enseigné à prier. » Et afin que Dieu exauce plus
facilement Nos prières et Nos vœux, les vôtres et ceux de
tous les fidèles, prenons en toute confiance pour avocate
auprès de lui l'Immaculée et très sainte Mère de Dieu, la
Vierge Marie, qui a détruit toutes les hérésies dans le monde
entier, et qui, mère très aimante de nous tous, « est toute
« suave..., et pleine de miséricorde... qui se montre acces-
« sible à toutes les prières, qui est très clémente pour tous,

« et qui embrasse avec une immense affection et une tendre « pitié tous nos besoins. » En sa qualité de Reine, debout à la droite de son Fils unique, Notre-Seigneur Jésus-Christ, et ornée d'un vêtement d'or et varié, il n'est rien qu'Elle ne puisse obtenir de Lui. Demandons aussi les suffrages du bienheureux Pierre, Prince des Apôtres, et de Paul, son compagnon dans l'apostolat, et ceux de tous les saints du ciel, ces amis de Dieu qui possèdent déjà le royaume céleste, la couronne et la palme, et qui, désormais sûrs de leur immortalité, restent pleins de sollicitude pour notre salut.

Enfin, demandant à Dieu de tout Notre cœur l'abondance de tous les dons célestes, Nous donnons du fond du cœur et avec amour, comme gage de Notre particulière affection, Notre bénédiction Apostolique à vous, Vénérables Frères, et à tous les fidèles, clercs et laïques confiés à vos soins.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 8 décembre de l'année 1864, dixième année depuis la définition dogmatique de l'Immaculée Conception de la Vierge Marie, Mère de Dieu.

Et de Notre Pontificat la dix-neuvième.

PIE IX, PAPE.

SYLLABUS

Complectens præcipuos nostræ ætatis errores

QUI NOTANTUR

IN ALLOCUTIONIBUS CONSISTORIALIBUS, IN ENCYCLICIS ALIISQUE
APOSTOLICIS LITTERIS SANCTISSIMI DOMINI NOSTRI PII PAPÆ IX

§ I.

Pantheismus, Naturalismus et Rationalismus absolutus.

I. — Nullum supremum, sapientissimum, providentissimumque Numen divinum existit ab hac rerum universitate distinctum, et Deus idem est ac rerum natura, et ideo immutationibus obnoxius; Deusque reapse fit in homine et mundo, atque omnia Deus sunt et ipsissimam Dei habent substantiam; ac una eademque res est Deus cum mundo, et proinde spiritus cum materia, necessitas cum libertate, verum cum falso, bonum cum malo, et justum cum injusto.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

II. — Neganda est omnis Dei actio in homines et mundum.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

III. — Humana ratio, nullo prorsus Dei respectu habito, unicus est veri et falsi, boni et mali arbiter; sibi ipsi est lex, et naturalibus suis viribus ad hominum ac populorum bonum curandum sufficit.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

IV. — Omnes religionis veritates ex nativa humanæ rationis vi derivant; hinc ratio est princeps norma qua homo cognitionem omnium cujuscumque generis veritatum assequi possit ac debeat.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846, p. 172.

Epist. encycl. *Singulari quidem*, 17 martii 1856, p. 362.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

V. — Divina revelatio est imperfecta et idcirco subjecta continuo et indefinito progressui qui humanæ rationis progressioni respondeat.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846, p. 172.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

VI. — Christi fides humanæ refragatur rationi; divinaque revelatio non solum nihil prodest, verum etiam nocet hominis perfectioni.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846, p. 172.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

VII. — Prophetiæ et miracula in sacris Litteris exposita et narrata sunt poetarum commenta, et Christianæ fidei mysteria philosophicarum investigationum summa; et utriusque Testamenti libris mythica continentur inventa; ipseque Jesus Christus est mythica fictio.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846, p. 172.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

§ II.

Rationalismus moderatus.

VIII. — Quum ratio humana ipsi religioni æquiparetur, idcirco theologicæ disciplinæ perinde ac philosophicæ tractandæ sunt.

Alloc. *Singulari quadam perfusi*, 9 decembris 1854, p. 334.

IX. — Omnia indiscriminatim dogmata religionis Christianæ sunt objectum naturalis scientiæ seu philosophiæ; et humana ratio historice tantum exulta potest ex suis naturalibus viribus et principiis ad veram de omnibus etiam reconditoribus dogmatibus scientiam pervenire, modo hæc dogmata ipsi rationi tamquam objectum proposita fuerint.

Epist. ad Archiep. Frising. *Gravissimas*, 11 decembris 1862, p. 466.

Epist. ad eundem, *Tuas libenter*, 21 decembris 1863, p. 496.

X. — Quum aliud sit philosophus, aliud philosophia, ille jus et officium habet se submittendi auctoritati, quam veram ipse probaverit; at philosophia neque potest, neque debet ulli sese submittere auctoritati.

Epist. ad Archiep. Frising. *Gravissimas*, 11 decembris 1862, p. 466.

Epist. ad eundem, *Tuas libenter*, 21 decembris 1863, p. 496.

XI. — Ecclesia non solum non debet in philosophiam unquam animadvertere, verum etiam debet ipsius philosophiæ tolerare errores, eique relinquere ut ipsa se corrigat.

Epist. ad Archiep. Frising. *Gravissimas*, 11 decembris 1862, p. 466.

XII. — Apostolicæ Sedis, Romanarumque Congregationum decreta liberum scientiæ progressum impediunt.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter*, 21 decembris 1863, p. 496.

XIII. — Methodus et principia, quibus antiqui doctores scholastici Theologiam excoluerunt, temporum nostrorum necessitatibus scientiarumque progressui minime congruunt.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter*, 21 decembris 1863, p. 496.

XIV. — Philosophia tractanda est, nulla supernaturalis revelationis habita ratione.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter*, 21 decembris 1863, p. 496.

N. B. — Cum rationalismi systemate coherens quoad maximam partem errores Antonii Günther, qui damnatur in Epist. ad Card. Archiep. Coloniensem *Eximiam tuam*,

15 junii 1857, p. 394, et in Epist. ad Episc. Wratislaviensem *Dolore haud mediocri*, 30 aprilis 1860, p. 410.

§ III.

Indifferentismus, Latitudinarismus.

XV. — Liberum cuique homini est eam amplecti ac profiteri religionem, quam rationis lumine quis ductus veram putaverit.

Litt. Apost. *Multiplies inter*, 10 junii 1851, p. 286.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

XVI. — Homines in cujusvis religionis cultu viam æternæ salutis reperire æternamque salutem assequi possunt.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846, p. 172.

Alloc. *Ubi primum*, 17 decembris 1847, p. 202.

Epist. encycl. *Singulari quidem*, 17 martii 1856, p. 362.

XVII. — Saltem bene sperandum est de æterna illorum omnium salute, qui in vera Christi Ecclesia nequaquam versantur.

Alloc. *Singulari quadam*, 9 decembris 1854, p. 334.

Epist. encycl. *Quanto conficiamur*, 10 augusti 1863, p. 476.

XVIII. — Protestantismus non aliud est quam diversa veræ ejusdem Christianæ religionis forma, in qua æque ac in Ecclesia catholica Deo placere datum est.

Epist. encycl. *Nostis et Nobiscum*, 8 decembris 1849, p. 238.

§ IV.

Socialismus, Communismus, Societates clandestinæ, Societates biblicæ, Societates clerico-liberales.

Ejusmodi pestes sæpe gravissimisque verborum formulis reprobantur in Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novemb. 1846,

p. 172 ; in Alloc. *Quibus quantisque*, 20 april. 1849, p. 210 ; in Epist. encycl. *Nostis et Nobiscum*, 8 dec. 1849, p. 238 ; in Alloc. *Singulari quadam*, 9 decemb. 1854, p. 334 ; in Epist. encycl. *Quanto conficiamur mœrore*, 10 augusti 1863, p. 476.

§ V.

Errores de Ecclesia ejusque juribus.

XIX. — Ecclesia non est vera perfectaue societas plane libera, nec pollet suis propriis et constantibus juribus sibi a divino suo Fundatore collatis, sed civilis potestatis est definire quæ sint Ecclesiæ jura ac limites, intra quos eadem jura exercere queat.

Alloc. *Singulari quadam*, 9 decembris 1854, p. 334.

Alloc. *Multis gravibusque*, 17 decembris 1860, p. 424.

Alloc. *Marina quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

XX. — Ecclesiastica potestas suam auctoritatem exercere non debet absque civilis gubernii venia et assensu.

Alloc. *Meminit unusquisque*, 30 septembris 1861, p. 446.

XXI. — Ecclesia non habet potestatem dogmaticæ definiendi religionem catholicæ Ecclesiæ esse unice veram religionem.

Litt. Apost. *Multiplies inter*, 10 junii 1851, p. 286.

XXII. — Obligatio, qua catholici magistri et scriptores omnino adstringuntur, coarctatur in iis tantum, quæ ab infallibili Ecclesiæ judicio veluti dogmata ab omnibus credenda proponuntur.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter*, 21 decembris 1863, p. 496.

XXIII. — Romani Pontifices et Concilia œcumenica a

limitibus suæ potestatis recesserunt, jura principum usurparunt, atque etiam in rebus fidei et morum definiendis errarunt.

Litt. Apost. *Multiplies inter*, 10 junii 1851, p. 286.

XXIV. — Ecclesia vis inferendæ potestatem non habet, neque potestatem ullam temporalem directam vel indirectam.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

XXV. — Præter potestatem episcopatus inhaerentem, alia est attributa temporalis potestas a civili imperio vel expresse vel tacite concessa, revocanda propterea, cum libuerit, a civili imperio.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

XXVI. — Ecclesia non habet nativum ac legitimum jus acquirendi ac possidendi.

Alloc. *Nunquam fore*, 15 decembris 1856, p. 382.

Epist. encycl. *Incredibili*, 17 septembris 1863, p. 488.

XXVII. — Sacri Ecclesiæ ministri Romanusque Pontifex ab omni rerum temporalium cura ac dominio sunt omnino excludendi.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

XXVIII. — Episcopis, sine gubernii venia, fas non est vel ipsas Apostolicas Litteras promulgare.

Alloc. *Nunquam fore*, 15 decembris 1856, p. 382.

XXIX. — Gratiæ a Romano Pontifice concessæ existimari debent tanquam irritæ, nisi per gubernium fuerint impetratæ.

Alloc. *Nunquam fore*, 15 decembris 1856, p. 382.

XXX. — Ecclesiæ et personarum ecclesiasticarum immunitas a jure civili ortum habuit.

Litt. Apost. *Multiplies inter*, 10 junii 1851, p. 286.

XXXI. — Ecclesiasticum forum pro temporalibus clericorum causis sive civilibus sive criminalibus omnino de medio tollendum est, etiam inconsulta et reclamante Apostolica Sede.

Alloc. *Acerbissimum*, 27 septembris 1852, p. 320.

Alloc. *Nunquam fore*, 15 decembris 1856, p. 382.

XXXII. — Absque ulla naturalis juris et æquitatis violatione potest abrogari personalis immunitas, qua clerici ab onere subeundæ exercendæque militiæ eximuntur; hanc vero abrogationem postulat civilis progressus, maxime in societate ad formam liberioris regiminis constituta.

Epist. ad Episc. Montisregal. *Singularis Nobisque*, 29 sept. 1864, p. 514.

XXXIII. — Non pertinet unice ad ecclesiasticam jurisdictionis potestatem proprio ac nativo jure dirigere theologiarum rerum doctrinam.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter*, 21 decembris 1863, p. 496.

XXXIV. — Doctrina comparantium Romanum Pontificem Principi libero et agenti in universa Ecclesia, doctrina est quæ medio ævo prævaluit.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

XXXV. — Nihil vetat, alicujus Concilii generalis sententia aut universorum populorum facto, summum Pontificatum ab Romano Episcopo atque Urbē ad alium Episcopum aliamque civitatem transferri.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

XXXVI. — Nationalis Concilii definitio nullam aliam admittit disputationem, civilisque administratio rem ad hosce terminos exigere potest.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

XXXVII. — Institui possunt nationales Ecclesiae ab auctoritate Romani Pontificis subduetae planeque divisae.

Alloc. *Multis gravibusque*, 17 decembris 1860, p. 424.

Alloc. *Jamdudum cernimus*, 18 martii 1861, p. 434.

XXXVIII. — Divisioni Ecclesiae in orientalem atque occidentalem nimia Romanorum Pontificum arbitria contulerunt.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

§ VI.

Errores de societate civili tum in se, tum in suis ad Ecclesiam relationibus spectata.

XXXIX. — Reipublicae status, utpote omnium jurium origo et fons, jure quodam pollet nullis circumscripto limitibus.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 434.

XL. — Catholicæ Ecclesiae doctrina humanae societatis bono et commodis adversatur.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846, p. 172.

Alloc. *Quibus quantisque*, 20 aprilis 1849, p. 210.

XLI. — Civili potestati vel ab infideli imperante exercita competit potestas indirecta negativa in sacra; eidem proinde competit nedum jus quod vocant *exequatur*, sed etiam jus *appellationis*, quam nuncupant *ab abusu*.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

XLII. — In conflictu legum utriusque potestatis, jus civile praevalet.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

XLIII. — Laica potestas auctoritatem habet rescindendi,

declarandi ac faciendi irritas solemnes conventiones (vulgo *Concordata*) super usu jurium ad ecclesiasticam immunitatem pertinentium cum Sede Apostolica initas, sine hujus consensu, immo et ea reclamante.

Alloc. *In consistoriali*, 1 novembris 1850, p. 276.

Alloc. *Multis gravibusque*, 17 decembris 1860, p. 424.

XLIV. — Civilis auctoritas potest se immiscere rebus quæ ad religionem, mores et regimen spirituale pertinent. Hinc potest de instructionibus judicare, quas Ecclesiæ pastores ad conscientiarum normam pro suo munere edunt, quin etiam potest de divinatorum sacramentorum administratione et dispositionibus ad ea suscipienda necessariis decernere.

Alloc. *In consistoriali*, 1 novembris 1850, p. 276.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

XLV. — Totum scholarum publicarum regimen, in quibus juvenus christianæ alicujus Reipublicæ instituitur, episcopabilibus dumtaxat seminariis aliqua ratione exceptis, potest ac debet attribui auctoritati civili, et ita quidem attribui, ut nullum alii cuicumque auctoritati recognoscatur jus immiscendi se in disciplina scholarum, in regimine studiorum, in graduum collatione, in delectu aut approbatione magistrorum.

Alloc. *In consistoriali*, 1 novembris 1850, p. 276.

Alloc. *Quibus luctuosissimis*, 5 septembris 1851, p. 302.

XLVI. — Immo in ipsis clericorum seminariis methodus studiorum adhibenda civili auctoritati subjicitur.

Alloc. *Nunquam fore*, 15 decembris 1856, p. 382.

XLVII. — Postulat optima civilis societatis ratio, ut populares scholæ, quæ patent omnibus cujusque ex populo classis pueris, ac publica universim Instituta, quæ litteris severioribusque disciplinis tradendis et educationi juventutis curanda sunt destinata, eximantur ab omni Ecclesiæ auctoritate, moderatrice vi et ingerentia, plenoque civilis ac politicæ aucto-

ritatis arbitrio subjiciantur, ad imperantium placita et ad communium ætatis opinionum amussim.

Epist. Ad Archiep. Friburg. *Quum non sine*, 14 julii 1864, p. 506.

XLVIII. — Catholicis viris probari potest ea juventutis instituendæ ratio, quæ sit a catholica fide et ab Ecclesiæ potestate sejuncta, quæque rerum dumtaxat naturalium scientiam ac terrenæ socialis vitæ fines tantum modo vel saltem primario spectet.

Epist. ad Archiep. Friburg. *Quum non sine*, 14 julii 1864, p. 506.

XLIX. — Civilis auctoritas potest impedire quominus sacrorum Antistites et fideles populi cum Romano Pontifice libere ac mutuo communicent.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 434.

L. — Laica auctoritas habet per se jus præsentandi Episcopos, et potest ab illis exigere ut ineant diocesium procurationem, antequam canonicam a S. Sede institutionem et Apostolicas Litteras accipiant.

Alloc. *Nunquam fore*, 13 decembris 1856, p. 382.

LI. — Immo laicum gubernium habet jus deponendi ab exercitio pastoralis ministerii Episcopos, neque tenetur obedire Romano Pontifici in iis quæ episcopatum et Episcoporum respiciunt institutionem.

Litt. Apost. *Multiplies inter*, 10 junii 1851, p. 286.

Alloc. *Acerbissimum*, 27 septembris 1852, p. 320.

LII. — Gubernium potest suo jure immutare ætatem ab Ecclesia præscriptam pro religiosa tam mulierum quam virorum professione, omnibusque religiosis familiis indicere, ut neminem sine suo permissu ad solennia vota nuncupanda admittant.

Alloc. *Nunquam fore*, 13 decembris 1856, p. 382.

LIII. — Abrogandæ sunt leges quæ ad religiosarum familiarum statum tutandum, earumque jura et officia pertinent; immo potest civile gubernium iis omnibus auxilium præstare, qui a suscepto religiosæ vitæ instituto deficere ac solemnia vota frangere velint; pariterque potest religiosas easdem familias perinde ac collegiatas Ecclesias et beneficia simplicia etiam juris patronatus penitus extinguere, illorumque bona et redditus civilis potestatis administrationi et arbitrio subicere et vindicare.

Alloc. *Acerbissimum*, 27 septembris 1852, p. 320.

Alloc. *Probe meminertis*, 22 januarii 1853, p. 346.

Alloc. *Cum sæpe*, 26 junii 1853, p. 356.

LIV. — Reges et Principes non solum ab Ecclesiæ jurisdictione eximuntur, verum etiam in quæstionibus jurisdictionis dirimendis superiores sunt Ecclesia.

Litt. Apost. *Multiplies inter*, 10 junii 1851, p. 286.

LV. — Ecclesia a Statu, Statusque ab Ecclesia sejungendus est.

Alloc. *Acerbissimum*, 27 septembris 1852, p. 320.

§ VII.

Errores de Ethica naturali et Christiana.

LVI. — Morum leges divinæ haud egent sanctione, minimeque opus est ut humanæ leges ad naturæ jus conformentur aut obligandi vim a Deo accipiant.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

LVII. — Philosophicarum rerum morumque scientia, itemque civiles leges possunt et debent a divina et ecclesiastica auctoritate declinare.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

LVIII. — Aliæ vires non sunt agnoscendæ nisi illæ quæ in materia positæ sunt, et omnis morum disciplina honestaque collocari debet in cumulandis et augendis quovis modo divitiis ac in voluptatibus explendis.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

Epist. encycl. *Quanto conficiamur*, 10 augusti 1863, p. 476.

LIX. — Jus in materiali facto consistit, et omnia hominum officia sunt nomen inane, et omnia humana facta juris vim habent.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

LX. — Auctoritas nihil aliud est nisi numeri et materiarum virium summa.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

LXI. — Fortunata facti injustitia nullum juris sanctitati detrimentum affert.

Alloc. *Jamdudum vernimus*, 18 martii 1861, p. 434.

LXII. — Proclamandum est et observandum principium quod vocant de *non-interventu*.

Alloc. *Novos et ante*, 28 septembris 1860, p. 414.

LXIII. — Legitimis principibus obedientiam detrectare, immo et rebellare licet.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846, p. 172.

Alloc. *Quisque vestrum*, 4 octobris 1847, p. 196.

Epist. encycl. *Nostis et Nobiscum*, 8 decembris 1849, p. 238.

Litt. Apost. *Cum catholica*, 26 martii 1860, p. 400.

LXIV. — Tum cujusque sanctissimi juramenti violatio, tum quælibet scelesta flagitiosaque actio sempiternæ legi repugnans, non solum haud est improbanda, verum etiam omnino licita, summisque laudibus efferenda, quando id pro patriæ amore agatur.

Alloc. *Quibus quantisque*, 20 aprilis 1849, p. 210.

§ VIII.

Errores de matrimonio christiano.

LXV. — Nulla ratione ferri potest Christum evexisse matrimonium ad dignitatem sacramenti.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

LXVI. — Matrimonii sacramentum non est nisi quid contractui accessorium ab eoque separabile, ipsumque sacramentum in una tantum nuptiali benedictione situm est.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

LXVII. — Jure naturæ matrimonii vinculum non est indissolubile, et in variis casibus divortium proprie dictum auctoritate civili sanciri potest.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

Alloc. Acerbissimum, 27 septembris 1852, p. 320.

LXVIII. — Ecclesia non habet potestatem impedimenta matrimonium dirimentia inducendi, sed ea potestas civili auctoritati competit, a qua impedimenta existantia tollenda sunt.

Litt. Apost. *Multiplies inter*, 10 junii 1851, p. 286.

LXIX. — Ecclesia sequioribus sæculis dirimentia impedimenta inducere cepit, non jure proprio, sed illo jure usa, quod a civili potestate mutuata erat.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

LXX. — Tridentini canones qui anathematis censuram illis inferunt qui facultatem impedimenta dirimentia inducendi Ecclesiæ negare audeant, vel non sunt dogmatici, vel de hac mutuata potestate intelligendi sunt.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

LXXI. — Tridentini forma sub infirmitatis poena non obligat, ubi lex civilis aliam formam præstituat, et velit hac nova forma interveniente matrimonium valere.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

LXXII. — Bonifacius VIII votum castitatis in ordinatione emissum nuptias nullas reddere primus asseruit.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

LXXIII. — Vi contractus mere civilis potest inter christianos constare veri nominis matrimonium; falsumque est, aut contractum matrimonii inter christianos semper esse sacramentum, aut nullum esse contractum, si sacramentum excludatur.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

Lettera di S. S. PIO IX al Re di Sardegna, 19 settembre 1852, p. 312.

Alloc. *Acerbissimum*, 27 septembris 1852, p. 320.

Alloc. *Multis gravibusque*, 17 decembris 1860, p. 424.

LXXIV. — Causæ matrimoniales et sponsalia suapte ad forum civile pertinent.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

Alloc. *Acerbissimum*, 27 septembris 1852, p. 320.

N. B. — Huc facere possunt duo alii errores: de clericorum cœlibatu abolendo et de statu matrimonii statui virginitatis anteferendo. Confodiuntur, prior in *Epist. Encycl. Qui pluribus*, 9 novembris 1846, p. 172, posterior in *Litteris Apost. Multiplices inter*, 10 junii 1851, p. 286.

§ IX.

Errores de civili Romani Pontificis principatu.

LXXV. — De temporalis regni cum spirituali compatibilitate disputant inter se christianæ et catholicæ Ecclesiæ filii.

Litt. Apost. *Ad Apostolicæ*, 22 augusti 1851, p. 292.

LXXVI. — Abrogatio civilis imperii, quo Apostolica Sedes potitur, ad Ecclesiæ libertatem felicitatemque vel maxime conduceret.

Alloc. Quibus quantisque, 20 aprilis 1849, p. 210.

N. B. — Præter hos errores explicite notatos, alii complures implicite reprobantur proposita et asserta doctrina, quam catholici omnes firmissime retinere debent, de civili Romani Pontificis principatu. Ejusmodi doctrina luculenter traditur in *Alloc. Quibus quantisque*, 20 april. 1849, p. 210 ; in *Alloc. Si semper antea*, 20 maii 1850, p. 264 ; in *Litt. Apost. Cum catholica Ecclesia*, 26 mart. 1860, p. 400 ; in *Alloc. Novos*, 28 sept. 1860, p. 414 ; in *Alloc. Jamdudum*, 18 mart. 1861, p. 434 ; in *Alloc. Maxima quidem*, 9 junii 1862, p. 454.

§ X.

Errores qui ad liberalismum hodiernum referuntur.

LXXVII. — Ætate hac nostra non amplius expedit religionem catholicam haberi tamquam unicam Status religionem, ceteris quibuscumque cultibus exclusis.

Alloc. Nemo vestrum, 26 julii 1855, p. 350.

LXXVIII. — Hinc laudabiliter in quibusdam catholici nominis regionibus lege cautum est, ut hominibus illuc immigrantibus liceat publicum proprii cujusque cultus exercitium habere.

Alloc. Acerbissimum, 27 septembris 1852, p. 320.

LXXIX. — Enimvero falsum est, civilem cujusque cultus libertatem, itemque plenam potestatem omnibus attributam quaslibet opiniones cogitationesque palam publiceque mani-

festandi, conducere ad populorum mores animosque facilius corrumpendos, ad indifferentissimi pestem propagandam.

Alloc. Nunquam fore, 15 decembris 1856, p. 382.

LXXX. — Romanus Pontifex potest ac debet cum progressu, cum liberalismo et cum recenti civilitate sese reconciliare et componere.

Alloc. Jamdudum cernimus, 18 martii 1861, p. 434.

R É S U M É

Renfermant les principales erreurs de notre temps

QUI SONT SIGNALÉES

DANS LES ALLOCUTIONS CONSISTORIALES, ENCYCLIQUES
ET AUTRES LETTRES APOSTOLIQUES DE N. T. S. P. LE PAPE PIE IX

§ I.

Panthéisme, naturalisme et rationalisme absolu.

I. — Il n'existe aucun Être divin, suprême, parfait dans sa sagesse et sa providence, qui soit distinct de l'universalité des choses, et Dieu est identique à la nature des choses, et par conséquent assujetti aux changements ; Dieu, par cela même, se fait dans l'homme et dans le monde, et tous les êtres sont Dieu et ont la propre substance de Dieu. Dieu est ainsi une seule et même chose avec le monde, et par conséquent l'esprit avec la matière, la nécessité avec la liberté, le vrai avec le faux, le bien avec le mal, et le juste avec l'injuste.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 455.

II. — On doit nier toute action de Dieu sur les hommes et sur le monde.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 455.

III. — La raison humaine, considérée sans aucun rapport à Dieu, est l'unique arbitre du vrai et du faux, du bien et

du mal : elle est à elle-même sa loi, elle suffit par ses forces naturelles pour procurer le bien des hommes et des peuples.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

IV. — Toutes les vérités de la religion découlent de la force native de la raison humaine ; d'où il suit que la raison est la règle souveraine d'après laquelle l'homme peut et doit acquérir la connaissance de toutes les vérités de toute espèce.

Encycl. *Qui pluribus*, du 9 novembre 1846, p. 173.

Encycl. *Singulari quidem*, du 17 mars 1856, p. 363.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

V. — La révélation divine est imparfaite, et par conséquent sujette à un progrès continu et indéfini correspondant au développement de la raison humaine.

Encycl. *Qui pluribus*, du 9 novembre 1846, p. 173.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

VI. — La foi du Christ est en opposition avec la raison humaine, et la révélation divine non seulement ne sert de rien, mais encore elle nuit à la perfection de l'homme.

Encycl. *Qui pluribus*, du 9 novembre 1846, p. 173.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

VII. — Les prophéties et les miracles exposés et racontés dans les saintes Écritures sont des fictions poétiques, et les mystères de la foi chrétienne sont le résumé d'investigations philosophiques ; dans les livres des deux Testaments sont contenues des inventions mythiques, et Jésus-Christ lui-même est un mythe.

Encycl. *Qui pluribus*, du 9 novembre 1846, p. 173.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

§ II.

Rationalisme modéré.

VIII. — Comme la raison humaine est égale à la religion elle-même, les sciences théologiques doivent être traitées comme les sciences philosophiques.

Alloc. *Singulari quadam perfusi*, du 9 décembre 1854, p. 335.

IX. — Tous les dogmes de la religion chrétienne sans distinction sont l'objet de la science naturelle ou philosophie ; et la raison humaine n'ayant qu'une culture historique, peut, d'après ses principes et ses forces naturelles, parvenir à une vraie connaissance de tous les dogmes, même les plus cachés, pourvu que ces dogmes aient été proposés à la raison comme objet.

Lettre à l'Archevêque de Frisingue : *Gravissimas*, du 11 décembre 1862, p. 467.

Lettre au même : *Tuas libenter*, du 21 décembre 1863, p. 497.

X. — Comme autre chose est le philosophe et autre chose la philosophie, celui-là a le droit et le devoir de se soumettre à une autorité dont il s'est démontré à lui-même la réalité ; mais la philosophie ne peut ni ne doit se soumettre à aucune autorité.

Lettre à l'Archevêque de Frisingue : *Gravissimas*, du 11 décembre 1862, p. 467.

Lettre au même : *Tuas libenter*, du 21 décembre 1863, p. 497.

XI. — L'Église non seulement ne doit, dans aucun cas, sévir contre la philosophie, mais elle doit tolérer les erreurs de la philosophie et lui abandonner le soin de se corriger elle-même.

Lettre à l'Archevêque de Frisingue : *Gravissimas*, du 11 décembre 1862, p. 467.

XII. — Les décrets du Siège Apostolique et des Congrégations Romaines empêchent le libre progrès de la science.

Lettre à l'Archevêque de Frisingue : *Tuas libenter*, du 21 décembre 1863, p. 497.

XIII. — La méthode et les principes, d'après lesquels les anciens docteurs scolastiques ont cultivé la théologie, ne sont plus en rapport avec les nécessités de notre temps et les progrès des sciences.

Lettre à l'Archevêque de Frisingue : *Tuas libenter*, du 21 décembre 1863, p. 497.

XIV. — On doit s'occuper de philosophie, sans tenir aucun compte de la révélation surnaturelle.

Lettre à l'Archevêque de Frisingue : *Tuas libenter*, du 21 décembre 1863, p. 497.

N. B. — Au système du rationalisme se rapportent pour la majeure partie les erreurs d'Antoine Günther, qui sont condamnées dans la Lettre au Cardinal Archevêque de Cologne, *Eximiam tuam*, du 15 juin 1857, p. 395 et dans la Lettre à l'Évêque de Breslau, *Dolore haud mediocri*, du 30 avril 1860, p. 411.

§ III.

Indifférentisme, Latitudinarisme

XV. — Il est libre à chaque homme d'embrasser et de professer la religion qu'il aura réputée vraie d'après la lumière de la raison.

Lett. Apost. *Multiplies inter*, du 10 juin 1851, p. 287.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

XVI. — Les hommes peuvent trouver le chemin du salut

éternel et obtenir ce salut éternel dans le culte de n'importe quelle religion.

Encycl. *Qui pluribus*, du 9 novembre 1846, p. 173.

Alloc. *Ubi primum*, du 17 décembre 1847, p. 203.

Encycl. *Singulari quidem*, du 17 mars 1856, p. 263.

XVII. — Tout au moins doit-on avoir bonne confiance dans le salut éternel de tous ceux qui ne vivent pas dans le sein de la véritable Église du Christ.

Alloc. *Singulari quadam*, du 9 décembre 1854, p. 335.

Encycl. *Quanto conficiamur*, du 10 août 1863, p. 477.

XVIII. — Le protestantisme n'est pas autre chose qu'une forme diverse de la même vraie religion chrétienne, forme dans laquelle on peut être agréable à Dieu aussi bien que dans l'Église catholique.

Encycl. *Nostis et Nobiscum*, du 8 décembre 1849, p. 239.

§ IV.

Socialisme, Communisme, Sociétés secrètes, Sociétés bibliques, Sociétés clérico-libérales.

Ces sortes de pestes sont à plusieurs reprises frappées de sentences formulées dans les termes les plus graves par l'Encyclique *Qui pluribus*, du 9 novembre 1846, p. 173 ; par l'Allocution *Quibus quantisque*, du 20 avril 1849, p. 211 ; par l'Encyclique *Nostis et Nobiscum*, du 8 décembre 1849, p. 239 ; par l'Allocution *Singulari quadam*, du 9 décembre 1854, p. 335 ; par l'Encyclique *Quanto conficiamur mœrore*, du 10 août 1863, p. 477.

§ V.

Erreurs relatives à l'Église et à ses droits.

XIX. — L'Église n'est pas une vraie et parfaite société pleinement libre ; elle ne jouit pas de ses droits propres et constants que lui a conférés son divin Fondateur, mais il appartient au pouvoir civil de définir quels sont les droits de l'Église et les limites dans lesquelles elle peut les exercer.

Alloc. *Singulari quadam*, du 9 décembre 1854, p. 335.

Alloc. *Multis gravibusque*, du 17 décembre 1860, p. 425.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

XX. — La puissance ecclésiastique ne doit pas exercer son autorité sans la permission et l'assentiment du gouvernement civil.

Alloc. *Meminit unusquisque*, du 30 septembre 1861, p. 447.

XXI. — L'Église n'a pas le pouvoir de définir dogmatiquement que la religion de l'Église catholique est uniquement la vraie religion.

Lett. Apost. *Multiplies inter*, du 10 juin 1851, p. 287.

XXII. — L'obligation, qui concerne les maîtres et les écrivains catholiques, se borne aux choses qui ont été définies par le jugement infaillible de l'Église, comme des dogmes de foi qui doivent être crus par tous.

Lettre à l'Archevêque de Frisingue : *Tuas libenter*, du 21 décembre 1863, p. 497.

XXIII. — Les Souverains Pontifes et les Conciles œcuméniques ont dépassé les limites de leur pouvoir ; ils ont usurpé les droits des princes, et ils ont même erré dans les définitions relatives à la foi et aux mœurs.

Lett. Apost. *Multiplies inter*, du 10 juin 1851, p. 287.

XXIV. — L'Église n'a pas le droit d'employer la force ; elle n'a aucun pouvoir temporel direct ou indirect.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

XXV. — En dehors du pouvoir inhérent à l'épiscopat, il y a un pouvoir temporel qui lui a été concédé ou expressément ou tacitement par l'autorité civile, révocable par conséquent à volonté par cette même autorité civile.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

XXVI. — L'Église n'a pas le droit naturel et légitime d'acquérir et de posséder.

Alloc. *Nunquam fore*, du 13 décembre 1856, p. 383.

Encycl. *Incredibili*, du 17 septembre 1863, p. 489.

XXVII. — Les ministres sacrés de l'Église et le Pontife Romain doivent être exclus de toute gestion et possession des choses temporelles.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 435.

XXVIII. — Il n'est pas permis aux Évêques de publier même les Lettres Apostoliques sans la permission du gouvernement.

Alloc. *Nunquam fore*, du 13 décembre 1856, p. 383.

XXIX. — Les faveurs accordées par le Pontife Romain doivent être regardées comme nulles, si elles n'ont pas été demandées par l'entremise du gouvernement.

Alloc. *Nunquam fore*, du 13 décembre 1856, p. 383.

XXX. — L'immunité de l'Église et des personnes ecclésiastiques tire son origine du droit civil.

Lett. Apost. *Multiplices inter*, du 10 juin 1851, p. 287.

XXXI. — Le for ecclésiastique pour les procès temporels des clercs, soit au civil, soit au criminel, doit absolument être

aboli, même sans consulter le Siège Apostolique et sans tenir compte de ses réclamations.

Alloc. *Acerbissimum*, du 27 septembre 1832, p. 321.

Alloc. *Nunquam fore*, du 13 décembre 1836, p. 383.

XXXII. — L'immunité personnelle, en vertu de laquelle les clers sont exempts de la milice, peut être abrogée sans aucune violation de l'équité et du droit naturel. Le progrès civil demande cette abrogation, surtout dans une société constituée d'après une législation libérale.

Lettre à l'Évêque de Montréal : *Singularis Nobisque*, du 29 septembre 1864, p. 515.

XXXIII. — Il n'appartient pas uniquement par droit propre et inné à la juridiction ecclésiastique de diriger l'enseignement des vérités théologiques.

Lettre à l'Archevêque de Frisingue : *Tuas libenter*, du 21 décembre 1863, p. 497.

XXXIV. — La doctrine de ceux qui comparent le Pontife Romain à un prince libre et exerçant son pouvoir dans l'Église universelle, est une doctrine qui a prévalu au moyen âge.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

XXXV. — Rien n'empêche que par un décret d'un Concile général ou par le fait de tous les peuples le Souverain Pontificat soit transféré de l'Évêque Romain et de la ville de Rome à un autre Évêque et à une autre ville.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

XXXVI. — La définition d'un Concile national n'admet pas d'autre discussion, et l'administration civile peut traiter toute affaire dans ces limites.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

XXXVII. — On peut instituer des Églises nationales sous-

traites à l'autorité du Pontife Romain et pleinement séparées de lui.

Alloc. *Multis gravibusque*, du 17 décembre 1860, p. 425.

Alloc. *Jamdudum cernimus*, du 18 mars 1861, p. 435.

XXXVIII. — Trop d'actes arbitraires de la part des Pontifes Romains ont poussé à la division de l'Église en orientale et occidentale.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

§ VI.

Erreurs relatives à la société civile, considérée soit en elle-même, soit dans ses rapports avec l'Église.

XXXIX. — L'État, comme étant l'origine et la source de tous les droits, jouit d'un droit qui n'est circonscrit par aucune limite.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 455.

XL. — La doctrine de l'Église catholique est opposée au bien et aux intérêts de la société humaine.

Encycl. *Qui pluribus*, du 9 novembre 1846, p. 173.

Alloc. *Quibus quantisque*, du 20 avril 1849, p. 211.

XLI. — La puissance civile, même quand elle est exercée par un prince infidèle, possède un pouvoir indirect négatif sur les choses sacrées. Elle a par conséquent non seulement le droit qu'on appelle d'*exequatur*, mais encore le droit qu'on nomme d'*appel comme d'abus*.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

XLII. — En cas de conflit légal entre les deux pouvoirs, le droit civil prévaut.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 273.

XLIII. — La puissance laïque a le pouvoir de casser, de déclarer et rendre nulles les conventions solennelles (*Concordats*) conclues avec le Siège Apostolique, relativement à l'usage des droits qui appartiennent à l'immunité ecclésiastique, sans le consentement de ce Siège et malgré ses réclamations.

Alloc. *In consistoriali*, du 1^{er} novembre 1850, p. 277.

Alloc. *Multis gravibusque*, du 17 décembre 1860, p. 423.

XLIV. — L'autorité civile peut s'immiscer dans les choses qui regardent la religion, les mœurs et le régime spirituel. D'où il suit qu'elle peut juger des Instructions que les pasteurs de l'Église publient, d'après leur charge, pour la règle des consciences; elle peut même décider sur l'administration des sacrements et les dispositions nécessaires pour les recevoir.

Alloc. *In consistoriali*, du 1^{er} novembre 1850, p. 277.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 455.

XLV. — Toute la direction des écoles publiques dans lesquelles la jeunesse d'un État chrétien est élevée, si l'on en excepte dans une certaine mesure les séminaires épiscopaux, peut et doit être attribuée à l'autorité civile, et cela de telle manière qu'il ne soit reconnu à aucune autre autorité le droit de s'immiscer dans la discipline des écoles, dans le régime des études, dans la collation des grades, dans le choix ou l'approbation des maîtres.

Alloc. *In consistoriali*, du 1^{er} novembre 1850, p. 277.

Alloc. *Quibus luctuosissimis*, du 5 septembre 1851, p. 303.

XLVI. — Bien plus, même dans les séminaires des clercs, a méthode à suivre dans les études est soumise à l'autorité civile.

Alloc. *Nunquam fore*, du 15 décembre 1856, p. 383.

XLVII. — La bonne constitution de la société civile demande que les écoles populaires, qui sont ouvertes à tous

les enfants de chaque classe du peuple, et en général que les institutions publiques destinées aux lettres, à une instruction supérieure et à une éducation plus élevée de la jeunesse, soient affranchies de toute autorité de l'Église, de toute influence modératrice et de toute ingérence de sa part, et qu'elles soient pleinement soumises à la volonté de l'autorité civile et politique, suivant le désir des gouvernants et le niveau des opinions générales de l'époque.

Lettre à l'Archevêque de Fribourg : *Quum non sine*, du 14 juillet 1864, p. 507.

XLVIII. — Des catholiques peuvent approuver un système en dehors de la foi et de l'autorité de l'Église, et qui n'ait pour but, ou du moins pour but principal, que la connaissance des choses purement naturelles et la vie sociale sur cette terre.

Lettre à l'Archevêque de Fribourg : *Quum non sine*, du 14 juillet 1864, p. 507.

XLIX. — L'autorité séculière peut empêcher les Évêques et les fidèles de communiquer librement entre eux et avec le Pontife Romain.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 455.

L. — L'autorité séculière a par elle-même le droit de présenter les Évêques, et peut exiger d'eux qu'ils prennent en main l'administration de leurs diocèses, avant qu'ils aient reçu du Saint-Siège l'institution canonique et les Lettres Apostoliques.

Alloc. *Nunquam fore*, du 15 décembre 1856, p. 383.

LI. — Bien plus, la puissance séculière a le droit d'interdire aux Évêques l'exercice du ministère pastoral, et elle n'est pas tenue d'obéir au Pontife Romain en ce qui concerne l'institution des évêchés et des Évêques.

Lett. Apost. *Multiplies inter*, du 18 juin 1851, p. 287.

Alloc. *Acerbissimum*, du 27 septembre 1852, p. 321.

LII. — Le gouvernement peut, de son propre droit, changer l'âge prescrit pour la profession religieuse, tant des femmes que des hommes, et enjoindre aux communautés religieuses de n'admettre personne aux vœux solennels sans son autorisation.

Alloc. *Nunquam fore*, du 15 décembre 1856, p. 383.

LIII. — On doit abroger les lois qui protègent l'existence des familles religieuses, leurs droits et leurs fonctions ; bien plus, la puissance civile peut donner son appui à tous ceux qui voudraient quitter l'état religieux qu'ils avaient embrassé et enfreindre leurs vœux solennels ; elle peut aussi supprimer complètement ces mêmes communautés religieuses, aussi bien que les églises collégiales et les bénéfices simples, même de droit de patronage, attribuer et soumettre leurs biens et revenus à l'administration et à la volonté de l'autorité civile.

Alloc. *Acerbissimum*, du 27 septembre 1852, p. 321.

Alloc. *Probe memineritis*, du 22 janvier 1853, p. 347.

Alloc. *Cum sæpe*, du 26 juillet 1853, p. 357.

LIV. — Les Rois et les Princes non seulement sont exempts de la juridiction de l'Église, mais même ils sont supérieurs à l'Église, quand il s'agit de trancher les questions de juridiction.

Lett. Apost. *Multiplies inter*, du 10 juin 1851, p. 287.

LV. — L'Église doit être séparée de l'État, et l'État séparé de l'Église.

Alloc. *Acerbissimum*, du 27 septembre 1852, p. 321.

§ VII.

Erreurs concernant la morale naturelle et chrétienne.

LVI. — Les lois de la morale n'ont pas besoin de la sanction divine, et il n'est pas du tout nécessaire que les lois

humaines se conforment au droit naturel ou reçoivent de Dieu le pouvoir d'obliger.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

LVII. — La science des choses philosophiques et morales, de même que les lois civiles, peuvent et doivent être soustraites à l'autorité divine et ecclésiastique.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

LVIII. — Il ne faut reconnaître d'autres forces que celles qui résident dans la matière, et tout système de morale, toute honnêteté doit consister à accumuler et augmenter ses richesses de toute manière, et à satisfaire ses passions.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

Lett. Encycl. *Quanto conficiamur*, du 10 août 1863, p. 477.

LIX. — Le droit consiste dans le fait matériel; tous les devoirs des hommes sont un mot vide de sens, et tous les faits humains ont force de droit.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

LX. — L'autorité n'est autre chose que la somme du nombre et des forces matérielles.

Alloc. *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 433.

LXI. — Une injustice de fait couronnée de succès ne préjudicie nullement à la sainteté du droit.

Alloc. *Jamdudum cernimus*, du 18 mars 1861, p. 433.

LXII. — On doit proclamer et observer le principe de *non-intervention*.

Alloc. *Novos et ante*, du 28 septembre 1860, p. 413.

LXIII. — Il est permis de refuser l'obéissance aux Princes légitimes et même de se révolter contre eux.

Lett. Encycl. *Qui pluribus*, du 9 novembre 1846, p. 173.

Alloc. *Quisque vestrum*, du 4 octobre 1847, p. 197.

Lett. Encycl. *Nostis et nobiscum*, du 8 décembre 1849, p. 239.

Lett. Apost. *Cum catholica*, du 26 mars 1860, p. 401.

LXIV. — La violation d'un serment, quelque saint qu'il soit, et toute action criminelle et honteuse opposée à la loi éternelle, non seulement ne doit pas être blâmée, mais elle est tout à fait licite et digne des plus grands éloges, quand elle est inspirée par l'amour de la patrie.

Alloc. *Quibus quantisque*, du 20 avril 1849, p. 211.

§ VIII.

Erreurs concernant le mariage chrétien.

LXV. — On ne peut établir par aucune preuve que le Christ a élevé le mariage à la dignité de sacrement.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

LXVI. — Le sacrement de mariage n'est qu'un accessoire du contrat et peut en être séparé, et le sacrement lui-même ne consiste que dans la seule bénédiction nuptiale.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

LXVII. — De droit naturel, le lien du mariage n'est pas indissoluble, et, dans différents cas, le divorce proprement dit peut être sanctionné par l'autorité civile.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

Alloc. *Acerbissimum*, du 27 septembre 1852, p. 321.

LXVIII. — L'Église n'a pas le pouvoir d'établir des empêchements dirimants au mariage ; mais ce pouvoir appartient à l'autorité séculière, par laquelle les empêchements existants peuvent être levés.

Lett. Apost. *Multiplies inter*, du 10 juin 1851, p. 287.

LXIX. — L'Église, dans le cours des siècles, a commencé à introduire les empêchements dirimants non par son droit

propre, mais en usant du droit qu'elle avait emprunté au pouvoir civil.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

LXX. — Les canons du Concile de Trente, qui prononcent l'anathème contre ceux qui osent nier le pouvoir qu'à l'Église d'opposer des empêchements dirimants, ne sont pas dogmatiques ou doivent s'entendre de ce pouvoir emprunté.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

LXXI. — La forme prescrite par le Concile de Trente n'oblige pas sous peine de nullité, quand la loi civile établit une autre forme à suivre et veut qu'au moyen de cette forme le mariage soit valide.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 12 août 1851, p. 293.

LXXII. — Boniface VIII a le premier déclaré que le vœu de chasteté prononcé dans l'ordination rend le mariage nul.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

LXXIII. — Par la force du contrat purement civil, un vrai mariage peut exister entre chrétiens ; et il est faux, ou que le contrat de mariage entre chrétiens soit toujours un sacrement, ou que ce contrat soit nul en dehors du sacrement.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

Lettre de S. S. Pie IX au roi de Sardaigne, du 19 septembre 1852, p. 313.

Alloc. *Acerbissimum*, du 27 septembre 1852, p. 321.

Alloc. *Multis gravibusque*, du 17 décembre 1860, p. 425.

LXXIV. — Les causes matrimoniales et les fiançailles, par leur nature propre, appartiennent à la juridiction civile.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

Alloc. *Acerbissimum*, du 27 septembre 1852, p. 321.

N. B. — Ici peuvent se placer d'autres erreurs : l'abolition du célibat ecclésiastique et la préférence due à l'état

de mariage sur l'état de virginité. Elles sont condamnées, la première, dans la Lettre Encyclique *Qui pluribus*, du 9 novembre 1842, p. 173, la seconde, dans la Lettre Apostolique *Multiplices inter*, du 10 juin 1851, p. 287.

§ IX.

Erreurs sur le principat civil du Pontife Romain.

LXXV. — Les fils de l'Église chrétienne et catholique disputent entre eux sur la compatibilité de la royauté temporelle avec le pouvoir spirituel.

Lett. Apost. *Ad Apostolicæ*, du 22 août 1851, p. 293.

LXXVI. — L'abrogation de la souveraineté civile, dont le Saint-Siège est en possession, servirait, même beaucoup, à la liberté et au bonheur de l'Église.

Alloc. *Quibus quantisque*, du 20 avril 1849, p. 211.

N. B. — Outre ces erreurs explicitement notées, plusieurs autres erreurs sont implicitement condamnées par la doctrine qui a été exposée et soutenue sur le principat civil du Pontife Romain, que tous les catholiques doivent fermement professer. Cette doctrine est clairement enseignée dans l'Allocution *Quibus quantisque*, du 20 avril 1849, p. 211 ; dans l'Allocution *Si semper antea*, du 20 mai 1850, p. 265 ; dans la Lettre Apostolique, *Cum catholica Ecclesia*, du 26 mars 1860, p. 401 ; dans l'Allocution *Noros*, du 28 septembre 1860, p. 415 ; dans l'Allocution *Jamdudum*, du 18 mars 1861, p. 435 ; dans l'Allocution *Maxima quidem*, du 9 juin 1862, p. 455.

§ X.

Erreurs qui se rapportent au libéralisme moderne.

LXXVII. — A notre époque, il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'État, à l'exclusion de tous les autres cultes.

Alloc. *Nemo vestrum*, du 26 juillet 1853, p. 351.

LXXVIII. — Aussi, c'est avec raison que, dans quelques pays catholiques, la loi a pourvu à ce que les étrangers qui s'y rendent y jouissent de l'exercice public de leurs cultes particuliers.

Alloc. *Acerbissimum*, du 27 septembre 1852, p. 321.

LXXIX. — Il est faux que la liberté civile de tous les cultes, et que le plein pouvoir laissé à tous de manifester ouvertement et publiquement toutes leurs pensées et toutes leurs opinions, jettent plus facilement les peuples dans la corruption des mœurs et de l'esprit, et propagent la peste de l'*Indifférentisme*.

Alloc. *Nunquam fore*, du 13 décembre 1856, p. 383.

LXXX. — Le Pontife Romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne.

Alloc. *Jamdudum cernimus*, du 18 mars 1861, p. 435.

FORMULE DE PROFESSION DE FOI

Prescrite par Pie IV

Avec l'addition ordonnée par Pie IX touchant la primauté
et l'infaillibilité du Pontife Romain.

Ego N. firma fide credo et profiteor omnia et singula, quæ continentur in symbolo fidei, quo sancta Romana Ecclesia utitur, videlicet : « Credo in unum Deum, Patrem omnipotentem, Factorem cœli et terræ, visibilium omnium et invisibilium. Et in unum Dominum Jesum Christum, Filium Dei unigenitum. Et ex Patre natum, ante omnia sæcula. Deum de Deo, lumen de lumine, Deum verum de Deo vero. Genitum non factum, consubstantialem Patri, per quem omnia facta sunt. Qui propter nos homines, et propter nostram salutem descendit de cœlis. Et incarnatus est de Spiritu Sancto ex Maria Virgine ; et homo factus est. Crucifixus etiam pro nobis sub Pontio Pilato, passus et sepultus est. Et resurrexit, tertia die, secundum Scripturas. Et ascendit in cœlum ; sedet ad dexteram Patris. Et iterum venturus est cum gloria judicare vivos et mortuos ; cujus regni non erit finis. Et in Spiritum Sanctum, Dominum et vivificantem ; qui ex Patre Filioque procedit. Qui cum Patre et Filio simul adoratur, et conglorificatur : qui locutus est per prophetas. Et Unam, Sanctam,

Catholicam et Apostolicam Ecclesiam. Confiteor unum Baptisma in remissionem peccatorum. Et expecto resurrectionem mortuorum. Et vitam venturi sæculi. Amen. »

Apostolicas et Ecclesiasticas traditiones, reliquasque ejusdem Ecclesiæ observationes et constitutiones firmissime admitto, et amplector.

Item sacram Scripturam juxta eum sensum, quem tenuit, et tenet sancta Mater Ecclesia, cujus est judicare de vero sensu, et interpretatione sacrarum Scripturarum, admitto, nec eam unquam, nisi juxta unanimem consensum Patrum, accipiam et interpretabor.

Profiteor quoque, septem esse vere et proprie sacramenta novæ legis a Christo Domino nostro instituta; atque ad salutem humani generis, licet non omnia singulis necessaria; scilicet Baptismum; Confirmationem, Eucharistiam, Pœnitentiam, Extremam Uncionem, Ordinem, et Matrimonium; illaque gratiam conferre, et ex his Baptismum, Confirmationem, et Ordinem, sine sacrilegio reiterari non posse.

Receptos quoque et approbatos Ecclesiæ Catholicæ ritus in supradictorum omnium sacramentorum solemni administratione recipio et admitto; omnia et singula, quæ de peccato originali et de justificatione in sacrosancta Tridentina Synodo definita et declarata fuerunt, amplector et accipio. Profiteor pariter, in Missa offerri Deo verum, proprium, et propitiatorium sacrificium pro vivis et defunctis; atque in sanctissimo Eucharistiæ sacramento esse vere, realiter et substantialiter, corpus et sanguinem, una

cum anima et divinitate Domini nostri Jesu Christi, fierique conversionem totius substantiæ panis in corpus, et totius substantiæ vini in sanguinem, quam conversionem Catholica Ecclesia Transsubstantiationem appellat. Fateor etiam, sub altera tantum specie totum atque integrum Christum, verumque sacramentum sumi. Constanter teneo Purgatorium esse, animasque ibi detentas fidelium suffragiis juvari. Similiter et Sanctos una cum Christo regnantes venerandos atque invocandos esse, eosque orationes Deo pro nobis offerre atque eorum reliquias esse venerandas. Firmissime assero imagines Christi, ac Dei- paræ semper Virginis, necnon aliorum Sanctorum, habendas et retinendas esse, atque eis debitum honorem ac venerationem impertiendam. Indulgentiarum etiam potestatem a Christo in Ecclesia relictam fuisse, illarumque usum populo christiano maxime salutarem esse affirmo. Sanctam Catholicam et Apostolicam Romanam Ecclesiam omnium Ecclesiarum matrem et magistram agnosco ; Romanoque Pontifici, Beati Petri Apostolorum principis successori, ac Jesu Christi Vicario veram obedientiam spondeo ac juro. Cetera item omnia a sacris canonibus, et œcumenicis conciliis, ac præcipue a sacrosancta Tridentina synodo et ab œcumenico concilio Vaticano tradita, definita ac declarata, præsertim de Romani Pontificis primatu et infallibili magisterio, indubitanter recipio atque profiteor ; simulque contraria omnia, atque hæreses quascumque ab Ecclesia damnatas et rejectas et anathematizatas, ego pariter damno, rejicio et anathematizo. Hanc veram catholi-

cam fidem, extra quam nemo salvus esse potest, quam in præsentī sponte profiteor et veraciter teneo, eamdem integram et inviolatam, usque ad extremum vitæ spiritum constantissime, Deo adjuvante, retinere et confiteri, atque a meis subditis, vel illis quorum cura ad me in munere meo spectabit, teneri, doceri et prædicari, quantam in me erit, curaturum. Ego, idem N..., spondeo, voveo ac juro. Sic me Deus adjuvet, et hæc sancta Dei Evangelia. »

Comment se fait cette profession de foi ?

Elle se fait à genoux.

En présence de qui de droit, devant le livre des saints Évangiles posé sur un coussin ou un pupitre. En prononçant ces mots : *Ego N..., spondeo, voveo ac juro ; sic me Deus adjuvet et hæc sancta Dei Evangelia*, le bénéficié étend la main droite sur le livre des Évangiles. — Voir BENOIT XIV, *De synod. diæc.*, liv. V, chap. II, et GAVANTUS, *Praxis Synodi*, part. IV, liv. V.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Notions préliminaires sur le droit canonique.	1
Définition du droit canonique	2
Différence entre la théologie et le droit canonique	4
Excellence du droit canonique sur le droit civil	7
Étendue du droit canonique	9
Division du droit canonique	10
Nécessité de la science du droit canonique.	13
Des sources du droit canonique	14
De la Sainte Écriture.	15
Des traditions divines et humaines	21
Des constitutions des Souverains Pontifes	24
Des canons des conciles généraux	25
Des décrets des saints conciles de Trente et du Vatican	30
Parties diverses du <i>Corpus Juris</i>	31
Le décret de Gratien	31
Les Décrétales	35
Le Sexte des Décrétales	36
Les Clémentines	36
Les Extravagantes de Jean XXII	37
Les Extravagantes communes	37
De l'autorité du <i>Corpus Juris</i>	38
Des collections plus récentes du droit canonique.	43
Le Bullaire	44
La collection des Conciles	45
La collection des décisions des Congrégations Romaines	46
Les Règles de la Chancellerie Romaine.	46
Des Collections anciennes du droit canonique. — Constitu- tions Apostoliques.	48
Canons des Apôtres	51
Collection des Grecs	53
Les collections de Théodoret et de Jean d'Antioche	54

	Pages
La collection Trullienne.	55
La collection de Photius.	56
Autorité des collections grecques.	57
Collections des Latins	58
Collection de Denis-le-Petit	58
Collection d'Isidore Mercator	60
Des autres collections latines	64
De l'usage du droit canonique et civil	65

Congrégations et Tribunaux Romains. 68

Les congrégations Romaines.	68
La congrégation du Saint-Office ou de l'Inquisition	70
La congrégation du Concile.	73
La congrégation de l'Index.	76
La congrégation des Rites	86
La congrégation consistoriale	88
La congrégation des Évêques et des Réguliers	89
La congrégation pour l'examen des Évêques	92
La congrégation de la Fabrique de Saint-Pierre	93
La congrégation de la Propagande	93
La congrégation de la Juridiction et de l'Immunité ecclésiastique	94
La congrégation de la Visite apostolique	95
La congrégation de la Discipline régulière et celle de l'État des Réguliers	96
La congrégation des Indulgences et des Reliques.	97
La congrégation des Études	98
Principes généraux sur l'autorité des Congrégations Romaines.	98

Tribunaux Romains. 100

La Pénitencerie.	101
La Daterie	104
La Chancellerie Romaine	107
Le Secrétariat Apostolique	108
La Rote Romaine	110
La Chambre Apostolique	111
Le Tribunal de la Signature	112

Premier livre des Décrétales.

TITRE 1^{er}. — LE JUGE ECCLÉSIASTIQUE — RÈGLES QU'IL DOIT	
SUIVRE EN SES JUGEMENTS	419
De la Souveraine Trinité et de la foi catholique.	421
La profession de foi.	423
TITRE II. — DES CONSTITUTIONS	432
Des constitutions concernant le dogme et les	
mœurs	433
Des constitutions disciplinaires	434
Pouvoir du Souverain Pontife touchant les	
lois civiles	435
Pouvoir législatif des Prélats inférieurs au	
Pontife Romain	438
De la promulgation des Constitutions Ponti-	
ficales	442
De l'acceptation des lois ecclésiastiques . . .	447
De l' <i>exequatur</i> ou du <i>placet</i> du pouvoir civil.	449
Du sujet des lois ecclésiastiques.	456
De l'interprétation des lois	458
De la cessation des lois.	461
TITRE III. — DES RESCRITS	462
De l'autorité des Rescrits	463
De la forme des Rescrits	465
Des vices des Rescrits	468
Du vice des personnes	469
Du vice de la supplique	470
Du vice de la forme.	472
De l'interprétation des Rescrits	474
De l'exécution et de la cessation des Rescrits.	475
TITRE IV. — DE LA COUTUME	477
Conditions de la coutume.	478
Abrogation de la coutume.	481
TITRE V. — DE LA POSTULATION DES PRÉLATS	482
TITRE VI. — DE L'ÉLECTION ET DU POUVOIR DE L'ÉLU	484
Des électeurs	486
De la convocation des électeurs.	488
Des personnes éligibles	494
De l'élection des indignes.	497
De l'effet de l'élection	499

	Pages
De l'élection du Souverain Pontife	203
De l'élection aux Prélatures régulières.	205
TITRE VII. — DE LA TRANSLATION D'UN ÉVÊQUE	209
TITRE VIII. — DE L'AUTORITÉ ET DE L'USAGE DU PALLIUM.	212
TITRE IX. — DE LA RENONCIATION	220
TITRE X. — DE LA MANIÈRE DE SUPPLÉER A LA NÉGLIGENCE DES PRÉLATS	228
De la manière de suppléer à la négligence des prélats dans la collation des bénéfices.	228
De la manière de suppléer à la négligence des prélats dans l'exercice de leur office et l'ad- ministration de la justice	230
TITRE XI. — DES ÉPOQUES DES ORDINATIONS ET DE LA QUALITÉ DES ORDINANDS.	233
Des saints ordres	233
Du temps ou des époques des ordinations	236
Lieux où doivent se faire les ordinations.	239
Des interstices.	241
De la dispense des interstices	242
Du ministre de l'ordination valide.	245
Du ministre de l'ordination licite.	247
Des lettres dimissoriales.	251
Des lettres testimoniales.	256
De la qualité des ordinands et des titres d'or- dination	259
De la qualité des ordinands.	259
Des titres d'ordination.	266
Du titre de bénéfice	267
Du titre de patrimoine ou de pension.	268
Du titre de service du diocèse ou de l'Église.	270
Du titre de pauvreté religieuse.	272
Des peines qui frappent ceux qui ordonnent et ceux qui sont ordonnés contrairement aux règles canoniques	274
Des peines qui frappent ceux qui ordonnent et ceux qui sont ordonnés avant l'âge légitime.	275
Des peines portées contre celui qui ordonne un sujet étranger et contre ce sujet lui- même	276
Des peines qui frappent celui qui ordonne et	

celui qui est ordonné dans un diocèse étranger sans le consentement de l'Ordinaire du lieu.	279
Des peines qui frappent ceux qui ordonnent et ceux qui sont ordonnés en dehors des époques canoniques, et sans l'observation des interstices	280
Des peines qui frappent ceux qui ordonnent et ceux qui sont ordonnés sans en titre canonique	283
TITRE XII. — Du SCRUTIN QUI DOIT PRÉCÉDER LA RÉCEPTION DE L'ORDRE	284
Du premier scrutin ou de la première enquête.	285
Du second scrutin ou de la seconde enquête.	288
Du troisième scrutin ou de la troisième enquête.	290
TITRE XIII. — DE CEUX QUI ONT ÉTÉ ORDONNÉS PAR UN EVÊQUE QUI RENONCE A L'ÉPISCOPAT OU PAR UN EVÊQUE EXCOMMUNIÉ.	291
De l'ordination faite par un Evêque qui a renoncé à l'Épiscopat.	292
De l'ordination faite par un Evêque excommunié	294
TITRE XIV. — DE L'ÂGE, DE LA QUALITÉ ET DE L'ORDRE DE CEUX QUI DOIVENT OBTENIR UNE DIGNITÉ OU UN BÉNÉFICE ECCLÉSIASTIQUE	296
De l'âge requis à cet effet.	297
De l'ordre requis de ceux qui sont appelés aux prélatures et aux bénéfices	300
Des autres qualités requises de ceux qui sont appelés aux prélatures et aux bénéfices	302
De l'élection ou du choix à faire entre les sujets qui peuvent être pourvus d'une prélature ou d'un bénéfice	307
TITRE XV. — DE L'ONCTION SACRÉE.	311
Des onctions sacramentelles	311
Des onctions extrasacramentelles	314
TITRE XVI. — DES SACREMENTS QU'ON NE PEUT PAS RENOUVELER.	315

	Pages
TITRE XVII. — DES FILS DES PRÊTRES AUXQUELS ON DOIT AC-	
CORDER OU REFUSER LES SAINTS ORDRES	318
Des irrégularités	319
Du défaut de l'esprit	320
Du défaut de douceur.	322
De l'irrégularité <i>ex defectu natalium</i> , etc.	324
TITRE XVIII. — DE LA DÉFENSE D'ORDONNER DES ESCLAVES ET	
DE LEUR AFFRANCHISSEMENT	327
TITRE XIX. — DOIT-ON ORDONNER OU NON CEUX QUI SONT	
OBLIGÉS DE RENDRE DES COMPTES ?	330
TITRE XX. — DES DÉFAUTS CORPORELS QUI EMPÊCHENT D'ÊTRE	
ORDONNÉ	332
TITRE XXI. — ON NE DOIT PAS ORDONNER LES BIGAMES	335
TITRE XXII. — DES CLERCS ÉTRANGERS.	338
TITRE XXIII. — DE L'OFFICE D'ARCHIDIACRE.	341
TITRE XXIV. — DE L'OFFICE DE L'ARCHIPRÊTRE	343
TITRES XXV, XXVI et XXVII. — DE L'OFFICE DE PRIMICIER, DE	
SACRISTE ET DE CUSTODE	345
TITRE XXV. — Du PRIMICIER.	345
TITRE XXVI. — Du SACRISTE.	346
TITRE XXVII. — Du CUSTODE.	346
Le chanoine pénitencier.	347
TITRE XXVIII. — DE L'OFFICE DE VICAIRE.	349
Du Vicaire général	353
Du Vicaire capitulaire	374
Pouvoir juridictionnel du chapitre et du	
Vicaire capitulaire, le siège vacant.	397
De la cessation des pouvoirs du Vicaire	
capitulaire	411
Le Vicaire forain.	413
TITRE XXIX. — DE L'OFFICE ET DU POUVOIR DU JUGE DÉLÉ-	
GUÉ.	416
Office du Juge délégué	416
Pouvoir du Juge délégué.	418
Des Juges Synodaux	422
Des Juges Conservateurs.	427
Les Examineurs Synodaux	434
TITRE XXX. — DE L'OFFICE DE LÉGAT.	439
De la juridiction commune à tous les Lé-	
gats.	441

	Pages
De la juridiction spéciale aux Légats <i>a latere</i> .	442
De la juridiction spéciale aux Légats envoyés	443
TITRE XXXI. — DE L'OFFICE DU JUGE ORDINAIRE.	445
Du Souverain Pontife.	447
Des Cardinaux de la sainte Église Romaine.	461
Des Patriarches, des Primats, des Archevêques et des Évêques	463
Des Patriarches.	463
Des Primats.	467
Des Archevêques	468
Des Évêques.	472
La visite <i>ad limina Apostolorum</i> — son origine.	478
A quelle époque les Évêques et les autres prélats y obligés doivent-ils faire leur visite <i>ad limina</i> ?	480
A qui les Évêques doivent-ils adresser le compte rendu de l'état de leur diocèse?	482
Quelles sont les peines portées contre les Évêques qui n'obéiraient pas aux prescriptions de la constitution <i>Romanus Pontifex</i> de Sixte-Quint?	483
Le Synode diocésain	485
Qui sont ceux que l'on doit convoquer au synode et sont tenus d'y assister?	488
L'Évêque peut-il faire des lois ou des constitutions synodales sans l'avis de son Chapitre et des autres prêtres qui ont assisté au synode?	489
Publication des décrets synodaux et matières à traiter en synode?	490
Dans quel lieu doit être célébré le synode?	491
Le Concile provincial.	493
Qui sont ceux qui doivent être convoqués au Concile provincial?	495
A qui appartient la présidence du Concile provincial?	497
Quelles sont les matières à traiter dans un Concile provincial?	498

	Pages
Les actes du Concile provincial doivent-ils, pour obliger les sujets de la province, être munis de la « confirmation » expresse du Pontife Romain, ou seulement de sa sim- ple approbation?	499
Concile national.	503
Des séminaires — Origine des séminaires .	504
Administration des séminaires.	505
La taxe des séminaires.	506
La direction des séminaires peut-elle être confiée à des religieux?	507
Le recteur ou supérieur des séminaires. .	509
Les séminaires en présence du pouvoir civil en France.	510
TITRE XXXII. — DE L'OFFICE DE JUGE.	512
Nature et qualité du juge	512
De la juridiction du juge	513
Office et obligation du juge	516
TITRE XXXIII. — DE LA MAJORITÉ ET DE L'OBEISSANCE . .	518
De la majorité	519
De l'obéissance	524
Préliminaires des jugements ecclésias- tiques	528
TITRE XXXIV. — DE LA TRÈVE ET DE LA PAIX	528
TITRE XXXV. — DES PACTES	530
Les concordats en général.	532
Les concordats particuliers à la France. .	536
Concordat entre le pape Pie VII et le Gon- vernement français	537
Les articles organiques.	540
TITRE XXXVI. — DES TRANSACTIONS	541
TITRE XXXVII. — DE L'OFFICE D'AVOCAT, OU DE LA PLAÎ- DOIRE	546
TITRE XXXVIII. — DES PROCUREURS	550
Qu'est-ce que le procureur?	550
Combien y a-t-il de sortes de procureurs?	551
Quelles sont les personnes qui peuvent établir un procureur?	552
Qui sont ceux qui peuvent être consti- tués procureurs?	555

	Pages
Quelle doit être la forme du mandat qui constitue le procureur ?	556
Causes pour lesquelles on peut constituer un procureur ?	557
Quel est le devoir du procureur ?	559
Quel est le pouvoir du procureur ?	560
Comment expire l'office du procureur ?	560
TITRE XXXIX. — DU SYNDIC.	562
Qu'est-ce que le syndic	563
TITRE XL. — DES CHOSES QUI SE FONT SOUS L'EMPIRE DE LA VIOLENCE OU DE LA CRAINTE.	566
Qu'est-ce que la violence ?	566
Qu'est-ce que la crainte ?	567
De la rescision des actes accomplis sous l'empire de la crainte	570
TITRE XLI. — DE LA RESTITUTION INTÉGRALE.	572
TITRE XLII. — DE L'ALIÉNATION FAITE POUR CHANGER LA NATURE DU JUGEMENT.	576
TITRE XLIII. — DES ARBITRES	578

Appendice. 583

Constitution <i>Officiorum</i> de Notre Saint-Père le Pape, Léon XIII, sur la prohibition et la censure des livres	587
Constitution <i>Sollicita</i> de Benoît XIV, prescrivant la procédure à suivre dans l'examen et l'interdiction des livres.	621
Encyclique <i>Quanta Cura</i> de Pie IX condamnant plusieurs erreurs des temps modernes	635
<i>Syllabus</i> ou résumé des principales erreurs de notre époque	678
Formule de profession de foi prescrite par Pie IV	711

ERRATA

Page 80, ligne 21, *au lieu de* : laps de dix jours, *lisez* : laps de temps de dix jours.

Page 141, ligne 15, *au lieu de* : « statum capituli », *lisez* : « statutum capituli ».

Page 150, ligne 8, *au lieu de* : d'en agir, *lisez* : d'agir.

Page 188, ligne 1, *au lieu de* : ommer, *lisez* : nommer.

Page 198, ligne 31, *au lieu de* : ni l'une ni l'autre de ces peines ne s'étend, *lisez* : ne s'étendent.

Page 258, ligne 1, *au lieu de* : sans lettres testimoniales, *lisez* : sans lettres testimoniales de l'Ordinaire.

Page 263, ligne 32, *au lieu de* : et à l'administration des sacrements, *lisez* : ils doivent de plus savoir ce qui concerne l'administration des sacrements.

Page 338, ligne 3, *au lieu de* : la bigamie, *lisez* : la bigamie susdite.

Page 339, ligne 27, *au lieu de* : appuyé par, *lisez* : appuyé sur.

Page 348, ligne 5, *au lieu de* : « thelogia », *lisez* : « theologia ».

Page 360, ligne 34, *au lieu de* : 8, *lisez* : 9.

Page 361, ligne 20, *au lieu de* : deux points, *mettez* : un point, après les mots : dans ce sens.

Page 363, ligne 10, *mettez* : le n° 2, au commencement de cette ligne.

Page 397, ligne 13, *au lieu de* : uridiction, *lisez* : juridiction.

Page 401, ligne 8, *au lieu de* : « const. Sanctionis », *lisez* : « Sanctionis ».

Page 410, après la ligne 29, *ajoutez* : Il est à peine besoin de le dire : pour traiter ces affaires, le Doyen du Chapitre doit se faire autoriser par le Vicaire capitulaire.

Page 521, ligne 15, *au lieu de* : sous equel, *lisez* : sous lequel.

Page 550, ligne 12, *au lieu de* : titre xxxvii, *lisez* : titre xxxviii.



cm